

**Université Panthéon-Assas**

Ecole doctorale Georges Vedel

Thèse de doctorat en science politique

soutenue le 8 septembre 2011

**Les structures non-partisanes dans le  
champ politique**



**Université Panthéon-Assas**

**Mathieu LAURENT**

Directeur : M. le professeur Jacques Chevallier

**JURY**

**Monsieur Loïc BLONDIAUX**, professeur à l'université Panthéon-Sorbonne (Paris 1)

**Monsieur Laurent BOUVET**, professeur à l'université de Sophia-Antipolis (Nice, rapporteur

**Monsieur Jacques CHEVALLIER**, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris 2), directeur de thèse

**Monsieur Yves POIRMEUR**, professeur à l'université de Versailles Saint Quentin en Yvelines, rapporteur

## ***Avertissement***

L'Université Panthéon-Assas (Paris 2) n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

## **Remerciements**

*Je tiens à remercier tout d'abord Jacques Chevallier pour sa patience, ses conseils et ses encouragements, sans qui ce travail n'aurait pas vu le jour.*

*Merci ensuite aux différents responsables des clubs que j'ai eu le plaisir de rencontrer pour le temps qu'ils m'ont consacré, me permettant de recueillir de précieuses et concrètes informations.*

*Merci au personnel des bibliothèques et centres d'archives que j'ai fréquenté durant mes années de recherche, spécialement à Madame Dominique Parcollet du centre d'histoire de Sciences Po pour sa gentillesse et sa patience.*

*Merci également aux doctorants du CERSA, spécialement à Eric, Eléonore et Marion, dont le travail promet d'être brillant.*

*Merci à mes amis, dont le soutien a été précieux dans les moments de doute et de découragement, ainsi qu'à ma famille.*

## Les structures non-partisanes dans le champ politique

Le champ politique est un espace dans lequel s'affrontent des acteurs variés, acteurs qui ne se résument pas aux partis : trop souvent laissés dans l'ombre par la science politique, les clubs et cercles de réflexion, les fondations politiques, les instituts, participent effectivement à la vie politique. L'enjeu de cette étude est de mettre en perspective les modalités d'action des structures non-partisanes, de 1958 à nos jours, en revenant sur leur genèse, leur morphologie, et leurs trajectoires dans le temps : apportant de nouvelles idées, proposant des nouveaux modes de fonctionnement partisanes, elles contribuent à faire bouger les lignes du débat politique et pallient les défaillances des partis en matière programmatique et d'écoute des revendications de la société civile. Sans se confondre avec les mouvements sociaux, elles partagent cependant avec ces derniers un militantisme différent de l'engagement classique et utilisent des modes d'intervention bien spécifiques.

Malgré des ressources faibles au regard de leurs homologues étrangers (les fondations allemandes, les think tanks anglo-saxons), les structures non-partisanes françaises connaissent une tendance à la professionnalisation et mobilisent de véritables réseaux d'experts pour faire entendre leur voix : à la faveur d'une crise prolongée des organisations partisanes, elles sont appelées à jouer un rôle de plus en plus important dans la construction du « politiquement imaginable », ainsi que dans l'élaboration des politiques publiques.

Descripteurs : France – sociologie politique – clubs politiques – instituts – fondations – think tanks – idées – organisations alternatives – partis politiques.

## Non-party structures in the political arena

The political arena is a field wherein various actors confront each other, yet cannot be defined as political parties per se. Although clubs, think tanks, political foundations and institutes all genuinely participate in the political life, political scientists have, for the most part, ignored them. The purpose of this study is to put into perspective non-party structures methods of action, from 1958 to the present day, emphasizing their genesis, morphology and trajectories. As they bring new ideas to the forefront and suggest reforms for the internal functioning of political parties, they thus contribute to the evolution of political debate and even compensate for the parties failure in designing political programs and paying attention to the demands of the civil society. Though they are not to be assimilated to social movements, they do share a form of activism which can be distinguished from classical political commitments, and also use specific methods of intervention.

Compared to their foreign counterparts (German foundations, Anglo-American think tanks), and despite meager resources, French non-party structures tend to develop their professionalism and mobilize authentic networks of experts so that their message is heard. Due to an ongoing crisis of political organizations, they will certainly play an increasing role in shaping the “politically conceivable” and in building public policies.

Keywords: France – political sociology – political clubs – institutes – foundations – think tanks – ideas – alternative organizations – political parties.

**Centre d'Etudes et de Recherches de Sciences Administratives et Politiques (CERSA)**

**UMR 7106**

**10, rue Thénard 75005 PARIS**

## ***Table des abréviations***

ADELS : Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale

ADS : Alternative Démocratie Socialisme

AEI : American Enterprise Institute

AJC : Association Jeunes Cadres

AILES (fondation) : Autogestion, Initiative Locale, Economie Sociale

AL : Alternative libérale

ALEPS : Association pour la liberté économique et le progrès social

AREV : Alternative rouge et verte

ARS : Association pour le Renouveau socialiste

ASI : Adam Smith Institute

AT : Amis de la Terre

ATTAC : Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne

CAI : Comité d'action institutionnel

CAP : Convention pour une alternative progressiste

CEREL : Centre d'études et de recherches Egalité et Liberté

CERES : Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste

CDH : Club de l'Horloge

CFDT : Confédération française démocratique du travail

CGT : Confédération générale du travail

CIR : Convention des institutions républicaines

CLEAR : Comité de liaison, d'études et d'action républicaine

CNJA : Centre national des jeunes agriculteurs

CSD : Carrefour social-démocrate

CPS : Center for Policy Studies

C6R : Convention pour une 6<sup>ème</sup> République

C60 : Citoyens 60

DL : Démocratie libérale

DLR : Debout la République

FASE : Fédération pour une alternative sociale et écologique

FJJ : Fondation Jean Jaurès

FG : Front de gauche  
FGDS : Fédération de la gauche démocrate et socialiste  
Fondapol : Fondation pour l'innovation politique  
FN : Front national  
FP : Front du progrès  
FRS : Fondation Robert Schuman  
FSU : Fédération syndicale unitaire  
FT : Front travailliste  
GAM : Groupes d'action municipale  
GRALL : Groupement de recherche, d'action et de liaison des libéraux  
GRECE : Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne  
IFRAP : Institut français pour la recherche sur les administrations publiques  
IM : Institut Montaigne  
LCR : Ligue communiste révolutionnaire  
LDH : Ligue des droits de l'homme  
LICRA : Ligue contre le racisme et l'antisémitisme  
LO : Lutte ouvrière  
MDC : Mouvement des citoyens  
ME : Mouvement écologique  
MEP : Mouvement d'écologie politique  
MODEM : Mouvement démocrate  
MOC : Mouvement des objecteurs de croissance  
MRG : Mouvement des radicaux de gauche  
MRP : Mouvement des républicains populaires  
MSP : Mouvement pour le socialisme par la participation  
NPA : Nouveau parti anticapitaliste  
NPS : Nouveau parti socialiste  
OS : Objectif socialiste  
PCF : Parti communiste français  
PG : Parti de gauche  
PR : Parti radical  
PS : Parti socialiste  
PSA : Parti socialiste autonome  
PSU : Parti socialiste unifié

RPR : Rassemblement pour la République

R&D : République et démocratie

SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière

SUD : Solidaires unitaires démocratiques

TED : Technique et démocratie

UCRG : Union des clubs pour la rénovation de la gauche

UDF : Union pour la démocratie française

UDR : Union pour la défense de la République

UDSR : Union démocratique et socialiste de la Résistance

UGCS : Union des groupes et des clubs socialistes

UGVème : Union de la gauche Vème République

UMP : Union pour un mouvement populaire

UNR : Union pour la nouvelle République

UNEF : Union nationale des étudiants de France

UT : Union travailliste

## Sommaire

<b>INTRODUCTION</b>	<b>13</b>
<b>1<sup>ère</sup> partie : Genèse</b>	<b>33</b>
<b>Chapitre 1 : Le phénomène des clubs politiques</b>	<b>34</b>
Section 1 : Le moment fondateur : les débuts de la Vème République	34
§1 : Des partis en déclin	34
A. La gauche en crise : l'héritage de la IVème République	34
B. Le poids des nouvelles institutions	40
§2 : L'essor des clubs politiques	42
A. Le Club Jean Moulin et le groupe des Assises de Vichy	42
1. Une référence majeure : le Club Jean Moulin	42
2. Les clubs du groupe des Assises de Vichy	50
B. Les clubs militants	55
1. La CIR	56
a. Les organisations initiatrices de la CIR	56
b. La constitution de la CIR	58
c. L'action de la CIR	61
2. L'Union des clubs pour la rénovation de la gauche (UCRG)	64
3. L'Union des groupes et clubs socialistes (UGCS)	67
C. Les mouvements « à la base » : le cas des Groupes d'action municipale	69
D. Les clubs politiques dans l'orbite de la majorité	74
Section 2 : La critique des « machines » partisanes	82
§1 : La critique du militantisme traditionnel	82
§2 : Le rêve du parti multiforme	85
<b>Chapitre 2 : La transition vers des formes nouvelles</b>	<b>94</b>
Section 1 : Les effets de la polarisation du champ politique	94
§1 : L'imitation de la forme « club » à droite et à l'extrême-droite	94
A. Une entreprise d' « hégémonie culturelle » : le Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE)	95
B. Le Club de l'Horloge	101
C. L'alternance de 1981 et le « printemps des clubs »	107
§2 : Les clubs centristes	112
Section 2 : La crise du clivage gauche/droite	116
§1 : Une exigence de renouveau idéologique et militant : le cas de l'écologie politique	116
A. La naissance d'un nouveau paradigme	116
B. La politique autrement	121

§2 : Un nouveau Club Jean Moulin ? La Fondation Saint Simon	126
<b>Chapitre 3 : Fondations et instituts : le développement de think tanks à la française ?</b>	<b>131</b>
Section 1 : Les effets de l’alternance à répétition	131
§1 : L’atonie des clubs politiques	131
§2 : Les clubs « transversaux »	133
Section 2 : Des structures non-partisanes plus rétives à l’engagement	136
§1 : Les cercles de réflexion du centre-gauche	136
§2 : Le développement des fondations politiques	141
Section 3 : Les recompositions autour du libéralisme : expertise et contre-expertise	145
§1 : Les instituts et fondations libéraux	145
A. L’insatisfaction vis-à-vis des partis de droite	145
B. La multiplication des organisations libérales	149
§2 : Les structures d’expertise de la gauche radicale	151
A. Les effets des mouvements sociaux de 1995 : du Club Merleau-Ponty à la Fondation Copernic	152
B. L’Association pour la taxation des transactions financières et pour l’action citoyenne (ATTAC)	157
Section 4 : L’absence d’équivalent des think tanks « à l’anglo-saxonne »	160
§1 : Les facteurs favorables au développement des think tanks	160
§2 : L’influence concrète des cercles de réflexion anglo-saxons	162
A. L’expérience américaine	163
B. L’expérience britannique	167
<b>2<sup>ème</sup> partie : Morphologie</b>	<b>172</b>
<b>Chapitre 1 : Les caractéristiques</b>	<b>173</b>
Section 1 : La mobilisation de forces militantes	173
§1 : Les couches techniciennes et l’engagement	173
A. La question technocratique	174
B. Un nouveau saint-simonisme ? Le cas de Technique et Démocratie (TED)	180
§2 : Les militants politiques et les structures non-partisanes	183
A. Le centre-gauche	183
B. La mouvance gaulliste	185
Section 2 : Les ressources financières : les spécificités du modèle français	187
§1 : Les fondations rhénanes	188
A. Une autonomie faible à l’égard des partis	190
B. Des ressources limitées	191
Section 3 : Un militantisme renouvelé	194
§1 : Une petite communauté militante	194
A. Des structures légères favorisant l’intégration et la participation	194

1. Le choix du statut : association, fondation ? _____	194
2. Groupes de travail et commissions _____	196
B. Les limites de la souplesse organisationnelle _____	199
1. Les effets pervers de la décentralisation et du refus d'une organisation durable__	200
a. La lutte contre la centralisation de la prise de décision _____	200
b. Le refus d'une organisation durable _____	203
2. La constitution d'une élite informelle et la reproduction de la logique partisane _	205
a. Le Club Jean Moulin _____	205
b. ATTAC _____	206
<u>§2 : Sociabilité et sélection</u> _____	210
A. Le club comme prolongement d'affinités antérieures _____	210
1. Le prolongement de trajectoires socio-culturelles _____	210
2. Un mode de survie pour un courant politique _____	215
B. Procédures et critères de recrutement _____	217
1. Les organisations « de masse » _____	218
2. Les exigences des organisations élitistes _____	220
a. Le Club Jean Moulin _____	220
b. Le GRECE _____	222
c. Le Club de l'Horloge _____	224
Section 2 : Un engagement spécifique _____	225
<u>§1 : Confrontation et collaboration</u> _____	226
A. L'utilisation des réseaux _____	226
B. Les colloques _____	228
<u>§2 : Les stratégies de contournement</u> _____	231
<b>Chapitre 2 : Les fonctions</b> _____	<b>237</b>
Section 1 : Les structures de combat politique _____	237
<u>§1 : Les structures non-partisanes comme ressource pour un leader</u> _____	238
A. Un élément de distinction dans le champ politique _____	238
1. Une composante d'un dispositif politique _____	238
2. Une ressource externe convertible en ressource interne _____	240
B. Entre allégeance et autonomie _____	243
1. La forte identification de l'organisation à son leader _____	243
2. Les velléités et nécessités d'une marge d'autonomie _____	244
<u>§2 : Les structures de rénovation partisane</u> _____	247
A. Une dissociation transitoire _____	248
1. Le maintien de la cohésion d'un groupe militant _____	248
2. L'objectif de la réintégration dans un parti _____	250
B. L'imitation partielle de la forme partisane _____	252
1. La participation électorale _____	252
2. Un fonctionnement centralisé _____	254

Section 2 : Les ateliers intellectuels _____	255
<u>§1 : Les structures d'expertise</u> _____	256
A. La priorité accordée au travail intellectuel : un engagement en retrait _____	256
1. Le positionnement sur le « marché des idées » _____	256
2. Les travaux des ateliers intellectuels _____	259
B. Une approche dépolitisante ? _____	261
<u>§2 : Les structures de radicalisation idéologique</u> _____	263
A. Eduquer, remplacer les partis ? _____	264
B. L'indifférence à la contrainte politique : le cas du GRECE _____	267
Section 3 : Les structures transitoires de rassemblement _____	271
<u>§1 : Les tentatives de regroupement des clubs de droite</u> _____	271
<u>§2 : Dissidences, fragmentations et regroupements à la gauche de la gauche</u> _____	273
<b>3<sup>ème</sup> partie : Devenir</b> _____	<b>280</b>
<b>Chapitre 1 : Des trajectoires variées</b> _____	<b>281</b>
Section 1 : La proximité partisane assumée : une garantie de pérennité ? _____	281
<u>§1 : Les structures appendices</u> _____	281
A. Le statut accepté de laboratoire annexe _____	281
B. La dépendance vis-à-vis des conflits intrapartisans _____	283
<u>§2 : Les organisations de combat politique</u> _____	285
A. L'intégration comme signe de réussite _____	285
1. Un « courant externe » de la FGDS au Nouveau parti socialiste _____	285
2. Alliances et retour dans le jeu classique : la fin de la forme club _____	291
B. La marginalisation : les clubs de la gauche gaulliste _____	295
1. Les tentatives d'union _____	295
2. Un émiettement inexorable _____	299
Section 2 : Les risques d'un engagement limité _____	302
<u>§1 : La position ambiguë des « sociétés de pensée déchirées »</u> _____	302
A. Une intervention politique hésitante _____	302
B. Les menaces sur la cohésion interne _____	306
1. Jean Moulin, un club brisé par l'engagement partisan _____	306
2. ATTAC et la participation électorale : les limites du lobbying intellectuel _____	312
<u>§2 : L'éloignement risqué des « sociétés de pensée pure »</u> _____	325
A. L'attraction du champ politique : Technique et Démocratie _____	325
B. Aux confins du champ politique ? Le GRECE _____	328
C. La Fondation Saint Simon : une histoire accomplie ? _____	335
D. L'ALEPS et la lutte intellectuelle _____	337
<b>Chapitre 2 : Des effets ambivalents</b> _____	<b>345</b>
Section 1 : Avancées idéologiques et processus d'autonomisation _____	345
<u>§1 : La prédominance des partis : sélection et instrumentalisation des idées</u> _____	345

A. L'intégration de la thématique autogestionnaire par le Parti socialiste	346
B. Le « libéralisme réactionnel » de la droite après l'alternance	352
<u>§2 : Un espace semi-autonome et concurrentiel</u>	354
A. Les stratégies de distinction: désignation de l'adversaire et travail de présentation de soi	354
B. La constitution de sous-champs politico-intellectuels	357
Section 2 : Les modifications organisationnelles	363
<u>§1 : Les nouvelles formes d'articulation entre les partis et les acteurs non-partisans</u>	364
A. Les partis de gauche face aux acteurs alternatifs	364
B. L'UMP et le pluralisme : un essai d'intégration des courants et mouvements	370
A. La conservation de modes de fonctionnement centralisé	373
1. L'absence de représentation spécifique des structures non-partisanes	373
a. La question de la représentation des clubs au sein de la FGDS	374
b. L'échec des clubs de droite	375
2. La persistance de la soumission au leader	378
B. L'intégration et la marginalisation des intrus	380
1. L'intégration des mouvements alternatifs	380
2. Les logiques d'appareil comme obstacles aux recompositions politiques	386
a. Le Club Jean Moulin et la candidature de Gaston Defferre	386
b. Les collectifs antilibéraux et la gauche radicale	395
<b>CONCLUSION</b>	<b>401</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>407</b>
<b>Table des annexes</b>	<b>427</b>
<b>Index des auteurs</b>	<b>514</b>
<b>Index des structures non-partisanes</b>	<b>517</b>

## INTRODUCTION

---

Bâtie à partir de l'étude des comportements électoraux, la science politique s'est longtemps focalisée sur les acteurs majeurs du système politique, à savoir les partis : elle s'est ainsi concentrée sur la description et l'analyse des rapports de forces entre partis<sup>1</sup>, en s'interrogeant assez peu sur leurs caractéristiques communes, leur fonctionnement interne, les processus menant à l'adhésion, les réseaux sociaux sur lesquels ils s'appuyaient, etc. Si l'on reprend l'analyse de Pierre Bourdieu, le champ politique, « à la fois comme champ de forces et comme champ de luttes visant à transformer le rapport de forces qui confère à ce champ sa structure à un moment donné »<sup>2</sup>, est un lieu où interviennent des agents spécialisés, des « professionnels » qui tendent à se constituer en une *classe politique* partageant des intérêts communs, le principal d'entre eux étant de maintenir une coupure entre les détenteurs de la compétence politique et les citoyens ordinaires<sup>3</sup>. Cette tendance à la clôture du champ<sup>4</sup> se serait renforcée depuis les années 1980, avec l'augmentation de la part du personnel politique recruté dans les grandes écoles et la diminution parallèle de la proportion de militants issus de la « base » ; les citoyens, malgré le contrôle qu'ils exercent via leur droit de vote, seraient assez largement dessaisis, selon ces auteurs, de la maîtrise à la fois des enjeux et du jeu politiques.

---

<sup>1</sup> La Revue française de science politique (RFSP) comportait une importante rubrique consacrée à « l'état des forces politiques ».

<sup>2</sup> BOURDIEU Pierre, *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, p.15.

<sup>3</sup> Le champ politique est ainsi « le lieu où s'engendrent, dans la concurrence entre les agents qui s'y trouvent engagés, des produits politiques, problèmes, programmes, analyses, commentaires, concepts, événements, entre lesquels les citoyens ordinaires réduits au statut de « consommateurs », doivent choisir, avec des chances de malentendu d'autant plus grandes qu'ils sont plus éloignés du lieu de production », *ibid.*

<sup>4</sup> « Une coupure s'est donc bien établie entre des agents politiquement actifs, intéressés par la politique au point d'y investir leur vie, et le plus grand nombre de ceux qu'ils doivent chercher à mobiliser. Le champ politique se trouve ainsi constitué en milieu séparé, obéissant à ses lois propres, focalisé sur ses enjeux internes, relativement ésootériques ou dérisoires pour les non-initiés, et porté du même coup à se replier et à se « fermer » sur lui-même », GAXIE Daniel, *La démocratie représentative*, Paris, Monchrestien, coll. « Clefs politique », 2000, p.21.

*Dynamiques et acteurs du champ politique*

Comment s'organise alors, si l'on postule cette coupure, la communication entre les citoyens et le champ politique, plus précisément entre les citoyens et les partis politiques, principaux – mais non uniques – acteurs de celui-ci ? Les partis sont supposés relayer les aspirations exprimées par la société civile, remplir une fonction *d'agrégation* des demandes sociales, transmettant les *inputs* vers le centre du système politique qui les transformera en *outputs* (les politiques publiques). Faut-il partager l'avis de Jürgen Habermas, pour qui « *les mouvements sociaux, les initiatives et les plate-forme civiques, les associations, politiques ou autres, bref, les groupements de la société civile, sont, certes, des détecteurs de problèmes, mais les signaux qu'ils émettent et les impulsions qu'ils donnent sont, en règle générale, trop faibles pour déclencher dans de brefs délais des processus d'apprentissage au niveau du système politique ou pour réorienter des processus de décision déjà engagés* »<sup>5</sup> ? On postulerait alors que les partis sont dans une position de surplomb qui leur permettrait de filtrer les demandes du corps social, vision qui semble exagérer la puissance de partis dont un certain nombre d'auteurs diagnostiquent par ailleurs la crise aigue<sup>6</sup>. La littérature scientifique portant sur les partis était d'ailleurs, jusqu'à une période récente, en net recul<sup>7</sup>, au profit de l'étude des mouvements contestataires, qu'il s'agisse des mobilisations de sans-papiers<sup>8</sup>, d'associations à la lisière du champ politique telle que la Ligue des droits de l'homme<sup>9</sup> ou encore de l'altermondialisme<sup>10</sup>.

Ce phénomène s'est accompagné d'un discours valorisant le rôle des associations dans la société<sup>11</sup> leurs modalités d'action semblant plus souples et les

---

<sup>5</sup> HABERMAS Jürgen, « Espace public et société civile », in OFFERLÉ Michel (dir.), *La société civile en question, Problèmes économiques et sociaux*, 888, La Documentation française, p.36-37.

<sup>6</sup> FILLIEULE Olivier, *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005 ; ION Jacques, *La fin des militants ?*, Paris, L'Atelier, 1997 ; PERRINEAU Pascal (dir.), *L'engagement politique : déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1994.

<sup>7</sup> Cette désaffection « renvoyait à la croyance commune dans une perte de centralité des partis, alimenté par le constat du déclin de leur capacité mobilisatrice et par l'attrait que suscite toujours l'étude des organisations politiques alternatives, et renforcée par l'idée de leur croissante marginalisation dans l'élaboration de l'action publique », HAEGEL Florence, *Partis politiques et système partisan*, Paris, Presses de sciences-po, 2007, p.12.

<sup>8</sup> SIMEANT Johanna, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.

<sup>9</sup> AGRIKOLIANSKY Eric, *La Ligue des droits de l'homme (1947-1990). Pérennisation et transformation d'une entreprise de défense des causes civiques*, thèse de l'IEP de Paris, 1997.

<sup>10</sup> AGRIKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier et MAYER Nonna (dir.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005 ; AGRIKOLIANSKY Eric, SOMMIER Isabelle (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La Dispute, 2005.

<sup>11</sup> « *La vie associative constitue alors le lieu d'une alternative à la politique « professionnelle » centrée sur la conquête de l'Etat. Les associations sont ensuite de plus en plus nettement conviées à*

contraintes qu'elles exercent sur leurs adhérents moindres<sup>12</sup>. Est-ce à dire qu'il existe une opposition aussi tranchée et durable entre les deux sphères de la politique « conventionnelle » et de la participation « non-conventionnelle » ? Faut-il n'envisager les relations entre les partis et le « social » au sens large uniquement au prisme du conflit et du rapport de force ? On peut dépasser cette opposition simpliste, voire manichéenne, par l'étude des interactions et des points de passage entre ces deux mondes. A l'origine, la loi de 1901 ne trace pas de frontières étanches entre les partis et les associations<sup>13</sup> ; il y a de la même manière nombre d'exemples de passages de l'associatif au politique et certains partis ont encouragé, parfois statutairement, l'adhésion aux syndicats et aux associations, afin d'assurer leur implantation dans la société civile, au risque de transformer ceux-ci en simples « courroies de transmission ».

---

*résoudre la crise de relations entre l'individu et l'Etat et à fonder un renouveau de la « citoyenneté ». Elles se voient investies d'une mission de correction des dysfonctionnements liés à la crise sociale », BARTHELEMY Martine, Associations : un nouvel âge de la participation ?, Paris, Presses de Sciences-Po, 2000, p.15.*

<sup>12</sup> « Les thèmes classiques de l'apolitisme vertueux sont repris sous des formulations nouvelles dont les plus fréquentes sont aujourd'hui : la politique politicienne, c'est-à-dire partisane, contre la politique au sens noble, c'est-à-dire non partisane. On a souvent opposé les « bonnes » organisations sociales (syndicats, associations, clubs et sociétés de pensée) qui posent les bonnes questions et discutent des bonnes réponses aux partis menteurs et trompeurs. Depuis une dizaine d'années, il est fréquent de voir ces organisations rejetées dans les ténèbres extérieures du mal partisan. La vertu est du côté de l'inorganisé, du non structuré, donc de l'individu solitaire », BORELLA François, « Existe-t-il une nouvelle approche dans l'étude des partis politiques », in ANDOLFATTO Dominique, GEFFET Fabienne, OLIVIER Laurent, *Les partis politiques. Quelles perspectives ?*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.75.

<sup>13</sup> « Rien ne les situe, institutionnellement, sinon de manière très ténue, dans une position de prééminence, en tout cas pas d'exclusivité par rapport au tout venant des associations », BELORGEY Jean-Michel, « Ouverture », in ANDRIEU Claire, LE BEGUEC Gilles, TARTAKOWSKY Danielle, *Associations et champ politique. La loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, p.12.

Il ne s'agira pas ici de traiter du militantisme associatif dans son ensemble<sup>14</sup>, car une partie seulement d'entre elles entretient des relations avec les partis<sup>15</sup> : on entend s'interroger sur les *marges* du système partisan, qui comprennent, pour les citer pêle-mêle dans un premier temps, les clubs et fondations politiques, certains mouvements d'éducation populaire – ou se revendiquant comme tels –, des sociétés philanthropiques ou à caractère religieux (telles que la franc-maçonnerie<sup>16</sup>). La science politique dispose d'un certain nombre de concepts et de catégories pour analyser ce type d'organisations, parlant de « groupes d'intérêts intellectuels » ou de « groupes d'idées », mais l'exercice n'est pas entièrement satisfaisant<sup>17</sup> et témoigne d'une difficulté à surmonter l'opposition entre « participation conventionnelle » et « participation non-conventionnelle », que l'on retrouve dans nombre de manuels. La notion de « groupes d'intérêts intellectuels » fait coexister des organisations hétérogènes et ne permet pas de distinguer un club politique d'une association se mobilisant sur des enjeux plus ponctuels : le Club Jean Moulin et la Ligue des droits de l'homme se retrouvent alors dans la même catégorie. Il y a un point aveugle dans la « *cartographie de la politique contestataire* »<sup>18</sup>, malgré le développement exponentiel de la littérature portant sur les mouvements sociaux, ce qui est d'autant

---

<sup>14</sup> « *L'interrogation sur les relations entre les associations et les partis politiques ne touche qu'une partie du champ associatif et qu'un aspect de la vie politique. Elle laisse de côté les nombreuses associations, spécialisées le plus souvent, qui ne s'approchent pas de la politique professionnelle, et elle ne traite pas des relations des associations avec les pouvoirs publics, avec l'Etat notamment. Elle s'intéresse à la zone d'interférence entre la légitimité associative, affinitaire, et la légitimité partisane, étroitement liée au suffrage universel* », ANDRIEU Claire, « La concurrence des légitimités partisane et associative », *ibid.*, pp.26-27. Martine Barthélémy distingue quatre groupes d'associations :

- les associations « d'expression d'intérêts communs » reposant sur la sociabilité et le localisme (les associations de loisirs par exemple)
- les associations d'action sociale qui s'attachent au traitement éducatif ou humanitaire des inégalités (associations humanitaires ou d'éducation populaire)
- les associations de « défense d'intérêts communs » qui revendiquent au nom d'une ou plusieurs catégories (associations de parents d'élèves, de consommateurs...)
- les associations « de lutte », telles Droit au logement, Act up ou encore Droits devant !, qui ajoutent à la défense d'un groupe la dénonciation de la situation politique et sociale sur un mode contestataire.

<sup>15</sup> Les associations politiques ne représenteraient environ que 2% de l'ensemble des associations, leurs adhérents à peine 3% du total. Cependant, elles auraient tendance à se multiplier dans la période la plus récente : on aurait ainsi enregistré une hausse de 25% en 2006-2007 d'après une étude du centre de recherche et d'études sur la philanthropie parue en octobre 2007.

<sup>16</sup> Que l'on n'étudiera pas ici, car elle semble mériter une thèse – voire plus – à elle seule.

<sup>17</sup> « *La science politique contemporaine se trouve souvent fort embarrassée lorsqu'il s'agit de ranger les clubs politiques parmi les catégories qu'elle institue elle-même. Généralement, elle les classe parmi les groupes de pression défenseurs des intérêts moraux* », RECLUS Philippe, *La République impatiente ou le club des Jacobins*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1987, p.35.

<sup>18</sup> MCADAM Doug, TARROW Sydney, TILLY Charles, « Pour une cartographie de la politique contestataire », *Politix*, 41, 1998, pp. 7-32.

plus regrettable que ces « structures non-partisanes »<sup>19</sup> constituent « *la périphérie d'un système politique dont le Parlement et les partis sont le centre* »<sup>20</sup>. Or, la question des relations entre le système partisan et ces organisations satellites ou périphériques conduit à une réflexion sur le militantisme politique et les causes de sa fragilité, interrogations qui au sont au cœur de la science politique actuelle<sup>21</sup> : en effet, en essayant de dégager les conditions et les contextes dans lesquels se développent les structures non-partisanes, on peut tenter de dégager des schémas d'interprétation des périodes d'apogée, ou au contraire de déclin, des machines partisanes. On rejoint ici les interrogations de Kay Lawson et Peter H. Merkl sur les causes de ce déclin : « *Jusqu'à maintenant nous savons très peu de choses sur les causes de déclin majeur des partis. Nous ne savons pas si les principaux partis échouent parce qu'ils sont en décalage idéologique avec leurs électeurs, peu organisés, sous-financés, mal dirigés, irresponsables, corrompus, submergés par une compétition interne sans principes ou fanatique, incapables de gouverner effectivement, ou une combinaison de ces facteurs. Et nous avons très peu de données pour appuyer ou réfuter n'importe laquelle des propositions liées à ces conjectures* »<sup>22</sup>.

Une de nos hypothèses de départ est que les structures non-partisanes semblent se développer dans des contextes de crise des partis, ce à différents niveaux :

- D'abord, quand ils traversent une *crise d'identité*. Les partis véhiculent des systèmes de valeurs, des idéologies, des référentiels qui entrent périodiquement en contradiction avec les évolutions socio-économiques et culturelles. La tendance à la routinisation discursive et au dogmatisme est une pente naturelle dans les organisations partisanes, la défense de l'héritage et/ou de la pureté idéologique

---

<sup>19</sup> On adopte dans un premier temps une définition négative de cette catégorie d'organisations, dont on précisera les contours au fur et à mesure.

<sup>20</sup> ANDRIEU Claire, *Pour l'amour de la République. Le Club Jean Moulin : 1958-1970*, Paris, Fayard, 2002, p.31.

<sup>21</sup> Outre l'ouvrage dirigé par Olivier Fillieule évoqué précédemment, on peut aussi penser à MATONTI Frédérique (dir.), *La démobilisation politique*, Paris, La Dispute, coll. « Pratiques politiques », 2005.

<sup>22</sup> LAWSON Kay, MERKL Peter, « Alternative Organizations : Environmental, Supplementary, Communitarian and Antiauthoritarian », in LAWSON Kay, MERKL Peter, *When parties fail: emerging alternatives organizations*, Princeton N.J, Princeton University Press, 1998, p.3 ( « *As yet we know very little about the causes of major party decline. We do not know if major parties are failing because they are ideologically out of touch with their electorates, poorly organized, underfinanced, badly led, unaccountable, corrupt, overwhelmed by unethical or fanatical competition, unable to rule effectively, or some combination of these factors. And we have very little data to substantiate or refute any of the propositions implicit in these speculations* »).

constituant des ressources dans la compétition interne pour conquérir ou sauvegarder des positions de pouvoir : la pratique de Guy Mollet à la tête de la SFIO, alliant une rhétorique de la pureté marxiste à un opportunisme politique avéré, en est une des illustrations. Or, l'inadaptation des idéologies à la réalité sociale et la dénonciation de la fossilisation de la réflexion sont des constantes dans les critiques qu'adressent aux partis les structures non-partisanes, des facteurs de mobilisation de certaines couches sociales bien dotées économiquement et culturellement et que l'engagement classique rebute. Ce rejet des idéologies simplistes – ou, à l'inverse, du manque d'une ligne claire – peut revêtir des formes différentes, de l'apparition d'organes de réflexion au sein du parti (sur le modèle du Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste par exemple) à l'action de groupes d'experts extérieurs (de type Club Jean Moulin ou plus récemment les Gracques<sup>23</sup> en passant par le travail idéologique « pur et dur », à distance de partis jugés peu aptes à faire avancer de nouvelles idées (c'est le cas du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne). Les structures non-partisanes joueraient, dans cette optique, un rôle de révélateur de la crise d'identité des partis et leur disparition (ou leur intégration aux partis) marquerait la réussite de la rénovation idéologique du parti concerné.

- Les partis, ensuite, sont des intermédiaires entre la société civile et l'Etat : ils sont censés relayer les revendications des citoyens en remplissant une *fonction d'agrégation des demandes sociales* ; or, ils se retrouvent souvent en décalage avec une société qui évolue plus vite qu'eux et forment souvent des microcosmes relativement fermés<sup>24</sup>. Ils peuvent ainsi se montrer sourds à de nouvelles revendications, voire méprisants face à de nouveaux paradigmes : nombre de thèmes qui ont surgi dans la foulée de Mai 68 (autogestion, cadre de vie, féminisme...) ont mis du temps pour pénétrer les partis traditionnels, ce qui a conduit des secteurs militants engagés sur ces questions à créer leurs propres organisations concurrentes des partis ; les Groupes d'action municipale n'hésiteront pas ainsi à participer à la compétition électorale pour montrer l'importance de la démocratie locale pour les citoyens. La mouvance autogestionnaire en général a constitué un pôle militant significatif d'un mécontentement par rapport aux pratiques traditionnelles de pouvoir

---

<sup>23</sup> Groupe de hauts fonctionnaires ayant appelé publiquement le PS à nouer une alliance avec François Bayrou au cours de la campagne présidentielle de 2007.

dans les grands partis de gauche. La réintégration de ce type de mouvements dans la mécanique partisane (en l'espèce, la réintégration partielle de la mouvance autogestionnaire dans le PS à la faveur des Assises du socialisme) témoignerait d'une adaptation des partis vis-à-vis des nouvelles revendications.

- Les partis ont également une *fonction d'intégration et de socialisation* de leurs militants, l'engagement en leur sein revêtant différents degrés d'intensité, de la simple cotisation à une implication beaucoup plus intense prenant éventuellement le pas sur les autres sphères de la vie des individus. Mais le fonctionnement pyramidal de la plupart des partis, régis par la « loi d'airain de l'oligarchie » dégagée par Roberto Michels, rebute ceux qui aspirent à davantage que de voter de temps en temps dans un congrès aux résultats souvent prévisibles ; le verrouillage des débats et la constitution d'une caste dirigeante qui vise son auto-perpétuation attirent un feu critique nourri. Ainsi, les clubs, mais pas seulement, militent pour une transformation du fonctionnement partisan : ils souhaitent que les états-majors acceptent de collaborer avec eux sur un pied d'égalité, en prenant en compte davantage la qualité des militants que leur quantité ; ils prônent également de nouvelles formules d'adhésion et de représentation. Cette conception, qui heurte la figure du militant souverain dont le nombre fait la force, s'est accompagnée d'un plaidoyer en faveur d'un nouveau type de parti, mieux ancré dans la société civile, plus apte à répondre aux attentes sociales et à soutenir les mobilisations quotidiennes en dialoguant avec les associations, d'associer des personnalités extérieures au processus d'élaboration du programme. Ce plaidoyer se double d'une contestation plus générale du monopole des partis en matière d'action politique, comme l'indique André Jeanson, membre du club Objectif 72 : « *Il n'est pas souhaitable à mon sens que le parti soit le seul canal par lequel le citoyen, le travailleur, le père de famille, l'utilisateur des transports puisse s'exprimer et agir sur le terrain politique. A la complexité et la diversification des problèmes qui sont aujourd'hui politiques, doit correspondre une pluralité de moyens à mettre à la disposition de chacun, pluralité dont il n'y a pas intérêt à ce que le parti soit l'unique maître d'œuvre* »<sup>25</sup>.

---

<sup>24</sup> LEFEBVRE Rémi, SAWICKI Frédéric, *La société des socialistes*, Paris, Editions du Croquant, 2006.

<sup>25</sup> JEANSON André, note du 18/11/1971, fonds André Jeanson, centre d'histoire contemporaine de Sciences Po.

*La singularité du contexte français*

La résistance des partis à la pression des structures non-partisanes amène le politiste à se poser la question de la spécificité du contexte français. La faiblesse des partis français en termes d'effectifs militants et d'implantation dans la société n'empêche pas, comme le remarque Frank Lee Wilson<sup>26</sup>, une assez bonne capacité d'adaptation et de rénovation, comme en attestent les nombreux changements qui ont affecté le champ politique français : revitalisation de la gauche jusqu'au milieu des années 1970, évolution rapide du mouvement gaulliste après la mort du général de Gaulle, montée d'un centre autonome avec les Républicains indépendants, etc. Il apparaît dès lors indispensable de nuancer l'idée de faiblesse des partis français et d'adopter un regard neuf sur des organisations qui ne sont pas, loin s'en faut, monolithiques, comme nous y invitent plusieurs auteurs<sup>27</sup>. L'objet de ce travail de recherche amène à mobiliser les concepts de « groupements partiels » et de « réseaux », utiles pour comprendre comment de multiples phénomènes qui influent sur les partis, au nombre desquels l'action spécifique des structures non-partisanes<sup>28</sup>.

Il s'agit également de s'interroger sur le rôle des « idées » dans le champ politique : cette question des idées et de leurs lieux de production occupe, notamment depuis l'élection présidentielle de 2007, une place de plus en plus importante dans les commentaires journalistiques, certains d'entre eux dressant un parallèle entre la campagne de Nicolas Sarkozy et les expériences conservatrices

---

<sup>26</sup> WILSON Frank Lee, « When parties refuse to fail : The Case of France », in LAWSON Kay, MERKL Peter, *op.cit.*, p.503-532.

<sup>27</sup> « Pour penser l'organisation partisane, il est sans doute plus judicieux de laisser de côté le modèle bureaucratique fait de dépersonnalisation, d'imperméabilité, de règles et de sanctions. La réalité partisane, qu'elle soit d'ailleurs saisie par « le bas » ou par « le haut », conduit le plus souvent à observer des phénomènes de personnalisation, de perméabilité, de règles contournées et de pratiques informelles », HAEGEL Florence, *op.cit.*, p.395. De la même manière, « insister sur l'importance des réseaux vise à porter un regard plus fin sur les trajectoires politiques en saisissant notamment leur diversité selon les milieux, mais aussi à mieux cerner les frontières du **milieu partisan**, conçu comme l'ensemble de relations consolidées entre des groupes dont les membres n'ont pas forcément pour finalité principale de participer à la construction du parti politique, quoiqu'ils y contribuent en fait par leurs activités », SAWICKI Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoires », p.97.

<sup>28</sup> « Les tendances organisées ne peuvent être étudiées que par référence à des réseaux concurrents d'associations et d'organisations qui [...] pénètrent en quelque sorte le parti politique », LAGROYE Jacques, FRANCOIS Bastien, SAWICKI Frédéric, *Sociologie politique*, 4<sup>ème</sup> édition, Paris, Presses de la FNSP, 2002, p.299. Les membres d'une même structure non-partisane pourront ainsi faire preuve de solidarité au sein d'un parti qu'ils auront intégré ensemble, ou au contraire s'opposer en souvenir de conflits plus anciens vécus au sein de leur organisation d'origine. Cela dit, les tendances et les courants ne sont pas l'objet principal de notre attention : voir sur ce sujet POIRMEUR Yves, *Contribution à l'étude du phénomène des tendances dans les partis politiques et les syndicats : le cas français*, thèse pour le doctorat en science politique de l'université d'Amiens, 1987.

anglo-saxonnes des années 1980, relançant ainsi le débat sur le rôle des cercles de réflexion en France<sup>29</sup>. Cependant, on constate que les cercles de réflexion ont joué un rôle assez limité au cours de la campagne présidentielle, au regard de celui joué par la Fondation Héritage aux Etats-Unis<sup>30</sup> ou de l'Adam Smith Institute en Grande-Bretagne<sup>31</sup> : dans le cas de la campagne de L'Union pour un mouvement populaire (UMP), l'organisation de rencontres avec les intellectuels et de débats thématiques semble avoir été principalement l'œuvre de la direction des études du parti, sous la houlette d'Emmanuelle Mignon<sup>32</sup>, devenue par la suite conseillère auprès du président de la République. Ce débat implique que l'on s'interroge plus précisément sur cette catégorie d'acteurs, trop souvent laissée dans l'ombre, ainsi que sur la pertinence de l'importation de ce concept dans le cadre français<sup>33</sup>. La littérature scientifique anglo-saxonne est prolifique en la matière, interrogeant le rôle des *think tanks* dans le renouveau d'un conservatisme politique conquérant<sup>34</sup> mais aussi quant

---

<sup>29</sup> « La référence à la « victoire des idées » et à Gramsci dans les prises de position du candidat Nicolas Sarkozy, ainsi que le parallèle fait avec l'élection de Ronald Reagan aux Etats-Unis [...] donne un relief plus important à cette question », PAPA ZIAN Patrick, « Think tanks...à la française ! Evolution et moyens des groupes de réflexion », Rapport Anteios 2007, PUF, 2007, p.182. Nicolas Sarkozy avait déclaré : « En 2002, 15 jours après mon arrivée au ministère de l'Intérieur, une certaine presse a commencé à m'attaquer sur le thème : « Sarkozy fait la guerre aux pauvres ». Je me suis dit : soit je cède et je ne pourrai plus rien faire, soit j'engage la bataille idéologique, en démontrant que la sécurité est avant tout au service des plus pauvres. Depuis 2002, j'ai donc engagé un combat pour la maîtrise du débat d'idées. [...] Et la violence de la gauche à mon endroit vient du fait qu'elle a compris de quoi il s'agissait. [...] Au fond, j'ai fait mienne l'analyse de Gramsci : le pouvoir se gagne par les idées. C'est la première fois qu'un homme de droite assume cette bataille là », *Le Figaro*, 17/04/2007.

<sup>30</sup> Voir PESEY Alexandre, *La Fondation Héritage : moteur du conservatisme américain*, mémoire de DEA de science politique, Paris 2, 2002. La Fondation, richement dotée, avait remis à Ronald Reagan le fameux *Mandate for leadership : Policy Management in a Conservative Administration*, ouvrage volumineux d'environ 1000 pages comprenant une série de mesures directement applicables. La fermeté à l'égard des contrôleurs aériens aurait été suggérée par ce *think tank* néoconservateur pour éviter tout ralentissement dans la réalisation du programme.

<sup>31</sup> Voir HEFFERNAN Richard, « Blueprint for a Revolution ? The Politics of the Adam Smith Institute », *Contemporary British History*, vol.10, 1-2, printemps-été 1996, p.73-87. De la même manière, l'Institut avait publié dès 1965 l'*Omega File*, ensemble de recommandations destinées à un futur gouvernement conservateur.

<sup>32</sup> Voir CONFAVREUX Joseph, LINDGAARD Jade, « L'hémisphère droit ou comment la droite est devenue intelligente », *Mouvements*, 52, novembre-décembre 2007, p.14-34. Ce numéro de cette revue militante a pour thème « La new droite. Une révolution conservatrice à la française ? ».

<sup>33</sup> « L'objet think tank tel qu'il existe aux Etats-Unis est quasi inexistant en France », MOOG Pierre-Emmanuel, *Les clubs de réflexion et d'influence. 2006-2007*, Paris, L'Expansion, 2006, p.18. Cet ouvrage, de type journalistique, suggère quelques pistes de réflexion stimulantes.

<sup>34</sup> Voir par exemple SCHOENWALD Jonathan M., *A time for choosing. The Rise of Modern American Conservatism*, New York, Oxford University Press, 2001; sur le cas anglais, DENHAM Andrew, GARNETT Mark (dir.), *British think tanks and the climate of opinion*, Londres, UCL Press, 1998; pour une approche croisée, ADONIS Andrew, HAMES Tim, *A conservative revolution ? The Thatcher-Reagan decade in perspective*, Manchester, Manchester University Press, 1994.

à leur impact sur les politiques publiques<sup>35</sup> ; certains auteurs reconnaissent d'ailleurs la difficulté d'évaluer le rôle de ces organisations<sup>36</sup>. Le cadre théorique d'analyse des *think tanks* est riche, aussi bien outre-Manche qu'outre-Atlantique, les différents auteurs tentant de créer des typologies<sup>37</sup> s'accordant sur une définition assez large de la notion de *think tank*. On peut retenir celle d'Andrew Rich : « *une organisation indépendante, différente d'un groupe d'intérêt, à but non lucratif, qui produit et utilise principalement l'expertise et les idées pour obtenir des soutiens et exercer une influence sur le processus de prise de décision politique* »<sup>38</sup>.

Les auteurs anglo-saxons ont également développé une approche comparatiste des *think tanks*<sup>39</sup> et se sont penchés avec une certaine curiosité sur le cas français,

---

<sup>35</sup> Voir par exemple RICH Andrew, *Think tanks, public policy and the politics of expertise*, New York, Cambridge University Press, 2004.

<sup>36</sup> Et plus largement du rôle et de la trajectoire des idées dans le champ politique. Ainsi, pour Peter H. Schuk : « *Il y a des pièges à mettre l'accent sur le rôle causal des idées en politique. Comparées au vote, aux institutions, aux intérêts, aux événements, et autres phénomènes palpables que les politistes peuvent observer et mesurer, les idées sont insaisissables et leurs effets sont difficiles à mesurer. Les idées peuvent altérer simultanément ce que les acteurs politiques perçoivent et les buts qu'ils poursuivent. En même temps, les acteurs peuvent déployer les idées à la fois rhétoriquement et instrumentalement. Ainsi, le rôle des idées en politique doit être révélé par la déduction et le témoignage des acteurs les plus engagés. Nous avons raison d'être sceptiques vis-à-vis d'une telle preuve, mais il serait idiot de l'ignorer simplement car elle est moins tangible et quantifiable* », « The Politics of Legal Change : Immigration Policy in the 1980's », in LANDY Marc K., LEVIN Martin A. (dir.), *The New Politics of Public Policy*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1995, p.51 (« *There are pitfalls in emphasizing the causal role of ideas in politics. Compared with votes, institutions, interests, events, and other palpable phenomena that political analysts can observe and measure, ideas are elusive and their effects and outcomes are hard to gauge. Ideas may simultaneously alter what their political actors perceive and what they pursue. At the same time, actors may deploy ideas rhetorically and instrumentally. Thus, ideas' independent causal face in politics must be revealed through inference and the testimony of those most intimately involved. We are wise to be skeptical of such evidence, but we would be foolish to ignore it because it is less tangible and quantifiable* »).

<sup>37</sup> Une répartition en trois catégories est récurrente :

- Les « *universités sans étudiants* » (« *universities without students* ») : il s'agit d'organisation de forme universitaire, animées par des équipes assez nombreuses, menant des projets de long terme (exemple : la Hoover Institution).
- Les « *organisations de recherche sous contrat* » (« *contract research organizations* ») : les projets de recherche sont ici plus précis et souvent en lien avec tel ou tel département de l'Administration américaine (exemple : la Rand Corporation).
- Les « *groupes idéologisés* » (« *advocacy tanks* ») : il s'agit d'organisations plus polémiques, souhaitant « en découdre » et peser sur l'agenda politique et social (exemple : la fondation Héritage).

Cette typologie est proposée par Peter Kelley dans l'ouvrage dirigé par Andrew Adonis et Tim Hames cité plus haut.

<sup>38</sup> RICH Andrew, *op.cit.*, p.11 (« *Independent, non-interest based, nonprofit organization that produce and rely principally on expertise and ideas to obtain support and to influence the policymaking process* »).

<sup>39</sup> DENHAM Andrew, GARNETT Mark, STONE Diane, *Think tanks across nations : a comparative approach*, Manchester, Manchester University Press, 1998 ; DENHAM Andrew, STONE Diane, *Think tank tradition. Policy research and the politics of ideas*, Manchester, Manchester University Press, 2004.

dans lequel ils semblent avoir quelque peine à trouver des équivalents aux *think tanks*<sup>40</sup>. Les ouvrages en langue française sont nettement moins nombreux sur le sujet et sont essentiellement de nature journalistique<sup>41</sup> ; ils se rejoignent le plus souvent sur le constat d'une faiblesse française en matière de *think tanks*, le mode de « gouvernance » centralisé et jacobin n'étant pas favorable selon eux à l'émergence d'organisations indépendantes et efficaces, basées sur l'initiative privée<sup>42</sup>. Ces analyses convergent pour souligner « l'exception française »<sup>43</sup>, exception qui serait due à une série de facteurs historiques : il convient d'opérer un retour sur la période révolutionnaire afin d'envisager s'il existe un lien de filiation entre des acteurs séparés par deux siècles d'histoire.

Les clubs, qui représentent une part importante des structures non-partisanes étudiées dans ce travail, ont-ils un lien de parenté avec les nombreux clubs révolutionnaires qui ont fleuri, à Paris notamment, dans la décennie 1790-1800 ? Leur nature apparaît assez différente, dans la mesure où les clubs révolutionnaires préfigurent les partis politiques qui se formeront au cours du 19<sup>ème</sup> siècle : très militants et populaires, ils se distinguent des clubs nés sous la Vème République par leur base sociale et leur répertoire d'action, qui emprunte davantage au registre protestataire. Cependant, il y a analogie dans une certaine mesure, les clubs étant

---

<sup>40</sup> On est ainsi surpris de voir les auteurs cités ci-dessus lister comme *think tank* le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), à côté du Club de l'Horloge et de cercles de réflexion très peu connus tels que la fondation AILES (autogestion, initiative locale, économie sociale) ; de la même manière, John Gaffney compare les *think tanks* britanniques aux cabinets ministériels français dans son article « The political think tanks in the UK and the ministerial cabinets in France », *West European politics*, 14 (1), janvier 1991, pp.1-17. D'autres organisations, comme les clubs politiques, apparaissent très peu dans les travaux anglo-saxons, ce qui montre bien une différence de perspective quant à l'appréhension des organisations périphériques du champ politique français.

<sup>41</sup> Outre l'ouvrage de Pierre-Emmanuel Moog, on peut citer BOUCHER Stephen, ROYO Martine, *Les think tanks. Cerveaux de la guerre des idées*, Paris, Le Félin, coll. « Echéances », 2006 ; JOSLAIN Evelyne, *L'Amérique des think tanks. Un siècle d'expertise privée au service d'une nation*, Paris, L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », 2006.

<sup>42</sup> Pascal Lamy déplore ainsi dans la préface à l'ouvrage de Stephen Boucher et Martine Royo : « La notion de « think tank » suscite [...] encore une certaine méfiance en France. On l'associe à cet autre concept sulfureux venu d'outre-Atlantique : le « lobbying », officiellement banni du vocabulaire institutionnel hexagonal » (p.8) ; les auteurs affirment pour leur part que « l'Hexagone ne manque pas de chercheurs et d'experts en sciences sociales, mais plutôt d'organismes efficaces qui savent faire circuler leurs idées, établir des contacts avec la sphère politique et travailler en réseau avec des think tanks français ou étrangers » (p.94). L'ouvrage d'Evelyne Joslain est également marqué par une critique du « retard » français et par une valorisation du modèle américain.

<sup>43</sup> « Les think tanks sont **très français** (au sens où ils sont fragiles, parisiens, élitistes et portés sur l'Histoire) et confirment, dans ce domaine du moins, le phénomène durable de « l'exception française » », FIESCHI Catherine, GAFFNEY John, « French think tanks in a comparative perspective », in DENHAM Andrew, STONE Diane, *op.cit.*, p.107 (« The French think tanks are

considérés aux différentes époques comme des intrus potentiellement gênants et encadrés à ce titre par les autorités : sous la Révolution, les clubs sont d'abord créés en marge de la loi, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ne proclamant pas explicitement la liberté de réunion. L'article 2<sup>44</sup> aurait certes pu être invoqué mais il s'agissait de dispositions très générales ; une loi du 14 décembre 1789 interdisait par ailleurs les rassemblements de citoyens passifs, accordant aux citoyens actifs seulement le droit de se réunir pour rédiger des adresses et des pétitions aux autorités, en les obligeant à informer les officiers municipaux des lieux et heures de leurs séances. Le droit de réunion est cependant reconnu en novembre 1790 par l'Assemblée nationale, suite à une réclamation des Amis de la Constitution de Dax, dont la société venait d'être dissoute par la municipalité. Suite à l'action de Barnave notamment, un texte est voté, autorisant tous les Français à « *former entre eux des sociétés libres à la charge d'observer les lois qui régissent tous les citoyens* ». Ce principe fut néanmoins assorti d'un certain nombre de règles, l'Assemblée s'inquiétant du rôle grandissant des clubs populaires : un décret de juillet 1791 oblige tous ceux qui souhaitent fonder un club à déclarer au greffe de la municipalité, sous peine d'amende, les lieux et jours de réunion. Comme le souligne Isabelle Bourdin, « *le soin que mit la Constituante à combler cette lacune de la législation prouvait l'importance prise par les clubs populaires. Ils n'avaient été à l'origine que des associations d'éducation civique. L'enseignement qu'on y donnait se résumait tout entier dans l'idée que la souveraineté appartenait au peuple. Ce dogme [...] les amena assez vite à penser qu'ils devaient exercer cette souveraineté et, comme la Constitution leur refusait le droit ou ne leur laissait pas l'illusion de le faire par des hommes de leur choix en maintenant un régime de représentation censitaire, ils tendirent à instaurer un système de gouvernement direct* »<sup>45</sup>.

Les clubs de la Vème République se révèlent être moins contestataires, espérant changer le cours des choses par le sérieux de leurs études plutôt que par le recours à la manifestation ; néanmoins, ils apparaîtront aussi comme des

---

*very French* (in the sense of being fragile, Parisian, elitist and historically aware) and bear out, in this domain at least, the continuing phenomenon of the « French exception »).

<sup>44</sup> « *Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme ; ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.* »

<sup>45</sup> BOURDIN Isabelle, *Les sociétés populaires à Paris jusqu'à la chute de la royauté*, thèse pour le doctorat ès lettres, Sirey, 1937, p.10.

« hérétiques » soucieux de bousculer l'ordre établi et symbolisé par les partis traditionnels. Moins populaires de par leur composition sociologique, ils ne demeurent pas moins des intrus dans le jeu politique, animés par des individus qui n'ont le plus souvent pas eu d'engagement politique précédemment (il y a néanmoins de nombreuses exceptions). Dans une certaine mesure, on peut appliquer aux clubs le diagnostic formulé par Baptiste Giraud quant au mouvement « Taktikollectif » à Toulouse : « *l'extériorité de leur engagement passé par rapport à la sphère des partis politiques délimite le groupe, tandis que la prétention à changer les pratiques politiques pour démocratiser leur donne une cause commune* »<sup>46</sup>. Soucieux d'assurer une meilleure participation des citoyens à la vie politique, en faisant œuvre de pédagogie civique – c'est particulièrement le cas des clubs des années 1960 – mais aussi en tentant de rénover les appareils partisans, les clubs ont manifesté tout au long de la Vème République une vocation de « perturbateurs ».

#### *Les structures non-partisanes comme organisations politiques spécifiques*

Les structures non-partisanes diffèrent assez nettement des mouvements sociaux, par leur répertoire d'action (moins protestataire) mais aussi par les objectifs qu'elles se fixent : il ne s'agit pas pour elles de porter des revendications matérielles, mais plutôt de faire avancer des propositions qui fassent évoluer la structure du champ politique, que ce soit sur le plan des idées (faire émerger un nouveau thème dans l'agenda public) ou des organisations (faire aboutir une réforme dans le fonctionnement interne des partis politiques). Sur un plan conceptuel, il faut souligner que ce positionnement intermédiaire entre la société civile et le champ politique empêche le politiste d'appliquer tels quels les nombreux concepts élaborés par la littérature portant sur les mouvements sociaux : ainsi, la « structure des opportunités politiques » ou le « répertoire d'action collective » seront d'une aide limitée au vu de l'objet d'étude et il faudra recourir à des outils *ad hoc*. On note la faiblesse de l'intérêt porté jusqu'ici par la science politique aux clubs et cercles de réflexion, tant et si bien que Loïc Blondiaux a pu les qualifier de « *parent pauvre de l'étude des organisations politiques* »<sup>47</sup>. La bibliographie portant sur le sujet n'est

---

<sup>46</sup> GIRAUD Baptiste, *A la frontière de la politique. Entre contestation et conformation aux règles du jeu politique : les Motivé-e-s de Toulouse*, mémoire pour le DEA d'Institutions politiques de l'université Paris 1, 2002, p.96.

<sup>47</sup> BLONDIAUX Loïc, « Les clubs : sociétés de pensée, agencement de réseaux ou instances de sociabilité politiques ? », *Politix*, 2, printemps 1988, p.29.

certaines pas inexistantes mais paraît à la fois dispersée et datée :

- Dispersée car le phénomène n'a eu d'écho pour l'essentiel qu'à deux moments précis : aux débuts de la Vème République, de la fondation des nouvelles institutions (qui suit de peu celle du Club Jean Moulin, le plus célèbre d'entre eux) à la fin des années 1960, période marquée par un bouillonnement politico-intellectuel considérable et une recomposition importante du système partisan ; dans la foulée de l'alternance de 1981, qui voit se multiplier les clubs politiques, cette fois-ci à droite, ces derniers se référant à leurs prédécesseurs pour justifier leur intervention auprès des partis. Dans les deux cas on relève quelques travaux d'ensemble<sup>48</sup>, des articles réguliers (une chronique est consacrée aux clubs dans la *Revue politique et parlementaire* par exemple, ainsi que plusieurs articles dans la *Revue française de science politique*<sup>49</sup>), mais l'intérêt scientifique retombe assez rapidement et les avancées se limitent à des typologies plus ou moins sommaires<sup>50</sup> ou à des explications très générales<sup>51</sup>, le tout avec une tonalité assez journalistique<sup>52</sup>. On peut saluer le travail des historiens, qui ont contribué à « dépeussier » ce type d'organisations, et notamment celui de Claire Andrieu, qui, en dehors de son remarquable ouvrage consacré au Club Jean Moulin<sup>53</sup>, a dirigé une série de mémoires portant sur des clubs tombés dans l'oubli<sup>54</sup>.
- Datée car depuis la vague clubiste des années 1980, les travaux universitaires consacrés à cet objet (en y ajoutant les fondations politiques, dont certaines ont le nom de « fondation » mais sont des clubs de fait, on y reviendra) se sont raréfiés, à de rares exceptions près<sup>55</sup>, ce malgré la création, notamment à partir de 1995, d'un

---

<sup>48</sup> COLARD Daniel, *Le phénomène des clubs sous la Vème République*, thèse pour le doctorat de science politique, 1965 ; OLIVER Vincent, *Les clubs politiques en France*, thèse de droit de l'université d'Aix-en-Provence, 1967 ; MOSSUZ Janine, *Les clubs politiques en France*, Paris, Armand Colin, 1970.

<sup>49</sup> Parfois par des politistes eux-mêmes membres de certains clubs : c'est le cas de Georges Lavau, auteur de l'article « Les clubs politiques », *RFSP*, vol.15, 1, 1965, pp.103-113.

<sup>50</sup> Janine Mossuz distingue les « clubs de combat politique », les « sociétés de pensée déchirées » et les « sociétés de pensée pure ».

<sup>51</sup> Daniel Colard évoque ainsi le contexte de la société industrielle, renforçant le pouvoir des experts, qui, conjugué à la centralisation du pouvoir sous le gaullisme, fragilise les corps intermédiaires que sont les partis et le Parlement : les citoyens, dépossédés de leur souveraineté, chercheraient d'autres formes de participation et d'expression politique, dont les clubs. On partage l'avis de Loïc Blondiaux lorsqu'il regrette la faible capacité heuristique de ces explications « médicales ».

<sup>52</sup> BAUMAN Serge, « Le renouveau des clubs ? », *RPP*, 898, mai-juin 1982, pp.63-79.

<sup>53</sup> ANDRIEU Claire, *Pour l'amour de la République. Le Club Jean Moulin : 1958-70*, Paris, Fayard, 2002.

<sup>54</sup> Par exemple HAUDJI Gaëlle, *Un groupe d'études et d'action politique : Objectif 1972, Objectif socialiste, 1967-74*, mémoire de maîtrise d'histoire de l'université Paris 1, 1997 ; PACHOMOFF Karella, *Les clubs gaullistes sous la Vème République*, mémoire de maîtrise d'histoire de l'université Paris 1, 1994.

<sup>55</sup> JULIA David, *La Fondation St Simon et la Fondation Marc Bloch : analyse comparative des enjeux et des structures*, mémoire de DEA de sociologie politique de l'université Paris 1, 2001 ;

assez grand nombre de structures non-partisanes, en partie sous des formes nouvelles évoquant les *think tanks* à l'anglo-saxonne, et renouvelant les formes d'engagement et de militantisme comme dans le cas des organisations altermondialistes.

On se retrouve face à un ensemble hétérogène d'organisations, peu ou pas étudiées, ensemble dont la cohésion est sujette à discussion : peut-on – c'est l'ambition de cette thèse – dégager des traits communs aux clubs, aux fondations, à des mouvements promouvant de nouveaux paradigmes et de nouvelles pratiques politiques, tel l'écologisme à ses débuts ou l'altermondialisme aujourd'hui ? Dans un pays caractérisé par la relative faiblesse des partis politiques, on peut formuler l'hypothèse selon laquelle les structures non-partisanes contribuent à diversifier « l'offre » en termes de type d'engagement, permettant à des publics rebutés par le militantisme traditionnel de trouver une place dans les circuits de la participation politique : cette hypothèse est à vérifier en mettant en perspective les modalités d'action des structures non-partisanes sous la Vème République.

Une importante interrogation méthodologique porte sur les *critères* de tri et de sélection des structures non-partisanes retenues. Ne faut-il s'intéresser qu'aux organisations refusant la participation aux élections ? On exclurait alors des mouvements pouvant franchir à un moment donné cette ligne, et on se priverait de l'analyse des modalités et des tensions découlant de cette transgression des frontières entre le politique et l'associatif. Faut-il étudier l'ensemble des structures bâties sur le refus du fonctionnement centralisé et pyramidal à l'œuvre dans les partis ? On aurait alors une vision à la fois trop large, nombre d'associations et de mouvements fonctionnant de manière souple ou « en réseau » se situant délibérément en marge du champ politique, et trop étroite, le fait d'être une structure non-partisane n'impliquant pas pour autant de fonctionner de manière souple et transparente : la démocratie interne et la circulation de l'information peuvent s'avérer être des valeurs tout à fait relatives au regard de l'impératif de l'efficacité ou d'autres objectifs. Le travail de sélection des organisations à étudier s'est fait en partie de manière empirique, certaines pistes étant abandonnées après avoir été initialement envisagées : c'est le cas des courants, ainsi que des clubs dissimulant mal leur vraie

---

BARBONI Thierry, *La Convention pour la VIème République. Une ressource pour la contestation infra partisane d'un homme politique*, mémoire de DEA de sociologie politique de l'université Paris 1, 2003.

nature d'écuries présidentielles. On a ainsi renoncé à intégrer le Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste (CERES) de Jean-Pierre Chevènement, déjà traité par ailleurs<sup>56</sup>. En revanche, s'intéresser à la trajectoire du leader Jean-Pierre Chevènement, qui a d'abord créé le club République moderne dans les années 1980 avant de s'éloigner progressivement du PS, permet d'illustrer le rôle des clubs comme étape dans un parcours politique ainsi qu'en tant que facteurs de cohésion et de rassemblement pour les « fidèles » du leader. De la même manière, on n'abordera que rapidement des groupements tels que Désirs d'avenir, organisation certes relativement autonome vis-à-vis du PS (et voulue comme telle) mais trop proche de la forme d'un *braintrust* de présidentiable pour être pleinement intégrée dans l'analyse : on souhaite se focaliser sur les groupements suffisamment durables et dotés d'une identité distincte des organisations partisanes. La tâche n'est pas aisée, et on rejoint les auteurs du *Dictionnaire des clubs et think tanks politiques* lorsqu'ils rappellent que « *la difficulté a parfois résidé dans le fait de déterminer si un club qui est objectivement l'expression d'un courant d'un parti politique existe de façon suffisamment autonome et extérieure à celui-ci pour pouvoir figurer dans notre sélection* »<sup>57</sup>.

On entend donc analyser les structures non-partisanes qui ont pour objectif explicite et assumé de recomposer, remodeler le champ politique, de manière plus ou moins directe puisque l'éventail de leurs modes d'intervention s'étend de la participation à des opérations de recomposition politique (par exemple en négociant directement avec les états-majors des partis) à l'action idéologique « pure », en passant par une gamme de situations intermédiaires, d'allers et de retours entre l'action politique et le repli sur la pédagogie civique ou la réflexion, d'hésitations et de déchirures pour trancher en faveur de la solution la meilleure pour peser sur le champ politique. A ce titre, les différents organismes spécialisés dans l'étude des relations internationales (et dans la formulation de propositions à l'attention des décideurs politiques), tels l'Institut français des relations internationales ou l'Institut des relations internationales et stratégiques, qui peuvent être décrits comme des *think tanks* français<sup>58</sup>, ne seront pas l'objet de notre attention ici. En revanche, on portera

---

<sup>56</sup> VERRIER Benoît, *Loyauté militante et fragmentation des partis : du CERES au MDC*, thèse de science politique de l'université de Strasbourg 3, 2003.

<sup>57</sup> Lyon, Editions Ires, 2006, p.3. Cet ouvrage, qui répertorie 200 organisations, est très utile pour se repérer dans la galaxie des cercles de réflexion les plus récents.

<sup>58</sup> L'IFRI est l'organisation française la plus citée dans les travaux anglo-saxons.

une attention particulière à la génération la plus récente de structures non-partisanes (à partir du début des années 1990), avec à la fois la création de fondations politiques se rapprochant du modèle allemand (fondations Jean Jaurès, Gabriel Péri), la création de nouveaux clubs (la République des idées, En temps réel), l'apparition de structures se rapprochant de plus en plus du modèle anglo-saxon du *think tank* (l'Institut Montaigne). Certes, en comparaison d'autres pays occidentaux, les ressources des structures non-partisanes françaises restent faibles, mais leur influence et leurs liens avec les partis se densifient, au prix de tensions, entre la Fondation pour l'innovation politique et l'UMP par exemple, cette dernière voyant se développer en son sein nombre de clubs. Il faut signaler également la naissance de l'Observatoire français des *think tanks* en 2006 qui publie le magazine *Think*, signe parmi d'autres des transformations à l'œuvre dans la sphère politico-intellectuelle française.

La démarche retenue consiste bien à envisager les interactions entre les partis et ces acteurs alternatifs, y compris dans la période contemporaine : la remontée de la participation électorale, du moins à l'occasion de l'élection présidentielle de 2007, est-elle le signe d'une bonne santé retrouvée des machines partisanes ? Rien n'est moins sûr, tant la crise du Parti socialiste et plus largement de la gauche est manifeste, tant au niveau du programme que du leadership ; la majorité connaît également des turbulences, avec l'éclosion de plusieurs foyers de réflexion et de critique ; les regroupements à la gauche du PS continuent à s'esquisser, tant avec la création d'un Nouveau parti anticapitaliste qu'avec le départ de Jean-Luc Mélenchon pour créer le Parti de gauche (on peut y ajouter l'apparition de la Fédération pour une alternative sociale et écologique, sans oublier de nouvelles dissidences au sein du PCF), ces deux nouvelles formations étant le fruit d'une décennie de débats et de tâtonnements pour la gauche antilibérale, confrontée à la pression de l'altermondialisme et à la pression des collectifs (« pour le « non » au Traité constitutionnel européen » en 2005, puis « antilibéraux pour des candidatures unitaires en 2006-2007) issus de la base. Il s'agira de dégager des cycles d'influence des structures non-partisanes et les facteurs propices à leur développement : si leur action – leur notoriété en témoigne – a été rarement couronnée de succès, leurs modes d'action et leur fonctionnement militant constituent en quelque sorte le miroir de l'engagement classique, dans lequel les partis ont su se regarder pour se régénérer

et retrouver du dynamisme, tout en défendant jalousement leur monopole électoral. Comme le souligne Claire Andrieu, leur place marginale ne peut dispenser de leur étude :

*« En dehors de son rôle permanent d'éducateur civique, la périphérie peut en outre agir occasionnellement sur le cœur du système politique puisque son « irresponsabilité » – le fait de constituer une nomade d'adhérents, sans électeurs ni élus ni masse militante – lui confère une grande liberté d'action et de pensée. Cumulant la marginalité et la compétence, le club peut disposer d'une force de frappe supérieure à celle d'organisations de masse liées par leurs compromis internes et leurs stratégies externes d'alliances »<sup>59</sup>.*

### *Questions de méthode*

Différents types de matériaux ont été utilisés en réponse à plusieurs difficultés rencontrées au cours de la recherche. Le problème des sources avait été sous-estimé concernant un certain nombre d'organisations, en particulier les clubs, souvent éphémères et ne conservant que peu de traces écrites de leurs activités : on ne trouve parfois guère plus que quelques coupures de presse évoquant généralement la date de création puis une ou deux réunions ou débats, la date de disparition – autre problème sérieux – n'étant que rarement connue avec précision : les clubs disparaissent beaucoup plus souvent faute d'adhérents et/ou d'activités réelles qu'à la suite d'une dissolution volontaire ; ils peuvent aussi connaître de longues périodes de léthargie entrecoupées de réveils sporadiques (l'organisation d'un colloque par exemple). Cette difficulté a permis, en contrepoint, d'éliminer une série d'organisations sans réelle consistance, par exemple des clubs éphémères lancés par une personnalité politique mais sans lendemain, ou, autre cas de figure, des scissions de clubs existants qui n'ont eu qu'un écho très faible (ainsi des clubs gaullistes de gauche qui se sont multipliés de façon impressionnante à la fin des années 1960).

Cependant, des fonds d'archives solides ont pu être analysés, soit concernant directement les activités des organisations (cas du fonds du Club Jean Moulin au centre d'histoire contemporaine de Sciences Po), soit provenant de personnalités ayant animé plusieurs structures (fonds André Jeanson et Alain Savary du même centre), ou enfin de fonds concernant les partis et leurs leaders (fonds Guy Mollet, fonds de la Fédération de la gauche démocratique et socialiste disponibles à l'Office

universitaire de recherche socialiste). Ce cas de figure est l'exception plutôt que la règle, et il faut souligner le caractère épars de la documentation recueillie : lettre d'informations, bulletins internes, publications diverses et variées sont dans la majorité des cas disséminées dans plusieurs endroits (Bibliothèque nationale, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre, bibliothèques Cujas et Sainte Geneviève) ; c'est peu à peu que l'on a pu retracer les activités du Club de l'Horloge par exemple, qui a pourtant été un acteur majeur dans la rénovation idéologique de la droite. On a malgré tout réussi à établir une cartographie des structures non-partisanes, toute options politiques confondues, en utilisant également avec profit les dossiers de presse établis par la Fondation nationale des sciences politiques, tant sur les clubs (en deux périodes : 1958-1981 et de 1981 à aujourd'hui) que sur les partis.

S'agissant d'organisations plus récentes, des entretiens semi-directifs ont été effectués avec certains de leurs animateurs : il s'agissait de voir comment ils perçoivent la place des *think tanks* « à la française » dans le champ politique aujourd'hui, quels attentes et espoirs ils placent dans le rôle des intellectuels et des idées, comment ils envisagent les particularités du cas français et de quelles ressources concrètes ils disposent pour mener leur action. On a regretté de ne pas avoir pu rencontrer suffisamment de responsables de structures non-partisanes de droite, au premier rang desquelles le Club de l'Horloge, qui semble être entré dans une phase de déclin, après avoir été une référence en matière d'action idéologique dans les années 1980 ; on a pu néanmoins rencontrer des responsables de la Fondation pour l'innovation politique, de la Fondation Copernic, de la République des idées, de feu le Club Merleau-Ponty, de l'ex-Front du progrès (gaulliste de gauche), de la Convention pour une VIème République, de Terra Nova, ainsi qu'un universitaire partie prenante de l'univers des cercles de réflexion, Laurent Bouvet<sup>60</sup>.

La période abordée, de 1958 à nos jours, est relativement longue pour un travail de science politique, le risque étant de céder à une approche purement chronologique : un découpage commode aurait pu être envisagé en deux ou trois temps, de 1958 avec la première grande vague de clubs jusqu'au congrès d'Epina

---

<sup>59</sup> ANDRIEU Claire, *op.cit.* , p.33.

voire à l'alternance de 1981, puis de cette date jusqu'en 1995, point de départ d'un mouvement social qui porte en germe une série de recompositions idéologiques, avec la multiplication rapide dans son sillage d'organisations antilibérales (ATTAC, Fondation Copernic en 1998) et libérales (Fondation Concorde en 1997, Institut Montaigne en 2000) : pour pratique qu'il eût été, ce découpage aurait interdit de mettre au jour les traits communs aux structures non-partisanes ; il s'agissait de dégager, au-delà de réelles évolutions des formes des organisations, les similitudes dans leurs modes d'action, leurs forces et faiblesses au-delà des contextes politiques spécifiques.

L'approche dynamique retenue vise à suivre les grandes étapes de l'évolution des structures non-partisanes. Il conviendra tout d'abord d'étudier leur genèse (1<sup>ère</sup> partie), en évoquant les différents contextes de développement, des débuts de la Vème République et des clubs politiques fondateurs à l'ère des fondations et instituts en passant par une phase de recomposition incertaine. On se penchera ensuite plus précisément sur leur morphologie (2<sup>ème</sup> partie), en étudiant les ressources humaines et financières des structures non-partisanes ainsi que leurs diverses modalités d'action face aux partis politiques. Il faudra enfin examiner les trajectoires des différents types de structures non-partisanes (3<sup>ème</sup> partie), le rapport plus ou moins étroit à l'action politique qu'elles ont choisi déterminant – entre autres – leurs succès ou leurs échecs, ce qui conduit directement à étudier les effets qu'elles ont produit dans le champ politique, aussi bien au niveau de la promotion de nouvelles idées que de la rénovation du fonctionnement des partis.

---

<sup>60</sup> Voir les entretiens réalisés en annexe.

## 1<sup>ère</sup> partie : Genèse

---

Il convient, dans un premier temps, d'identifier les logiques à l'œuvre dans la naissance des structures non-partisanes : si leurs formes sont extrêmement diverses au cours de la Vème République, on peut distinguer plusieurs couches assez facilement identifiables. Pour analyser les différents contextes de leur développement, il faut prendre en compte le système de partis à un moment donné : le caractère plus ou moins polarisé du champ politique peut entraîner une plus ou moins intense mobilisation des forces sociales et éventuellement la création d'organisations concurrentes des partis ; de nouvelles aspirations politiques peuvent elles aussi « déborder » les partis existants. Si ces facteurs peuvent favoriser le développement de structures non-partisanes, ils ne sont pas suffisants : ils doivent s'accompagner de conditions subjectives, c'est-à-dire de l'action d'acteurs engagés sur la scène non-partisane, mobilisant des ressources spécifiques.

Les structures non-partisanes peuvent être divisées en plusieurs groupes, en prenant en compte à la fois leur distance par rapport aux partis et leur orientation vers l'action politique directe ou la réflexion. Si l'on précisera progressivement les contours de ces différentes catégories, on peut déjà formuler l'hypothèse d'une tendance à une prise de distance de plus en plus grande vis-à-vis de l'action politique, à un repli sur le travail intellectuel.

Le débat sur la relation à entretenir avec les partis a toujours traversé les mouvements non-partisans, à commencer dans la période qui va des débuts de la Vème République jusqu'à la fin du cycle de rénovation de la gauche (1971-74), qui voit se développer le phénomène des clubs politiques (Chapitre 1). Succède alors une période plus incertaine (jusqu'à la fin des années 1980), pendant laquelle le champ politique commence à se fragmenter : la bipolarisation droite/gauche n'empêche pas le développement de plusieurs types de contestation de ce clivage (Chapitre 2). Enfin, à la faveur des alternances à répétition, divers clubs, instituts et fondations politiques, davantage préoccupés par le travail intellectuel « pur », seront créés dans

la période récente, se positionnant souvent pour ou contre la doctrine libérale, désormais dominante (Chapitre 3).

## **CHAPITRE 1 : LE PHÉNOMÈNE DES CLUBS POLITIQUES**

Succédant à un régime d'assemblée dominé par le jeu des partis, la V<sup>ème</sup> République s'inaugure sur fond de crise de ces derniers, impopulaires et vieillissants (Section 1) : ce qui favorise l'essor de clubs politiques animés par une éthique civique exigeante et qui mènent une critique sévère des machines partisanes, doublée de la quête d'une nouvelle forme d'organisation politique (Section 2).

### **Section 1 : Le moment fondateur : les débuts de la Vème République**

Une des caractéristiques de la période est le déclin des partis (§1), même si le diagnostic formulé à l'époque d'une « dépolitisation » de la société française doit être fortement nuancé. Face aux incertitudes politiques, la peur de l'instauration d'un régime autoritaire par le général de Gaulle n'étant pas un des moindres, un ensemble de citoyens, militants expérimentés ou au contraire « vierges » politiquement, vont se mobiliser pour tenter de revivifier le débat démocratique (§2).

#### **§1 : Des partis en déclin**

La crise des partis touche en premier lieu, et de plein fouet, la gauche (A), handicapée non seulement par l'existence d'un Parti communiste puissant et hors du système depuis 1947, mais aussi par les déchirures liées à la guerre d'Algérie, menée en partie par des gouvernements socialistes, en contradiction avec les convictions de nombreux militants. Plus généralement, la consécration de la primauté de l'exécutif amène les partis à revoir leurs priorités et leur stratégie, plus encore à partir de l'introduction du suffrage universel direct pour l'élection présidentielle (B).

#### ***A. La gauche en crise : l'héritage de la IVème République***

Le parti au centre des enjeux politiques de la période et contre lequel se focalisent les critiques des clubs est sans conteste la SFIO : le parti, qui a joué un rôle prépondérant au cours de la IVème République, se retrouve singulièrement affaibli en 1958, affaiblissement lié à la figure emblématique de Guy Mollet,

secrétaire général pour le moins controversé comme le rappelle Michel Winock : « *Décidément, nous avons vieilli. Ceux qui ne furent pas atteints par la vingtaine au moment où cet homme là, après dix ans de carrière à la tête de la SFIO, en entreprenait une autre à la tête du gouvernement, peuvent difficilement imaginer l'aversion, l'hostilité, la haine même qu'il avait su nous inspirer* »<sup>61</sup>.

Ce déclin s'observe tout d'abord sur le plan des effectifs, à la fois quantitativement (de 354 000 adhérents en 1946, ils chutent aux alentours de 100 000 à la fin des années cinquante), et qualitativement : la moitié des adhérents sont des conseillers municipaux et plus du quart sont à la retraite, ce qui dessine le visage d'un parti vieillissant, centré sur la conservation de son patrimoine de postes. Pour Jacques Droz, « *ce qui a caractérisé le « mollétisme », c'est la propension à faire passer la question d'organisation avant celle de la doctrine, à renforcer l'appareil du parti* »<sup>62</sup> : la direction du parti ne manque pas une occasion d'exalter le patriotisme de la « vieille maison » face aux attaques d'un environnement politique jugé hostile. « *Le mur de la « vieille maison » est en apparence intact ; en fait il se lézarde de toute part et ne renvoie plus l'écho des débats passionnés de sa jeunesse. Son idéologie est devenue entièrement négative : anticommunisme viscéral, qu'a encore développé la création de la CGT-FO sur le plan syndical ; laïcisme intransigeant, qui est un refus de regarder la réalité en face. [...] La direction autoritaire du parti socialiste de Guy Mollet n'a pas empêché le parti socialiste de se diviser profondément* »<sup>63</sup>. La SFIO se trouve également fragilisée par l'ampleur des divisions à l'intérieur de la famille socialiste, liées à la douloureuse question de la participation de la gauche à la conduite du conflit en Algérie, les méthodes utilisées choquant de nombreux militants ; le conflit a entraîné la chute de la IV<sup>ème</sup> République, régime certes peu apprécié mais remplacé par un pouvoir gaulliste soupçonné par de larges secteurs de la gauche d'intentions dictatoriales, voire fascistes. Un bref retour en arrière est nécessaire pour comprendre les divisions aiguës de la gauche à l'orée des années soixante.

Guy Mollet est devenu président du Conseil suite aux élections de 1956, qui amènent le « Front républicain » au pouvoir : il arrive ainsi aux commandes d'un

---

<sup>61</sup> WINOCK Michel, *La République se meurt. Chroniques 1956-58*, Paris, Seuil, 1978, cité in LAFON François, *Guy Mollet, secrétaire général du parti socialiste SFIO, 1946-1969. Recherches sur les principes du mollétisme*, thèse de l'EHESS, 1993, p.1.

<sup>62</sup> DROZ Jacques, *Histoire générale du socialisme, tome 4 : de 1945 à nos jours*, Paris, PUF, coll. « Quadrige », 1997 (1<sup>ère</sup> édition 1978), p.594.

conflit qui ne s'achèvera qu'avec l'indépendance de l'Algérie en 1962. L'échec (ou l'abandon) du triptyque « cessez-le-feu, élections, négociations », slogan de campagne, le dessaisissement progressif du pouvoir politique par le pouvoir militaire en Algérie et surtout la multiplication de témoignages sur le recours à la torture vont entraîner une profonde crise de conscience à gauche. Claire Andrieu souligne le rôle de cette guerre dans la genèse du Club Jean Moulin<sup>64</sup> et rappelle qu'un des témoignages ayant rencontré le plus d'écho à l'époque est celui de Pierre-Henri Simon<sup>65</sup>, ancien officier et futur membre du club. Les milieux intellectuels ne se mobilisent réellement qu'à partir de 1957, suite à la bataille d'Alger, et constituent peu à peu un front d'autant plus soudé qu'il est violemment attaqué par les partisans de l'Algérie française, tels Jacques Soustelle, qui n'hésite pas à dénoncer les « quatre grands de la contre-propagande française, *Le Monde*, *France-Observateur*, *L'Express*, *Témoignage chrétien* », alimentant une « entreprise de défaitisme et de trahison », allant jusqu'à utiliser la métaphore « on entend larmoyer les coupeurs de cheveux en quatre, qui viennent toujours au secours des coupeurs d'enfants en huit »<sup>66</sup>. La bataille politico-intellectuelle fait donc rage et n'épargne pas la SFIO, où la grogne monte, notamment par la voix d'Edouard Depreux, qui crée en 1957 un Comité d'études et d'action pour la paix en Algérie, prélude à son départ et à la création du Parti socialiste autonome (PSA) en 1958, principalement sur la question algérienne. On peut aussi rappeler la fameuse diatribe d'André Philip, exclu du parti la même année :

*« Un gouvernement de gauche faisant une politique de gauche se heurterait à l'opposition de la droite. Un gouvernement de droite faisant une politique de droite se heurterait à la résistance d'un parti qui aurait retrouvé son unanimité. Mais une politique de droite faite par des hommes qui se disent de gauche aboutit à la disparition de toute opinion publique dans le pays : la droite se tait, puisque ses idées sont au pouvoir ; la gauche se tait, puisque ses hommes y sont. Si cette situation se prolonge longtemps, le socialisme va à la catastrophe »<sup>67</sup>.*

---

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 595.

<sup>64</sup> ANDRIEU Claire, Chapitre 5, « L'appel du club chez les intellectuels », *Pour l'amour...*, *op.cit.*, pp.105-122.

<sup>65</sup> SIMON Pierre-Henri, *Contre la torture*, Paris, Seuil, 1957.

<sup>66</sup> SOUSTELLE Jacques, discours à l'Assemblée nationale, cité par *Témoignage chrétien*, 29/03/1957.

<sup>67</sup> PHILIP André, cité in LAFON François, *op.cit.*, p.393.

La question algérienne divise donc profondément la gauche, non seulement idéologiquement mais aussi au niveau des organisations : le PSA se joint en 1960 à l'Union de la gauche socialiste (UGS, elle-même résultat de la fusion de la Nouvelle gauche et du Mouvement de libération du peuple<sup>68</sup>) pour former le Parti socialiste unifié (PSU) en 1960 ; cela n'entraîne pas pour autant pour l'ensemble de la gauche une remontée des effectifs, puisqu'à la veille du congrès d'Épinay l'addition des forces du Nouveau parti socialiste (qui a succédé à la SFIO en 1969) et du PSU est inférieure aux effectifs de la SFIO en 1914... Parti d'intellectuels, le PSU n'aura que peu de succès électoraux mais sa production doctrinale rend compte des nouvelles interrogations sur l'évolution des classes sociales en France<sup>69</sup> et sur les utopies (l'autogestion généralisée) à envisager<sup>70</sup>. Certains, déçus par son fonctionnement (la multiplication et la confrontation dure de plusieurs tendances en son sein) et son orientation, le quitteront pour créer des clubs politiques, tels l'Union des groupes et clubs socialistes de Jean Poperen en 1967, qui sera partie prenante de la rénovation de la gauche.

La fin brutale de la IV<sup>ème</sup> République déstabilise les partis, pris de court par la rapidité des événements. La hantise d'un coup d'État va amener la Ligue des droits de l'homme (LDH) à jouer un rôle plus important qu'à l'ordinaire en prenant l'initiative d'un regroupement de la gauche. On intègre ici la LDH dans l'analyse des structures non-partisanes en raison du contexte très particulier de l'été 58 : cette organisation, « *entreprise morale* »<sup>71</sup>, n'a pas vocation à transformer ou recomposer le champ politique, elle défend une cause précise, bien que le caractère général de la catégorie « droits de l'homme » l'amène à prendre position sur de nombreux sujets. La personnalité de son président, Daniel Mayer, n'est pas étrangère à la place que va occuper la LDH dans le jeu politique : écarté lui aussi de la SFIO en raison de sa critique de la politique algérienne, il nourrit une forte hostilité à l'encontre de Guy Mollet. Il va se servir de la tribune que représente la Ligue pour transformer sa position d'extériorité au jeu politique en ressource.

---

<sup>68</sup> Sur la genèse du Parti socialiste unifié, voir HEURGON Marc, *Histoire du PSU. 1- La Fondation et la guerre d'Algérie (1958-1962)*, Paris, La Découverte, 1994.

<sup>69</sup> MALLET Serge, *La nouvelle classe ouvrière*, Paris, Seuil, 1963.

<sup>70</sup> PSU, *Contrôler aujourd'hui pour décider demain. Manifeste adopté par le 8<sup>e</sup> congrès national du PSU (9-11 décembre 1972)*, Paris, Tema-éditions, 1973.

<sup>71</sup> AGRIKOLIANSKY Eric, *La Ligue des droits de l'homme (1947-1990). Pérennisation et transformation d'une entreprise de défense des causes civiques*, thèse de l'IEP de Paris, 1997, p.13.

Le 25 juin 1958, la LDH lance un appel au regroupement de la gauche non-communiste pour lutter contre « le péril fasciste » : plusieurs syndicats, partis (UDSR, UGS, PSA) et personnalités (tel André Philip) manifestent leur soutien ; l'Union des forces démocratiques est constituée rapidement le 7 juillet. Daniel Mayer devient, de dissident isolé, un médiateur entre les différentes forces de gauche, la crise mène à une ouverture du champ politique qui permet l'émergence d'acteurs non-partisans. C'est une illustration du phénomène de « déssectorisation conjoncturelle » décrit par Michel Dobry<sup>72</sup>, comme le souligne Eric Agrikoliansky : « *c'est [...] hors de l'espace des calculs partisans (chez les intellectuels et les enseignants) que les différents partis qui composent l'UFD, cherchent des appuis et un lieu de rencontre et de coopération* [souligné par l'auteur]. *Cette ouverture du champ politique est d'autant plus significative qu'elle répond très directement à l'intrusion dans l'espace politique, au mois de mai, d'un autre secteur de la société : l'armée* »<sup>73</sup>. Le retrait de Daniel Mayer de l'action politique s'est transformée en « *une ressource pertinente pour intervenir directement dans le jeu partisan* », pour « *rejouer, sur le double modèle de la résistance au fascisme et du rassemblement populaire, un rôle de médiation entre les différentes factions de la gauche non-communiste* »<sup>74</sup> (la LDH avait joué un rôle dans la constitution du Front populaire en 1936). Le caractère associatif, « neutre » de la LDH lui permet de créer l'espace de dialogue et de collaboration qu'est l'UFD : c'est la première manifestation du rôle de *structure transitoire de rassemblement* que rempliront d'autres structures non-partisanes (voir *infra*, 2<sup>ème</sup> partie).

Cependant, l'enthousiasme est de courte durée, car les objectifs de l'UFD sont flous, elle s'est constituée dans une pure logique de réaction vis-à-vis de la prise de pouvoir gaulliste : faut-il en faire « *un cartel, une ligue, un parti* »<sup>75</sup> ? Seuls certains souhaitent en faire un véritable parti, tels Pierre Mendès France ; la plupart, dont l'UGS, y sont hostiles. A ces divergences s'ajoutent de mauvais résultats électoraux, les candidats de l'UFD récoltant moins de 5% des voix aux élections législatives de novembre. L' « union travailliste » proposée par François Mitterrand et Pierre

---

<sup>72</sup> DOBRY Michel, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, « Références », 1986 ; rééd. 1992.

<sup>73</sup> AGRIKOLIANSKY Eric, *op.cit.*, p.159-160.

<sup>74</sup> *Ibid.*, p.160.

<sup>75</sup> HEURGON Marc, *op.cit.*, p.21.

Mendès France – qui ne s'aime guère – ne verra pas le jour, l'UFD n'aura été qu'un cartel électoral sans lendemain. La normalisation de la situation politique « obère la pertinence de ces alliances constituées hors du champ partisan. [...] Les logiques sectorielles reprennent le dessus et l'espace de calcul pertinent redevient le champ des affrontements partisans »<sup>76</sup>. Daniel Mayer tente, au sein du PSU, de lancer une dynamique en faveur d'une candidature unitaire de la gauche pour l'élection présidentielle de 1965 (il le quittera en 1967) ; il participe à la création du comité Jean Vilar pour une candidature unique de la gauche à l'élection présidentielle (regroupant principalement des intellectuels) qui tient une conférence de presse en mars 1965 pour réclamer l'unité, dans une démarche concurrente de celle de Gaston Defferre. La position particulière de Daniel Mayer le fait même pressentir par certains comme un potentiel candidat de la gauche unie après l'échec de la tentative de Defferre, mais, à la différence de François Mitterrand, il ne peut espérer recevoir l'aval de la SFIO, comme le signifie sans détour Guy Mollet : « Nous n'accepterons jamais de soutenir Daniel Mayer. C'est même le seul cas où la SFIO pourrait envisager de désigner un candidat du parti »<sup>77</sup>. La rancœur de la direction socialiste à son égard ne lui permettra pas de jouer à nouveau ce rôle de trait d'union pour la gauche, il sera à l'écart du processus de rénovation de la famille socialiste les années suivantes. La LDH, « tribune permettant d'intervenir dans le champ politique »<sup>78</sup>, retourne à son rôle initial de défense d'intérêts moraux.

Le PCF n'est pas épargné par la crise politique, subissant un grave revers aux élections législatives de 1958, même si ses effectifs et son implantation en milieu ouvrier sont nettement supérieurs aux autres formations de gauche. L'édifice communiste semble solide mais il a déjà commencé à se lézarder sous les chocs successifs du rapport Khrouchtchev au XXème congrès du PCUS et de la répression soviétique de l'insurrection hongroise en 1956. Il est politiquement isolé en France depuis 1947 et le départ des ministres communistes du gouvernement ; il faudra attendre les évolutions internes à la SFIO pour que le dialogue s'installe à nouveau entre les deux formations : c'est dans l'opposition commune au gaullisme que va s'esquisser progressivement l'union de la gauche et le programme commun adopté en 1972, mais le chemin y conduisant sera long et parsemé d'embûches et de

---

<sup>76</sup> AGRIKOLIANSKY Eric, *op.cit.*, p.161-162.

<sup>77</sup> Cité in AGRIKOLIANSKY Eric, *op.cit.*, p.167.

<sup>78</sup> *Ibid.*, p.170.

tiraillements, une partie des clubs tentant de peser en vue de la constitution d'une fédération au centre-gauche, comme on le verra plus loin. Il faudra également que la gauche s'adapte aux nouvelles institutions, qui imposent une révision de sa stratégie politique.

### ***B. Le poids des nouvelles institutions***

Une autre source de divisions de la gauche et de féroces critiques à l'encontre de Guy Mollet réside dans l'attitude pour le moins ambiguë adoptée par la SFIO vis-à-vis du général de Gaulle. Guy Mollet a en effet entretenu des relations épistolaires avec le général, suivies de rencontres à Colombey, qui font penser au premier secrétaire de la SFIO que l'homme du 18 juin 1940 est le meilleur (ou le moins pire) des recours face à la menace d'un putsch militaire et – autre hypothèse – au risque d'un nouveau Front populaire cette fois-ci dominé par les communistes. Les socialistes se révèlent très divisés lors du vote d'investiture de de Gaulle (49 voix contre, 42 pour) et la SFIO réalise son plus mauvais score en 1962 avec seulement 12,65% des voix. On ne peut pas dire qu'elle aborde la décennie des années soixante en position de force, après avoir pourtant joué un rôle moteur sous la IV<sup>ème</sup> République.

Ce régime se caractérisait par une instabilité gouvernementale chronique, par le jeu des partis à l'assemblée, fait de tractations et de combinaisons systématiques, qui n'amélioraient pas l'image du personnel politique aux yeux de l'opinion. Pris entre gaullistes et communistes, les gouvernements dits de « troisième force », regroupant le centre-gauche et le centre-droit, avaient contribué à dévaloriser l'image de la SFIO, offrant trop souvent le spectacle, d'après Charles Hernu, de « *la contradiction entre les paroles et les actes* », « *ce défaut historique : parler à gauche, agir à droite ; se faire élire à gauche, s'allier à droite pour gouverner* »<sup>79</sup>.

Les nouvelles institutions établies en 1958 donnent la primauté au pouvoir exécutif, évolution parachevée par la réforme de 1962 qui introduit l'élection du président de la République au suffrage universel direct. Habités à donner la priorité aux élections législatives, les partis contestent cette évolution, se regroupant dans le disparate « cartel des non » en 1962 afin de contrer la réforme, en vain. Ce n'est que très progressivement que les partis, et en particulier ceux de gauche, vont s'accoutumer à un régime où le président joue un rôle prépondérant, la dénonciation

du pouvoir personnel restant un thème central dans les discours<sup>80</sup>. Les clubs joueront d'ailleurs un rôle d'acclimatation de l'idée d'un exécutif fort, le Club Jean Moulin en tête, les constitutionnalistes Georges Lavau, Georges Vedel et Maurice Duverger bataillant pour la promotion d'un vrai régime présidentiel à l'américaine<sup>81</sup>, en restant réservés par rapport au projet du général de Gaulle, puisqu'ils se prononcent aussi pour la suppression du Premier ministre, la fin du droit de dissolution de l'Assemblée, la limitation du nombre de mandats présidentiels à deux, la création d'un poste de vice-président, l'extension des prérogatives du Conseil constitutionnel aux actes présidentiels<sup>82</sup>. L'élection présidentielle, jointe à l'adoption du mode de scrutin majoritaire à deux tours pour les élections législatives, va devenir le pivot de la vie politique et forcer les partis à nouer des alliances.

Le Mouvement des républicains populaires (MRP) n'est pas lui non plus épargné par le déclin : il est traversé par des contradictions fortes, certains souhaitant l'alliance avec la gauche non-communiste, d'autres lui préférant la mouvance gaulliste, certes concurrente mais plus proche des valeurs du MRP<sup>83</sup>. Là aussi, des militants partiront pour créer des clubs, tels Robert Buron, ancien ministre, qui lance Objectif 72 en 1965. Le centrisme, ballotté entre plusieurs projets de recomposition politique, va souffrir de plusieurs divisions, des personnalités aussi diverses que Jean Lecanuet, Jean-Jaques Servan-Schreiber et Valéry Giscard d'Estaing lançant successivement leur propre mouvement. Le cas de Valéry Giscard d'Estaing est sans doute le plus intéressant, sa participation à la majorité en tant que ministre de l'Economie et des Finances ne l'empêchant pas de construire patiemment son avenir politique et son statut de présidentiable, appuyé sur le réseau des Club Perspectives et Réalités créé en 1965.

Cette première période dans laquelle vont se développer les structures non-partisanes est marquée par d'importantes mutations, devant lesquelles les partis semblent dépassés. Le laps de temps nécessaire à leur adaptation aux nouvelles

<sup>79</sup> HERNU Charles, *Priorité à gauche*, Paris, Seuil, 1969, p.32.

<sup>80</sup> Un parallèle étant fait avec l'expérience de Louis-Napoléon Bonaparte, qui mit fin à la II<sup>ème</sup> République Sur le rapport de la gauche aux institutions de la V<sup>ème</sup> République, voir DUHAMEL Olivier, *La Gauche et la V<sup>ème</sup> République*, Paris, PUF, 1993.

<sup>81</sup> *Bulletin du Club Jean Moulin*, « Le régime présidentiel », 21, mars-avril 1961.

<sup>82</sup> *Bulletin du Club Jean Moulin*, « L'heure du Parlement », 33, juin-juillet 1962.

<sup>83</sup> Un sondage IFOP réalisé en mai 1964 indique que son électorat préfère de Gaulle (50% d'opinions favorables) à Gaston Defferre (12%).

règles du jeu politique et à la réalité d'une France en pleine transformation socio-économique dégage un espace pour de nouvelles organisations : ce sera l'heure de gloire des clubs politiques. Bénéficiant de l'attrait de la nouveauté et de l'enthousiasme d'une nouvelle génération politique, ils se heurteront néanmoins aux pesanteurs partisanes et aux stratégies des états-majors pour ne pas se laisser déposséder de leur monopole électoral. La question fondamentale va bien être celle des alliances : la gauche non-communiste rejoindra-t-elle le centre ou bien se tournera-t-elle vers le PCF ? Les clubs vont tenter de jouer un rôle dans ce ballet, avançant successivement des projets assez différents.

## **§2 : L'essor des clubs politiques**

Le nombre d'organisations créées à cette époque en marge des partis est impressionnant, témoignant d'un bouillonnement politico-intellectuel : « *il ne se passe pas de mois sans que l'on apprenne l'existence, d'un cercle d'étude, d'une société de pensée, d'une association pédagogique ou d'un club civique* »<sup>84</sup>. Par souci de clarté et parce que l'appellation « club » recouvre des réalités très disparates, on distinguera plusieurs étapes : les clubs « d'éducation civique » ou axés sur la réflexion, autour de la figure centrale du Club Jean Moulin et du groupe dit des Assises de Vichy (A) ; les clubs plus orientés vers l'action politique et regroupant des militants expérimentés ensuite, à l'image du club des Jacobins ou de la Convention des institutions républicaines (B) ; des mouvements proches des clubs militants mais agissant de manière plus autonome et davantage « à la base », tels les groupes d'action municipale (GAM) (C) ; enfin, un certain nombre d'organisations situées dans l'orbite de la majorité gaulliste (D).

### ***A. Le Club Jean Moulin et le groupe des Assises de Vichy***

Il convient de commencer par la présentation du Club Jean Moulin (1), qui sera le leader du groupe des Assises de Vichy réunies en avril en 1964 (2).

#### ***1. Une référence majeure : le Club Jean Moulin***

Le Club Jean Moulin est sans conteste le plus connu des clubs politiques, une figure invoquée par plusieurs de ses successeurs comme modèle : en juillet 1965

---

<sup>84</sup> COLARD Daniel, *Le phénomène des clubs sous la Vème République (1958-65)*, thèse pour le doctorat de science politique, 1965, p.1.

*L'Express* présente les Clubs Perspectives et Réalités comme le « *Jean Moulin de la droite* »<sup>85</sup> ; en 1967 c'est *Combat* qui parle du club Réalités nouvelles comme « *le Club Jean Moulin de l'opposition de droite* »<sup>86</sup>, titre revendiqué à son tour par le Club de l'Horloge lors de sa présentation au public en 1979 (il a été créé en 1974), tout comme le Club 89 (proche du Rassemblement pour la République, RPR) et la fondation St Simon. Le succès des différentes publications du club<sup>87</sup> a grandement contribué à sa notoriété. La vision donnée du Club Jean Moulin est néanmoins souvent tronquée, ne retenant qu'une partie de son histoire d'une part, le caricaturant comme un club de hauts fonctionnaires ayant tiré les ficelles du pouvoir dans l'ombre d'autre part. La réalité est plus complexe : le club a connu plusieurs périodes distinctes, dont une à la limite de la légalité ; de plus, son influence concrète sur le champ politique paraît au final assez limitée, son projet de rénovation de la gauche ayant largement échoué. Il n'en demeure pas moins qu'il a été un acteur important de la vie politique jusqu'à sa disparition en 1970 ; les difficultés rencontrées par ses successeurs, notamment dans la définition de leur rapport aux partis, seront bien souvent les mêmes que celles de ce mouvement fondateur.

Le petit groupe initiateur du club, qui ne compte pas plus de six ou sept membres, envisage rien de moins que de créer un réseau de résistance : d'où la mobilisation de la figure emblématique de la France libre<sup>88</sup>, pour faire échec à un éventuel coup d'Etat militaire et à l'instauration d'une dictature par le général de Gaulle. Marcel Hauteville précise le sens de cette référence à Jean Moulin : « *En prenant le nom de Jean Moulin, le Club ne s'identifiait ni au représentant du général de Gaulle, ni au restaurateur des partis politiques, ni même au président du Conseil national de la Résistance, mais essentiellement au Résistant de 1940, à sa conviction républicaine et patriotique, à sa volonté obstinée de refuser le désastre et de rassembler les citoyens pour sauver le pays et refaire l'Etat* »<sup>89</sup>. Cette phase illustre bien les peurs suscitées à gauche par les événements de 1958. Les armes ne seront

---

<sup>85</sup> *L'Express*, 19-25/07/65.

<sup>86</sup> *Combat*, 31/03/67.

<sup>87</sup> Citons les principales : *L'Etat et le citoyen*, Paris, Seuil, 1961 ; *Un parti pour la gauche*, Paris, Seuil, 1965 ; *Les Citoyens au pouvoir*, Paris, Seuil, 1968 ; *Que faire de la révolution de mai ?*, Paris, Seuil, 1968.

<sup>88</sup> D'après Claire Andrieu, le club comptera par la suite environ 15% d'anciens résistants, la référence n'est donc pas usurpée.

<sup>89</sup> HAUTEVILLE Marcel, « Pourquoi Jean Moulin ? », in HAUTEVILLE Marcel, SUFFERT Georges, VILLARET Jules, *Le Club Jean Moulin*, Paris, Centre d'études et de documentation, non daté (vraisemblablement fin 1961-début 1962), p.4.

pas utilisées, et très vite, sous l'impulsion de Stéphane Hessel, le groupe va choisir l'appellation de « club ». La nature de l'organisation change : elle devient « *une structure fondée pour la parole et pour l'action par le verbe. Induit par les circonstances, le changement de moyen d'expression – la substitution du discours aux armes – a métamorphosé l'organisme initial* »<sup>90</sup>. Le succès du Club Jean Moulin va être rapide, le contexte de crise des partis évoqué plus haut étant favorable à l'éclosion de multiples mouvements en marge des organisations classiques. Il va s'agir pour le club d'étudier les moyens de sauvegarder et d'améliorer le fonctionnement de la démocratie française, qui souffre à ses yeux de graves défauts : le club sera « *un laboratoire où, entre experts, on tâcherait de réparer la machine civique* »<sup>91</sup>.

Face au drame algérien et aux risques qu'il fait planer sur la démocratie, le club adopte une stratégie d'action basée avant tout sur la pédagogie : il faut rassembler les citoyens autour des valeurs républicaines, en faisant passer au second plan le clivage gauche/droite compte tenu de l'urgence de la situation ; il faut aussi rejeter le principe appliqué en Algérie selon lequel la fin justifie les moyens. Cette ligne d'action est définie comme une politique de « civisme républicain ». D'autres objectifs, dont la rénovation des institutions et la refondation de la gauche, suivront, mais pour l'instant c'est la question de l'Algérie qui fédère les énergies. Les membres du club veulent imaginer des solutions pour une Algérie viable : ils soutiendront le général de Gaulle dans la mesure où son action leur paraîtra aller dans le bon sens, ce qui est le cas du discours du 16 septembre 1959 qui ouvre la voie à l'autodétermination, ainsi que de la fermeté manifestée face aux émeutiers d'Alger en janvier 1960. Devant le spectacle d'un Etat républicain qui semble en voie de décomposition, le Club Jean Moulin, dont certains membres sont hauts fonctionnaires et exercent dans le cadre de leurs fonctions un lobbying discret, veut rappeler et défendre les principes fondateurs de la République française : en témoigne la charte du club adoptée en juillet 1958, qui évoque le « *principe du respect de la personne humaine et des libertés individuelles* », « *la libre détermination des peuples* », ainsi que la nécessité pour la France de participer « *à un effort international d'aide aux pays insuffisamment développés, capable d'atteindre les causes profondes, financières, techniques et humaines, de l'écart*

---

<sup>90</sup> ANDRIEU Claire, *op.cit.*, p.103.

*croissant entre les niveaux de vie* ». Le club se prononce pour un Etat algérien autonome, se montrant peut-être trop optimiste quant aux futures difficultés que celui-ci rencontrerait : il est clair pour lui que le maintien de la France en Afrique du nord est suicidaire.

Cette sensibilité à la question coloniale s'explique aussi par l'origine intellectuelle et politique des membres de Jean Moulin, qui proviennent de plusieurs courants : d'abord, sous l'effet de la radicalisation des milieux catholiques, une série de « chrétiens de progrès » vont pencher vers un engagement à gauche : Georges Suffert, futur secrétaire général du club de 1958 à 1965, s'est attiré l'inimitié de la faction conservatrice de l'Eglise catholique suite à ses articles dans l'hebdomadaire *Témoignage chrétien* critiquant la politique menée en Algérie (il est même enlevé par des inconnus en soutane en 1957 après une conférence pour la paix) et a perdu son poste en conséquence, le journal le poussant vers la sortie ; il retrouve du travail à *France-Observateur*, autre hebdomadaire décrié par les partisans de l'Algérie française. Une autre mouvance importante est celle qui gravite autour de la revue *Esprit*, qui fournira des membres éminents du club (Olivier Chevrillon, Michel Crozier, Georges Lavau notamment). Un courant plus « laïque », enfin, est celui des *Cahiers de la République*, publication favorable à l'ancien président du Conseil Pierre Mendès France, d'où provient la cheville ouvrière du club, Stéphane Hessel. Pour les partisans de celui qui a mis un terme à la guerre d'Indochine, un nouveau Dien Bien Phu attend les troupes françaises en Algérie : c'est bien dans le creuset de l'opposition commune à la « pacification » des départements algériens que s'est formée en partie le noyau fondateur du Club Jean Moulin, ce qui aura aussi pour conséquence de fragiliser sa cohésion une fois l'indépendance proclamée en 1962. C'est bien plus son action en matière de politique intérieure qui va assurer la postérité du club.

L'éclectisme des trajectoires des membres de Jean Moulin est à mettre en relation avec les objectifs qu'il poursuit, ainsi qu'avec sa philosophie générale de l'engagement, selon laquelle le dialogue doit primer sur les idéologies et les préjugés, afin de formuler un diagnostic sur les maux dont souffre la société française et envisager les remèdes à y apporter. Le Club Jean Moulin invite dans sa

---

<sup>91</sup> *Ibid.*

charte à renoncer à la fois « à la tentation du « réalisme » politique qui, au nom d'objectifs immédiats, mène à l'opportunisme et à la dégradation du sens civique, [et au] dogmatisme qui, derrière l'écran des positions doctrinales et au nom de visées lointaines, endort l'intelligence et trouble les réactions morales ». Pour autant, le Club Jean Moulin ne se réduit pas à un groupe de pression technicien ou à un lobby d'experts ; il accepte la logique parlementaire mais affiche son apolitisme : « les gens que nous avons voulu recruter au Club sont des hommes traditionnellement assez apolitiques. Leur plus grand motif d'hésitation est d'être exploités par une formation politique, quelle qu'elle soit »<sup>92</sup>. On verra que cet apolitisme a ses limites, le club penchant malgré tout plutôt du côté de la famille socialiste et se considérant comme faisant partie de l'opposition au gaullisme.

Un jalon important dans l'histoire du club est la publication de *L'Etat et le citoyen* en 1961, qui remporte un vif succès. Développant notamment les thèmes de l'économie concertée, de la planification démocratique et de la participation des citoyens aux affaires publiques, cet ouvrage, tout comme le bulletin bimensuel du club, révèle son style : « Jean Moulin ne se départit jamais d'une attitude qui se veut raisonnable, d'une approche balancée reposant sur la succession de la thèse, de l'antithèse et de la synthèse. Souvent, renvoyant dos à dos les extrêmes, il propose une troisième voie »<sup>93</sup>. Le club n'est ni révolutionnaire (son socialisme n'est pas marxiste<sup>94</sup>) ni conservateur (il entend promouvoir des réformes de structure) : cette démarche originale lui vaut de nombreuses critiques, soit qu'on le suspecte de vouloir court-circuiter les corps intermédiaires traditionnels, au premier rang desquels les partis, soit qu'on l'accuse d'être au service du pouvoir. On reviendra plus loin sur la série de reproches adressés à la technocratie censée constituer l'ossature du club (voir *infra*).

Il est vrai que si le club entend bousculer le champ politique, il ne sait guère par où commencer. Si la notoriété du club progresse, la situation en 1962 reste inquiétante :

« La démocratie s'étirole ; les forces antidémocratiques se sont révélées puissantes, le régime qui s'y oppose n'est pas sans également les utiliser [...]. La construction in abstracto de la démocratie future n'avance pas si vite : [...] « L'Etat et le

---

<sup>92</sup> SUFFERT Georges, lettre à Charles Margueritte, cité in ANDRIEU Claire, *op.cit.*, p.151.

<sup>93</sup> ANDRIEU Claire, *op.cit.*, p.419.

<sup>94</sup> « Le temps des Jean-Jacques Rousseau et des Marx, le temps de la pure analyse sans données techniques précises est révolu [...]. Marx en 1961 créerait un institut », *L'Etat et le citoyen*, p.16.

*citoyen », s'il a remporté un vif succès d'estime, n'a pas réussi à mobiliser les énergies [...]. Nous n'avons jamais réellement franchi le saut entre cet exposé des problèmes, cette description des tendances, cette esquisse des solutions et, ne fût-ce que sur des points limités, des prises de position vigoureuses, contraignantes, sur lesquelles nous aurions engagé bataille et perdu notre tranquillité »<sup>95</sup>.*

Comment intervenir efficacement en tant que société de pensée ? Il faut trouver un mode d'action autre que des leçons dispensées par « *de vieux sages dans notre tour d'ivoire, sans se confondre avec le jeu des partis ou la préparation d'un manifeste électoral* »<sup>96</sup>. Mais la démarche « pédagogique » et la croyance dans les vertus de la formation et de l'information restent un leitmotiv :

*« Former de nouveaux cadres politiques c'est refuser que la réflexion et l'action politique restent l'apanage des spécialistes et des militants, c'est convaincre ingénieurs, techniciens, fonctionnaires, syndicalistes, industriels, intellectuels, qu'il ne s'agit pas de mépriser de loin ceux qui tentent de donner formes et structures à l'Etat, qu'il s'agit au contraire d'intervenir avec lucidité, mesure et constance chaque fois que cela est possible. C'est surtout faire pression sur les responsables de la presse, de la radio et de la télévision pour que la préoccupation de la formation politique et économique passe au premier rang »<sup>97</sup>.*

La définition des modalités d'intervention du club dans le jeu politique est assez floue, ce qui témoigne d'une réelle interrogation sur sa nature et sa vocation. D'après un adhérent :

*« Nous devrions insister sur la définition du Club comme « Société de pensée » [...]. Si les révolutionnaires de 1789 et la suite ont pu faire l'œuvre que l'on sait, c'est parce qu'ils n'avaient qu'à puiser dans un travail considérable et très technique qui avait été élaboré pendant tout le 18<sup>ème</sup> siècle, précisément par les sociétés de pensée. [...] Etant donné l'indigence actuelle de la pensée « de gauche » tant en France qu'à l'étranger ; étant donné la faiblesse des mouvements démocratiques ; étant donnée enfin l'apathie du civisme en France [...], il me semble que nous soyons contraints à reprendre toutes les questions de loin et de haut »<sup>98</sup>.*

---

<sup>95</sup> Note pour le comité général du club, 02/05/1962, archives du Club Jean Moulin, 1CJM 2, Comité directeur 1962-64, p.2.

<sup>96</sup> Ibid., p.5.

<sup>97</sup> Projet d'une charte des clubs, mars 1965, 4 CJM3, Dr1.

<sup>98</sup> FLAMAND Paul, lettre du 07/11/1960, 6CJM4.

Le tableau dressé est sombre ; cependant l'espoir d'une relève générationnelle se profile : *« les jeunes syndicalistes ouvriers, agricoles, patronaux, étudiants, les jeunes promotions de l'ENA, les jeunes militants de tous les partis, les jeunes « pieds-noirs » ne sont nullement disposés à « laisser faire » la génération qui a raté la deuxième guerre, la libération et la décolonisation. Ils sont décidés à jouer un rôle actif et à prendre des responsabilités »*<sup>99</sup>. Le club entend profiter des mutations de la société française, mutations qui dépassent le cadre politique : le passage à une société industrielle et la modernisation accélérée du pays entraînent le développement de couches sociales, baptisées alternativement « nouvelles forces » ou « forces vives », qui se heurtent à la structure notabiliaire des partis politiques et qui veulent injecter de l'expertise, de la compétence dans les processus de décision.

Pierre Muller a caractérisé la période de l'après-guerre comme dominée par un « référentiel modernisateur », manifestant l'existence d'un consensus assez large en vue de faire évoluer les structures de la société française. Dans plusieurs secteurs, des mouvements résolument modernisateurs apparaissent ou font preuve d'un regain de vigueur : c'est le cas du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) dans le secteur agricole, ou des Jeunes Patrons au niveau de l'encadrement. On peut signaler aussi la création du Groupement d'études économiques et sociales (GETES) en 1956 par des ingénieurs de Centrale, qui ont pour objectif de lutter contre l'apathie de leur milieu en faisant de la formation civique, et dont le manifeste traduit un état d'esprit assez proche de celui du Club Jean Moulin :

*« Les critères fondamentaux qui nous unissent sont les suivants : 1) Nous croyons que les idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité valent pour tous les hommes ; 2) Nous voulons un ordre politique et social qui protège la dignité de la personne contre les abus de pouvoir, qu'ils procèdent du collectivisme ou de l'individualisme ; 3) Nous voulons que l'économie soit conçue pour l'homme et non l'homme pour l'économie ; 4) Nous estimons que la fin ne justifie pas n'importe quel moyen : les techniques doivent rester subordonnées aux exigences de la morale ; 5) Nous pensons que les instruments de tout progrès véritable de la société sont le respect d'autrui, le dévouement, l'étude raisonnée des faits, l'effort persévérant »*<sup>100</sup>.

---

<sup>99</sup> Note pour le comité directeur, 13/06/1962, 1CJM, Comité directeur 1962-64, p.2.

<sup>100</sup> Manifeste du GETES, cité in CHEVRILLON Olivier, THIBAUD Paul, *Les groupements et sociétés de pensée de gauche*, table ronde de l'AFSP, novembre 1960, p. 8-9.

Ce type de groupe n'appartient pas véritablement à la catégorie des clubs, mais son existence montre la mobilisation progressive de nouvelles forces pour l'action politique, qui prépare l'arrivée des clubs. Citons aussi l'existence de Groupe de recherche Ouvrier-Paysan (GROP), qui veut appuyer les minorités modernisatrices de ces deux milieux professionnels et qui publie en 1964 un projet réformiste et modernisateur, dans la collection « Jean Moulin »<sup>101</sup>. Il ne faut pas oublier dans ce processus les changements à l'œuvre dans le monde catholique, qui se répercutent sur le paysage syndical avec la scission de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) en 1964 qui débouche sur la création de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), syndicat qui cherchera à prendre plus en compte les nouvelles aspirations de l'époque, à travers la revendication de l'autogestion. C'est vers ces organisations que se tourne le club dans un premier temps : Georges Suffert rencontre à l'approche des législatives de 1962 les Jeunes Patrons, le CNJA et l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) pour leur faire part de son inquiétude pour l'avenir si les forces vives ne se regroupent pas ; pour Jean Moulin, il faut accélérer « *la prise de conscience de l'émergence politique de ces nouvelles élites* »<sup>102</sup>.

L'appel au renouveau n'est pas seulement « générationnel », il se traduit aussi concrètement sur le plan des méthodes : le Club Jean Moulin va être précurseur en recourant à l'enquête, au questionnaire, au sondage, méthodes encore très peu répandues en France et ignorées par les partis. Pour réaliser ces travaux, il crée un Centre d'information et de documentation (CID), qui se rapproche d'un institut de sciences sociales visant à étudier les structures politiques, économiques et sociales de la France. Le CID est officiellement déclaré en 1965 mais l'équipe existait déjà auparavant et avait participé à la première enquête du club en 1962 sur la participation des citoyens au fonctionnement démocratique de la vie économique, sociale et politique, en partenariat avec le Cercle Tocqueville et Citoyens 60 (voir *infra*). La démarche est donc basée sur la recherche, mais aussi sur l'action, puisqu'à terme il s'agit de faire advenir « *une nouvelle scène politique qui, entrant en concurrence avec la scène traditionnelle où les chefs négociaient des accords*

---

<sup>101</sup> GROP, *Pour une démocratie économique*, Paris, Le Seuil, coll. « Jean Moulin », 1964.

<sup>102</sup> *Projet de rapport général d'activité*, 06/12/1962, cité in ANDRIEU Claire, *op.cit.*, p.456.

*prédéterminés, contraindrait cette dernière à se renouveler* »<sup>103</sup>. Le club va avoir deux niveaux d'intervention : l'un en direction des autres clubs ; l'autre à l'occasion de la campagne présidentielle de 1965 : on réserve l'étude de cet engagement directement politique à la partie consacrée aux opérations de recomposition politique (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie). On va d'abord s'attacher à décrire la nébuleuse des clubs qui gravitent autour de Jean Moulin ou du moins qui en sont proches sur le plan des méthodes et de l'esprit.

## **2. Les clubs du groupe des Assises de Vichy**

Les Assises de la démocratie, telle est la dénomination officielle de la rencontre des clubs qui se tient à Vichy les 25 et 26 juin 1964 : 31 clubs, d'inégale importance, y participent, pour un total d'environ 900 participants, dans une ambiance studieuse. Y sont abordés les thèmes de la participation démocratique des citoyens, de l'information, du rôle des régions, les travaux étant organisés en commissions puis synthétisés dans des rapports présentés lors de l'assemblée plénière. L'assemblée n'a pas pour objet d'élaborer un projet politique commun et ne débouche sur aucun vote, traduisant la « *volonté des clubmen de se distinguer des routines traditionnelles des procédures utilisées dans les congrès politiques* »<sup>104</sup>. La portée du rassemblement est avant tout éducative : il s'agit d'identifier de manière consensuelle les principaux problèmes de la société française. Le succès médiatique est en tout cas au rendez-vous, bien que les appréciations soient diverses. Le *Monde* porte un jugement positif sur l'évènement, *Combat* s'interroge sur la vocation des clubs en titrant « *Les clubs à la croisée des chemins : navigation politique ou croisière éducative ?* »<sup>105</sup>, pour *Libération* les clubistes ne sont que des « *boys-scouts de la politique* »<sup>106</sup>, tandis que la presse communiste rejoint la presse de droite dans la dénonciation d'un phénomène technocratique, éloigné du peuple.

Le groupe des Assises n'est pas un ensemble homogène : s'ils sont tous soucieux d'éduquer et de faire réfléchir les citoyens français, la question du rapport à l'action politique divise les membres.

---

<sup>103</sup> ANDRIEU Claire, *op.cit.*, p.456.

<sup>104</sup> VAJOU Jean-Claude, « La vie des clubs », *Revue politique et parlementaire*, 746, vol.66, juin 1964, p.73.

<sup>105</sup> *Combat*, 27/06/1964.

1°) Certains refusent catégoriquement toute entrée en politique :

- Rencontres :

Il s'agit d'un club de discussion (environ 1000 membres) qui se donne pour vocation de former de vrais démocrates par le dialogue et la recherche du consensus : sa devise est « *technocratiser les hommes, humaniser les technocrates* ». La démarche vise à pacifier les antagonismes politiques, il faut créer une « Suisse » en France, « *ne pas combattre avant d'avoir essayé de convaincre, ne pas chercher à convaincre avant d'avoir essayé de comprendre* »<sup>107</sup>.

- Positions :

Cantonné à l'Allier, ce club de réflexion chrétien-social<sup>108</sup> (environ 380 membres) organise des « carrefours » sur des sujets variés, refusant toute prise de position partisane : là aussi, priorité est donnée à la formation et à l'information, une méfiance s'exprime vis-à-vis de l'action politique. Pour Roland Cayrol et Georges Lavau, il s'agit d'« *un foyer de dialogue et de confrontation neutralisé* »<sup>109</sup>. Diffusant un bulletin à 10 000 exemplaires, Positions symbolise bien l'esprit de dialogue des clubs ainsi que leur souci d'aborder les problèmes de la mutation de la France sans a priori.

- L'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) :

Société d'études se consacrant à l'éducation populaire créée en 1959, agréée par l'Education nationale, l'ADELS (qui existe toujours aujourd'hui) entend former les cadres et animateurs de la vie civique, administrative et sociale et publie la revue *Correspondance municipale*. Elle dispense des stages de formation, des cours de gestion, des travaux pratiques ; elle dispose de ressources au niveau national avec un Institut Parisien d'études communales et régionales et un Centre d'information et de liaison d'organisations d'usagers (qui regroupe des organisations sociales, familiales et culturelles). Elle refuse d'être la courroie de transmission d'un parti ou d'un syndicat, malgré le soupçon d'une certaine proximité avec le PSU : « *les secteurs*

---

<sup>106</sup> *Libération*, 02/05/1964.

<sup>107</sup> OLIVER Vincent, *Les clubs politiques en France*, thèse pour le doctorant en droit public de l'université d'Aix-en-Provence, 1967, p.133.

<sup>108</sup> Voir l'étude de DESENFANT J., *Contribution à l'étude des clubs politiques en France : le club Positions dans le département de l'Allier : 1955-1966*, mémoire de science politique de l'IEP de Grenoble, 1967.

*d'opinion susceptibles de fournir des utilisateurs ou des cadres à l'ADELS sont trop divisés sur le plan des engagements politiques et syndicaux pour que celle-ci – le voulût-elle (mais elle ne le veut pas) – puisse entrer et prendre parti dans les batailles politiques* »<sup>110</sup>. Néanmoins, la subvention accordée par le ministère de l'Éducation nationale au titre de mouvement d'éducation populaire lui est retirée en 1969 au prétexte qu'elle est trop proche du PSU (Michel Rocard est alors membre du conseil d'administration de l'ADELS). Sa devise montre sa spécialisation sur la thématique du pouvoir local : « *faire du citoyen mineur d'une commune sous tutelle le citoyen majeur d'une commune émancipée* ».

Ces trois clubs ne présentent que peu d'intérêt pour notre étude, dans la mesure où ils évacuent la problématique de l'intervention politique pour se consacrer à la formation civique : « *ils ont la volonté de ne pas être confondus avec ce que le milieu politique considère comme « forces politiques » et semblent ne même pas chercher – au moins directement – à peser sur celles-ci, soit pour les transformer, soit même pour imprimer une orientation déterminée à leur action* »<sup>111</sup>. Néanmoins, ils sont représentatifs d'une portion non négligeable des clubs de la période.

2°) D'autres adoptent une position intermédiaire : c'est le cas de Citoyens 60, l'un des mouvements les plus importants de l'époque puisqu'il compte environ 10 000 adhérents et est implanté nationalement. Il s'agit d'un mouvement éducatif inspiré par le catholicisme social d'Emmanuel Mounier : c'est d'après Vincent Oliver le « *prototype du club d'éducation civique et de formation politique* »<sup>112</sup>. S'appuyant sur une revue (les *Cahiers de Citoyens 60*, 3500 abonnés), des lettres d'information mensuelles et surtout sur un réseau de clubs locaux relativement autonomes qui organisent conférences et débats, Citoyens 60 se veut « *l'école et le laboratoire du citoyen* »<sup>113</sup>. La progression dans la formation civique s'apparente à un parcours scolaire : il faut d'abord donner aux individus les moyens d'accéder à une citoyenneté véritable ; ensuite les faire participer à la vie locale ; enfin, penser les décisions nationales et l'exercice du pouvoir, « *d'où une exigence de militer dans les*

<sup>109</sup> CAYROL Roland, LAVAU Georges, « Les clubs devant l'action politique », *Revue française de science politique*, vol.15, 3, 1965, p. 556.

<sup>110</sup> *Ibid.* De la même manière, l'ADELS explique dans une lettre adressée aux organisateurs des Assises qu'elle « *n'est pas une Association à buts généraux. Elle ne s'est donnée compétence qu'en matière d'action locale et régionale.* », archives du Club Jean Moulin, 4CJM1, Dr1, 13/12/1963.

<sup>111</sup> *Ibid.*, p. 555.

<sup>112</sup> OLIVIER Vincent, *op.cit.*, p.150.

*syndicats, les partis, les associations à vocation nationale ne serait-ce que pour faire pression sur les structures des organisations afin de les rendre plus accueillantes à la participation* »<sup>114</sup>. L'action de Citoyens 60 est à la fois exigeante en ce qui concerne la formation interne et l'engagement à l'extérieur : s'il rejette les batailles politiques immédiates que sont les élections, il appuiera la candidature de Gaston Defferre à l'élection présidentielle de 1965 et soutiendra les efforts de rénovation du parti socialiste, encourageant l'adhésion de ses membres à la Fédération de la gauche démocratique et socialiste (FGDS) créée dans la foulée de la campagne de François Mitterrand. Citoyens 60 compte dans ses rangs un certain Jacques Delors, qui prolongera son activité clubiste dans plusieurs autres organisations.

3°) Les derniers clubs interviennent fréquemment dans le jeu politique. Outre Jean Moulin, on trouve dans cette catégorie :

- Le Cercle Tocqueville :

Créé en 1958 et basé à Lyon, il a aussi pour objet de former des démocrates et de « *rechercher de manière concrète les voies d'une démocratie nouvelle* »<sup>115</sup>. Comptant quelques centaines d'adhérents, il lie, à l'instar de Citoyens 60, action pédagogique et action politique : « *former des démocrates n'a de sens finalement que si l'on débouche dans l'engagement et l'action politique* »<sup>116</sup>. Aux conférences, notes, journées d'études, cours du soir, groupes de travail, s'ajoutent des prises de contact avec les syndicats et les partis de la gauche non communiste ; le Cercle Tocqueville n'hésite d'ailleurs pas à critiquer le Club Jean Moulin en lui reprochant un certain « régimisme », puisqu'il n'a pas exclu de dialoguer avec certaines fractions de l'Union pour la nouvelle République (UNR, gaulliste). Le cercle, assez homogène politiquement, sera le premier à prendre position pour la candidature de Gaston Defferre puis soutiendra, après l'échec de ce dernier, François Mitterrand ; il adhérera en tant qu'organisation à la FGDS, adhésion logique selon lui : « *l'adhésion à la Fédération n'entraîne pas l'abandon de ce qui faisait notre originalité, elle n'obéit qu'à la préoccupation de donner à notre action un prolongement naturel* [souligné par l'auteur] »<sup>117</sup>.

---

<sup>113</sup> *Ibid.*, p.153.

<sup>114</sup> *Ibid.*

<sup>115</sup> *Ibid.*, p.168.

<sup>116</sup> *Ibid.*, p.170.

<sup>117</sup> *Bulletin* « *En bref* », 125, 28/01/1966.

- Démocratie nouvelle :

Créé en 1962 à Marseille, ce club se positionne résolument contre le pouvoir gaulliste : regroupant chrétiens mendésistes, membres de la SFIO, du PSU ou du MRP, il entend promouvoir « *l'information et la formation politique, économique et sociale de ses membres et à travers eux l'opinion publique en vue de les rendre aptes à un engagement politique* »<sup>118</sup> ; il veut également « *collaborer à la mise en place de structures nouvelles, car cette formation ne doit pas être dissociée de l'action sous peine d'être stérile et loin du réel* »<sup>119</sup>. Comme le Cercle Tocqueville et contrairement à Jean Moulin<sup>120</sup>, Démocratie nouvelle pose clairement le problème de l'action politique à ses adhérents lors de son assemblée générale en juin 1964 : faut-il se limiter au couple formation-information ? Préciser l'orientation politique du club en soutenant Gaston Defferre ? Combiner ces deux fonctions et accepter l'action politique, avec toute la prudence nécessaire pour sauvegarder son indépendance ? La troisième option est retenue, les adhérents réaffirmant leur attachement à unir formation et action politique. Cela étant, cette détermination n'est pas exempte d'un certain scepticisme quant au poids des clubs : « *nous ne pensons pas qu'actuellement, les clubs des « Assises » de la démocratie soient suffisamment pour imposer une politique de renouveau socialiste* »<sup>121</sup>. Engagé mais de manière critique : telle est la position de Démocratie nouvelle ; il participera à la rénovation de la gauche en gardant à l'esprit la nécessaire structuration des clubs pour former un contrepoids, un aiguillon efficace<sup>122</sup>. Il développe une critique sévère des partis, sur laquelle on reviendra plus loin, critique nuancée cependant par une défense de l'héritage de la IV<sup>ème</sup> République.

Rassemblement large, le groupe des Assises de Vichy est peu homogène. Cet événement constitue-t-il l'apogée des clubs ? Oui, si tant est que leur exposition médiatique et le sérieux de leurs travaux oblige les partis à les prendre en considération ; non, dans la mesure où leur rapport aux partis reste flou : les clubs

---

<sup>118</sup> Article 2 des statuts du club.

<sup>119</sup> *Bulletin*, éditorial, janvier 1964.

<sup>120</sup> Auquel Démocratie nouvelle voue une certaine admiration : « *Nous suivons [...] avec beaucoup d'attention le Club Jean Moulin, qui est pour ainsi dire un « grand frère »...même si nous ne partageons pas toujours absolument ses points de vue* », lettre de Marcel Bernas, membre du club Démocratie nouvelle d'Aix, archives du Club Jean Moulin, 4CJM5, Dr5, 16/01/1967.

<sup>121</sup> Document non précisé, cité in OLIVER Vincent, *op.cit.*, p.178.

<sup>122</sup> Le club est conscient des limites du groupe des Assises, sans doute davantage que le Club Jean Moulin : « *Nous ne pensons pas qu'actuellement, les clubs des « Assises » de la Démocratie soient seuls suffisamment forts pour imposer une politique de renouveau socialiste* », cité in OLIVER Vincent, *op.cit.*, p.180.

sont-ils des concurrents ? Des compléments ? Le discours de Georges Lavau, moment fort des Assises<sup>123</sup>, est placé sous le signe de l'offensive : l'arrivée des clubs doit déboucher sur « *une compétition, une concurrence et un conflit avec les partis politiques* »<sup>124</sup>. Incertain, le processus est susceptible de déboucher sur trois issues : la fusion ou la constitution d'une fédération entre les clubs et les partis ; la substitution des clubs aux partis ; l'effacement des clubs. Ce n'est que le début des réflexions du Club Jean Moulin relative aux « *différentes formes de l'action politique* »<sup>125</sup>, qui se poursuivra avec la parution de *Un parti pour la gauche* en 1965. Si un comité permanent des clubs se constitue à l'issue des Assises, il se limitera principalement à l'échange d'informations et de documentation : Jean Moulin ne pourra compter que sur quelques unes des organisations précédentes pour mener des actions proprement politiques.

Un club, dont la participation aux Assises a été refusée en raison de la présence en son sein de personnalités politiques, va être à l'origine d'un groupement concurrent, bien plus structuré, qui se forme à la même période : il s'agit du club des Jacobins de Charles Hernu, qui va initier la Convention des institutions républicaines (CIR), futur centre opérationnel des manœuvres de rassemblement de la gauche pendant plusieurs années ; d'autres groupements tenteront de lui voler la vedette, tels l'Union des groupes et clubs socialistes (UGCS) animée par Jean Poperen et l'Union des clubs pour la rénovation de la gauche (UCRG), dirigée par Alain Savary.

### ***B. Les clubs militants***

On procédera de manière chronologique pour présenter cette catégorie de clubs plus orientés vers l'action politique, davantage enclins à affronter les partis dans leur propre arène. La CIR est le produit de la collaboration de plusieurs clubs, qui se sont rencontrés suite à des déconvenues successives (1) ; l'UCRG est un regroupement de clubs plus politisés que le Club Jean Moulin mais méfiants à l'égard de la CIR (2) ; l'UGCS est le résultat d'une scission du PSU (3).

---

<sup>123</sup> Georges Lavau symbolise l'engagement d'une partie des politistes à ce moment : on reviendra sur les problèmes posés par la poursuite simultanée de l'animation d'un club, de l'intervention en politique et du travail de recherche en science politique sur ces mêmes phénomènes.

<sup>124</sup> Cité in ANDRIEU Claire, *op.cit.*, p.463.

<sup>125</sup> *Bulletin du Club Jean Moulin*, 46, mai-juin 1964.

## 1. La CIR

Il faut d'abord revenir sur le parcours des clubs à l'origine de la CIR, dont les racines plongent dans la IV<sup>ème</sup> République (a), puis envisager la constitution de la CIR en tant que telle (b), enfin son action politique (c).

### a. Les organisations initiatrices de la CIR

Il s'agit d'abord du club des Jacobins, le plus ancien des clubs puisque sa création remonte à 1951, qui entend « être une société d'éducation civique et de propagande ayant pour but de réunir tous les républicains, qui, venant des horizons politiques les plus divers, veulent essayer en dehors des partis, d'avoir entre eux des contacts, afin de faire triompher les idées qui leur sont communes »<sup>126</sup>. Dans un premier temps, les Jacobins, emmenés par Charles Hernu, se veulent les vecteurs du changement à l'intérieur du Parti radical (PR), formant « un groupe désireux de faire une révolution interne pour rendre à ce parti sa coloration de gauche et moraliser ses mœurs »<sup>127</sup>. La personnalité politique qui semble être alors en mesure de faire évoluer le parti est Pierre Mendès France, qui appuie le discours critique de Charles Hernu au congrès de 1952. Les Jacobins se heurtent à l'aile droite des radicaux en lançant en janvier 1953 l'idée d'un contrat de salut public<sup>128</sup> visant à regrouper les démocrates et à ouvrir le dialogue avec le PCF : l'aile droite obtient momentanément l'interdiction de la double appartenance parti/club. Le congrès de 1955, houleux, voit Pierre Mendès France obtenir la vice-présidence et la mise en place d'une commission de réorganisation du parti, mais la rénovation fait long feu et il fragilise sa position en quittant le gouvernement de Guy Mollet formé en 1956 en raison de désaccords sur la politique algérienne. Charles Hernu, devenu député, fait le constat de la difficulté de rénover les partis de l'intérieur : à l'assemblée générale de mars 1956, les Jacobins décident de contester la IV<sup>ème</sup> République et son système partisan ; ils manifestent la volonté de bâtir une nouvelle force à gauche. En manque de perspectives immédiates, ils continuent à accorder leur confiance à Pierre Mendès France : « parfois si lucides, [ils] refusent en fait de voir l'évidence : Mendès n'est ni un homme de parti – ce qui est gênant quand on vient d'en conquérir un de haute

---

<sup>126</sup> Article 3 des statuts.

<sup>127</sup> MOSSUZ Janine, *Les clubs et la politique en France*, Paris, Armand Colin, 1970, p.32.

<sup>128</sup> Le club des Jacobins est un des rares à se réclamer explicitement de la période révolutionnaire, on retrouve dans leur presse certains symboles et références, comme un article intitulé « La Convention décrète » surmonté de bonnets phrygiens et de faisceaux, *Combat*, 26/06/1965. Signalons aussi qu'il

*lutte – ni un homme de pouvoir, carence rédhibitoire quand on aspire aux plus hautes destinées politiques* »<sup>129</sup>. La rupture définitive avec le PR a lieu en 1959. Le club va suivre Mendès au PSA d'Edouard Depreux, puis au PSU, formations dans lesquelles les républicains sociaux traditionnels que sont les Jacobins ne se sentent pas complètement à l'aise : on les soupçonne d'être insuffisamment marxistes, ou du moins socialistes ; Hernu démissionne du PSU dès mai 1961. Les Jacobins paraissent perdus, coincés entre une SFIO conservatrice et un PSU trop ouvriériste à leur goût, le PCF étant loin de leur culture politique. Heureusement, ils vont croiser la trajectoire d'un homme assez mal en point politiquement au début des années soixante, mais dont la position va s'améliorer rapidement : François Mitterrand.

Ce dernier ne jouit pas alors d'une excellente image, l'affaire de l'Observatoire ayant aggravé les choses. Les clubs vont être pour lui un moyen de se reconstruire une assise solide, jusqu'à devenir le leader incontesté de la gauche. Il crée dans un premier temps la Ligue pour le combat républicain en 1960, qui rassemble ses amis en dehors et autour de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR) : ceux-ci sont peu nombreux, Jean Guisnel évoquant seulement une douzaine d'adhérents, dont « *le moral est plus souvent fait de papier mâché que d'acier trempé* »<sup>130</sup>. Quoiqu'il en soit, les Jacobins et la Ligue pour le combat républicain se regroupent pour fonder en 1963 le Comité d'action institutionnel (CAI) qui a pour vocation de mener une réflexion sur les institutions, « *diffuser toutes informations, engager toutes actions qui permettent à l'opinion publique de connaître les problèmes que posent la réforme des institutions aussi bien que pour faire triompher l'idéal démocratique en France* »<sup>131</sup>. On sait quelle place occupe la dénonciation des nouvelles institutions dans le discours politique de François Mitterrand<sup>132</sup>, ce qui explique la facilité de la convergence avec la République « pure et dure » revendiquée par les Jacobins. Convergence idéologique mais aussi stratégique : pour

est à l'origine de la création du cercle Robespierre en 1958, consacré à l'étude de l'action et de la philosophie de cette figure de la Révolution. Charles Hernu en est le président.

<sup>129</sup> GUISNEL Jean, *Charles Hernu ou la République au cœur*, Paris, Fayard, 1993, p.163.

<sup>130</sup> *Ibid.*, p.313.

<sup>131</sup> COLARD Daniel, *op.cit.*, p.363.

<sup>132</sup> On peut ici rappeler la fameuse citation : « *Qu'est-ce que la V<sup>ème</sup> République sinon la possession du pouvoir par un seul homme dont la moindre défaillance est guettée avec une égale attention par ses adversaires et par le clan de ses amis ? Magistrature temporaire ? Monarchie personnelle ? Consulat à vie ? Pachalik ? Et qui est-il, lui, de Gaulle ? Duce, führer, caudillo, conducator, guide ?* », MITTERRAND François, *Le coup d'Etat permanent*, Paris, Union générale d'édition, 1993 (1<sup>ère</sup> édition 1964), p.99.

le club des Jacobins tout comme pour François Mitterrand, le renouveau de la gauche ne peut se faire qu'à la périphérie du système partisan, grâce au dynamisme des clubs. Pour Charles Hernu, « *jamais depuis la Libération une initiative sérieuse, durable, spectaculaire, efficace, populaire n'est sortie d'un état-major politique de la Gauche traditionnelle ; toutes les tentatives de rénovation de la Gauche française sont dues, depuis deux décennies, à des hommes indépendants des appareils politiques, à des cercles, à des clubs. Il n'y a pas une seule exception* »<sup>133</sup>. Pour François Mitterrand les clubs doivent permettre à la gauche d'entamer le chemin vers le retour au pouvoir, en créant « *une formation politique d'envergure, souple et moderne* »<sup>134</sup>. Les troupes disponibles pour la rénovation paraissent maigres ; cependant elles vont trouver des alliés dans plusieurs secteurs d'une gauche en pleine fragmentation.

En effet, le Parti radical est toujours traversé par de vifs affrontements entre son aile gauche et son aile droite : un de ses membres, André Cellard, crée en 1962 le Cercle pour une démocratie moderne, qui ne regroupe pas uniquement des radicaux mais un ensemble de personnalités politiques en accord sur la « *nécessité d'efforts conjugués, sincères, et profonds, dans le sens d'un regroupement des forces politiques de gauche...efforts qui ne sauraient se limiter à d'éphémères cartels électoraux, dont l'opinion publique est rassasiée* »<sup>135</sup>, le cercle permettant d'échanger les informations sur la situation à l'intérieur de chaque formation. En 1964 c'est au tour de Jean-André Faucher, secrétaire général de la commission de politique générale et par ailleurs auteur d'un ouvrage sur les clubs<sup>136</sup>, de lancer l'Atelier républicain, dans le but de tirer le parti vers la gauche. Il faut ajouter à ces courants la mobilisation de clubs favorables à une action politique plus offensive : à l'origine présentée comme un colloque du CAI sur la rénovation de la gauche, la réunion des 6 et 7 juin 1964 va en fait donner lieu à la naissance de la CIR.

#### *b. La constitution de la CIR*

C'est au palais d'Orsay que va se réunir cet ensemble de clubs, dénommé dans un premier temps « Convention préparatoire des institutions républicaines », dans la foulée des Assises de Vichy mais avec des objectifs bien distincts, Charles Hernu

---

<sup>133</sup> HERNU Charles, *op.cit.*, pp.55-56.

<sup>134</sup> MITTERRAND François, *Ma part de vérité. De la rupture à l'unité*, Paris, Fayard, 1969, p.90.

<sup>135</sup> CELLARD André, *La Fédération de la gauche démocratique et socialiste*, thèse pour le doctorat de sciences politiques, université d'Aix-Marseille, 1990, p.24.

<sup>136</sup> FAUCHER Jean-André, *Les clubs politiques en France*, Paris, John Didier, 1965.

explicite la raison d'être de la Convention d'une manière quelque peu condescendante : « *il y a d'un côté à Vichy des citoyens et des citoyennes de bonne volonté, dont la vocation est encore celle de la pédagogie civique, celle aussi de l'élaboration de dossiers sérieux, mais qui laissent en suspens de véritables options politiques ; et de l'autre côté, des hommes et des femmes qui, depuis 1958, ont décidé de s'engager dans toutes les batailles politiques* »<sup>137</sup>. Les trois organisations principales sont donc le CAI, les Jacobins, la Ligue pour le combat républicain, avec un certain nombre de multi-appartenances entre ces groupes ; s'y ajoutent de multiples organisations, plus ou moins importantes, et des participants à titre d'observateurs<sup>138</sup>. Des personnalités politiques sont présentes sans que cela pose problème, les clubs présents considérant leur action comme « *tendant à faciliter la création d'un grand parti et [ils] semblent un peu impatients de hâter cette naissance* »<sup>139</sup> ; ils désirent lutter pour « *le rétablissement des libertés républicaines et pour la rénovation des structures politiques dans le vieillissement avait ouvert la voie à l'aventure et au régime autoritaire* »<sup>140</sup>. La prise de position antigauilliste est sans équivoque, l'ancrage à gauche très clair. Les débats portent sur plusieurs thèmes : « la République pour le citoyen », « les corps intermédiaires », « l'économie et le Plan », « la démocratie régionale », etc. La différence avec les Assises de Vichy s'observe également par le vote d'une motion finale, qui n'exprime pas de choix clair entre le régime présidentiel et le régime parlementaire et n'évoque la politique économique à mener ni la possibilité d'ouvrir un dialogue avec le PCF ; elle insiste cependant sur la nécessaire coordination entre partis, clubs et syndicats pour l'élection présidentielle de 1965 et se prononce pour un regroupement des

---

<sup>137</sup> *Combat*, 22/04/1964.

<sup>138</sup> Pour mémoire, les clubs et mouvements participants sont : Club Pierre Bourdon, cercle Robespierre, Club Jeunes citoyennes, Parti de la Jeune République, Club des Démocrates chartrains, Club des Bonnets rouges, Club des Démocrates dyonisiens, Club démocrate Vaugirard Necker, Centre d'études régionales corses, Comité occitan d'études et d'action, Centre européen d'action économique, CFTC-Syndicat Général de l'Education nationale, Jeunesse étudiante catholique, Amis des *Forces Nouvelles*, Amis de *Témoignage chrétien*, Colloques juridiques internationaux, Cercle pour une République moderne, Union fédéraliste mondiale, Gauche européenne, Jeunes de la Gauche européenne, Mouvement démocratique féminin, Cercle le Siècle, Cercle de la rénovation démocratique.

Sont présents à titre d'observateurs : Cercle St Just, Mouvement fédéraliste européen, Union démocratique et civique des femmes, France-Forum (seule organisation qui a aussi participé aux Assises de Vichy), Mouvement travailliste français, Cercle de la libre expression, Ligue des droits de l'homme.

On peut souligner que la collecte d'informations sur la majorité de ces organisations a été tout simplement impossible ; on n'évoquera que l'action des principales d'entre elles.

<sup>139</sup> OLIVER Vincent, *op.cit.*, p.186.

<sup>140</sup> *Ibid.*, p.187.

« *forces de gauche à vocation socialiste* ». Un des participants va jusqu'à déclarer : « *Nous sommes à l'an I de la gauche française* »<sup>141</sup>.

Effectivement, la CIR va jouer un rôle moteur dans le processus de rénovation de la gauche, la candidature de son président François Mitterrand jouant un rôle d'accélérateur. Ce dernier clôt cette première session de la CIR en précisant dans son discours les écueils à éviter, dont celui représenté par l'opposition entre les clubs et les partis : « *parmi ces partis politiques, deux sont puissants : le Parti communiste et la SFIO. Leurs faiblesses doctrinales, leurs mauvaises habitudes, ne les empêchent pas de mobiliser de grandes masses. En tout cas, le conflit entre clubs et partis est détestable* »<sup>142</sup>. Un certain réalisme politique différencie la CIR du groupe des Assises de Vichy, ainsi qu'un sens plus aigu de l'organisation : dans un premier temps le seul organe stable est une « commission permanente » désignée à l'issue de chaque session par les organisations présentes ; l'adhésion est indirecte puisque l'on ne participe à la Convention que par l'intermédiaire d'un des clubs. La campagne présidentielle et la création de la FGDS pousseront à l'adoption de structures plus proches de celles d'un parti : les statuts de 1966 consacrent la coexistence des clubs et des adhérents individuels<sup>143</sup> ; un présidium est élu chaque année par l'assemblée générale. La représentation s'équilibre après la période de domination des organisations fondatrices (club des Jacobins, Ligue pour le combat républicain) dans le premier groupe permanent, bien que la mainmise de François Mitterrand sur la Convention limite les risques liés à la compétition interne.

La CIR se trouve à la limite de l'organisation partisane mais continue à s'en différencier par la légèreté de ses structures et par l'attention qu'elle porte à la réflexion, des militants se réunissant de manière informelle (il n'y a pas de commissions spécialisées permanentes) pour penser la réforme des institutions ou la défense des libertés publiques : pour Roland Cayrol et Colette Ysmal, il faut plutôt parler d'une « *formation nationale multiforme* » qui cherche à s'implanter en province, qui crée des fédérations, qui regroupe des hommes venus des clubs, d'autres venus des partis politiques et essentiellement du parti radical, d'autres qui

---

<sup>141</sup> *Combat*, 08/05/1964.

<sup>142</sup> Cité in OLIVER Vincent, *op.cit*, p.196.

<sup>143</sup> On retrouve ce type d'appartenances différenciées, toutes proportions gardées, dans ATTAC, avec un collège des fondateurs et des représentants des adhérents.

*appartiennent en même temps à la Convention et à un parti* »<sup>144</sup>. L'activité de la Convention ne se limite pas à la collaboration avec les partis : elle entretient des liens, pas toujours amicaux comme on le verra plus loin, avec les autres clubs et encourage la création de clubs spécialisés (Démocratie et Université, Socialisme et Société par exemple) ; elle est le centre d'un réseau qui lui permet d'élargir son influence. Comme le souligne Danièle Loschak, la Convention se caractérise par « *la coexistence entre une structure relativement rigide, qui forme l'ossature proprement dite de la Convention, et une structure plus souple, composée de clubs qui gravitent dans l'orbite de la Convention sans être toujours intégrés à elle* »<sup>145</sup>. Ainsi constituée, la CIR va pouvoir jouer un rôle central dans les recompositions politiques.

### *c. L'action de la CIR*

La deuxième session de la Convention a lieu les 24 et 25 avril 1965 : 800 délégués y participent. Le Club Jean Moulin a décliné l'invitation, Jacques Pomonti estimant : « *nous n'avons pas grand-chose de commun avec ces opérations qui tournent autour de deux ou trois personnalités politiques cherchant par ce biais à retrouver une insertion dans la vie politique française* »<sup>146</sup>, d'autant plus qu'il est occupé à promouvoir la candidature de Gaston Defferre. Plus encore qu'en 1964, cette session est placée sous le signe du rassemblement des forces de gauche au sein d'une nouvelle formation. Le rapport le plus important, intitulé « l'Unité », est présenté par Charles Hernu : il préconise la création d'un comité fédéral qui arbitrerait au sein d'une Fédération de la gauche démocratique opposée à la fois au PCF et au pouvoir gaulliste. La Convention se prononce alors pour Gaston Defferre, qui pose les conditions nécessaires à l'établissement d'une telle Fédération : qu'elle ait un caractère nouveau ; qu'elle soit ouverte à tous ; qu'elle crée une situation claire ; qu'elle soit efficace. L'appel au regroupement est lancé en direction de la SFIO, du PR, de l'UDSR, des clubs et du MRP. Jean-Claude Vajou, journaliste à *Combat*, commente cette deuxième session avec enthousiasme :

*« Cette convention d'Orsay marque l'entrée de plain-pied dans la vie politique et elle a pleinement répondu à ceux qui ne cessaient de souhaiter voir les clubs jouer*

---

<sup>144</sup> CAYROL Roland, YSMAL Colette, « La fédération et ses unanimités », *RFSP*, vol. 17, 1, février 1967, p.90.

<sup>145</sup> LOSCHAK Danièle, *La Convention des institutions républicaines, Mitterrand et le socialisme*, Paris, PUF, 1971, p.65.

<sup>146</sup> Lettre au Comité directeur, 1CJM2 : Comité directeur 1962-1964, 11/02/1965.

*un rôle en amont et en aval des partis politiques. Le double rôle des clubs a été concrétisé à Orsay :*

- *d'abord donner aux clubmen une instruction civique et politique,*
- *leur expliquer les problèmes de l'heure tout en montrant la voie aux formations politiques elles-mêmes »<sup>147</sup>.*

La dynamique semble en marche : le 6 mai 1965 sont créés un comité de liaison avec les clubs extérieurs à la Convention, une commission générale en vue de préparer la prochaine session, une délégation pour prendre contact avec les partis. L'échec du projet de Grande Fédération, incluant le MRP, sur lequel on reviendra de manière détaillée tant il illustre les limites de l'intervention des clubs, rafraîchit quelque peu les ardeurs, mais c'est en fait une chance pour une candidature unitaire de la gauche, le PCF se révélant beaucoup plus ouvert à la discussion une fois l'hypothèque Defferre levée. L'anticommunisme avéré de ce dernier et son alliance au centre pour les élections municipales à Marseille avaient en effet abouti à ces relations hostiles : ne déclarait-il en janvier 1964 : « *Si je suis désigné le 2 février par le congrès extraordinaire du parti socialiste, je n'engagerai pas des pourparlers avec le parti communiste, je ne négocierai pas avec lui, je n'accepterai pas de programme commun* »<sup>148</sup> ? La SFIO, de son côté, n'est pas hostile à une candidature de François Mitterrand, qu'elle estime pouvoir mieux contrôler et ainsi ne pas se retrouver engagée dans des projets de regroupements que Guy Mollet n'apprécie guère.

Une réelle mobilisation se fait autour de François Mitterrand, qui annonce sa candidature en septembre ; dans la foulée, le 11 septembre 1965, est créée la FGDS, sur la base d'une représentation paritaire au sein de son comité exécutif des radicaux, des socialistes et des clubs : le rêve d'un grand parti de type travailliste, inspiré des modèles anglais et suédois, semble prendre corps. Dans l'esprit de Mitterrand et des conventionnels, la Fédération se doit d'être une force d'intégration, ils vont batailler les années suivantes pour accroître l'intégration de ses différentes composantes, espérant à terme la fusion. La FGDS s'apparente à un cartel d'organisations, comme l'indique l'article 6 du rapport sur les structures : « *la Fédération recevra les adhésions individuelles. Les nouveaux adhérents ne pourront participer à la vie de*

---

<sup>147</sup> Cité in OLIVER Vincent, *op.cit.*, p.208.

*la Fédération qu'à travers une des organisations participantes* ». D'où un jeu parfois complexe entre des militants parfois encartés dans plusieurs composantes de la Fédération...

François Mitterrand pressent aux assises de Lyon en mars 1966 la difficulté de la tâche :

*« L'avantage [du système paritaire] ? Nul n'a le sentiment d'être dominé par les autres. De même, on n'ergote pas sur la représentation. Pas de querelles inutiles. L'inconvénient ? Le système paritaire retarde l'amalgame et s'inspire davantage d'un système confédéral que d'un système fédéral, puisque chacun des groupes se trouve, par rapport à l'autre, dans une situation officiellement égale, mais non pas réellement, et, de ce fait, chacun garde son quant-à-soi. [...] Le minimum exigible, pour la réussite de la Fédération, [...] c'est l'existence d'une Fédération réelle. Cela veut dire qu'entre la perspective que je souhaite, d'une fusion structurée et multiforme, et l'état confédéral actuel qui est, je le dis, beaucoup plus qu'un cartel électoral, mais qui est tout de même moins qu'une Fédération authentique, il y a une distance qu'il faut franchir très rapidement »<sup>149</sup>.*

La CIR participera au processus électoral avec des candidats aux législatives de 1967. Affaiblie par les contrecoups de Mai 68, qui isole à nouveau le PCF du reste de la gauche et qui signe la mort de la FGDS, la Convention poursuivra ses efforts pour unir les socialistes, jusqu'à intégrer le parti socialiste au congrès d'Épinay de 1971.

Cependant, son rôle de leader des clubs est contesté par certains, qui voient dans la Convention un instrument au service de François Mitterrand. Dans les années soixante, la fragmentation ne concerne pas seulement les partis, les clubs se divisent autant sur leur intervention en politique que sur les modalités de celle-ci ; d'où la naissance de regroupements concurrents, dont l'Union des clubs pour la rénovation de la gauche.

---

<sup>148</sup> Cité in BARILLON Raymond, *La gauche française en mouvement*, Paris, Plon, coll. «Tribune libre », 1967, p.21.

<sup>149</sup> Cité in LOSCHAK Danièle, *La Convention des institutions républicaines, Mitterrand et le socialisme*, Paris, PUF, 1971, pp.25-26.

## 2. *L'Union des clubs pour la rénovation de la gauche (UCRG)*

La CIR est suspectée de vouloir établir un monopole sur la représentation des clubs au sein de la FGDS, souhaitant peut-être représenter à elle seule la troisième « famille » à côté des radicaux et des socialistes. Le Cercle Tocqueville s'en agace :

*« Alors, hors de la Convention, pas de salut ? [...] On voit bien qu'il y a clubs et clubs, que le même nom est donné à des choses fort différentes : d'une part à des groupements généralement anciens, parfois parallèle aux partis politiques, parfois satellites de certains d'entre eux [...] et d'autre part aux clubs des Assises de Vichy, dont la démarche et la nature sont toutes autres ».*

Si les clubs rejoignent la Fédération, *« ce n'est pas pour renoncer à leur originalité [...], ce n'est pas pour se faire coiffer par la Convention des institutions républicaines »*<sup>150</sup>. Louis Mermaz lui répond pour la CIR :

*« La Convention se garde de toute forme d'impérialisme, mais ses dirigeants pensent qu'au moment où nous recherchons les voies d'un regroupement de la gauche, il serait dangereux de consentir à un éparpillement des clubs et à des concurrences artificielles. Tout ce qui ira dans le sens de la simplification et de l'unité servira le socialisme »*<sup>151</sup>.

L'argument suprême de l'unité ne sera pas utilisé pour la dernière fois ici, les différentes forces en présence s'accusant les unes et les autres d'être des facteurs de division.

Une nouvelle opportunité de regroupement des clubs se dégage, d'autant plus que le groupe des Assises est en pleine décomposition dès la fin de l'année 1965 : le comité permanent végète, on assiste au départ de Rencontres, Positions, de l'ADELS et de Citoyens 60, en désaccord avec Démocratie nouvelle et le Cercle Tocqueville sur l'engagement en politique. Les divisions sont accentuées par le problème de l'adhésion à la FGDS : Jean Moulin négocie seul son entrée sous conditions, ce que déplorent les clubs proches, dont Démocratie nouvelle qui souligne les risques de dispersion : *« Nous avons été très déçus que Jean Moulin ait donné l'impression d'agir en cavalier seul ; nous regrettons que son action n'ait pas été mieux coordonnée avec celle des Clubs amis qui avaient décidé auparavant d'engager des*

---

<sup>150</sup> Bulletin « *En bref* », mars 1966, cité in SCHWARTZENBERG Roger-Gérard, *La campagne présidentielle de 1965*, Paris, PUF, 1967, p.167.

<sup>151</sup> *Le Monde*, 18/03/1966.

*négociations avec la Fédération* »<sup>152</sup> ; Citoyens 60 n'adhère pas en tant que groupe mais encourage ses adhérents à le faire individuellement ; enfin, ceux qui se sont clairement engagés vont constituer l'UCRG.

Quelles sont les composantes de cette nouvelle union, créée le 2 février 1966 ? Il s'agit principalement de :

- La Convention Socialisme et Démocratie dirigée par Alain Savary, qui va devenir le leader de l'UCRG ;
- L'Association Jeunes Cadres (AJC) : créée sur une base professionnelle par d'anciens membres de la Jeunesse étudiante catholique (JEC) et de l'UNEF pour contrer l'influence de la Confédération générale des cadres (CGC), elle veut susciter l'éveil politique des cadres et dialoguer avec les syndicats et partis ouvriers.
- Le Cercle Tocqueville
- Démocratie nouvelle

Ces clubs mettent au point une déclaration commune pour préciser leurs objectifs :

*« L'UCRG insistera, tout d'abord, sur la nécessité de répudier certains des principes et des habitudes qui ont été longtemps à l'honneur dans les partis socialistes. Dans le monde actuel, la vie d'un parti démocratique ne peut plus être soumise à une discipline quasi militaire : la nécessaire cohésion de l'action doit s'accompagner d'une totale liberté de l'expression des idées ; aucun « secret de parti » ne doit imposer le silence aux opposants. En outre, l'organisation du parti doit être assez souple pour faire place à des types d'adhérents différents par leurs origines, leurs préoccupations et la nature des contributions qu'ils peuvent lui apporter ; elle doit maintenir des liens avec les formations qui, sans adhérer au parti, collaborent à son action »*<sup>153</sup>.

L'UCRG partage avec de nombreux autres clubs la préoccupation de rénovation des modes de fonctionnement partisan et se prononce également pour le regroupement de la gauche non communiste : elle manifeste la volonté d'une partie du groupe des Assises de Vichy de s'engager plus franchement en politique, tout en

---

<sup>152</sup> Lettre de Démocratie nouvelle à la FGDS, 3CJM5, Dr 1, 15/03/1966.

<sup>153</sup> *Bulletin de liaison*, 1, juin 1966, archives Alain Savary, 1SV16, UCRG 1966-67.

continuant à produire des dossiers, à réfléchir aux nécessaires évolutions du fonds doctrinal de la gauche. La structuration de l'Union reste assez lâche, chaque club poursuivant ses activités locales. La commission exécutive préconise à la fin de l'année 1966 la désignation de responsables chargés de la liaison avec l'UCRG pour chaque organisation et l'inscription sur chaque publication de la mention « club membre de l'UCRG »<sup>154</sup>. Critique à l'égard du Club Jean Moulin, qui lui semble élitiste, et assez hostile à la CIR, trop proche d'un parti à ses yeux, l'UCRG tente de s'affirmer sur la scène politique.

Elle sera renforcée au cours de l'année 1967 par la crise du PSU. Celui-ci, resté très méfiant par rapport à la FGDS, a organisé en avril 1966 la rencontre socialiste de Grenoble, visant à débattre du programme de la gauche, initiative perçue comme concurrente de la Fédération : une délégation y est désignée pour prendre contact avec le FGDS et le PCF et des accords électoraux sont conclus pour les législatives de 1967 ; mais la perspective d'une fusion entre le PSU et la FGDS est définitivement close après le congrès de juin 1967 qui voit les mendésistes et Gilles Martinet, les plus favorables au rapprochement, éliminés de la direction. Michel Rocard, désormais à la tête du PSU, pose une série de conditions au rapprochement, à commencer par la radicalité du programme politique ; les relations avec la Fédération se détériorent. Les minoritaires déplorent cette attitude, jugée sectaire, et créent un Comité de liaison pour l'unité et le renouveau socialiste, qui n'est que le prélude d'une série de départs qui affaiblissent le PSU : Robert Verdier lance l'Association pour le Renouveau socialiste (ARS), Pierre Bérégovoy crée le club Socialisme moderne, Jean Poperen prend la tête de l'Union des groupes et clubs socialistes (UGCS, voir *infra*). Robert Verdier et Pierre Bérégovoy, tous deux cofondateurs du PSU, vont rejoindre l'UCRG de Savary, ainsi que le groupe Etude et action socialiste, formé cette fois-ci par d'ex adhérents du PSU et des Jeunesses socialistes. On le voit, la généalogie de chaque regroupement n'est pas simple, les trajectoires des minoritaires et des exclus de toutes sortes se combinant au gré des opportunités.

L'UCRG regroupe ainsi des « morceaux » des tendances « modernistes » ou modérées du PSU, hostiles au dogmatisme et à l'isolement de ce parti, et des clubistes assez modérés politiquement également. Pour Gilles Pudlowski,

---

<sup>154</sup> Compte rendu de la commission exécutive, 05-06/11/1966, 1SV16, UCRG 1966-67.

« *idéologiquement peu homogène, car de formation diverse, l'UCRG est unie autour de la personne d'Alain Savary [...]. Peu doctrinaire mais rigoureux dans son action, il donne au socialisme une dimension morale et se méfie de tous les ultras* »<sup>155</sup>. Il est en tout cas évident que les clubs profitent d'une profonde fragmentation du système partisan, les questions d'alliances mais aussi de fonctionnement interne déchirant toutes les familles politiques. Peu de clubs tentent l'aventure politique de manière isolée, seul Jean Moulin s'y risque : l'UCRG répond au souci de faire contrepoids à la fois à la CIR et aux partis politiques traditionnels. Pour Janine Mossuz, l'UCRG a joué un rôle de structure de passage, permettant de rejoindre la Fédération, de s'y raccrocher : elle parle de « *clubs-wagons* »<sup>156</sup>, délibérément inscrits dans la mouvance des partis et non contre eux. Si elle ne dispose que d'un siège au comité exécutif de la Fédération, l'UCRG y fait entendre sa voix. A l'initiative lors de la création du Nouveau parti socialiste (NPS) en 1969, elle est récompensée de son action par la promotion de son leader, Alain Savary, à la tête de la nouvelle formation. Mais l'histoire de la rénovation socialiste est loin d'être terminée à ce stade : l'UCRG continuera à batailler avec la CIR mais également avec l'UGCS.

### **3. L'Union des groupes et clubs socialistes (UGCS)**

L'UGCS provient elle aussi d'un départ du PSU, également en raison de l'orientation adoptée au congrès de 1967. La trajectoire du leader de ce regroupement, Jean Poperen, montre que la forme « club » permet de conserver un acquis militant. Initialement adhérent du PCF, il va le quitter après avoir participé en vain à une entreprise de rénovation interne au sein du groupe « Tribune du communisme » ; il participe à la création du PSU en 1960, où il s'allie avec les courants trotskistes contre les « modernistes » représentés par Pierre Bérégovoy ou encore Serge Mallet. Le groupe qui s'organise autour de Jean Poperen, très soudé, se prononce fermement pour l'unité de la gauche, PCF inclus, d'où les désaccords avec la direction.

L'UGCS tient sa première assemblée générale en octobre 1967, regroupant 300 personnes : la sanction ne tarde pas, Jean Poperen est exclu du PSU en décembre. L'instrument le plus adéquat pour œuvrer au regroupement de la gauche semble être la FGDS : l'UGCS s'y intègre, après avoir réclamé pas moins que le statut de

---

<sup>155</sup> PUDLOWSKI Gilles, *Jean Poperen et l'UGCS. Du PSU au NPS : itinéraire d'un courant politique*, Paris, St Germain des Prés, 1975, p. 140.

« quatrième famille » à côté du PR, de la SFIO et de la CIR ; elle obtient un siège, qui lui sert de tribune pour appeler encore et toujours à l'unité, Gilles Pudlowski parlant d'un véritable « *obsessionnisme unitaire* »<sup>157</sup>. L'UGCS maintient sa ligne, s'inquiète des éventuelles tentations centristes de la Fédération, notamment en 1968 lorsque l'intervention soviétique à Prague isole à nouveau le PCF du reste de la gauche (bien qu'il critique pour la première fois l'action de l'URSS, mais à demi-mot). Jean Poperen développe à nouveau ses thèses en 1969 :

*« Le mouvement communiste n'évoluera pas « de lui-même ». Les tensions qui s'accroissent à l'intérieur de ce mouvement – et qui expliquent le durcissement actuel de la direction du parti – n'aboutiront à des changements déterminants que si une force puissante, regroupant l'ensemble de la gauche socialiste, non-communiste, est capable de dialoguer d'égal à égal avec le PCF. Il y a une interdépendance entre l'essor de la gauche socialiste et la progression vers une évolution réellement unitaire de l'ensemble de la gauche »*<sup>158</sup>.

Elle appelle à des « Etats généraux de la gauche socialiste », intègre le NPS en 1969, reprenant un statut de courant politique plus classique.

Plus marquée à gauche que les autres clubs, l'UGCS se placera aux côtés du CERES de Jean-Pierre Chevènement pour orienter le PS à gauche : elle se voit décerner un brevet de « pureté » en 1968 : « *l'UGCS, plus enseignante, plus étudiante, nettement marxiste d'inspiration, opposée au Pacte Atlantique et aux tentatives de centrisme, est certainement à l'extrême gauche des clubs* »<sup>159</sup>. L'origine des militants joue un rôle dans la cohésion qui caractérise l'UGCS, la plupart sont passés, à l'image de Poperen, par plusieurs partis et sont rompus au maniement de l'idéologie.

<sup>156</sup> MOSSUZ Janine, « Que sont devenus les clubs ? », *RFSP*, vol.20, 5, 1970, p.968.

<sup>157</sup> PUDLOWSKI Gilles, *op.cit.*, p.27.

<sup>158</sup> POPEREN Jean, « La gauche à la recherche d'une stratégie », *Politique aujourd'hui*, août-septembre 1969, 8-9, p.7.

<sup>159</sup> LIBRE J., « Les Clubs », *Les cahiers du CERES*, 4, juillet 1968, p.57. Cela n'empêchera pas des frictions ultérieures, notamment lors du congrès d'Epinay. Gilles Pudlowski, dont la présentation est partielle, écrit à propos du CERES : « *Bons élèves de la rue St Guillaume, les fondateurs du CERES ont acquis la science de la synthèse ; ils manifestent un extraordinaire talent de récupération des idées à la mode, qu'ils allient à une habile pratique du vocabulaire marxiste* », *op.cit.*, p.141.

Il reste un dernier type de mouvements à présenter en ce qui concerne cette période : les mouvements « à la base », orientés vers l'action locale et qui traduisent une aspiration montante : la démocratie locale, voire l'autogestion.

### ***C. Les mouvements « à la base » : le cas des Groupes d'action municipale***

Les clubs évoqués précédemment situent leur action à un niveau national en espérant intervenir efficacement dans le jeu politique « au sommet ». S'appuyant sur l'urbanisation accélérée du pays, un mouvement va se développer autour de la revendication de l'amélioration du cadre de vie : il s'agit des Groupes d'action municipale (GAM), qui iront jusqu'à contester le monopole des partis en matière électorale.

Les GAM vont naître dans des villes en forte expansion économique et démographique, qui concentrent industries et habitats collectifs : ils se saisissent de problèmes très concrets laissés en friche par les syndicats et les partis, tout en développant une vision d'ensemble qui les distinguent de simples associations de quartier. Un des premiers GAM se forme à Grenoble en 1964, à partir de la contestation de la gestion municipale, notamment sur le problème de l'eau (absente dans les étages supérieurs de certains habitats collectifs). L'élection municipale de 1965 dans cette ville va avoir un retentissement considérable : la liste conduite par Hubert Dubedout, ingénieur atomiste, regroupant militants associatifs, du PSU et de la SFIO, remporte la victoire en mordant sur l'électorat communiste. La campagne qui a permis ce succès a été conçue de manière à se différencier des formations traditionnelles : « *Le GAM forge son image à l'occasion des élections de mars 1965 : solides options sur les problèmes concrets, absence d'idéologie qui serait plaqué sur le réel, choix d'un socialisme humaniste préoccupé avant tout d'efficacité* »<sup>160</sup>. Le profil de Dubedout, qui se présente comme un technicien soucieux d'efficacité, semble représenter l'esprit de renouveau, les appréciations dans la presse sont très positives, René Capitant et les gaullistes de gauche sont également sous le charme car ils y voient un progrès de l'idée de participation : l'expérience de Grenoble atteint le statut de « mythe » selon Bernard Bruneteau<sup>161</sup>,

---

<sup>160</sup> BERNARD Jean-Pierre, BLANCHERIE Jean-Marie, LECOMTE Patrick., « Les Groupes d'action municipale dans le système politique local : Grenoble, Valence, Chambéry », *RFSP*, 22, 2, 1972, p.298.

<sup>161</sup> BRUNETEAU Bernard, « Le « mythe de Grenoble » des années 1960 et 1970 : un usage politique de la modernité », *Revue d'histoire du XX<sup>ème</sup> siècle*, 58,1, 1998, pp.111-126.

gommant certains aspects, comme le fait que la liste soit pour moitié composée de militants SFIO et ne représente qu'imparfaitement le renouvellement.

Les GAM ne se constituent pas immédiatement en mouvement national. Dans un premier temps il s'agit d'une constellation de groupes qui ne communiquent pas entre eux : à Valence, c'est la présence d'une coalition radicale-socialiste au pouvoir depuis 1959 et taxée d'immobilisme qui suscite la création d'un Groupe d'étude et d'action municipale par des militants de la SFIO, de la CIR, du PSU et de la CFDT. Renonçant à la rénovation interne, les militants utilisent en l'espèce cette structure non-partisane comme *moyen de contournement* des partis et font le choix d'une pression extérieure. A Chambéry, un club d'information et de formation municipale est constitué par un regroupement de techniciens, syndicalistes et militants du PSU. Dans les trois cas, le contexte local a joué un rôle déterminant : l'expansion économique, la poussée démographique et la présence prolongée d'une équipe municipale favorisent la création des GAM, qui traduisent l'apparition des couches techniciennes sur la scène politique : « *au-delà des revendications pour de nouvelles formes de gestion urbaine, se manifeste, en fait, la recherche d'un mode d'insertion dans le système politique de couches sociales nouvelles* »<sup>162</sup>.

Mouvement social dans un premier temps, les GAM utilisent diverses modalités d'action : pétitions, manifestations, « boycott » des transports, etc. Ils se mobilisent pour réclamer le développement des espaces verts et des transports en commun, pour défendre les piétons, pour contester le tracé des autoroutes et la spéculation immobilière. Le pouvoir local leur apparaît à la fois trop autoritaire (les citoyens ne sont pas suffisamment associés aux décisions qui les concernent) et trop faible face à l'Etat : « *les GAM veulent constituer des municipalités de combat prêtes à obtenir par la force ce que la plupart se contentent de quémander, qu'elles soient « de gauche » ou « de droite », abdiquant chaque jour un peu plus leur maigre autonomie* »<sup>163</sup>. L'introduction de davantage de participation, de consultation, d'information leur paraît indispensable : il faut transformer la mairie en une « *maison de verre* »<sup>164</sup>.

---

<sup>162</sup> SELLIER Michèle, *Les groupes d'action municipale*, thèse de doctorat d'Etat en science politique de l'université Paris I, 1975, p.3. L'auteure caractérise les membres des GAM comme « *la fraction d'intellectuels techniciens de la nouvelle petite-bourgeoisie* », *ibid.*

<sup>163</sup> DE CAUMONT Robert, TESSIER Marc, *Les GAM*, Paris, Editions universitaires, 1971, p.98.

<sup>164</sup> *Ibid.*, p.100.

Leur ancrage local et leurs méthodes différencient les GAM des autres clubs, mais des relations cordiales existent avec une partie du groupe des Assises de Vichy : la priorité accordée au local fait que les GAM entretiennent d'excellents rapports avec l'ADELS, qui leur fournit du matériel pédagogique et des intervenants, le Cercle Tocqueville a aidé à la formation du GAM de Grenoble, Citoyens 60 voit d'un œil favorable ce travail de « conscientisation ». La proximité avec Jean Moulin est plus idéologique : la charte des GAM adoptée en 1970 contient de manière récurrente les termes « responsable », « choix », « prise de conscience », « efficacité », « concret ». Il y est peu fait référence à la lutte des classes ou au socialisme : « le vocabulaire des GAM est tout à fait similaire à celui du Club Jean Moulin mais il est très éloigné de celui du PSU »<sup>165</sup>. L'expérience de la liste Dudebout séduit la mouvance clubiste :

*« Tant la personnalité du nouveau maire (ingénieur atomiste issu d'un milieu de bourgeoisie chrétienne) que le profil sociologique de nombre de ses colistiers (classes moyennes supérieures et intellectuelles) incarnent au plus près le public auquel s'adressent les clubs modernistes du moment [...], à savoir des élites dont la tradition n'est pas radicale mais plutôt chrétienne ou libérale de gauche. Ensuite, parce qu'à travers le GAM [...], dont les membres s'attachent à « faire surgir l'idée du réel », on trouve à Grenoble l'aspect « technique » et efficace qui manque à l'idéologie moderniste du PSU. Volontiers moraliste, concrète, réformatrice, la démarche initiale du GAM tempère on ne peut mieux le verbalisme idéologique souvent inflationniste de celui-là »<sup>166</sup>.*

Les GAM partagent également avec les autres clubs une méfiance vis-à-vis des partis et adressent de sévères critiques au travail militant traditionnel : il existe selon eux un véritable fossé entre le militant et le citoyen ; il faut développer une nouvelle manière d'intervenir sur la place publique, ce qu'ils nomment la « pédagogie ascendante ». Le constat de l'inadaptation des méthodes classiques est dressé : « le plan d'action du parti, le discours du dirigeant, le tract du militant, voilà le triptyque de la pédagogie et de l'action politique en France depuis des décennies »<sup>167</sup>. Les citoyens ne peuvent qu'être lassés par cette communication désuète, qui se déploie principalement en période électorale et s'accompagne de

---

<sup>165</sup> *Ibid.*, p.202.

<sup>166</sup> BRUNETEAU Bernard, article cité, p.114.

<sup>167</sup> DE CAUMONT Robert, TESSIER Marc, p.54.

procédés contestables : « *schématisation des problèmes, slogans publicitaires, personnalisation des débats, monopolisation des moyens d'information, mise en œuvre de moyens financiers considérables* »<sup>168</sup>. Pour réconcilier « *le militant et la ménagère* », il faut comprendre ce qui ne fonctionne pas, à commencer dans le traditionnel tract, rempli de termes en « isme » et de notions abstraites (planification, contrôle ouvrier...) qui ne peuvent être appréhendés par le citoyen « moyen » : « *le rédacteur du tract, militant convaincu sans doute, a, dans son enthousiasme, placé la barre trop haut* »<sup>169</sup>.

Les auteurs n'hésitent pas à manier l'ironie :

« *Un poète épique chantera-t-il un jour l'extraordinaire somme de matière grise et de sueur, d'encre et de nuits blanches dilapidées en vain sous formes de tracts, communiqués de presse et affiches, pour un résultat tout à fait négligeable ? Un sociologue avisé osera-t-il faire les poubelles des grands ensembles pour mesurer le faible impact d'une littérature digne d'un meilleur sort et convaincre les militants, par des arguments scientifiques, de mieux adapter leur message et leurs moyens d'expression aux préoccupations de ceux qu'ils veulent convaincre ?* »<sup>170</sup>.

Face à ce problème de langage, les animateurs des GAM proposent de revenir à un contact plus simple, en partant des problèmes les plus simples, qu'il s'agisse de la création d'un parking ou des problèmes de logement : c'est par la discussion que des individus qui raisonnent en tant qu'automobilistes, parents ou locataires peuvent découvrir « *l'unité et [...] la dimension collective des problèmes* »<sup>171</sup>. Il devient ensuite possible de faire le lien avec des problèmes plus généraux : « *il est possible de faire comprendre à la ménagère que la politique est liée à sa vie quotidienne, qu'il faut se grouper et faire quelque chose contre ceux qui sabotent l'éducation de ses enfants et défigurent leur cadre de vie. Alors, seulement, elle pourra s'intéresser au « pouvoir des monopoles », aux « méfaits du libéralisme »* »<sup>172</sup>. Cette démarche suppose que les militants « municipaux » maîtrisent bien un certain nombre de dossiers techniques et soient capables de pédagogie : les GAM s'y emploient en organisant des sessions d'études et des colloques, parfois en partenariat avec l'ADELS, où sont privilégiés les thèmes de la gestion municipale, de l'urbanisme et

---

<sup>168</sup> *Ibid.*

<sup>169</sup> *Ibid.*, p.55.

<sup>170</sup> *Ibid.*, p.56.

<sup>171</sup> *Ibid.*, p.60.

<sup>172</sup> *Ibid.*, p.65.

de la politique d'équipements collectifs. Le projet est bien de « *créer un citoyen nouveau, actif, responsable, capable de prendre en charge son propre destin* »<sup>173</sup>.

Les GAM continuent à essaimer sur le territoire. En 1968 a lieu leur première rencontre nationale à l'initiative des groupes de Grenoble et de Caen, qui se traduit essentiellement par un échange sur la situation des différents GAM ; l'année suivante la rencontre de Chantilly débouche sur l'élection d'un « comité de coordination », dont les attributions sont limitées en raison d'un fort attachement au caractère décentralisé du mouvement : il doit se borner à informer et assister les groupes locaux, interdiction lui est faite de mener des négociations avec des organisations politiques qui pourraient engager les groupes locaux. La démarche des GAM les conduit à rejeter toute forme d'organisation centralisée, des principes stricts, que l'on retrouvera dans d'autres mouvements (écologistes notamment), sont adoptés : autonomie des groupes de base, collégialité des décisions, révocabilité des responsables élus. Certes, l'idée d'une charte est acceptée en 1970, ne serait-ce que pour défendre le label « GAM » contre des tentatives de récupération (plusieurs cas de listes faussement apolitiques et se revendiquant de l'appellation « GAM » ont été rapportés) et consolider l'identité du mouvement. Néanmoins, tous les groupes ne participent pas ou ne cotisent pas au comité de coordination, les liens tant horizontaux que verticaux restent très lâches. Le comité de coordination tentera de pousser les groupes à s'organiser à l'échelon régional mais se heurtera à une forte résistance, certains voyant là une volonté centralisatrice voire une tentative de personnaliser le mouvement de la part de Robert de Caumont, le représentant le plus en vue des GAM. L'organisation connaîtra une grave crise au début des années 1970, le secrétariat national remettant en bloc sa démission. Seule une partie des GAM continuera en tant que mouvement national, en se radicalisant : la « démocratie locale » sera remplacée par « l'autogestion » et l'alliance avec les forces de gauche érigée en principe : « *ainsi les membres des GAM refusaient les contraintes d'une organisation nationale mais l'organisation du mouvement qu'ils avaient conçue, collective, décentralisée tant au niveau local qu'au niveau régional, fonctionnant selon les principes de la démocratie directe, ne pouvait pas résister longtemps à son*

---

<sup>173</sup> SELLIER Michèle, *op.cit.*, p.209.

environnement »<sup>174</sup>. On reviendra sur le devenir des mouvements autogestionnaires (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie).

Les GAM essayent de renouveler les méthodes d'action traditionnelles et développent une éthique de l'engagement exigeante. L'article 7 des statuts du Groupe d'études municipales de Montpellier l'illustre bien : « *les objectifs du groupe sont incompatibles avec une recherche de pouvoir personnel ou de notoriété de la part de ses membres* ». Cette condamnation formelle de la recherche de rétributions personnelles est symptomatique d'un certain état d'esprit anti-hiérarchique et anti-pyramidal à l'œuvre dans nombre de clubs : comme le souligne Loïc Blondiaux, ils développent « *une symbolique du désintéressement* » qui insiste sur la diversité, l'absence de plate-forme préalable, la liberté de la réflexion et s'oppose à la figure du parti, « *lieu des pesanteurs d'appareil, replié sur lui-même et contraint* »<sup>175</sup>.

#### ***D. Les clubs politiques dans l'orbite de la majorité***

La floraison des clubs de gauche après l'accession du général de Gaulle au pouvoir est liée au fait que les partis qu'ils entendent influencer sont dans l'opposition : ils concourent à une redéfinition d'une identité, d'un projet et d'un système d'alliances capables de réunir une majorité d'électeurs. Du côté de la majorité, on raille les divisions de la gauche mais aussi le travail des clubs, jugé trop intellectuel, technocratique. Le général de Gaulle n'a-t-il pas déclaré en septembre 1963, faisant sans doute allusion au Club Jean Moulin : « *L'essentiel pour moi, ce n'est pas ce que peut penser le comité Gustave, le comité Théodule ou le comité Hippolyte, c'est ce que veut le pays* » ? Les clubs ne sauraient être moins diviseurs que les partis tant décriés par le chef de l'Etat. Cependant, face à l'essoufflement de la majorité qui se traduit dès les élections législatives de 1967<sup>176</sup>, un besoin de renouveau idéologique se fait sentir et entraîne la création d'une série d'organisations.

La première structure d'envergure est celle des Clubs Perspectives et Réalités : créés dès 1965 sur l'idée de Miche Poniatowski, fidèle de Valéry Giscard d'Estaing, ils veulent jouer le rôle de « *creuset d'une nouvelle génération* », de « *pôles d'attraction ouverts, de cellules de réflexion novatrice, de centres de formation et*

---

<sup>174</sup> *Ibid.*, p.320.

<sup>175</sup> BLONDIAUX Loïc, article cité, p.31.

<sup>176</sup> Les résultats sont très serrés, l'Assemblée nationale n'est conservée que par deux sièges d'avance.

*d'information actifs* »<sup>177</sup>. Pour Valéry Giscard d'Estaing, « *la vocation de la mission irremplaçable des Clubs est de porter le dialogue à un niveau de synthèse, c'est-à-dire de poser aux gouvernants des questions fondamentales de la finalité du pouvoir, des objectifs de civilisation à atteindre dans une vision de l'avenir et de proposer des modalités pratiques d'action en harmonie avec ces objectifs* »<sup>178</sup>. Leur développement est rapide puisqu'à l'été 1970 on compte une cinquantaine de clubs locaux regroupant 5000 adhérents (dont 1500 à Paris), reliés entre eux par un bulletin ; des conventions nationales ont lieu chaque année pour approfondir des thèmes déterminés<sup>179</sup>. Les Clubs Perspectives et Réalités sont un élément important dans le dispositif de Valéry Giscard d'Estaing pour construire son statut de présidentiable : s'il appartient à la majorité gaulliste, il ne perd pas une occasion de s'en différencier quand cela est possible (soutien critique à la majorité résumé par le fameux « *oui, mais...* », dénonciation de « *l'exercice solitaire du pouvoir* »<sup>180</sup>, etc) ; il veut constituer un pôle centriste et européen, qui se structure avec la création de la Fédération nationale des Républicains indépendants en 1966. Les Clubs Perspectives et Réalités constituent souvent le soubassement de l'implantation du nouveau parti sur le territoire<sup>181</sup>. On reviendra plus longuement sur cette fonction des clubs comme *ressources pour un leader* (voir *infra*, 2<sup>ème</sup> partie), le parallélisme avec le rôle de soutien à François Mitterrand de la CIR étant assez remarquable. Il s'agit de la première création clubiste de la droite, le but étant d' « *enlever à la gauche le monopole de la pensée et de la réflexion* »<sup>182</sup>.

La réaction à l'essor des clubs classé à gauche se poursuit en mars 1968 avec la création du club Nouvelle frontière à l'initiative de Paul-Marie de la Gorce et de Jean Charbonnel, qui estiment que l'UNR souffre d'un manque de réflexion en interne. Comptant environ 150 membres, Nouvelle frontière est pensé comme une imitation du Club Jean Moulin : Jean Charbonnel veut en faire « *une vitrine ouverte*

---

<sup>177</sup> COLLIARD Jean-Claude, *Les Républicains indépendants, Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, PUF, 1971, p.304.

<sup>178</sup> Cité in MAILHES Anne-Marie, *Les clubs Perspectives et réalités : instrument de dialogue*, mémoire de DES de science politique de l'université Paris 1, 1979, p.47.

<sup>179</sup> À la fin de l'année 1968 sont abordés les problèmes de la jeunesse, de l'urbanisme, des loisirs : il s'agit de mieux comprendre les évolutions sociétales et de se distinguer d'un gaullisme jugé trop conservateur.

<sup>180</sup> BERNSTEIN Serge, *Histoire du gaullisme*, Paris, Perrin, coll. «Tempus», 2001, p.324.

<sup>181</sup> Pour compléter le panorama de l'organisation des Républicains indépendants, il faut signaler la création de deux club spécialisés : le Club Tiers-Monde, ainsi que le Club Sigma, d'ailleurs présidé par le père de Michel Rocard.

<sup>182</sup> *Ibid.*, p.71.

sur la société civile »<sup>183</sup>, capable d'être à la fois un lieu de rencontre pour les décideurs, un centre de réflexion et un instrument de propositions. Cependant, la crise de Mai 1968 l'amène à resserrer ses liens avec le gouvernement ; il reste peu autonome : le colloque qu'il organise en octobre 1968 à Gif sur Yvette traite du « mouvement subversif » qui semble menacer la pays. Il mène néanmoins des réflexions de fond sur la publicité à l'ORTF, la crise monétaire ; il publie des ouvrages, tels *Le dossier du 27 avril*<sup>184</sup> pour mieux expliquer la réforme des régions, faisant écho au livre de Jean Moulin sur le sujet<sup>185</sup>. Nouvelle frontière veut être un club para-gouvernemental qui élabore des dossiers et des propositions : Vincent Oliver le classe dans la catégorie « clubs du secteur gouvernemental »<sup>186</sup>, à côté de clubs de moindre importance comme *Prospective économique et sociale* (1967), chargé d'imaginer de nouvelles réformes, ou encore *Démocratie directe* (1966), club de discussion gaulliste.

Nouvelle frontière n'est pas isolé dans son travail de rénovation du gaullisme, une véritable constellation de clubs, sur l'aile gauche de la majorité, l'a précédé. En mai 1964 a lieu la première convention nationale du *Front du progrès* (FP), animé par Jacques Dauer, qui se définit un peu comme les clubs des Assises de Vichy : « organisme d'intervention dans la vie publique, sans vocation électorale propre, il se donnerait pour tâche d'améliorer l'information et la formation du citoyen dans le sens du progrès, de l'élargissement de la démocratie et de l'intérêt général »<sup>187</sup>. Partageant le constat de l'inadéquation des structures traditionnelles aux attentes des citoyens, le club entend attirer ceux que rebutent l'adhésion à un parti, « *dépoussiérer les idées et purifier le vocabulaire* »<sup>188</sup> de tout dogmatisme, il entend prouver qu'une activité politique différente est possible : le Front du progrès veut être un « *laboratoire de politique expérimentale* », « *un réseau multiforme et dynamique* »<sup>189</sup>. Il organise à cet effet des conventions sur des thèmes variés (Europe, immigration, coopération avec l'Afrique, éducation, planification...) ainsi

---

<sup>183</sup> Cité in PACHOMOFF Karella, *Les clubs gaullistes sous la Vème République*, mémoire de maîtrise d'histoire, Paris I, 1994, p.113.

<sup>184</sup> Paris, Grasset, 1969.

<sup>185</sup> *Quelle réforme ? Quelles régions ?*, Paris, Seuil, 1969.

<sup>186</sup> OLIVER Vincent, *op.cit.*, p.272.

<sup>187</sup> *Natures et objectifs d'un « Front du progrès »*, archives Jacques Dauer du Centre d'histoire contemporaine de Sciences Po, JD2, 1964, p.1.

<sup>188</sup> *Qu'est-ce que le Front du progrès ?*, exposé liminaire, archives Jacques Dauer, JD2, 21/05/1964, p.1.

que des tables rondes, dont une en 1969 qui porte sur les rapports entre l'Etat et le citoyen : là aussi, la volonté de ne pas laisser le terrain de la réflexion au Club Jean Moulin est manifeste. Il faut y ajouter des « cours de formation politique » à l'attention des adhérents du club<sup>190</sup>. Cependant, le Front du progrès a une vocation plus militante que les clubs de pédagogie civique, il souhaite « *regrouper et unifier les gaullistes de la « frange »* »<sup>191</sup> pour peser sur l'orientation de la majorité dans un sens plus social<sup>192</sup> ; il s'agit de lutter contre « *la fraction réactionnaire de la famille gaulliste* »<sup>193</sup>, dont fait d'ailleurs partie à ses yeux Valéry Giscard d'Estaing.

Refusant pour la plupart d'adhérer à l'UNR, les organisations « gaullistes de gauche » entendent faire avancer les idées sociales, sinon socialisantes, auprès de la majorité ; mais ils seront toujours écartelés entre leur fidélité au général et la réalité de la politique économique et sociale menée par les gouvernements successifs, davantage encore après la crise de Mai 68. Dans le contexte de la présidence du général de Gaulle, ce conglomérat de clubs, mouvements et cercles de réflexion divers souhaite occuper un créneau se situant entre l'UNR et la gauche ; soutenir globalement la majorité gaulliste mais en essayant de tirer sa politique dans un sens plus social ; tout en critiquant les partis socialiste et communiste qui n'acceptent pas les nouvelles institutions pourtant sources d'efficacité et de stabilité gouvernementales. Une position politique subtile et non exempte de contradictions, ainsi Jacques Dauer (futur leader du FP) indique-t-il dès 1960 : « *les trompettes de l'UNR et celles du Gouvernement font tout, depuis deux ans, pour annexer de Gaulle, pour faire croire que le Chef de l'Etat porte la responsabilité du conservatisme de la majorité. Il ne fait aucun doute que nous nous considérons comme en opposition avec le Gouvernement, nous travaillons au renversement de cette majorité* »<sup>194</sup>. Le découplage entre un de Gaulle censé être favorable à une politique sociale généreuse et une majorité estimée conservatrice voire réactionnaire est une constante chez les gaullistes de gauche, qui vouent également une grande

<sup>189</sup> *L'intégration des « forces vives » à la V<sup>ème</sup> République*, archives Jacques Dauer, JD2, non daté (vraisemblablement 1964), p.4.

<sup>190</sup> Portant sur les classes sociales en France, la planification et l'économie, le syndicalisme, la participation, etc.

<sup>191</sup> MAUS Catherine, *Du front du progrès à l'union travailliste*, mémoire de DES de science politique de l'université Paris 2, 1973, p.37.

<sup>192</sup> Notamment pour mettre en place la participation des travailleurs dans les entreprises.

<sup>193</sup> *Natures et objectifs...*, p.3.

<sup>194</sup> *Le Télégramme de Paris*, 62, octobre 1960.

admiration à la politique d'indépendance de la France en matière de relations extérieures. Certains auteurs parlent d'un « *univers mythique : ils portent une affection quasi religieuse pour tout ce qui est généreux et vouent un culte extraordinaire pour un homme ou pour l'image qu'ils se font de cet homme* »<sup>195</sup>.

Par un phénomène de « *mimétisme généré par le succès des clubs de la gauche socialiste* »<sup>196</sup>, les clubs gaullistes se multiplient dans les années 1960, sur lesquels on dispose souvent d'assez peu de données : c'est le cas du Cercle Jules Vallès (1962), des Clubs V<sup>ème</sup> République (1965) ou encore du Comité de Liaison, d'Etudes et d'Action Républicaine (1972), ce dernier fusionnant avec le club Nouvelle frontière en 1972. La crise de la gauche favorise la création de mouvements originaux, tels le Front travailliste (FT), animé en partie par d'ex-membres de la SFIO et regroupant, comme l'explique son secrétaire général, « *des Résistants, des Socialistes, des Syndicalistes, des Membres des Clubs philosophiques* »<sup>197</sup>. Le FT estime lui aussi que le général de Gaulle peut être un point d'appui pour faire avancer des réformes sociales, sa politique étrangère est nettement préférable à celle d'une SFIO jugée « atlantiste ». La dénonciation des errements de la IV<sup>ème</sup> République est un point de convergence fort pour les gaullistes de gauche : « *nous n'oublions pas que la gauche [...] est aussi « sous la croix » des Mollet et des Billière, des Maurice Faure [...], de Suez, de l'échec du « Front républicain », de celui du « Cartel des non », et...du contre-gouvernement* »<sup>198</sup>. Soucieux de faire évoluer la majorité gaulliste, les clubs de cette mouvance n'excluent pas pour autant tout dialogue avec les forces de gauche : « *le problème [...] n'a pas été de faire des avances à l'opposition mais sans aucune volonté de scandale, dans le cadre de l'exercice d'une responsabilité fondamentale, d'inciter la majorité à aller de l'avant, non seulement pour durer, ce qui serait déjà une finalité mais pour satisfaire davantage et rallier des hommes que les oppositions ont définitivement déçus* »<sup>199</sup>. Les gaullistes de gauche perçoivent leur entreprise politique comme un pont jeté en direction de la gauche<sup>200</sup>, un moyen de susciter le dialogue et la réflexion pour

---

<sup>195</sup> COMBLES DE NAYVES (de) Dominique, VILLEMOT Dominique, *Le gaullo-gauchisme*, mémoire de l'IEP de Paris, 1975, p.78.

<sup>196</sup> PACHOMOFF Karella, *op.cit.*, p.19.

<sup>197</sup> JUNILLON Lucien, « Le sens de notre Combat », *Le travailliste*, 1, mars 1966, p.1.

<sup>198</sup> DAUER Jacques, *Rapport moral*, 4<sup>ème</sup> Convention nationale du Front du progrès, 14-15/10/1967, p.23.

<sup>199</sup> PISANI Edgar, discours à la Convention nationale du Front du progrès, 14-15/05/1966.

<sup>200</sup> Les clubs de gauche observent néanmoins les gaullistes de gauche avec méfiance : Pour le Cercle Tocqueville, il s'agit d'« *une tactique de diversion* », les clubs gaullistes témoignent

dissiper les malentendus et les antagonismes traditionnels : « *l'affrontement gaullisme-antigaullisme n'est pas automatiquement résoluble en opposition droite-gauche* »<sup>201</sup>. Sans nier complètement la pertinence du clivage gauche/droite, les gaullistes de gauche pensent qu'il ne correspond pas aux formations partisanes telles qu'elles existent, la ligne entre progressistes et conservateurs passerait plutôt à l'intérieur de chaque organisation.

Cependant, toutes les tentatives de regroupement des gaullistes de gauche, déchirés non seulement par des luttes intestines mais aussi par les conflits d'interprétation autour de l'action du général de Gaulle et par leur rapport au parti majoritaire, échoueront : la comparaison avec la CIR de François Mitterrand fait apparaître clairement les conséquences de l'absence d'un leader accepté par tous pour des clubs qui auraient sans doute intérêt à la coopération (sinon à la fusion) au vu de leur faible poids numérique (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie).

Le FP est le mouvement qui se place le plus en rupture vis-à-vis de l'UNR-UDT, ses critiques répétées suscitent l'agacement dans la majorité, qui interdit à des personnalités comme le général Billotte ou Léo Hamon de participer à ses travaux. Les désaccords ne vont aller qu'en s'aggravant, notamment après la crise de mai 1968. Le FP, opposé à la guerre du Vietnam, plus au fait des évolutions sociétales, a identifié très tôt les racines du mal-être de la nouvelle génération : « *les excès actuels de la jeunesse, nos aînés les ont mérité et si un jour cela tourne à l'insurrection, nous l'aurons bien cherché* »<sup>202</sup>. Pour sa part « *favorable à une extension révolutionnaire de la participation du personnel aux profits et à la gestion des entreprises* »<sup>203</sup>, le FP ne réussit pas à infléchir la politique gouvernementale et la crise de Mai 68 éclate en dépit de ses avertissements. Les positions qu'il adopte au cours de ce mois agité montrent toutes les contradictions de son positionnement politique : il soutient les étudiants (ainsi que le Groupe des 29, le cercle Jules Vallès, le FT), tente de créer un mouvement de jeunesse (le Comité de la Démocratie combattante), lance un appel solennel au général de Gaulle lui indiquant que « *ce*

d' « *une espèce de « polycentrisme » gaulliste [qui] fait place au regroupement unitaire d'autrefois, qui ne tolérait sur ses flancs que des forces d'appoint, comme celle des Indépendants* », *En bref*, 134, 10/06/1966, p.2.

<sup>201</sup> DAUER Jacques, *Rapport moral...*, p.15.

<sup>202</sup> DAUER Jacques, discours au 1<sup>er</sup> congrès du Front du progrès, 04-05/05/1964, cité in MAUS Catherine, *op.cit.*, p.38.

<sup>203</sup> Travaux de la Convention nationale du Front du progrès, t.3, 14-15/05/1966, p.16.

*qu'il faut maintenant, c'est LA RÉVOLUTION PAR LA LOI ET PAR LE PLAN*<sup>204</sup> » pour restaurer le crédit du régime ; enfin, il tente d'accréditer l'idée que le gaullisme est lui aussi révolutionnaire :

*« Oh oui, moi j'avais accroché un portrait de Fidel Castro en face d'un du général dans une permanence UDR avec une citation de Fidel : « le général est un rebelle comme moi ! »*<sup>205</sup>.

Cette prise de position originale ne rencontre que peu d'écho dans un contexte de radicalisation politique, mais le FP persiste à dissocier le chef de l'Etat du reste de la majorité : *« tous les actes du gouvernement sont en contradiction avec les intentions novatrices exprimées par le chef de l'Etat »*<sup>206</sup>. En effet, là où la politique étrangère pouvait être imposée par le seul général de Gaulle, une politique sociale novatrice aurait besoin de relais que le mouvement gaulliste ne peut fournir. La position du FP sur les élections législatives semble être un aveu d'échec :

*« Compte tenu de tous ces facteurs négatifs, le Front du progrès est dans l'impossibilité de donner à ses responsables et à ses militants des consignes globales de campagne et de vote. Il appartient à chacun de se déterminer en fonction des candidatures et des circonscriptions, pour savoir s'il convient de fournir un appui à tel ou tel candidat qui aurait donné des preuves de son esprit de progrès. Le Bureau exécutif du mouvement étudiera la possibilité de publier une liste des candidats qu'il recommande de soutenir »*<sup>207</sup>.

Malgré tout, le renforcement de la majorité consécutive aux élections serait *« un coup porté aux vieilles structures partisanes »*<sup>208</sup> et une chance de renouveau : *« le Front du progrès entend rendre au gaullisme son vrai visage, celui de la Sécurité sociale et de la décolonisation, celui du vote des femmes et des comités d'entreprise, celui des nationalisations et de la monnaie solide »*<sup>209</sup>.

Cette référence à une période du gaullisme bien particulière, celle de la Libération, explique l'attitude de plus en plus réservée du FP vis-à-vis de la majorité. Le départ de de Gaulle suite à l'échec du référendum d'avril 1969 l'inquiète fortement et l'amène à lancer un appel :

---

<sup>204</sup> *Notes d'information*, 38, 22/05/1968. On a conservé la typographie telle quelle.

<sup>205</sup> Entretien avec Jacques Dauer, 16/07/2007.

<sup>206</sup> Déclaration politique, archives Jacques Dauer, JD2, non datée (vraisemblablement juin 1968).

<sup>207</sup> *Ibid.*

<sup>208</sup> Déclaration, archives Jacques Dauer, JD2, 06/07/1968.

<sup>209</sup> *Notes d'information*, 39, 18/06/1968.

« À tous ceux qui, conscients de ce péril, sont résolus à préserver le gaullisme des déviations et des abandons [souligné par l'auteur] qui le menacent. Il leur demande de rallier ses rangs – sans pour autant rompre les liens qui les attachent à l'UDR ou à toute autre formation – en vue de constituer au sein du gaullisme le noyau dynamique et progressiste, grâce auquel sera maintenu l'esprit qui fut et qui reste celui du général de Gaulle, toujours vivant au présent bien qu'éloigné du pouvoir »<sup>210</sup>.

Soutenant Georges Pompidou davantage par hostilité à Alain Poher que par adhésion aux orientations du premier, le FP indique qu'il n'est pas condamnable pour autant de choisir la candidature de Jacques Duclos (PCF) ou celle de Michel Rocard : « le PSU poursuit un combat original, où nous avons vu maintes fois des correspondances avec le nôtre. Le mérite de la candidature de M. Michel Rocard sera encore une fois de compter, dans l'opposition, les partisans éclairés d'une solution socialiste sincère »<sup>211</sup>. Le compliment, sans doute très peu partagé par la plupart des membres de la majorité, montre que la position du FP et des gaullistes de gauche en général devient de plus en plus difficile à définir et qu'un intérêt pour la gauche commence à se manifester : « le Front du progrès n'est ni à l'intérieur ni en dehors de la majorité actuelle – il faudrait d'abord que celle-ci se définisse ou qu'elle fasse des preuves devant des événements graves »<sup>212</sup>. Le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas recueille certes le soutien des gaullistes de gauche (le Premier ministre les rencontre souvent, cherchant des appuis au-delà d'une majorité parlementaire qui est loin de lui être acquise), mais l'échec de ce dernier les place dans l'expectative, seule l'hostilité à Valéry Giscard d'Estaing (qualifié de « technocrate sans âme », d'« aristocrate ») constitue un repère stable. La campagne présidentielle de 1974, qui voit l'éviction de Jacques Chaban-Delmas au 1<sup>er</sup> tour, achève de diviser la mouvance gaulliste, un certain nombre d'entre eux choisissent François Mitterrand au second tour : c'est le cas du FP mais aussi d'une partie des adhérents de Nouvelle frontière. Jacques Chaban-Delmas lance de son côté le CEREL (Centre d'Etudes et de Recherches Egalité et Liberté) en juin de la même année.

---

<sup>210</sup> Communiqué, JD2, 02/05/1969. L'admiration portée au général de Gaulle se mue parfois en un quasi-mysticisme.

<sup>211</sup> Notes d'information, 68, 14/05/1969. Jacques Dauer a également rencontré Pierre Mendès France en 1966, actant d'une série de points de convergence.

<sup>212</sup> Notes d'information, 01/10/1969.

La période consécutive à 1974 voit la marginalisation de plus en plus prononcée de la mouvance gaulliste, certains espèrent désormais se réconcilier avec la famille socialiste, mais rallier l'autre camp n'est pas chose aisée, le FP est hésitant : « *nous sommes à gauche car nous ne pouvons être de droite. [...] Etre de gauche, ce n'est pas s'inféoder à une coterie, voire à un parti. S'y associer n'est pas exclu mais nous ne pourra venir qu'au terme de réflexions que nous commençons de faire* »<sup>213</sup>. Ayant échoué à briser le clivage gauche/droite, la mouvance gaulliste connaît deux tendances : le repli vers la commémoration du souvenir de l'action du général de Gaulle avec la création de multiples clubs « mémoriels » (dès 1969, on voit par exemple la naissance de Présence du gaullisme, en 1975 apparaît Présence-Fidélité gaulliste, la création de ce type de clubs se poursuit jusqu'aux années 1990) qui entretiennent la flamme d'un véritable culte ; la poursuite d'une action politique résiduelle : le début des années 1980 voit par exemple la réactivation de NF mais celle-ci paraît bien éphémère, la voix des gaullistes « historiques » comme Jean Charbonnel étant isolée au milieu de la galaxie des clubs libéraux. On reviendra plus précisément sur la trajectoire de la mouvance et les causes de sa dispersion (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie).

Les clubs gaullistes partagent, au-delà de leurs options idéologiques, un souci de rénovation des partis avec leurs homologues de gauche.

## **Section 2 : La critique des « machines » partisanes**

Les clubs, organisations souples, se définissent largement contre les partis : ils adressent à ceux-ci une longue série de reproches quant à leur fonctionnement quotidien et à ceux qui les animent (§1). Cependant, ils estiment que ceux-ci restent indispensables au bon fonctionnement de la démocratie. Il faut plutôt les transformer en profondeur, notamment en mettant en place un système d'adhésion souple : c'est le rêve d'un parti à plusieurs échelons, d'un parti multiforme (§2).

### **§1 : La critique du militantisme traditionnel**

On a déjà évoqué le rejet suscité à gauche par la personnalité de Guy Mollet et le fonctionnement de la SFIO. La critique menée par les clubs vise, plus largement,

---

<sup>213</sup> Notes d'information, 239, 26/12/1974.

tous les partis, qu'il s'agisse de leur recrutement, de leur fonctionnement, de leurs modes d'action. Une note de la commission politique de Démocratie nouvelle synthétise avec acrimonie ce que la plupart des clubs, s'ils ne l'expriment pas aussi abruptement, pensent. Les partis se caractériseraient par :

- une « *médiocrité de la réflexion politique* »<sup>214</sup> ;
- ils « *souffrent d'incompétence technique* », « *ignorent totalement les vertus de l'auto-critique* » ;
- « *le recrutement est médiocre. Certains partis n'ont pas de militants, d'autres attirent les joueurs de boules. Ils sont boudés par les hommes dynamiques, modernes, compétents* [souligné par l'auteur] »
- « *les états-majors sont sclérosés* », « *l'appareil des partis est tel qu'il permet aux dirigeants compromis dans les pires erreurs politiques de se maintenir indéfiniment en place à travers toutes les crises de la nation aux dépens d'hommes clairvoyants et capables* [souligné par l'auteur] » ;
- « *les membres des partis ont peu de formation politique. Ils subissent plus de propagande qu'ils ne reçoivent d'information enrichissante. Quant aux électeurs, les partis ne les éclairent pas, ils cherchent à les conditionner. Ils ont failli, depuis plusieurs décades, à leur tâche éducative. La presse politique est misérable financièrement, mais aussi fondamentalement* » ;
- « *les candidats aux élections sont trop souvent médiocres : beaucoup sont de braves gens qui se sont fait connaître et apprécier comme organisateurs dans un groupement local aux objectifs anodins, mais ni leurs capacités ni leur formation ne les désignent pour briguer un mandat politique à l'échelon national dans un pays moderne. D'où l'insuffisance d'un grand nombre d'élus, qui pourraient être de bons conseillers municipaux ou généraux, mais qui contribuent à déphaser le Parlement de la réalité complexe de notre temps* »<sup>215</sup>.

On le voit, la critique est sévère et n'est pas exempte d'une certaine morgue par rapport à ceux qui ont choisi de militer dans les partis politiques.

Le Club Jean Moulin n'est pas en reste, déplorant l'isolement des partis du reste de la société, et notamment des jeunes, rebutés par le « *patriotisme de parti* » porté par des adhérents « *abrupts et crispés* »<sup>216</sup>, alors que les positions politiques des uns et des autres ne sont pas forcément si antagoniques. La SFIO concentre les attaques

---

<sup>214</sup> Club Démocratie nouvelle, *L'avenir des partis politiques français*, note de la commission politique, 1963, p.3.

<sup>215</sup> *Ibid.*, p.3-4.

de Jean Moulin, puisqu'elle développe une « *conception administrative et militaire de l'affiliation* » ; présente une combinaison d'« *attitudes dogmatiques et d'une multiplicité de compromis détestables* »<sup>217</sup> ; entretient le mythe de la souveraineté du militant et la prédominance d'un appareil jaloux de ses prérogatives ; bref un ensemble d'attitudes qui semblent vouées à ralentir toute velléité de renouveau de la pensée<sup>218</sup>. La conclusion de Jean Moulin est lucide sur ce point : « *il ne faut donc pas dissimuler que, si rien ne peut se faire sans le parti socialiste, rien ne pourrait se faire non plus sans une transformation très profonde de ce parti. On peut, de l'extérieur, l'y pousser* »<sup>219</sup>. Plus généralement, le club souhaite, de manière un peu naïve, « *des structures moins partisanes* »<sup>220</sup>. Il faudrait : que les élus disposent d'une plus grande marge d'autonomie par rapport à leur formation ; que l'emprise de l'appareil soit limitée et que les leaders politiques s'adressent en premier lieu à l'opinion publique ; que la formation soit développée et ouverte à des intervenants extérieurs. Toutes ces recommandations, le club le rappelle sans cesse, ne sont pas dictées par une animosité à l'égard des partis, mais par le simple constat de leur inadaptation aux attentes des citoyens et à la complexité d'une société industrielle :

« *Les partis auront en face d'eux (mettons à part la masse des passifs) des citoyens actifs sollicités par de multiples engagements « publics », plus attirés sans doute par les activités « concrètes », pour qui l'action politique n'occupera qu'un rang médiocre dans l'échelle de leurs valeurs, qui n'accepteront de donner un « coup de collier » que pour une durée limitée, pour un objectif déterminé et sans immatriculation* »<sup>221</sup>.

Ces constats établis, quels sont les remèdes imaginés par les clubistes ? La question centrale est celle de leur articulation avec les partis, non le remplacement de ceux-ci par les clubs : « *on a tort d'opposer les animateurs des « forces vives » aux partis. Les premiers ne souhaitent ni la mort ni la fin des partis : ils savent qu'à la longue les uns et les autres disparaîtraient ensemble* »<sup>222</sup>. Les clubistes sont bien conscients des dangers d'un certain antiparlementarisme, menant directement à un

<sup>216</sup> Club Jean Moulin, *Un parti pour la gauche*, Paris, Seuil, 1965, p.32.

<sup>217</sup> *Ibid.*, p.36.

<sup>218</sup> Michel Crozier, dans une note rédigée pour la commission politique du club, estime lui que les partis perpétuent, à travers leur « *idéologie de vérité révélée et ésotérique, des types de rapports humains autoritaires et paternalistes* », 5CJM1, Dr1, p.4.

<sup>219</sup> *Ibid.*, p.37.

<sup>220</sup> *Ibid.*, p.83.

<sup>221</sup> *Ibid.*, p.67.

processus de type bonapartiste, du moins à un rapport plébiscitaire entre le chef et le peuple : l'exemple gaulliste est sous leurs yeux. Pour éviter cela, l'édifice partisan doit bouger, Jean Moulin veut « *réhabiliter le rôle animateur et positif des isolés, des hérétiques, des hommes « qui-ne-comprennent-rien-à-la-politique », des « casseurs de partis », des hommes et des organisations qui travaillent sur les fronts les plus divers* »<sup>223</sup> : il faut bousculer les schémas d'organisation traditionnels.

## **§2 : Le rêve du parti multiforme**

Comment, concrètement, peser sur les partis, lorsque l'on n'est qu'un petit groupe, si grandes soient les qualités individuelles de ses membres ? Jean Moulin écarte d'emblée deux solutions envisageables pour les clubs : « *soit d'adhérer individuellement aux partis et de se noyer dans la masse en conciliant, comme ils peuvent, les exigences de leur organisation avec celles du parti, sur lequel ils auront peu d'influence. Soit de lier organiquement leur organisation avec le parti qui continuera d'être dirigé par les hommes de l'appareil et qui considérera qu'il a le monopole du travail politique. On comprend qu'ils soient peu tentés* »<sup>224</sup>. Comment alors participer sans être happé par l'appareil des partis et les logiques qui s'y rattachent ? L'établissement d'un rapport de forces sur la base du nombre d'adhérents n'étant possible pour aucun des clubs, à l'exception notable de la CIR, ils vont contourner le problème en contestant les procédures traditionnelles relatives à l'adhésion et à l'engagement au sein des partis, tout en refusant la prééminence de ces derniers dans la direction de l'action politique.

Pour Jean Moulin, celle-ci est multipolaire : les groupes de pression, commissions techniques, syndicats, etc, ont leur mot à dire car ils maîtrisent un certain nombre de dossiers ; ils doivent donc se voir reconnaître un « *droit d'intervention politique* » car « *il ne saurait [...] plus être question pour les partis de cette attitude simpliste et tranchante qui consiste tantôt à sommer ces organisations de subir le test électoral, tantôt à leur offrir un enrôlement plus ou moins discret* »<sup>225</sup>. Il faudrait faire coexister « *politiques* » et « *hommes de compétence* »<sup>226</sup>,

---

<sup>222</sup> *Ibid.*, p.91.

<sup>223</sup> *Ibid.*, p.71.

<sup>224</sup> *Ibid.*, p.34-35.

<sup>225</sup> *Ibid.*, p.64.

<sup>226</sup> *Ibid.*, p.65.

l'opposition entre les deux catégories manifestant une fois de plus le dédain à l'égard du personnel politique, accusé de démagogie et d'amateurisme. Pour le Club Jean Moulin, la multipolarité de l'action politique implique nécessairement la présence, à côté des partis, de « multiplicateurs », c'est-à-dire des organisations parallèles qui permettent d'assurer un meilleur ancrage dans la société civile, une meilleure écoute des aspirations des citoyens. L'ennemi est bien la concentration de l'action politique aux mains des partis<sup>227</sup>.

Contre le « *parti-armée* »<sup>228</sup>, les clubs veulent imaginer un engagement souple, distancié, une collaboration ponctuelle avec les partis. Ils vont revendiquer un droit d'adhésion « à la carte », un engagement de type nouveau qui remet en cause la vision traditionnelle du militantisme. Le club de Marseille exprime ses exigences vis-à-vis des partis :

*« Qu'ils constituent une équipe nouvelle avec, à parité, des hommes étrangers aux partis mais connus pour leur compétence ou leur autorité dans les syndicats, les mouvements jeunes, la presse, les clubs [souligné par l'auteur]. Qu'ils allient à la gauche laïque traditionnelle la nouvelle gauche chrétienne dynamique. Qu'ils définissent un programme progressiste non utopique pouvant regrouper un tiers des électeurs français. Qu'ils recrutent, à côté des adhérents actuels de leurs partis, des hommes jeunes et qu'ils leur donnent des chances de succès politique [souligné par l'auteur]. Qu'ils organisent leur parti pour la recherche de solutions modernes aux grandes questions du moment. Une chance est offerte à la gauche. Elle est faible »*<sup>229</sup>.

L'aspiration à occuper des postes de responsabilité par les « nouvelles couches » est clairement affichée : celles-ci souhaitent bousculer les états-majors car elles s'estiment plus aptes à conduire la modernisation du pays. Démocratie nouvelle et Jean Moulin ont une revendication commune :

*« Il faut que les partis sortent d'eux-mêmes, recherchent la discussion avec des hommes d'inspiration voisine qui répugnent à s'engager mais peuvent enrichir par leurs compétences et leur information la discussion et la doctrine. Leurs*

---

<sup>227</sup> Georges Lavau évoque « un système de liaison entre un noyau du parti et d'autre part un réseau d'associés ou d'organisations plus ou moins amies. En un mot ce que l'on cherche, c'est la formule peut-être introuvable, d'une sorte de coalition permanente qui permettra d'associer un certain nombre de personnes qui ne voudraient pas entrer avec toute leur force, tous leurs efforts, toute leur capacité de dévouement que pour un certain type d'action, sans se trouver engagés corps et âmes, entièrement, derrière une sorte d'église », cité in MOSSUZ Janine, *op.cit.*, p.54.

<sup>228</sup> Club Jean Moulin, *Un parti pour la gauche...*, p.3.

<sup>229</sup> Club Démocratie nouvelle, *op.cit.*, p.8.

*commissions devraient être permanentes et pas seulement limitées au parti, mais renseignées, alertées, éclairées par des techniciens et des experts [souligné par l'auteur], éventuellement étrangers au parti. Ils devraient soumettre, pour discussions et corrections, leurs projets à la critique d'organismes extérieurs, syndicats, mouvements, clubs. Le travail de formation des cadres devrait se faire dans la même perspective ouverte : large information, pas limité aux publications du parti, mais fournie par des spécialistes compétents [souligné par l'auteur] »<sup>230</sup>.*

Jean Moulin va plus loin encore en préconisant de doubler le parti d'organisations parallèles, officieuses, où seraient représentés syndicats, clubs, mouvements divers ; ces « multiplicateurs » pourraient participer au comité d'organisation des campagnes électorales, à la désignation des candidats, à la vie du parti en général. Cependant, la description se fait ici floue quant à la représentativité de ces nouveaux acteurs, au poids qu'ils pourraient avoir en interne ; les auteurs évoquent de manière très vague de possibles démissions qui auraient un « effet de dissuasion »<sup>231</sup>. Les clubistes réclament donc des sièges en vertu de leur compétence ainsi qu'une adhésion qui ne serait pas complète, en raison de l'enrichissement que représentent ces « vraies écoles de pensée, instituts multiples de recherche et d'élaboration, insoucieux des impératifs à court terme de l'action politique et donc indépendants du parti. Les seuls liens entre ces instituts et le parti ne pourraient être qu'individuels et non structurels »<sup>232</sup>. On peut imaginer les réactions des milieux militants devant ce type de projets d'adhésions non formalisées, de liens au statut mal défini : on est très loin des procédures habituelles, basées sur le rapport de forces entre courants, le caractère formel de l'adhésion (la prise de carte), la hiérarchie des fonctions et des responsabilités.

L'UCRG, sans doute soucieuse de ne pas heurter les militants de front, rédigera un projet plus détaillé et plus respectueux de la « tradition ». Elle s'est prononcée dès sa création pour la reconnaissance de plusieurs niveaux d'adhésion. Elle précise ses vues en 1968 : il faudrait consacrer l'existence de deux niveaux d'adhésion, un classique, un aux « groupements d'affinité (clubs, cercles politiques correspondant aux anciens partis, groupes d'action, etc...) qui sont par définition divers et

---

<sup>230</sup> *Ibid.*, p.5.

<sup>231</sup> Club Jean Moulin, *op.cit.*, p.78.

<sup>232</sup> Club Jean Moulin, note de la commission « structures politiques », 1CJM2, Comité directeur 1962-1964, 25/05/1964, p.2.

*multiplés* », ces groupes devant participer à la désignation des instances responsables « concurrentement avec les élus des adhérents [souligné par l'auteur] »<sup>233</sup>. La structure de base du parti serait l'union départementale, au sein de laquelle les groupements d'affinité auraient un droit de regard sur les adhésions mais ne sauraient disposer de plus d'un tiers des sièges, le même ratio s'appliquant au niveau national ; un organisme d'arbitrage serait créé pour « régler les conflits relatifs à la représentativité des groupements d'affinité »<sup>234</sup>. Ces derniers peuvent être très divers (sociétés d'études, groupes de pression, voire d'anciens partis) : il leur faudrait justifier d'une activité régulière pour être reconnus, ils disposeraient d'une totale liberté d'expression, en échange de laquelle ils ne disposeraient d' « aucune responsabilité de décision »<sup>235</sup>. Un projet plus modéré que ceux de Jean Moulin et de Démocratie nouvelle, mais qui reste ambitieux : il s'agit d'importer en France un modèle de parti inconnu jusque là, évoquant le parti travailliste britannique et ses mouvements affiliés.

Ces théories indisposent les responsables des partis traditionnels, à commencer par ceux de la SFIO, qui veulent n'y voir que manipulation, entrisme et mépris de la démocratie interne. Ils auront beau jeu d'exalter le patriotisme d'organisation face aux « corps étrangers » que représentent les clubs :

*« Les « Moulins » sont une espèce encore mal connue de champignons politiques, assez rares et très recherchés, bien qu'assez dépourvus de saveur, ayant prospéré sur le cadavre de la gauche, il y a quelques années. Or, la gauche finit par aimer ses maladies. Elle entretient donc cette mycose avec soin. En effet, comme les champignons font partie de l'organisme, Les « Moulins » font partie de la gauche. On écoute leurs leçons. On les respecte. Bien bas, on les salue. Pauvre gauche ! Elle a tellement oublié ses valeurs qu'elle ne croit plus qu'en celles des autres. L'idéologie des « Moulins » n'est souvent qu'un humanisme assez plat qui dissimule mal le culte pédant de ce qui existe et un conformisme foncier qui se donne les apparences de la technocratie »<sup>236</sup>.*

La critique du militantisme traditionnel est également mal vécue au PSU, on déplore dans *Tribune socialiste* la dépossession des citoyens :

*« C'est un signe des temps. On n'appelle plus guère la jeunesse à transformer le monde [...]. On les convie à des travaux d'experts en laboratoire. Ecrivez des*

---

<sup>233</sup> UCRG, *Éléments pour le dossier « structures »*, 1SV17, 1968-1969, 14/02/1968, p.2.

<sup>234</sup> *Ibid.*, p.3.

<sup>235</sup> *Ibid.*, p.4. Cette disposition semble en contradiction avec le droit de regard sur les adhésions.

*rapports « riches », « complets », il en restera toujours quelque chose. C'est le symptôme d'une maladie grave. La politique devient l'apanage de minorités spécialisées vouées aux séminaires et aux colloques. Délaissées, les masses demeurent en dehors du jeu qui se joue »<sup>237</sup>.*

La CIR mène également des travaux sur un nouveau type de parti, « multiforme », « travailliste » ou « démocrate-socialiste », mais les conclusions qui s'en dégagent sont bien différentes : pour Charles Hernu, il faut éviter de reproduire le modèle du PSU, trop divisé, et respecter les principes traditionnels du fonctionnement partisan. Certes,

*« Une grande richesse de formes d'accueil à la base est souhaitable : clubs, cercles, sections, etc. Mais la multiplicité est géographique, elle est horizontale, elle ne saurait être verticale. Je veux dire qu'on adhérerait au parti, et non pas à une de ses tendances. La clé de voûte de ce futur parti serait donc sa convention nationale, c'est-à-dire son congrès, congrès dans lequel un militant égalerait un militant, c'est-à-dire une voix, afin de ne pas créer de représentation de mandarinat [souligné par l'auteur] »<sup>238</sup>.*

La CIR se révèle bien moins novatrice que les autres clubs et sa conception du parti est plus « classique » : l'origine de ses membres, rompus au militantisme ainsi que son statut incertain de quasi-parti l'expliquent largement. Sa position plus modérée est également justifiée par le souci de ne pas froisser ses partenaires au sein de la FGDS. C'est à l'intérieur de cette Fédération que les rêves des clubistes vont être mis à l'épreuve de la réalité et des rapports de forces : ils devront y batailler pour obtenir une représentation spécifique (voir *infra*, 2<sup>ème</sup> partie). La FGDS n'atteindra pas le stade de la fusion de ses composantes en un parti multiforme ouvert sur la société civile : la crise de Mai 68 sonnera le glas de ce rassemblement et des espérances des clubistes, reportées pour certains sur le Nouveau parti socialiste créé en 1969, puis sur le Parti socialiste renouvelé après le congrès d'Epinay. Des clubs comme Objectif 72, la mouvance autogestionnaire en général se prononceront aussi pour un nouveau parti, qui serait le carrefour des luttes et mobilisations de la base.

---

<sup>236</sup> MALOT Pierre, « Les Moulins », *Combat*, 11/10/1966.

<sup>237</sup> « La politique malade », *Tribune socialiste*, 16/11/1967.

<sup>238</sup> *Le Monde*, 04-05/02/1968.

Les clubs des années soixante ont en commun le sentiment que les partis ne *peuvent* pas assumer à la fois l'action politique, la réflexion doctrinale, l'élaboration de programmes solidement étayés, la prise en compte des nouvelles aspirations des citoyens (le cadre de vie par exemple) : c'est bien le déficit des *fonctions programmatique et d'agrégation des demandes sociales* qui leur est reproché, tout en reconnaissant le bien-fondé de leur primauté en matière électorale et leur caractère indispensable pour le bon fonctionnement de la démocratie. Il y a selon les clubs un espace spécifique, un type d'action que seuls les « multiplicateurs » sont capables de remplir, car ils privilégient l'aspect technique des dossiers et l'action la plus locale, la plus proche des citoyens, comme le font les GAM.

Le militant politique est placé devant une remise en cause de son modèle d'action traditionnel : on lui signifie qu'il n'est pas toujours le mieux placé pour intervenir au quotidien car il a par trop intériorisé le langage de l'organisation partisane, qui répond à des codes bien spécifiques. Les partis peuvent écouter les propositions des clubistes, qu'il s'agisse de politique étrangère ou de réformes de structures ; en revanche, leur accorder une place à part en vertu de leur expertise ne peut que les heurter. Le problème de l'insertion des structures non-partisanes mène à des contradictions difficilement surmontables : « *ainsi placées au cœur de la fonction partisane, les organisations non partisanes conserveraient cependant leur autonomie par rapport au parti : c'était pousser le « civisme républicain » sur un étroit chemin de crête. Comment les non-partisans pourraient-ils tenir cette position « dedans et dehors », sans être entraînés dans la logique de « camp » créée par la compétition électorale ?* »<sup>239</sup>. Plusieurs membres des clubs, comme Michel Rocard, déplorent l'angélisme des propositions avancées, la sphère non-partisane se révélant bien fragile et divisée lorsqu'il s'agira de peser sur les négociations au sommet. On remarque que la stratégie des clubs vise à intervenir (à l'exception des GAM) à un échelon national, pour peser sur des partis certes critiqués mais objets de tous les espoirs de rénovation. Forts d'une série de constats sur l'état politique du pays, ils ne voient pas arriver un mouvement de contestation beaucoup plus large multiforme qui se produit au printemps 1968.

L'explosion sociale du mois de mai 1968 surprend l'ensemble de la classe politique, tant du côté de la majorité que de l'opposition. La FGDS, déjà stagnante,

---

<sup>239</sup> ANDRIEU Claire, *op.cit.*, p.472.

ne tire aucun bénéfice de la crise politique, François Mitterrand se retrouve fragilisé et se voit accusé d'aventurisme après d'être déclaré prêt à diriger un gouvernement provisoire ; le PCF voit d'un mauvais œil un mouvement qu'il ne contrôle pas. Les clubs réagissent diversement aux événements : l'UGCS soutient les étudiants et appelle à la grève, mais elle constitue l'exception à la règle. La plupart des clubs sont désorganisés par les grèves (les bulletins et lettres de liaison s'interrompent souvent entre avril et septembre) ; ils ne comprennent pas vraiment un mouvement qui entend contester l'ensemble de l'organisation sociale et qui manie un langage bien différent du leur. N'ayant pas les moyens militants d'intervenir efficacement dans le mouvement, les clubs vont pour la plupart « plaquer » leurs interprétations de la situation sur les revendications de tous ordres qui émergent :

- Pour l'ADELS, le mouvement est une révolte contre la centralisation du pouvoir et la mise à l'écart des citoyens des processus de prise de décision, elle tente de mettre sur pied un groupe de recherche « Enseignants 70 » pour mieux s'insérer dans l'actualité mais cette initiative n'a pas de suites ;

- Les membres de Socialisme moderne (composante de l'UCRG) sont hésitants, ils lancent un appel à « remettre en cause les schémas traditionnels qui ont inspiré la réflexion et l'action de la gauche jusqu'à maintenant »<sup>240</sup> ;

- Le Club Jean Moulin semble lui complètement dépassé par les événements. L'attitude de Michel Crozier résume bien l'état d'esprit du cercle de réflexion : professeur à Nanterre, il adresse une « lettre aux étudiants » qui salue leur courage mais les enjoint à imaginer une réforme raisonnée et raisonnable de l'université pour « *mettre fin au système de castes* », « *attaquer [...] ces pierres angulaires du vieux système : les grands concours et les agrégations* »<sup>241</sup>. L'auteur de *La société bloquée* espère que la contestation ne sera pas stérile, mais l'écho d'une telle initiative est très faible, les étudiants n'entendent pas assagir leur mouvement. Jacques Pomonti souhaite lui aussi « *que les énergies dégagées ces jours derniers soient canalisées vers la réalisation d'un ou deux objectifs constructifs et concrets* »<sup>242</sup>. Un communiqué daté du 21 adopte la même tonalité modératrice, critique les revendications sociales irréalistes et « *la démagogie qui oublie toutes les réalités*

---

<sup>240</sup> Lettre aux membres du Comité directeur, 1SV15, 16/05/1968.

<sup>241</sup> Cité in ANDRIEU Claire, *op.cit.*, p.505.

<sup>242</sup> Lettre à un responsable de Radio-Luxembourg, 3CJM6, Dr3, 14/05/1968.

*économiques pour sauver la situation politique* »<sup>243</sup>. « Mai » peut être une chance pour imaginer une nouvelle politique économique et sociale, des réformes aptes à « débloquer » le pays.

Certes, le club estime qu'il serait préférable que le général de Gaulle quitte le pouvoir afin d'éviter une situation insurrectionnelle qui « *risque d'amener un pouvoir autoritaire fondé sur la peur* »<sup>244</sup>. Il souhaite de nouvelles élections, Jacques Pomonti est même candidat aux législatives sous l'étiquette de la FGDS, malgré les réticences du Comité directeur : son résultat (environ 5%) n'est guère brillant, à l'instar de ceux de l'ensemble de la gauche. Le club semble déboussolé par le contexte politique, il se désole à la fin de l'année 1968 tant du regain de vigueur de l'idéologie marxiste, périmée à ses yeux, que de la crispation conservatrice du pouvoir : « *le Club Jean Moulin [...] devrait réagir tout autant contre les facilités technocratiques et le délire gauchiste que devant le gâtisme nationaliste et le conformisme des bien-pensants. Cela signifierait naturellement prendre du champ par rapport à l'action politique [souligné par l'auteur]* »<sup>245</sup>. Le club fait un début d'autocritique en constatant « *un double échec, celui de la FGDS, mais aussi celui de notre approche intellectuelle qui n'était pas assez audacieuse. L'action était ailleurs* »<sup>246</sup>. Le style de ses publications a contribué à lui donner cette image de clubs de fonctionnaires, son engagement à la FGDS n'a pas réussi à renouveler les conceptions et les hommes : « *nous n'avons pas pu faire passer nos idées ni exercer une influence en rapport avec notre prestige intellectuel* »<sup>247</sup>. Il quitte la FGDS à l'automne 1968 pour réfléchir à une redéfinition de son identité.

Le Club Jean Moulin reportera ses espoirs de réforme sur le gouvernement Chaban-Delmas, auquel participent deux de ses adhérents, Simon Nora et Jacques Delors. Un projet de bulletin, intitulé « Un pas de plus, M. Chaban », dresse un constat sombre de la situation :

*« La France fait semblant de jouer le jeu de l'expansion et de la modernisation, mais, en réalité, chaque catégorie sociale réserve son énergie et ne cherche son salut que dans la défense de ses intérêts corporatifs. La guerre de tranchées entre classes et groupes sociaux reste la réalité la plus profondément vécue par chaque Français. Les forces politiques favorables à la modernisation, celles qui veulent*

---

<sup>243</sup> Communiqué du club, 6CJM5, Dr4, 21/05/1968.

<sup>244</sup> Communiqué du club, 6CJM5, Dr4, 29/05/1968.

<sup>245</sup> Lettre intérieure, 1CJM4, Dr4, 19/12/1968, p.6.

<sup>246</sup> Note du Comité directeur, 1CJM2, 11/09/1968.

*sortir de ce jeu en vase clos, sont extrêmement réduites [...]. Les quelques forces novatrices qui ont essayé de percer au cours de la dernière décennie se sont progressivement épuisées sur la forteresse fissurée mais toujours solide de la Société Française traditionnelle »<sup>248</sup>.*

Une analyse assez juste, la politique de la « Nouvelle société » prônée par Chaban-Delmas se heurtant à l'opposition conjointe de la faction conservatrice de la majorité gaulliste et de la gauche. S'ensuit une violente polémique interne, l'image du club se retrouvant à nouveau brouillée : *L'Express* lui reproche de « désertter » l'opposition, soupçon étayé par la tenue d'une réunion-débat avec les Républicains indépendants. C'est le début de la lente mort du club, qui voit ses effectifs ainsi que ses activités s'amenuiser.

- Seule l'UGCS se satisfait de la tournure que prennent les événements, la voie de l'union de la gauche semblant plus dégagée en raison de l'évolution du PCF, qui a désapprouvé l'intervention soviétique à Prague : c'est une brèche dans laquelle il faut s'engouffrer pour « *détacher le mouvement communiste en France des positions dogmatiques staliniennes* »<sup>249</sup>, position bien optimiste au vu du climat anticommuniste qui resurgit à la SFIO.

La crise politique contribue à dynamiser les clubs militants, tandis que le contexte de radicalisation idéologique est de moins en moins favorable à l'approche conciliante des problèmes politiques et sociaux défendue par le groupe des Assises de Vichy. La FGDS n'a pas été crédible en tant qu'alternative politique, la conception d'une transmission technocratique des idées semble avoir vécu : le militantisme traditionnel occupe à nouveau, à l'orée des années 1970, le devant de la scène. La bipolarisation concourt à une « re-concentration » de l'action politique entre les mains des partis.

---

<sup>247</sup> *Ibid.*. On appréciera la modestie du propos.

<sup>248</sup> Projet de bulletin, 1CJM3, Dr1, 22/09/1969, p.3.

<sup>249</sup> *Bulletin politique*, 10, septembre 1968, cité in COURTEAUX Elisa, *Les clubs politiques en mai 68*, mémoire de maîtrise, Paris I, 1995, p.60.

## **CHAPITRE 2 : LA TRANSITION VERS DES FORMES NOUVELLES**

Le phénomène des clubs politiques correspond à un moment précis, celui de l'adaptation des forces politiques aux nouvelles institutions et d'une crise des partis de gauche. La période qui lui succède, celle des années 1970, est placée sous le signe d'un affrontement entre gauche et droite : la première s'est unie sur un Programme commun au contenu assez radical en 1972, la seconde se déchire certes pour la succession du gaullisme mais reste unie pour éviter l'alternance. Ce conflit central produit des effets dans plusieurs directions (Section 1) ; le clivage est cependant contesté par l'apparition de nouvelles aspirations militantes, portées par le mouvement alternatif que constituent les écologistes mais aussi par des intellectuels qui trouvent de moins en moins leur place au sein des partis traditionnels (Section 2).

### **Section 1 : Les effets de la polarisation du champ politique**

La polarisation du champ politique débouche sur plusieurs tendances : la droite découvre l'intérêt des clubs comme outils de réflexion et d'implantation dans la société civile et emprunte en partie les « recettes » de la gauche en la matière (§1) ; certains mouvements refusent par ailleurs de se plier à la logique bipolaire et cherchent à jeter des ponts entre les familles politiques (§2).

#### **§1 : L'imitation de la forme « club » à droite et à l'extrême-droite**

L'exercice prolongé du pouvoir par la droite n'étant pas favorable aux grandes constructions intellectuelles, deux clubs se créent, de manière discrète, en réaction à un pragmatisme gestionnaire lourd de dangers selon eux : le Groupement de recherche et d'études sur la civilisation européenne (GRECE) dès l'année 1968, la crise politique dynamisant les clubs de droite ; le Club de l'Horloge (CDH) en 1974. Ces deux organisations entendent mener un ambitieux travail de réhabilitation des idées conservatrices (d'extrême-droite dans le cas du GRECE) pour reconquérir une « hégémonie culturelle » supposée perdue (A). Le CDH travaille à combattre les idéologies de gauche, en se voulant un aiguillon des forces d'opposition après

l'alternance de 1981 (B), celle-ci entraînant un « printemps des clubs » d'opposition semblable à celui des débuts de la V<sup>ème</sup> République (C).

***A. Une entreprise d' « hégémonie culturelle » : le Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE)***

La mouvance d'extrême-droite est en pleine décomposition à la fin des années 1960 : elle a échoué à sauver l'Algérie française ; la candidature de Jean-Louis Tixier-Vignancourt à l'élection présidentielle de 1965 a été un échec (environ 5% des suffrages) ; les législatives de 1967 tournent à la débâcle pour les candidats du Rassemblement européen de la liberté (créé par le Mouvement nationaliste du progrès lui-même créé en 1966 pour tenter de fédérer les courants nationalistes) ; Mai 68 divise les militants nationalistes, qui se déchirent entre la contestation du régime gaulliste et la lutte contre les mouvements d'inspiration marxiste. Dès l'indépendance de l'Algérie proclamée, à travers la revue *Europe Action* (lancée en janvier 1963) puis les *Cahiers universitaires*, un groupe de militants<sup>250</sup>, engagés dans un premier temps à la Fédération des étudiants nationalistes (FEN, créée en 1960 en réaction au soutien de l'UNEF au FLN algérien), entend rénover la doctrine nationaliste : « ainsi, la rupture significative et décisive, dans l'histoire politique récente de « l'extrême-droite intellectuelle en France, daterait du tournant 1962-63, lorsque l'activisme désordonnée, politiquement marginalisé, décimé ou converti par le pouvoir gaulliste, opéra une mutation et prit conscience de l'absolue nécessité d'une entreprise patiente de « réarmement intellectuel », à la fois idéologique et stratégique »<sup>251</sup>.

Face à la morosité de la situation politique pour l'extrême-droite (les *Cahiers universitaires* publient leur dernier numéro en janvier 1967, *Europe Action* disparaît fin 1966), le GRECE est fondé en janvier 1968, avec un premier bulletin de liaison en mars et le lancement d'une revue, *Nouvelle école*. Le groupement n'a pas encore d'objectifs précis : « à l'époque, nous ne savions pas encore très bien ce que nous

---

<sup>250</sup> Parmi lesquels Alain de Benoist, future tête pensante du GRECE, Pierre Vial, Dominique Venner (ex-membre de l'OAS).

<sup>251</sup> DESBUISSONS Ghislaine, *La Nouvelle Droite (1968-1984). Contribution à l'étude des idées de droite en France*, thèse de doctorat en science politique de l'Institut d'études politiques de Grenoble, 1984, p.48.

*voulions faire, mais nous voulions repartir à zéro* »<sup>252</sup>. Mécontents d'un nationalisme français qui leur paraît vieilli et étriqué, les grécistes entreprennent une réflexion sur des thèmes devenus tabous après la Seconde guerre mondiale : le « réalisme biologique », l'hérédité, les races, le mélange, la sélection, l'eugénisme. Il faut souligner le caractère très particulier des thèses du GRECE, qui veut s'opposer à l'« idéologie égalitaire » (introduite par le christianisme<sup>253</sup> et poursuivie par le socialisme), célébrer les différences et les inégalités, dans une perspective qui ne se réduit pas pour autant au racisme traditionnel de l'extrême-droite : les grécistes préfèrent parler, plus subtilement, d'« ethno-différentialisme » (chaque peuple a ses qualités propres et le mélange est à éviter), rêvent d'un Empire qui redécouvrirait les valeurs de l'Antiquité et l'organisation trifonctionnelle de la société « indo-européenne » (prêtres, guerriers, cultivateurs), condamnent le nazisme pour n'avoir pas résolu la contradiction entre visées impériales et nationalisme ainsi que pour avoir injustement exclu les Slaves ; ils se déclarent « néo-païens » et rejettent l'Eglise catholique. Il est bien difficile de classer le discours gréciste dans les catégories traditionnelles de l'extrême-droite ; ajoutons qu'il condamne tout aussi formellement le libéralisme, bientôt désigné comme l'adversaire idéologique principal et qu'il développera dans les années 1980 une attitude pro-soviétique qui surprendra y compris dans ses rangs. C'est à un discours très habile, maquillé, euphémisé que l'on a affaire : « *Ambiguïté, distanciation, suggestion, jeu de miroirs, non, le langage d'Alain de Benoist n'est pas celui de la communication simple* »<sup>254</sup>.

Ce positionnement idéologique s'accompagne d'un éloignement délibéré du GRECE vis-à-vis du champ politique : pour Pierre Vial,

*« La vocation du GRECE n'a jamais été et ne sera jamais politique. Cela ne signifie pas, de notre part, un quelconque mépris ou une sous-évaluation de la politique, et encore moins du politique. Mais notre raison d'être, notre méthode de travail, nos objectifs sont ailleurs. Ils sont, et resteront, métapolitiques. De ce fait, les appartenances partisanes – ex-majorité et actuelle opposition ou ex-opposition et*

---

<sup>252</sup> « Entretien avec Alain de Benoist », *Elements* [publication du GRECE, NDA], 56, hiver 1965, p.13.

<sup>253</sup> Considéré par Alain de Benoist comme « *le bolchevisme de l'Antiquité* », cité in FROLICH Laurent, *L'influence de la Nouvelle droite sur le Front national*, mémoire de science politique, Paris II, 1993, p.30.

<sup>254</sup> DURANTON-CRABOL Anne-Marie, *Visages de la Nouvelle droite : le GRECE et son histoire*, Paris, Presses de la FNSP, 1988, p.70. Voir cet ouvrage, ainsi que ceux de Ghislaine DESBUISSONS et de TAGUIEFF Pierre-André, *Sur la Nouvelle droite. Jalons d'une analyse critique*, Paris, Descartes&Cie, 1994, pour approfondir le contenu de la doctrine du GRECE, qu'il est très difficile de résumer rapidement.

*actuelle majorité ne nous concernent pas. Le travail que nous avons entrepris [...] n'est en rien conditionné par des échéances électorales* »<sup>255</sup>.

On reviendra plus en détail sur la définition de la « métapolitique » et la stratégie « gramscienne » du GRECE (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie). Il souhaite rester à l'écart de la vie politique immédiate car il ne conçoit son influence qu'à long terme et espère modifier progressivement les valeurs dominantes de la société : le travail intellectuel, culturel, précède toute entreprise politique sérieuse. L'action « immédiate » est condamnée par Alain de Benoist :

*« Vouloir faire en même temps et au même endroit de la politique et de l'idéologie, c'est se condamner par avance. Soit l'on fait un véritable travail de réflexion ; et alors il ne faut pas envisager de faire une carrière politique. Soit l'on satisfait ses ambitions, et le discours idéologique dégénère. L'expérience a d'ailleurs montré que l'« entrisme » pratiqué au nom des idées constitue seulement une bonne manière de rompre avec elles »*<sup>256</sup>.

Reprenant en partie l'analyse de Maurras selon laquelle il faut convaincre en priorité les milieux intellectuels<sup>257</sup>, le GRECE développe l'idée d'une transversalité du combat culturel : *« le combat des idées s'affine au théâtre, en philosophie, en critique littéraire, en biologie, en sciences humaines – beaucoup plus qu'au Parlement »*<sup>258</sup>. Les statuts adoptés en mars 1969 semblent proches d'objectifs de type universitaire : *« étudier et analyser un certain nombre de thèmes d'ordre littéraire, philosophique ou scientifique, en rapport avec l'histoire et l'avenir de la civilisation européenne ; rassembler les principes consacrés à ces études et à ces analyses ; publier, le cas échéant, leurs travaux et coordonner leurs activités d'information »*. Aucune discipline n'est à négliger pour faire reculer l'« idéologie égalitaire » : dès 1969 six commissions sont constituées (médecine-biologie, économie, histoire, sciences humaines, organisations). Si les débuts sont difficiles, notamment d'un point de vue financier, *Nouvelle Ecole* ainsi qu'*Elements* s'étoffent progressivement, le comité de patronage de la première publication attirant à la faveur de la conjoncture politique des intellectuels antimarxistes. Le GRECE essaime sur le territoire, organise colloques et journées d'études ; en 1973 *Eléments*,

<sup>255</sup> Cité in DESBUISSONS Ghislaine, *op.cit.*, p.52-53.

<sup>256</sup> Cité in KAPSILIS Alexandre, *La Nouvelle droite en France*, mémoire de DEA d'études politiques de l'université Paris 2, 1986, p.98.

<sup>257</sup> Il fallait, aux yeux du leader de l'Action française, « monarchiser » le pays avant de rétablir le roi.

initialement bulletin intérieur de l'organisation, est diffusé publiquement ; en 1974 paraît une revue doctrinale (*Etudes et recherches*) ; la construction de l'appareil d'action intellectuelle est parachevée avec la fondation des éditions Copernic en 1976. Le GRECE opte pour la réflexion « pure » à dessein<sup>259</sup>.

Une percée relative, car si Ghislaine Desbuissons estime que l'influence du GRECE, toutes revues et activités confondues, peut toucher quelques dizaines de milliers de personnes, Anne-Marie Duranton-Crabol compte une centaine de membres du « noyau central » (responsables, membres des comités de rédaction, auteurs d'articles, intervenants dans les colloques) et environ 300 personnes dans la « périphérie proche » (des individus qui ont participé à des réunions, des rédacteurs d'articles occasionnels)<sup>260</sup>. Le mouvement connaît de plus des flux de sortie : on observe deux vagues d'abandon en 1973-74 et en 1976-77 ; si le GRECE organise entre 1975 et 1977 trois colloques et deux forums à Paris qui réunissent jusqu'à un millier de personnes, à partir de 1978 les intervenants appartiennent uniquement au noyau central de l'organisation, la sympathie suscitée par l'entreprise semble fléchir. Il est vrai cependant que le GRECE n'entend pas réunir le plus d'adhérents possible mais les meilleurs, sa philosophie élitiste entraînant un recrutement très sélectif (voir *infra*, 2<sup>ème</sup> partie).

La ligne du groupement, mouvante, complexe, ne facilite pas la fidélisation des adhérents. Alain de Benoist appelle à voter pour Valéry Giscard d'Estaing en 1974 devant le péril de l'accession de la gauche unie au pouvoir, ce qui illustre les limites de la prise de distance vis-à-vis du champ politique. Mais les années suivantes le GRECE devient de plus en plus virulent à l'égard du libéralisme (tant économique que culturel) : en 1979 Alain de Benoist déclare : « *je ne me reconnais dans aucune*

<sup>258</sup> DE BENOIST Alain, *Nouvelle Ecole*, 9, été 1969, cité in TAGUIEFF Pierre-André, *op.cit.*, p.169.

<sup>259</sup> « *En choisissant le statut de laboratoire d'idées, le GRECE s'adapte à un climat qui, politiquement, ne lui serait guère favorable. La gauche n'a-t-elle pas lutté contre sa marginalisation par de Gaulle en se dotant de structures de réflexion baptisées clubs ? C'est au plus célèbre d'entre eux, le Club Jean Moulin, que la Nouvelle Droite se compare : « le premier aspect de la recherche peut être qualifié de type CNRS, le second de type Club Jean Moulin. Eh bien, notre vocation est de réaliser le juste milieu entre ces deux formules »* »<sup>259</sup>. Le contexte politique joue en faveur du ralliement à cette nouvelle démarche, les groupes activistes comme Occident ou Ordre nouveau étant dissous respectivement en 1968 et 1972 : « *plus adéquate, la formule du club de pensée [...] peut aussi expliquer la percée du GRECE : son succès doit beaucoup aussi aux types de rapports qu'entretiennent les milieux droitiers avec la vie politique française* », DURANTON-CRABOL Anne-Marie, *op.cit.*, p.33.

<sup>260</sup> « *L'évaluation numérique de la zone d'influence du GRECE corrige donc l'impression de puissance qui se dégage de la lecture de tant de noms célèbres. C'est par la qualité de ses recrues et par le recours systématique aux pseudos que la Nouvelle droite a toujours compensé la faiblesse de ses effectifs* », *ibid.*, p.164.

*des trois droites de René Rémond* »<sup>261</sup>. La ligne idéologique du GRECE devient de plus en plus anti-américaine : au moment où Soljenitsyne fait vaciller la légitimité de l'URSS avec *L'archipel du Goulag*, les « néo-droitiers » découvrent dans le régime communiste des valeurs (primauté de l'armée dans la société, des commémorations, de la discipline, du travail, voire d'un certain nationalisme) plus positives que celles des Etats-Unis d'Amérique, rongés par les valeurs marchandes et égalitaires selon eux. Ils estiment, à l'instar de la Nouvelle droite allemande, que l'influence américaine est « *intrinsèquement plus perverse que celle de l'URSS* »<sup>262</sup>. Ces positions amènent certains, tels François d'Orcival, à prendre leurs distances avec le GRECE ; les rapports avec la famille conservatrice-libérale sont exécrables, mais le groupement n'en a cure : surdéterminé par l'idéologie, « *il se montre, en apparence, indifférent aux conséquences politiques de ses convictions* »<sup>263</sup>. Cependant, placé malgré lui à une surexposition médiatique durant l'été 1979, il va devoir préciser ses positions.

Ce n'est pas de la gauche dont va venir en premier la dénonciation du GRECE mais des milieux catholiques traditionalistes et intégristes, que le néo-paganisme et l'antichristianisme de la Nouvelle droite, ainsi que son soutien à la loi de 1975 sur l'interruption volontaire de grossesse, exaspèrent. Le GARAH (Groupement d'action et de recherche sur l'avenir de l'homme), fondé par un ex-gréciste, appuyé par la Nouvelle Action française (royaliste) et la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), alerte l'opinion dès 1974 sur les dangers des positions du GRECE, eugénistes sinon néo-nazies. Passé relativement inaperçu jusqu'alors<sup>264</sup>, le GRECE va se retrouver au centre de la polémique, suite à un article du *Monde* en juin 1979. Devant justifier ses positions, le groupement sort de l'ombre et dénonce un complot organisé à son encontre, accepte des débats contradictoires et organise même une conférence de presse en septembre 1979. L'entrée d'Alain de Benoist au *Figaro Magazine*, où le GRECE dispose d'un relais en la personne de Louis Pauwels (qui a accepté de faire partie du comité de patronage de *Nouvelle Ecole* dès 1972), n'est pas sans inquiéter la gauche quant à l'influence des thèses de la Nouvelle droite, elle la

---

<sup>261</sup> Cité in DURANTON-CRABOL Anne Marie, *op.cit.*, p.71.

<sup>262</sup> MOREAU P., « Révolution conservatrice et nouvelles droites allemandes », *Les Temps modernes*, 436, novembre 1982, p.913.

<sup>263</sup> DURANTON-CRABOL Anne-Marie, *op.cit.*, p.112.

<sup>264</sup> En 1978 pourtant, Alain de Benoist s'était vu remettre le prix du meilleur essai par l'Académie française pour récompenser l'ouvrage *Vu de droite. Anthologie critique des idées contemporaines*, Paris, Copernic, 1977.

soupçonne d'avoir ses entrées dans les milieux gouvernementaux (Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, a témoigné son intérêt pour les travaux des grecistes). Les anathèmes pleuvent sur le GRECE mais des intellectuels de gauche, regroupés dans le mouvement DIRE (Dialogue, Information, Recherche, Echange), sont bien obligés de constater au cours d'un colloque intitulé « 1970-80 : les années gauche », qu'ils ont sous-estimé la réactivation de la pensée de droite : « à gauche, on n'ose plus parler de « valeurs ». Parler d'éthique paraît dépassé. Que signifierait une société sans différences ? Depuis Sartre, personne n'avait osé donner une philosophie du monde : la Nouvelle droite le tente »<sup>265</sup>. Mais l'influence du GRECE reste limitée et il doit batailler pour se démarquer d'initiatives gênantes, telles la parution d'un *Que sais-je ?* sur les Indo-européens écrit par un universitaire proche de la mouvance néo-droitière, ou encore du soutien d'un groupe de dissidents du Front national dont un des responsables déclare : « pour la première fois dans l'histoire de notre pays, un mouvement de pensée doctrinale s'appuyant sur les traditions profondes et les racines de la race occidentale fait entendre sa voix »<sup>266</sup>.

L'alternance de 1981 bouleverse le paysage politique et le GRECE va s'isoler de plus en plus, à la fois de l'extrême-droite et de la droite parlementaire en refusant l'anticommunisme et le libéralisme qui dominent les discours de ces deux familles politiques, la rupture avec le *Figaro Magazine* se fait notamment sur l'antichristianisme. La ligne ouvertement prosoviétique du GRECE<sup>267</sup> est complètement à contre-courant, il rejette dos à dos gauche et droite et se prononce pour une « troisième voie ». Le choix de la marginalité est durablement assumé, même si nombre de militants grecistes auront du mal à résister aux sirènes de l'engagement politique ; l'URSS disparue, un rapprochement avec le Front national sera en partie facilité (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie). Le GRECE est malgré tout la structure non-partisane qui accorde le plus la priorité à la réflexion, corollairement à un éloignement revendiqué de la sphère des partis. Alain de Benoist développe un véritable mépris pour la droite française, qui se caractériserait par son inculture ; il demeure sceptique sur sa volonté de donner la priorité aux idées après 1981 : « Les idées font leur chemin. Encore faudrait-il que les projets ne demeurent pas des

---

<sup>265</sup> PALMIER J-M (membre du conseil de rédaction de *Révolution*, hebdomadaire du PCF), *Le Monde*, 13-14/05/1980.

<sup>266</sup> Cité in TAGUIEFF Pierre-André, *op.cit.*, p.162-163.

<sup>267</sup> Alain de Benoist déclare qu'il votera pour le PCF en 1984, Pierre Vial affiche de son côté sa sympathie pour Che Guevara, la bande à Baader et les Brigades rouges.

*vœux pieux. Ou, seulement, qu'ils ne fussent pas destinés à remâcher sur le plan théorique des principes et des attitudes dont le caractère erroné vient d'être une fois de plus démontré. Or, de ce point de vue, il n'y a guère de raison d'être optimiste* »<sup>268</sup>.

La campagne de presse de l'été 1979 jette la lumière sur un club assimilé à la Nouvelle droite et qui se saisit de l'occasion pour s'en démarquer nettement : il s'agit du Club de l'Horloge (CDH), sans doute le plus important dans l'histoire des sociétés de pensée de droite, qui lui s'engage totalement dans l'opposition au cours des années 1980.

### ***B. Le Club de l'Horloge***

Le club plonge ses racines dans une des antennes du GRECE, le cercle Pareto, implanté à Sciences-Po Paris dès 1970. Un groupe de jeunes étudiants, dont Yvan Blot, Jean-Yves le Gallou et Henry de Lesquen (actuel président du club), partage l'intérêt du GRECE pour la biologie, la sociobiologie, la justification des inégalités et des hiérarchies « naturelles », la référence à Gramsci sur le rôle des intellectuels. La participation d'Yvan Blot aux activités du GRECE<sup>269</sup> ainsi que les premiers travaux du CDH attestent cette proximité idéologique<sup>270</sup>. Cependant, le club adopte progressivement une orientation très différente de celle du GRECE, tant sur le plan de l'analyse que de la stratégie d'action politique : il entend exercer une influence concrète sur les partis de droite ; il rejette la troisième voie prônée par le GRECE pour lui préférer un libéralisme économique fortement teinté de nationalisme. Il retourne ainsi habilement les accusations d'appartenance à la Nouvelle droite portées à son encontre en se démarquant de grécistes jugés trop marginaux : Yvan Blot critique Alain de Benoist et ses amis, tenants d' « *une réforme intellectuelle, morale, voire spirituelle [...] assez mal nommée, par ailleurs, puisqu'elle n'a aucune ambition en matière politique [...]. Le Club de l'Horloge, club de réflexion politique favorable à la majorité, n'a donc pas, en tant que tel, à prendre position sur les options philosophiques de la Nouvelle Droite* », il préfère se définir comme « *ni de gauche, ni de droite* », mais tout simplement [comme] des nouveaux

---

<sup>268</sup> DE BENOIST Alain, *Orientation pour des années décisives*, Paris, Le Labyrinthe, 1982, p.26.

<sup>269</sup> A un séminaire le 16/04/1972, il déclare qu' « *il faut des esclaves pour que surgisse une nouvelle aristocratie* » ; sur le même registre, à l'Assemblée générale du GRECE le 02/05/1974, il affirme : « *plus une société est évoluée, plus elle est hiérarchisée. De même l'évolution de l'espèce humaine est liée à la différenciation raciale* », *Le Monde*, 27/03/1981.

*républicains* »<sup>271</sup>. On rejoint ici Catherine Rault<sup>272</sup> lorsqu'elle déclare vouloir appréhender le CDH comme une entreprise politique qui agit sur un marché concurrentiel et développe à cet effet des stratégies de distinction: dans l'espace des structures non-partisanes, les acteurs se positionnent (ou sont assimilés) parfois sur un même créneau idéologique et tentent de se démarquer de leurs plus proches voisins afin d'affirmer une identité spécifique. On reviendra plus longuement sur cette question (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie,) afin de mieux cerner les logiques propres à cet espace.

Les responsables du club le répètent sans relâche : « *nous refusons l'étiquette de « Nouvelle droite* » »<sup>273</sup>. La rupture avec cette dernière n'est pas immédiate, la première lettre d'information du CDH évoquant encore un modèle de société « *aussi éloigné des valeurs d'une société marchande que du marxisme totalitaire* »<sup>274</sup>. Mais le choc de l'arrivée de la gauche au pouvoir accélère la mutation du club : « *engagement partisan et bonnes relations avec les milieux politiques contre position strictement culturelle ; individualisme contre anti-individualisme ; libéralisme économique contre étatsisme ; récupération de l'héritage révolutionnaire contre refus de la modernité et retour à l'Antiquité. Le Club de l'Horloge ne peut plus, en 1981, être assimilé au GRECE et à la Nouvelle droite* »<sup>275</sup>.

L'autre aspect de ce travail de présentation de soi est la désignation d'un ennemi politique, à savoir la gauche et son idéologie : « *oui nous sommes de droite et nous allons prouver que ce n'est ni honteux ni dépassé. Le marxisme et les idéologies de gauche en général sont en plein déclin. La voie nous est ouverte* »<sup>276</sup>. Les « horlogers » passent rapidement d'une position défensive à une attitude plus agressive à l'égard de la coalition PS-PCF. Ils vont tenter de démontrer que l'idéologie socialiste, sous ses diverses formes, est incompatible avec les valeurs de la République, car elle divise la nation et livre l'Etat aux féodalités (syndicales notamment) : la stratégie du club est bien de « retourner » chaque argument de

<sup>270</sup> Club de l'Horloge, *Les racines du futur. Demain la France*, Paris, Albin Michel, 1977 ; *La politique du vivant*, Paris, Albin Michel, 1979.

<sup>271</sup> *La Croix*, 13/10/1979.

<sup>272</sup> RAULT Catherine, *Les clubs politiques d'opposition entre 1981 et 1986 : le cas du Club de l'Horloge*, mémoire de DEA de doctrine et philosophie politique de l'université Paris I, 1987.

<sup>273</sup> Cités in *Parlement et Corps constitués*, 19-20, août-septembre 1979, p.15.

<sup>274</sup> *Lettre d'information*, 1, septembre 1980.

<sup>275</sup> RAULT Catherine, *op.cit.*, p.26.

<sup>276</sup> DE LESQUEN Henry, *Le Monde*, 17/02/1979.

l'adversaire contre lui (les discours de la gauche dénonçaient alors les « féodalités financières »). Le CDH ne cesse de prédire « *la fin du socialisme* »<sup>277</sup> : la victoire de la gauche en France survient alors que ce dernier est en reflux partout sur la planète. Partant du constat que la gauche détient tous les leviers du pouvoir, les membres du club en appellent à un travail persévérant de reconquête des esprits et à un bilan critique des années de pouvoir de la droite, le pragmatisme gestionnaire des dernières années du giscardisme étant condamné sans appel :

*« En politique, il existe trois types de stratégie : la stratégie « basse » qui consiste à attaquer sans nuance l'adversaire. Elle est indispensable pour conforter ses propres partisans mais elle ne suffit pas. La stratégie « diagonale », la plus facile à mettre en œuvre, consiste à privilégier le compromis avec l'adversaire. Il faut s'en méfier. Ceux-là mêmes qui ont voulu lui donner un rôle prioritaire ont permis, en définitive, la victoire des socialo-communistes. Enfin, la stratégie « haute » place, elle, l'adversaire en position défensive puisqu'elle s'attache à défendre des valeurs admises par tous les Français et à montrer que l'adversaire, lui, trahit ces valeurs »*<sup>278</sup>.

L'analyse de la défaite de 1981 la mieux partagée par les différentes mouvances de la droite est que la gauche est devenue peu à peu culturellement et idéologiquement hégémonique ; l'ex-majorité, en n'osant pas revendiquer les valeurs de la droite, en déclarant vouloir elle aussi réduire les inégalités, n'a fait que lui faciliter la tâche. C'est l'analyse qu'effectue le GRECE d'une droite qui ne se prévalait dans la campagne électorale de 1981 que d'une gestion présumée neutre, sans avancer aucune valeur permettant de la différencier de l'opposition, son discours se situait « *à l'intérieur du discours culturel de la gauche* »<sup>279</sup>. Un intellectuel modéré comme Raymond Aron n'est alors pas loin de cette appréciation<sup>280</sup>. Les conclusions tirées de cette analyse varient bien entendu selon les acteurs, mais le Club de l'Horloge profite indubitablement d'un contexte de radicalisation à droite : un certain nombre de secteurs militants et intellectuels sont

---

<sup>277</sup> Lettre d'information, 3, 1981.

<sup>278</sup> BLOT Yvan, *Le Monde*, 12/05/1982.

<sup>279</sup> *Pour un gramscisme de droite*, actes du 16<sup>ème</sup> colloque du GRECE, Paris, Le Labyrinthe, 1982, p.14.

<sup>280</sup> « *L'équipe d'Alain de Benoist ne dissimule pas son objectif : reconquérir le pouvoir idéologique qui appartient à la gauche, même quand des hommes dits de droite gouvernent le pays. Or, sur ce point, je suis d'accord avec elle. A l'exception des survivants de l'Action française et des fascistes ou nationaux-socialistes à peu près invisibles, tous les partis se réclament, en gros, des idées dites de gauche, à savoir libérales et démocratiques. Les socialistes reprochent aux gouvernements de droite de ne pas réduire les inégalités [...], mais les porte-parole de la droite ne répliquent pas, ou*

exaspérés par les concessions idéologiques faites à la gauche et entendent réaffirmer une identité plus dure. La critique à la fois des aspects sociaux du gaullisme (qui défendait l'idée de participation des travailleurs à la marche des entreprises) et des aspects libéraux du giscardisme (IVG, abaissement de l'âge de la majorité, etc) est d'autant plus vive que les pays anglo-saxons voient la victoire de droites décomplexées, Margaret Thatcher en Grande-Bretagne et Ronald Reagan aux Etats-Unis professant un libéralisme économique radical joint à une défense des valeurs traditionnelles (famille, discipline, etc) : pourquoi ne pas imiter ces modèles qui semblent porteurs ?<sup>281</sup>.

Le CDH se fixe un objectif ambitieux, celui d'être l'aiguillon de la droite parlementaire, qui ne peut espérer revenir au pouvoir sans « *un projet républicain pour vaincre le socialisme* »<sup>282</sup>, un programme cohérent et radical capable de réunir une majorité d'électeurs. Recourant volontiers aux métaphores militaires, le club veut « *être le fer de lance de la restructuration de la droite RPR-UDF* »<sup>283</sup> ; « *à l'avant-garde de la majorité idéologique* »<sup>284</sup> ; « *développer le projet politique de stratégie haute de contournement du socialisme sur ses positions. C'est ainsi que nous vaincrons le socialisme en France* »<sup>285</sup>. Attaqué par Pierre Mauroy à l'Assemblée nationale en décembre 1981, il gagne en notoriété : ses colloques attirent la presse, ses ouvrages aux titres parfois provocateurs<sup>286</sup> rencontrent un certain écho. Si le CDH souhaite conserver son indépendance, sa stratégie d'influence l'amène à entretenir des relations avec les partis, la double appartenance de ses responsables est fréquente : Henry de Lesquen est encarté au RPR de 1977 à 1985 (date à laquelle il devient président du club) ; Michel Leroy est proche d'Alain Madelin ; Jean-Yves le Gallou siège au bureau politique du Parti républicain ; Yvan Blot, déjà administrateur civil au ministère de l'Intérieur à l'époque de Michel Poniatowski, rejoint le RPR dès 1976. Directeur de cabinet de Jacques Chirac jusqu'en 1983, il profite de cette position stratégique pour peser sur les discours et la

*le font avec gêne, qu'une hiérarchie, économique et politique, est à la fois inévitable et nécessaire au bien commun* », ARON Raymond, *Mémoires*, Paris, Plon, 1985, t.2, p.979.

<sup>281</sup> La référence aux pays anglo-saxons néglige souvent les spécificités françaises : voir *infra*, Chapitre 2.

<sup>282</sup> *Lettre d'information*, 8, printemps 1982.

<sup>283</sup> DURAND Géraud, *Le Club de l'Horloge dans la recomposition conservatrice des années 80*, mémoire de DEA de science politique de l'université Paris 2, 1994, p.32.

<sup>284</sup> *Lettre d'information*, 26-27, 3<sup>ème</sup> trimestre 1986.

<sup>285</sup> BLOT Yvan, *Le Monde*, 15/09/1982.

stratégie du RPR (il participe à la cellule « argumentaire » lors de la campagne de 1981), entreprise couronnée de succès puisque le discours du maire de Paris s'éloigne peu à peu des seules références gaullistes pour défendre les idées libérales et conservatrices<sup>287</sup>. Il ne faut certes pas surestimer l'impact du CDH, les évolutions idéologiques de la droite et en particulier du RPR répondant à d'autres considérations, dont la nécessité de se démarquer du giscardisme. Néanmoins, à travers la construction de ces réseaux d'appartenances multiples, le CDH diffuse la pensée d'auteurs jusque là ignorés ou négligés par la droite française, tels Ludwig von Mises, Friedrich Hayek ou encore Milton Friedman ; il réhabilite le concept de nation, contribue au développement d'un discours « musclé » sur l'immigration : il s'agit bien de décomplexer l'opposition, qui « *n'a pas de leçon de morale à recevoir des socialistes* »<sup>288</sup>.

Le CDH se distingue d'autres clubs de droite par son refus de la stigmatisation du Front national, qui effectue une percée électorale à partir de 1983 après une longue « traversée du désert » pour l'extrême-droite. Le club entend œuvrer à la constitution d'un front le plus large possible des mécontents de la politique gouvernementale (victimes de « l'insécurité », chefs d'entreprise, militants associatifs...) et refuse à ce titre de rejeter cette frange de l'électorat : « *la forme la plus dangereuse de l'extrémisme totalitaire est représentée par le PC qui siège au gouvernement. L'opposition ne doit pas admettre qu'une fraction du corps électoral soit mise à l'index, parce qu'elle serait jugée « fasciste »* »<sup>289</sup>. Conscient des dangers de la division, le CDH tente de peser en faveur d'un ancrage à droite et non dans d'incertaines recompositions au centre : « *l'opposition ne saurait [...], sans s'affaiblir, ni se diviser, rejeter aujourd'hui le courant formé sur sa droite par les exaspérés du socialisme et les déçus de l'opposition* »<sup>290</sup>. S'il ne peut à lui seul avoir un impact décisif sur les alliances de la droite, le club permet aux adhérents du RPR ou de l'UDF de rencontrer ceux du FN, il joue incontestablement un rôle de « passerelle » entre ces différents courants (voir *infra*, 2<sup>ème</sup> partie).

---

<sup>286</sup> Par exemple *Socialisme et fascisme : une même famille ?*, Paris, Albin Michel, 1983.

<sup>287</sup> En 1982 Jacques Chirac évoque les « *injustices du socialisme* », reprenant tel quel l'intitulé du dernier colloque du club.

<sup>288</sup> *Lettre d'information*, 15, 4<sup>ème</sup> trimestre 1983.

<sup>289</sup> *Ibid.*

<sup>290</sup> *Lettre d'information*, 18, 3<sup>ème</sup> trimestre 1984.

Malgré les changements d'orientation importants de la politique gouvernementale<sup>291</sup>, le CDH maintient la même ligne d'opposition frontale : l'appel de Max Gallo au réveil des intellectuels de gauche dans *Le Monde* du 26 juillet 1983 montre bien « *le désarroi intellectuel des socialistes* », mais l'opposition ne saurait « *compter seulement sur ce rejet massif du socialisme par l'opinion. Elle doit transformer la déception en adhésion à ses principes, à son projet* »<sup>292</sup>. Le club nie qu'il y ait une évolution de la gauche au pouvoir, selon lui les idées collectivistes et étatistes restent dominantes, le recentrage idéologique un simple leurre. Pour éviter tout « *flottement idéologique et stratégique* »<sup>293</sup>, il est indispensable d'établir un programme de rupture avec le socialisme, un autre exemple étranger sert à Yvan Blot de point d'appui à la démonstration :

*« En 1976, une alliance des centristes, des libéraux et des conservateurs gagna les élections en Suède en proposant une soi-disant politique du juste milieu. Largement acquis aux valeurs de la social-démocratie et prisonniers des structures bureaucratiques et syndicales existantes, les partis bourgeois suédois se contentèrent d'être d'honnêtes gérants du socialisme. Conséquence de leur attitude : la social-démocratie est revenue au pouvoir en 1982. L'opposition française doit éviter de céder à la tentation suédoise. Elle doit refuser les appels au compromis lancés par le gouvernement qui rêve de créer une tendance fabienne en son sein. La social-démocratie molle n'est pas plus acceptable que le socialisme dur. L'opposition doit, pour 1986-1988, se préparer à rompre avec le socialisme, non à le gérer »*<sup>294</sup>.

Le CDH est caractérisé par la permanence, la cohérence de sa ligne d'action : il œuvre inlassablement pour l'élaboration d'une plate-forme électorale au contenu idéologique radical pour l'opposition de droite et se méfie des tendances centristes d'une partie de celle-ci ; des personnalités comme Edmond Alphandéry (député UDF) ou Philippe Séguin (représentant de la mouvance « gaulliste-sociale ») dénoncent respectivement un club qui véhicule des « *relents de pétainisme* » et se

---

<sup>291</sup> « Tournant de la rigueur » en 1983, recul sur la réforme de l'enseignement, départ des ministres communistes.

<sup>292</sup> *Lettre d'information*, 14, 3<sup>ème</sup> trimestre 1983.

<sup>293</sup> *Lettre d'information*, 18, 3<sup>ème</sup> trimestre 1984.

<sup>294</sup> *Le Quotidien de Paris*, 03/10/1984.

situé « *aux limites de l'extrême-droite classique style GRECE et de l'extrême-droite mondaine style Figaro-Magazine* »<sup>295</sup>.

Les deux limites de l'action du club sont là : le rôle majeur assigné par le CDH aux idées l'amène à se vivre comme un « tuteur » des partis, un professeur exigeant qui sera déçu par la prestation de ses « élèves » revenus au pouvoir en 1986-88, qui feront preuve malgré tout d'un certain pragmatisme (voir *infra*, 2<sup>ème</sup> partie) ; son positionnement à la lisière de l'extrême-droite, vers laquelle certains de ses membres se tourneront, l'isole (certes moins que le GRECE) d'une frange de l'opposition rétive à tout rapprochement avec le FN. Il est néanmoins un symbole de l'état d'esprit qui règne dans l'opposition après 1981, puisqu'on assiste à une floraison de clubs qui évoque la période des années 1960.

### ***C. L'alternance de 1981 et le « printemps des clubs »***

Il ne s'agit pas ici de revenir en détail sur la campagne électorale de 1981, qui débouche sur la double victoire, présidentielle et législative, de la gauche, mais de souligner ses effets sur une droite divisée et traumatisée par la perte d'un pouvoir conservé depuis 1958. Désespérée, souffrant d'un « *étrange vide intellectuel* »<sup>296</sup>, l'opposition connaît un véritable bouillonnement, veut comprendre les causes de son échec et les moyens de reconquérir le pouvoir. Une nouvelle génération politique, critique vis-à-vis de partis qui se déchirent<sup>297</sup>, souhaite s'engager contre le pouvoir socialiste mais de manière différente : « *l'exemple des clubs de gauche dans les années soixante était là pour démontrer que le rayonnement ou l'influence politique peut s'acquérir ailleurs que dans les formations partisanes* »<sup>298</sup>. Intellectuels et responsables politiques convergent pour souligner le rôle des clubs : pour Raymond Aron, « *voici venu le temps des sociétés de pensée* »<sup>299</sup> ; Jacques Blanc (secrétaire général du Parti républicain) considère que « *la priorité va aujourd'hui à la bataille*

---

<sup>295</sup> Cités in FREMONTIER Jacques, *Les cadets de la droite*, Paris, Seuil, coll. « Points », 1984, p.190-191. Philippe Séguin met en garde l'opposition à la veille des élections de 1986 : « *dans l'opposition, on s'obstine à nier que les socialistes aient abdiqué quoi que ce soit de leurs orientations initiales ; on affecte de croire que la marxisation de la société est, plus que jamais, en marche.* », *Réussir l'alternance. Contre l'esprit de revanche*, Paris, Robert Laffont, 1985.

<sup>296</sup> COLARD Daniel, « Réflexions sur le renouveau des clubs politiques après l'alternance du 10 mai 1981 », *Pouvoirs*, 25, avril 1983, p.158.

<sup>297</sup> Rappelons l'inimitié qui oppose alors Jacques Chirac à Valéry Giscard d'Estaing, le second reprochant au premier de l'avoir fait délibérément perdre l'élection présidentielle.

<sup>298</sup> *Ibid.*, p.159.

<sup>299</sup> *L'Express*, 26/06/1981.

*des idées. C'est un terrain que nous avons peut-être trop laissé à d'autres antérieurement* »<sup>300</sup>.

C'est en effet une « *nouvelle épidémie* »<sup>301</sup> de clubs qui se produit : à l'instar de leurs prédécesseurs, ils entretiennent des rapports de proximité variables avec les formations traditionnelles et accordent plus ou moins d'importance à la réflexion. On retrouve assez peu la catégorie des clubs de pédagogie civique (tels Citoyens 60), bien davantage des clubs militants souhaitant s'engager pleinement dans l'action politique :

- Le Club 89 : lancé dès 1981 par Michel Aurillac et Alain Juppé, ce club s'inscrit clairement dans la mouvance du RPR. Regroupant environ 3000 adhérents, à Paris mais aussi en province, il met en place des commissions et groupes de travail spécialisés pour élaborer un projet politique conséquent. Il développe comme le CDH un discours libéral mais de manière moins radicale et plus « utilitaire » avec des ouvrages thématiques<sup>302</sup>. Laboratoire de réflexion, il est pour Jacques Frémontier un « *simple appendice [...] du RPR* »<sup>303</sup> ; pour Alain Juppé c'est « *un lieu d'accueil pour ceux qui ne veulent pas franchir le pas de l'inscription à un parti* »<sup>304</sup>. On retrouve ici le rôle de « sas » ou d'antichambre des partis joués par les clubs, qui bénéficient d'une meilleure image en termes de fonctionnement.
- Les Comités d'action républicaine (CAR) : créés également en 1981 par Bruno Mégret, ils évoquent les Comités de défense de la République lancés en juin 1968 par leur présence sur le terrain (ils mènent par exemple une campagne de vérification des rayonnages des bibliothèques publiques en 1983, afin de vérifier la neutralité de celles-ci), mais leur activité intellectuelle ainsi que leur volonté de transformer les partis les rapproche de la famille des clubs. Ils se définissent comme « *un mouvement en prise directe sur l'opinion* »<sup>305</sup>. Organisés en secteurs (étudiants, élus...), regroupant jusqu'à 8000 adhérents en 1983, les CAR développent des analyses proches de celles du CDH et reprochent à l'ancienne majorité de nourrir un « *complexe de gauche* »<sup>306</sup> qui a

---

<sup>300</sup> *Le Monde*, 04/09/1981.

<sup>301</sup> *Le Quotidien de Paris*, 21/09/1981.

<sup>302</sup> Par exemple *Libérer la communication*, Paris, Albatros, coll. « Club 89 », 1984.

<sup>303</sup> *Op.cit.*, p.188.

<sup>304</sup> *Ibid.*

<sup>305</sup> *Le Courrier des Comités d'action républicaine*, 12, février 1984.

<sup>306</sup> *Demain le chêne. Pour la France, contre le socialisme*, Paris, Albatros, 1982, p.46.

entraîné sa défaite. Des formules ambiguës telles que la « Nouvelle société » de Chaban-Delmas, le « travaillisme à la française » évoqué par le manifeste du RPR en 1976 ou le « libéralisme avancé » prôné par Valéry Giscard d'Estaing auraient nourri une spirale de concession à l'adversaire : « à valoriser les idéaux de la gauche et même à les reprendre à son compte, l'ancienne majorité en vint peu à peu à les réaliser et à appliquer avant elle une partie du programme socialo-communiste »<sup>307</sup>. Une faiblesse intellectuelle qui se conjugue avec les nombreux travers du personnel politique, qui resurgissent à l'occasion des élections municipales de 1983 : « une opposition traversée par des querelles de personnes, des listes d'union édifiées sur des disputes intestines, des coups bas et des rancoeurs justifiées, des candidatures « apolitiques » formant des équipes scissionnistes et qui rompent en réalité une unité ouvertement lézardée ; des politiciens empêtrés dans la bataille pour l'assiette au beurre et qui attendent le succès d'un retournement du vent dominant offert par le ciel avec un électorat sans enthousiasme et non gagné par la force de persuasion »<sup>308</sup>.

Cette analyse sévère n'est pas sans rappeler la critique du fonctionnement des partis faite par les clubs des années soixante: à la différence du Club 89 et du CDH, les CAR entendent mener la révolte de la « base » contre les états-majors, estimant que « l'opposition ne se réduit [...] pas aux partis. Beaucoup plus riche, beaucoup plus vivante, l'opposition c'est d'abord l'ensemble des Français qui refusent le pouvoir actuel »<sup>309</sup>. Partisans d'une ligne dure mêlant ultralibéralisme économique et discours sécuritaire, ils tenteront de former un pôle autonome des clubs avec la Confédération des associations républicaines (CODAR) en 1984, pôle qui sera en fait le vecteur du rapprochement des CAR avec le FN (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie).

- Le Groupe de recherche, d'action et de liaison des libéraux (GRALL) : créé en 1981, animé entre autres par Alain Madelin et Charles Millon, ce laboratoire de réflexion souhaite diffuser le libéralisme économique, plus particulièrement dans sa version américaine.

---

<sup>307</sup> *Ibid.*, p.47.

<sup>308</sup> *Le Courrier des Comités d'action républicaine*, 3, printemps 1983, p.1.

<sup>309</sup> *Le Courrier des Comités d'action républicaine*, 11, novembre 1983, p.3.

- Le Cercle Périclès : rassemblant des adhérents du RPR et de l'UDF, ce club est actif notamment lors du débat sur les nationalisations. Il publie aussi un projet de gouvernement<sup>310</sup>.
- L'Institut de prospective politique, que l'on peut regrouper avec le Centre d'information et de recherches conjoncturelles et le Conseil pour l'avenir de la France : créés respectivement par Michel Poniatowski, Michel d'Ornano et Valéry Giscard d'Estaing, ces trois organisations semblent traduire le souci pour la mouvance giscardienne de ne pas laisser le monopole de la réflexion aux chiraquiens et à la gauche.
- Le Club Condorcet, cercle de réflexion implanté en milieu étudiant proche du RPR.
- Printemps 86 : fondé en 1984, il entend comme le CDH contribuer à l'élaboration d'une plate-forme électorale radicale pour l'opposition, allant jusqu'à préparer des projets de lois à appliquer immédiatement une fois le pouvoir conquis (voir *infra*, 2<sup>ème</sup> partie).
- Les Nouveaux Démocrates, club lancé en 1984, résume une opinion partagée par de nombreux militants : les partis, « *faute d'avoir souhaité ou accepté un renouveau du personnel politique, se sont condamnés à faire du retour au passé leur principal objectif et de la continuation de leurs rivalités leur moyen privilégié d'expression politique* »<sup>311</sup>.

A ces clubs « généralistes » s'ajoutent des organisations de moindre envergure, souvent spécialisées dans un secteur social ou professionnel, telles que Science et société (Christian Devaquet), Justice et République ou encore l'Association Femmes-Liberté, que l'on n'inclura pas dans l'analyse. A ce stade, il faut souligner que les clubs de droite, s'ils sont assez nombreux, semblent dès leur création nourrir de moindres ambitions que leurs prédécesseurs de gauche : seule une minorité d'entre eux se prononce pour une modification substantielle du fonctionnement des partis ; très peu entendent contester leur monopole électoral. Michel Aurillac, président du Club 89, l'exprime sans détour :

---

<sup>310</sup> *Les Cent premiers jours*, Paris, Albatros, 1985.

<sup>311</sup> *Le Monde*, 18/04/1984. Ce club semble avoir eu une activité et une durée de vie assez limitée. Il faut souligner le grand nombre de clubs créés à cette période, mais dont la consistance est extrêmement variable.

« Rien ne peut remplacer la structure et la mission d'un parti politique ; c'est lui, et lui seul, qui participe aux échéances électorales et anime le suffrage universel. Il doit, pour cela, bénéficier d'une organisation cohérente et obéir à une ligne. Le rôle d'un club est totalement différent et non substituable. Il est un réservoir d'idées, un poil à gratter, il avance des propositions, il peut être désavoué sans risque. Il est, en effet, par nature, irresponsable. Mais, le moment venu, le club doit s'effacer pour laisser la place au parti politique »<sup>312</sup>.

La répartition des tâches semble actée par la plupart des clubistes des années 1980, il faut y ajouter la méfiance des partis par rapport à des réseaux qu'ils ne contrôlent pas : ainsi l'UDF réunit-elle son bureau politique fin 1981 pour décider si « l'engagement dans certains clubs ou associations est compatible avec l'appartenance à l'UDF »<sup>313</sup>.

Une partie des clubs rêve d'une existence autonome ; un débat qui se tient en octobre 1982 a pour thème : « les clubs sont-ils la troisième force de l'opposition [à côté du RPR et de l'UDF, NDA] »<sup>314</sup>. Certains participants y évoquent le souhait de voir se réaliser un « Epinay » de la droite, faisant place à des hommes capables d'assurer le renouveau, mais la plupart soulignent le risque de perte d'identité en cas d'engagement dans la compétition électorale, une solution de compromis consistant à réclamer un tiers des places sur les listes est évoquée. On reviendra plus longuement sur les différentes tentatives de regroupement de clubs de cette période (voir *infra*, 2<sup>ème</sup> partie), qui resteront pour la plupart sans véritable impact. Les partis de droite prennent néanmoins en compte les idées et propositions émises par les clubistes, qui partagent pour la plupart une idéologie libérale ou néo-libérale. Celle-ci se révèle attrayante aux yeux d'une génération qui n'a pas connu la Résistance, pour laquelle la référence gaulliste paraît de plus en plus lointaine, son adhésion aux valeurs individualistes étant favorisée par la réaction à la politique de la gauche. Si les partis de droite ne voient pas leurs structures évoluer, la redécouverte du libéralisme « *a transité pour l'essentiel par des sites extérieurs aux organisations partisanes* »<sup>315</sup>.

L'existence d'un antagonisme fort entre deux camps politiques opposés n'a pas que des effets centrifuges, favorisant la radicalisation : la mouvance centriste tente

---

<sup>312</sup> *La Vie Française*, 30/01/1984.

<sup>313</sup> « Les partis de l'UDF s'inquiètent de la prolifération des clubs », *Le Monde*, 13-14/12/1981.

<sup>314</sup> *Le Matin*, 09-10/10/1982.

<sup>315</sup> BAUDOIN Jean, « Le « moment néo-libéral » du RPR : essai d'interprétation », *RFSP*, 6, 1990, p.839.

de s'opposer à la mise en place du « quadrille bipolaire » décrit par Maurice Duverger.

## **§2 : Les clubs centristes**

Les recompositions incertaines de la gauche non-communiste ont divisé la famille centriste, le MRP se révélant très divisé vis-à-vis d'un éventuel rapprochement avec la SFIO. La tentative de constituer une grande Fédération de Gaston Defferre ayant échoué, le centre dispose d'un candidat autonome en la personne de Jean Lecanuet à l'élection présidentielle de 1965. Celui-ci, ayant obtenu un score honorable (environ 15% des suffrages), lance le Centre démocrate en février 1966. Hostile, tout comme Jean-Jacques Servan-Schreiber qui prend la tête du Parti radical dans la même période, au PCF, il affirme : « *ma conviction, c'est que l'entente pour gouverner est possible depuis les libéraux de progrès, franchement séparés d'une droite autoritaire, conservatrice, nationaliste, jusqu'aux socialistes d'évolution, franchement séparés des objectifs du PC* »<sup>316</sup>. Mais face à la bipolarisation de la vie politique et à la concurrence des Républicains indépendants de Valéry Giscard d'Estaing, ce projet de rassemblement échouera, notamment à l'occasion des élections législatives de 1973 où le Mouvement réformateur, qui regroupe des petites formations de centre-droit et de centre-gauche, n'arrive pas à percer<sup>317</sup> et disparaît quelques années après. Comme l'explique Maurice Duverger, « *Les centristes se sont trouvés acculés à choisir entre la droite et la gauche parce que la structure des élections et des partis ne leur permettait plus une tierce position* »<sup>318</sup>. La scission du Parti radical donnant lieu à la création du Mouvement des radicaux de gauche l'année précédente illustre le poids de la contrainte bipolaire sur le centre.

Cela n'empêche pas la création répétée de clubs ayant vocation à faire dialoguer la majorité et l'opposition et/ou qui espèrent recréer une force conséquente au centre ; mais en fait il s'agit souvent d'entreprises politiques lancées par des personnalités en marge de leur famille politique, telles Max Lejeune, député

---

<sup>316</sup> Cité in LEPARDERE Stéphane, *Le Centre démocrate*, mémoire de DES de science politique de l'université Paris 2, 1974, p.61.

<sup>317</sup> La presse évoque en 1972 la tenue d'une Convention des clubs réformateurs, produit de la fusion des clubs Ciel et terre et Action et Réforme mais on ne dispose malheureusement d'aucune information sur ces deux organisations.

<sup>318</sup> *Le Monde*. 15/03/1973.

socialiste hostile à l'alliance avec le PCF qui crée le club Dialogue socialiste en 1976 : le PS indique immédiatement qu'y adhérer entraînera l'exclusion de ses rangs. On peut citer également le Club Louise Michel, créé en 1977 par Janette Brutelle ; République et Démocratie (R&D), lancé par Jean-Pierre Prouteau (vice-président du Parti radical valoisien) en 1978 pour « *promouvoir une nouvelle génération de centre-gauche* »<sup>319</sup> et à terme créer un nouveau parti. La même année se tient la convention nationale du Carrefour social-démocrate (CSD), animé notamment par Olivier Stirn, Lionel Stoleru et Bernard Stasi<sup>320</sup>, qu'ils définissent comme un « *point de rencontre d'idées et de projets ouvert à tous, engagés ou non dans un parti politique. Le Carrefour social-démocrate n'est pas une structure partisane, mais un lieu de dialogue, de réflexion et de proposition* »<sup>321</sup>. Soutenant la politique du gouvernement et développant une réflexion sur les moyens de contrer la gauche, le CSD entend reprendre à son compte le vocabulaire de celle-ci, évoque la poursuite d'une troisième voie entre collectivisme et libéralisme, « *le socialisme du quotidien [...], le socialisme du possible, [...], le socialisme de l'Europe* »<sup>322</sup>, d'où les futures critiques des clubs de droite que l'on a évoquées plus haut relatives au « socialisme rampant » de la mouvance giscardienne.

En juillet 1979, le CSD, R&D, le Club Louise Michel et le mouvement Initiative républicaine et socialiste (créé par Léo Hamon en 1976) signent une déclaration commune sur la nécessité de donner au centre-gauche ses propres moyens d'expression ; Janette Brutelle tente de lancer à la fin de la même année l'Union pour une nouvelle action politique afin de regrouper les « *socialistes de dialogues* » et d'être « *en position d'arbitre dans les joutes politiciennes* »<sup>323</sup>. Un comité de liaison est mis en place début 1980 entre les différentes organisations de centre-gauche ; une « journée des clubs » a lieu en juin 1980 : les mouvements centristes espèrent une réunification des radicaux et un dialogue constructif avec une partie de la famille socialiste mais l'alternance de 1981 empêchera ce projet. L'espace politique des clubs est alors restreint, les tentatives pour créer une force autonome affrontent une situation bien plus difficile que leurs prédécesseurs, « *car*

---

<sup>319</sup> *L'Aurore*, 01/11/1978.

<sup>320</sup> Celui-ci a également créé les clubs Démocratie nouvelle (à ne pas confondre avec le club de gauche basé à Marseille dans les années 1960) en 1977, en tant que troisième composante du Centre des démocrates sociaux (parti centriste fondé en 1976).

<sup>321</sup> Documents de la convention nationale du Carrefour social-démocrate, BDIC, 28-29/01/1978.

<sup>322</sup> *Le Questionnaire social-démocrate*, BDIC, janvier 1978.

*toujours se profilent les références du passé, notamment celles de la réunion des clubs au sein de la CIR ou des Assises de Vichy en 1964. Mais sans le succès – dans un autre contexte il est vrai – de leurs devanciers »<sup>324</sup>.*

A côté de ces clubs oeuvrant pour des recompositions politiques apparaît un cercle plus tourné vers la réflexion, dénommé dans un premier temps « Association 1973-80 », animé par Jacques Delors, Jacques Chaban-Delmas ou encore le fils de François Bloch-Lainé<sup>325</sup>. Il devient officiellement Echanges et Projets en février 1974<sup>326</sup>, annonce qu'il compte 120 adhérents. Le profil de ces derniers évoque la composition du Club Jean Moulin, car ils rejettent tout autant les barons gaullistes que le verbalisme révolutionnaire de l'alliance PC/PS, un effet de génération rentrerait ici en compte : « *ce n'est pas non plus un hasard si beaucoup des hommes qui animent ces clubs appartiennent à la génération des 40-50 ans. C'est la génération que le changement de République, en 1958, a mise en porte à faux. Ils étaient trop jeunes pour avoir participé à la naissance du MRP. Et lorsqu'ils auraient pu devenir les cadres d'un mendésisme déradicalisé, celui-ci s'est trouvé englouti par la rupture de 1958. Ce sont des orphelins de la politique »<sup>327</sup>. Echanges et Projets se veut un lieu de réflexion ouvert et éloigné de l'action politique immédiate, ses membres refusent de choisir un camp : « *nous ne serons pas les raccommodeurs de porcelaine du gouvernement. [...] Nos projets peuvent être repris par la majorité ou par l'opposition »<sup>328</sup>. Le premier numéro de la revue du club porte sur des sujets concrets : le service militaire, la condition des immigrés, l'emploi.**

D'autres tentatives isolées ont lieu dans les années 1980 : le député Charles-Emile Loo lance en 1985 le club Nouveau débat, pour essayer d'atténuer l'antagonisme entre gauche et droite. Ce n'est que très progressivement que la mouvance dite de la « deuxième gauche » va reconquérir du terrain : le club Démocratie 2000, créé en 1985, tient la même année un colloque durant lequel les intervenants remettent en cause les certitudes de la gauche sur l'entreprise, la sécurité sociale, et évoquent la nécessité de réintroduire une dose de libéralisme

<sup>323</sup> Citée in BAUMAN Serge, « Le renouveau des clubs ? », *Revue politique et parlementaire*, 898, mai-juin 1982, p.77.

<sup>324</sup> BAUMAN Serge, article cité.

<sup>325</sup> *Le Monde*, 21/03/1973.

<sup>326</sup> *L'Express*, 11/02/1974.

<sup>327</sup> *La Croix*, 10-11/02/1974.

<sup>328</sup> *Ibid.*

économique dans la matrice de la social-démocratie. La Fondation St Simon, à travers ses notes et le dialogue qu'elle fait naître entre le monde de l'entreprise et les intellectuels de gauche, contribue aussi à faire évoluer les dogmes traditionnels de la gauche.

Cette démarche d'élaboration de réformes précises, à distance des partis politiques, préfigure la vague des clubs de centre-gauche qu'on observera dans les années 1990 et 2000 (voir *infra*).

Les années 1970 sont marquées par un net reflux du phénomène des clubs, à gauche en raison de la constitution de l'alliance PS-PCF (qui a tranché le débat initié dans les années 1960) et de l'intégration d'un certain nombre de clubs dans le premier ; à droite et au centre, car si les organisations créées sont plus nombreuses, il s'agit souvent d'expériences éphémères, de « cellules auxiliaires » d'hommes politiques dont la position est fragile. Si *Le Quotidien de Paris* titre en avril 1975 « *le retour des clubs* »<sup>329</sup>, évoquant la création du Club de Paris par Joseph Fontanet ou celle du Club 16 par Olivier Guichard<sup>330</sup>, c'est pour mieux souligner une fonction bien réelle de ce type d'organisations : « *plus banalement et plus prosaïquement, le club peut aussi servir de tremplin à des hommes guettés par l'insuccès. Le club, rampe nouvelle, rampe de lancement...* »<sup>331</sup>. Le club sert ici à rassembler un groupe de fidèles et constitue un refuge pour une période de « traversée du désert » politique.

Le type de structure non-partisane le plus courant est à ce moment est le cercle de réflexion, associé plus ou moins étroitement à un parti ou à une famille politique, les grands projets de recomposition politique semblent marquer le pas pour céder la place à une réflexion plus « utilitaire » : les premiers signes d'un changement tendanciel de la position des structures non-partisanes vis-à-vis de l'action politique apparaissent, bien que le constat doive être nuancé par la résurgence des clubs de combat politique au début des années 1980. Ces derniers coexistent avec des forces qui remettent en cause la logique d'opposition gauche/droite.

---

<sup>329</sup> *Le Quotidien de Paris*, 22/01/1975.

<sup>330</sup> Tous deux anciens ministres, respectivement de l'Éducation nationale et de l'Équipement.

<sup>331</sup> *Ibid.*

## **Section 2 : La crise du clivage gauche/droite**

L'affrontement entre deux camps politiques clairement identifiés, qui culmine notamment lors de l'élection présidentielle de 1974 (le candidat unique de la gauche, François Mitterrand, manque de peu la victoire), laisse penser que le champ politique est solidement structuré et encadré par de grandes formations, renouvelées, efficaces et dynamiques. Cependant, une nouvelle mouvance, l'écologie politique, conteste la pertinence même du clivage gauche/droite et entend imaginer une nouvelle forme d'action politique (§1). Après l'alternance de 1981, le clivage semble s'affaiblir, la gauche effectuant une évolution idéologique importante : cela favorise la naissance d'une organisation célèbre, la Fondation Saint Simon, attachée à faire dialoguer des personnalités des deux bords (§2).

### **§1 : Une exigence de renouveau idéologique et militant : le cas de l'écologie politique**

Précisons que le mouvement écologique retient ici notre attention en raison de son positionnement particulier dans le champ politique, puisqu'il se conçoit pendant longtemps comme extérieur à celui-ci : son refus de la structuration en parti nous a conduit à lui consacrer une partie de l'analyse, celle-ci ne concernera pas les évolutions postérieures à la création des Verts dans les années 1980, qui marque l'institutionnalisation de ce nouvel acteur politique. Les écologistes, qui s'affirment très progressivement comme des acteurs à part entière du champ politique, tentent d'imposer une nouvelle grille d'interprétation du monde en contestant la place centrale de l'économie et de la consommation dans la société (A). Leur démarche se caractérise également par la volonté de mettre en œuvre de nouveaux modes de fonctionnement militants, allant jusqu'à contester la nécessité même d'une organisation durable (B).

#### ***A. La naissance d'un nouveau paradigme***

C'est de manière souterraine que le thème de la protection de l'environnement, cantonné jusqu'à la fin des années 1950 dans la sphère associative, progresse dans l'opinion. Mai 68 marque incontestablement un tournant : certes, la contestation passe par l'idéologie la plus en vogue, le marxisme, décliné dans ses différentes formes (trotskysme, maoïsme, etc...). Si le mouvement de grève générale a semblé

avoir pour but la satisfaction de revendications classiques (augmentations de salaires, droit de regard du personnel sur le marche des entreprises...), la critique du capitalisme porte aussi en germe une remise en cause plus profonde du mode de vie occidental, basé sur une production et une consommation toujours plus intensives. Les GAM soulignaient déjà les dérives de l'urbanisme galopant et le thème de la défense du cadre de vie a pu préparer le terrain au discours écologiste. Plusieurs signes indiquent que les pouvoirs publics prennent conscience de l'existence de cette nouvelle demande sociétale : Georges Pompidou lance en 1970 cent mesures pour protéger l'environnement ; le Conseil de l'Europe décrète que 1970 est l'année de la protection de la nature et de l'environnement ; on peut y ajouter la création de l'Association des journalistes et des écrivains pour la protection de l'environnement, précédant la création en 1971 à la fois du ministère de l'Environnement et de l'association des Amis de la Terre, cette dernière jouant un rôle important dans la structuration du mouvement écologiste ; enfin, le célèbre rapport du Club de Rome, *Halte à la croissance ?*, en 1972, accélère la prise de conscience collective de l'enjeu écologique.

Les écologistes paraissent dans un premier temps en marge des systèmes de références existants, désavouant aussi bien les groupuscules gauchistes et le PCF que l'UDR. Georges Pompidou, en exprimant sa volonté d'industrialiser davantage la France, ne peut recueillir leur assentiment, mais le discours de l'opposition ne rencontre guère plus d'approbation :

*« La critique traditionnelle de la société actuelle parle encore au nom d'une rationalité économique. Ainsi, c'est s'enfermer dans une logique peu différente de celle que nous connaissons »<sup>332</sup>.*

Le programme commun de la gauche ne réserve en effet qu'une place limitée à l'environnement et refuse de remettre en cause le modèle de développement continu de l'économie : *« la pollution de l'eau et de l'air, les dégradations de la nature et des villes, les embouteillages et le bruit pèsent de plus sur les conditions de vie de la population. Ces phénomènes ne sont pas des fatalités liées au progrès technique, au développement industriel ou à l'urbanisation. Le système capitaliste en porte la responsabilité [souligné par l'auteur]. En s'attaquant aux contraintes du profit monopoliste, une politique économique pourra utiliser pleinement le progrès scientifique et technique pour résoudre les problèmes de la pollution et des*

---

<sup>332</sup> *Action écologique*, revue mensuelle du Mouvement Ecologique, 175, 1977, p.7.

*nuisances. Elle créera les conditions d'une politique de préservation de la nature, d'organisation du repos, des loisirs et de la culture, d'aménagement du cadre de vie. Ces objectifs feront partie de la politique industrielle et d'aménagement du territoire [souligné par l'auteur]»<sup>333</sup>.*

On constate non seulement que le thème de la protection de l'environnement est rangé aux côtés de la catégorie générique des « nuisances » dans le chapitre concernant « *l'urbanisme, le logement, les équipements collectifs* »<sup>334</sup> mais surtout que le programme commun refuse de condamner le progrès technique, le rapport de l'homme à la nature reste conçu comme un processus de maîtrise du premier sur la seconde.

Les écologistes ne se retrouvent pas dans ce discours de la gauche traditionnelle et semblent perplexes devant le clivage principal qui traverse la société française :

*« Nous étions sur une ligne de critique sociale et nous ne pensions pas que toute la politique se résumait à la lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme. Au contraire, les représentants de la classe ouvrière, comme ceux de la bourgeoisie, restaient silencieux sur les questions que nous posions : les hommes, l'écologie, le corps, la société... Aujourd'hui, tous ces thèmes sont mieux pris en compte un peu partout. Mais les grandes forces politiques qui s'opposent ont parfois d'étranges flottements. On ne sait pas toujours quelle mesure est conservatrice et quelle mesure est progressiste ; il faudrait presque pouvoir voter ministère par ministère, ne plus avoir une majorité et une opposition mais des majorités et des oppositions »*<sup>335</sup>. Partant, les écologistes pensent qu'ils ont vocation à remplacer les anciennes formations : *« fondamentalement, nous sommes convaincus de porter en nous la disparition des vieux partis. Cela suppose bien sûr que les questions autour desquelles ils se sont formés soient en tout ou en partie résolues »*<sup>336</sup>.

Il faut constater néanmoins un clivage interne sur cette question, certains écologistes estimant que l'écologie politique s'inscrit malgré tout plutôt à gauche. C'est le cas de Philippe Lebreton, une des figures importantes du mouvement dans les années 1970 : *« il ne fait aucun doute que l'écologisme est de gauche, puisqu'il se propose de*

---

<sup>333</sup> *Programme commun de gouvernement du parti communiste et du parti socialiste*, Paris, Editions sociales, 1972, p.71.

<sup>334</sup> *Ibid.*, p.65.

<sup>335</sup> DUMONT René, LALONDE Brice et MOSCOVICI Serge, *Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?*, Paris, Le Seuil, 1978, p.24.

<sup>336</sup> *Ibid.*, p.26.

*prendre le relais d'un socialisme défaillant* »<sup>337</sup>. Ces différences d'analyse joueront sur les trajectoires des uns et des autres et sur le choix des alliances. Brice Lalonde par exemple ne rejettera pas par principe le centre et la droite pour faire avancer les idées écologistes, mais au terme d'un cheminement politique personnel : il déclare encore en 1981 qu'Electricité de France (EDF) est un « *parti unique, avec ses tendances giscardienne, gaulliste, socialiste, communiste* »<sup>338</sup>.

Le nouveau courant se situe délibérément en marge du champ politique traditionnel, désavoue une vie politique qui occulterait les vrais problèmes de la pollution, de la dégradation de l'environnement et de la nécessité d'une réflexion critique sur le mode de vie occidental. S'il ne représente pendant les années 1970 qu'une portion assez faible de l'électorat, cela n'empêche pas les partis installés de percevoir la menace que représente « l'intrus » et de développer des stratégies visant à nier sa légitimité<sup>339</sup>. Les critiques virulentes des écologistes envers la classe politique leur sont renvoyées avec autant d'intensité, le plus souvent dans l'optique de démontrer l'inanité de leur démarche, qui repose en partie sur la modification des comportements individuels comme leviers de changement social<sup>340</sup>. Claude-Marie Vadrot résume l'incompréhension du phénomène par la classe politique: « *les hommes des partis n'ont jamais entrepris de comprendre à qui et à quoi ils avaient réellement à faire. Attitude qui a entraîné un premier malentendu qui subsiste souvent : pour la gauche, le mouvement écologiste est une mouvance droitrière aux relents parfois pétainistes ; et pour la droite, les écologistes sont un ramassis de gauchistes et de contestataires noyautés par les militants d'extrême-gauche déçus par l'après-1968* »<sup>341</sup>.

Les militants écologistes penchent certes davantage vers la gauche (mais pas vers le PCF, identifié comme un représentant du productivisme), leur libéralisme culturel avancé les séparant nettement de l'électorat de droite. Cependant, leur

---

<sup>337</sup> LEBRETON Philippe, *L'excroissance, les chemins de l'écologie*, Paris, Denoël, 1978, p. 307.

<sup>338</sup> LALONDE Brice, *Sur la vague verte*, Paris, Robert Laffont, 1981, p.263.

<sup>339</sup> Voir l'analyse de SAINTENY Guillaume, « Le Parti socialiste face à l'écologisme. De l'exclusion d'un enjeu aux tentatives de subordination d'un intrus », *RFSP*, vol.44, 3, 1994, pp.424-461.

<sup>340</sup> « *Imagine-t-on des millions de salariés se mettant à fabriquer du fromage de chèvre ? En quoi ces « expériences » dérangent-elles les lieux de pouvoir ? En quoi infléchissent-elles le mode actuel de développement ? Elles occupent en fait un créneau du système actuel. Celui-ci permet de réaliser les désirs de certains jeunes des couches moyennes ou aisées, qui tirent leur épingle du jeu en se nichant dans cet interstice* », TOZZI Michel, *Syndicalisme et nouveaux mouvements sociaux. Régionalisme, féminisme, écologie*, Paris, Editions ouvrières, 1982, p.152.

<sup>341</sup> Cité in ZENAF ZIANI Nadine, *op.cit.*, p.131.

scepticisme vis-à-vis des modes de contestation traditionnels empêche de les classer à l'extrême-gauche, comme l'illustre cette déclaration d'un militant :

*« Les manifestations lycéennes, le mouvement des infirmières, etc, on a l'impression de courir derrière sans jamais y arriver. Cela n'a jamais abouti. [...] Est-ce qu'un mouvement social c'est bien par définition ? Ce n'est pas sûr du tout. Je dis que toute révolte est bonne car elle va à l'encontre du productivisme, mais derrière qu'est-ce qu'il y a ? Souvent c'est pas passionnant. Est-ce que plus d'infirmières dans les hôpitaux c'est bien ? [...] Les lycéens ils voulaient des gommes et des crayons, ça n'allait pas très loin »<sup>342</sup>.*

Cette position n'est sans doute pas représentative de l'ensemble de la mouvance, mais elle atteste de la recherche d'un « ailleurs » politique – différent du centrisme<sup>343</sup> – par des milieux sociaux qui ne trouvent que difficilement leur place dans le clivage capital/travail mis en avant par les forces de gauche : on note la nette surreprésentation dans l'électorat écologiste des classes moyennes éduquées, caractérisées par un capital scolaire élevé et une position sociale moyenne. Pour certains auteurs, ils se situeraient dans un « non lieu » social : *« ni dominants, ni dominés, ni maîtres, ni esclaves, quelque part entre les points extrêmes de la structure, en position neutre, le degré zéro de la domination, là où se balancent et se neutralisent la domination subie et la domination exercée »<sup>344</sup>*. L'héritage de Mai 68 est souvent revendiqué par les écologistes comme un repère identitaire, mais en y opérant un « tri » :

*« L'existence du mouvement écologiste est concomitante à la quasi-disparition des mouvements politiques institués qui sont apparus après Mai 1968. Je pense au mouvement trotskyste et, plus encore, au mouvement maoïste, qui ont simplement reproduit, dans des appareils minuscules, les structures des grands appareils traditionnels, comme le PC, par exemple. J'ai l'impression que le mouvement écologiste aujourd'hui, c'est ce qui reste de meilleur du gauchisme quand on l'a dépouillé de son côté apparatchik minoritaire. Il en garde la sensibilité »<sup>345</sup>.*

---

<sup>342</sup> Cité in ROCHE Agnès, *Raisons et significations de l'émergence de l'écologie politique en France à la fin des années 80*, thèse de l'EHESS, 1992, p.275.

<sup>343</sup> Voir l'étude de SAINTENY Guillaume, « « Les dirigeants écologistes et le champ politique », *Revue française de science politique*, vol.37, 3, 1987, pp.21-32. L'auteur montre qu'une minorité seulement de dirigeants écologistes se situe au centre de l'échiquier politique.

<sup>344</sup> VARIN Michel, « Communautés utopiques et structure sociale : le cas de la Belgique francophone », *Revue Française de Sociologie*, Volume 18, 2, 1977, p. 242.

<sup>345</sup> ECARD P., *Le Sauvage* [journal écologiste, NDA], 01/07/1977.

L'originalité de la critique écologiste tient dans sa volonté d'imposer un nouveau clivage, en lieu et place des anciens antagonismes. La difficulté pour eux réside dans une définition claire des enjeux qu'ils entendent imposer, ce qui n'est pas chose aisée<sup>346</sup>. Ce flou identitaire caractérise un mouvement multiforme, qui se mobilise aussi bien contre le programme nucléaire qu'au sein de multiples associations de protection de la nature, l'écologie politique serait pour certains auteurs une réponse à un ensemble d'aspirations diffuses<sup>347</sup>. L'espace politique disponible pour les écologistes est certes dégagé par la marginalisation du centrisme ; cependant, l'absence d'alternance, telle qu'elle s'est produite en Allemagne, les oblige à partager le rôle de force de contestation avec les partis de gauche.

Il est en tout cas identifié comme un intrus dangereux par l'ensemble des partis politiques traditionnels, qui tentent de disqualifier les écologistes en réactivant notamment les clivages socio-économiques. La menace semble être étayée par la montée en puissance de la préoccupation écologique dans les années 1970, d'autant plus que les écologistes commencent à participer au processus électoral, d'abord dans des élections municipales puis à l'élection présidentielle de 1974 avec la candidature de René Dumont ; cependant les écologistes développent un rapport au champ politique bien particulier, ils entendent y imposer de nouveaux modes d'intervention.

### ***B. La politique autrement***

Les écologistes partagent pour la plupart la croyance dans l'efficacité de mouvements à la base, l'addition de luttes locales ou ponctuelles devant permettre de changer peu à peu la société. La conquête du pouvoir central est un objectif qui leur

---

<sup>346</sup> « *Le mouvement écologiste ne peut fonder sa stratégie en fonction d'un lieu précis et d'un adversaire précis, et s'identifier clairement dans l'espace social. Les adversaires du mouvement écologiste sont difficilement localisables puisqu'il intente d'abord à un procès global à une politique de croissance, un type de développement, un mode de production, et seulement de façon secondaire à telle institution particulière, l'EDF par exemple. Cette indétermination des écologistes [...] les accule à l'adoption d'une stratégie électorale s'articulant autour d'un apolitisme affiché et d'une autonomie déclarée* », ZENAF ZIANI Nadine, *Le mouvement écologiste français. Contribution à l'étude des paramètres concourant à l'affirmation d'un courant politique*, thèse de droit public de l'université Lyon III, 1988, p.158.

<sup>347</sup> « *L'écologisme a pu apparaître, à cette époque, comme une des formes d'expression, valorisées par la conjoncture, de protestation qui, bien que rassemblées autour d'un thème producteur de consensus – l'écologie – dépassaient les seules attentes et préoccupations à l'égard de l'environnement. Elles touchaient peut-être, tout autant, au rejet du système politique, des partis traditionnels, des formes jugées surannées de la politique, au désir de démocratie directe, de participation, de libéralisme culturel, le tout accentué et connoté politiquement par l'absence d'alternance qui caractérisait la V<sup>ème</sup> République depuis quinze à vingt ans* », SAINTENY Guillaume, *L'introuvable écologisme français ?*, Paris, PUF, 2000, p.80.

paraît dénué de sens, du moins pour la frange la plus libertaire du mouvement qui aspire à faire table rase des institutions :

« *Quand les forces de transformation de la société auront pris le pouvoir aux forces d'inertie conservatrices, la société, c'est-à-dire les gens, se réuniront là où ils vivent, sur les places publiques [...]. On décidera de détruire un certain nombre d'outils institutionnels ou matériels antiécologiques, l'Etat français (par exemple). On admette l'existence de régions francophones, l'Ile-de-France, la Bretagne, ou francophiles, Alsace, Occitanie, qui se déclarent toutes indépendantes et solidaires, sans frontières autres que naturelles et sans autre lien que l'entraide. En conséquence, tous les organismes français, tels l'armée, le Plan, les partis politiques nationaux, les syndicats ouvriers ou patronaux seront supprimés.* »<sup>348</sup>

Si tous ne partagent pas ce projet radical, ils sont en accord quant au rejet de la forme partisane, source d'étouffement de l'individu : « *on ne peut comprendre la difficulté, presque structurelle, des écologistes à se structurer, à s'organiser, si l'on ne se rappelle pas leur défiance absolue envers le concept de parti* »<sup>349</sup>. Ce discours de remise en cause radicale de l'action politique classique est un trait saillant du mouvement écologiste dans les années 1970.

Il est partagé par la mouvance plus modérée représentée par Brice Lalonde, pour qui les partis « *sont devenus un appendice de l'Etat, au lieu d'être l'expression de la volonté populaire. Depuis la scène où s'agitent les acteurs jusqu'aux coulisses où s'emploient les machinistes, c'est de toute façon le même théâtre et à peu de chose la même pièce. Qu'ils soient assis sur des notables argentés ou sur une main-d'œuvre nombreuse, qu'ils contrôlent un côté ou l'autre du manche, les partis ont plus de ressemblances que de différences [...]. Ce sont tous des organismes totalitaires [souligné par l'auteur] dont les écologistes souhaitent la métamorphose ou la disparition, en même temps qu'ils veulent mettre fin à cette redoutable aspiration de la société et de la politique dans la tuyauterie de l'Etat.* »<sup>350</sup>.

On est loin de la critique mesurée des clubs, les partis de cadres et de masse sont amalgamés dans le même rejet. Certains militants vont jusqu'à nier la démocratie représentative telle qu'elle fonctionne en France : « *Quand 51% d'électeurs imposent*

---

<sup>348</sup> Arthur, *La Gueule ouverte* [journal écologiste, NDA], 22/12/1977, cité in ZENAF ZIANI Nadine, *op.cit.*, p.139.

<sup>349</sup> SAINTENY Guillaume, *Les Verts*, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1991, p.13.

<sup>350</sup> LALONDE Brice, SIMMONET Dominique, *Quand vous voudrez*, Paris, Pauvert, 1978, p.168-169.

leurs vues à 49%, nous ne sommes pas loin du fascisme. Les écologistes, s'ils le pouvaient, placeraient sûrement la barrière bien plus haut »<sup>351</sup>.

Cette virulence explique que les écologistes ne vont accepter une organisation politique durable que très difficilement : « à bien des égards, l'écologie politique prolonge [...] une action associative. Nombreux sont les écologistes qui n'ont investi la scène politique que par l'exaspération d'être tenus, en tant qu'associatifs, pour quantité négligeable par les autorités politiques »<sup>352</sup>. Une extrême méfiance vis-à-vis de toute tentative de transformation en parti se manifeste pendant cette période, la participation à des élections n'entraînant pas dans son sillage la naissance d'une organisation durable : au contraire, les structures sont conçues comme éphémères, « les aventures électorales représentent des exercices de « biodégradabilité » délibérée »<sup>353</sup>. La candidature de René Dumont, par exemple, est portée par plusieurs associations<sup>354</sup>, mais celles-ci n'envisagent à aucun moment d'entretenir des liens durables ; les rares associations nationales sont assez lâches, la priorité allant à l'autonomie des groupes locaux. Le champ politique n'est pas considéré comme le principal terrain d'action, la sphère associative reste privilégiée : « le mouvement écologiste naît comme un mouvement social »<sup>355</sup>, par conséquent « la constitution d'un parti écologiste n'est acceptée par ceux-ci que dans le cas où il respecte et consacre une double activité associative et politique »<sup>356</sup>.

La première brèche dans le refus de constituer une organisation durable apparaît dans la foulée de l'élection présidentielle de 1974 : les Assises de Montargis voient la naissance de la première véritable organisation nationale, le Mouvement écologiste (ME), qui s'apparente davantage à une coordination de comités locaux qu'à une organisation centralisée et ne recueille qu'un succès mitigé auprès des écologistes. Les élections municipales de 1977 vont être l'occasion de présenter des listes plus nombreuses mais aussi la preuve que la participation au suffrage n'implique pas une stratégie de conquête du pouvoir. Le ME indique que ses

---

<sup>351</sup> LEBRETON Philippe, *op.cit.*, p.318.

<sup>352</sup> JACOB Jean, *La subversion écologiste : contribution à une nouvelle intelligence de l'écologie politique*, thèse de doctorat en science politique de l'université Paris II, 1998, p.28.

<sup>353</sup> PRENDIVILLE Brendan, *L'Ecologie, La politique autrement ? Culture, sociologie et histoire des écologistes*, Paris, L'Harmattan, 1993, p.19.

<sup>354</sup> Dont l'Association des journalistes et des écrivains pour la protection de l'environnement ou l'équipe du *Sauvage*. En revanche, la Fédération française des sociétés de protection de la nature et la Ligue de protection des oiseaux rejettent une « campagne odieusement politisée », ZENAF ZIANI Nadine, *op.cit.*, p.106.

<sup>355</sup> SAINTENY Guillaume, *L'introuvable écologisme...*, p.259.

<sup>356</sup> *Ibid.*, p.261.

candidats sont présents pour être écoutés, « *pas pour être élus : ils n'ont ni l'illusion de pouvoir l'être, ni l'intention d'entrer dans le système, dont les élections, par délégation de pouvoir et la démission du citoyen qu'elles comportent, sont pour nous un pilier symbolique et inacceptable* »<sup>357</sup>. La stratégie adoptée correspond à celle d'un groupe de pression, les écologistes espèrent que leurs idées vont se disséminer dans le champ politique, ne présentent pas de candidats là où ils estiment avoir reçu des gages que les autres formations ont pris en compte les revendications environnementales : « *c'est en termes d'évolution de l'attitude des partis et des pouvoirs publics que les écologistes mesurent l'ampleur de leur succès ou de leur échec, pas en nombre d'élus ou de voix* »<sup>358</sup>.

Cette orientation ne permet pas aux écologistes de pousser un avantage sectoriel qui aurait peut-être permis des gains électoraux plus rapides, mais elle correspond à l'identité profonde du mouvement, à son « *affirmation répétée et continue d'une différence structurelle fondamentale avec les autres forces politiques* »<sup>359</sup>. En effet, les écologistes refusent alors de donner des consignes de vote pour le second tour, ne profitent pas de leur réel potentiel de négociation vis-à-vis des autres partis, ce qui interroge leur efficacité en tant que groupe de pression<sup>360</sup>.

Le mouvement qui s'opère vers l'acceptation d'une forme durable d'organisation est marqué par des hésitations. Les Amis de la Terre (AT), après avoir organisé en 1976 les Assises de St Ouen en vue d'élaborer une charte de référence pour les candidats aux élections municipales, se structurent à l'échelon national en créant le Réseau des Amis de la Terre (RAT) en 1976-77 : celui-ci laisse chaque groupe local « *libre de ses orientations et de ses structures pourvu qu'elles soient compatibles avec les textes de base du réseau* »<sup>361</sup> ; la centralisation de l'organisation est très relative. Le RAT constitue certes un pas en avant vers une action politique tendant à faire converger les différents mouvements contestataires (lutte antinucléaire, mouvement pour la non-violence, etc), mais ceci davantage dans l'idée de créer un « espace » radical que de viser la conquête du pouvoir. En 1977 apparaît

---

<sup>357</sup> *Action écologique*, 3, 1976, p.1.

<sup>358</sup> SAINTENY GUILLAUME, *op.cit.*, p.269-270.

<sup>359</sup> *Ibid.*, p.277.

<sup>360</sup> « *Sans négociations d'appareils, sans consignes de votes en échange des contreparties, sans accord électoral en bonne et due forme, les différents mouvements écologistes qui se succèdent ou coexistent n'ont plus aucun moyen de contrôler, après le second tour, l'application des positions affichées, à leur demande, par les partis entre les deux tours. Au soir du second tour, ils n'ont plus ni les attributs d'un parti de pouvoir, ni les moyens de continuer à exercer leur pression* », *ibid.*, p.273.

Sos Environnement, qui entend regrouper les animateurs des associations de protection de la nature, d'usagers des transports, des cyclistes, des pêcheurs...mais il ne deviendra pas un mouvement réellement politique, la logique d'addition de mouvements sectoriels ne débouche pas encore sur une « montée en généralité ». De son côté, le ME rappelle à l'occasion des élections municipales qu'il n'est pas dans sa vocation « *d'accepter comme objectif de participer activement à la prise du pouvoir central, même par des forces favorables à nos objectifs. L'objectif du Mouvement écologique est avant tout la réduction ou la dissolution des pouvoirs* »<sup>362</sup>.

Le score obtenu par la liste Europe-Ecologie aux élections européennes de 1979, inférieur à 5%, est un succès relatif qui pousse certains militants à envisager sérieusement la création d'une organisation durable : en novembre de la même année est fondé le Mouvement d'écologie politique (MEP), dont la légitimité est contestée par les AT notamment<sup>363</sup>. Une partie des animateurs du RAT réagit en lançant fin 1980 la Confédération écologiste, organisme très souple qui autorise la double appartenance, on trouve dans cette fraction du mouvement la peur d'une évolution partisane, symbolisée à ses yeux par le MEP, jugé beaucoup plus rigide. Le refus de la transformation en parti va constituer l'obstacle principal dans le processus d'unification de la mouvance écologiste qui se déroule avec difficulté dans la première moitié des années 1980. Le principe d'une organisation politique durable acquis, il n'en reste pas moins que la culture « basiste » des écologistes continuera à s'exprimer à travers la mise en place de règles très strictes pour lutter contre la loi d'airain de l'oligarchie, règles qui entraîneront un certain nombre d'effets pervers (voir *infra*, 2<sup>ème</sup> partie). Les AT, fortement investis dans le processus, décident d'opérer un « recentrage associatif » en 1983, estimant avoir dispersé leur énergie dans ces longues opérations et débats organisationnels. L'espace politique disponible pour un mouvement qui se veut alternatif au clivage gauche/droite semble plus grand dans les années 1980, l'alternance n'ayant entraîné que de faibles changements d'orientation en matière d'environnement, notamment sur la question du programme nucléaire, poursuivi par des socialistes qui avaient pourtant sollicité les suffrages

---

<sup>361</sup> SAINTENY Guillaume, *Les Verts...*, p.16.

<sup>362</sup> *Action écologique*, 175, 1977, p.19.

écologistes en promettant au minimum un moratoire. Là aussi, l'émiettement organisationnel et les hésitations stratégiques empêchent les écologistes de profiter d'un contexte potentiellement porteur.

Il faut attendre la fin des années 1980 pour observer une croissance forte de l'influence écologiste, à la faveur de la crise du clivage gauche/droite : celle-ci profite dès le début de la décennie à une organisation importante dans l'histoire des structures non-partisanes, la Fondation Saint Simon.

## **§2 : Un nouveau Club Jean Moulin ? La Fondation Saint Simon**

Les années 1980 voient s'opérer un changement graduel mais profond, aussi bien en ce qui concerne les termes du débat politique que le rapport des intellectuels à l'engagement : la Fondation Saint Simon (FSS) semble être la synthèse de ces évolutions croisées, en même temps qu'elle est actrice de ces mutations.

On a évoqué plus haut l'inquiétude de certains intellectuels de gauche devant la réactivation des idées libérales et conservatrices, tandis que le camp progressiste stagnait selon eux en termes de défense de ses valeurs. Certes, la gauche remporte la séquence électorale de 1981 ; il n'en demeure pas moins que sur le plan idéologique ses projets de société, dans leurs variantes socialiste et communiste, semblent affaiblis par la crise de leurs modèles respectifs, particulièrement dans le cas communiste par le déclin brutal de l'image de l'URSS. Plusieurs intellectuels effectuent de sévères diagnostics sur la situation française : pour Alain Touraine, « *l'époque du socialisme est terminée. Il est grand temps de s'en apercevoir et de vivre avec son temps* »<sup>364</sup> ; pour Jacques Julliard, « *électoralement, la gauche ne se portait pas si mal, comme la suite allait le montrer. [...] Intellectuellement, elle était dans un état de coma dépassé* »<sup>365</sup>. Un des fondateurs de la FSS (créée en 1982), Pierre Rosanvallon, développe une analyse de la vie politique française qui n'est pas sans rappeler les prises de position du Club Jean Moulin en son temps, rejetant à la fois le dogmatisme et l'opportunisme politique : « *cette vision française du politique a e effet un coût très lourd : elle nous fait osciller depuis deux siècles entre la*

---

<sup>363</sup> La motion annonçant la création du MEP n'aurait pas été soumise au vote de l'assemblée présente aux Assises de Dijon et serait apparue comme une véritable scission du mouvement.

<sup>364</sup> TOURAINE ALAIN, *L'après-socialisme*, Paris, Grasset, 1980, p.271.

<sup>365</sup> FURET François, JULLIARD Jacques, ROSANVALLON Pierre, *La République du centre* Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 1988, p.95.

*violence et l'ennui, l'affirmation de bonnes intentions et la revanche des dures réalités. [...] D'un côté, le raisonnement en termes de choix globaux de société, d'affrontement entre le totalitarisme et la démocratie, de l'autre, le réalisme plat et silencieux, le ronronnement gestionnaire »<sup>366</sup>.*

Tout comme son illustre prédécesseur, la FSS entend influencer en premier lieu la gauche non communiste, en espérant la faire évoluer vers l'acceptation d'un certain libéralisme économique, d'un capitalisme régulé. La tâche semble difficile au moment où la Fondation est créée, la France semblant coupée en deux après l'arrivée de la gauche au pouvoir, comme le rappelle Alain Minc, autre acteur important de St Simon : « *la Fondation est née en pleine guerre froide idéologique et sociologique. Aujourd'hui on parle, mais il faut se souvenir d'où l'on vient. Albert Costa de Beauregard, conseiller économique de Barre à Matignon, et Jean Peyrelevade, directeur adjoint du cabinet de Mauroy, n'échangeaient pas jusqu'au jour où St Simon leur a permis de découvrir qu'ils avaient 70% de leurs idées en commun »<sup>367</sup>.* Le but de la Fondation est de rassembler un ensemble d'acteurs jusque là séparés artificiellement par les frontières partisanes, de faire travailler ensemble « *certaines personnes à l'intérieur d'un espace idéologique allant de la droite intelligente à la gauche intelligente »<sup>368</sup>, ce qui constitue une première différence, nette, avec Jean Moulin, qui ne tolérait guère de représentants de la majorité gaulliste en son sein. Cette volonté de décloisonnement des milieux sociaux est un principe directeur de la FSS, on y trouve côte à côte journalistes, chefs d'entreprise, hauts fonctionnaires, syndicalistes : la dimension de sociabilité à l'œuvre dans les structures non-partisanes est ici mise en avant (voir *infra*).*

La FSS entend être une organisation de type nouveau et se distinguer des modèles précédents : pour Pierre Rosanvallon elle est un « *espace d'échange social et de production intellectuel totalement indépendant, différent à la fois des clubs politiques et des institutions universitaires »<sup>369</sup>. On observe ici la transition qui s'opère dans la sphère des structures non-partisanes : il ne s'agit plus de tenter d'œuvrer à des recompositions politiques d'ampleur, sur le modèle de l'expérience*

---

<sup>366</sup> *Ibid.*, p.184.

<sup>367</sup> *Les Echos*, 04-05/04/1997.

<sup>368</sup> LAURENT Vincent, « Les architectes du social-libéralisme », *Le Monde diplomatique*, septembre 1998. L'article est hostile à une FSS qui veut acclimater la gauche au libéralisme, sa publication la même année que la création d'ATTAC (en partie à l'initiative du mensuel, voir *infra*) témoigne d'une prise de conscience dans la gauche antilibérale de l'importance de la bataille des idées.

<sup>369</sup> *Le Monde*, 24/06/1999.

de la FGDS. Les états-majors ne sont plus considérés comme des interlocuteurs privilégiés, la stratégie adoptée par la FSS va être recentrée sur la production intellectuelle, les débats de fond, en vue d'exercer une influence plus diffuse. Ce changement d'orientation accompagne une mutation des milieux intellectuels : l'époque où de grandes figures telles Jean-Paul Sartre ou Michel Foucault sur le terrain politique semble révolu ; on assiste selon Rémy Rieffel « à une atomisation du milieu intellectuel, c'est-à-dire, en fin de compte, à une perte d'autonomie des clercs sous la poussée de la médiatisation des idées »<sup>370</sup>. Davantage insérés dans des réseaux d'équipes et de crédits, les intellectuels seront désormais plus enclins au réalisme. La référence au philosophe du 19<sup>ème</sup> siècle n'est pas innocente : « il s'agirait d'être au fait de la situation et de posséder des instruments analytiques performants (les sciences sociales) pour résoudre les « problèmes concrets » que rencontrent nos sociétés, et ce de manière « objective », non polluée par les logiques pernicieuses des considérations « idéologiques » »<sup>371</sup>. On retrouve ici la démarche « technocratique » qu'avait élaborée le Club Jean Moulin, à deux différences près : la base sociale de la FSS est plus large, les hauts fonctionnaires n'y ont pas une place prépondérante ; ses liens avec le champ politique sont plus lâches. Le changement de contexte politique, désormais plus consensuel, explique l'originalité de la FSS : « son existence manifeste l'éclatement des cadres habituels de la pensée qui caractérisaient la société intellectuelle des années soixante-dix. Elle réhabilite en même temps la figure de l'intellectuel-expert, gardien de certaines valeurs, soucieux d'œuvrer à une meilleure compréhension de la société de son temps et à une forme de consensus démocratique, sans adhérer pour autant à un parti politique ou à une association militante »<sup>372</sup>.

Rassemblant des « décideurs » de différents bords, la FSS se différencie des clubs politiques classiques par la distance qu'elle entend conserver vis-à-vis du champ politique. Elle serait d'après ses animateurs la première ébauche d'un groupe de réflexion de type anglo-saxon en France : « la Fondation St Simon s'est d'une

---

<sup>370</sup> RIEFFEL Rémy, *La Tribu des clercs. Les intellectuels sous la Vème République*, Paris, Calmann-Lévy, 1993, p.215. L'auteur insiste également sur l'originalité de la Fondation comme « organisation qui, par rapport aux clubs et associations des décennies précédentes, favorise les contacts entre des acteurs de la vie politique, économique, culturelle et sociale qu'il eût été difficile de réunir lorsque les clivages idéologiques étaient encore très marqués » (p.212).

<sup>371</sup> JULIA David, *La Fondation St Simon et la Fondation March Bloch : analyse comparative des enjeux et des structures*, mémoire de DEA de sociologie politique de l'université Paris I, 2001 (ce mémoire n'est pas paginé).

*certaine manière « universitarisée », constituant le premier exemple d'un think tank à la française, fonctionnant à la fois comme un éditeur et comme un organisateur de groupes de réflexions débouchant sur des productions »<sup>373</sup>. Son activité se traduit par la publication de livres et surtout des célèbres « notes » portant sur des sujets très variés<sup>374</sup>, dans une perspective qui se veut scientifique :*

*« Loin d'esquisser de plates et répétitives certitudes, ces Notes sont, au contraire, parties des perplexités contemporaines pour essayer de penser à neuf les enjeux économiques, sociaux et politiques. Aucune d'entre elles n'a visé à exposer des préférences idéologiques ou à prendre des positions [souligné par l'auteur]. Il s'est agi dans tous les cas d'instruments libres de réflexion appuyés sur une production originale de connaissances »<sup>375</sup>.*

L'opposition entre l'intellectuel engagé soumis aux contraintes politiques et idéologiques et le chercheur indépendant est une fois de plus souligné, l'objectivité du second étant présentée comme acquise : ce type de discours fait partie d'un travail de présentation de soi visant à se différencier des formations politiques, lourdes et aliénantes.

Ces notes assurent une visibilité médiatique certaine à la FSS, tant et si bien qu'elle sera identifiée par une série d'organisations opposées au libéralisme économique comme une représentante de la « pensée unique ». La Fondation Marc Bloch par exemple, sera créée explicitement en réaction à la FSS en 1998 (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie). L'influence de la FSS est parfois surestimée par ses adversaires, mais il est vrai qu'elle occupe une place centrale dans l'univers des structures non-partisanes ; sa longévité (elle disparaît en 1999) est nettement supérieure à la plupart des organisations de ce type. Tout comme le Club Jean Moulin, elle privilégie la qualité à la quantité en matière de recrutement : ses effectifs oscillent entre 70 et 120 personnes, capables de mener un véritable travail de réflexion, éventuellement d'animer des séminaires publics (la FSS en organise 70 entre 1983 et 1992) ; les candidatures visant uniquement à se constituer un carnet d'adresses sont refusées.

---

<sup>372</sup> JULLIARD Jacques, WINOCK Michel (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris, Seuil, 2002, p.587.

<sup>373</sup> ROSANVALLON Pierre, « La Fondation St Simon, une histoire accomplie », *Le Monde*, 23/06/1999.

<sup>374</sup> Par exemple, Emmanuel Todd à propos de la fracture sociale, ou Jean Peyrelevade sur le gouvernement d'entreprise. Deux personnalités que l'on retrouvera dans d'autres structures non-partisanes.

<sup>375</sup> *Notes de la Fondation St Simon*, numéro spécial, index 1983-1999, p.1.

La FSS fait converger en son sein différentes trajectoires militantes : une partie de ses adhérents (François Furet, Emmanuel le Roy-Ladurie, Alain Besançon, Annie Kriegel), après une période d'engagement au PCF, ont évolué vers un anticommunisme virulent<sup>376</sup> qui les a conduits à se rapprocher de la mouvance « antitotalitaire » autour de Raymond Aron et des revues *Preuves*, *Contrepoint* et *Commentaire*. S'y ajoutent des syndicalistes de la CFDT soucieux de contrer l'hégémonie de la CGT : Pierre Rosanvallon, lui-même permanent cédétiste, part d'une réflexion sur l'autogestion<sup>377</sup> avant d'évoluer progressivement vers la défense du libéralisme politique et économique. Se rassemblent ainsi des représentants de la « deuxième gauche », des penseurs antitotalitaires, tous soucieux de modernisation de la société française, de faire accepter à la gauche « traditionnelle » l'idée de l'économie de marché, certes régulée et tempérée par l'action de l'Etat : le thème de l'économie concertée, marginal durant les années 1970, resurgit avec d'autant plus de vigueur que la gauche opère, à la faveur de l'expérience du pouvoir, un véritable *aggiornamento* idéologique. La FSS décidera son autodissolution en 1999, estimant avoir accompli sa mission de lobby intellectuel ; cependant, l'émergence de la critique antilibérale représentée entre autres par l'Association pour la taxation des transactions d'aide aux citoyens (ATTAC) amènera de nouvelles organisations de centre-gauche à prendre la relève de la Fondation (voir *infra*).

La FSS amorce le début d'un nouveau cycle dans l'évolution des structures non-partisanes : à mi-chemin entre le travail d'une revue d'idées et la recherche universitaire, sa stratégie témoigne d'un éloignement plus marqué des cercles de réflexion par rapport à l'action politique immédiate ; les idées qu'elle promeut s'orientent vers une approche plus pragmatique de la vie politique, les affrontements doctrinaux semblant s'affaiblir à vue d'œil. Cependant, si les années 1990 et 2000 voient l'éclosion de nombreuses organisations désireuses de s'aligner sur le modèle du *think tank* indépendant des partis, on observe également une nouvelle radicalisation idéologique autour de la question du libéralisme économique.

---

<sup>376</sup> On peut penser à la volonté tenace de François Furet de « démarxiser » l'historiographie de la Révolution française par exemple ou encore à son livre controversé sur le communisme, *Le Passé d'une illusion*, Paris, Laffont/Calmann-Lévy, 1995.

## **CHAPITRE 3 : FONDATIONS ET INSTITUTS : LE DÉVELOPPEMENT DE THINK TANKS À LA FRANÇAISE ?**

La décennie 1990 ouvre une nouvelle période pour les structures non-partisanes : on assiste au déclin irrémédiable des clubs politiques dans leur forme classique, atteints eux aussi par le désenchantement politique causé par la répétition des alternances. Ils cèdent progressivement la place à des organisations d'un nouveau type, plus rétives à l'engagement politique direct (Section 1). De plus en plus tournées vers la production d'une expertise intellectuelle, les structures non-partisanes n'en adoptent pas moins des positions idéologiques parfois radicales (Section 2).

### **Section 1 : Les effets de l'alternance à répétition**

La relative pacification de la vie politique française consécutive aux différentes expériences de cohabitation entraîne une atonie du phénomène clubiste (§1), à peine tempérée par la réactivation de certains clubs plus anciens ou la création de clubs « transversaux » ayant vocation à faire dialoguer des personnalités venant de différents horizons politiques (§2).

#### **§1 : L'atonie des clubs politiques**

Après la vague des clubs de droite créés en réaction à l'arrivée de la gauche au pouvoir, on observe une raréfaction progressive de la création de nouvelles organisations, plus précisément d'organisations ayant vocation à intervenir dans le champ politique : les clubs lancés, notamment à gauche, sont moins durables et nourrissent des ambitions plus limitées que leurs prédécesseurs. C'est le cas des clubs de l'Unité, qui tiennent un colloque au Sénat et à l'Assemblée nationale en avril 1982, avec pour objectif de doubler l'union PC-PS par des associations à la

---

<sup>377</sup> *L'Âge de l'autogestion*, Le Seuil, coll. Points politique, 1976.

base, capables d'élaborer de nouvelles propositions, mais l'initiative ne dure guère ; de clubs disparates, tels Critias ou Synthèse républicaine, créés en 1985, sur lesquels on ne dispose guère d'informations précises ; seules quelques organisations clairement rattachés à un courant de pensée porté par une personnalité ont une réelle consistance, comme les clubs Convaincre lancés par Michel Rocard en 1985, où l'on retrouve d'ailleurs Stéphane Hessel, ancien du Club Jean Moulin (on reparlera de ces clubs dans la structuration du centre-gauche, voir *infra*). La situation à droite est à peu près similaire (il faut attendre le début des années 1990 pour voir émerger à nouveau des organisations significatives) : il semble que les énergies militantes se soient tournées en premier lieu vers les partis politiques et la lutte électorale, les clubs ne sont plus considérés comme des vecteurs de mobilisation efficaces ; ils deviennent le plus souvent des organismes auxiliaires des partis ou d'une personnalité, dotés de peu d'autonomie, tels Projections des réalités économiques et sociales, qui sert de relais au Premier ministre Laurent Fabius.

Quelques rares exceptions néanmoins dans ce mouvement de réintégration des clubs dans la sphère partisane : par exemple, la relance des clubs Citoyens 60, rebaptisés simplement club Citoyens en 1989, dont la présentation publique éclaire assez bien l'état d'esprit qui règne en cette fin de décennie :

*« Les Clubs Citoyens 60 ont été créés en 1959, comme le Club Jean Moulin, l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS), et bien d'autres, pour redonner un sens à la démocratie.*

*Actifs dans le combat pour la décolonisation, les Groupes d'action municipale (GAM), la défense de l'environnement, la lutte des femmes, présents dans la reconstruction de la gauche, ils cessèrent d'exister après la naissance du PS au Congrès d'Épinay en 1971.*

*Ils avaient consacré leurs forces à la formation civique des classes moyennes par l'approfondissement des questions politiques, économiques et sociales. **En 1989**, nous étions une quinzaine, qui avons milité dans des partis, des syndicats, des associations de parents d'élèves, des mouvements d'éducation populaire. Pour la plupart, nous avons adhéré à ces projets de société fondés sur l'égalité, la justice sociale, la promotion des plus défavorisés, la solidarité. Nous avons le goût du politique que nous tentions de traduire dans nos engagements.*

*Nous vivions depuis huit ans l'expérience d'une majorité politique de gauche, puis d'une cohabitation au gouvernement. Les années d'espoir avaient laissé la place aux désillusions, la gauche n'avait pas réussi à réduire le chômage, les inégalités s'étaient accrues, la gauche ressemblait à la droite, le débat politique s'était réduit aux querelles de courants et le pragmatisme le disputait au cynisme [souligné par l'auteur].*

*Nous étions passionnés de politique, mais déçus par la politique. Alors, sans illusion sur l'influence que nous pouvions avoir et sans prétention sur ce que nous voulions construire, nous avons décidé de créer ce club, nous situant dans la filiation des Clubs citoyens 60. L'époque, où l'idéologie nous donnait l'illusion que l'on pouvait discourir en politique sans connaissance ni compétence, était révolue [souligné par l'auteur]. C'est timidement et avec prudence que nous sommes entrés en débat avec nos invités, spécialistes des questions que nous voulions aborder.*

*Progressivement, nous avons construit un espace d'échange et d'écoute avec le souci que soient respectées les opinions et sensibilités diverses. Nous avons voulu créer un lieu de confrontation des idées, de formation en politique et de propositions. Les deux premiers buts sont atteints. Le troisième pose la question de l'action politique et de l'engagement. Il est toujours en débat. »<sup>378</sup>*

La trajectoire des adhérents de Citoyens 60 est intéressante en ce qu'elle résume le cycle des rapports entre les clubs et les partis : partis de l'éducation civique, ils se sont peu à peu politisés pour rejoindre ensuite le parti semblant le plus à même de porter les propositions du mouvement dans sa diversité ; une fois le pouvoir conquis, la déception vis-à-vis de l'expérience gouvernementale de la gauche les conduit à opérer un retour à la vocation première de réflexion et de pédagogie. Une trajectoire quelque peu amère, désillusionnée, qui explique que les clubs Citoyens vont désormais se vouer à l'étude, aux débats et séminaires autour d'invités (principalement des personnes spécialistes de sujets variés, non des hommes politiques), afin d'éveiller, former et informer leurs membres. Les militants de la première heure auraient donc effectué une « boucle », à cette réserve près que la distance au champ politique s'est accrue à la fin des années 1980, les partis ne suscitant plus l'espérance qui avait pu se faire jour à l'époque de l'« âge d'or » des clubs.

Le changement de contexte paraît assez profond : la crise du clivage gauche/droite fragilise en retour les organisations périphériques, qui choisissent (pour celles qui souhaitent rester autonomes) un repli prudent à l'écart de la vie politique immédiate. Prenant acte de cette convergence idéologique relative entre gauche et droite, d'autres clubs souhaitent rassembler autour de nouveaux clivages.

## **§2 : Les clubs « transversaux »**

La décennie 1990 voit l'accélération des transformations politiques déjà à l'œuvre dans la période précédente : la chute du mur de Berlin consacre la crise de la mouvance communiste, privée d'un modèle longtemps cité comme un exemple à suivre ; les alternances successives atténuent les différences entre la gauche et la droite. En revanche, des événements tels que la guerre du Golfe en 1991 et la campagne référendaire sur le traité de Maastricht en 1992 suscitent à nouveau les passions politiques : on peut citer un club de faible importance, le club Vauban, créé

---

<sup>378</sup> <http://www.clubcitoyens.org/historiq.htm>, 24/02/2009.

en 1983 par le mari de Simone Veil, qui appelle à voter « oui », tout en manifestant le souhait de faire dialoguer en son sein des personnalités de droite et de gauche.

De nouvelles lignes de fracture apparaissent au sein de chaque famille politique : en 1992, Régis Debray (philosophe) et Jean-Claude Guillebaud (journaliste) lancent le Club Phares et Balises, à la faveur de la campagne référendaire (ils se prononcent pour le « non ») : il s'agit de rassembler des personnalités des deux bords, soucieuses de défendre la République et l'Etat-nation ; proche de Jean-Pierre Chevènement – qui s'est peu à peu écarté sur le plan organisationnel du PS et sur le plan idéologique du marxisme pour évoluer vers une réhabilitation de l'héritage jacobin (voir *infra*) – le club réussit à attirer des intellectuels venant d'horizons variés. Pour Régis Debray, s'opposeraient désormais « démocrates-mondialistes » (favorables à la guerre du Golfe et à Maastricht) et « nationaux-républicains », opposés au libéralisme économique et à la perte d'indépendance de la France qui résulterait de l'intégration européenne et d'un alignement sur les Etats-Unis en matière de politique étrangère ; le club entend promouvoir une résistance face à une « pensée unique » aux contours assez flous. Le thème de la « fracture sociale » aurait été suggéré à Jacques Chirac par le sociologue Emmanuel Todd à l'occasion d'une rencontre du club<sup>379</sup>. Cependant, la vie de l'organisation est relativement brève, puisque le club décide son autodissolution en 1996 : « *force nous est de reconnaître que « Phares et Balises » à son corps défendant est devenu partie de l'éclectique establishment dont il a rêvé hier de s'écarter* »<sup>380</sup>. La décision de procéder à l'autodissolution répond également sans doute à une déception consécutive à l'élection de Jacques Chirac, qui a effectué un tournant politique six mois après son élection en déclarant que la priorité irait désormais à la réduction des déficits ; les grandes grèves de novembre-décembre 1995 divisent les milieux intellectuels, avec pour conséquence la création de nouvelles structures non-partisanes se positionnant sur un discours antilibéral (voir *infra*).

La mouvance « républicaine » ne demeure pas longtemps inactive : en 1998 est lancée la Fondation Marc Bloch à l'initiative de Philippe Cohen, journaliste à *Marianne*. Se fixant explicitement pour objectif d'être l'adversaire de la FSS (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie), elle mobilise elle aussi la référence à Antonio Gramsci : « *toute*

---

<sup>379</sup> Le sociologue a toujours démenti avoir suggéré cette idée à l'ancien président de la République.

*bataille politique commence par l'étude approfondie de l'adversaire, de ses stratégies, de ses tactiques et de ses techniques. C'est un peu ce qu'on pourrait appeler, d'une manière un peu pédante, la dimension gramscienne du combat que nous menons* »<sup>381</sup>. L'ambition de la fondation, qui devient en 2000 la Fondation du 2 mars<sup>382</sup> (F2M), est de dépasser le stade du club d'intellectuels parisiens : « *si le Club Phares et Balises pratiquait une petite guérilla temporaire, histoire de faire dérailler le train balladurien, la Fondation Marc Bloch se veut elle une véritable machine de guerre et non plus un petit club d'intellectuels parisiens en mal d'influence chez les puissants* »<sup>383</sup>. Véritable creuset, la F2M rassemble des « chevènementistes », hostiles depuis longtemps à une « deuxième gauche » que l'on retrouve à l'intérieur de la FSS<sup>384</sup> ; des personnalités comme Jean-François Kahn (également journaliste à *Marianne*) qui développent d'autres références<sup>385</sup> : se forme ainsi un conglomérat antilibéral<sup>386</sup> qui rencontrera quelques difficultés à formuler une alternative cohérente. Elle ne produira pas des notes de manière aussi systématique que la FSS, mais des petits ouvrages à caractère polémique<sup>387</sup>, l'éclectisme de ses membres débouchant sur une certaine dispersion de ses activités. Existant encore aujourd'hui, la F2M semble beaucoup moins active, Elisabeth Lévy,

<sup>380</sup> *Le Monde*, 05/09/1996.

<sup>381</sup> *Le Monde*, 29/09/1998. Aucun autre auteur marxiste n'a été sans doute autant mobilisé qu'Antonio Gramsci par des courants très divers pour légitimer leur action. On pourrait remarquer qu'extraire ainsi une partie de l'analyse d'un auteur en la déconnectant de ses prises de position politiques (radicales) est un peu rapide sur le plan de la pensée, Gramsci ne séparant jamais la lutte intellectuelle de la lutte sociale et politique de la classe ouvrière, appuyée par un parti communiste au rôle central. Les acteurs se référant à sa pensée ne retiennent le plus souvent que quelques considérations générales quant au rôle des idées.

<sup>382</sup> Les enfants de Marc Bloch ont intenté un procès à la fondation, estimant que le nom de leur père n'avait pas à être récupéré de la sorte.

<sup>383</sup> *Libération*, 03/03/1998.

<sup>384</sup> Le CERES de Jean-Pierre Chevènement dénonçait en son temps la « gauche américaine » représentée par le courant autour de Michel Rocard.

<sup>385</sup> Le souvenir de Pierre Mendès France ou encore une certaine forme de christianisme social.

<sup>386</sup> « *La Fondation avance ainsi en ordre dispersé, regroupant aussi bien des communistes qui reviennent à la critique des inégalités, que des « chrétiens » conspuant l'impérialisme sans âme. De traditions politiques diverses donc, voire contradictoires, mais qui finissent dans le creuset de la « république sociale », le gaullisme (de gauche ou de droite), et la défense de la souveraineté nationale via la condamnation de « l'angélisme de gauche » (et notamment de l'antiracisme des années quatre-vingt, jugé trop incantatoire)* », JULIA David, *op.cit.*, p.33.

On ne peut qu'émettre des réserves sur ce travail, marqué par une partialité affichée et une démonstration à charge contre la F2M, sur un ton très polémique.

<sup>387</sup> Entre autres DE MAILLARD Jean, *Le marché fait sa loi*, Paris, Mille et une nuits, 2001 ; FINKIELKRAUT Alain, SORIANO Paul, *Internet, l'inquiétante extase*, Paris, Mille et nuits, 2001.

journaliste et polémiste, est à sa tête, prenant la suite du sociologue Pierre-André Taguieff, qui a présidé la Fondation de 2001 à 2003.

On observe dans la période la plus récente une multiplication des cercles de réflexion, mais qui seraient plutôt proches des « sociétés de pensée pures » décrites par Jeannine Mossuz-Lavau, positionnées assez loin de l'action politique directe. On note la création par Jean-François Kahn, journaliste ayant rejoint le Modem, d'un Centre de réflexion et de recherche pour l'élaboration d'alternatives (CRREA), en 2009, qui se réfère à l'expérience du Club Jean Moulin :

*Jean-François Kahn se propose de créer « un organisme tel que le fut, dans les années soixante, le Club Jean Moulin, [...] le CREA. Unique finalité : non seulement penser globalement, hors des vieilles orthodoxies néoétatiques ou néolibérales, un autre modèle de société, d'après crise, à la mesure de notre temps, plus juste, plus humain, plus rationnel et plus moral ; mais également explorer systématiquement, s'agissant de toutes les réalités concrètes d'aujourd'hui qui nous interpellent [...] des réponses et des solutions alternatives »<sup>388</sup>.*

Ces différents clubs à la composition hétérogène et au positionnement politique flou témoignent d'une crise de l'identification partisane : la figure de l'intellectuel « compagnon de route » devient rare, on assiste à un mouvement de repli vers la réflexion « pure ».

## **Section 2 : Des structures non-partisanes plus rétives à l'engagement**

Deux types d'organisation illustrent ce phénomène : les clubs et cercles de centre-gauche, décidés à élaborer des dossiers thématiques éloignés de toute préoccupation électorale immédiate (§1) ; les fondations politiques, qui naissent à partir des années 1990 : si celles-ci sont liées à un parti ou à un courant de pensée, elles revendiquent une autonomie et un rôle spécifique (§2).

### **§1 : Les cercles de réflexion du centre-gauche**

On a déjà évoqué les clubs Convaincre et Echanges et projets, animés respectivement par Michel Rocard et Jacques Delors : ces deux figures du centre-

gauche vont œuvrer au regroupement de différents cercles de réflexion, tandis que d'autres organisations émergeront pour succéder à la FSS après son autodissolution.

Dans l'ordre chronologique, on trouve :

- Confrontations : créé en 1991 par Philippe Herzog et Michel Rocard, on y retrouve également Jean Peyrelevade (déjà présent dans la FSS). Spécialisé dans les questions liées à l'Europe, il n'a pas pour ambition d'œuvrer à des recompositions politiques : il est néanmoins un lieu de convergence pour des personnalités de gauche et de droite (Francis Mer, qui sera par la suite ministre de l'Economie du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, compte parmi les membres du club).
- Le Club Témoin : créé en 1992 comme successeur du club Démocratie 2000<sup>389</sup>, il est dans un premier temps animé par Jacques Delors, ce qui lui permet d'effectuer peu à peu sa rentrée sur la scène politique française après ses responsabilités européennes. François Hollande en prend la présidence en 1993, puis Jean-Pierre Mignard, avocat proche du futur premier secrétaire du PS, qui sera à l'initiative d'un regroupement de clubs favorables au traité constitutionnel européen en 2005 (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie). On est ici dans le cas limite d'un club qui s'apparente à un courant plus ou moins déguisé. Le club édite les *Cahiers démocrates*.
- Le club Convictions : en 1999, les clubs Convaincre, Echanges et projets et Initiatives<sup>390</sup> fusionnent, matérialisant la convergence du « rocardisme » et du « delorisme ». Il a organisé en 2004 une université d'été sur le thème « Renouveler la gauche, repenser les fondements ».
- En temps réel : créé en 2001 par Zaki Laïdi, chercheur au centre d'études et de recherches internationales (CERI), cette organisation se veut « une association pour le débat et la recherche », organisant des ateliers et séminaires sur des sujets variés. La « deuxième gauche » y est dominante puisque son président est dans un premier temps Gilles de Margerie, qui a été membre des cabinets de Roger Fauroux (saint-simonien) et de Michel Rocard à Matignon.

---

<sup>388</sup> *Marianne*, 04-10/07/2009. On dispose de peu d'informations sur les activités de ce centre.

<sup>389</sup> Créé en 1985 par des militants socialistes nommés « transcourants » en raison de leur volonté de dépasser les conflits de tendances au sein du PS, notamment entre mitterrandiens et rocardiens.

<sup>390</sup> On ne sait que peu de choses ce dernier, hormis qu'il a été créé en 1991 et présidé par Jean-Baptiste de Foucauld, haut fonctionnaire ayant participé au gouvernement Mauroy.

- La République des idées : initiée la même année par Pierre Rosanvallon, cette structure se veut un atelier intellectuel ouvert qui publie des notes et des ouvrages, certains d'entre eux ayant recueilli une audience non-négligeable<sup>391</sup>, ainsi qu'une revue, *La Vie des Idées*. La République des idées est-elle l'héritière de la FSS ? Non, selon son secrétaire général, Thierry Pech :

*« La FSS faisait avant tout de la critique de politiques publiques, alors que nous très franchement on ne se contente pas de ça, on prend les problèmes beaucoup plus à la racine. La deuxième dimension c'est que la FSS était très nationale, très hexagonale, la République des idées a un spectre très international, ça se voit dans nos livres, dans la revue qu'on a tenu trois ans, La Vie des idées, qui est devenu un site, la matière internationale n'est pas majoritaire mais pas loin, je pense que c'est la caractéristique de la fin des années quatre-vingt-dix et des années deux mille, c'est accepter de mettre la réflexion à un niveau où elle ne peut pas se satisfaire de la dimension nationale, et sur quantité de sujets.*

*La troisième différence et là j'avance sur un terrain un peu plus risqué pour moi, c'est la forme sociale de la République des idées, c'est une association alors que la FSS était une fondation comme son nom l'indique, ce qui suppose des apports financiers différents ; mais surtout la FSS avait une vocation « sociale », euh si j'ai bien compris une de ses missions était de se faire rencontrer des milieux qui se fréquentaient peu, qui se connaissaient mal, qui en tout cas n'échangeaient pas assez, les milieux de hauts fonctionnaires, de politiques, de chefs d'entreprise, de journalistes, d'universitaires... la République des idées n'a pas du tout cette forme là, elle ne tient pas de séminaires permanents faisant de la rencontre de ces milieux un objectif en soi. Ca peut arriver qu'il y ait un journaliste ou un patron ici, mais ce n'est pas le but, ce qui explique à mes yeux ce qu'est devenue la FSS à la fin, c'est-à-dire un club d'influence, ce qui n'est pas le cas de la République des idées. »<sup>392</sup>*

Il n'en reste pas moins que l'on retrouve en son sein des personnalités de cette mouvance, dont à nouveau Jean Peyrelevalde.

Sans doute l'une des structures les plus visibles médiatiquement, la République des idées a organisé en mai 2006 un forum intitulé « La nouvelle critique sociale »

---

<sup>391</sup> On pense notamment au livre d'Eric MAURIN, *Le Ghetto français, enquête sur le séparatisme social*, publié dans la collection « la République des idées ». Cette analyse des problèmes des banlieues françaises a été lue avec intérêt par une partie de la classe politique.

<sup>392</sup> Entretien réalisé le 04/12/2007 (voir les annexes).

à Grenoble<sup>393</sup>. Elle est représentative du positionnement d'un certain nombre de cercle de réflexions, à distance du champ partisan :

« *Ce qui distingue la République des idées d'un certain nombre de think tanks français et européens, c'est sa grande distance par rapport à « l'opérationnalité » programmatique ou politique, donc il n'y avait absolument pas lieu de s'inscrire dans un cadre partisan.* »<sup>394</sup>

Cela étant, Pierre Rosanvallon nourrit de grandes ambitions pour la République des idées, qui aurait pour objectif « *d'écrire collectivement Le Capital du XXI<sup>ème</sup> siècle – ainsi qu'une nouvelle Démocratie en Amérique* »<sup>395</sup>.

• **Telos-Eu** : lancé en 2005 par Zaki Laïdi, ce *think tank* se proclame « agence intellectuelle en ligne » car fonctionnant essentiellement à partir d'un site Internet. Elle « *aspire à servir de plate-forme de débats entre intellectuels, de liens entre intellectuels et médias, de canal de communication entre intellectuels et public* »<sup>396</sup>. L'orientation est résolument réformiste, Pascal Lamy, socialiste directeur de l'OMC en assurant la présidence. La réflexion du club débouche sur la publication de plusieurs ouvrages<sup>397</sup>.

<sup>393</sup> Précédé par l'ouvrage *La nouvelle critique sociale* paru en 2000 aux éditions du Seuil (en partenariat avec *Le Monde*), qui résume l'analyse faite par la République des idées de la société française : « *le malaise français, on ne le dira jamais assez, est en effet d'ordre intellectuel. C'est dans les têtes que se trouvent également les blocages, les aveuglements et les peurs. [...] C'est l'écart entre la réalité vécue et la réalité pensée qui constitue le verrou majeur. D'où l'urgence de fonder une « nouvelle critique sociale » pour rendre à la société la force et la capacité de se changer, et pour donner à voir les antagonismes qui la structurent* » (p.8).

On peut remarquer une surestimation de la dimension intellectuelle de la vie politique, bien d'autres facteurs, notamment sociaux, expliquant aussi la perte de repères de la société française.

<sup>394</sup> Entretien avec Thierry Pech, 04/12/2007.

<sup>395</sup> *Libération*, 14/04/2005. La production de la République des idées s'avère plus modeste et thématique.

<sup>396</sup> [http://www.telos-eu.com/fr/qui\\_sommes\\_nous](http://www.telos-eu.com/fr/qui_sommes_nous), 03/03/2009.

<sup>397</sup> DELPHA Jacques, WYPLOSZ Charles, *La fin des privilèges. Payer pour réformer*, Paris, Hachette, coll. « Telos », 2007 ; GRUNBERG Gérard, LAIDI Zaki, *Sortir du pessimisme social. Essai sur l'identité de la gauche*, Paris, Hachette, coll. « Telos », 2007.

Le premier décrit les moyens de réaliser des réformes en France dans le domaine social, sans passer en force à la manière de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, et suggère donc d'acheter littéralement les professions concernées par les réformes en versant des contreparties financières (par exemple si l'on rend un régime de retraite moins avantageux, les auteurs ayant en tête les régimes spéciaux).

Le second, plus général, invite la gauche française à rompre définitivement les amarres qui la relie encore au marxisme et développe une approche « blairiste » du changement social, comme en témoignent ces extraits : « *un parti politique n'a pas vocation à transformer la société* » (p.20) ; il faut « *se défaire d'une vision téléologique de l'avenir où, à défaut de continuer de croire au Grand Soir, on finit par véhiculer une vision crépusculaire du monde, née de l'immense difficulté à le penser sur des bases nouvelles* » (p.24). D'après les auteurs, le conservatisme se situe du côté de la gauche quand celle-ci défend un État-providence condamné par la mondialisation, Anthony Giddens (tête pensante de la « troisième voie » blairiste) est à leurs yeux un auteur beaucoup plus intéressant pour refonder le progressisme.

- La Fondation Terra Nova : la plus récente des organisations de centre-gauche puisqu'elle est apparue en 2008, elle est présidée par Olivier Ferrand, haut fonctionnaire, et se situe de manière plus volontariste dans le camp progressiste :

*« La Fondation Terra Nova est un « think tank » politique qui a pour but de produire et diffuser des solutions de politiques publiques pour la gauche progressiste en France, en Europe et à l'international. Dans ce cadre, la fondation se fixe trois objectifs prioritaires :*

*- Elle cherche à favoriser la rénovation intellectuelle de la social-démocratie. Par ses travaux et son influence, elle veut contribuer à la refondation de la « matrice idéologique » de la gauche progressiste et à la promotion de ses idéaux. [...] »<sup>398</sup>.*

Cependant, si la relation avec le PS est privilégiée, ses animateurs veillent à un prudent équilibre en son sein des différentes sensibilités et courants, et insistent sur le caractère indépendant de la fondation :

*« La production est indépendante du parti. Cette indépendance est nécessaire pour mettre la réflexion intellectuelle à l'abri des enjeux de leadership – enjeux légitimes mais qui ne doivent pas asservir la réflexion. Elle est garantie au plan juridique (statuts indépendants de fondation d'utilité publique), financier (pas de lien financier avec le PS) et humain (pas de leaders à sa tête, donc pas une écurie. Mais cette production est destinée au monde politique. L'objectif est d'aider les élus de gauche [...] »<sup>399</sup>.*

On constate que le centre-gauche n'est pas dépourvu en cercles de réflexion, les cas de multi-appartenances n'étant pas rares. Ces structures partagent, à l'instar des clubs des années 1960, un goût pour la réalisation de dossiers techniques et la réflexion sans a priori idéologique ; elles s'en différencient par une prise de distance vis-à-vis de l'action politique immédiate et des partis, jugés difficilement réformables. Elles ne se fixent d'ailleurs pas pour objectif de les remodeler ou de les refonder, tout au plus de leur soumettre des réflexions et des analyses détaillées, sans se préoccuper des besoins immédiats des partis, plus enclins à demander des projets directement applicables ou mobilisables dans le cadre d'une campagne électorale.

---

<sup>398</sup> Extraits des statuts. On peut consulter la présentation détaillée de la fondation à l'adresse suivante : <http://www.tnova.fr/images/stories/a-propos/terranoa-presentation.pdf>.

<sup>399</sup> FERRAND Olivier, cité in *Think* [magazine publié par l'Observatoire français des think tanks, NDA], 7, juin 2008, p.13.

Dispersée, la mouvance de centre-gauche se caractérise cependant par une collaboration fréquente entre ses diverses composantes : ainsi en 1997 un colloque, intitulé « Dessine-moi demain », réunit les clubs Témoin, Convaincre, Echanges et Projets, Initiatives, Réunir<sup>400</sup>, Actes et Paroles<sup>401</sup>, pour aborder ensemble les thèmes de l'Europe ou des nouvelles formes de participation politique. Cependant, la perspective d'un regroupement ou d'une fusion n'est pas à l'ordre du jour, chaque organisation souhaitant conserver son autonomie. Comme l'indique Maurice Benassayag : « *ce n'est pas le congrès d'Epinay des clubs de gauche* »<sup>402</sup>. Les clubs n'entendent pas rééditer les Assises de Vichy, encore moins la CIR ; au final, seuls trois clubs se regroupent durablement (voir *supra*). D'autres tentatives de regroupement ont lieu, notamment en réaction à la victoire du « non » lors de la campagne référendaire de 2005 (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie).

Un autre type de structures non-partisanes se développe à partir des années 1990, les fondations politiques, plus proches des partis.

## **§2 : Le développement des fondations politiques**

Il convient de préciser qu'on aborde ici une catégorie définie juridiquement<sup>403</sup> : certaines organisations présentées précédemment portent l'appellation de « fondation » mais sont en fait des associations de type loi de 1901<sup>404</sup>. Les structures que l'on va présenter dans ce développement sont reconnues par l'Etat comme des organisations d'un type particulier, différentes des clubs. A l'intérieur de la catégorie des fondations, celles qui remplissent un rôle politique forment un sous-ensemble distinct, de création assez récente, à côté des nombreuses fondations caritatives. On trouve dans l'ordre chronologique :

- **La Fondation Robert Schuman (FRS)** : créé à la fin de l'année 1991 à l'initiative de parlementaires centristes, elle revendique l'héritage de la démocratie-chrétienne et souhaite œuvrer à l'élargissement de l'Europe. Reconnue d'utilité publique dès 1992, elle est la première organisation de ce type et témoigne de l'influence des modèles

---

<sup>400</sup> Créé par Bernard Kouchner, il existe encore aujourd'hui.

<sup>401</sup> Présidé par Maurice Benassayag, philosophe. Participent également au colloque le club Clithène et le Centre Pierre Mendès France

<sup>402</sup> *Le Figaro*, 06/10/1997.

<sup>403</sup> La loi du 23 juillet 1987 en donne la définition : « *la fondation est l'acte par lequel une ou plusieurs personnes physiques ou morales décident l'affectation irrévocable de biens, droits ou ressources à la réalisation d'une œuvre d'intérêt général et à but non lucratif* ».

<sup>404</sup> On reviendra sur les enjeux de labellisation et de présentation de soi dans la 3<sup>ème</sup> partie.

étrangers<sup>405</sup> sur la France. La FRS ne prend que très peu position sur la vie politique française ; en revanche, elle est foncièrement pro-européenne et concentre son activité sur l'explicitation des enjeux liés à l'intégration européenne. Elle publie à cet effet une *Lettre* hebdomadaire, des études mensuelles, un rapport annuel intitulé « L'état de l'Union ». Elle est intervenue à sa manière dans la campagne référendaire de 2005, en publiant l'ouvrage *Pour l'Europe*, mais elle reste en règle générale à l'écart des enjeux politiques immédiats.

- La Fondation Jean Jaurès (FJJ) : à l'initiative de Pierre Mauroy, elle est créée en 1992, elle est également reconnue d'utilité publique. Les statuts détaillent les objectifs de la FJJ :

*« L'établissement, dit Fondation Jean Jaurès, a pour but de favoriser l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier et du socialisme international, de promouvoir les idéaux démocratiques et humanistes par le débat des idées et la recherche, de contribuer à la connaissance de l'homme et de son environnement, de mener des actions de coopération économique et culturelle concourant à l'essor du pluralisme et de la démocratie dans le monde »<sup>406</sup>.*

La FJJ n'est certes pas liée organiquement au PS mais elle a la volonté de participer à la refondation de la doctrine du parti et les nombreux cas de double appartenance montrent que la Fondation se situe dans l'orbite du principal parti de gauche : d'après son secrétaire général, Gilles Finchelstein, elle est « *suffisamment proche pour être influente mais assez distante pour être indépendante* »<sup>407</sup>. Elle mène effectivement une activité autonome, dont une partie non négligeable au niveau international<sup>408</sup> ; dispose d'une véritable équipe de recherche qui publie les *Notes* de la Fondation (ainsi que des notes électroniques), organise des séminaires et des rencontres, accueille des doctorants (en histoire et en science politique notamment) ; elle diffuse également une « newsletter » hebdomadaire et une *Lettre bimestrielle*.

- La Fondation pour l'innovation politique (Fondapol) : celle-ci trouve ses origines dans le processus de recomposition de la droite parlementaire française, dont

---

<sup>405</sup> Les fondations politiques sont particulièrement développées en Allemagne (voir *infra*).

<sup>406</sup> Article 1<sup>er</sup>.

<sup>407</sup> Cité in *Think*, 5, octobre 2007, p.13. On reviendra dans la 3<sup>ème</sup> partie sur les problèmes posés par les répercussions des luttes de courants au sein du PS au sein de la FJJ. Alain Bergounioux, président de l'OURS : insiste sur la différence entre clubs et fondations : « *il y a certes des Fondations indépendantes qui ont leur propre finalité et puis il existe des clubs qui sont liés plus ou moins à des personnalités* », cité in *Think*, 8, octobre 2008, p.7.

<sup>408</sup> Cela se traduit par l'organisation de colloques et de stages de formation en partenariat avec des mouvements sociaux-démocrates étrangers entre autres.

plusieurs composantes fusionnent dans l'actuelle Union pour un mouvement populaire (UMP). Pendant la campagne de 2002, la direction des études du RPR avait organisé une vaste consultation d'experts, de hauts fonctionnaires et d'intellectuels ne venant pas forcément de la droite ; la Fondapol répond à une volonté de mieux structurer le travail théorique du parti, travail qui reste sous contrôle puisque Jérôme Monod, proche de Jacques Chirac, en est le premier président<sup>409</sup>. Il semble néanmoins que les relations entre la Fondapol et l'UMP se soient singulièrement détériorées depuis lors et que la première ait gagné son indépendance (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie).

La création de la Fondapol relance le débat sur le financement des partis politiques par les entreprises, la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques s'inquiétant d'un éventuel contournement de la législation sur le financement des entreprises via les fondations, sans nommer explicitement la Fondapol<sup>410</sup>. Celle-ci recourt en effet au financement des entreprises, mais aussi – et plus largement – au financement public<sup>411</sup>.

La Fondapol entend mener un travail de réflexion large, réunissant les diverses composantes de la droite parlementaire (centriste, libérale, gaulliste, souverainiste), elle n'exclut pas le dialogue avec des intellectuels venant de la gauche. Souhaitant, à l'instar de la FJJ, développer une action internationale ; elle entretient des liens privilégiés avec la fondation Konrad Adenauer en Allemagne. Sa production intellectuelle s'adosse à une revue, *2050*, la publication d'ouvrages et la rédaction de notes périodiques, sans oublier la tenue de séminaires et de colloques. Dominique Reynié, professeur à l'IEP de Paris, est devenu président de la Fondapol en octobre 2008.

- La Fondation Gabriel Péri : reconnue d'utilité publique en 2004 également, à l'initiative de Robert Hue, elle entend mener une réflexion sur l'histoire du mouvement ouvrier et communiste et constituer un carrefour de discussions capable

---

<sup>409</sup> Celui-ci présente la Fondapol comme ne répondant pas « à une logique partisane. Elle se rattache à une famille de pensée et de références intellectuelles de la droite et du centre. Mais elle n'est pas le « bras armé » d'un parti politique, l'UMP pas plus qu'un autre », *Le Monde*, 17/10/2003.

<sup>410</sup> Le président de la Commission, Jacques Bonnet, se déclare sceptique devant des statuts qui prétendent fixer « une étanchéité entre eux-mêmes et les partis politiques qui laisse un peu perplexe, car les choses ne sont pas aussi tranchées que cela », *Le Monde*, 17/10/2003. Il semble que la création des fondations évoquées précédemment n'ait pas suscité ce débat.

<sup>411</sup> La répartition s'établit ainsi, selon Mirka Ivanova, membre de la Fondapol qu'on a pu rencontrer : « Au dernier Conseil de surveillance, il a été décidé d'augmenter la part du privé, pour accroître la

de produire des propositions concrètes. Elle fait le choix de recourir principalement aux subventions publiques, seule réelle garantie d'indépendance à ses yeux<sup>412</sup>. Après avoir publié pendant deux ans la revue *Nouvelles Fondations* – celle-ci est désormais stoppée – la Fondation Gabriel Péri est devenue l'éditeur de la revue *La Pensée* en 2009 ; en dehors des notes et actes des colloques, on remarque que la lettre mensuelle d'information a été remplacée par une lettre électronique.

Les fondations politiques témoignent d'un mouvement de professionnalisation des structures non-partisanes : elles s'organisent autour d'équipes de recherche solides, d'un conseil scientifique qui détermine les orientations et disposent d'un budget bien supérieur à celui des clubs politiques, caractérisés par un certain amateurisme en matière financière (voir *infra*). Elles sont l'objet de l'attention du législateur : un rapport très riche du Sénat leur étant consacré en 1997<sup>413</sup>. Leur autonomie vis-à-vis des partis est certes limitée, mais réelle : elles constituent de véritables espaces de débat et de réflexion que l'on ne peut réduire à une instrumentalisation ou à une « commande » d'idées immédiatement utilisables par les partis.

Les différentes catégories de structures non-partisanes que l'on a évoquées privilégient le dépassement des clivages idéologiques et revendiquent une pleine liberté de discussion : elles s'inscrivent dans la période – limitée – d'affaiblissement de l'opposition tranchée entre des grilles d'interprétation du monde distinctes. Il n'est pas possible de dater précisément, par des bornes chronologiques rigides, les évolutions idéologiques, souterraines et profondes, du champ politique ; cependant, on constate que les organisations prônant un dialogue constructif entre gauche et droites modérées (la FSS en est l'archétype) suscitent une réaction de rejet parmi les intellectuels, qui refusent une forme de « pensée unique » qui rendrait la vie

*visibilité de la Fondapol : au début on était à 70% d'argent public, aujourd'hui il y a 20-30% de privé, on voudrait porter cette part à 50%.* », entretien réalisé le 03/12/2007 (voir les annexes).

<sup>412</sup> Le débat pour savoir si le financement privé assure davantage d'indépendance que les subventions publiques n'a pas à être tranché ici. On peut remarquer que les sources de financement choisies ne correspondent pas forcément aux clivages idéologiques tels qu'on pourrait se les représenter. Ainsi, c'est Thierry Pech de la République des idées qui revendique les ressources tirées du marché : « *les ressources viennent à 95 % du marché. C'est amusant car quand je discute avec des homologues de droite du marché, eux ils se reposent sur des matelas de subventions...* », entretien cité.

<sup>413</sup> OUDIN Jacques, *Les fondations démocratiques à vocation politique en France*, rapport au premier ministre, La Documentation française, 1997. Ce rapport dresse un tableau comparatif des fondations en Europe et déplore la faiblesse de la France en la matière, d'autant plus qu'elles peuvent avoir la précieuse mission de conserver les archives des différents courants politiques. Il

politique fade et sans enjeux véritables. On peut suivre Pierre-Emmanuel Moog lorsqu'il observe « *deux mouvements distincts : d'une part, des groupes composés exclusivement d'économistes* <sup>414</sup>[...] ; *d'autre part, une radicalisation politique vers les extrêmes : antilibérale (Attac, Copernic) et ultralibérale (Turgot, Molinari, etc)* »<sup>415</sup>. En effet, la question du libéralisme économique, doctrine qui a connu un impressionnant regain de vigueur à partir des années 1980, devient un point de clivage essentiel dans la sphère des structures non-partisanes, notamment dans la foulée des mouvements sociaux de 1995.

### **Section 3 : Les recompositions autour du libéralisme : expertise et contre-expertise**

On envisagera d'abord la mouvance libérale, en essor constant depuis les années 1980 et toujours critique vis-à-vis des partis de droite (§1) ; puis la galaxie des organisations de la gauche antilibérale qui s'étoffe rapidement à partir du milieu des années 1990 (§2).

#### **§1 : Les instituts et fondations libéraux**

On a évoqué la floraison des clubs de droite dans les années 1980 et leur impact limité sur les partis politiques. Un degré élevé d'insatisfaction demeure quant à la place accordée à la doctrine libérale et à sa traduction effective en actes (A). On observe par ailleurs un mouvement de professionnalisation des structures non-partisanes adoptant une posture libérale, un certain nombre se calquant sur le modèle anglo-saxon du *think tank* (B).

#### ***A. L'insatisfaction vis-à-vis des partis de droite***

A l'instar du Club de l'Horloge, qui déplorait systématiquement la propension de la droite parlementaire à faire des concessions à ses adversaires de gauche, plusieurs organisations tentent de réhabiliter une pensée libérale « orthodoxe »,

---

préconise un assouplissement du contrôle de l'Etat sur la création et le fonctionnement quotidien des fondations, mais il ne semble pas avoir eu de suite législative immédiate.

<sup>414</sup> Tels le Conseil d'analyse économique, initié par Lionel Jospin et maintenu par ses successeurs, qui dresse des projections en lien avec Matignon, ou encore le Cercle des économistes, qui regroupe une partie de la discipline ; les deux n'ont pas à proprement parler de vocation politique.

faisant peu de cas des nécessaires compromis à la formation d'une coalition majoritaire. C'est le cas de l'Association pour la liberté économique et le progrès social (ALEPS) : créée dès 1969, elle n'acquiert une véritable visibilité qu'à partir de 1981, date du lancement de *La Nouvelle lettre*, sa publication mensuelle. Jacques Garello, professeur émérite à l'université d'Aix-Marseille 3, en devient le président et imprime sa marque à l'association, qui se veut résolument offensive sur le terrain des idées :

*« Nous bénéficions, à l'ALEPS, d'un privilège peu commun : nous avons toujours défendu, avec fidélité et en toute indépendance politique, les principes d'une société libérale. Nous ne pouvons être soupçonnés d'allégeance à quelque parti ou à quelque groupe de pression que ce soit. Nous n'avons jamais sacrifié aux idées à la mode, ni à l'opportunisme. Voilà ce qui nous donne le droit [...] de parler haut et clair »*<sup>416</sup>.

Cette rhétorique de la pureté et de la fidélité à la doctrine est l'une des caractéristiques de l'ALEPS, qui, comme le CDH, s'inquiète du manque de radicalité du programme de la droite, bien que la plate-forme électorale de l'alliance RPR-UDF pour les législatives de 1986 reprenne un certain nombre de propositions d'inspiration libérale.

Jacques Garello, reprenant le mot de Louis Pauwels, déplore en 1985 : *« Je pense fort, ils traduisent mou. [...] La classe politique pense-t-elle que qu'elle s'en sortira mieux en cultivant l'ambiguïté des projets, la prudence des réformes, l'empirisme des mesures ? Avec les dossiers qu'elle aura sur les bras, aucune demi-teinte ne suffira. Faut-il attendre que les socialistes fassent eux-mêmes le travail, et se prépare-on à les voir réapparaître, comme en Suède, quelques mois après leur défaite électorale ? »*<sup>417</sup>.

Le gouvernement de Jacques Chirac, qui connaît plusieurs échecs, dont le retrait du projet sur la réforme des universités, déçoit les milieux libéraux, qui avaient en tête une rupture économique et sociale rapide, sur le modèle des expériences américaine et britannique. L'évolution postérieure de la droite conforte cette analyse : après le

<sup>415</sup> MOOG Pierre-Emmanuel, *Les clubs de réflexion et d'influence. 2006-2007*, Paris, L'Expansion, 2006, p.34. Il s'agit d'un travail journalistique mais qui comporte des pistes de réflexion stimulantes.

<sup>416</sup> *La Nouvelle lettre*, 45, décembre 1982, p.6.

<sup>417</sup> *La Nouvelle Lettre*, 53, mars 1985. On note la reprise de l'exemple suédois déjà développé par le CDH.

second échec de Jacques Chirac à l'élection présidentielle de 1988, celui-ci opère un recentrage politique, illustré par l'adoption du thème de la « fracture sociale » pour l'élection de 1995, recentrage qui lui permet de défaire Edouard Balladur, tenant d'une ligne libérale plus classique. L'analyse effectuée par Jacques Chirac des causes de son échec de 1988 l'amène à se distancier d'un libéralisme trop agressif ; du côté de l'ALEPS, Jacques Garello développe une interprétation exactement inverse :

*« L'erreur commise en 1986 par l'opposition a consisté à annoncer une rupture avec le socialisme et de ne l'avoir même pas amorcée ; ce qui a permis aux commentateurs de présenter 1986-1988 comme la période de l'échec du libéralisme alors qu'il s'agissait de l'échec d'un socialisme indûment prolongé – parce qu'on attendait toujours les présidentielles ! »<sup>418</sup>.*

Déjà très réservée avant la victoire de la droite aux élections législatives de 1993<sup>419</sup>, l'ALEPS ne cesse d'ironiser sur la faiblesse doctrinale des partis, *« conséquence du refus obstiné de ces politiciens d'avoir une couleur, ou de vouloir l'assumer. Surtout ne rien dire, surtout ne pas avoir de programme, surtout ne pas avoir d'idée ! Voilà pourquoi l'Arlequin est désarticulé, sans structure, sans orientation, sans foi. Le sort des Arlequins est bien connu : ils finissent en pantins »<sup>420</sup>*. Désabusé, Jacques Garello ne donne tout simplement pas de consigne de vote en 1993, les partis plus extrémistes ne trouvant pas davantage grâce à ses yeux<sup>421</sup>. Devant l'apparente impossibilité de redresser les partis, l'ALEPS réfléchit à un changement de stratégie :

*« Une fois de plus la droite aura mérité le jugement de Guy Mollet (« la plus bête du monde »). Mais il ne faudrait pas que cela soit tant pis pour le libéralisme, qui n'a rien à faire dans cette galère, et qui doit très vite se démarquer de la classe politique majoritaire en voie de disparition. Je souhaite donc que dès le début de*

---

<sup>418</sup> *La Nouvelle Lettre*, 326, 09/01/1993, p.1.

<sup>419</sup> Jacques Garello estime, à propos du programme du RPR, porté par Alain Madelin, Nicolas Sarkozy, François Bayrou et Alain Juppé : *« quand quelques uns affichent une volonté de réforme manifeste, le poids du plus grand nombre va au contraire vers une prudence extrême ou un conservatisme total »*, *La Nouvelle Lettre*, 327, 16/01/1993, p.5.

<sup>420</sup> *La Nouvelle Lettre*, 330, 06/02/1993, p.2.

<sup>421</sup> A la différence du CDH, l'ALEPS pose l'incompatibilité profonde du libéralisme et du nationalisme. Après avoir analysé les programmes du Front national et de Philippe de Villiers, elle estime que *« l'ivraie nationaliste a progressivement étouffé le bon grain libéral »*, *La Nouvelle Lettre*, 334, 13/03/1993. Elle réitère cette position à l'occasion d'un dîner-débat : *« la question posée par Henry de Lesquin [sic] [...] est toujours ouverte dans l'esprit de certains : peut-on concilier libéralisme et nationalisme ? A l'ALEPS nous répondons non. La nation est une communauté respectable et libre, mais l'Etat-nation est destructeur des libertés »*, *La Nouvelle Lettre*, 342, 15/05/1993, p.7.

*cette année nous resserrions les rangs de la famille intellectuelle libérale sans nous laisser distraire par les spectacles de la Cour »<sup>422</sup>.*

Décus par le jeu politique, les libéraux de l’ALEPS vont néanmoins se rapprocher d’une personnalité politique assez marginale au sein de sa propre famille, Alain Madelin<sup>423</sup>, qui tente d’utiliser des organisations extrapartisanes pour élargir son audience : il a créé dès 1988 l’Institut Euro 92 (résultant de la transformation du Club des entrepreneurs créé en 1986), voué à l’étude de la pensée libérale ; le réseau Idées-Action en 1994, qui regroupe environ 2000 adhérents désireux de promouvoir les idées libérales. Doté d’une image d’intellectuel et de théoricien, Alain Madelin séduit l’ALEPS<sup>424</sup>, qui espère créer avec lui « *le « lobby libéral » qui serait capable, le moment venu, de peser sur les présidentielles* »<sup>425</sup>. Cependant, Alain Madelin hésitera à rompre avec la droite traditionnelle et participera – brièvement – au gouvernement d’Alain Juppé en 1995 ; il décevra à ce titre les espoirs placés en lui par l’ALEPS, qui rêve d’un pôle libéral autonome capable d’incarner à lui seul une alternative politique.

Ainsi, commentant une élection municipale à Gardanne opposant un candidat du PCF à un représentant du Front national (les autres partis appelant à voter pour le premier, formant ainsi un front), Jacques Garello affirme :

*« En attente, ils [les électeurs abstentionnistes et protestataires, NDA] se raccrochent à n’importe quelle utopie, pourvu qu’elle leur paraisse en rupture avec la pensée unique. C’est ici que nous devons, que nous allons intervenir [...], il faut faire savoir aux Français qu’il existe bien une alternative politique [...] : la politique de la liberté et de la responsabilité »<sup>426</sup>.*

On reviendra sur les rapports changeants qu’entretiennent Alain Madelin et les libéraux de l’ALEPS, qui illustrent les différences tactiques et stratégiques entre les hommes politiques « traditionnels » et des cercles de réflexion qui rejettent toute forme d’attentisme ou de compromis (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie). L’ALEPS est l’un des

---

<sup>422</sup> *La Nouvelle Lettre*, 364, 08/01/1994, p.1.

<sup>423</sup> Voir l’étude de MOUREAUD Valérie, *Alain Madelin : une trajectoire politique*, mémoire de DEA de science politique de l’université Paris II, 2001.

<sup>424</sup> Un compte-rendu d’une réunion publique qui s’est tenue à l’espace Wagram à Paris avec Alain Madelin occasionne un éloge dithyrambique de la part de Jacques Garello. Sous le titre « *Wagram, le soleil d’Austerlitz* », ce dernier décrit « *un personnage dont on découvre tout à coup l’importance, la profondeur. Avec un langage clair, élégant, direct et puissant. Ces vingt premières minutes sont une pièce d’anthologie libérale* », *La Nouvelle Lettre*, 373, 12/03/1994, p.5.

<sup>425</sup> *La Nouvelle Lettre*, 372, 05/03/1994, p.8.

<sup>426</sup> *La Nouvelle Lettre*, 476, 26/10/1996, p.2.

groupements les plus radicaux idéologiquement, mais elle n'est pas isolée et s'insère dans une véritable galaxie libérale.

### ***B. La multiplication des organisations libérales***

On évoquera ici certaines organisations dont la date de création est parfois ancienne, mais qui n'ont déployé pleinement leurs activités et participé à la constitution d'un « réseau » libéral que dans la période la plus récente. C'est le cas de :

- L'Institut de l'entreprise : créé en 1975 à l'initiative notamment de François Ceyrac (alors président du Comité national du patronat français, CNPF<sup>427</sup>), il est depuis 2005 présidé par Michel Pébereau (ex-président du Crédit commercial de France, de la Banque nationale de Paris et de BNP Paribas). Il se veut « *à la fois lieu d'élaboration d'une pensée managériale moderne et un centre de réflexion sur les sujets de société* ». Afin d'alimenter la réflexion des chefs d'entreprise, il développe à la fois des activités de réflexion (avec deux commissions permanentes, l'Observatoire de la dépense publique et la Commission de modernisation de la fiscalité, et des commissions *ad hoc*) et de formation (il a créé en son sein l'Institut des Hautes Etudes de l'Entreprise, qui reçoit des auditeurs lors d'une session, sur le modèle de l'Institut des hautes études de défense nationale). A côté des traditionnels colloques et séminaires, il publie également des notes (les « Notes de benchmarking international » et les « Notes de l'Institut »). Il revendique son indépendance et une stratégie d'influence de l'opinion publique.
- L'Institut français pour la recherche sur les administrations publiques (IFRAP) : créé en 1985 par Bernard Zimmern, chef d'une petite entreprise, l'IFRAP milite pour une profonde réforme de l'administration et une meilleure utilisation de l'argent public. Se déclarant apolitique, l'IFRAP n'en est pas moins fortement idéologisé et s'est prononcé contre les 35 heures ou le pouvoir des syndicats<sup>428</sup>. Il publie la revue *Société civile* et organise des colloques, en 2004 par exemple il invite des députés pour aborder le thème « Hôpital public : quel avenir ? ».
- La Fondation Concorde : créée en 1997 par Michel Rousseau, économiste, elle est une réaction à la victoire du PS aux élections législatives. Parrainée par Jérôme Monod, elle est plus proche des milieux politiques et a pris la défense du bilan des

---

<sup>427</sup> L'Institut se situe dans la filiation du Centre de recherches et d'études des chefs d'entreprise créé en 1953 par le président du CNPF, Georges Villiers.

mandats de Jacques Chirac. Très active à ses débuts, elle élabore des projets de réforme concrets et reçoit régulièrement des députés de la droite parlementaire et revendique plus de 2000 membres. Elle s'est dotée par la suite d'un groupe regroupant les étudiants et les jeunes actifs, Impulsion Concorde. Se définissant comme « *think tank populaire* », elle publie des fascicules à destination du grand public<sup>429</sup>, organise des colloques mais aussi deux grandes rencontres nationales, pouvant réunir jusqu'à un millier de personnes. Les thèmes abordés concernent souvent la réforme du service public et l'amélioration de la compétitivité de la France.

- L'Institut Montaigne : initié en 2000 par le président d'AXA, Claude Bébéar, il s'agit sans doute de l'organisation la plus proche du modèle anglo-saxon du *think tank*, disposant du plus important budget parmi les cercles de réflexion français (environ trois millions d'euros). Il produit de nombreux rapports et études et entend mener une véritable action de lobbying, à distance de partis qu'il ne se prive pas de critiquer<sup>430</sup>. Les débats et rencontres s'accompagnent de la publication du *Rapport*, ensemble de textes issus des groupes de travail thématiques, de *La Note* produite par un chercheur sur un sujet d'actualité et de *L'Amicus Curiae*, note rédigée en réaction à une actualité plus immédiate.

On ne dressera pas ici une liste exhaustive des organisations libérales<sup>431</sup>. On observe une croissance exponentielle de ces mouvements dédiés à la défense du libéralisme économique dans les années 1990 et 2000, sur la base d'un mécontentement quant à la place accordée à la réflexion doctrinale au sein des partis, notamment ceux de la droite parlementaire. Ceux-ci sont accusés, à des degrés divers, de nourrir une culture étatiste, interventionniste ; l'héritage gaulliste, si lointain soit-il, est considéré comme encombrant et retardant la nécessaire

<sup>428</sup> ZIMMERN Bernard, *La dictature des syndicats*, Paris, Albin Michel, 2003.

<sup>429</sup> Par exemple *La Mondialisation, notre nouveau monde ; Nous ne paierons pas vos dettes, comment s'en sortir*, parus respectivement en novembre et en mai 2006.

<sup>430</sup> Une des publications de l'Institut Montaigne, *Comment améliorer le travail parlementaire*, parue en 2002, dresse un constat sévère du manque de représentativité du Parlement, dominée par une fonction publique qui s'apparente à une « *endogamie sclérosante* » (p.38) ; on assisterait à un « *détournement de la démocratie, c'est-à-dire, au fond, sous la forme de la démocratie, la captation du pouvoir par une oligarchie politicienne et partisane* » (p.66). Il faudrait selon les auteurs ouvrir la représentation nationale à la diversité de la société française, notamment au secteur privé ; d'autre part, rehausser un Parlement trop soumis à l'exécutif.

<sup>431</sup> On peut signaler l'Institut Choiseul, l'Institut Molinari, l'Institut Charles Coquelin, l'Institut Turgot ou encore l'Institut de formation politique.

adaptation de la France à la modernisation économique et sociale<sup>432</sup>. Cependant, la mouvance libérale n'aspire pas à des recompositions politiques d'ampleur : elle espère, par un combat intellectuel qui se veut infatigable, irriguer l'opinion publique d'idées qui vont parfois à contre-courant, influencer le personnel politique en l'invitant à mener des débats de fond ; elle souhaite imiter les célèbres *think tanks* anglo-saxons qui ont réussi à peser sur l'agenda politique, sans en avoir toutefois les moyens (voir *infra*). Les structures non-partisanes libérales sont nombreuses à se faire concurrence sur le même créneau idéologique, cependant on note qu'elles n'hésitent pas à mutualiser leurs ressources, les séminaires et colloques étant l'occasion d'inviter et de dialoguer avec les autres organisations<sup>433</sup>.

En partie en réaction face à cette mobilisation des intellectuels libéraux, on assiste au réveil de la gauche radicale, qui, de manière symétrique, entend combattre les concessions de la gauche gouvernementale à l'idéologie libérale.

## **§2 : Les structures d'expertise de la gauche radicale**

On utilise ici l'expression de « gauche radicale » par facilité, pour décrire une mouvance assez hétérogène qui se situe à la gauche du PS : il serait sans doute plus juste de parler « des » gauches radicales, tant les références idéologiques sont variées à l'intérieur de cette partie du champ politique. On a jusqu'ici peu parlé de structures non-partisanes qui se situeraient sur des positions politiques de ce type : représentée pendant longtemps par un PCF hégémonique et plus modestement par l'extrême-gauche militante, la gauche radicale ne secrète pas, jusqu'à la période des années 1990, de clubs politiques tels qu'on a pu les rencontrer dans l'orbite des partis de gouvernement. Cela s'explique certainement par la grande place accordée au débat idéologique au sein de ces formations : il n'y a alors pas de « divorce » entre la réflexion et l'action politique. Ce constat devient de moins en moins valable au fur et à mesure du déclin du PCF, où les dissidences se multiplient à partir des années 1980, dissidences débouchant sur la création de multiples petits mouvements soucieux d'œuvrer à de nouvelles recompositions à la gauche de la gauche (voir *infra*, 2<sup>ème</sup> partie).

---

<sup>432</sup> Philippe Séguin, représentant du courant gaulliste social, est souvent pris pour cible, particulièrement dans les publications de l'ALEPS : « *Séguin est socialiste* » affirme Jacques Garello, *La Nouvelle Lettre*, 346, 19/06/1993, p.2.

Relativement atone dans la première moitié des années 1990, la gauche radicale semble revitalisée par les mouvements sociaux de 1995, plusieurs structures non-partisanes se créant dans leur sillage (1). Le mouvement s'accélère avec l'apparition d'ATTAC, association militante qui est apparue comme le fer de lance du mouvement altermondialiste (2).

***A. Les effets des mouvements sociaux de 1995 : du Club Merleau-Ponty à la Fondation Copernic***

Les grandes grèves de l'hiver 1995 constituent un point de repère important pour la gauche radicale, car elles semblent amorcer le retour d'une contestation sociale qui semblait décliner : il semble possible, à nouveau, de critiquer une organisation économique et sociale de la société qui serait dictée par l'idéologie libérale. Il ne s'agit pas de considérer 1995 comme *le* moment qui aurait déterminé le développement ultérieur des structures non-partisanes de la gauche radicale<sup>434</sup> (certaines ont été créées avant ces événements) : les recompositions intellectuelles, lentes et profondes, ne peuvent être datées par des limites rigides. Il n'en reste pas moins que 1995 a vu se former des fractures politiques significatives, symbolisées par l'affrontement entre les intellectuels favorables au mouvement (emmenés par Pierre Bourdieu) et ceux qui y sont hostiles (parmi lesquels plusieurs membres de la FSS et plus largement de la « deuxième gauche », tels Jacques Julliard) ; affrontement qui préfigure une coupure durable entre une gauche radicale et antilibérale et une gauche réformiste plus favorable à un libéralisme tempéré à l'intérieur de l'espace des structures non-partisanes (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie).

Pierre Bourdieu est lui-même à l'origine de la création du groupe Raisons d'agir dans la foulée des mouvements de 1995, qui se fixe pour objectif de donner plus de

---

<sup>433</sup> La Fondation Concorde reçoit ainsi le président de l'IFRAP en mars 2006 ; un colloque tenu en février 2009 sur la crise financière est organisé par l'Institut Turgot en partenariat avec l'Institut Euro 92 ; Alain Madelin y intervient.

<sup>434</sup> Voir la contribution de CONTAMIN Jean-Gabriel, « Les grèves de 1995 : un moment fondateur ? », in AGRİKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier et MAYER Nonna (dir.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005, p.233-264. A partir de l'analyse des tracts distribués par les diverses organisations (syndicales, associatives, politiques), l'auteur nuance la présence des thèmes altermondialistes et conteste l'interprétation selon laquelle 1995 serait un tournant majeur dans l'histoire de la contestation en France, qui marquerait la naissance d'un grand mouvement d'opposition à la mondialisation : « *il semblerait plutôt que cette lecture soit essentiellement, d'une part, celle d'un ensemble d'intellectuels pro- et anti-grévistes qu'on retrouve dans les médias et, d'autre part, celle d'un*

visibilité et d'impact aux travaux menés en sciences sociales, de mieux structurer l'intervention de chercheurs critiques – y compris vis-à-vis des mouvements sociaux et des partis, fussent-ils de gauche<sup>435</sup> - dans le champ politique. Un des instruments principaux de cette intervention sera la collection de livres Liber/Raisons d'agir, qui connaissent de réels succès de librairies<sup>436</sup>

Le club de réflexion sociale et politique Merleau-Ponty, créé au début de l'année 1995 et animé par Philippe Corcuff, sociologue critique, est l'une des premières organisations de la gauche radicale, dont l'existence est relativement brève puisqu'il s'éteint dès 1998.

D'après Philippe Corcuff : « A l'époque c'était la pensée unique, il y avait une sorte d'atonie intellectuelle dans le champ politique et donc la logique était surtout de résistance critique, alors que quand on monte le Club Merleau-Ponty en 1995 c'est une période où la pensée unique se fendille et où des discours critiques commencent à apparaître, on n'est plus simplement dans une logique de résistance critique mais dans l'optique de relance d'une gauche sur des bases plus larges. Dans le comité de parrainage il y avait aussi bien Duret que Bourdieu, ou Latour, ou Boltanski »<sup>437</sup>.

*ensemble de groupes partisans et politisés, relativement marginaux par rapport à la grosse masse syndicale qui constitue ces mobilisations » (p.253).*

<sup>435</sup> « Nous avons eu un rôle d'aiguillon dans le sens du décroisement, de la mise en réseau des acteurs sociaux transnationaux tels que les syndicats, les ONG [...], de l'invention de formes originales d'action comme l'association ATTAC. Pour cela, nous utilisons notre pratique de chercheurs en sciences sociales pour analyser les mécanismes qui tendent à la reproduction des hiérarchies et des dépendances à l'intérieur des organisations et des mouvements sociaux, en particulier à travers la logique sociale de la délégation à des représentants. C'est dans ce cadre que nous contribuons à la réflexion actuelle sur la nature et les conditions d'une véritable **autonomie des mouvements sociaux** », LEBARON Frédéric, communication au colloque « La précarité sous surveillance en Europe », 12/12/1999, <http://www.raisonsdagir.org/>, 08/04/2009.

<sup>436</sup> *Sur la télévision* de Pierre Bourdieu atteint la barre des 100 000 exemplaires, *Les Nouveaux Chiens de garde* de Serge Halimi frôle celle des 150 000. Le prix modique des ouvrages (30 francs à l'époque) l'explique en partie ; on peut souligner que ces ouvrages sont consacrés à la critique des médias, plus précisément à la remise en cause d'une couverture jugée partielle et insuffisante des mouvements sociaux, thématique récurrente dans la gauche radicale. Des associations comme ACRIMED (Action-critique-médias), des journaux tels que *Le Plan B* (qui a cessé de paraître en 2010), poursuivent aujourd'hui la critique entamée en 1995 et l'étendent aux partis et syndicats de gauche et d'extrême-gauche, témoignant d'une prise de distance entre les intellectuels critiques et les organisations contestataires « traditionnelles ».

<sup>437</sup> Entretien avec Philippe Corcuff réalisé le 23/05/2008 (voir les annexes). Le parcours de Philippe Corcuff témoigne du malaise d'une partie des intellectuels de gauche au début des années 1990. Adhérent depuis 1977 du PS, il évoque son arrivée dans une section parisienne : « Puis j'ai fait mon transfert dans le PS du 20<sup>ème</sup> arrondissement et c'est là que je me suis rendu compte de transformations que je n'avais pas bien vu en province, et notamment à l'occasion du truc avec Charzat [Michel Charzat anime le processus d'élaboration du nouveau projet socialiste en 1990-91, NDA] sur le projet socialiste. Je me suis aperçu que les conseillers en communication avaient remplacé les intellectuels...à part sur l'économie, le PS avait décroché du travail intellectuel. Il y avait une crise du marxisme, Charzat pensait que la pensée était morte, il y avait une

Regroupant une centaine d'adhérents, venus principalement des milieux universitaires, le club entend « *nourrir la gauche de travaux de sciences sociales et de philosophie critiques, à la fois pour redonner des outils critiques à gauche et repenser la gauche, d'un point de vue plus normatif* »<sup>438</sup>. A cet effet, il publie *La pensée confisquée* en 1997<sup>439</sup>, qui entend contester les lieux communs d'un libéralisme jugé dominant.

La gauche radicale se recompose progressivement dès avant 1995, au carrefour des organisations traditionnelles et de revues à caractère militant : il faut évoquer ici l'action de Jacques Kergoat, militant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et historien du socialisme<sup>440</sup>, qui dirige la publication *Politique, la revue*. Il crée dans un premier temps, en 1994, le réseau « Recherche, syndicalisme et société » (RESSY) pour tenter de mieux articuler sciences sociales et action militante. Le mouvement de 1995 l'encourage dans son entreprise ; on le voit s'impliquer dans les Etats généraux du mouvement social qui se tiennent en 1996, aux côtés notamment de Pierre Bourdieu. Ces Etats généraux, d'après Jacques Kergoat, se veulent à la fois

---

*méconnaissance de ce qui se passait dans le milieu universitaire, il connaissait vaguement des choses au niveau économique, il y avait des restes de la théorie de la régulation mais sinon il y avait l'idée globale que la pensée était en crise. Dans l'histoire du projet j'ai essayé de montrer qu'il y avait des tas de choses, etc, mais bon il y a eu une grande séparation entre le milieu universitaire et le milieu politique, alors que dans les années soixante-dix c'était lié complètement. Donc Charzat lance le truc, il y a un groupe de travail, un comité de pilotage du projet pour savoir qui on auditionnait, c'est là où je vois pour la première fois un conseiller en communication payé par le PS et qui suit toutes les réunions. C'était nouveau pour moi en politique. Et donc lors d'une réunion il avait des critères de communicant, c'est-à-dire qu'au lieu de se poser la question de savoir ce qu'il se faisait d'intéressant en philo, en histoire, en sociologie, en ethnologie, il pose la question « je voudrais une femme de trente ans, je voudrais un jeune comme ça... » avec des critères socio-démographiques, ou encore « une femme qui parle des femmes », bref des critères de magazine, plus du tout intellectuels. C'est là que j'ai senti le poids du mouvement de désintellectualisation, il y a des nouveaux acteurs comme les journalistes et les conseillers en communication qui pour les hommes politiques ont remplacé le rôle que pouvaient jouer les intellectuels ».*

On note l'insistance sur la séparation entre le monde universitaire et le monde politique : cet élément est récurrent dans plusieurs discours d'adhérents de structures non-partisanes, tels Bastien François, membre lui de la Convention pour une VI<sup>ème</sup> République : « *Il y a ça, une certaine délégitimation de l'université comme lieu de production du savoir, et donc il y a la nécessité pour nous de montrer que l'on sert à quelque chose, que l'on peut transformer notre travail savant en programme, en politique publique* », entretien réalisé le 19/02/2008 (voir les annexes).

<sup>438</sup> *Ibid.*

<sup>439</sup> Aux éditions *La Découverte*.

<sup>440</sup> Il publie une *Histoire du Parti socialiste* en 1983 aux éditions *La Découverte*, coll. « Repères ».

« lieu d'échanges, fabrique de relais, organisateur de passerelles »<sup>441</sup>. Inquiet devant la progression selon lui des thèses libérales au sein de la gauche, Jacques Kergoat souhaite doter la gauche radicale d'un laboratoire d'idées permanent, apte à reconquérir l'« hégémonie » intellectuelle : c'est chose faite en octobre 1998 avec la création de la Fondation Copernic, qui adopte pour devise « *Pour remettre à l'endroit ce que le libéralisme fait fonctionner à l'envers* ».

Les fondateurs de l'association<sup>442</sup>, dans leur présentation publique, établissent une filiation claire avec 1995 :

*« Il est en tout cas peu contestable que ces deux mois ont permis qu'émerge un mouvement social protéiforme, ont donné à la pensée critique et aux intellectuels qui en étaient porteurs une place dans le débat sociétal, ont initié des formes de collaboration nouvelles – notamment entre associations et syndicats -, ont induit de notables évolutions dans les organisations plus anciennes et plus assises, qu'elles soient syndicales ou associatives »*<sup>443</sup>.

Comptant environ 250 adhérents à ses débuts, la Fondation Copernic se veut indépendante de tout parti politique : elle souhaite mettre à la disposition de l'ensemble des forces de gauche des analyses et des dossiers précis pour être capable de « démonter » l'idéologie dominante. Ce travail prend la forme de *Notes*, de publications<sup>444</sup>, de séminaires ; la démarche consiste à mutualiser les moyens d'une gauche radicale trop souvent paralysée par ses divisions :

*La fondation se considère ainsi comme « un lieu improbable. Et Copernic participe de ces lieux, par le mélange des points de vues et des histoires (professionnelles et politiques) qu'il fait vivre. Les rencontres autrement impossibles, les élaborations collectives, les polémiques utiles, que ce mélange permet, le décroisement même que cela produit, bien loin des confort et des pensées d'institution, des censures d'institution, des disciplines de partis, des garde-à-vous, des rappels à l'ordre, des*

---

<sup>441</sup> Cité in WINTREBERT Raphaël, *Décisions, critiques et pouvoirs : vers une sociologie configurationnelle du changement d'ATTAC (1998-2002)*, thèse de sociologie de l'EHESS, 2004, p.107.

<sup>442</sup> Comme le précise Michel Rousseau, membre de la fondation : « nous n'avons de fondation que le sens étymologique du terme, officiellement nous nous appelons « association pour la Fondation Copernic », entretien réalisé le 10/01/2008 (voir les annexes). C'est pour cette raison que l'on n'utilise pas la majuscule pour « fondation » dans ce cas.

<sup>443</sup> CASTEL Robert, DEBONS Claude, KERGOAT Jacques, MASSIAH Gus, SURDUTS Maya, « De décembre 1995 à la Fondation Copernic », *Le Quotidien de Paris*, 24/11/1998. On retrouvera Claude Debons dans les collectifs unitaires pour des candidatures unitaires antilibérales (voir *infra*, 2<sup>ème</sup> partie), Gus Massiah à ATTAC. Robert Castel est sociologue, Maya Surduts est une figure du mouvement féministe français, active au sein du Collectif national pour les droits des femmes.

<sup>444</sup> Dont *Un social-libéralisme à la française ? Regards critiques sur la politique économique et sociale de Lionel Jospin*. Paru en 2001, l'ouvrage est critique quant à l'action de la « gauche plurielle » alors au pouvoir.

*rapports de force...y participer directement, contribuer à leur existence, déverrouiller, ainsi, la routine des courants politiques, et contrarier l'expertise officielle (sur le fond et par la méthode), après tout, en vrac, ce sont là quelques raisons. »*<sup>445</sup>

Diagnostiquant l'existence d'une « pensée unique » sur un certain nombre de sujets économiques et sociaux, la fondation veut pouvoir opposer sur chaque dossier des argumentaires solides aux recettes libérales mises en œuvre – selon elle – par les gouvernements : le rapport du Commissariat général au Plan sur le système de retraites par répartition remis au Premier ministre Lionel Jospin en 1999 attire l'attention de la fondation, qui conteste tant le diagnostic (un système en péril du fait du vieillissement de la population) que les solutions envisagées (l'allongement de la durée de cotisation) ; elle propose d'autres solutions<sup>446</sup>. De la même manière, elle s'opposera à la privatisation du service public de l'énergie ou encore à la réforme de l'assurance-maladie. Elle sortira de son rôle de contre-expertise au moment du référendum sur le traité constitutionnel européen en 2005, en jouant un rôle dans le regroupement des forces de la gauche antilibérale ; son président plus particulièrement, Yves Salesse, s'investira dans les collectifs pour des candidatures unitaires en 2006-2007 (voir *infra*, 2<sup>ème</sup> partie).

Cependant, la production de notes critiques mises à la disposition de la famille de la gauche radicale demeure le cœur de son action. La Fondation Copernic témoigne d'un élargissement du répertoire des modes d'action des groupes protestataires observable dans les années 1990 et 2000<sup>447</sup>. L'année 1998 est un tournant notable pour la gauche radicale puisqu'elle voit aussi l'apparition d'ATTAC, une des forces les plus importantes de cette mouvance.

---

<sup>445</sup> <http://www.fondation-copernic.org/spip.php?rubrique20>, 12/03/2009. Le vocabulaire employé recourt à nouveau aux figures militaires et « verticales » pour caractériser les partis.

<sup>446</sup> La fondation consacre deux notes au sujet : *Retraites, l'autre diagnostic* ; *Retraites, d'autres propositions*. Elle n'exclut pas l'augmentation des cotisations pour financer le système par répartition.

<sup>447</sup> On peut suivre Xavier Crettiez et Isabelle Sommier pour qui « l'expertise, juridique mais aussi économique et sociale, devient ainsi un moyen efficace de contestation pour des groupes ne disposant pas d'un important potentiel militant. Les mouvements de défense des droits de l'homme, ATTAC ou les clubs de réflexion souvent critiques vis-à-vis de la pensée libérale usent aussi efficacement de ce registre activiste auquel répond de façon moins visible une pensée ultra-libérale en voie d'organisation en France », *La France rebelle*, Paris, Michalon, 2006, p.23.

## ***B. L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC)***<sup>448</sup>

On ne reviendra pas ici de manière très détaillée sur les conditions de création d'ATTAC, fruit de la convergence d'organisations d'origines diverses<sup>449</sup> : celles-ci décident de se regrouper autour de la revendication de la mise en place d'une « taxe Tobin »<sup>450</sup>. Comme on l'a vu dans un travail précédent, ATTAC a élargi considérablement ses problématiques<sup>451</sup>, formulant des propositions aussi bien en matière d'éducation, de culture ou d'énergie : elle reste, après une crise de direction assez aiguë à la fin de l'année 2006 (voir *infra*, 2<sup>ème</sup> partie), une pièce majeure du dispositif de la gauche radicale en France, et la « section locale » la plus forte du réseau international des différents ATTAC.

La symbiose opérée au sein d'ATTAC est double : non seulement celle-ci regroupe des organisations qui étaient jusqu'ici assez éloignées (notamment les syndicats traditionnels et les associations de « sans ») ; mais encore sur le plan idéologique, elle rassemble des courants divers de la gauche au sens large (extrême-gauche, communistes, socialistes, républicains chevènementistes, écologistes) en ne faisant pas référence au modèle marxiste mais en évoquant, de manière beaucoup plus large, la nécessaire résistance des « citoyens » aux dégâts engendrés par la « mondialisation libérale »<sup>452</sup>. Elle prend ainsi acte de la grande diversité des

<sup>448</sup> Tel est le nouveau nom de l'association suite à l'adoption des nouveaux statuts en 2009. ATTAC signifiait auparavant « Association pour une taxation des transactions financières d'aide au citoyen ».

<sup>449</sup> A la fois des syndicats (du moins certaines branches plus intéressées par la problématique d'une fiscalité internationale, comme la fédération des banques de la CFDT ou la fédération des finances CGT) ; des associations de défense des « sans » tels Droit au logement ; des mouvements d'expertise tels le Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale ; sans oublier des journaux, particulièrement *Le Monde diplomatique*, qui a enclenché le mouvement de création de l'association avec un éditorial d'Ignacio Ramonet appelant à « Désarmer les marchés » en décembre 1997.

<sup>450</sup> Taxe qui ponctionnerait toutes les transactions financières à un taux très faible. Elle est ainsi nommée en référence à l'économiste James Tobin, qui a le premier formulé cette idée. Il s'est cependant désolidarisé du mouvement altermondialiste, déclarant : « *J'apprécie l'intérêt qu'on porte à mon idée, mais beaucoup de ces éloges ne viennent pas d'où il faut. Je suis économiste et, comme la plupart des économistes, je défends le libre-échange. De plus, je soutiens le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), tout ce à quoi ces mouvements s'en prennent. On détourne mon nom* », *Le Monde*, 08/09/2001.

<sup>451</sup> *Attac : du politique à la politique ? Les contradictions d'une association atypique*, mémoire de DEA de science politique, Paris 2, 2005, p.45-47.

<sup>452</sup> On rejoint ici Marcos ANCELOVICI qui parle d'un un cadre « Politique contre marchés mondiaux » (« *Politics against Global Markets* ») : loin de dénoncer l'Etat comme un instrument de répression aux mains des classes dominantes, ATTAC en appelle à l'intervention des pouvoirs publics pour protéger les citoyens contre la concurrence internationale qui tirerait les conditions de travail (et de vie en général) vers le bas. Particulièrement adapté à la culture républicaine et étatiste française, ce cadre permet de croiser les héritages jacobin ou gaulliste vantant l'Etat-nation ; l'étatisme de la « première gauche » socialiste et communiste ; l'héritage diffus de la mouvance

courants qui, à gauche, nourrissent une hostilité au libéralisme ; en contrepoint, elle ne formule pas de projet de société alternatif complet, mais plutôt une série de mesures ponctuelles (défense des services publics, réorientation de la fiscalité, etc), sous-tendues par un souci de justice sociale et de préservation du bien commun.

Dotée d'un conseil scientifique qui compte aujourd'hui 150 membres, ATTAC, comme la Fondation Copernic, a pour vocation première de produire de l'expertise, là aussi disponible pour l'ensemble de la gauche radicale. Cependant, elle se différencie de Copernic par sa dimension plus nationale (des comités locaux existent sur tout le territoire) et par une identité plus fortement affirmée : sous les présidences de Bernard Cassen (1998-2002) puis de Jacques Nikonoff (2002-2006) notamment, la construction et le renforcement de l'implantation d'ATTAC ont été privilégiés, accompagné d'une certaine méfiance quant à une éventuelle dilution de l'association dans des actions unitaires<sup>453</sup>. A mi-chemin entre le mouvement d'éducation populaire et l'embryon de mouvement politique, ATTAC connaît une trajectoire agitée, avec de forts désaccords internes et des variations assez importantes en termes d'adhérents<sup>454</sup>. Sa volonté affichée de « *faire de la politique, mais autrement* »<sup>455</sup>, qui se traduit au niveau du fonctionnement interne par la prise de décision au consensus – et non par le vote, qui cristallise les oppositions – se heurte à une attraction réelle du champ politique, certains de ses membres souhaitant dépasser le stade du simple « groupe de pression » citoyen.

On reviendra sur les fractures engendrées par cette appétence pour l'engagement politique (voir *infra*, 2<sup>ème</sup> partie) ; on peut signaler qu'une organisation animée en partie par des anciens membres de la direction d'ATTAC, dont Jacques Nikonoff, a vu le jour en mai 2008 : il s'agit du Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP), qui ne s'interdit pas d'intervenir dans le champ politique ; il mène en ce sens une action pour fédérer les forces de la gauche radicale en vue des

autogestionnaire en ce que l'association appelle à agir localement pour transformer les mentalités et exige une démocratie participative.

<sup>453</sup> Cela s'est observé à l'occasion de la campagne référendaire de 2005, Jacques Nikonoff ne se rendant pas à un meeting unitaire initié par le PCF alors qu'ATTAC était invitée ; de même, l'association ne signe pas en tant que telle « l'appel des 200 » lancé par la Fondation Copernic, ses responsables considérant la référence au « non de gauche » comme trop réductrice. La victoire du « non » donne l'illusion de la cohésion d'ATTAC à ce moment : en réalité, une grave crise couve en son sein (voir *infra*, 2<sup>ème</sup> partie).

<sup>454</sup> Ils sont 10 000 en 1999, témoignant d'une croissance rapide ; 30 000 en 2005 ; 2006 est indubitablement l'année de la crise avec une chute à 20 000 ; aujourd'hui on peut estimer leur nombre à 10 000.

<sup>455</sup> ATTAC, *Tout sur Attac*, Paris, Mille et une nuits, 2000, p.21.

élections européennes de juin 2009. Derrière le mot d'ordre « *s'engager, se politiser, s'émanciper* », le M'PEP veut lui aussi formuler des propositions, notamment sur la question européenne<sup>456</sup> ; il semble s'adresser, au-delà du seul public de la gauche radicale, aux citoyens qui se retrouvent dans « *les idées républicaines, socialistes et communistes* ». On note, dans les textes de référence du M'PEP, la revendication d'une filiation avec « *la tradition des clubs politiques* »<sup>457</sup>. La mouvance antilibérale a également vu l'arrivée récente de la Société Louise Michel, qui veut être un nouveau foyer de réflexion critique<sup>458</sup>.

On a abordé dans ce chapitre les conditions et les contextes dans lesquels se sont développées les structures non-partisanes : vigoureuses jusqu'au début des années 1970 grâce à un environnement favorable (recomposition à la fois organisationnelle et idéologique de la gauche, existence de plusieurs sensibilités au sein de la droite parlementaire) puis affaiblies par la forte bipolarisation de la vie politique française, elles n'ont connu un regain qu'en trompe-l'œil dans les années 1980, les partis résistant plutôt bien à leur pression (ou du moins, les instrumentalisant, récupérant des idées porteuses, comme c'est le cas du libéralisme orthodoxe défendu par le CDH). La décennie 1990 voit s'ouvrir un nouveau cycle, marqué une prise de distance généralisée à l'égard des partis politiques, les grands rêves de recomposition sur le modèle de la FGDS n'ayant plus cours. Placé sous le

---

<sup>456</sup> La présentation du mouvement met l'accent sur l' « héritage » militant de 2005 : « *Au moment de sa création, le M'PEP était composé de militants ou anciens militants de partis de gauche, d'associations, de mouvements altermondialistes ou de syndicats, ayant mené la bataille victorieuse du référendum sur le traité constitutionnel européen en 2005 et qui veulent donner un débouché politique à leur engagement* », <http://www.m-pep.org/spip.php?rubrique101>, 17/03/2009.

<sup>457</sup> <http://www.m-pep.org/spip.php?rubrique101>. Le texte dresse un tableau historique du phénomène des clubs, de 1789 à nos jours, et semble établir une continuité parfaite entre les clubs révolutionnaires des XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècles et les clubs qui sont apparus de 1958 à nos jours. Outre le fait que la même appellation recouvre des réalités militantes très différentes (les clubs révolutionnaires *préfigurent* les partis politiques à venir, les clubs plus récents *réagissent* à des partis déjà existants), on remarque ici une stratégie de légitimation : puisque « *l'apparition de clubs ou mouvements à vocation politique correspond toujours à des périodes de mutations affectant la société, en France comme à l'étranger* », le M'PEP apparaît en réaction à un nouveau contexte politique qui se serait ouvert à partir de 2005 et est apte à intervenir auprès de partis en crise.

<sup>458</sup> « *La religion du dieu Marché est morte. Il est d'autant plus urgent et nécessaire de donner à la critique du capitalisme un contenu émancipateur, individuellement et collectivement, en portant la critique à la racine des choses, et en explorant les voies d'une alternative sociale, et démocratique, écosocialiste, féministe, antiraciste, anti-impérialiste. Dans cette perspective, la société Louise Michel sera un lieu indépendant de recherche, de débats et d'éducation populaire. Elle vise à confronter de manière pluraliste des visions critiques du monde, sans sectarisme ni dogmatisme, à mettre au jour les enjeux politiques fondamentaux, à élaborer des réponses hors des sentiers battus, en tirant des enseignements des expériences internationales. Ouverte aux citoyennes et citoyens, aux sans-papiers, aux enseignants, aux artistes, aux chercheurs, aux militants associatifs, politiques et syndicaux, la société Louise Michel s'inscrit dans la tradition des mouvements d'éducation populaire. Elle développe des coopérations avec des revues critiques et d'autres initiatives analogues en France et dans le monde* », <http://www.preavis.net/breche-numerique/article1634.html>.

double signe de l'expertise et de la professionnalisation, ce cycle témoigne aussi du rapprochement de la France avec les modèles étrangers, notamment en ce qui concerne les fondations politiques. Cependant, les structures non-partisanes françaises restent bien distinctes des *think tanks* américains et britanniques.

#### **Section 4 : L'absence d'équivalent des *think tanks* « à l'anglo-saxonne »**

Les *think tanks* britanniques et américains sont souvent cités comme des modèles d'influence et d'efficacité, les plus célèbres d'entre eux, tels la Fondation Héritage aux Etats-Unis ou l'Adam Smith Institute en Grande-Bretagne, étant réputés avoir contribué à la victoire des gouvernements conservateurs à l'orée des années 1980. Il s'agit d'analyser la pertinence de cette représentation, en voyant tout d'abord les facteurs favorables au développement des *think tanks* (§1), puis en essayant d'évaluer l'influence concrète de ces derniers, notamment sur les politiques menées par les gouvernements de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher (§2).

##### **§1 : Les facteurs favorables au développement des *think tanks***

Les Etats-Unis sont sans conteste le pays au monde qui compte le plus grand nombre de *think tanks*, qui couvrent l'ensemble du spectre politique américain, avec tout ce dernier comporte comme particularités, puisqu'on trouve aussi bien des organisations résolument libertariennes, telles le Cato Institute, créé en 1976, une palette de réseaux conservateurs, néoconservateurs et démocrates ou progressistes. Des organisations célèbres telles la Rand Corporation<sup>459</sup> ou la Fondation Héritage<sup>460</sup> ont contribué à construire cette représentation d'une Amérique favorisant la recherche privée, celle-ci pouvant se montrer idéologiquement très agressive. La Grande-Bretagne n'est pas en reste et a vu apparaître un certain nombre de *think tanks* peut-être moins connus mais tout aussi actifs, à l'image de l'Institute of Economic Affairs ou de l'Adam Smith Institute, ces derniers ayant joué un rôle dans la victoire politique du thatchérisme.

---

<sup>459</sup> Voir la thèse de SAMAAAN Jean-Loup, *Contribution à une sociologie de l'expertise militaire : la RAND Corporation dans le champ des études stratégiques depuis 1989*, Paris I, 2009.

<sup>460</sup> Voir PESEY Alexandre, *La Fondation Héritage : moteur du conservatisme américain*, mémoire de DEA de science politique, Paris 2, 2002.

Un certain nombre d'auteurs avancent des arguments assez généraux pour tenter d'expliquer ce développement beaucoup plus large des *think tanks* :

- des facteurs historiques et culturels :

- La France se différencierait des Etats-Unis par une conception holiste de l'intérêt général, un rôle beaucoup plus important de l'Etat, à l'exact inverse du dynamisme de la société civile américaine. Le débat politique serait plus ouvert et moins idéologisé.
- Le rôle des experts et des scientifiques serait davantage légitimé aux Etats-Unis
- Enfin, la culture philanthropique américaine, qui se traduit par un mécénat très développé, favoriserait le développement des *think tanks*<sup>461</sup>.

- des facteurs institutionnels :

- Le caractère fédéral de l'organisation étatique américaine conduirait à une fragmentation du système politique et à une multiplication des centres de pouvoir, qui constitueraient autant de cibles ou de points d'impact pour les *think tanks*. La multitude de commissions au sein du Congrès est également un facteur favorable pour introduire des idées et des propositions auprès du personnel politique.
- La faiblesse des partis démocrate et républicain, par ailleurs, aboutit à une faible discipline partisane, qui rendrait les élus plus faciles à toucher.

- des facteurs conjoncturels : les travaux des *think tanks* seraient désormais indispensables à des gouvernements désemparés face à la complexité du monde.

Certaines de ces explications paraissent peu étayées ; il n'en reste pas moins que la présence d'une tradition de mécénat forte jointe à la faiblesse des partis favorise effectivement la constitution d'institutions de recherche privées, bien dotées financièrement et soudées autour de la promotion d'idées.

---

<sup>461</sup> L'ALEPS avance également la thèse d'une faible appétence du patronat français pour le financement des cercles de réflexion : « L'ALEPS, sans doute la plus ancienne des formations intellectuelles libérales dans ce pays, a plus de trente ans d'existence, et son budget lui permet de survivre avec peine en se cantonnant dans des réalisations artisanales. C'est que la France n'est pas l'Amérique. En France l'intérêt du patronat institutionnalisé pour l'élaboration et la diffusion des idées libérales est à peu près inexistant, *La Nouvelle Lettre*, 528, 10/01/1998. On peut voir à ce sujet TOURNÈS Ludovic (dir.), *L'argent de l'influence. Les fondations américaines et leurs réseaux européens*, Paris, Autrement, 2010.

Le cas britannique est légèrement différent : les partis conservateur et travailliste ont été et restent mieux structurés et implantés que leurs homologues américains, ils ont d'abord secrété en leur sein des organes de réflexion propres (direction des études). Les *think tanks* ont été souvent utilisés pour contourner les machines partisanes (ce fut un élément de la stratégie de Margaret Thatcher, voir *infra*, B), ils se sont effectivement développés à la faveur de la crise des partis dans les années 1980 et 1990, notamment en réaction à la profonde crise du Labour, qui aboutit finalement à la mutation blairiste des années 1990, qui opère une rénovation idéologique profonde de la doctrine travailliste.

Les *think tanks* sont, particulièrement aux Etats-Unis, de véritables acteurs du système politique, des canaux à part qui peuvent être des étapes intéressantes dans une trajectoire politique, pour des militants en difficulté passagère ou tout simplement désireux de se consacrer à la réflexion<sup>462</sup>. La fluidité entre les milieux universitaires, le monde des affaires et le monde politique semble effectivement plus grande et permet une meilleure circulation des personnes d'une sphère à l'autre. Il convient cependant de ne pas surestimer l'influence de ces *think tanks*.

## **§2 : L'influence concrète des cercles de réflexion anglo-saxons**

L'appréciation de l'impact effectif des *think tanks* sur les politiques publiques, notamment celles menées par les gouvernements conservateurs américain et britannique, n'est pas chose aisée, certains auteurs soulignant à juste titre que « *la littérature universitaire traitant des think tanks a généralement échoué à poser la question de savoir dans quelle mesure les objectifs ont été atteints* »<sup>463</sup> : le caractère circulaire des idées et des décisions empêcherait d'après eux toute mesure réellement précise de l'influence des cercles de réflexion.

Les discours construits par les *think tanks* eux-mêmes visent naturellement à valoriser leur rôle dans les évolutions idéologiques qui se sont faites jour à la fin des années 1970, à montrer que les gouvernements ont repris les idées qu'ils avaient défendu pendant de longues années : ainsi, la critique de l'action étatique,

---

<sup>462</sup> Les aspects matériels ne sont évidemment pas à négliger : les *think tanks* anglo-saxons rémunèrent confortablement leurs équipes.

<sup>463</sup> DENHAM Andrew, GARNETT Mark (dir.), *British think tanks and the climate of opinion*, London, UCL Press, 1998, p.17 (« *the academic literature on think tanks has generally failed to address the question of how far either of the objectives have actually been achieved* »).

principalement dans le domaine social<sup>464</sup>, n'aurait été possible que grâce à l'action de quelques courageux cercles de réflexion libéraux, prêchant inlassablement la doctrine du marché libre face au paradigme dominant du keynésianisme ; dans les domaines sociétaux, de la même manière, les *think tanks* conservateurs auraient frayé le chemin à une politique pénale plus répressive, soucieuse de la protection des victimes que de la recherche de solutions sociales au problème de la délinquance<sup>465</sup>.

Il faut prendre du recul vis-à-vis de ces discours portés par les acteurs, que rejoignent un certain nombre de discours journalistiques, tendant à la construction d'une histoire mythifiée de l'action des *think tanks* conservateurs, qui auraient triomphé dans les années 1980, après des années d'action patiente et souterraine. A travers l'analyse de l'histoire de quelques-uns des plus importants d'entre eux, il s'agit maintenant d'envisager les rapports, autrement plus complexes qu'il n'y paraît au premier abord, entre les *think tanks* conservateurs d'une part, l'administration Reagan (A) et le gouvernement de Margaret Thatcher (B) d'autre part.

#### **A. L'expérience américaine**

C'est aux Etats-Unis qu'on trouve les exemples les plus célèbres de *think tanks*, au premier rang desquels la Fondation Héritage, vue par certains auteurs comme « *la plus grande « success story » parmi les think tanks conservateurs* »<sup>466</sup>. Créée en 1973-1974 par Paul Wayrich, admirateur des milieux gauchistes et de Gramsci (quant aux méthodes), Edwin Feulner (intellectuel capable de concilier les différents courants du conservatisme) et Joseph Coors (financier et magnat de la bière du même

---

<sup>464</sup> Certains *think tanks*, à l'instar du Cato Institute, rejettent en bloc l'intervention de l'Etat, y compris dans l'exercice de ses fonctions régaliennes : il s'agit du courant libertarien, davantage développé aux Etats-Unis qu'en Europe.

<sup>465</sup> La politique dite de la « tolérance zéro » menée à New York par le maire Rudolf Giuliani lui aurait été suggérée par le Manhattan Institute for Policy Research, actif depuis le milieu des années 1970 pour contres les milieux « libéraux » (au sens américain du terme, pour désigner la gauche donc). Le *New York Times* estime en 1997 que le Manhattan Institute for Policy Research « *a été une réussite fabuleuse comme source d'idées et comme structure fonctionnant en réseau pour les conservateurs et les modérés dans certains cas. Et il a eu un rôle énorme dans l'introduction d'enjeux, qui auraient du être présents depuis longtemps dans l'agenda public* », 12/05/1997 (« *it has been fabulously successful as a source of ideas and as a networking structure for conservatives and moderate in some cases. And it has had a terrific impact in putting some issues, which were long overdue, on the public agenda* »).

Le *New York Post*, à l'occasion du 25ème anniversaire de l'Institut, souligne à quel point il a transformé le climat intellectuel, en rendant des idées conservatrices « acceptables » par l'opinion, « *Ideas matter* », 30/01/2003.

<sup>466</sup> FEASEY Richard, HAMES Tim, « Anglo-American think tanks under Reagan and Thatcher », in ADONIS Andrew, HAMES Tim, *A conservative revolution? The Thatcher-Reagan decade in perspective*, Manchester, Manchester University Press, 1994, p.221 (« *the greatest success story among conservative think tanks* »).

nom), la Fondation Héritage (FH) se fixe pour objectif, dans un contexte qui n'est pas favorable aux idées conservatrices, la production de programmes complets de gouvernement, dans la perspective d'un retournement idéologique (la fin du keynésianisme) auquel la FH entend bien contribuer, par la diffusion massive de notes et opuscules. Elle souhaite aussi remplir ce qu'Alexandre Pesey nomme une « *fonction cohésion* »<sup>467</sup>, c'est-à-dire réconcilier et rassembler les différentes factions conservatrices, qui se déchirent entre les « traditionalistes » (anti-égalitaires, nationalistes et religieux), les disciples de Friedrich Hayek et de Milton Friedmann qui ne jurent que par le marché, les néoconservateurs qui font l'apologie de l'entreprise, de la religion et d'Israël (ce dernier point les opposant aux traditionalistes, qualifiés également de « paléoconservateurs »).

Refusant l'argent de l'Etat fédéral par principe et par souci d'indépendance, la FH s'appuie sur un large réseau de donateurs, constitué de personnes privées et morales, et développe une stratégie élaborée de levée de fonds en entretenant des relations suivies avec ses contributeurs ; stratégie couronnée de succès puisqu'elle parvient au début des années 1990 à dépasser la barre des 30 millions de dollars, le budget de 1994 s'établissant à 43 millions de dollars. Organisée sur le modèle d'une entreprise, la FH s'articule autour d'un « Board of Trustees »<sup>468</sup> et d'un « Board of Directors », organe exécutif ; de stricts principes managériaux sont appliqués en interne et une véritable stratégie de marketing est mise en place pour « vendre » les idées produites sur le marché.

Les formes de cette production intellectuelle sont diverses : le plus important projet porté par la FH a été le fameux « Mandate for Leadership », volumineux document d'environ 1000 pages paru à la veille de l'élection présidentielle de 1980, visant à « *fournir un programme du gouvernement conservateur directement applicable dans les 100 premiers jours du nouveau président* »<sup>469</sup>. L'administration du président Ronald Reagan aurait intégré un nombre assez important de membres de la FH (environ 200 d'après Alexandre Pesey), et aurait suivi une bonne partie de ses

---

<sup>467</sup> PESEY Alexandre, *op.cit.*, p.108.

<sup>468</sup> Regroupant les membres fondateurs.

<sup>469</sup> PESEY Alexandre, *op.cit.*, p.86. L'auteur souligne à raison le décalage avec la situation politique française, l'aile gauche du Parti socialiste représentée par le CERES précisant à la même période la stratégie de la gauche pour rompre avec le capitalisme en 100 jours.

recommandations<sup>470</sup> ; la FH renouvellera cette formule de grands programmes de gouvernement en 1984 et 1989. Le succès de la fondation paraît à première vue exemplaire, cependant il comporte quelques revers :

- le départ d'un certain nombre de chercheurs vers l'administration affaiblira la capacité de production intellectuelle de la FH ;
- les relations avec les entreprises donatrices ne sont pas forcément aisées au milieu des années 1980, ces dernières attendant des « renvois d'ascenseur » rapides plutôt que des propositions fortement idéologisées : cela influe sur les orientations de recherche de la FH, qui se consacre de plus en plus aux questions économiques et de défense, au détriment d'autres sujets, de société par exemple ;
- il faut sans doute nuancer l'influence de la FH sur l'administration Reagan, celle-ci devant composer avec d'autres fractions constituant sa base électorale. D'après Andrew Adonis et Tim Hames, il semblerait que le nombre de personnes « placées » par la FH soit plus proche d'une quarantaine ; il n'est pas établi d'ailleurs qu'elles aient été recrutées en fonction de cette appartenance particulière, d'autres compétences ayant pu rentrer en ligne de compte.

Certes, les liens avec l'administration Reagan seront forts puisqu'il existera un bureau de liaison avec l'exécutif ; mais, il faut le répéter, les *think tanks* néoconservateurs ne sont qu'une composante du système de pouvoir républicain.

Ces relations paradoxales se vérifient avec l'exemple de l'American Enterprise Institute, créé en 1943 (il devient en 1960 l'American Enterprise Institute for Public Policy Research) ; il n'acquiert une réelle visibilité que dans les années 1970, lorsque les dons de plusieurs grosses fortunes lui permettent de recruter des chercheurs<sup>471</sup>. On peut citer parmi ses travaux un ouvrage polémique assez représentatif du tournant politique qui s'opère alors outre-Atlantique : *A liberal media elite ?*, paru en 1985, accuse les grands médias américains, et notamment le *Washington Post*, d'être dominés par une sensibilité « libérale », développant ainsi la théorie selon laquelle les républicains seraient plus proches du peuple que des

---

<sup>470</sup> D'après Guy Sorman, essayiste libéral, « sur 1000 propositions formulées au début du mandat de Reagan, 640 ont déjà fait l'objet, en deux ans, d'une loi ou d'un règlement – ou plutôt d'une suppression de règlement », *La révolution conservatrice américaine*, Paris, Fayard, 1983, p.125.

<sup>471</sup> Il dispose ainsi dès 1983 d'un budget de 10 millions de dollars et emploie 45 chercheurs.

démocrates parlant de justice sociale mais vivant en fait dans un monde à part, déconnecté des préoccupations de la majorité des Américains<sup>472</sup>.

L'American Enterprise Institute (AEI) contribue à la propagation des idées néolibérales et néoconservatrices, comptant en son sein des figures aussi prestigieuses que celles d'Irving Kristol, intellectuel réputé qui parvient à faire le lien entre les différentes mouvances conservatrices<sup>473</sup>. Il prend sa part dans la victoire de Ronald Reagan, 20 de ses membres (dont Jeane Kirkpatrick, qui devient conseillère en politique étrangère du nouveau président) intégrant la nouvelle équipe dirigeante. Il s'agit là aussi d'un succès paradoxal puisque ces départs affaiblissent l'intellectuel collectif qu'est l'AEI ; des tensions internes apparaissent, certains refusant de soutenir le gouvernement de manière inconditionnelle ; le budget est en diminution. Il faudra attendre les années 1990 pour voir l'AEI, à l'instar de la Fondation Héritage, rebondir, en prenant davantage d'indépendance et de recul vis-à-vis de l'administration de Georges Bush (père)<sup>474</sup>.

On peut enfin évoquer le cas de la Hoover Institution, fondée en 1919 dans un premier temps pour conserver la bibliothèque du président Herbert Hoover. Elle change de statut et d'activités dans les années 1960, des économistes tels que Milton Friedman ou Friedrich Hayek la rejoignant et la rapprochant nettement de l'aile la plus dure du parti républicain. Après la victoire de Ronald Reagan, la Hoover Institution semble en position de force : un de ses membres, Martin Anderson, prend la tête de l'*Office of Policy Development*<sup>475</sup> ; son ouvrage collectif *The United States in the 1980's* est lu avec intérêt par Mikhaïl Gorbatchev, qui s'émeut alors du poids des forces de droite au sein du gouvernement américain. Cependant, les désillusions arriveront rapidement, Martin Anderson quittant son poste au bout de deux ans ; le président de la Chambre des Représentants, Albert O'Neill, veut rassurer le chef de l'Etat soviétique en demandant dans une interview ce qu'est la Hoover Institution.

Surestimer le poids des *think tanks* serait une erreur : la visibilité médiatique n'est pas forcément synonyme d'un réel impact sur les politiques publiques menées

---

<sup>472</sup> Ce thème de campagne repris avec succès par Georges W. Bush, tout en ne négligeant pas les appuis des milieux financiers et industriels. On peut noter d'ailleurs que Rupert Murdoch, propriétaire d'un imposant empire médiatique, intervient dans ce débat sur l'« élite » médiatique pour souligner sa position de « dominé » dans le champ des médias de masse.

<sup>473</sup> Son fils, William Kristol, deviendra le rédacteur en chef de l'hebdomadaire néoconservateur *The Weekly Standard*.

<sup>474</sup> Les *think tanks* néoconservateurs entretiennent globalement de moins bonnes relations avec ce président, accusé d'accorder trop d'importance à la politique étrangère et de faire partie de l'« élite » de la côte Est.

par les républicains<sup>476</sup>. Comme le souligne James Allen Smith, les *think tanks* accordent une grande importance à la publicité faite à leurs idées : « *tous les think tanks espèrent qu'on parlera de leurs « produits » sur le marché des idées, indépendamment du fait que le marché soit libre ou administré. Et le commentaire de Gorbatchev, bien que non sollicité, était exactement le type de gain de célébrité qui n'aurait pu être réalisé par aucun communicant* »<sup>477</sup>. Ainsi, les bonnes ventes d'un livre, collectif ou individuel, sont des indicateurs importants du succès des *think tanks*, en dehors de l'aspect économique de l'opération : Chris Kennedy, de la Fondation Héritage, a déclaré en ce sens que « *notre rémunération, c'est l'influence* »<sup>478</sup>. L'aspect « communication » est sans doute ce qui différencie le plus les *think tanks* américains des structures non-partisanes françaises, de véritables professionnels des relations publiques faisant partie des équipes de ces cercles de réflexion.

### ***B. L'expérience britannique***

Comme dans le cas américain, les politiques keynésiennes sont de plus en plus critiquées au cours des années 1970, qu'elles soient menées par des gouvernements conservateurs, tels ceux d'Edward Heath, ou travaillistes (Harold Wilson, James Callaghan). Le mécontentement grandit singulièrement à l'intérieur du parti conservateur, un certain nombre de militants et de responsables reprochant à Edward Heath des mesures telles que la nationalisation de Rolls-Royce et des chantiers de la Clyde, ainsi qu'une politique de contrôle des prix et des salaires, sans oublier l'adhésion à la Communauté économique européenne. Une personnalité se fait peu à peu remarquer à la tête de cette fronde : Margaret Thatcher, ministre de l'éducation et de la science au sein du gouvernement d'Edward Heath, qui déclenche un premier

<sup>475</sup> Chargé de conseiller le président en matière économique.

<sup>476</sup> Comme le souligne Nicolas Kessler, les *think tanks* néoconservateurs sont restés critiques à l'égard de l'Administration Reagan : « *Le principal reproche que les conservateurs adressaient à l'Administration Reagan était son incapacité à « penser politiquement » et à développer un véritable projet de société. Passées les déclarations de principe initiales, ils n'avaient jamais vu se profiler l'œuvre de recomposition sociale qu'ils attendaient d'un gouvernement conservateur* », *Le conservatisme américain*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1998, p.107.

<sup>477</sup> ALLEN SMITH John, *The Idea brokers. Think tanks and the Rise of the New Policy Elite*, New York, The Free Press, 1991, p.191 (« *all think tanks hope to have their « products » bruited about in the marketplace of ideas,, regardless of whether the market is a free one or centrally administered. And Gorbatchev's comment, though unsolicited, was just the sort of celebrity endorsement that could never have been engineered by a publicist* »).

<sup>478</sup> Cité in JOSLAIN Evelyne, *op.cit.*, p.116. On peut signaler, parmi les *best-sellers* conservateurs, l'ouvrage de Charles Murray, *Losing Ground*, critique en règle de l'Etat-providence écrite en 1984.

tollé en supprimant la distribution de lait aux enfants âgés de 7 à 11 ans : si elle mène par la suite une politique assez peu différente de ses prédécesseurs à ce poste, cet épisode préfigure la rupture que va opérer peu à peu le parti conservateur avec les politiques keynésiennes, rupture qui va le mener à la victoire de 1979 et à plus d'une décennie de domination sur la vie politique britannique.

Margaret Thatcher, qui prend le contrôle du parti conservateur en 1975, voit son entreprise politique secondée par trois principaux *think tanks* conservateurs :

- l'Institute of Economic Affairs (IEA) : créé dès 1957 dans un contexte politique et idéologique peu favorable aux thèses libérales, il mène un long et patient travail de critique systématique du keynésianisme. Keith Joseph, intellectuel proche de Margaret Thatcher – et longtemps pressenti comme possible leader du parti conservateur, avant que ses déclarations sur le contrôle des naissances, à tonalité eugéniste, ne le discréditent définitivement – prête beaucoup d'attention à ses travaux, qui jettent les bases d'un programme de gouvernement d'après Jean-Claude Sergeant : « *Les études de l'Institut consacrées au coût de la santé et de l'éducation, à la vente des logements sociaux et à la déréglementation, entre autres, serviront de brouillon aux projets que Madame Thatcher inscrira au programme de son action gouvernementale* »<sup>479</sup>. Cependant, l'IEA souhaite conserver son indépendance vis-à-vis du parti conservateur et n'hésite pas à critiquer ce dernier, il conçoit son rôle comme celui d'un aiguillon.

- le Center for Policy Studies (CPS) : créé en 1974, il est une pièce maîtresse dans le dispositif de Margaret Thatcher, en ce qu'il lui servira à contourner le parti conservateur pour mieux le conquérir. Monica Charlot note ainsi :

*« Margaret Thatcher a réduit le statut, le rôle et l'autonomie du service de recherches, traditionnellement dirigé par des hommes politiques de premier plan – R.A Butler, Edward Heath, Edward Boyle, Ian Gilmour... – soucieux de doctrine et désireux d'imprimer leur marque dans le programme d'action du part. Non seulement Margaret Thatcher a nommé à la direction de ce service des hommes proches d'elles [...] mais elle l'a dédoublé en confiant l'essentiel de la réflexion programmatique à un Centre d'études de politique (The Center for Policy Studies), sorte de club politique qu'elle avait lancé en juin 1974 avec Keith Joseph contre Edward Heath. Depuis sa seconde victoire législative, en 1983, Margaret Thatcher*

---

<sup>479</sup> SERGEANT Jean-Claude, *La Grande-Bretagne de Margaret Thatcher. 1979-1990*, Paris, PUF, coll. « Perspectives anglo-saxonnes », 1994, p.40.

*a réduit le service de recherches du Parti conservateur au simple rôle de secrétariat de documentation parlementaire »<sup>480</sup>.*

Le CPS mène un travail doctrinal intensif visant à discréditer définitivement l'« étatismisme » dans les rangs conservateurs et exerce une influence incontestable ; il verra cependant son rôle diminué dans les années 1980, une fois la victoire remportée.

- l'Adam Smith Institute (ASI) : fondé en 1977, il se distingue par son agressivité idéologique et par une plus grande autonomie vis-à-vis du parti conservateur. Il rédige, à l'instar de la Fondation Héritage et de son *Mandate for Leadership* un programme de gouvernement nommé *Omega Project*<sup>481</sup>, ainsi que des notes et des dossiers vantant les mérites des privatisations et des dérèglementations. Il accorde lui aussi une grande importance à la communication et à la publicité faite à ses idées<sup>482</sup>.

Les *think tanks* britanniques n'entretiennent pas forcément d'excellentes relations avec les conservateurs : l'IEA publie ainsi en 1982 une série de notes intitulées « *Could do better* »<sup>483</sup> à propos de l'action du gouvernement ; l'ASI se montre lui aussi critique, les relations avec les conservateurs ne s'améliorant que durant le 3<sup>ème</sup> mandat de Margaret Thatcher, lorsqu'il place un de ses membres au ministère du commerce et de l'industrie, qui pèsera peu au final au milieu des personnes recrutés par le Conservative Central Office. Même le CPS, le plus proche des conservateurs, qui réussit à placer un des siens au Policy Unit de Downing Street, doit revoir à la baisse ses espoirs de voir se réaliser rapidement des réformes radicales. Non pas qu'il faille nier la radicalité des mesures prises durant les mandats de Margaret Thatcher, ni le rôle des *think tanks* dans l'élaboration du « politiquement imaginable » : simplement, une fois parvenus au pouvoir, les conservateurs doivent

---

<sup>480</sup> CHARLOT Monique, « Doctrine et image : le thatchérisme est-il est un populisme ? », in LEURUEZ Jacques (dir.), *Le thatchérisme. Doctrine et action*, Paris, La Documentation française, 1984, p.20. De la même manière, Tim Hames et Richard Feasey soulignent à propos du CPS : « *il devint progressivement un rival explicite du service de recherche du parti conservateur dont les travaux et le directeur [...] étaient regardés avec une profonde suspicion sinon avec hostilité par beaucoup de proches de Madame Thatcher. En terme d'influence sur le leader du parti le CPS paraît avoir supplanté le service de recherche durant cette période* », FEASEY Richard, HAMES Tim, article cité, p.223 (« *it swiftly became an explicit rival to the Conservative Research Department whose output and director [...] were regarded with deep suspicion if not hostility by many of Mrs Thatcher's entourage. In terms of influencing the party leader the CPS appear to have outpointed the Research Department during this period* »).

<sup>481</sup> Pour Richard Feasey et Tim Hames, « *De bien des manières l'Adam Smith Institute peut être vu comme une petite Fondation Héritage* », *ibid.* (« *in many ways the ASI can be seen as a small-scale Heritage Foundation* »), *ibid.*.

<sup>482</sup> « *La visibilité est le fluide vital de l'Institut* », HEFFERNAN Richard, article cité, p.79 (« *visibility is the lifeblood of the Institute* »).

composer avec les contraintes d'une démocratie parlementaire et les circuits de recrutement du personnel politique et administratif restent peu perméables aux membres des *think tanks*.

Dans les deux cas, il faut donc apprécier le rôle des *think tanks* à sa juste valeur : intellectuellement très dynamiques, voire agressifs, ils se sont heurtés à la résistance des partis républicain et conservateur, y compris de la part de l'aile la plus radicale de ceux-ci, l'entourage tant de Ronald Reagan que de Margaret Thatcher se méfiant des monétaristes intégristes<sup>484</sup>. Les *think tanks* conservateurs ont en fait bénéficié d'une profonde évolution idéologique, à savoir une réaction de rejet vis-à-vis des politiques de consensus keynésien et des reculades de certains gouvernements conservateurs, à l'instar d'Edward Heath reculant face aux grèves des mineurs en Grande-Bretagne. Un désir de radicalisation et de rupture franche s'est ainsi manifesté dans de larges secteurs conservateurs et a été en partie porté, amplifié par les *think tanks* : cependant, ceux-ci ont été *qu'une des manifestations* de cette évolution et non les *acteurs principaux* à l'origine de la « révolution conservatrice » des années 1980. Richard Feasey et Tim Hames concluent :

*« En dernière analyse peu d'observateurs peuvent nier que le rôle des think tanks dans la construction de la politique aussi bien de Reagan que de Thatcher fut modeste et que les triomphes électoraux de 1979 et 1980 furent principalement la conséquence de l'effondrement de la social-démocratie sous Callaghan et Carter »*<sup>485</sup>.

Le modèle anglo-saxon répond donc à des logiques particulières, découlant d'un contexte spécifique. Certes, certaines similitudes avec la France sont présentes, notamment la radicalisation idéologique de la droite au tournant des années 1980, la politique de Valéry Giscard d'Estaing s'attirant parfois le qualificatif de « socialisme rampant » de la part de secteurs militants partisans d'une ligne dure<sup>486</sup>, mais la

<sup>483</sup> « Peut mieux faire ».

<sup>484</sup> « Il n'y avait pas nécessairement ni automatiquement coïncidence entre les intérêts et les agendas des *think tanks* et ceux de Reagan et Thatcher », ADONIS Andrew, HAMES Tim, *op.cit.*, p.231 (« there was no necessary or automatic coincidences between the interests and the agendas of the *think tanks* and that of Reagan and Thatcher »).

<sup>485</sup> FEASEY Richard, HAMES Tim, article cité, p.228 (« in the final analysis few observers could deny that the role of the *think tanks* in the policy construction of both Reagan and Thatcher was modest and that the electoral triumphs of 1979 and 1980 were primarily the consequence of the collapse of social democracy under Callaghan and Carter »). De la même manière, Jean-Claude Sergeant souligne que « le *thatchérisme* est le fruit du hasard et de la nécessité », *op.cit.*, p.41.

<sup>486</sup> Ce désir de rupture évoque le mot de Ronald Reagan : « Plus jamais de républicains avec les mêmes idées socialistes que l'opposition », cité in BEAUTÉ Jean, *La présidence Reagan. Premier*

situation française reste un temps en décalage du fait de la victoire de la gauche en 1981 ; de plus, on ne trouve guère d'équivalents des *think tanks*, que ce soit en termes d'influence ou de ressources. Une organisation aussi significative que le Club Jean Moulin<sup>487</sup> connaît des difficultés financières récurrentes : malgré des cotisations élevées de ses membres et les produits des ventes de ses publications, il se voit contraint de recourir au crédit, fonde une société anonyme afin de lancer une revue dont le compte d'exploitation se révélera déficitaire...il faut souligner que le club avait posé comme règle que seules les personnes physiques pourraient avoir la qualité de membres et s'était ainsi privé de sources de financement venant d'entreprises. La plupart des clubs politiques de cette période fonctionnent de cette manière, afin de souligner leur qualité d'organisations de citoyens désintéressés ; il faut attendre les années 1980 pour voir une organisation comme la Fondation Saint Simon faire une large place aux personnes morales, environ un tiers de ses membres fondateurs étant présidents-directeurs généraux, vice-PDG, directeurs généraux et directeurs généraux adjoints d'entreprises.

La tendance contemporaine est à la professionnalisation des cercles de réflexion français, dont certains disposent désormais d'un budget considérable (Institut Montaigne, Terra Nova) et de véritables stratégies de communication. L'alignement sur le modèle anglo-saxon n'est cependant que très partiel et la forme du club politique « traditionnel » perdure, à côté de fondations proches du modèle allemand.

L'étude de la genèse des structures non-partisanes françaises révèle un espace fragmenté, dispersé, dont les frontières restent difficiles à fixer précisément. Les différents contextes politiques ont donné naissance à des organisations aussi bien très engagées dans la modification de la sphère partisane qu'à des formes d'« intellectuel collectif » soucieuses de rester à distance des affrontements politiques immédiats, en passant par une série d'attitudes ambiguës vis-à-vis de l'engagement auprès des partis. Il s'agit maintenant de se pencher sur le fonctionnement concret des structures non-partisanes : elles développent un type de militantisme à part, qui assure en partie leur succès.

---

*mandat 1981-85*, Paris, Notes et études documentaires, 4767, décembre 1985, p.22 (« *No more republicans with the same socialist ideas as the opposition* »).

<sup>487</sup> Qui opère avant le développement de la plupart des *think tanks* anglo-saxons : la comparaison est à prendre avec précaution.

## 2<sup>ème</sup> partie : Morphologie

---

On a adopté jusqu'ici un point de vue essentiellement macrosociologique, en voyant dans quelles conditions émergent les structures non-partisanes. La grande diversité de leurs formes et de leurs objectifs ne doit pas masquer l'existence de logiques communes, de caractéristiques partagées par ces acteurs marginaux par rapport au champ politique, tant par les spécificités de l'engagement qu'ils proposent à leurs membres que par les modalités de leur action (Chapitre 1). Si elles se situent à la périphérie du système politique, les structures non-partisanes n'en exercent pas moins des effets sur celui-ci : elles remplissent des fonctions de plusieurs ordres, soit de manière complémentaire des partis politiques, soit parce que ces derniers ne peuvent ou ne veulent les assurer complètement, ce qui permettra de dégager une typologie (Chapitre 2).

## CHAPITRE 1 : LES CARACTÉRISTIQUES

Les structures non-partisanes sont des organisations originales, qui tirent leur force – et aussi leur faiblesse – d’un militantisme construit en opposition à celui, traditionnel, qui caractérise les partis politiques : plus souple, plus informel, il permet à des individus souhaitant fuir la logique des rapports de forces partisans de s’intégrer dans des collectifs moins rigides. Il convient d’analyser dans un premier temps les forces militantes mobilisées par les structures non-partisanes (Section 1), avant de voir sur quelles ressources financières elles s’appuient (Section 2). Le militantisme renouvelé qu’elles tentent de développer n’est cependant pas exempt de certains défauts, dont parfois une certaine opacité dans la diffusion de l’information (Section 3). De la même manière, lorsqu’il s’agit de s’engager sur la scène politique, ces mouvements périphériques utilisent des modes d’intervention originaux pour peser face aux partis et tenter de recomposer le champ politique : leur engagement est distinct de celui d’autres acteurs, tels les groupes de pression classiques (Section 4).

### Section 1 : La mobilisation de forces militantes

Deux types de publics semblent particulièrement investis dans les structures non-partisanes : l’un, bien doté culturellement et économiquement, semble y trouver des rétributions plus riches que dans le cadre du militantisme classique, public que l’on pourrait désigner par le terme – assez général – de « couches techniciennes » (§1) ; l’autre est déjà engagé dans le champ partisan mais trouve dans les organisations parallèles ou périphériques un moyen efficace de développer son influence ou de compenser une faiblesse à l’intérieur d’une famille politique. On envisagera donc l’attitude des militants politiques à l’égard des structures non-partisanes (§2).

#### **§1 : Les couches techniciennes et l’engagement**

On a déjà évoqué à propos du contexte des années 1960 le rôle des « couches nouvelles » ou « forces nouvelles » théorisées par plusieurs auteurs. Un des

reproches les plus courants à l'encontre des clubs politiques est leur caractère « technocratique » : éloignés des préoccupations populaires, ils seraient composés d'une certaine élite sociale, notamment de hauts fonctionnaires. Il convient de discuter cette affirmation avancée le plus souvent par les militants des partis (A) ; elle semble se vérifier dans le cas très spécifique de Technique et Démocratie, qui développe un discours qui n'est pas sans rappeler la doctrine de Saint Simon (B).

### **A. La question technocratique**

L'intervention des clubs politiques dans le débat public a suscité, comme on l'a déjà évoqué, des réactions souvent hostiles de la part des militants « traditionnels », agacés par l'apparition d'intrus dans leur sphère d'action. Un argument récurrent pour leur dénier toute légitimité consiste à dénoncer leur composition sociale : les clubs, et plus particulièrement le Club Jean Moulin, seraient le mode d'expression privilégié d'un « complot technocratique », complot visant à dessaisir les responsables politiques de leurs compétences et – argument venu le plus souvent de la gauche – à collaborer avec le pouvoir gaulliste, en soutenant le renforcement du pouvoir exécutif inscrit dans la logique de la V<sup>ème</sup> République. L'interrogation sur le pouvoir supposé de la technocratie transparaît dans plusieurs ouvrages<sup>488</sup>, témoignant d'une inquiétude des milieux politiques (et plus spécialement des parlementaires) devant la montée des « experts » décrite par Delphine Dulong<sup>489</sup>.

---

<sup>488</sup> MEYNAUD Jean, *La technocratie. Mythe ou réalité ?*, Paris, Payot, 1964. Deux ans plus tard paraît le livre de Philippe BAUCHARD (journaliste), *Les Technocrates et le pouvoir. X-Crise, CGT, clubs*, Paris, Arthaud, 1966, l'auteur dressant un *continuum* entre les cercles de réflexion des années 30 et les clubs des années 60, en déplorant leur instrumentalisation par les hommes politiques : « *le club croit naïvement qu'il peut se servir de l'homme providentiel : Blum, Pétain, de Gaulle, Mendès France. L'expérience montre que ce sont les hommes providentiels qui se servent des clubs et des technocrates, les laissent dans l'ombre ou ne les font apparaître en pleine lumière que lorsqu'ils cherchent un bouc émissaire* », p.11.

<sup>489</sup> « *Tous ces acteurs engagés à des titres divers dans la planification contribuent de façon déterminante à la transformation des modes de légitimation de l'action publique qui accompagne le renforcement de l'exécutif. Ils constituent en effet une véritable communauté épistémique ou, pour le dire autrement, un réseau de consolidation à l'intérieur duquel s'objective une représentation du monde qualifiée de « moderne », dont la particularité majeure est de valoriser le plan au détriment de la loi, l'économie au détriment du droit, l'exécutif au détriment du législatif et, plus encore, la compétence au détriment de la représentativité politique. Car s'il est un point commun entre tous ceux que nous désignons comme les « planificateurs », c'est bien la « compétence » particulière dont ils se prévalent (que ce soit dans les domaines technique, économique et/ou social), « compétence » au nom de laquelle ils revendiquent une capacité de représentation et d'intervention pour la définition du bien commun dans la cité.* », DULONG Delphine, *La question technocratique : de l'invention d'une figure aux transformations de l'action publique*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1999, p.11.

Il se dessine en effet, dans une série de secteurs sociaux et intellectuels<sup>490</sup>, un mouvement de critique du parlementarisme tel qu'il a fonctionné sous la IV<sup>ème</sup> République, une aspiration diffuse à moderniser, rationaliser, transformer une société française qui serait encore trop attachée à son passé. Procédant par amalgame, les militants politiques vont reprocher aux clubistes de partager la vision radicale, énoncée seulement par quelques personnalités, d'une relève du responsable politique par le scientifique<sup>491</sup>. Un véritable déluge de critiques est ainsi adressé au Club Jean Moulin, considéré comme un des représentants majeurs d'une technocratie cohérente et consciente de ses intérêts, qui recouperaient en grande partie ceux du gaullisme : qu'il s'agisse de Jean Poperen qui dénonce une « *social-technocratie* »<sup>492</sup> abandonnant la lutte des classes au profit de l'impératif d'efficacité, de François Mitterrand, qui stigmatise quelques années plus tard « *des clubs tels que « Jean Moulin » et « Echanges et projets », dont on sait la triste fin dans les cabinets ministériels et les conseils de banques* »<sup>493</sup> ou encore des fondateurs du CERES<sup>494</sup>, la gauche « classique » ne ménage pas le club. De la même manière, Pierre Bourdieu et Luc Boltanski le considèrent comme faisant partie de la classe dominante<sup>495</sup> ; pour Bastien François, il aurait été « *l'épicentre du réformisme technocratique de gauche* »<sup>496</sup> qui a participé à la consolidation des nouvelles institutions.

S'il est certain que le socialisme du Club Jean Moulin est modéré et rejette le cadre d'analyse marxiste traditionnel – ce qui ne peut que l'opposer à des militants

---

<sup>490</sup> Dans le secteur agricole avec le CNJA, dans le milieu des chefs d'entreprise avec la Centre des Jeunes Patrons ; dans le domaine des sciences sociales avec l'autonomisation progressive de la sociologie et de l'économie. Voir le remarquable travail de Delphine Dulong qui analyse de manière transversale ces évolutions.

<sup>491</sup> L'économiste Jean Fourastié déclare ainsi : « *si les savants d'étaient appliqués à rechercher les lois de l'évolution politique et sociale des nations avant de rechercher les lois de la physique et de la chimie, les Etats seraient dès maintenant tous gouvernés par des hommes de science au lieu d'être [sic] le plus souvent par des ignorants, des impulsifs, des sots ou des fous furieux* », cité in DULONG Delphine, *op.cit.*, p.29.

<sup>492</sup> POPEREN Jean, *La Gauche française. Le nouvel âge, 1958-1965*, Paris, Fayard, 1972, p.30.

<sup>493</sup> MITTERRAND François, *La Paille et le Grain, Chronique*, Paris, Flammarion, 1975, p.260.

<sup>494</sup> Ce dernier est encore plus acide à l'égard des clubs dans lesquels s'engagent des fonctionnaires revendiquant une fausse neutralité idéologique : « *parce qu'ils croient à l'État sans voir ce qu'il est, ils n'ont d'autres choix que de s'abandonner au cynisme, ou cette forme démocrate-chrétienne de la conscience malheureuse que sont les sociétés de pensée. Les plus accomplis font les deux. Prébendiers sordides ou boy-scouts infatigables, les mandarins de la société bourgeoise sont des chevaliers du désespoir transi. [...] Le Club Jean Moulin hier et aujourd'hui, demain le Centre Démocrate, et je ne sais quoi plus tard, montrent comme le mouvement rapide de l'âge et des honneurs sait faire d'un révolté un témoin. Témoin tourmenté et pervers de sa propre révolte, figure parfaite du faux témoin. [...] Il s'agit de faire voir que l'on a su détester samedi soir de dont on s'accommodera assez bien dimanche* », MANDRIN Jacques (pseudonyme de Jean-Pierre Chevènement, Didier Motchane et Alain Gomez), *L'Enarchie ou les mandarins de la société bourgeoise*, Paris, La Table ronde de Combat, 1967, p.113-114.

<sup>495</sup> BOURDIEU Pierre, BOLTANSKI Luc, « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Paris, juin 1976, n 2/3, p 4-73

<sup>496</sup> FRANCOIS Bastien, *Misère de la V<sup>ème</sup> République*, Paris, Denoël, 2001, quatrième de couverture.

socialistes qui optent pour l'alliance avec le PCF –, l'image d'un club d'énarques favorable aux projets du général de Gaulle semble fautive : non seulement les énarques ne représentent qu'une minorité des membres du club, mais la fonction publique au sens large n'y est pas non plus majoritaire<sup>497</sup> ; quant aux questions institutionnelles, elles ont toujours divisé le club, qui porte une appréciation mitigée de la réforme de 1962, qui s'arrête à mi-chemin dans l'établissement d'un régime présidentiel<sup>498</sup>.

Conscient de cette image négative de club de technocrates, Jean Moulin ne ménage pas ses efforts pour prouver le contraire : cela passe par la publicisation de ses projets, de ses idées, à travers des ouvrages comme *L'Etat et le citoyen*, dont l'un des axes principaux est la volonté d'associer davantage les citoyens aux affaires publiques, *via* la « planification démocratique » et « l'économie concertée ». On peut reprocher au club son approche technique et pragmatique des problèmes de la société française ; en revanche, on ne peut guère soutenir qu'il agisse dans l'ombre, en profitant des positions de certains de ses membres dans l'administration (on verra plus loin que le club refusera de manière nette l'adhésion d'un membre de la majorité gaulliste, voir *infra*, 2<sup>ème</sup> partie). Très attaché au rôle du Parlement, le Club Jean Moulin n'appelle pas à un gouvernement de techniciens ou de « managers », à la différence de Technique et Démocratie (voir *infra*).

Ces polémiques répondent à des stratégies concurrentes à l'intérieur de l'espace des structures non-partisanes : les clubs militants, tels la CIR ou l'UGCS, entendent se présenter comme des organisations plus proches des réalités militantes et de la base de la famille socialiste, contre un Club Jean Moulin toujours suspecté de ne pas vouloir *vraiment* la victoire de la gauche et d'y préférer des réformes raisonnées et raisonnables des institutions. On dispose malheureusement de très peu d'informations sur la composition des autres clubs, qu'ils appartiennent au groupe des Assises ou à la CIR : on ne peut donc mener une comparaison systématique des

---

<sup>497</sup> Voir ANDRIEU Claire, *op.cit.*, p.192-206. L'auteure comptabilise 152 hauts fonctionnaires sur la durée d'existence du club, soit 17% des effectifs ; elle insiste sur le fait que le dynamisme du club est lié à la synergie entre différents milieux sociaux (hauts fonctionnaires, enseignants, journalistes, cadres du secteur privé). On remarque cependant que l'origine sociale des membres, toutes professions confondues, est souvent parisienne et bourgeoise : la base sociologique du club correspond à une certaine élite sociale.

<sup>498</sup> Georges Vedel en tête, le club souhaite la suppression du droit de dissolution de l'Assemblée par le président de la République et entend restaurer pleinement le rôle du Parlement, pour parvenir à l'établissement d'un régime présidentiel à l'américaine. En revanche, le club est unanime pour critiquer le parallèle établi par de nombreux militants de gauche entre le général de Gaulle et Louis-Napoléon Bonaparte et pour refuser toute forme de nostalgie pour une IV<sup>ème</sup> République jugée inefficace.

origines sociales de leurs adhérents, qui aurait permis d'évaluer la proportion respective des secteurs public et privé au sein de chaque organisation (ainsi qu'à l'intérieur de la catégorie de secteur public sur la répartition entre membres de l'Administration et d'autres catégories, telles celle des enseignants). On peut au moins souligner que le Club Jean Moulin ne veut pas accueillir en son sein des députés et des sénateurs, à la différence d'une CIR qui est un moyen pour une partie du personnel politique de la IV<sup>ème</sup> République d'effectuer son retour<sup>499</sup>.

Les craintes quant à la montée en puissance des technocrates sont-elles totalement injustifiées ? Un club à part, Technique et Démocratie, semble confirmer par son discours une volonté de remettre en cause le rôle des responsables politiques.

---

<sup>499</sup> Ainsi le « contre-gouvernement » calqué sur le « shadow cabinet » britannique annoncé par François Mitterrand en 1966 comporte-il assez peu de nouvelles figures : on y trouve entre autres Guy Mollet et René Billières.

### *L'engagement des politistes au sein des clubs politiques*

Plusieurs membres du Club Jean Moulin sont professeurs à l'université, le plus souvent en droit public et/ou en science politique : Georges Lavau notamment écrit des articles dans la *RFSP* relatifs à la vie des clubs politiques. Cet engagement des savants dans la vie politique, parfois en confrontation directe avec les états-majors partisans, comme cela a été le cas lors des négociations sur la Grande Fédération, entraîne une confusion entre les activités scientifiques et militantes : le colloque organisé en novembre 1965 par l'AFSP, intitulé « *L'état des forces politiques à la veille de l'élection présidentielle. La candidature Defferre : analyse rétrospective* », le révèle crûment, avec un débat houleux.

François Goguel reconnaît que les clubs ont sous-estimé « *la résistance des appareils* » qui vivent dans une sorte de circuit fermé ; Georges Vedel déplore le fait que Joseph Fontanet ait « *reproduit systématiquement la position de Guy Mollet* », même s'il reconnaît que les clubs ont été « *un peu trop neutres, un peu trop témoins* » et ont fait preuve d'un « *amateurisme politique qui n'a pas permis à leurs représentants de saisir toutes les subtilités du jeu qui se jouait devant eux ; et aussi un certain goût de la pureté allié à un certain refus des responsabilités qui ne leur permettraient pas de parler de pair à compagnon et d'égal à égal avec les représentants des partis* ». Quant à Maurice Duverger, il se montre sévère à l'égard de Gaston Defferre, car la bataille n'a pas été seulement perdue faute de troupes mais également faute « *d'un général qui aurait poussé jusqu'au bout sa stratégie. QU'est-ce qui est arrivé ? On est allé au bord du Rubicon, après quoi sur la rive du petit fleuve on a envoyé au consul Guy Mollet pour lui dire : « Est-ce que le Sénat de Rome nous donnera l'autorisation de franchir le Rubicon ? ».* En fait on attendait un geste du Sénat qui pouvait justifier d'une certaine façon le franchissement du Rubicon. Il est évident que l'on n'emmène pas les gens au bord du Rubicon pour y pécher à la ligne, et c'est ce que l'on a fait ».

Après cet échange, un intervenant s'étonne du parti pris des participants : « *Je croyais qu'une réunion de ce type avait pour but de discuter sur l'analyse des forces d'un point de vue objectif ; je suis surpris que nous ayons affaire ici, en quelque sorte, à des « stratèges » qui décrivent les raisons de leur échec* ». Pessimiste quant au rôle des intellectuels, il ajoute : « *Nous jouons un jeu assez artificiel quant nous essayons d'intervenir en tant qu'intellectuels sur des forces politiques qui, en réalité, nous échappent. Je crois que nous pouvons les regarder, de loin, comme des « savants » enfermés dans une cage vitrée, et je n'ai pas du tout l'impression que nous puissions agir en tant que spécialistes de sociologie politique, sur ces forces* ». Il craint que la sociologie engagée ne dérive « *en propagande ou en tactique* », rejoint sur ce point par Jean-Claude Colliard.

M. Royer, un brin provocateur, compare la réunion à une toile de Rembrandt où des docteurs autopsient un cadavre, or il y a selon lui des meurtriers parmi les médecins ; il cite des représentants de la SFIO et du MRP (sans les nommer) : « *les spécialistes de science politique ont compliqué notre tâche en voulant à tout prix mettre les points sur les « i », en voulant que soient claires des choses qui se fussent accomodées du clair-obscur. Ils ont voulu nous empêcher de faire du « nègre-blanc », alors que c'eût été la seule méthode pour avancer en une telle affaire, la réalité se chargeant ensuite de mettre les choses à leur vraie place* ». L'appréciation est sans doute exagérée, les clubistes ayant plutôt tenté de proposer des compromis sur les sujets litigieux pendant les négociations (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie). Pour Georges Vedel, les clubistes sont intervenus en tant que simples citoyens et, *in fine*, l'acceptation de l'élection du président de la République au suffrage universel direct et la nécessité d'un regroupement des forces politiques sont désormais des choses admises, ce en quoi l'opération n'est pas un échec complet.

L'interrogation, au sein de la science politique, sur l'engagement de ses représentants, est alors brûlante : on peut en effet considérer qu'il y a là une franche confusion des limites entre l'analyse et l'action, les commentateurs étant en même temps des acteurs très directs des recompositions politiques à l'œuvre. Comment discuter alors objectivement « *l'état des forces politiques* » ? La neutralité axiologique nécessaire à tout travail de recherche n'est-

elle pas franchement bafouée ? A l'inverse, les politistes peuvent être en droit de refuser de rester dans une « tour d'ivoire » et réclamer un droit de participation à la vie de la Cité.

Ce questionnement important traverse encore aujourd'hui la discipline : le congrès 2009 de l'AFSP, qui s'est tenu à Grenoble, comportait une séance plénière intitulée « *L'utilité sociale de la science politique et l'engagement politique de ses praticiens* », qui a occasionné un riche débat entre les participants. Outre le problème du rapport aux médias, sans doute plus aigu dans la période contemporaine, ils ont développé plusieurs arguments à la fois pour et contre l'engagement des politistes :

- Pour : les politistes étant des citoyens comme les autres, il paraît difficile de leur dénier le droit à une activité militante, dès lors que celle-ci est assumée et publicisée. Il faut bien sûr se garder des recherches commanditées par le pouvoir, qui trouverait là un moyen de légitimation, mais rien n'empêche les politistes d'utiliser leur compétence à l'argumentation pour éclairer les enjeux du débat public. Il faut garder à l'esprit le risque d'adopter un ton normatif mais, ces garde-fous respectés, il est possible que l'engagement puisse conduire à une meilleure connaissance du terrain et procurer un « supplément d'âme » au chercheur ; de plus, on pourrait avancer que les professeurs doivent enseigner le goût des affaires publiques à leurs étudiants.

- Contre : le chercheur engagé risque de procéder à un transfert illégitime de légitimité épistémique et de faire passer ses opinions pour une vérité scientifique. Partant, il risque de fragiliser l'institution scientifique, dont la neutralité paraîtra contestable. Une conception exigeante du métier devrait conduire à refuser d'utiliser le savoir en dehors du champ scientifique, l'objectif principal étant de faire progresser la connaissance. On aurait tôt fait de « flécher » l'action des dirigeants politiques en formulant des diagnostics qui n'auraient que l'apparence de l'impartialité.

Ce questionnement dépasse le cadre de ce travail de recherche, mais il reste d'actualité : les universitaires peuvent trouver dans les structures non-partisanes un moyen de sortir des enceintes des facultés et de diffuser leur savoir à un public beaucoup plus large. La gestion de la médiatisation et le maintien d'une distinction claire entre activités militantes et activités scientifiques semblent être les deux problèmes majeurs pour tout politiste qui souhaite jouer un rôle actif en politique. Gageons que ce débat va se poursuivre et s'approfondir, sachant que le phénomène continue aujourd'hui (Dominique Reynié, professeur à l'IEP de Paris, est ainsi le président de la Fondapol).

## ***B. Un nouveau saint-simonisme ? Le cas de Technique et Démocratie (TED)***

Créé en 1963, ce club est présidé par Jean Barets, ingénieur-conseil. TED, composé pour l'essentiel de cadres et d'ingénieurs, est sans doute l'organisation qui nourrit la plus grande fascination pour la technique et qui appelle clairement à remplacer les hommes politiques par des « forces vives » qui tireraient toute leur légitimité de leur compétence et de leur expertise. Jean Barets publie dès 1962 un ouvrage au titre évocateur, *La Fin des politiques*<sup>500</sup>, dans lequel il critique durement des hommes politiques qui ne sauraient en définitive que manier le verbe (il parle de « *verbocrates* ») et ne disposeraient pas des aptitudes nécessaires à la gestion d'une société industrielle.

A l'occasion d'une rencontre avec plusieurs personnalités<sup>501</sup>, Jean Barets affirme qu'« *il faut chasser le spectre de la technocratie et, pour cela, humaniser le technicien. Il faut chasser les mythes de la verbologie et de la démagogie en politique et, pour cela, il faut donner à l'homme politique les moyens d'assurer sa gestion.* »<sup>502</sup>.

Faisant le constat, à l'instar de Jean Moulin, du caractère périmé des idéologies défendues par les partis, TED souhaite approfondir les connaissances scientifiques, notamment en matière économique, pour comprendre – et désormais éviter – les erreurs de prévision :

« *La politique ne doit plus passer son temps à guérir les maladies d'un patient soigné à la dernière extrémité. Elle doit utiliser, en temps utile, les vaccins que la science met à sa disposition. La Recherche Opérationnelle constituera l'un de ses vaccins.* »<sup>503</sup> La métaphore médicale est employée volontairement car la politique est malade : « *la plus extrême confusion règne et un mélange indigeste de dogmes, d'archaïsmes, de tactiques quotidiennes, d'interprétations des grands maîtres,*

---

<sup>500</sup> Paris, Calmann-Lévy, 1962.

<sup>501</sup> Dont Emmanuel Astier de la Vigerie, François Bloch Lainé, Jean Fourastié, Louis Vallon.

<sup>502</sup> *Compte-rendu du déjeuner-débat du 04/11/1963*, FNSP, p.6.

<sup>503</sup> BARETS Jean, *Nouvelles Equations Politiques*, Paris, Calmann-Lévy, 1964, p.108. Cette « recherche opérationnelle » consisterait en une « *méthode d'observation des faits et d'analyse mathématique de leur rapport, permettant d'atteindre un objectif préalablement défini dans les meilleures conditions d'efficacité, compte tenu des facteurs dont il faut accepter les conséquences* », *ibid.*, p.155. Par une méthode en cinq étapes (poser le problème ; réunir et analyser les données ; résoudre ; vérifier ; considérer la solution), on se donnerait les moyens d'apporter des réponses aux problèmes contemporains.

*conduit à ne plus connaître clairement les buts des Partis, ni les moyens qu'ils se proposent d'employer»<sup>504</sup>.*

TED appelle à la réconciliation de « l'administration des choses » et du « gouvernement des hommes » ; conteste la pertinence des anciennes grilles d'interprétation : il faut analyser des « objets » tels que le « marché » ou la « planification » non pas selon les principes du marxisme ou du libéralisme mais selon leur efficacité réelle, concrète. Qu'il s'agisse de l'Occident ou des pays de l'Est, le même conflit entre politiques et techniciens existe d'après le club, on assisterait au cours des années 1960 à un changement profond :

*« Nous sommes rendus à la techno-politique, froide, impartial, mais faite pour l'homme, détectant à l'avance le danger et l'évitant. Les partis politiques correspondent à une barque menée par des nageurs [sic] plus ou moins robustes. Voici venue l'ère des navires politiques dotés d'un radar analysant les obstacles, munis d'une barre précise, dotés d'une carte de route. La poésie s'en va, la sécurité se développe. Tant mieux, je pense, pour les hommes »<sup>505</sup>.*

Appliquant la « recherche opérationnelle » à la situation politique française, Jean Baretts met en garde les hommes politiques, car la prospérité économique ne suffit pas à prémunir une société contre les risques de coup d'Etat :

*« Si la gauche ne se renouvelle pas et reste enfermée dans des discussions idéologiques stériles, la révolution sera apolitique, réalisée par les jeunes, les techniciens, les agriculteurs, l'armée. Elle mettra au pouvoir un régime d'efficacité collectiviste et dirigiste, voisin du précédent, mais en dehors de l'aspiration politique traditionnelle »<sup>506</sup>.*

Malgré une formulation un peu obscure, le pronostic de l'auteur évoque un type de régime de nature autoritaire ; bien qu'il évoque d'autres catégories sociales ce sont bien les techniciens qui sont appelés à prendre le pouvoir. Il évoque à d'autres moments son espoir de voir apparaître un « Mouvement scientifique non-dogmatique » capable d'informer les citoyens sur tous les paramètres concernant leur avenir : on se dirigerait à terme vers des « gouvernements prévisionnaires » et une « démocratie planifiée objective »<sup>507</sup>. TED se fixe des objectifs intellectuels extrêmement ambitieux, en se proposant de bâtir une nouvelle pensée politique, ses

---

<sup>504</sup> *Manifeste d'une nouvelle pensée politique*, note de présentation du groupe de rédaction de la commission de synthèse de TED, FNSP, février 1965.

<sup>505</sup> BARETS Jean, *op.cit.*, p.168-169.

<sup>506</sup> *Ibid.*, p.186.

<sup>507</sup> *Ibid.*, p.211 et p.227.

travaux portent la marque de ces prétentions<sup>508</sup> ; d'après ses animateurs, « *Technique et Démocratie ne constitue donc pas un simple « Club » de réflexion, mais se veut le centre d'études du prototype de Parti politique scientifique de l'avenir* [souligné par l'auteur]. *L'Association aspire à devenir un « Mouvement de promotion politique de propositions concrètes »*<sup>509</sup>.

Le discours de TED semblerait justifier les craintes relatives à une prise de pouvoir par les technocrates, mais il convient de nuancer le propos : si le club envisage dans certains de ses écrits la mise en place d'un gouvernement chargé de mettre en œuvre une planification tendant vers une économie collectiviste, avec un mandat minimum de dix ans, il tempère dans d'autres publications ces projets :

« *Il y a trahison des techniciens, lorsque ceux-ci refusent de connaître les implications humaines de leurs propositions. Il y a trahison des politiques, lorsque ceux-ci ignorent le mécanisme technique qui peut empêcher leurs options humaines d'aboutir. Nous refusons la technocratie intransigeante comme la verbocratie inefficace. Dans le monde moderne, il ne peut y avoir Technique ou Démocratie. C'est pour cela que nous nous appelons Technique et Démocratie* »<sup>510</sup>.

TED est un exemple extrême, qui montre le poids d'un contexte où le mécontentement de couches sociales dotées d'une expertise dans différents domaines grandit à l'égard d'un personnel politique qui peine à s'adapter, à leurs yeux, aux exigences d'une société industrielle rythmée par les progrès de la robotique et de l'automatisation<sup>511</sup>. Sa position « apolitique » évoluera cependant de manière considérable, puisque le club se rapprochera de la gauche et tentera même de se transformer en mouvement politique (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie). Son langage parfois déconcertant traduit simplement les centres d'intérêt de ses membres, davantage préoccupés par l'outil mathématique que par des considérations idéologiques<sup>512</sup>.

---

<sup>508</sup> Le club organise en 1967 un colloque international qui débouche sur la publication d'un *Plan mondial de résorption du sous-développement*, édité par sa propre maison d'édition.

<sup>509</sup> *Manifeste d'une nouvelle pensée politique*, p.43.

<sup>510</sup> *Dossiers de doctrine générale, manifeste général, livre I ou Etat de nos Thèses au 1<sup>er</sup> janvier 1968*, FNSP, 1968, p.116. Le club se défend dans ce texte d'être un mouvement de technocrates, arguant du fait qu'il n'est pas au pouvoir.

<sup>511</sup> On a repris ici les termes, datés, employés par la plupart des auteurs de l'époque à propos du progrès technique.

<sup>512</sup> Voir l'étude de SALCE Roland, *Technique et Démocratie : une organisation politique originale*, mémoire pour le DES de science politique, 1969. Selon l'auteur, « si « Jean Moulin » pouvait être considéré comme le bureau d'études politiques de la haute administration, *Technique et Démocratie* était incontestablement le bureau d'étude des techniciens », p.10. 95% des adhérents de TED n'auraient eu aucun engagement politique auparavant.

La critique antitechnocratique menée contre les clubs correspond à une volonté de discréditer des intrus gênants, prenant des positions parfois maladroites. La composition sociologique de ces derniers dépasse la seule haute fonction publique et les discours critiques à l'égard des clubs versent souvent dans la caricature. En revanche, certains courants politiques semblent nourrir des prédispositions à l'engagement dans des structures non-partisanes.

## **§2 : Les militants politiques et les structures non-partisanes**

Deux familles politiques ont secrété un nombre élevé de structures non-partisanes : le centre-gauche, notamment autour de plusieurs leaders politiques (A) ; la mouvance gaulliste, particulièrement dispersée (B).

### ***A. Le centre-gauche***

Le centre-gauche a fourni nombre de clubs sous la V<sup>ème</sup> République : cela est peut-être dû à l'inexistence d'un véritable parti social-démocrate en France, tel qu'on peut en trouver dans d'autres pays européens. Mal intégrée dans un Parti socialiste lié au PCF par le Programme commun, cette mouvance ne semble pas s'être reconnue non plus dans le Mouvement des radicaux de gauche. Deux fortes personnalités symbolisent l'appétence de cette mouvance pour le clubisme : Michel Rocard et Jacques Delors, qui ont pour point commun une relation complexe avec le PS et ses logiques internes.

1°) Un temps militant et responsable national du PSU, Michel Rocard n'a pas manifesté au début de sa carrière politique un franc enthousiasme pour les clubs : ainsi stigmatise-t-il, dans l'hebdomadaire du PSU, sous le pseudonyme de Georges Servet, « *cette population trop sûre d'elle-même [qui] ignore complètement qu'il existe d'autres couches sociales en France* »<sup>513</sup>, reproche courant, comme on l'a vu, chez les militants de gauche. Cela ne l'empêchera pas de collaborer à plusieurs reprises avec le Club Jean Moulin – davantage en sa qualité d'inspecteur des finances – tout en déplorant la naïveté politique de ce dernier (voir *supra*). Mis en minorité à la veille des Assises du socialisme en 1974, Michel Rocard quitte le PSU et intègre un PS dans lequel il se retrouve isolé, en butte à l'hostilité conjointe de François Mitterrand, qui a décelé en lui – à raison – un concurrent dangereux, et du

---

<sup>513</sup> *Tribune socialiste*, 09/05/1964.

CERES, pour lequel il symbolise la « gauche américaine » qui risque de faire pencher la ligne du parti vers la droite. Malgré des sondages favorables, Michel Rocard est marginal au PS et ne parviendra à conquérir ni la direction du parti ni, par conséquence, la candidature à l'élection présidentielle de 1981.

Cet échec explique en partie la création des clubs Convaincre en 1985, pour accompagner une traversée du désert politique. Malgré son retour aux affaires en 1988 au poste de Premier ministre, Michel Rocard ne parviendra pas à structurer au sein du PS un véritable courant en sa faveur : les clubs auraient pu être un point d'appui extérieur pour revenir par la suite dans le jeu interne<sup>514</sup> ; ils s'avèrent être plus modestement des points de repli vers des formes d'activité politique plus sereines, à distance des enjeux internes du Parti socialiste. Michel Rocard, tout comme Jacques Delors, se consacre désormais davantage aux questions européennes<sup>515</sup>.

2°) On a déjà évoqué la présence de Jacques Delors au sein du club Citoyens 60, puis d'Echanges et projets : sa trajectoire politique dénote cette préférence pour les formes souples d'engagement, qui lui permettent de concilier sa vie professionnelle dans les hautes strates de l'Etat (membre du Conseil économique et social, puis chef du service des affaires sociales au Commissariat général au Plan en février 1962, secrétaire général à la formation permanente et à la promotion sociale du même organisme en 1969, membre du cabinet de Jacques Chaban-Delmas la même année) avec la défense de ses convictions<sup>516</sup> ; ce choix exprime un tempérament politique particulier, davantage tourné vers la réflexion et le dialogue que par la défense d'un système idéologique rigide. Jacques Delors semble plus à son aise dans ses activités clubistes et syndicales que dans le militantisme politique : certes, il rejoint le PS lui aussi en 1974, mais il ne cherche guère à participer au jeu des courants ; ministre du gouvernement de Pierre Mauroy, il ne poursuit pas une carrière nationale et c'est à la tête de la Commission européenne qu'il va continuer son parcours, sans souhaiter

---

<sup>514</sup> On reviendra sur le cas de la Convention pour une VI<sup>ème</sup> République, analysée justement par Thierry Barboni comme une ressource externe d'Arnaud Montebourg, convertible ensuite en ressource interne pour la lutte intrapartisane. Le cas de Michel Rocard est sensiblement différent, puisqu'il a déjà essuyé plusieurs échecs successifs auparavant.

<sup>515</sup> Il participe en 1991 à la création du club Confrontations Europe, qui rassemble des députés européens au-delà des clivages politiques.

<sup>516</sup> Non sans difficulté parfois en raison de la charge de travail que toutes ces activités représentent : au moment où Citoyens 60 envisage son adhésion à la FGDS, Jacques Delors abandonne ses responsabilités au club. Or, comme le souligne Hélène Staës, pour nombre d'adhérents, « *Citoyens 60 c'est Delors* », *Citoyens 60. 1959-1968*, mémoire de maîtrise d'histoire de l'université Paris 1, 1994, p.191.

revenir occuper une place de premier plan sur la scène politique hexagonale, comme le montrera son refus d'être candidat à l'élection présidentielle de 1995.

Animateur du Club Témoin (voir *supra*), Jacques Delors conserve une image de « sage » : les clubs correspondent à son éthique démocrate-chrétienne de l'engagement, plus qu'au souci de se constituer une « base arrière » en vue d'éventuelles offensives politiques. La plupart des structures non-partisanes du centre-gauche ne semblent d'ailleurs pas destinées à promouvoir la carrière d'un leader politique : l'accent y est systématiquement mis sur la déconnexion entre leur travail intellectuel collectif et les enjeux internes aux organisations partisanes, à commencer par ceux du PS.

On peut souligner encore, à propos de Jacques Delors, qu'il a appartenu à la petite formation Jeune République, mouvement social chrétien qui a eu pour membres d'autres clubistes, comme Georges Lavau et Léo Hamon : on constate une cohérence dans la trajectoire des animateurs des clubs, qui ne se sont pour la plupart jamais véritablement reconnus dans les grandes formations et qui ont souvent préféré des organisations plus petites voire marginales, dans lesquelles ils estimaient ni trahir leurs convictions ni subir des contraintes trop lourdes. Léo Hamon est l'une des personnalités qui ont animé la très dispersée famille des gaullistes de gauche.

### ***B. La mouvance gaulliste***

La mouvance gaulliste, plus particulièrement dans sa composante « gaulliste de gauche », occupe une position subtile dans le champ politique, assez proche de celle du centre-gauche par certains aspects : mal intégrée au parti majoritaire de son camp (l'UNR puis l'UDR), elle entretient avec ce dernier des relations mêlant hostilité et loyauté ; s'y ajoute le rapport bien particulier des gaullistes de gauche au général de Gaulle, dont le charisme contribue à « court-circuiter » l'intermédiaire qu'est le parti. Pour certains auteurs, une analyse psychanalytique s'imposerait pour rendre compte de cette fidélité sans faille au leader :

*« Au sein de la famille gaulliste, règne une profonde illusion, celle de la présence d'un chef (le général de Gaulle) qui aime d'un amour égal tous les membres de la collectivité. Tout le reste se rattache à cette illusion. Si elle disparaissait, la famille gaulliste ne tarderait pas à se désagréger. Toutes les exigences adressées à l'individu découlent de l'amour du général. Un souffle démocratique anime la*

*famille parce que tous sont égaux devant le général, parce que tous ont droit à son amour.* »<sup>517</sup>.

Il est en tout cas certain que les gaullistes de gauche dissocient systématiquement le général de Gaulle de la majorité, accusée de conservatisme : le problème est que les différents responsables des gaullistes de gauche développent chacun leur propre interprétation de ce qu'est (ou de ce que devrait être) la pensée du général<sup>518</sup>, ainsi que leur propre conception de la place que doivent occuper les organisations gaullistes de gauche au sein de la majorité. Il n'y aura ainsi jamais d'accord entre Jacques Dauer, leader du Front du progrès, qui ne conçoit l'action de son mouvement que dans une optique extrêmement critique vis-à-vis de la majorité et donc avec une indépendance organisationnelle très affirmée, et Philippe Dechartre<sup>519</sup>, beaucoup plus favorable à une intégration réelle des gaullistes de gauche au sein de la majorité : l'animosité entre les deux hommes pèsera sur le devenir des tentatives de regroupement, en poussant inexorablement les gaullistes de gauche vers la marginalisation (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie).

Mais ce ne sont pas les seuls protagonistes de cette mouvance, puisque des personnalités comme René Capitant<sup>520</sup>, Edgard Pisani ou encore Gilbert Grandval incarneront tour à tour l'espoir, soit d'une réunification de la mouvance, soit d'une influence sur la politique du gouvernement, illusions rapidement déçues, la portée des réformes sur la participation des salariés aux résultats des entreprises s'avérant assez limitée, à l'image de l'amendement Vallon de 1965. Il faut ajouter à cette liste la figure de Léo Hamon, venu du MRP et de la Jeune République, qui créera en 1974 le club Notre présence puis en 1975 le club Initiative républicaine et socialiste, en se montrant de plus en plus favorable à un rapprochement avec l'union de la gauche. Il est assez représentatif de cette famille politique, au sens où il n'a jamais réellement réussi à trouver sa place sur l'échiquier politique et est demeuré marginal, « *aussi*

---

<sup>517</sup> COMBLES DE NAYVES (de) Dominique, VILLEMOT Dominique, *op.cit.*, p.93.

<sup>518</sup> Karella Pachomoff souligne à raison l'absence d'un système doctrinal gaulliste : de rares tentatives sont faites pour systématiser les valeurs du mouvement, comme celle de Roland Nungesser qui publie en 1972 *La Charte du gaullisme*, mais pour la plupart des militants, à l'instar de Jacques Dauer, le gaullisme est d'abord une « *attitude devant la vie, devant l'évènement, devant les hommes* », cité in MAUS Catherine, *op.cit.*, p.8. Une telle définition laisse le champ libre à toutes les interprétations possibles de l'action et de la pensée du général de Gaulle.

<sup>519</sup> Secrétaire d'État à l'Équipement et au Logement dans le gouvernement de Georges Pompidou et dans celui de Maurice Couve de Murville puis secrétaire d'État auprès du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population dans le ministère de Jacques Chaban-Delmas.

<sup>520</sup> Déjà fondateur avec Louis Vallon en 1946 de l'Union gaulliste.

*bien au sein même de la famille gaulliste, où il fait figure de dissident, qu'au sein de la famille socialiste, pour qui son ralliement reste ambigu »<sup>521</sup>.*

A cette dispersion s'ajoute une autre faiblesse, celle des effectifs, comme le note François Goguel dans un article de la revue du club Nouvelle frontière :

*« Sans doute parce que le gaullisme de gauche est plus riche en personnalités d'audience nationale qu'en militants de base. Entre ces dirigeants et les électeurs gaullistes provenant sociologiquement de l'extrême-gauche, ce qui manque, ce sont en bien des régions les cadres locaux, les élus municipaux et départementaux, les dirigeants syndicaux. Si valables que soient les personnalités qu'on trouve aux échelons centraux des organisations du gaullisme de gauche, il y a là une faiblesse dont ils ne peuvent pas ne pas avoir conscience. »<sup>522</sup>*

A l'image du centre-gauche, la mouvance gaulliste utilise les structures non-partisanes pour tenter de compenser sa faible intégration aux rouages du parti majoritaire ; cependant, la dispersion et le manque de cohérence idéologique qui la caractérisent l'empêchent d'acquérir une réelle influence auprès des gouvernements successifs<sup>523</sup>.

Après avoir évoqué les « ressources humaines » des structures non-partisanes, il convient d'évaluer les moyens financiers dont elles disposent pour mener à bien leur action.

## **Section 2 : Les ressources financières : les spécificités du modèle français**

Les structures non-partisanes françaises, à de rares exceptions près, voient s'ajouter au handicap que constitue leur faible nombre d'adhérents une fragilité financière qui pèse sur leur action quotidienne et sur leurs chances d'exercer une influence réelle dans le champ politique. La différence avec d'autres pays

---

<sup>521</sup> PACHOMOFF Karella, *op.cit.*, p.125.

<sup>522</sup> GOGUEL François, « Regroupement ou dispersion des partis », *Nouvelle frontière*, 14, février-mars 1967, p.15. Pour autant, les effectifs de ces organisations ne sont pas négligeables : en 1969, le Front du progrès regroupait environ 3500 adhérents, le Front travailliste entre 2000 et 3000 par exemple.

<sup>523</sup> « La gauche gaulliste [...] ne parvient pas à surmonter ses contradictions. Elle n'a guère d'assise sociale ni de force électorale. [...] Elle ne peut espérer, sans toujours l'obtenir, qu'un seul appui, celui du général de Gaulle tant qu'il est président de la République. Singulière position pour une organisation de gauche que de placer tous ses espoirs dans un homme pour transformer une société où elle ne plonge aucune racine. », CHARLOT Jean, *Le phénomène gaulliste*, Paris, Fayard, 1970, pp.110-111.

occidentaux est ici flagrante, notamment si l'on compare les fondations françaises à leurs homologues allemandes. L'Allemagne est en effet le pays qui possède les fondations politiques les plus développées, tant en ce qui concerne leur reconnaissance institutionnelle que leur assise financière (§1) ; en comparaison, les fondations françaises paraissent jouer un rôle bien plus faible (§2).

### **§1 : Les fondations rhénanes**

Les fondations allemandes comptent parmi les plus anciennes et sont dotées d'un statut à part entière (A), assis sur de solides bases financières (B).

#### ***A. Des acteurs reconnus sur la scène politique***

Les fondations politiques apparaissent en Allemagne dès la République de Weimar :

- La Fondation (Stiftung) Friedrich Ebert, créée en 1925, se fixe pour objectifs de promouvoir la formation politique et sociale des citoyens, de faciliter l'accès aux études supérieures, de contribuer à l'entente et à la coopération internationale. Interdite en 1933, elle réapparaît en 1947. Elle s'occupe également de la conservation des archives du SPD et des syndicats, poursuit des activités de recherche et organise régulièrement des colloques<sup>524</sup>.

- La Fondation Friedrich Naumann, proche des libéraux du FDP, créée en 1958 par le premier président de la République fédérale d'Allemagne, Theodor Heuss, se consacre à la recherche.

- La Fondation Konrad Adenauer apparaît en 1964, complétant ainsi le dispositif de la CDU en poursuivant les mêmes missions que son homologue social-démocrate.

Il faut ajouter à cette liste la Fondation Hans Seidel, née en 1967 et proche de la CSU bavaroise ; la Fondation Heinrich Böll pour les Grünen ; enfin la Fondation Rosa Luxemburg pour le PDS néocommuniste.

Chaque formation politique d'importance dispose donc de « sa » fondation, les rapports entre le parti et la fondation étant assez étroits. Néanmoins, la loi allemande met l'accent sur la nécessaire indépendance des fondations : ainsi, les présidents et secrétaires généraux des partis ne peuvent siéger dans le conseil d'administration des

---

<sup>524</sup> D'après le rapport du sénateur Jacques Oudin, la bibliothèque de la Fondation Friedrich Ebert ne comprend pas moins de 370 000 volumes.

fondations ; de plus, les activités de ces dernières doivent revêtir un caractère ouvert, leurs travaux accessibles à tous, et elles ne sauraient procurer une aide, qu'elle soit financière ou en nature, aux partis. Les fondations allemandes sont considérées comme des acteurs à part entière de la vie politique et signent régulièrement des contrats avec les pouvoirs publics pour mener des activités de recherche sur un domaine précis. Elles permettent aux partis d'élargir leur influence, en attirant un public davantage tourné vers l'aspect intellectuel du militantisme ; leur indépendance renforce leur image d'organisations contribuant à l'intérêt général. Elles jouent également un rôle important dans la politique étrangère allemande<sup>525</sup>. Cette force des fondations rhénanes repose sur des moyens financiers considérables.

### ***B. Des assises financières solides***

Les chiffres fournis par le rapport du sénateur Jacques Oudin datent de 1997 mais permettent d'avoir une idée des moyens dont disposent les fondations allemandes : l'auteur indique que le budget de la Fondation Friedrich Ebert est alors de 224 millions de deutsche marks (DM) par an, 95% de cette somme étant constituée de financement public. On estime alors à 700 personnes ses effectifs. La Fondation Konrad Adenauer atteint des niveaux équivalents puisqu'elle dispose de 238 millions de DM annuels et emploie 680 personnes. Plus modeste, la Fondation Friedrich Naumann a néanmoins un budget annuel de 101 millions de DM et emploie environ 270 personnes à cette date. Des chiffres de 2003 indiquent que les plus grandes fondations disposent de 100 millions d'euros par an<sup>526</sup>.

Il faut souligner que le caractère extrêmement encadré du financement des fondations en Allemagne, voté par le Bundestag au prorata des élus représentant chaque formation politique. Plusieurs décisions du Tribunal constitutionnel fédéral ont fixé le cadre juridique dans lequel agissent les fondations, une décision de 1980 soulignant leur nécessaire indépendance vis-à-vis des partis. L'Allemagne est bien

---

<sup>525</sup> Plusieurs travaux de relations internationales ont été consacrés aux fondations allemandes : voir LARUE Muriel, *Les fondations politiques allemandes. Des acteurs au service de la promotion de la démocratisation et de la politique étrangère allemande. L'exemple de l'action de la Fondation Friedrich Ebert en République tchèque*, mémoire de DEA de Relations internationales de l'université Paris II, 2001 ; DAKOWSKA Dorota, *Les fondations politiques allemandes dans la politique étrangère : de la genèse institutionnelle à leur engagement dans le processus d'élargissement de l'Union européenne*, thèse de doctorat en science politique de l'IEP de Paris, 2005.

<sup>526</sup> Fondation Robert Schuman, « Les fondations politiques allemandes, acteurs spécifiques de la politique étrangère », Synthèse numéro 81, 10/03/2003, [http://www.robert-schuman.eu/question\\_europe.php?num=sy-81](http://www.robert-schuman.eu/question_europe.php?num=sy-81).

un modèle en matière d'institutionnalisation des fondations politiques, modèle d'encadrement et de financement public bien différent des expériences anglo-saxonnes (voir *infra*, §2). En comparaison, les fondations françaises paraissent bien timides.

## **§2 : Les faiblesses des fondations françaises**

Le cas français se caractérise par une moindre indépendance des fondations (A), liée à un niveau de financement nettement en deçà de nos voisins (B).

### ***A. Une autonomie faible à l'égard des partis***

La création d'une fondation politique en France est soumise à un parrainage, soit de 35 parlementaires soit d'un parti ou groupement politique bénéficiant d'au moins 1% de l'aide publique prévue par la loi de 1988, ceci afin d'éviter une trop grande dispersion. Une série de règles est présente pour établir une véritable séparation entre les fonctions des fondations et des partis : les fondations ne peuvent intervenir dans le fonctionnement des partis et dans les activités électorales ; les membres en exercice de l'organe exécutif d'un parti ne peuvent siéger au conseil d'administration des fondations. Cette séparation est contrôlée par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, son non-respect pouvant entraîner la suppression de toute aide publique.

Ces dispositions n'empêchent nullement une grande proximité entre les fondations et les partis et par conséquent la reproduction des rapports de force internes à ceux-ci et une recherche difficile d'une expression équilibrée des différents courants. C'est particulièrement le cas de la Fondation Jean Jaurès, comme l'explique Laurent Bouvet :

*« La fondation Jean Jaurès, qui est très sur le modèle de la fondation Friedrich Ebert mais qui n'en a ni les moyens ni l'ambition, c'est-à-dire qu'elle fait un peu d'aide au développement politique, un peu de réflexion mais ça reste à la fois trop ancré dans la vie du PS dans le sens où il faut faire attention aux courants, si on publie Truc il faut publier Machin, bref je ne sais pas si vous avez jeté un coup d'oeil mais il y a toute une série de notes qui sont ce que pense Moscovici, ce que pense Truc, il y a eu des choses intéressantes mais c'était souvent, comme les notes de Jospin, « la voix de son maître »<sup>527</sup>.*

Plusieurs membres du gouvernement de la gauche plurielle utiliseront la revue de la Fondation pour expliquer et défendre la politique suivie, à commencer par le Premier

---

<sup>527</sup> Entretien réalisé le 21/02/08.

ministre Lionel Jospin, qui y détaillera par exemple, en mars 2000, sa conception d'un « *socialisme moderne* ». Les travaux de la Fondation ne se limitent certes pas à cette utilisation instrumentale mais on note un certain alignement par rapport à la direction en place. Le même type de phénomène se manifestera un temps à la Fondation Gabriel Péri, mais cette dernière semble constituer davantage un espace de repli pour Robert Hue, qui se montre de plus en plus critique à l'égard de la direction emmenée par Marie-George Buffet<sup>528</sup>.

La Fondapol, longtemps vue comme proche du président Jacques Chirac, est en revanche celle qui a conquis le plus d'indépendance : ses relations avec le parti majoritaire se sont dégradées de manière accélérée après l'élection de Nicolas Sarkozy à la tête de l'UMP, tant et si bien qu'elle a coupé tout lien avec cette dernière (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie).

La faible autonomie des fondations françaises s'explique largement par leur faible dotation.

### ***B. Des ressources limitées***

En effet, le rapport du sénateur Jacques Oudin évoque pour l'année 1992 un budget de 15 millions de francs pour la Fondation Jean Jaurès et de 5 millions de francs pour la Fondation Robert Schuman, chiffres évidemment très inférieurs aux moyens dont disposent leurs homologues allemandes. Cependant, la situation a nettement évolué par la suite, la FJJ disposant pour l'année 2008 d'un budget de 2,3 millions d'euros, ce qui représente certes une progression importante, mais qu'elle compare elle-même avec celui des fondations étrangères<sup>529</sup> : ses fonds restent 45 fois inférieurs à ceux de la Fondation Friedrich Ebert (90 millions d'euros), et en-dessous également de la fondation social-démocrate suédoise (la Fondation Olaf Palme, 10 millions d'euros) ou de la Fondation Pablo Iglesias (basée en Espagne, 3,15 millions d'euros). L'analyse de la structure de financement de la FJJ laisse apparaître la part écrasante du financement public (venant à la fois des services du 1<sup>er</sup> Ministre, de l'Assemblée nationale, du Sénat, du ministère de la Culture), la part des dons étant particulièrement faible (environ 100 000 euros). Ce dernier aspect s'explique par une position de principe de la FJJ, qui,

---

<sup>528</sup> Il faut noter que Robert Hue a créé fin 2008 le Nouvel Espace Progressiste (NEP), qui se définit comme une « *association politique indépendante* » qui vise à nourrir le débat à gauche et à jouer un rôle fédérateur, <http://nouvel-espace-progressiste.fr/>.

<sup>529</sup> Voir <http://www.jean-jaures.org/>.

*« Si elle accepte les dons des particuliers, s'est interdit jusqu'à présent de solliciter les entreprises au nom de la transparence et de son indépendance. Elle fait donc exclusivement appel, pour le soutien à ses activités qui présentent toutes un caractère d'intérêt public, à des subventions de l'Etat »<sup>530</sup>.*

Toutes les fondations ne partagent pas cette défiance envers le financement venu d'entreprises privées, la Fondapol se fixant pour objectif de réduire la part de l'argent public dans son budget :

*« Au début on était à 70% d'argent public, aujourd'hui il y a 20-30% de privé, on voudrait porter cette part à 50% »<sup>531</sup>.*

Il faut se garder d'une explication purement culturelle, d'après laquelle les structures non-partisanes françaises seraient hostiles à toute forme de financement privé et de surcroît pénalisées par une pratique du mécénat relativement peu développée. Certes, le niveau de financement public des fondations politiques reste notoirement faible, mais de réelles évolutions se font jour dans la période la plus récente et témoignent d'une imitation partielle du modèle anglo-saxon. Les structures non-partisanes comptent également sur un militantisme d'un nouveau type pour mener à bien leurs projets.

---

<sup>530</sup> *Ibid.*

<sup>531</sup> Entretien avec Mirka Ivanova réalisé le 03/12/2007.

*« Mini-partis », clubs, associations : la question du financement de la vie politique*

On a noté dans la période la plus récente une inflation conséquente du nombre de mouvements politiques, qu'il s'agisse de clubs ou d'associations de soutien à une personnalité politique (par exemple, Nouvel Oxygène de Laurent Wauquiez) : si on peut se féliciter de cette apparente vitalité démocratique, il est impossible d'éluder la question du financement des partis, plus précisément du contournement de la législation en la matière à travers ces mouvements. La forme associative permet en effet de ne pas voir les dons des personnes physiques limités à 7500 euros par an, ce qui explique par exemple que Désirs d'avenir, dans un premier temps parti politique au service de Ségolène Royal, soit redevenu une association loi 1901 en 2008 afin de recevoir des dons plus élevés. La Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) semble avoir quelques difficultés à contrôler l'ensemble des mouvements de fonds entre les associations et mouvements « satellites » et les partis, il y a là à l'évidence un flou juridique qui atténue la portée de la loi de 1988. Il faut conserver à l'esprit qu'un certain nombre de clubs, même s'ils remplissent une fonction de réflexion programmatique, sont créés également pour ces motifs financiers.

La réunion de France.9, le « mini-parti » de François Fillon, à Matignon en février 2011 a suscité des réactions de l'opposition, qui dénonce un conflit d'intérêt : le statut mal défini de ces mouvements peut être source de polémiques et montre la nécessité d'une intervention du législateur en la matière. Le rapport d'activité de la CNCCFP publié en mai 2011 a de nouveau souligné que les « mini-partis » *« reçoivent des fonds non négligeables provenant des formations politiques »* et que la multiplication des dons individuels partiellement défiscalisés *« favorise certainement la constitution de nombreuses petites formations »*.

### **Section 3 : Un militantisme renouvelé**

Les structures non-partisanes sont pour la plupart d'une taille réduite, entendant miser davantage sur la qualité de leurs membres que sur leur quantité : elles veulent ainsi tirer profit de la souplesse offerte par une petite communauté militante (§1), ainsi que de la dimension de sociabilité voire de convivialité qui règne souvent dans ce type de groupement. Cependant, une certaine forme de sélection, parfois sévère, est aussi à l'œuvre dans ces organisations (§2).

#### **§1 : Une petite communauté militante**

Les cercles de réflexion optent dans l'écrasante majorité des cas pour des structures légères permettant théoriquement une meilleure intégration des adhérents au collectif (A) ; il n'en reste pas moins que le caractère lâche et informel des liens unissant la « base » et le « sommet » pose certains problèmes (B).

#### ***A. Des structures légères favorisant l'intégration et la participation***

Il convient de s'arrêter sur la forme juridique adoptée par les structures non-partisanes : ce sont généralement des associations de type loi 1901 mais pas uniquement, et le choix d'un statut recouvre également des enjeux de labellisation (1). Il faut voir ensuite comment s'organise concrètement dans ces organisations le travail intellectuel, structuré le plus souvent autour de commissions et groupes de réflexion thématiques (2).

#### ***1. Le choix du statut : association, fondation ?***

On a évoqué plus haut le statut spécifique des fondations politiques. Il faut compléter l'approche en étudiant la variété des formes juridiques que peuvent revêtir les structures non-partisanes. Certaines sont des associations type loi 1901 – c'est le cas de la plupart des clubs politiques, dont le Club Jean Moulin – d'autres de simples associations de fait, ce qui souligne le caractère informel de leur action, mais ce cas est plutôt rare : qu'elles optent pour la forme de l'association ou de la fondation, les structures non-partisanes préfèrent inscrire leur activité dans un cadre légal reconnu.

La question du statut est étroitement liée à la question du choix de l'appellation, qui va définir la nature de l'organisation<sup>532</sup>. Le nom choisi ne doit rien au hasard et s'inscrit dans la logique de distinction à l'œuvre dans la sphère des structures non-partisanes : il s'agit de mettre en avant les spécificités de l'organisation, en insistant, soit sur la sociabilité et la convivialité de l'organisation (club, cercle), soit sur la scientificité – et implicitement l'objectivité – du travail produit (institut<sup>533</sup>, fondation), ou encore sur la création intellectuelle et le volontarisme la sous-tendant (c'est particulièrement le cas du terme « atelier » : la gauche du PS, autour de Benoît Hamon, a ainsi opté pour la dénomination « la Forge » en 2007).

Accolée à une référence à une famille de pensée (Montaigne, Turgot...) ou à un personnage historique (Copernic, Jean Moulin...), l'appellation fixe l'ambition de la structure non-partisane et pose les éléments principaux de son identité. Moins limitées dans l'espace idéologique que les noms des partis politiques, qui impliquent l'adhésion à un certain système de pensée (« communiste », « socialiste », y compris dans le cas des partis de droite qui, sous le vocable du « rassemblement » ou de l'« union », mobilisent l'idée de la nécessité de la cohésion de la nation), les structures non-partisanes cherchent à se différencier en prétendant pouvoir accueillir des personnes venant d'horizons très variés. Or, cette ouverture a toujours été relative : une organisation modérée comme le Club Jean Moulin n'acceptera pas la présence de gaullistes en son sein<sup>534</sup> ; les structures les plus radicales idéologiquement, à l'instar du Club de l'Horloge, exigent l'adhésion de leurs membres à une plate-forme doctrinale (voir *infra*, §2) dont la rigidité rivalise avec celle des partis les plus extrémistes. Organisés de manière différente des partis, les

---

<sup>532</sup> D'après Pierre-Emmanuel Moog, il faut prêter attention au vocabulaire retenu par les structures non-partisanes :

« - **le cercle** dénote un certain amateurisme, revendiqué, le plaisir de l'échange,  
 - **le club**, à l'origine forcément politique, indique l'entre-soi, la sélection (cooptation ou autre),  
 - **le conseil** a un côté officiel, il met l'accent sur ses membres et leurs compétences de conseiller,  
 - **la fondation** annonce sa volonté de s'inscrire dans la durée (d'ailleurs, certains groupes sont des associations dites « fondations », car ils ne le sont pas juridiquement [...]),  
 - **l'institut** clame sa volonté académique de rigueur,  
 - **le laboratoire**, lieu d'expérimentation, est peu utilisé, étant plutôt réservé au monde universitaire »,  
 (*Les clubs de réflexion et d'influence, op.cit.*, p.41).

On peut ajouter à cette liste le terme de « centre », à mi-chemin entre le club et l'institut quant à sa signification, ainsi que des appellations moins utilisées, telles « groupement », « mouvement » ou encore « front », qui soulignent une dimension plus militante.

<sup>533</sup> Les organisations libérales affectionnent particulièrement cette appellation (instituts Choiseul, Montaigne, Turgot notamment).

<sup>534</sup> On reviendra en détail sur l'affaire de l'exclusion de Jean Royer, membre du parti gaulliste (voir *infra*, §2).

cercles de réflexion n'en sont pas moins *positionnés* politiquement et, sauf exception, s'inscrivent bien dans une famille de pensée particulière.

Leur fonctionnement n'en reste pas moins plus souple que celui des partis, l'organisation concrète du travail intellectuel étant déconnecté des enjeux immédiats de luttes de courants ou de fractions.

## **2. Groupes de travail et commissions**

Moins directement concernées par les questions de tactique électorale que les partis, les structures non-partisanes s'adonnent davantage à la réflexion, dont la nature diffère selon l'orientation politique retenue : pour les plus radicales d'entre elles, à l'image du Club de l'Horloge ou de l'ALEPS, il s'agit de lutter contre toute forme de compromis intellectuel avec les options politiques de l'adversaire, en faisant découvrir ou redécouvrir des auteurs étrangers libéraux et en avançant des propositions de réforme hardies ; pour celles, plus modérées, qui déplorent au contraire le caractère trop idéologisé du débat politique, il faut plutôt étudier de manière dépassionnée les dossiers et formuler des propositions raisonnées, chiffrées, équilibrées.

Dans les deux cas, le travail intellectuel s'organise généralement autour de groupes de travail, ou de commissions, spécialisés par sujets. Le Club Jean Moulin met ainsi en place le « groupe Etudes et publications » dès la fin de l'année 1958, afin de réfléchir au plan du livre *L'Etat et le citoyen* : cet ouvrage, qui fera beaucoup pour la notoriété du club, est le fruit d'une véritable écriture collective, le groupe de travail initial cédant la place, une fois la trame établie, à une dizaine de « groupes d'études pour le livre » (comportant une vingtaine de membres) chargés d'apporter des remarques et de proposer des modifications, l'importance de l'ouvrage nécessitant aux yeux des dirigeants du club une consultation de l'ensemble des adhérents ; on a là l'exemple d'un groupe de travail *ad hoc*, établi pour faire converger les énergies et les compétences des membres du club, le plaisir de l'écriture partagé par ces derniers facilitant le processus, même si des débats auront lieu quant à la pertinence de certains chapitres<sup>535</sup>.

De la même manière, c'est une « commission présidentielle » qui se met en place dès janvier 1963, en vue de partir à la recherche d'un candidat idéal pour représenter l'ensemble de la gauche et incarner une alternative au général de Gaulle :

cette commission, animée par un nombre restreint de membres du club, suggère la mise en place d'un « comité pour le président », l'organisation de conventions régionales et locales – sur le modèle des primaires américaines – et le recours à des sondages d'opinion pour trouver celui que la presse nommera « M.X » ; la consultation des membres du club est en l'espèce plus limitée, ce qui fera naître les germes de la future crise du club (voir *infra*, B).

Le cas de Technique et Démocratie est assez particulier. Dès 1963, ses animateurs adoptent un ambitieux plan de travail pour la période 1964-65, qui prévoit la création : d'un centre de recherche opérationnelle en politique ; d'un institut de méthodologie politique, économique et sociale, chargé « d'éveiller » à la politique les « techniciens » au sens large (élèves des grandes écoles, cadres, etc) ; d'une convention internationale du développement chargée de réunir les représentants de quinze pays témoins du sous-développement pour qu'ils élaborent une charte de l'assistance technique, culturelle et financière, ainsi qu'une politique commune pour les matières premières ; d'un institut pour la généralisation et la diffusion de la recherche opérationnelle – sans compter différents groupes spécialisés. Il est difficile de dire si le club a réussi à mener de front toutes ces activités, mais ces objectifs audacieux traduisent sa nature à part, celle d'un mouvement qui ambitionne de créer une nouvelle pensée politique, ce qui explique sans doute qu'il franchisse le pas de l'action électorale en 1968 (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie).

Le rapport des clubs à l'action politique et électorale détermine le niveau de formalisation du travail intellectuel. Une organisation comme la Convention des institutions républicaines, très investie dans le combat politique immédiat, ne comporte pas en son sein de commissions spécialisées : cela ne signifie pas pour autant qu'elle ne produise pas de réflexions ou de propositions<sup>536</sup>, mais son positionnement très proche du champ partisan l'amène à accorder moins de place à l'élaboration de dossiers entre « experts ». Il faut néanmoins croiser ce rapport à l'action politique avec la place occupée sur l'échiquier politique, les organisations placées aux extrêmes pouvant tout à la fois effectuer un travail idéologique

---

<sup>535</sup> Voir ANDRIEU Claire, *op.cit.*, chapitre XII, « La socialisation de l'écriture », p.267-290.

conséquent et être très investies dans l'action en direction de la sphère partisane, à l'instar du Club de l'Horloge ; Jean Moulin occupe pour sa part une place intermédiaire, alliant réflexion de fond et action politique.

L'évolution des structures non-partisanes française est marquée par une plus forte structuration et une plus grande spécialisation des groupes de travail, au fur et à mesure de la diffusion du modèle du *think tank* : située dans le même espace politique que le Club Jean Moulin, la Fondation Terra Nova ne compte pas moins de trente-sept groupes de travail<sup>537</sup>, le même chiffre étant atteint par l'Institut Montaigne<sup>538</sup> ; les différents instituts et centres de recherche d'obédience libérale (Fondation Concorde, Institut Choiseul, etc), adoptent également cette forme d'organisation du travail intellectuel, les différents chantiers de réflexion se déclinant selon les priorités retenues<sup>539</sup>. Certaines organisations comportent une instance destinée à piloter le travail de recherche : c'est le cas du Conseil scientifique d'ATTAC, dont l'existence même prouve l'importance attachée au travail intellectuel ; ses membres disposent d'une forte légitimité<sup>540</sup>, mais aussi du Conseil d'orientation de l'Institut Montaigne. Dans le cas du GRECE, la conseil d'administration coexiste avec un directoire de recherche et une « Commanderie », ces trois structures supervisant le travail idéologique de l'organisation ; on note l'existence d'une formation interne intensive, sous la forme d'une « école de cadres ».

Cette spécialisation accrue des groupes de travail permet aux structures non-partisanes d'être très réactives sur l'ensemble des sujets autour desquels tourne le

<sup>536</sup> Elle rédige ainsi en 1970 un *Contrat socialiste*, qui fait pièce au *Plan d'action socialiste* élaboré par le PS, dirigé alors par Alain Savary. Ce texte s'inscrit dans une logique de concurrence avec le PS et correspond moins à une recherche « désintéressée ».

<sup>537</sup> Dont les groupes « Sport », « Système de santé : dépasser l'individualisme », « Le rôle de l'Etat sur le marché des médias », « Nouvelle génération de l'Etat, vers une stratégie d'investissement social », « Accès à la parenté : AMP et adoption », « Justice et pouvoirs », « Projet Primaire », ce dernier ayant le plus contribué à la notoriété de Terra Nova en proposant la mise en place de réelles primaires pour l'ensemble de la gauche, reprenant ainsi les propositions de Jean Moulin dans un contexte politique différent.

<sup>538</sup> « Faciliter les passages public-privé », « Propriété intellectuelle », « L'emploi des jeunes et des seniors », « Energies renouvelables et réseaux », « Informatisation de la société », « Création et développement d'entreprises », « Compétitivité de l'économie française ».

Les groupes de travail varient bien sûr dans le temps : certains disparaissent une fois leur programme de recherche mené à son terme, d'autres couvrent des thématiques assez larges pour avoir une plus grande longévité.

<sup>539</sup> Dans le cas des cercles de réflexion libéraux, il est rare de ne pas voir un groupe de travail portant sur la réforme de l'Etat ou de la fiscalité.

<sup>540</sup> Jacques Nikonoff, président de l'association de 2002 à 2006, en était issu, tout comme son prédécesseur, Bernard Cassen.

débat politique, chaque problème faisant l'objet d'une « note » ou d'une « proposition » mise à la disposition des acteurs politiques ; de plus, ce format permet aux membres de ces organisations, venus souvent du monde universitaire ou de l'espace journalistique, de retrouver un cadre de travail assez proche de celui qu'ils vivent quotidiennement et d'utiliser leurs compétences autrement qu'en assumant les tâches du militantisme traditionnel (réunions de sections, distributions de tracts...), moins valorisantes à leurs yeux<sup>541</sup>.

On note donc un net changement dans l'organisation des structures non-partisanes, désormais plus « professionnalisées » que les clubs politiques des années 1960 et 1970<sup>542</sup>, caractérisés par une faible spécialisation et un fonctionnement dans lequel les tâches sont réparties de manière moins formelle, les responsabilités moins clairement établies, ce qui ne va pas sans poser certains problèmes quant aux rapports entre la « base » et le « sommet ».

### ***B. Les limites de la souplesse organisationnelle***

On a évoqué les nombreuses et sévères critiques adressées par les clubs aux partis politiques : pyramidaux, bureaucratiques, sclérosés, ceux-ci sont accusés de ne pas fonctionner de manière démocratique et d'être engoncés dans un fonctionnement routinier qui ne favorise ni la créativité politique, ni l'engagement des adhérents. Pourtant, les remèdes imaginés pour lutter contre les travers du militantisme partisan, et notamment la survalorisation de la démocratie interne et la décentralisation, sont générateurs d'effets pervers (1), et la coupure entre les dirigeants et les dirigés tend à se reproduire, y compris au sein d'organisations de taille restreinte, conduisant à la constitution d'une élite informelle (2).

---

<sup>541</sup> Jacques Garello souligne le fait que ses responsabilités à l'ALEPS remplissent aussi un rôle de « défouloir » : « *La Nouvelle lettre est un exutoire, elle est une mission. Elle permet de décharger ma bile et mon agressivité, ce qui apaise (au moins en partie) mes relations familiales et professionnelles. Elle m'offre aussi l'occasion de mesurer le talent et le dévouement de la petite équipe qui, bénévolement comme le patron, travaille tout au long de l'année* », *La Nouvelle lettre*, 400, 03/12/1994. Le petit cercle intellectuel répond aussi à des logiques de sociabilité et d'affect, peut-être moins aisément trouvables dans un parti.

<sup>542</sup> Un certain nombre de clubs, spécialisés sur des thématiques particulières, tels « Science et Société » d'Alain Devaquet ou encore le Mouvement pour le socialisme par la participation de Philippe Dechartre ne comportent pas cette multiplicité de groupes de travail et se concentrent sur un sujet précis.

## ***1. Les effets pervers de la décentralisation et du refus d'une organisation durable***

Si elles ont permis d'atténuer certaines pesanteurs partisanes, les modalités alternatives de fonctionnement mises en place par certaines organisations ont créé d'autres problèmes.

### *a. La lutte contre la centralisation de la prise de décision*

Celle-ci a été tentée notamment par les Groupes d'action municipale (GAM), l'autonomie d'action de chaque groupe étant une des valeurs fondamentales du mouvement. Une structuration du mouvement plus approfondie apparaîtra néanmoins très vite nécessaire aux yeux des animateurs nationaux du mouvement, ne serait-ce que pour confronter les expériences locales et tirer les bilans de l'action de chaque groupe, y compris en termes de participation à la gestion municipale<sup>543</sup>. Les limites d'une organisation lâche et décentralisée apparaissent rapidement : un minimum de cohésion politique est recherché avec l'adoption de la charte des GAM en 1970, qui ancre leur action à gauche ; celle-ci répond à un double besoin, affirmer une identité politique d'une part, discréditer les groupements qui ont pris l'appellation de « GAM » mais en menant parfois une politique d'alliance avec des forces centristes ou de droite d'autre part.

L'unité du mouvement justifie ces premiers pas vers une meilleure articulation entre les groupes de base, mais celle-ci reste ténue : la création des « Rencontres nationales » à partir de 1970 n'implique en aucun cas l'apparition d'une « direction nationale » qui fixerait une « ligne » : il s'agit principalement d'échanger les informations entre les groupes, voire de mettre en place une coordination à une échelle régionale. La campagne des élections municipales de 1971 absorbe par ailleurs une grande part de l'activité des groupes, qui se désintéressent de la structure nationale et privilégient l'action locale (certains GAM remportent de vrais succès électoraux). Le niveau national ne connaît lui-même pas forcément le nombre exact de groupes locaux, s'ils sont encore actifs ou non, et les Rencontres nationales sont désertées : elles rassemblent 35 groupes à Hérouville en 1971, 19 à Chenôve en 1972. Finalement, seuls les groupes de la région parisienne vont se coordonner et

---

<sup>543</sup> D'après Gabrielle COTE-CLISSON, « entre les groupes eux-mêmes, l'information ne circule pas ou presque », *Le pouvoir d'intervention des Groupes d'action municipale*, mémoire de DES de science politique, Paris I, 1974, p.7.

participer à un niveau national confronté de surcroît à une crise financière aggravée : le bilan de l'expérience semble négatif<sup>544</sup>.

La rencontre des GAM des villes nouvelles, qui se tient en juin 1972, est l'occasion pour le collectif d'animation et le secrétariat national de constater « *l'absence d'animation au plan régional et par voie de conséquence, l'absence de conscience de l'intérêt du mouvement national* »<sup>545</sup>. Cette faible participation des groupes entraîne un fonctionnement en contradiction avec les principes initiaux du mouvement, puisqu'un groupe restreint, composé pour partie d'énarques (c'est le cas de Robert de Caumont), assure la direction, à la fois matérielle, technique et pédagogique (création d'un groupe d'études sur les problèmes fonciers, organisation de stages régionaux en lien avec l'ADELS), s'occupe des contacts avec la presse (les GAM obtiennent une page mensuelle dans *Combat*) et avec les partis politiques (organisation d'une table ronde en février 1972).

Le mouvement national devient paradoxalement incarné par Robert de Caumont, « *qui était conduit à se substituer au collectif défaillant et à prendre inévitablement les initiatives que vraisemblablement personne d'autre n'aurait prises* »<sup>546</sup>. On mesure ici les problèmes posés par les déficiences organisationnelles initiales : l'absence de formalisation des procédures et de mécanismes de collaboration entre le niveau local et le niveau national, à laquelle les animateurs tentent de répondre *a posteriori*, amène à une personnalisation du mouvement, à l'encontre du principe de collégialité posé au départ. Il devient dès lors difficile, en l'absence de participation de la base, de légitimer des décisions comme celle de participer à la rencontre de St Germain sur le thème « *Vers la société socialiste à partir de l'action locale et municipale* »<sup>547</sup> : sans mandat clair du mouvement, Robert de Caumont s'y rend à titre personnel, suscitant des remous à la base ; de la même façon, il rencontre François Mitterrand et les dirigeants du PSU, de sa propre initiative. En l'absence de mécanismes clairs de prise de décision, le mouvement se disperse de plus en plus, certains groupes se consacrant exclusivement à l'action locale, d'autres voulant peser au niveau national et collaborant à ce titre avec les

---

<sup>544</sup> « *Les groupes locaux s'étaient montrés dans l'incapacité d'assurer la gestion décentralisée du mouvement ; la tentative de décentralisation avait été un échec : toutes les initiatives étaient venues du secrétariat national parisien* », SELLIER Michèle, *op.cit.*, p.323.

<sup>545</sup> *Ibid.*, p.324.

<sup>546</sup> *Ibid.*, p.325. On peut exprimer des réserves sur l'appréciation de l'auteure, qui évoque un mouvement devenu technocratique et centralisé.

<sup>547</sup> Organisée par Objectif 72, Vie nouvelle, Citoyens 60, Technique et Démocratie.

forces politiques, qu premier rang desquelles le PSU<sup>548</sup>. De la même manière, le club Citoyens 60 peine à définir des rapports clairs entre le niveau national et le niveau local, la tentative de réorganisation lancée en 1967 n'aboutissant pas<sup>549</sup>.

Ce problème de structuration interne se retrouvera à ATTAC. Les objectifs des deux mouvements sont certes différents mais leurs méthodes d'action assez proches : la « pédagogie ascendante » prônée par les GAM, avec son souci de partir des problèmes concrets et locaux pour mieux politiser ou repolitiser les citoyens, évoque le slogan « agir local, penser global » d'ATTAC et sa volonté de faire revenir à l'engagement les déçus de l'action politique traditionnelle. Les fondateurs d'ATTAC n'avaient pas prévu, au départ, le développement important et rapide des comités locaux qui ont vu le jour sur l'ensemble du territoire : ces derniers étant « hors statuts », la question d'une reconnaissance de leur rôle et de leur place dans l'association s'est rapidement posée ; une commission a d'abord réfléchi à l'opportunité de modifier les statuts, avant qu'une charte régissant les relations entre le local et le national soit adoptée en septembre 2002<sup>550</sup>.

Un organe est créé pour assurer la collaboration horizontale entre les comités : la Coordination nationale des comités locaux (CNCL), qui doit leur permettre à la fois d'échanger des informations sur leurs expériences respectives mais aussi de participer en tant que tels à l'élaboration de l'orientation nationale de l'association (la CNCL peut ainsi faire des propositions au conseil d'administration (CA) sur son ordre du jour, ce dernier étant tenu également d'examiner les textes d'orientation éventuellement votés dans le cadre de la CNCL). Les résultats semblent satisfaisants, mais il n'en reste pas moins que seule une partie des comités locaux s'investit dans cette instance de représentation, fragilisant ainsi sa légitimité<sup>551</sup>, ATTAC continue à fonctionner avec ces deux niveaux relativement indépendants. Comme dans le cas

---

<sup>548</sup> « Les GAM n'étaient pas parvenus à substituer une alternative à ce système. Les structures nouvelles visant à instaurer un « pouvoir local » ne peuvent empêcher ni l'intégration au système municipal des associations les plus impliquées dans la « démocratie participative » ni la reconstitution d'un réseau de « notables ». La force d'attraction du pôle municipal auprès des leaders associatifs creuse alors l'écart entre l'élite intégrée et la base du milieu associatif, plus qu'elle ne garantit la participation des citoyens », BARTHELEMY Martine, *op.cit.*, p.109.

<sup>549</sup> « Citoyens 60 paie le prix de sa structure décentralisée et son laisser-aller dans certains domaines » STAES Hélène, *op.cit.*, p.203.

<sup>550</sup> Cette évolution n'allait pas de soi et a aussi été une réponse à un début de contestation interne, des adhérents se regroupant derrière l'initiative « Démocratisons ATTAC » (titre d'une lettre ouverte aux adhérents), qui dénonce l'omnipotence du Bureau et la non-reconnaissance d'un rôle spécifique des comités locaux.

<sup>551</sup> Dans un entretien réalisé dans le cadre de notre mémoire de DEA en 2005, le responsable de la coordination des comités locaux avec le niveau national d'ATTAC nous indiquait qu'environ 40% des comités locaux participaient régulièrement à la CNCL.

des GAM, la forte valorisation de l'action locale et de l'autonomie des groupes de base conduit une partie des adhérents à ne se sentir que faiblement concernés par les enjeux nationaux : dans le cas d'ATTAC, la grave crise de direction qu'a connue l'association, principalement autour de la question de la légitimité de Jacques Nikonoff et de l'orientation qu'il donnait au mouvement<sup>552</sup>, a pu déconcerter des adhérents à la recherche de formes plus apaisées – ou différentes – de fonctionnement interne<sup>553</sup>.

On pourrait objecter que le même phénomène existe au sein des partis politiques : seule une partie des adhérents maîtrise le langage, les références, le « code » nécessaire à une pleine implication dans les luttes internes. S'il existe sans doute différents niveaux d'engagement dans toute organisation, ATTAC et les GAM se distinguent cependant par cette importante valorisation de l'échelon local qui accentue les problèmes d'articulation entre les différents niveaux de l'organisation ; dans les deux cas, l'échelon central prend *in fine* le dessus, compte tenu de la nécessité de prendre des décisions rapides pour assurer la visibilité de l'organisation<sup>554</sup>.

#### *b. Le refus d'une organisation durable*

C'est l'option retenue par le courant écologiste à ses débuts<sup>555</sup>, ce qui fait sa spécificité, voire son incongruité dans le champ politique français. Assimilant, on l'a vu, les partis politiques à des appendices de l'Etat, parfois qualifiés de « totalitaires », les écologistes refusent toute forme d'organisation nationale, centralisée et permanente, lui préférant des formes éphémères, telles le Comité de soutien à René Dumont en 1974, le Collectif écologie 78 (1977-78), ou encore Europe-écologie en 1979 – le même nom est utilisé en 2009<sup>556</sup>. La première mesure

---

<sup>552</sup> Accusé de pratiques autoritaires par ses opposants, Jacques Nikonoff s'est vu aussi reprocher une politique de « fermeture » par rapport au mouvement altermondialiste et aux organisations de la gauche radicale, qui se serait traduite par une stagnation d'ATTAC. Le paroxysme de la crise est atteint en 2006, quand des soupçons de fraude, qui se sont depuis avérés fondés, ont pesé sur les élections internes de l'association. ATTAC semble avoir repris depuis lors un fonctionnement normal, le nombre d'adhérents se stabilisant puis remontant après une chute sévère.

<sup>553</sup> On avait constaté dans l'enquête de terrain menée dans le cadre du mémoire de DEA une forme de « basisme » chez certains adhérents, accordant la priorité absolue à l'action locale et se désintéressant complètement des enjeux nationaux, interprétés comme des luttes de pouvoir et de personnes inutiles ou incompréhensibles.

<sup>554</sup> Dans le cas d'ATTAC les procédures et mécanismes de pouvoirs et de contre-pouvoirs sont néanmoins beaucoup plus précis et détaillés : une « mémoire organisationnelle » (relative à leurs expériences précédentes au sein des partis ou des syndicats) a joué dans la volonté des membres fondateurs de parer à tout risque de récupération et de fonctionnement pyramidal.

<sup>555</sup> La transformation de courant en parti à partir des années 1980 sera évoquée dans la 3<sup>ème</sup> partie.

<sup>556</sup> On peut noter que la liste écologiste aux élections européennes de 2009 emmenée par Daniel Cohn-Bendit portait exactement le même nom.

prise par ces mouvements est souvent de prévoir leur dissolution à venir, témoignant ainsi d'une défiance envers les structures de pouvoir : le Mouvement écologique créé en 1974 constitue à première vue une exception mais son succès sera très mitigé et ses structures très lâches, l'assimilant davantage à une coordination de groupes locaux qu'à un véritable parti politique, tout comme le Réseau des Amis de la Terre.

Ce refus se relie directement au projet de société écologiste, alors marqué par une forte sensibilité libertaire<sup>557</sup> ; il a pour corollaire une défiance envers le concept même de dirigeant, les écologistes privilégiant la collégialité dans la prise de décision, tandis que sur le plan du vocabulaire ils préfèrent parler d'« animateurs » ou de « porte-parole »<sup>558</sup> : les personnalités qui émergeront au sein du mouvement, telles Brice Lalonde, seront constamment soupçonnées de céder au « vedettariat » et de nourrir des ambitions personnelles.

Cette conception très exigeante de la souplesse organisationnelle ne va pas sans poser problème : la visibilité politique des écologistes se trouve brouillée du fait de la succession rapide des sigles et des organisations ; le refus d'une organisation centrale et durable limite les possibilités d'une implantation militante solide, les rangs des écologistes se densifiant ou s'éclaircissant selon des résultats électoraux extrêmement variables ; la méfiance envers les responsables mêmes du mouvement écologiste empêche l'émergence de directions expérimentées, aptes à assurer la continuité du mouvement en dehors des périodes électorales<sup>559</sup>. Prenant conscience de ces limites, les écologistes vont très progressivement accepter l'idée d'une organisation durable, mais celle-ci sera marquée par le souci de préserver une démocratie interne rigoureuse, à travers l'importance de l'Assemblée générale annuelle, la rotation des responsabilités, la reconnaissance du rôle des groupes locaux (au détriment d'un exécutif national faible).

Si les écologistes tiennent à ce point à ne pas reproduire les mécanismes partisanes classiques, c'est aussi par souci de préserver la convivialité qui selon eux

---

<sup>557</sup> « La forme d'institution qui devait correspondre au mouvement écologiste est une forme étrangère aux formes politique et étatique », ZENAFF ZIANI Nadine, *op.cit.*, p.180.

<sup>558</sup> Cette appellation est celle que porte aujourd'hui le rassemblement « Europe écologie- les Verts », qui se veut non un parti mais une « coopérative politique », reprenant cette idée de l'égalité militante.

<sup>559</sup> Ce qui ne signifie pas qu'un noyau de personnalités ne s'installe durablement à la tête du mouvement : des leaders des Verts encore présents aujourd'hui se font connaître à cette époque, comme Yves Cochet ou Dominique Voynet.

les distingue des autres forces politiques<sup>560</sup> : le militantisme ne doit pas pour eux être source de sacrifice ou de vénération, il doit permettre l'épanouissement individuel et n'est qu'un complément de l'action associative. Cette attention portée aux bonnes relations qui doivent avoir cours entre militants est partagée par les autres structures non-partisanes (voir *infra*, §2). Malgré tout, on observe que ces tentatives pour limiter les travers des partis traditionnels n'empêchent pas complètement l'émergence d'une élite informelle.

## ***2. La constitution d'une élite informelle et la reproduction de la logique partisane***

Les remèdes envisagés par plusieurs structures non-partisanes pour éviter tout fonctionnement pyramidal et pour lutter contre l'émergence d'une oligarchie dirigeante, n'ont pas toujours, loin s'en faut, porté leurs fruits. Deux exemples serviront à illustrer les limites de ces modes de fonctionnement alternatifs.

### *a. Le Club Jean Moulin*

Ce dernier développe un discours républicain animé d'une forte exigence éthique et démocratique et n'hésite pas à critiquer vertement des partis jugés ossifiés, intellectuellement stériles et repliés sur eux-mêmes. Pourtant, la manière dont certains de ses animateurs oeuvrent pour trouver un « candidat idéal » pour la gauche à l'élection présidentielle de 1965 montre que le club a parfois passé outre les considérations de démocratie interne : fascinés par la campagne de John F. Kennedy, Georges Suffert<sup>561</sup>, Georges Lavau, Georges Vedel et Stéphane Hessel notamment vont constituer une sorte de *braintrust* en portant leur dévolu sur Gaston Defferre et le pousser à déclarer sa candidature. On reviendra plus loin sur cette opération : c'est la méthode qui retiendra ici l'attention.

Dès 1963, un cercle restreint de membres du club décide qu'il faut trouver ce candidat, qui devra être « moderne » afin de pouvoir l'emporter face à de Gaulle. Gaston Defferre est en quelque sorte « désigné », grâce aussi à *L'Express*, dont Georges Suffert est le rédacteur en chef adjoint. Certes, les adhérents du club sont

---

<sup>560</sup> Cet aspect du militantisme écologiste a été particulièrement étudié par FAUCHER Florence, *Les habits verts de la politique*, Paris Presses de Sciences Po, 1999.

<sup>561</sup> Ce dernier mettait cependant en garde les membres du club à la fin de l'année 1963 : ce dernier « ne peut ni indiquer quel candidat il souhaite, pas davantage il ne peut espérer devenir une

consultés au début de l'année 1964, la plupart se montrant favorables à ce que Jean Moulin appuie la candidature de Gaston Defferre mais étant assez réservés sur un engagement direct dans la campagne, particulièrement en ce qui concerne les membres du comité directeur. Ils se montreront encore plus réservés vis-à-vis la participation à la FGDS, le « civisme républicain » pouvant revêtir différents degrés d'interprétation (environ la moitié des adhérents est favorable à une participation directe). On observe que le même cercle restreint d'animateurs prend directement part aux négociations avec la SFIO, le MRP et les radicaux : il y a bien une « avant-garde » à l'intérieur du comité directeur. Un adhérent s'émeut du caractère élitiste du club :

« Il y a quelque paradoxe à faire parler un club de la démocratie alors que un nombre ridiculement faible de ses membres l'expérimente soit à cause de leur profession, soit surtout à cause de leur vie parisienne. Là encore nous trichons. La démocratie se fait en province et non pas dans le 7<sup>ème</sup> arrondissement »<sup>562</sup>.

Il ne faut certes pas exagérer son rôle, d'autant plus que le caractère essentiellement parisien du club amène à nuancer l'idée d'un décalage entre un « groupe dirigeant » et la base ; un hiatus n'en existe pas moins entre le discours très démocratique, animé d'une forte volonté de rénovation des pratiques politiques, et une conception assez élitiste *in fine* de l'action politique, les négociations se menant au sommet, en partie en décalage avec les aspirations de la base du club.

#### b. ATTAC

L'association altermondialiste, assemblage de composantes très diverses (journaux, syndicats, associations de « sans », etc), a souhaité instituer dans son fonctionnement quotidien la règle du « consensus », basée sur le rapprochement des points de vue des uns et des autres après délibération, afin d'éviter de recourir au vote qui cristalliserait une majorité et une minorité, à l'image de ce qui se passe dans les partis politiques. Ajoutée au fait que le suffrage au sein de l'association est unitaire (un journal comme *Charlie Hebdo* comptant autant que la Fédération syndicale unitaire (FSU) qui regroupe environ 150 000 membres), une égalité

---

*espèce de brain-trust du candidat de l'opposition* », archives du Club Jean Moulin, 1CJM3, Dr4, Assemblées générales 1961-1964, p.7. C'est pourtant ce qui va se passer.

<sup>562</sup> Lettre d'un adhérent à Jacques Pomonti, archives du Club Jean Moulin, 1CJM2, Comité directeur 1962-1964, 09/09/1965, p.4.

relative des acteurs dans le processus de décision devrait donc prévaloir. Or, comme le remarque justement Jean-Marie Denis, « *ce mode de coordination horizontal et agrégatif ne garantit aucunement que toutes les forces parties prenantes s'impliquent avec la même intensité dans l'action menée par l'organisation* » et « *la règle de l'unanimité [...] ne permet que partiellement de sortir de la logique du vote majoritaire* »<sup>563</sup>. Le consensus apparaît comme une pratique complexe, chaque organisation devant faire un travail d'autolimitation de ses valeurs et de ses intérêts ; il faut y ajouter le fait qu'ATTAC compte en son sein de fortes personnalités et que la logique de l'expertise qu'elle porte favorise les savoirs spécialisés et les prises de position individualisées.

Aussi original soit-il, le fonctionnement au consensus ne permet pas d'évacuer les inévitables conflits qui surgissent au sein de l'association, à la fois entre les personnes et les organisations, à propos de l'entrée d'ATTAC sur la scène électorale<sup>564</sup> et du positionnement politique de l'association. Proche de Jean-Pierre Chevènement, Bernard Cassen a pu affirmer qu'« *ATTAC n'est ni de droite ni de gauche* »<sup>565</sup>, juste après que Jacques Nikonoff se soit livré à une critique en règle du rôle de l'extrême-gauche au sein du mouvement altermondialiste<sup>566</sup> : ces déclarations ont causé des remous au sein de l'association<sup>567</sup>, en posant la question de savoir si

---

<sup>563</sup> DENIS Jean-Marie, « La constitution d'un front antilibéral : l'union syndicale Groupe des dix-Solidaires et ATTAC », in AGRİKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier et MAYER Nonna (dir.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005, p.276. L'auteur a recueilli dans le cadre de cet article le témoignage de Pierre Khalfa, secrétaire fédéral de SUD-PTT : « *le consensus c'est celui des gros. Quand il y a les grosses organisations et le Monde diplo, l'affaire est réglée. Les problèmes ne surgissent que lorsqu'il y a des divisions parmi les gros. [...] Quand tu as Cassen et le Monde diplo et que tu es l'association Duchmoll tu te tais. Il n'y a que cinq ou six organisations qui soient en mesure de dire à Cassen ou à Nikonoff que cela ne va pas.* », cité p.276-277.

<sup>564</sup> En 2004, des listes « 100% altermondialistes » voient le jour, suscitant une vive polémique au sein d'ATTAC, l'« opposition » à Bernard Cassen et à Jacques Nikonoff, emmenée par les trois vice-présidents Susan George, Gus Massiah et François Dufour, leur reprochant d'avoir téléguidé l'opération (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie).

<sup>565</sup> *Libération*, 25/08/2003.

<sup>566</sup> Dans une tribune intitulée « Après le Larzac, de nouveaux défis », le président d'alors met en garde contre « *le verbiage, la violence, les gesticulations, le sectarisme qui marquent la tradition de l'extrême-gauche, [...] qui entraîneraient la défaite du mouvement si ce dernier devait y céder* », *Libération*, 18/08/2003. Cette déclaration est intervenue après le rassemblement du Larzac, qui avait vu le démontage du stand du PS. Rappelons que Susan George, pourtant critique à l'égard de Jacques Nikonoff, condamne également le recours à la violence dans le mouvement altermondialiste.

<sup>567</sup> Pierre Khalfa (représentant le syndicat Solidaires) déplore une stigmatisation « *qui revient à se placer sur le terrain de nos adversaires, qui taxent de gauchistes tous ceux qui contestent le libéralisme. Cela renvoie à la culture d'exclusion du PC alors que la prouesse d'ATTAC est d'avoir réussi à agréger les composantes les plus diverses* », *Libération*, 25/08/2003. Le

ATTAC s'adressait à l'ensemble des citoyens ou si elle se positionnait à gauche ; une majorité des responsables et des militants de l'association se situe dans cette mouvance, Jacques Nikonoff lui-même affirmant qu'ATTAC serait perçue comme un « *club de discussion et un laboratoire d'idées de gauche : pourquoi ne pas le reconnaître ?* »<sup>568</sup>. Cela n'empêche pas d'autres membres du Conseil scientifique de critiquer la démarche du tandem formé par Bernard Cassen et Jacques Nikonoff<sup>569</sup>.

La richesse d'ATTAC, qui fait coexister des organisations et des individus aux orientations et aux trajectoires très diverses, constitue en même temps sa faiblesse : différentes visions du monde s'affrontent en son sein, quant au fond des revendications à porter mais aussi quant au fonctionnement quotidien de l'association et à son rapport avec les forces politiques. Il ne faut pas commettre de contresens à propos de ces conflits : les clivages qui s'expriment ne se réduisent en aucun cas à une ligne de fracture entre gauche et droite (ou entre réforme et révolution, critère qui se révèle quasi-inopérant) mais concernent de manière plus large l'idée que chaque acteur se fait de la nature et des objectifs d'ATTAC : doit-elle se construire de manière autonome ou privilégier la recherche d'alliances<sup>570</sup> ? A-t-elle vocation à la transformation globale de la société ou doit-elle se concentrer sur une série d'objectifs limités ? Ce type de questions constitue le véritable enjeu des conflits internes, non les polémiques par rapport au positionnement politique : un consensus antilibéral cimente l'association, et Bernard Cassen peut défendre les mêmes propositions radicales que Jean-Marie Harribey ou qui que ce soit d'autre, même si concernant les rapports avec les autres composantes du mouvement altermondialiste ou avec les forces engagées pour le « non » au référendum sur le

---

syndicaliste fait ici référence au passé communiste de Jacques Nikonoff, celui-ci ayant quitté le PCF en 2001.

<sup>568</sup> « Ebats et débats. 7 questions stratégiques et pratiques pour ATTAC France », <http://www.france.attac.org/spip.php?article3491>, 16/08/2004.

<sup>569</sup> Pour Jean-Marie Harribey (plus proche de la LCR alors), « *ainsi les propos du président d'honneur selon qui nous ne serions ni de droite ni de gauche sont-ils à la fois absurdes [...] et pervers car ils dissimulent en fait une ligne politique [...] aussi précise que funeste, celle du souverainisme. [...] Les propos du président ne sont pas en reste [...] lorsqu'ils fustigent les forces militantes qui se situent à la gauche de la gauche, ou bien encore lorsqu'ils condamnent la pratique de la désobéissance civile* », « Divagation théorique, digression politique, débridage du neurone. Eléments d'analyse du mouvement anti/alter-mondialiste », <http://www.france.attac.org/spip.php?article3563>, 22/11/2003.

<sup>570</sup> La célébration du cinquantième anniversaire du programme du Conseil national de la Résistance organisée par ATTAC avait déjà provoqué des critiques, certains y voyant une démarche d'affirmation identitaire, contradictoire avec une politique d'alliance active avec d'autres forces du mouvement social et/ou altermondialiste.

Traité constitutionnel européen (TCE)<sup>571</sup>, les polémiques n'ont pas manqué, au risque d'un affaiblissement prononcé de l'influence de l'association ; mais ces clivages ne suivent pas une ligne droite/gauche, la plupart des composantes d'ATTAC partageant une hostilité assez forte envers la droite et la gauche de gouvernement, il s'agit plutôt d'une question de méthode et d'insertion de l'association au sein du mouvement altermondialiste :

« *Les divergences les plus profondes ne portent pas sur le fond des dossiers où, en général, il y a un accord assez large, mais sur la façon de les mettre en œuvre et sur la place de notre association dans le mouvement* »<sup>572</sup>.

D'avantage liées à des questions de *positionnement* à la fois au sein de l'espace de la gauche antilibérale et vis-à-vis du champ politique en général, ces polémiques ont suscité des phénomènes assez proches de ceux que l'on peut observer dans la vie partisane : les nombreuses critiques contre la manière dont est dirigée l'association<sup>573</sup> puis l'accusation de fraude électorale portée contre la direction, avérée depuis, mènera à la démission de Jacques Nikonoff, qui emmènera avec lui une partie des adhérents d'ATTAC, certains le suivant dans la création d'un nouveau mouvement, le MPEP, plus clairement engagé dans l'action politique directe<sup>574</sup>. On ne peut donc

---

<sup>571</sup> On note qu'ATTAC ne signe pas en tant que telle l'appel des 200, initié par la Fondation Copernic, qui sert de texte de référence aux militants de gauche engagés pour le « non ». Ce refus fut présenté par la secrétaire générale d'alors, Michèle Dessenne, comme logique puisqu'ATTAC s'adresse à tous les citoyens et pas seulement à ceux de gauche. Jacques Nikonoff et Bernard Cassen ne souhaitent pas voir ATTAC se « dissoudre » au sein des collectifs unitaires pour le « non » apparus à ce moment regroupant associations, partis et syndicats.

<sup>572</sup> « Rideau de fumée et vrais débats », contribution commune de membres du CA d'ATTAC, <http://www.france.attac.org/spip.php?article5292>, 28/07/2005.

<sup>573</sup> Plusieurs articles du journal *Libération* évoquent les critiques adressées au « couple contre nature » qui dirige ATTAC, Jacques Nikonoff étant accusé d'être « un président totalitaire » qui n'aurait pas compris que « le militantisme petit soldat avait vécu » (10/11/2003). Un communiqué d'ATTAC s'en prend alors vivement au journal, l'accusant de tenter de déstabiliser le mouvement ; *Libération* estime pour sa part que cela révèle « le climat de paranoïa régnant à la direction d'ATTAC » (15/11/2003). Quoi qu'il en soit, Bernard Cassen parle lui-même de comités locaux qui se situeraient dans « l'opposition », actant ainsi de lignes de fractures durables dans l'organisation, loin du consensus idéalisé. Lors du débat sur la « nouvelle dynamique » pour ATTAC qui a lieu en 2003-2004, de nombreuses contributions s'attachent à décrier un « style de direction » ; les partisans de Bernard Cassen et Jacques Nikonoff accusent eux les organisations fondatrices de ne pas vouloir « laisser grandir l'enfant ATTAC » et de vouloir préserver leur pré carré. On observe un clivage entre des militants véhiculant une conception « traditionnelle » de l'organisation, venus pour partie du PCF ou d'autres formations politiques, et des militants davantage issus des mouvements sociaux, tels les mouvements de « sans » : Anne Pourre (Droits devants !) déplore ainsi « des pratiques d'autocratie », *Libération*, 01/12/2003.

<sup>574</sup> Le MPEP s'est ainsi inscrit, non sans quelques difficultés, au sein du Front de gauche formé pour les élections européennes de 2009 par le PCF et le Parti de Gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon, nouvellement créé d'une scission du Parti socialiste. Il mène une campagne pour la sortie de l'euro, autour de « l'Appel des 1000 ».

pas dire que l'association ait réussi à éviter une reproduction, même partielle, de la logique partisane en son sein<sup>575</sup>.

En dehors du cas particulier d'ATTAC (les remarques précédentes concernant davantage son niveau national que la réalité des comités locaux), les structures non-partisanes tirent également leur force de la convivialité et de la liberté de parole qu'elles entendent faire régner en leur sein, sociabilité favorisée par le fait qu'un travail préalable de *sélection* a été opéré dans le recrutement des membres.

## **§2 : Sociabilité et sélection**

Les clubs politiques partagent avec les clubs « mondains » certaines caractéristiques<sup>576</sup> : si ces derniers n'ont pas une vocation proprement politique, ils remplissent une fonction de rencontre et d'échange pour des milieux sociaux favorisés ; la sociabilité est leur principale spécificité. Les clubs politiques peuvent remplir cette fonction, facilitée par des facteurs socio-culturels et les trajectoires relativement proches de leurs adhérents (A). Cette sociabilité a pour corollaire une sélection plus ou moins stricte des membres, en fonction des objectifs et de la nature de l'organisation (B).

### ***A. Le club comme prolongement d'affinités antérieures***

La formation d'un club politique ne répond pas qu'à une logique purement idéologique, ses membres ne s'y retrouvent pas « par hasard ». La création d'une entité de ce type peut être favorisée par des trajectoires communes (1) ou répondre à la nécessité pour un courant politique de trouver un moyen de survivre, notamment lorsqu'il quitte, ou s'apprête à quitter, le parti auquel il appartenait (2).

#### ***1. Le prolongement de trajectoires socio-culturelles***

La formation d'un club se fait généralement sur la base d'une orientation politique partagée par ses membres ; elle dépend aussi du hasard des rencontres de ses fondateurs, qui ont pu fréquenter les mêmes filières universitaires ou être

---

<sup>575</sup> Pour une analyse détaillée de la crise d'ATTAC, on peut citer l'ouvrage de Raphaël WINTREBERT, *ATTAC, la politique autrement ? Enquête sur la crise et l'histoire d'une organisation militante*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui, politique et société », 2007.

<sup>576</sup> Pour un guide des cercles mondains, voir DUNOYER DE SÉGONZAC Philippe, MARTY Alain, *Clubs et réseaux d'influence*, Paris, Le Cherche midi, coll. « Guides », 2005. Les auteurs y font coexister l'Institut Montaigne, la franc-maçonnerie, le Cercle de l'Union interalliée, etc. La démarche se veut essentiellement descriptive (combien d'adhérents comptent ces organisations ? Comment y entrer ?). La place des clubs politiques reste à définir, à mi-chemin entre les formes associatives et les formes politiques.

confrontés à des événements politiques ayant marqué une génération, comme la guerre d'Algérie.

Dans le cas du Club de l'Horloge, ce sont les contacts noués dans le cadre des études qui contribuent à former le noyau fondateur du club : Yvan Blot et Jean-Yves le Gallou se rencontrent à l'IEP de Paris, puis ce dernier rencontre Henry de Lesquen à l'ENA. Les deux premiers créent le cercle Pareto à l'IEP, qui n'est autre qu'une antenne du GRECE, comptant une trentaine de membres et assez actif. Jean-Yves le Gallou et Henry de Lesquen commencent de leur côté à imaginer une structure durable face à la contestation menée au sein de l'ENA par la CFDT, qui critique le gouvernement et le ministre de la fonction publique : le noyau fondateur du CDH apparaît dans ce contexte avec, en plus des trois noms évoqués précédemment, Jean-Paul Antoine, Michel Leroy, Bruno Tellenne notamment ; on a là un exemple typique d'un cercle de connaissances ou d'amis qui décide de se lancer dans l'aventure d'une organisation durable. Comme le souligne Catherine Rault, « *compagnonnages d'écoles, groupes de génération homogènes [...], affinités sociales ; tous ces éléments sont à prendre en compte pour comprendre qu'un club n'est pas une sociation de personnages cyniques* »<sup>577</sup>.

La proximité professionnelle des membres d'un club peut également jouer un grand rôle dans la construction d'une convivialité qui se situe à la fois en dehors tant du monde du travail qu'en dehors des partis et de. *Témoignage chrétien* note à propos de l'engagement des hauts fonctionnaires au Club Jean Moulin :

*« La déception – ou plutôt l'indifférence – envers les partis cristallise leur adhésion. Nouveau venu dans une réunion politique du MRP ou du PSU, un inspecteur des finances se sent inutile, inemployé ; il en sort quasiment vidé, ayant passé à côté des subtils raisonnements politiques, des ergotages, des discussions sans fin. C'est une volonté d'efficacité en même temps qu'un besoin de sécurité inconscient qui commande la candidature de tel Maître des Requêtes au Conseil d'Etat ou même tel ingénieur – on se sent « au chaud » entre gens du même bord, ayant souvent une éducation et des préoccupations communes, une manière de parler, d'envisager les problèmes qui est proche. On peut, en toute décontraction, avoir des contacts « professionnels » dans une ambiance qui ne l'est pas. On est en famille. Eplucher*

---

<sup>577</sup> RAULT Catherine, *op.cit.*, p.103.

*des dossiers, écrire des rapports détaillés, discuter sur des faits précis, voilà qui convient à la formation d'un haut fonctionnaire ; il aura un sentiment d'utilité »<sup>578</sup>.*

Il faut certes toujours conserver une distance critique vis-à-vis de ces présentations journalistiques, qui ont tendance à privilégier le groupe des hauts fonctionnaires majoritaire au sein du club et penser qu'ils forment un groupe cohérent, exerçant une grande influence sur les sommets de l'Etat. Pour autant, il est vrai que la formule du club a pu séduire les hauts fonctionnaires en raison de la plus grande liberté d'expression qu'elle permettait et d'une ambiance conviviale qui y régnait : ils trouvaient un endroit où, délivrés de l'obligation de réserve, ils pouvaient enfin échanger librement avec des personnes venant d'autres horizons, professionnels et politiques ; Claire Andrieu parle d'un « *havre de liberté* »<sup>579</sup> dans le contexte d'une guerre d'Algérie, qui déchaîne les passions et fracture à la fois les partis politiques, les familles et les cercles d'amis.

En dehors du cas des hauts fonctionnaires, un climat de compréhension et de dialogue a fait la force de Jean Moulin, les adhérents pouvant provenir aussi bien de l'extrême-gauche, de la gauche ou de la droite, comme le souligne Georges Vedel :

*« Dans ce milieu très ouvert, très moderne, qui n'était pas englué dans le problème de savoir à quel parti cela profiterait, quel profit il pouvait en tirer personnellement ou par ami interposé, [...], l'un des avantages de Jean-Moulin, c'était que dans le climat que je viens d'évoquer, qui était un climat à la fois très rationnel, très lucide et très désintéressé, on convainquait les gens facilement. C'était l'un des endroits où l'on disait le plus facilement : « Mais tu as raison, ah ! Pourquoi n'y avais-je pas pensé », ou, au contraire on pouvait se défendre, mais il n'y avait pas cette série d'obstacles et cette viscosité qu'entraîne tout débat politique dans un monde où l'on se dispute le pouvoir. Nous ne disputions aucun pouvoir, même pas celui de diriger le Club Jean Moulin »<sup>580</sup>.*

La proximité sociologique et culturelle des adhérents de Jean Moulin lui a permis de créer cette atmosphère à la fois studieuse et conviviale, y compris dans le cadre des sessions d'études fort sérieuses qui se tenaient à l'abbaye de Royaumont : des liens d'amitié ont ainsi pu se créer, doublant l'appartenance à une même

---

<sup>578</sup> *Témoignage chrétien*, 13/04/1962.

<sup>579</sup> ANDRIEU Claire, *op.cit.*, p.247. L'auteure évoque l'angoisse qu'ont ressentie Michel Rocard et Stéphane Hessel, respectivement inspecteur des finances et conseiller des Affaires étrangères, lorsqu'ils ont vu apparaître leurs noms dans la presse accolés à des textes critiques de la politique menée en Algérie : ils n'en furent pas davantage inquiétés mais ces récits permettent de se rendre compte des lourdes contraintes qui pesaient alors sur les fonctionnaires.

organisation. Cette convivialité est un atout certain pour les structures non-partisanes, tranchant avec les rivalités constantes qui marquent la vie interne d'un parti : comme le note Loïc Blondiaux, « *le club tend à euphémiser les différences de statut entre ses membres* »<sup>581</sup>. Dans le cas du GRECE, cette dimension conviviale se manifeste par des célébrations assez particulières, dont celle du solstice d'été : ici c'est l'idéologie qui joue un rôle déterminant.

On retrouve cette proximité socio-culturelle au sein de la génération la plus récente des structures non-partisanes : en effet, l'étude des trajectoires des membres des fondations politiques et de plusieurs cercles de réflexion montre l'existence de traits communs.

- Le constat est limpide pour la Fondation Jean Jaurès : l'étroitesse de ses liens avec le PS fait dire aux membres de l'Observatoire des think tanks que « *présenter les différents officiels de la FJJ reviendrait à présenter les cadres dirigeants du PS* »<sup>582</sup>. Il en va de même à la Fondation Gabriel Péri, animé par des militants ayant effectué une longue carrière au sein de l'appareil du PCF<sup>583</sup> : ces deux fondations présentent une forte dominante « politique ».
- A la Fondation Robert Schuman, on peut citer le parcours du président, Jean-Dominique Giuliani, diplômé de l'IEP d'Aix-en-Provence, ex-directeur de cabinet de René Monory ; ou du directeur du comité scientifique, Alain Lancelot, ancien directeur de l'IEP de Paris, ancien membre du Conseil constitutionnel de 1996 à 2001, docteur ès lettres et sciences humaines et docteur en science politique.
- La Fondapol voit coexister plusieurs types de profils. Son fondateur, Jérôme Monod représente la figure de l'homme politique expérimenté<sup>584</sup>. Son directeur général jusqu'en 2008, Franck Debié, représente plutôt la facette universitaire : normalien, agrégé de géographie, docteur en géographie politique, diplômé d'HEC et

---

<sup>580</sup> Georges Vedel, « Le Club Jean Moulin », une émission de Claire Andrieu, « Profils perdus », France-Culture, 1<sup>ère</sup> partie, première diffusion le 18/04/1991.

<sup>581</sup> BLONDIAUX Loïc, art. cité, p.39.

<sup>582</sup> *Think*, 5, octobre 2007, p.14.

<sup>583</sup> En dehors de Robert Hue, on peut citer le cas d'Alain Obadia, vice-président : diplômé de l'IEP de Paris, membre de la commission exécutive de la CGT de 1979 à 1985, secrétaire général de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT-CGT), membre du comité central du PCF de 1982 à 1994, il a également siégé au Conseil économique et social.

<sup>584</sup> Ancien élève de l'ENA, il a été directeur de cabinet de Jacques Chirac de 1975 à 1976, secrétaire général du RPR de 1976 à 1978, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale de 1969 à 1975. On note aussi le versant économique de sa carrière : PDG de la Lyonnaise des Eaux de 1980 à 1997, président de la Table ronde des industriels européens de 1992 à 1995, président pour l'Europe du Transatlantic Business Dialogue de 1998 à 1999.

de la Besse Scholar d'Oxford, il dirige le centre de géostratégie de l'École normale supérieure à Paris ; c'est d'ailleurs un autre universitaire, Dominique Reynié – professeur des universités à l'IEP de Paris – qui lui succèdera.

Les fondations politiques semblent être animées principalement par des individus ayant emprunté les voies de l'université et des grandes écoles, en combinant éventuellement ces attributs avec une carrière politique ; d'autres cercles de réflexion, et notamment les plus récents, voient l'arrivée d'individus qui ont occupé ou occupent encore des fonctions économiques de premier plan :

- C'est frappant en ce qui concerne En temps réel, présidé par Gilles de Margerie, ex-élève de l'ENA et de l'ENS, ex-inspecteur des finances, directeur financier au Crédit agricole depuis 2002, après être passé par les banques Lazard et Rothschild ; son trésorier, Philippe Crouzet, ex-élève de l'IEP et major de l'ENA, a été maître des requêtes au Conseil d'Etat puis a rejoint l'entreprise St Gobain, d'abord en tant que directeur du Plan de la Compagnie et est désormais directeur général adjoint ; le secrétaire, Bernard Spitz<sup>585</sup> – que l'on retrouve également au sein des Gracques – a également suivi un cursus à l'IEP et à l'ENA, a également été maître des requêtes au Conseil d'Etat, a ensuite été directeur de la stratégie de Vivendi Universal, avant de fonder BS Conseil, une société de conseil en stratégie et en communication.

- La République des idées compte parmi ses membres Olivier Mongin, vice-président et rédacteur en chef de la revue *Esprit* ; Jean Peyrelevade, ancien de la FSS, ex-directeur adjoint du cabinet de Pierre Mauroy et directeur de plusieurs grandes entreprises, notamment dans le secteur bancaire ; Thierry Pech, longtemps cheville ouvrière de l'association, est historien, normalien, a été de surcroît conseiller à la CFDT jusqu'en 2005, en exerçant également une activité d'éditeur.

- Telos, « agence intellectuelle en ligne », est présidé par Zaki Laïdi, politologue au Centre d'études et de recherches internationales, a été pour sa part conseiller de Pascal Lamy à la Commission européenne.

Il ne faut pas surestimer le changement sociologique présent dans la génération la plus récente de structures non-partisanes : mais le profil dominant des clubistes des première et deuxième générations était politique et/ou universitaire ; il semble que les cercles de réflexion actuels se soient depuis lors davantage ouverts au secteur

---

<sup>585</sup> Co-auteur, avec Roger Fauroux, ancien « saint-simonien », de l'ouvrage *Notre Etat : Le livre-vérité de la fonction publique*, Paris, Robert Laffont, 2000.

privé, à la faveur du mouvement de professionnalisation et d'imitation du modèle du *think tank* anglo-saxon que l'on a évoqué.

Le club peut aussi être un moyen pour un courant politique d'assurer sa propre survie.

## ***2. Un mode de survie pour un courant politique***

La fondation d'un club politique par les membres d'un même courant d'un parti peut être pour eux la première étape d'une *dissociation* d'avec leur organisation. C'est le cas du courant de Jean-Pierre Chevènement au sein du PS. Le CERES, très influent au sein du parti jusqu'à jouer un rôle prépondérant dans l'écriture du programme à la fin des années 1970, voit peu à peu son importance s'amenuiser, notamment face à la réalité de l'exercice du pouvoir par le PS de François Mitterrand. Jean-Pierre Chevènement, successivement ministre de la Recherche – fonction dont il démissionne avec fracas en mars 1983 – puis de l'Éducation nationale, crée en 1984 le club République moderne, qui se fixe pour objectif d'effectuer un travail de fond sur les valeurs républicaines : on remarque à la lecture des publications de ce club un éloignement de plus en plus marqué vis-à-vis du marxisme, qui avait été la marque de fabrique du CERES<sup>586</sup>, au profit de la redécouverte de concepts tels que la Nation<sup>587</sup>. Les fidèles de Jean-Pierre Chevènement, de moins en moins à l'aise au sein du PS, expérimentent ainsi un premier espace autonome, et commencent ainsi le chemin qui les mènera à la rupture, chemin lent et complexe car, comme le souligne Benoît Verrier, « *l'exit est le produit de processus de défidélisation engagée dans des interactions et des temporalités multiples* »<sup>588</sup> : la participation à un club est l'une de ces étapes, d'autres événements jouant sans doute un rôle plus important<sup>589</sup>.

Au sein de l'UMP, formation qui réussit une large union de la droite après de longues années de divisions, les courants, cercles et clubs prospèrent, qu'il s'agisse de clubs au service d'une personnalité (France.9 de François Fillon) ou se

---

<sup>586</sup> Le premier numéro de la revue propose de tourner la page des « *croyances mortes* », à savoir la priorité à l'alliance avec le PCF, la puissance d'entraînement de la France, l'autonomie des masses, etc ; et de réfléchir aux moyens d'assurer l'indépendance de la France face aux États-Unis, en reprenant le patriotisme à la droite, *République moderne*, 1, été 1985.

<sup>587</sup> Cette évolution idéologique est illustrée par le changement de nom du CERES en 1986, qui devient « Socialisme et République ».

<sup>588</sup> VERRIER Benoît, *Loyauté militante et fragmentation des partis : du CERES au MDC*, op.cit., p.356.

<sup>589</sup> La participation de la France à la guerre du Golfe et le référendum sur le traité de Maastricht accélèrent de manière décisive le processus de rupture.

rapprochant d'un courant ( par exemple, les Réformateurs autour d'Hervé Novelli représentent l'aile la plus libérale de la majorité) : les différentes tendances idéologiques s'affrontent et cherchent à consolider leur influence et dans le même temps différentes personnalités essaient de conquérir la présidence du mouvement. Le cas de Nicolas Dupont-Aignan, député revendiquant l'héritage gaulliste, illustre également cette fonction du club comme instrument de contestation, voire de dissociation : il crée le club Debout la République dès mars 1999, dont il espère faire, au sein de l'UMP, un courant opposé à « *la ligne centriste, européenne et libérale* »<sup>590</sup> qu'incarnerait Alain Juppé<sup>591</sup>. Devant la mauvaise volonté de la direction de l'UMP à reconnaître formellement les courants, Nicolas Dupont-Aignan prend peu à peu ses distances : la réforme des statuts de Debout la République de 2003 en fait un « *groupement politique* », première étape vers un départ du parti, mais qui ne paraît pas encore inéluctable, le député gaulliste espérant encore possible une rénovation de l'intérieur. A nouveau candidat malheureux à la présidence de l'UMP en 2004<sup>592</sup>, le député gaulliste s'éloigne davantage de la ligne majoritaire en prenant position pour le « non » au référendum sur le TCE en 2005 ; il s'opposera également au projet de « Contrat première embauche », ainsi qu'à la privatisation de Gaz de France. Fort d'un réseau de clubs présents sur l'ensemble du territoire<sup>593</sup>, Nicolas Dupont Aignan franchit le pas décisif au début de l'année 2007 en quittant l'UMP ; il annonce en même temps sa volonté d'être candidat à l'élection présidentielle, projet qu'il abandonnera faute de pouvoir réunir les 500 parrainages nécessaires.

Le parallèle avec le courant chevènementiste est frappant, d'autant que les deux hommes partagent, notamment sur la question européenne, un certain nombre de convictions. Peu à peu marginalisés au sein de leur parti, ils ne le quittent pas immédiatement : la disparition progressive des espoirs de rénovation interne, jointe à des évolutions idéologiques qu'ils jugent inacceptables, les conduit à penser, puis à opérer la rupture avec leur organisation. Dans les deux cas, le club a été le vecteur d'une autonomisation progressive, avant le lancement dans l'aventure de la création de leur propre parti. La frontière entre « club » et « courant » est ténue, notamment

---

<sup>590</sup> *Le Monde*, 05/11/2002.

<sup>591</sup> Candidat à la présidence de l'UMP, il recueille 15% des suffrages.

<sup>592</sup> Il n'obtient cette fois-ci que 10% des suffrages face à Nicolas Sarkozy.

<sup>593</sup> Il y aurait ainsi environ 400 clubs Debout la République, regroupant vraisemblablement plus de 2000 adhérents.

dans le cas de Debout la République : si le degré d'autonomie vis-à-vis du parti est le critère à prendre en compte, en l'espèce DLR fonctionne déjà, avant sa transformation en parti, assez largement à l'extérieur de l'UMP, ce qui permet de le caractériser comme un club.

Ces deux personnalités sont par ailleurs actives au sein d'autres structures non-partisanes : Jean-Pierre Chevènement crée la Fondation Res Publica en 2004, qui organise régulièrement des colloques (notamment sur des problématiques de politique étrangère), Nicolas Dupont-Aignan participe de son côté aux travaux de l'Académie du gaullisme<sup>594</sup> ; les personnalités politiques en voie de marginalisation semblent marquer une appétence pour ce type d'engagement, qui leur permet de faire entendre leur différence idéologique et de souligner la spécificité de leur positionnement politique.

Un exemple récent peut également illustrer cette fonction de maintien d'un groupe militant : Dominique de Villepin, ancien Premier ministre et assez proche sur certains points – en matière de politique étrangère surtout – des deux personnalités évoquées précédemment, a ainsi créé les clubs Villepin, destinés dans un premier temps à rassembler ses fidèles, et a amorcé récemment la transformation de ceux-ci en véritable parti politique, puisqu'il a créé le mouvement « République solidaire » en juin 2010. Là aussi, le club sert de premier sas vers la sortie du parti (étape que Dominique de Villepin a fini par franchir) ; puis, face à l'impossibilité de parvenir à une rénovation interne, la poursuite du processus d'autonomisation se traduit par la création d'une nouvelle force politique. Il faut sans doute nuancer la comparaison avec les deux exemples précédents, dans la mesure où les clubs Villepin sont caractérisés par une très forte personnalisation et constituent depuis le début une « écurie présidentielle » pour appuyer la candidature de l'ancien Premier ministre en 2012.

La sociabilité développée par les structures non-partisanes est facilitée par ces affinités antérieures, qu'elles soient politiques ou socio-culturelles : elle a pour contrepartie la mise en place d'une certaine sélection à l'entrée de ces organisations.

### ***B. Procédures et critères de recrutement***

Les structures non-partisanes sont le plus souvent de taille modeste, peu d'entre elles cherchent à recruter le plus largement possible (1) ; certaines organisations se

montrent particulièrement élitistes et exigent une série de compétences chez les candidats à l'admission (2).

### ***1. Les organisations « de masse »***

Les structures non-partisanes cherchant à recruter le plus d'adhérents possibles constituent l'exception dans la liste des organisations abordées dans ce travail. Si peu de clubs politiques disposent d'une implantation nationale, ils ne sont pas pour autant exclusivement parisiens et peuvent avoir leur siège dans une grande ville (c'est le cas du Cercle Tocqueville, basé à Lyon, ou de Démocratie nouvelle à Marseille) : la plupart privilégient un recrutement limité, souvent fondé sur le système du parrainage, qui les conduit à ne compter guère plus que quelques centaines de membres. Les fondations ou les instituts, de la même manière, privilégient les compétences de leurs adhérents, et préfèrent recourir à un panel restreint d'experts pour mener à bien leur activité d'analyse et de proposition. Même l'argument financier des cotisations supplémentaires induites par de nouvelles adhésions n'a jamais conduit les clubs à mener une politique active et systématique de recrutement, au prix de difficultés de fonctionnement récurrentes ; les fondations et instituts plus récents ont choisi de compenser leurs faibles effectifs par le mécénat d'entreprise combiné avec la recherche de fonds publics.

Néanmoins, certaines organisations, soucieuses de peser sur les partis politiques, s'efforcent de rivaliser avec eux sur le plan des effectifs : c'est le cas de la CIR et d'ATTAC, dont le rapport à l'engagement politique sera pourtant différent. - ATTAC a ainsi pu compter jusqu'à 30 000 adhérents, ce qui traduit un véritable succès dans un contexte de crise du militantisme. Se voulant une association d'éducation populaire, il n'est guère étonnant qu'elle cherche à accroître sa masse militante pour mieux remplir cette mission :

*« On se demande comment monter au-dessus de 30 000, moi je pense que ce serait utile de monter au moins à 50 000-60 000 adhérents parce que bon, plus on est plus on pèse, ça nous permet de diffuser les idées d'ATTAC [...]. On n'a pas trop de moyens de faire parler de nous, mis à part par nos militants »<sup>595</sup>.*

---

<sup>594</sup> Présidée par Jacques Dauer, ancien leader du Front du progrès, décédé en 2008.

<sup>595</sup> Eric LE GALL, permanent en charge de la communication, entretien réalisé le 22/04/2005 dans le cadre du mémoire de DEA.

Refusant pour sa part tout mécénat d'entreprise, ATTAC doit assurer sa stabilité financière par les cotisations de ses adhérents. Mais en dehors de cet aspect budgétaire, le recrutement d'un large nombre d'adhérents est bien un objectif pour l'association, qui espère ainsi agir sur l'ensemble du territoire, populariser ses idées et interpeller les partis politiques en s'appuyant sur des forces militantes conséquentes. Il n'y a pas de ce fait de critères particuliers pour adhérer à l'association, qui n'exige pas un engagement extrêmement assidu ou contraignant ; elle est théoriquement ouverte à tous les individus qui partagent ses préoccupations, bien que l'écrasante majorité de ses adhérents partagent des opinions de gauche et qu'elle exclut tout dialogue avec l'extrême-droite. On verra plus loin que la constitution de ce « capital » militant n'a pas été sans poser des problèmes d'orientation et des divergences quant à l'éventuel franchissement de la frontière de l'action électorale (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie).

- La CIR, investie plus directement dans l'action politique puisqu'elle a participé à plusieurs reprises à des élections, a entendu peser sur la rénovation de la gauche en s'appuyant sur des adhérents nouvellement venus à la politique ou déçus par les partis traditionnels de la gauche, au premier rang desquels la SFIO : elle comptera environ 9000 adhérents au début des années 1970, et s'appuiera sur cette force numérique pour négocier son entrée au PS (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie). La CIR est sans doute l'organisation la plus proche, parmi celles étudiées, de la scène partisane: elle cherche à rivaliser avec les partis par ses effectifs militants, même si elle entend aussi tirer profit de son profil clubiste pour attirer à elle des individus que l'engagement au sein des partis traditionnels rebute. Cet exercice d'« équilibrisme » entre l'action politique classique et la logique de club s'est avéré difficile, les autres clubs la soupçonnant de vouloir établir son hégémonie sur les « forces nouvelles » (voir *supra*, 1<sup>ère</sup> partie).

Les structures non-partisanes qui cherchent à recruter un grand nombre d'adhérents sont l'exception : seules quelques-unes, le plus souvent proches de l'action politique immédiate (ATTAC est un cas à part, sa vocation d'association d'éducation populaire lui donnant un profil d'organisation « de masse »), misent sur leur poids militant. On peut ajouter, à côté d'ATTAC et de la CIR, quelques mouvements de la gauche gaulliste qui, soucieux de peser sur la majorité de

l'époque, ont pu regrouper jusqu'à quelques milliers de militants<sup>596</sup>, sans oublier les Clubs Perspectives et Réalités, qui ont compté plusieurs dizaines de milliers d'adhérents<sup>597</sup>. La majorité des structures non-partisanes ont un effectif restreint, certaines organisant une stricte sélection de leurs membres.

## 2. *Les exigences des organisations élitistes*

Les clubs politiques sont sensiblement différents, par le caractère public de leurs activités, des clubs mondains, caractérisés par la discrétion et une certaine fermeture vis-à-vis de l'extérieur ; cependant, ils partagent certains traits communs, à commencer par les procédures que doit suivre tout candidat à l'adhésion, procédures qui peuvent être très strictes. On peut ainsi comparer les clubs politiques et des cercles très élitistes tels le Siècle, club, créé en 1944, qui regroupe décideurs politiques, économiques et journalistes<sup>598</sup> ; ses membres se réunissent à l'Automobile Club de France (place de la Concorde) et le parrainage de l'un d'entre eux est indispensable pour tout candidat à l'entrée : on a là l'archétype du club mondain, qui sélectionne ses membres sur le double critère du pouvoir et de l'argent<sup>599</sup>. Les clubs politiques ne recrutent pas sur ces critères, les objectifs qu'ils poursuivent leur faisant privilégier d'autres compétences chez les candidats à l'adhésion ; néanmoins, certains d'entre eux partagent la conception d'un recrutement élitiste. Trois cas peuvent retenir l'attention.

### a. *Le Club Jean Moulin*

Malgré son discours de rénovation démocratique, celui-ci développera une conception élitiste de l'action politique, qui se répercutera sur ses modes de recrutement. Le club ambitionne ainsi de « *regrouper autour de lui les citoyens les plus responsables* »<sup>600</sup>, d'où la mise en place de procédures en vue de l'adhésion des

---

<sup>596</sup> Le Front du progrès compte ainsi, d'après Catherine MAUS, entre 3500 et 4000 adhérents en 1971.

<sup>597</sup> Le journal *La Croix* évoque en avril 1978 le chiffre de 45 000 adhérents. Le fait que les clubs Perspectives et Réalités pallient la faiblesse militante des Républicains indépendants explique ce chiffre élevé pour une structure non-partisane.

<sup>598</sup> Citons par exemple Martine Aubry, Claude Bébéar (PDG d'AXA et président de l'Institut Montaigne) ou encore Patrick Poivre d'Arvor.

<sup>599</sup> On peut débattre de la puissance et du rôle de ce type de cercles : il semble qu'il s'agisse davantage d'un lieu de rencontre et d'échange que d'un centre où se prendraient les décisions engageant l'avenir du pays. Le dossier de presse établi par la FNSP sur les clubs politiques fait apparaître le Siècle à quelques reprises, on peut noter le fait que la presse d'extrême-droite le prenne pour cible, car il serait « *le club le plus puissant de France* », *National Hebdo*, 23/01/1997.

<sup>600</sup> ANDRIEU Claire, *op.cit.*, p.148. L'auteure pointe les contradictions du club : « *C'est le propre des clubs de sélectionner leurs membres, mais dans le cas d'un club démocrate, la formation d'un membership qui constitue une aristocratie de fait soulève la question de la nature de la démocratie.*

candidats : la première est un simple test de volonté<sup>601</sup> ; puis le club institue une « période probatoire »<sup>602</sup> pour les nouveaux entrants, qui ne sera appliquée qu'en 1962-63 avant d'être supprimée en 1964 (on peut souligner qu'aucun autre club politique de l'époque n'utilise ce mécanisme de filtrage).

D'autres critères, à la fois politiques et socio-professionnels, entrent en jeu :

- Un bulletin d'adhésion est institué en 1959 pour matérialiser l'adhésion aux valeurs du club regroupées dans sa charte. Celle-ci se retrouvant dépassée après la fin de la guerre d'Algérie, le bulletin est doublé d'une fiche personnelle, créée pour que chacun indique les thèmes de travail qui l'intéressent : cette fiche évoque un temps – celui de son engagement direct en politique, de 1964 à fin 1967 – « *la tradition socialiste* », notion suffisamment floue pour marquer un engagement à gauche sans privilégier un parti spécifique.
- Jusqu'à la fin de l'année 1967, interdiction est faite aux parlementaires d'adhérer au club, soucieux de se démarquer du club des Jacobins et de la CIR où les professionnels de la politique sont davantage présents ; néanmoins, la règle ne sera plus observée dans la dernière période du club, le club ne rayant même pas de son fichier ses adhérents devenus députés.

Sur un plan intellectuel ensuite, l'aptitude du candidat à tenir des conférences, ainsi que la nature de ses travaux et publications éventuels, sont pris en compte, le candidat devant indiquer sa préférence pour l'une des commissions du club. La compétence de type universitaire est ainsi favorisée, au détriment des individus les moins diplômés, accueillis jusqu'en 1962 par le groupe « Action et méthodes » et supprimé ensuite. Le club exige du temps et du travail intellectuel de la part de ses membres, ce qui sélectionne socialement le profil des entrants.

Cette sélection est accentuée par le niveau élevé des cotisations : les statuts prévoient que « *chaque membre actif ou correspondant versera une cotisation annuelle correspondant au moins à la rémunération de sa journée de travail* », mais dans la pratique le club releva plusieurs fois le plancher des cotisations, tant et si

---

*Le peuple démocrate forme-t-il un happy few ? La démocratie résulte-t-elle d'une expertise ? Et le « peuple » est-il une élite d'experts ? », ibid..*

<sup>601</sup> Non formalisé en tant que tel, il consiste à évaluer la motivation des candidats, qui doivent par exemple avoir retourné leur bulletin d'adhésion.

<sup>602</sup> D'une durée moyenne de huit mois. Quelques « stagiaires » ne seront pas acceptés comme membres de plein exercice pour cause de participation insuffisante aux réunions et de non-paiement des cotisations.

bien que, d'après les calculs de Claire Andrieu, « *on excluait d'avance non seulement les employés et les ouvriers, mais les cadres moyens* »<sup>603</sup>. Les membres de Jean Moulin appartiennent par conséquent aux couches aisées de la population ; à ce seuil financier s'ajoute la recherche de compétences intellectuelles, qui achève de dessiner le portrait d'une organisation élitiste.

De surcroît, le système du parrainage par un ou deux membres, en vigueur jusqu'à la disparition du club, contribue à filtrer les nouveaux entrants : quatre personnalités influentes au sein du club, Stéphane Hessel, Olivier Chevrillon, Georges Suffert et Jacques Pomonti, recrutent à eux seuls un tiers des parrainés. Cependant, il ne faut pas pour autant considérer que ces quatre membres forment une oligarchie au sein du club, d'autres membres amenant, par mono-parrainage ou plus, le reste des adhérents. Le réseau personnel des individus déjà membres joue en tout cas un rôle, et circonscrit le recrutement à une population essentiellement parisienne et diplômée.

Enfin, il convient de ne pas oublier la dimension *politique* de la sélection qui a lieu à l'entrée du Club Jean Moulin : si Georges Suffert peut cumuler les fonctions de secrétaire général du club et de membre du comité politique national du PSU, certains se voient refuser l'entrée du club en raison de leur appartenance partisane passée ou présente : c'est le cas d'André Ferrat, membre du comité directeur de la SFIO de 1946 à 1957 et conseiller de Guy Mollet en 1960<sup>604</sup>, de Didier Maus, membre de la CIR puis responsable de la Convention de la gauche pour la Vème République, en 1967, et de Jean-Michel Royer, mis en congé du club en janvier 1963 en raison de sa participation aux instances directrices de l'UNR-UDT<sup>605</sup>. Cette décision suscite des débats houleux au sein du club : elle est prise par le comité directeur par 7 voix contre 4 ; il apparaît clairement que le club se vit comme dans l'opposition au régime et que toutes les familles politiques n'y sont pas bienvenues.

#### *b. Le GRECE*

Ce dernier est bien moins hésitant que le Club Jean Moulin quant à l'action politique immédiate car sa position est très claire : il n'y a de salut pour les forces de

---

<sup>603</sup> ANDRIEU Claire, *op.cit.*, p.298.

<sup>604</sup> Il sera finalement admis en 1968, à un moment où les règles d'adhésion se relâchent.

<sup>605</sup> Le problème ne s'était pas posé lors de l'adhésion de Jean-Michel Royer en 1961, l'Union démocratique du travail (UDT) étant alors distincte de l'UNR. Elle rejoint ensuite la majorité gaulliste.

droite<sup>606</sup> que dans la « métapolitique », un long travail intellectuel de redéfinition des valeurs. Cette attitude explique que le GRECE soit extrêmement sélectif dans le recrutement de ses membres. Comme l'explique Jean-Claude Valla :

*« Notre force n'est pas dans le nombre, dans le « poids électoral » de nos adhérents. [...] Chaque demande d'adhésion est effectuée selon des règles très précises (de candidature et de parrainage), qui nous permettent de recruter des membres de qualité. [...] Notre sélection n'a rien à voir avec une conception « bourgeoise » d'élitisme, qui nous conduirait à recruter nos adhérents selon leurs diplômes universitaires, leur Q.I., etc. Ce que nous voulons éliminer, ce sont plutôt les velléitaires, ceux qui « papillonnent » d'une association à l'autre, pour y faire du « tourisme ». A notre sens, une adhésion n'est pas seulement une signature. C'est un engagement : donc un acte qui relève de l'éthique autant, sinon plus, que du juridisme. Un engagement impose une certaine fidélité : fidélité à soi-même, d'abord, et par suite à ceux auprès de qui on a contracté cet engagement. Notre sélection vise à susciter plus de rigueur et de fidélité »<sup>607</sup>.*

A l'écart des enjeux politiques immédiats, le GRECE forme une petite communauté très soudée, exigeant un investissement conséquent de ses membres. Sa politique de sélection est à la fois justifiée par ses ambitions intellectuelles élevées et par sa philosophie politique, qui place la question de l'élite au centre de ses préoccupations : une nouvelle aristocratie doit voir le jour et le GRECE en est la préfiguration, position développée très tôt dans *Eléments* : « *le GRECE n'est pas un mouvement de masse. Nous avons la prétention de rassembler l'élite de ce pays* »<sup>608</sup>. Partant, les candidats à l'adhésion se voient poser des questions sur leur niveau d'études, la nature de leurs travaux de recherche, leurs intérêts culturels : la barrière d'entrée est encore plus élevée qu'au Club Jean Moulin.

De la même manière, les cotisations sont élevées et les appels à la générosité des membres fréquents, certains consacrant jusqu'à 10% de leur revenu mensuel au

---

<sup>606</sup> En entendant « droite » au sens très particulier d'Alain de Benoist, qui refuse d'être assimilé aux partis censés incarner celle-ci : il s'agit pour lui d'une position philosophique. Il n'en reste pas moins que le soutien du GRECE à Valéry Giscard d'Estaing en 1974 et la nature des thèmes qu'il développe interdisent de le ranger à gauche ou au centre de l'échiquier politique.

<sup>607</sup> Cité in KAPSILIS Alexandre, *op.cit.*, p.50-51.

<sup>608</sup> *Eléments*, 2, novembre-décembre 1973, p.10. Un numéro précédent développait les « cibles » du GRECE : « *Nous voulons attirer ces quelques milliers de personnes qui font marcher un pays. A l'heure actuelle, la France tient sur des penseurs, des cadres d'organisations syndicales, culturelles, sportives, etc, des scientifiques, des publicistes, des administrateurs qui contrôlent, influencent, encadrent des millions d'individus. Quelques milliers, c'est peu dans l'absolu, mais quelques milliers de cette importance ayant une unité de pensée et de méthode, c'est la possibilité d'une révolution* », *Eléments*, mai 1969, p.16.

groupement<sup>609</sup>. Le profil-type de l'adhérent greciste semble être celui d'un universitaire aux revenus confortables, à qui le groupement demande d'apporter des connaissances spécialisées qui peuvent contribuer au travail « métapolitique ». Cependant, le groupement tente aussi de s'implanter dans d'autres secteurs que celui de l'université, en créant le Comité de liaison des officiers et des sous-officiers de réserve (CLOSOR) en 1975, doublé d'une éphémère revue, *Nation armée* ; en 1976 c'est le groupe d'études pour une nouvelle éducation (GENE) qui voit le jour.

Mouvement volontairement marginal, le GRECE n'entend pas mener une politique agressive de recrutement, la patience est son mot d'ordre : « *la conquête des esprits, telle qu'il la conçoit, procède par imprégnation lente et non par prosélytisme impatient* »<sup>610</sup>. Organisation à part, le GRECE est caractérisé par la cohérence de sa ligne politique et de ses critères de recrutement, et par sa cohésion interne, des procédures étant prévues pour sanctionner toute déviance par rapport à la ligne<sup>611</sup>. Il semble qu'il s'agisse de l'organisation la plus hiérarchisée parmi les structures non-partisanes se consacrant en priorité à la réflexion doctrinale.

### *c. Le Club de l'Horloge*

Davantage tourné vers l'action politique et le dialogue avec les partis de droite, le CDH veut lui aussi procéder à une rénovation idéologique radicale, en réhabilitant tout à la fois le libéralisme économique et le nationalisme, les expériences anglo-saxonnes lui servant de modèle de référence. Il cherche à recruter des individus pour leurs compétences spécifiques, et cible un public venant des grandes écoles, de l'université ou encore du monde de l'entreprise, mais veut écarter, à l'instar du GRECE, ceux qui ne s'investiraient pas assez dans les activités du club.

A cet effet, la demande d'adhésion doit être contresignée par deux membres titulaires (demande pouvant être rejetée sans motivation), chaque candidat recevant un dossier comprenant plusieurs pièces, dont un « minimum doctrinal » indique les valeurs et les thèmes défendus par le club. S'y ajoutent une cotisation élevée et l'obligation pour tout nouvel entrant de présenter une conférence ou un exposé : le

---

<sup>609</sup> De tels niveaux d'investissement financier personnel ne trouvent d'équivalent que dans les organisations d'extrême-gauche, à Lutte ouvrière ou à la Ligue communiste révolutionnaire par exemple. La cotisation annuelle exigée par le groupement est actuellement aux alentours de 130 euros.

<sup>610</sup> DURANTON-CRABOL Anne-Marie, *op.cit.*, p.48.

<sup>611</sup> La Commanderie (on notera l'originalité de l'appellation, reflétant l'imaginaire néo-droitier), qui veille à la continuité idéologique du mouvement, peut s'ériger en « cour d'honneur », à la demande

CDH, par ces procédures qui évoquent une formation de type universitaire, entend rassembler des compétences et s'appuyer sur des adhérents capables d'animer les nombreux colloques et dîners-débats qu'il organise en vue de réarmer politiquement l'opposition de droite des années 1980.

Ces trois organisations sont les plus sélectives dans l'histoire des structures non-partisanes françaises : ce n'est pas nécessairement le degré de radicalité idéologique qui explique un recrutement sélectif (Jean Moulin se caractérisant par sa modération), mais il contribue, surtout dans le cas du GRECE, à exiger un niveau intellectuel élevé de ses membres. L'attitude vis-à-vis de l'action politique n'est pas non plus déterminante ici, les trois groupements occupant des positions différenciées quant à l'engagement auprès des partis. En revanche, le critère géographique de leur implantation, essentiellement parisienne, et leurs ambitions intellectuelles élevées – dans les trois cas il s'agit de refonder complètement le « logiciel » d'une famille politique – jouent à plein dans la mise en place de ces mécanismes de sélection. Les autres clubs politiques, s'ils ne mènent pas une politique de recrutement très active, ne procèdent pas à ce genre de filtrage ; cependant, les nouvelles structures non-partisanes, notamment les fondations politiques, cherchent elles aussi à recruter des experts et non le plus d'adhérents possible, le problème du financement étant en partie résolu par la sollicitation des entreprises.

Il convient de s'interroger sur la spécificité de l'engagement des structures non-partisanes dans le champ politique français : cherchant à provoquer des recompositions politiques, elles utilisent à cet effet une série de moyens d'action originaux.

## **Section 2 : Un engagement spécifique**

Les buts poursuivis par les structures non-partisanes déterminent les stratégies qu'elles mettent en œuvre pour agir sur les partis politiques : elles peuvent choisir d'établir une relation directe avec ces derniers, relation qui mêle à la fois confrontation et collaboration (§1) ; ou préférer une stratégie de contournement des appareils partisans (§2).

---

du conseil d'administration, pour juger « *tout membre ayant manqué à l'honneur ou commis une faute méritant une sanction exemplaire* ».

## **§1 : Confrontation et collaboration**

Les structures non-partisanes, dans le rapport de forces qu'elles tentent d'établir avec les partis, utilisent les avantages que peuvent procurer la multi-positionnalité de leurs adhérents (A) ou leurs compétences intellectuelles, particulièrement mobilisées dans le cadre de colloques (B).

### ***A. L'utilisation des réseaux***

L'engagement au sein d'une structure non-partisane, plus souple, moins contraignant, n'est pas exclusif d'autres appartenances, que ce soit à une association influente ou à un parti traditionnel : le cas des clubs engagés dans la FGDS fournit une illustration de la force potentielle fournie par les multiples identités de certains de leurs adhérents.

Supportant mal la comparaison en termes d'effectifs avec les partis traditionnels, les clubs profitent, à l'intérieur de la Fédération, des positions multiples de certains de leurs membres : François Mitterrand est ainsi membre de l'UDSR *et* de la CIR, sa fonction de président lui assurant une position de leader ; Citoyens 60 fait adhérer ses membres à la FGDS *via* la Convention, ce qui lui permet malgré tout d'être représenté au comité exécutif. Les militants socialistes et radicaux voient donc des clubistes obtenir davantage de postes au sein de la Fédération que leur poids théorique leur aurait permis d'espérer : cela suscite des stratégies parallèles de création ou de réactivation de clubs-filiales, tels les cercles Jean Jaurès, créés à la Libération et remobilisés opportunément par les militants socialistes pour revendiquer des places au nom de la famille des clubs. On constate que la menace représentée par les clubs est prise au sérieux par les formations politiques, qui ne souhaitent pas se laisser enfermer dans l'image d'organisations ossifiées, qui rechignent à se remettre en cause : la réactivation des clubs-filiales comme les cercles Jean Jaurès permet de concurrencer les clubs sur leur propre terrain, celui de l'engagement non contraint, tourné vers la réflexion. Là aussi, les partis français prouvent leur bonne capacité d'adaptation.

On assiste, dans le cadre de la FGDS, à une lutte d'influence qui oppose principalement la SFIO et la CIR ; les clubs en dehors de la Convention, dont certains sont peu favorables à François Mitterrand (la rencontre entre ce dernier et une délégation du Club Jean Moulin s'est déroulée dans une ambiance très froide),

manquent de la cohérence nécessaire pour faire prévaloir leurs vues : les partis ont d'autant moins de difficultés à contrer l'offensive des clubs.

D'une manière plus générale, la notion de réseau permet de mieux cerner les modes de constitution d'un club politique : si ses membres fondateurs tendent à le présenter comme l'agrégation spontanée d'individus autour d'une idée ou d'une ligne d'action commune, il existe la plupart du temps une forte proximité préalable entre les créateurs de l'organisation. Ainsi, dans le cas d'Espaces 89, Loïc Blondiaux note que le club apparaît après plusieurs expériences conjointes de ses membres<sup>612</sup>, contribuant ainsi à la revitalisation de certains cercles du courant mitterrandiste : 8 des 35 membres d'Espaces 89 se sont rencontrés dans un club affilié à la CIR (Démocratie et université), 7 dans les instances dirigeantes de la CIR. Un club est le produit d'interactions subtiles, et l'analyse en terme de réseau permet d'identifier – l'exercice n'est pas toujours aisé – les noyaux attracteurs à la base de la formation du club et dont ils constituent l'ossature : d'après l'auteur, « *ce n'est que lorsque des individus totalement étrangers à ces réseaux viennent s'agréger en première sédimentation à ce noyau, par la seule force de l'attrait politique, symbolique ou du renom du club, sans l'intermédiaire, au second degré, d'un membre du réseau, que le club prend véritablement forme* »<sup>613</sup>. Ces réseaux se constituent *en amont* à partir d'expériences communes, d'une même histoire militante ; *en aval* ils assurent la cohésion du noyau fondateur du club et peuvent être mobilisés pour renforcer l'influence de ce dernier.

Il convient de garder à l'esprit que les clubs sont des *structures de sociabilité*, dont la genèse peut être éminemment complexe<sup>614</sup> : ils consolident leur influence par l'organisation de colloques.

---

<sup>612</sup> D'abord avec le collectif ESPAS en 1979 pour contrer l'influence rocardienne au sein du PS, puis en 1979-1980 avec le collectif informel « Union dans les luttes » qui regroupe des membres d'Espaces 89 et des dissidents du PCF autour du thème de l'union de la gauche.

<sup>613</sup> BLONDIAUX Loïc, art.cité, p.34.

<sup>614</sup> « Les « réseaux » sont eux-mêmes souvent fondés sur des éléments plus difficiles à cerner. La sympathie et l'amitié, par exemple, et, a contrario, la rivalité et l'hostilité, la rancune et la jalousie, la rupture et la brouille, jouent, comme dans toute microsociété, un rôle parfois décisif. Cet entrelacs de « réseaux » et d'éléments affectifs a souvent des racines, et il faut, pour les localiser, parfois remonter aux solidarités d'origine, d'âge ou d'études. Cette démarche rétrospective, vers les sources de l'éveil intellectuel et politique, permet aussi de repérer, sur une carte de l'esprit, les carrefours où se trouvent les maîtres à penser et les coulisses où oeuvrent les éveilleurs », ORY Pascal, SIRINELLI Jean-François, *Les Intellectuels en France, de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986, p.240.

## ***B. Les colloques***

L'organisation de colloques, séminaires ou journées d'études est une constante dans la vie des structures non-partisanes, même si elles recourent à ce type de manifestation à des rythmes différents selon qu'elles sont plus ou moins éloignées de l'action politique directe. La forme « colloque » n'est pas uniquement l'occasion pour une structure non-partisane d'approfondir un thème, d'affiner ses propositions : c'est bien un *mode d'action* à part entière, qui permet, d'une part de mobiliser les compétences particulières de ses adhérents et de satisfaire ainsi leur souhait d'avoir un engagement différent du militantisme classique, d'autre part de se confronter aux partis politiques, en empiétant sur l'une de leurs attributions essentielles, *la fonction programmatique*. En effet, un colloque est l'occasion idéale pour les membres d'un club politique pour remettre en cause les propositions d'un parti : en se prévalant d'une analyse « technique », « objective », les clubistes vont pouvoir questionner la pertinence du programme, son adéquation au contexte socio-économique, sa faisabilité. Il s'agit certes pour eux de tenter de le modifier, de l'infléchir dans un sens qui leur paraît soit plus raisonnable soit plus radical, mais aussi d'exercer une pression indirecte sur les formations traditionnelles : ils utilisent ainsi le chemin détourné qu'est la sphère des idées et des propositions.

On a un exemple de ce mode d'action avec les colloques socialistes, lancés à la fin de l'année 1963 par des militants de la SFIO soucieux de combler les lacunes programmatiques de leur parti : ils traitent de sujets divers, comme l'unification socialiste, la doctrine socialiste et la laïcité, l'agriculture, l'aménagement du territoire, la planification, les institutions, les libertés locales ; y participent le Comité d'action institutionnel, le Club Jean Moulin, le club des Jacobins, l'Association des jeunes cadres, le Cercle Tocqueville, ainsi que des syndicats, dont la CFDT et le CNJA.

Ces colloques ne sont pas entièrement maîtrisés et contrôlés par la SFIO, et sont l'occasion de débats assez vifs : en janvier 1964, le quatrième colloque voit se produire un échange assez âpre entre les clubs et la SFIO, Alain Savary posant la question du rôle des uns et des autres. Les critiques d'Alain Bergougnoux contre les appareils irritent les militants ; Gilles Martinet réplique que la contrepartie nécessaire de l'entrée dans le champ politique des clubs est que leurs dirigeants

soient « *conscients de la portée de leurs actes* »<sup>615</sup>. De la même manière, le colloque « Où en est l'opposition ? », organisé cette fois par les Jacobins en octobre 1964, est l'occasion pour Claude Fuzier, représentant la SFIO, de contester l'idée de la création d'un seul grand parti de gauche pour soutenir Gaston Defferre : il s'agit de contenir la pression des clubs, pourtant divisés puisque Charles Hernu en profite pour critiquer les clubs technocratiques du type Jean Moulin, qui seraient prêts selon lui à servir n'importe quel camp politique.

Le plus important de ces colloques est sans doute la rencontre socialiste de Grenoble organisée en 1966, qui permet un vaste débat entre les clubs et les partis ; les controverses autour de sa signification<sup>616</sup> montrent qu'il s'agit d'un espace important pour les acteurs, qui ne souhaitent pas se retrouver à la traîne de la rénovation doctrinale du socialisme et entendent profiter de cette dynamique de renouveau. Citoyens 60 déplore d'ailleurs le caractère un peu trop militant de cette manifestation : les clubs ne souhaitent pas être instrumentalisés mais se trouvent pris inévitablement dans les logiques de concurrence entre organisations.

L'interface que constituent ces colloques montre que le mouvement de regroupement de la gauche est un processus de fond, qui se prépare par la sédimentation des contacts, par les expériences répétées de regroupements partiels ou temporaires. Il faut signaler que l'idée d'une Fédération est aussi évoquée dans le cadre de ces colloques : une note évoque la perspective d'une « *Confédération des démocrates de gauche* » qui regrouperait l'ensemble de la gauche non-communiste, y compris les clubs, « *selon des dispositions préservant leur individualité de Club ou Groupe* »<sup>617</sup>. Sans surestimer l'impact de ces colloques, qui ont été lancés à l'initiative de la SFIO, on peut noter que les clubs se sont saisis pleinement de l'occasion pour se confronter aux militants et discuter du fond, au-delà des simples postures idéologiques : leurs critiques, si elles ne mettent pas directement en danger l'appareil de la SFIO, permettent de faire évoluer à la fois le programme de la formation socialiste et son attitude à l'égard des autres forces politiques ; parfaitement à l'aise pour débattre des dossiers techniques, les clubistes apportent ici leur savoir-faire à des militants qui peuvent se retrouver en difficulté, car il s'agit ici

---

<sup>615</sup> Colloques socialistes, archives Alain Savary, SV11, 18/06/1964, p.10.

<sup>616</sup> La CIR soupçonne le PSU d'être à la tête de cette manifestation, avec l'idée de contrer la FGDS et François Mitterrand.

<sup>617</sup> « Perspectives actuelles de regroupement », Commission de travail des colloques socialistes, archives Alain Savary, SV11, non daté (vraisemblablement 1964), p.2-3.

de dépasser les simples slogans. Le format « universitaire » de ce type de manifestation permet aux clubistes de « contourner » l'appareil de la SFIO et de tenter d'influencer aussi bien les responsables socialistes que les simples militants.

Le Club de l'Horloge opte dans les années 1980 également pour ce mode d'action, en y ajoutant une dimension qu'il souhaite plus conviviale puisqu'il double les colloques classiques de « dîners-débats », qui rassemblent des convives soigneusement choisis autour d'un thème à discuter. Le CDH développe une analyse centrée sur le rôle des idées, estimant que la droite française pêche par son manque de radicalité idéologique, ce qui se traduit par d'inutiles concessions à l'adversaire socialiste. A l'opposé de responsables politiques comme Charles Pasqua, qui estime que « *cogiter sur l'an 2000 est le plus sûr moyen de laisser tranquilles les socialistes en place pour vingt ans* »<sup>618</sup>, le CDH refuse de séparer la réflexion de l'action et entend « *préparer l'après socialisme en contribuant au renouvellement de la pensée de l'opposition qui est la condition de l'alternance* »<sup>619</sup>. Il invite des personnalités très variées, ne venant pas toutes forcément de la droite : il reçoit Olivier Chevrillon en 1976 par exemple, mais aussi Raymond Marcellin, Jacques Médecin, Georges Suffert, Michel Debré, Raymond Bourguin, Alain Madelin, Axel Poniatowski.

Ces rencontres permettent au club non seulement d'étoffer ses analyses mais aussi de remplir la fonction de « passeur » entre les différents courants de la droite : opposé à toute stigmatisation du Front national, le CDH milite au contraire pour une large union de la droite et de l'extrême-droite, pour un programme mêlant libéralisme économique et nationalisme<sup>620</sup>. Mais la droite parlementaire refuse l'alliance avec le FN, au grand dam du club qui pense que la plate-forme électorale RPR-UDF de 1986 est quasiment la même que celle du parti de Jean-Marie Le Pen<sup>621</sup>. Les militants du RPR, de l'UDF et du FN peuvent néanmoins se fréquenter dans le cadre des manifestations du CDH : ce cadre plus discret permet de constater

---

<sup>618</sup> Cité in BAUMAN Serge, article cité, p.78.

<sup>619</sup> *Ibid.*

<sup>620</sup> Le club considère que le libéralisme économique seul ne peut mobiliser une majorité de l'électorat : la droite française doit associer, sur le modèle anglo-saxon, « *economic conservatism* » et « *social conservatism* », c'est-à-dire un programme économique radical de baisse des impôts et de privatisations, assorti de lutte contre la délinquance et l'immigration. Le CDH veut « *un libéralisme au service du peuple* », *Lettre d'information*, 41, 1<sup>er</sup> trimestre 1990.

<sup>621</sup> 86% des propositions sont identiques, estime précisément Yvan Blot ; mais il déplore le caractère timoré des partis de droite et leurs clivages internes : « *à l'intérieur du RPR et de l'UDF, [...] une minorité de responsables acquis à l'idéologie de gauche a pris une importance anormale.* », *Lettre d'information*, 37, 1<sup>er</sup> trimestre 1989, p.7.

les convergences sur certains points, bien que cela ne soit pas suffisant, une fois de plus, pour pousser les états-majors à l'union.

Les structures non-partisanes plus récentes utilisent de manière privilégiée l'instrument que constituent les colloques : la tendance à la professionnalisation des cercles de réflexion entraîne la multiplication de manifestations de type universitaire, dans lesquelles ils peuvent valoriser les compétences et savoirs de leurs réseaux d'experts. La Fondation Concorde, par exemple, organise de nombreux débats, invitant tant des députés de la majorité que des chefs d'entreprise ou encore des journalistes<sup>622</sup> ; la République des idées affirme sa présence dans la sphère intellectuelle en organisant un grand rendez-vous en mai 2006 à Grenoble sur le thème de « La nouvelle critique sociale » : le succès de la manifestation<sup>623</sup> lui permet d'apparaître comme un acteur important dans l'espace des structures non-partisanes. Il s'agit moins, pour les cercles de réflexion les plus récents, de se confronter aux partis directement en espérant parvenir à une rénovation de ces derniers (telle était la stratégie des clubs des années 1960 et du CDH), que de mettre à disposition des politiques leurs suggestions et propositions : la méthode est plus prudente et permet de ne pas s'interdire tout contact avec les partis<sup>624</sup>. La Fondation Terra Nova n'est pas en reste puisqu'elle a organisé en juin 2010<sup>625</sup>, les « Etats généraux du Renouveau », rassemblant associations, ONG et personnalités politiques (dont Michel Rocard, Hubert Védrine, Jean-François Kahn...) : près de 200 intervenants se sont succédés pour aborder les problèmes de la crise grecque, de la réforme des retraites, de la gouvernance économique européenne.

## **§2 : Les stratégies de contournement**

Les structures non-partisanes ne tentent pas seulement de se confronter directement aux partis, conscientes de leurs faiblesses sur ce terrain. Elles recourent également à des stratégies de contournement des formations politiques, en menant

---

<sup>622</sup> Elle reçoit l'économiste Christian Saint-Etienne en octobre 2005 pour débattre sur le thème « Quel avenir pour l'Europe après les élections allemandes ? » et le journaliste Nicolas Beytout du *Figaro* sur le thème « L'avenir de la presse écrite, son rôle dans la politique » ; en novembre, le président de la Droite libre (un des courants de l'UMP) puis, en décembre, l'ancien ministre François d'Aubert sur le thème de « l'intelligence économique ».

<sup>623</sup> *Le Monde* du 20/05/2006 évoque les chiffres de 150 intervenants et de 8000 visiteurs.

<sup>624</sup> On reviendra plus en détail sur les activités des « ateliers intellectuels » (voir *infra*, Chapitre 2).

<sup>625</sup> A Grenoble là encore, ville qui accueille décidément nombre de colloques des cercles de réflexion de gauche.

par exemple des actions communes afin d'apparaître comme des acteurs à part entière de la vie politique.

1) La première manifestation publique commune des clubs prend la forme d'un manifeste sur l'élection présidentielle qui paraît le 16 décembre 1963, portant les signatures du Club Jean Moulin, de l'Association Jeunes Cadres (AJC), de Démocratie nouvelle, du Cercle Tocqueville et du Groupe de recherches ouvrier-paysan<sup>626</sup>. Ayant vite compris que l'élection présidentielle deviendrait le moment le plus important de la vie politique française, les clubs en question expriment une série de souhaits quant aux modalités de déroulement de celle-ci : le débat entre les candidats devra être serein, sérieux, argumenté ; les problèmes de fond doivent être discutés ; il faut éviter à tout prix une confrontation stérile entre partisans et adversaires de la Vème République, le texte écartant tout retour à la IVème République. L'élection présidentielle apparaît comme un accélérateur, « *une occasion particulièrement favorable de surmonter des antagonismes désuets* »<sup>627</sup>. On reconnaît ici le « style » du Club Jean Moulin, à l'initiative du texte : il faut rationaliser et moderniser une vie politique française qui se révèle inadaptée aux évolutions de la société industrielle. Mais le texte vise plus loin que la seule élection du chef de l'Etat : « *à travers la désignation d'un candidat, la définition d'un programme et le candidat d'une campagne électorale, il faut que s'organise une force politique commune, capable d'incarner en personne la volonté de transformation du pays* »<sup>628</sup>. Si le manifeste ne mentionne pas le nom de Gaston Defferre, il n'est un secret pour personne que les clubs signataires rêvent d'un regroupement du MRP, de la SFIO et des « multiplicateurs », derrière la candidature du maire de Marseille.

Au début de l'année 1965, l'ADELS, l'AJC, le Cercle Tocqueville, Citoyens 60, Démocratie nouvelle et le club Positions publient un manifeste concernant les élections municipales, renouvelant leur souhait de voir se dérouler un débat concret, réaliste. Le ton employé à l'égard des partis est virulent, les clubs les accusant de

---

<sup>626</sup> Le club Positions ne s'y associe pas, trouvant le texte trop politique. Ce qui va devenir le groupe des Assises de Vichy est loin d'être homogène.

<sup>627</sup> *Le Monde*, 17/12/1963.

<sup>628</sup> *Ibid.*

« manipulations électorales »<sup>629</sup>. Les élus se voient interpellés sur les mesures qu'ils envisagent et les partis priés de prendre au sérieux cette échéance :

« Les choix faits en matière municipale se relient à une conception globale de la vie publique qui se traduit d'abord par des principes de politique générale et une fidélité à certaines institutions ou certains partis plutôt qu'à d'autres, et ensuite seulement intéressant l'action locale. Les clubs ont trop le souci de donner à la vie publique le sens de l'intérêt quotidien des Français pour accepter qu'au nom des problèmes politiques généraux, les candidats aux élections municipales négligent complètement leurs responsabilités les plus directes »<sup>630</sup>.

Cette entreprise de politisation des enjeux municipaux n'est pas sans effet, la formation des premiers GAM ayant lieu à cette même période, avec notamment la victoire de la liste Dubedout à Grenoble : les clubs semblent en mesure d'avoir une existence politique autonome, même limitée<sup>631</sup>.

Cependant, les clubs à l'origine de ces initiatives se révèlent divisés sur les suites à y donner : faut-il s'engager plus directement dans l'action politique et électorale ? Si une partie d'entre eux souhaitent se cantonner à un rôle de pédagogie civique, d'autres, comme Alain Bergougnoux, membre de Citoyens 60, avancent que « la pédagogie n'est qu'une étape, non un but »<sup>632</sup>. Les clubs politiques du centre-gauche hésitent alors quant à leur degré d'implication dans la vie politique ; ils ne souhaitent pas remplacer les partis et rejettent toute démagogie antiparlementaire, ce qui ne les empêche pas de critiquer durement les formations traditionnelles : l'année 1965 va être le point culminant de leur intervention politique, à travers le soutien apporté à la candidature de Gaston Defferre à l'élection présidentielle.

Des dissensions vont apparaître entre les clubs : lorsque le projet d'une « Grande Fédération » regroupant la SFIO, le MRP, les radicaux et les clubs est lancé en mai 1965, seuls les cinq clubs signataires du manifeste de 1963 sur l'élection présidentielle ont d'abord apporté leur soutien à l'initiative<sup>633</sup>. Une réunion

---

<sup>629</sup> *Le Monde*, 17/02/1965. D'après Vincent OLIVER, « jamais l'attaque contre les formations politiques traditionnelles ne fut plus violente et la revendication des forces vives à la participation à la vie politique plus nette », *Les clubs et la politique en France*, op.cit., p.354.

<sup>630</sup> *Le Monde*, 17/02/1965.

<sup>631</sup> Vincent OLIVER avance que l'expérience grenobloise démontre que « les formations partisanes ont perdu le monopole de l'action politique », op.cit., p.357. Comme on l'a évoqué plus haut (voir supra, 1<sup>ère</sup> partie), cette percée de nouvelles forces dans la vie politique devient une sorte de mythe politique.

<sup>632</sup> *Ibid.*, cité p.343.

<sup>633</sup> Le comité permanent des clubs, conçu pour assurer la pérennité du groupe des Assises de Vichy, fonctionne peu ou mal, comme l'indique le club Démocratie nouvelle dans une lettre adressée au Club Jean Moulin : « il est regrettable que les organisations chargées d'effectuer un certain nombre de rapports n'aient pu les réaliser en temps utile pour en faire part aux autres participants. Ce

est organisée le 23 mai pour tenter de rallier les autres clubs : un débat a lieu entre Jean Moulin et Citoyens 60, le club chrétien présente un texte plus partisan que celui de Jean Moulin et propose de soutenir une formation de la gauche socialiste et démocratique qui se situerait aux frontières du PCF et offrirait des perspectives aux militants des syndicats. D'après Citoyens 60, la pédagogie civique a ses limites :

*« De quoi aurions nous l'air si, nous mêlant de parler tactique comme les hommes politiques, nous leur donnions des leçons alors que nous n'avons pas la responsabilité de nous présenter en tant que mouvement devant les électeurs ? »<sup>634</sup>.*

Le Club Jean Moulin accepte de publier une partie de la déclaration pour éviter la rupture, mais l'on voit que la candidature de Gaston Defferre contribue à diviser les clubs des Assises : certains refusent toute participation à la campagne (Positions, ADELS) ; Jean Moulin propose un soutien distancié ; Citoyens 60, l'AJC et Socialisme et démocratie se prononcent pour une participation intégrée. Le Cercle Tocqueville s'interroge lui aussi :

*« Quelles garanties avons-nous que sa candidature, sa campagne ne deviennent pas celles de la SFIO ? Formellement aucune, sans doute. [...] Mais si l'union se fait dans les rangs de l'opposition, entre partis, syndicats et formations nouvelles sur sa personne, son équipe et son programme [...] il y a bien des chances pour que l'emprise partisane soit desserrée, pour que soit activé et accéléré un processus de reclassement des forces politiques qui correspondent à l'évolution de la société française »<sup>635</sup>.*

Les clubs se constituent ainsi, tant bien que mal, en force autonome, concurrente des formations traditionnelles ; ils poursuivent cette stratégie à l'intérieur de la FGDS.

2) Dans la période la plus récente, ATTAC et la Fondation Copernic ont été à l'origine de campagnes unitaires de la gauche antilibérale, qu'il s'agisse de la campagne pour le « non » au Traité constitutionnel ou, plus récemment de la campagne contre la réforme des retraites : leur forte proximité idéologique et leur statut de cercles de réflexion leur ont permis de réunir de larges fronts militants, en

---

*retard apporté dans le travail en commun et le report de cette réunion [une réunion du comité permanent vient d'être reportée, NDA] sont d'autant plus désagréables que le comité permanent issu des Assises de la démocratie n'a, depuis huit mois, manifesté son existence, auprès de l'opinion publique comme auprès des membres des différents clubs, par aucun travail d'ensemble. », archives du Club Jean Moulin, 3CJM4, Dr2, 22/11/1964.*

<sup>634</sup> *Ibid.*, p.475.

<sup>635</sup> *En bref*, 85, 22/11/1963.

débloquant les réticences des organisations partisanses à participer à des initiatives qui pourraient bénéficier à leurs concurrents proches. La mise en place de collectifs unitaires, portant des « exigences citoyennes » (pour les retraites par exemple), est perçue comme un des objectifs prioritaires de Copernic :

*« Faire trait d'union. Servir de passerelle. C'est bien l'une des raisons d'être de Copernic. Trop souvent, ne se rencontrent pas les résistances au libéralisme. Trop souvent l'emportent les frilosités d'organisations, et l'éparpillement des combats. Les dépasser pour faire cause commune n'est pas un parti-pris, c'est une nécessité si l'on veut, enfin et au plus vite, cesser de perdre »<sup>636</sup>.*

Les campagnes unitaires initiées par ATTAC et Copernic sont bien un moyen de contourner les appareils partisans, davantage préoccupés par leur propre construction : sans parvenir à dépasser l'émiettement de la gauche antilibérale, ces deux associations forcent en quelque sorte la coopération, les acteurs partisans pouvant difficilement se permettre de faire cavalier seul et d'apparaître comme menant une politique d'isolement. La Fondation Copernic est particulièrement active en la matière, organisant en vue de la campagne de 2012 des réunions permettant de confronter les programmes des différentes forces de gauche<sup>637</sup>.

---

<sup>636</sup> <http://www.fondation-copernic.org/spip.php?rubrique18>.

Les structures non-partisanes présentent une morphologie bien particulière, essayant de mettre en avant une forme d'engagement qui serait alternative à celle que l'on peut trouver au sein des partis politiques : la souplesse de l'adhésion et la valorisation des compétences individuelles en sont les principaux atouts, au détriment néanmoins d'une organisation efficace et d'un recrutement démocratique. Les logiques à l'œuvre dans les petites communautés militantes que sont les structures non-partisanes ont des effets sur leurs modes d'intervention dans la sphère partisane : ne pouvant guère – à de rares exceptions près – à affronter les partis sur le plan des effectifs, elles tentent de se placer sur d'autres terrains, en recourant à des colloques notamment, qui leur permettent de valoriser les compétences spécifiques de leurs adhérents et de contourner les appareils partisans. Ces stratégies variables confirment qu'il existe plusieurs types de structures non-partisanes, qui remplissent des *fonctions* particulières.

---

<sup>637</sup> Ce « tour de France des contenus pour 2012 » a débuté le 4 juillet 2011 par un meeting à Clermont-Ferrant sur le thème « Les marchés financiers doivent-ils décider de nos vies ? ».

## CHAPITRE 2 : LES FONCTIONS

Éléments périphériques du champ politique, les structures non-partisanes ne jouent pas pour autant un rôle négligeable : elles contribuent à apporter de nouvelles idées dans le débat public, à contraindre dans une certaine mesure les partis à évoluer, à permettre à différents courants de dialoguer dans un espace plus neutre et plus apaisé que celui de l'arène électorale.

La position des structures non-partisanes vis-à-vis de l'engagement politique est variable : certaines optent résolument pour l'action directe, qu'il s'agisse de se confronter aux partis et/ou de collaborer avec eux. Ce sont *les structures de combat politique*, qui ont le plus souvent à leur tête un véritable leader, auquel elles procurent plusieurs avantages par rapport à ses concurrents (Section 1). D'autres choisissent, plus prudemment, une stratégie de rénovation idéologique, qui n'est pas forcément synonyme d'un éloignement complet des partis : il s'agit des *ateliers intellectuels* (Section 2). Enfin, une dernière catégorie remplit une fonction importante, celle consistant à faciliter le rassemblement de plusieurs courants politiques proches en créant une interface de dialogue : il s'agit là aussi de peser sur les recompositions politiques, en tentant de mettre en avant les points qui rassemblent une famille politique. On évoquera ainsi l'action de ces *structures transitoires de rassemblement* (Section 3).

### Section 1 : Les structures de combat politique

Cette première catégorie, la plus proche de l'action politique, peut se diviser en deux types : les organisations qui sont au service d'un leader, lui permettant ainsi de renforcer sa position, initialement faible à l'intérieur d'un parti (§1) ; les organisations qui se consacrent à des entreprises de rénovation partisane, et qui tendent à reproduire le mode de fonctionnement des partis (§2).

## **§1 : Les structures non-partisanes comme ressource pour un leader**

Un leader politique cherche à mobiliser, dans sa rivalité avec ses concurrents, tous les moyens qui lui permettent de construire des réseaux de soutien durables, à l'intérieur d'un parti mais aussi à l'extérieur : une structure non-partisane peut être un élément intéressant de *distinction* dans le champ politique (A). Cependant, ses rapports avec cette dernière reposent sur un subtil équilibre entre l'identité du leader et l'identité spécifique de l'organisation non-partisane : cette dernière peut exprimer des velléités d'autonomie, et le leader lui-même n'a pas intérêt à ce qu'elle apparaisse comme une « machine » lui étant entièrement inféodée (B).

### ***A. Un élément de distinction dans le champ politique***

Le leader s'appuie sur un réseau de fidèles, une image qui lui est propre, des valeurs qu'il entend défendre : l'enjeu principal reste pour lui d'affirmer une identité spécifique, qui permette de le distinguer aisément – et à son avantage – de ses rivaux : la présidence d'un club ou la participation à une fondation peut être un moyen de s'affirmer (1). En renforçant ainsi sa position dans la société civile, le leader pense convertir, au moment opportun, cette ressource externe en ressource intra-partisane (2).

#### ***1. Une composante d'un dispositif politique***

La trajectoire de plusieurs hommes politiques parvenus au sommet du pouvoir peut éclairer le rôle joué, dans leur dispositif de conquête, par des structures non-partisanes bien contrôlées.

Dans le cas de Valéry Giscard d'Estaing, les Clubs Perspectives et Réalités lui ont permis de disposer d'un relais fiable – car toujours contrôlé par des proches – dans la société civile et de suppléer aux défaillances organisationnelles de la famille centriste. Dans une position qui paraissait difficile pour le centrisme, coincé entre la majorité gaulliste et une gauche en pleine rénovation, Valéry Giscard d'Estaing construit peu à peu son statut de présidentiable, en jouant habilement sur le fait qu'il appartienne à plusieurs gouvernements gaullistes en tant que ministre de l'Economie et des Finances ( ce qui lui permet de mettre en avant sa *compétence* à gouverner) mais en ne se privant jamais de critiquer la façon dont s'exerce le pouvoir présidentiel, particulièrement durant la période où le général de Gaulle est le chef de l'Etat. En alternant soutien et défection à la majorité gaulliste, le futur président

profite de sa position en marge pour construire un pôle libéral et centriste : « *un pied dedans, un pied dehors, de façon à pouvoir le moment venu marcher sur les deux terrains et jouer le rôle de fédérateur des droites et du centre* »<sup>638</sup>.

En dehors de ce positionnement politique stratégique, Valéry Giscard d'Estaing encourage le développement des Clubs Perspectives et Réalités (P&R), qui vont lui servir à la fois de laboratoire d'idées et de vivier de cadres pour les Républicains indépendants :

- Les Clubs P&R vont en effet effectuer un travail de redéfinition d'un libéralisme à la fois économique (il faut redonner le goût du risque aux citoyens et limiter l'emprise de l'Etat sur la vie économique) et culturel (il faut prendre en compte les nouvelles aspirations apparues à la fin des années 1960, dont les droits des femmes par exemple), en vue d'établir une « doctrine » modérée, assise sur le pragmatisme et le refus des idéologies totalisantes. A cet effet, les Clubs P&R organisent des colloques, des séminaires, et publient leur propre bulletin, indépendamment du parti. Le leader qu'est Valéry Giscard d'Estaing bénéficiera ainsi des travaux de ces clubs, qui relaient les revendications de la société civile à travers un fonctionnement horizontal et interprofessionnel : les propositions qu'ils émettent contribuent à former l'ossature du programme pour la campagne présidentielle ; mais aussi à renouveler l'agenda du président une fois parvenu au pouvoir.

- En attirant un public qui n'aurait pas adhéré à la forme conventionnelle du parti, les Clubs P&R permettent d'élargir la base sociale des Républicains indépendants et de faire émerger une nouvelle génération de cadres politiques<sup>639</sup>. Considérés par certains journalistes comme une simple copie du Club Jean Moulin,

---

<sup>638</sup> COLLIARD J-C, *Les Républicains indépendants...*, op.cit., p.331.

<sup>639</sup> « En 1965, M. Valéry Giscard d'Estaing s'appuie sur une structure parlementaire formée de notables traditionnels, issus de la droite, par trop minoritaire pour assurer un impact national. Il s'agit de faire émerger des forces neuves, et de constituer, en un mot, ce qui tout au long de la vie des clubs deviendra le « vivier giscardien ». », MAILHES Anne-Marie, op.cit., p.52. On note que le nom de l'auteur de ce travail de recherche apparaît dans les documents des clubs P&R en tant que responsable de leurs relations avec la presse.

De la même manière, Pierre Birnbaum écrit plus tard : « Ayant conquis la majorité présidentielle sans l'appui d'un parti spécifiquement giscardien solidement organisé et actif au niveau local, les républicains indépendants ne sont pas relayés par un mouvement politique cohérent et demeurent très minoritaires au Parlement. C'est la raison pour laquelle les clubs P&R ont reçu la mission de susciter à brève échéance l'apparition d'un personnel politique giscardien qui pourra se présenter sous la bannière du président aux prochaines élections législatives de 1978. A l'image du personnel ministériel nommé par le président de la République, ce nouveau personnel semble

les Clubs P&R sont d'une nature bien différente : ils sont une filiale du parti centriste et s'assument comme telle, une place étant réservée, au sein de la Fédération nationale des Républicains indépendants, pour leurs représentants. Ceux-ci sont dans un premier temps deux à siéger au comité directeur de la Fédération ; puis, après la réforme des statuts d'octobre 1968, ce sont trois représentants par club qui intègrent le nouvel organe souverain, le Conseil fédéral, aux côtés des députés, sénateurs et responsables des fédérations départementales.

Les Clubs P&R pallient en partie la faiblesse militante des Républicains indépendants, parti de cadres si l'on suit la typologie de Maurice Duverger ; ils sont bien une pièce dans le dispositif construit petit à petit par Valéry Giscard d'Estaing pour conquérir le pouvoir<sup>640</sup>. La CIR remplit le même rôle pour François Mitterrand, qui ne bénéficie pas du relais d'un parti puissant, l'UDSR représentant un poids politique assez faible<sup>641</sup> : le réseau de clubs qu'est la Convention lui permet de disposer de ressources externes qu'il a pu utiliser dans le rapport de forces engagé avec la SFIO. Il en va de même, pour prendre un exemple plus récent, pour la Convention pour la VIème République, créée par le député socialiste Arnaud Montebourg.

## **2. Une ressource externe convertible en ressource interne**

Arnaud Montebourg, élu en 1997, acquiert une visibilité médiatique et politique grâce à une posture morale bâtie sur la dénonciation des institutions de la Vème République et surtout la volonté de faire traduire devant la Haute Cour de justice le chef de l'Etat alors en fonction, Jacques Chirac. Disposant d'une position assez

*surtout se recruter dans la haute fonction publique et le monde des affaires », Les sommets de l'Etat. Essai sur l'élite du pouvoir en France, Seuil, coll. « Points », 1977, p.172-173.*

<sup>640</sup> L'ancien président analyse ainsi le rôle des clubs P&R dans la campagne de 1974 : « *Les clubs ont joué un rôle considérable, parce que je n'ai jamais été en symbiose psychologique forte avec les partis politiques. Ces clubs n'étaient pas, à proprement parler, un parti politique. C'était une espèce d'association, des gens que réunissent des convictions communes et entre lesquels existait une solidarité fondée sur la bonne volonté. Mais ce n'était pas un parti. L'appareil était faible ou inexistant. [...] Ils avaient pour objet de susciter un réseau national à la fois de réflexion et de contact. Et je préférais que mes réunions, sur le terrain, fussent préparées par ces clubs – qui assuraient une diffusion plus large dans le milieu de la société civile, le milieu économique et social régional – plutôt que par un parti politique qui de toute manière était étroit et faible », cité in BERNSTEIN Serge, RÉMOND René, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Les années Giscard*, Paris, Fayard, coll. « Nouvelles études contemporaines », 2003, p.56.*

<sup>641</sup> Le parallèle entre les clubs P&R et la CIR est évident pour certains auteurs : on retrouve « *ce phénomène de personnalisation, ce poids prépondérant d'un leader dont le talent est incontesté à*

faible à l'intérieur du PS, il appuie sa posture contestataire par la création de la Convention pour la VIème République (C6R) en mai 2001, avant de publier l'année suivante *La machine à trahir*<sup>642</sup>.

La C6R se définit comme une association bien particulière : « *la C6R n'est pas un parti politique. Elle est un rassemblement de citoyens qui refusent la fatalité du désamour de la République et veulent exercer avec force et passion leur souveraineté* ». Elle endosse l'identité d'un club politique, mais dans un sens non traditionnel : l'idée de former une « *ATTAC des institutions* »<sup>643</sup> est avancée par ses fondateurs et adhérents. Arnaud Montebourg, qui entend se servir de cette ressource pour appuyer sa contestation intrapartisane, a eu l'intuition qu'il fallait refonder les modalités de l'engagement dans un contexte de crise du militantisme, en faisant reposer le succès de la C6R sur une adhésion souple, de type associatif, tout en poursuivant des objectifs bien politiques qui la différencient d'un mouvement social ; la création de la Convention a d'ailleurs lieu à l'Assemblée nationale, ce qui témoigne d'un lien étroit avec le niveau institutionnel de la vie politique.

De la même manière qu'ATTAC, les thèmes portés par la Convention se sont progressivement élargis et ne concernent plus seulement la question des institutions, ses travaux pouvant aborder les questions économiques ou culturelles. D'abord club d'experts, la Convention reçoit un afflux considérable d'adhérents, notamment après le 21 avril 2002, ce qui l'amène à procéder à une refonte de ses statuts, qui se traduit notamment par la suppression du collège des fondateurs et la mise en place de comités locaux chargés d'assurer la diffusion du discours de la C6R : l'organisation s'adapte ainsi aux nouvelles exigences induites par l'élargissement de sa base militante.

La C6R constitue un point d'appui pour Arnaud Montebourg, en rassemblant des militants qui souhaitent renouveler les pratiques politiques, y compris à l'intérieur du Parti socialiste : dans ce sens, la création du courant « Nouveau parti socialiste » en octobre 2002 prolonge directement l'essor rapide de la C6R, les cas

*l'intérieur de son mouvement et qui sait réunir autour de lui une équipe d'hommes jeunes et dynamiques.* », COLLIARD J-C, *op.cit.*, p.332.

<sup>642</sup> Paris, Denoël, 2002. Le député y détaille ses critiques et ses propositions pour de nouvelles institutions.

<sup>643</sup> BARBONI Thierry, *La Convention pour la VIème République. Une ressource pour la contestation infra partisane d'un homme politique*, mémoire de DEA de l'université Paris I, 2003, p.56.

de double appartenance étant fréquents<sup>644</sup>. Occupant initialement une position relativement faible dans le parti, le député socialiste en tire argument pour se présenter comme un franc-tireur, ce qui lui permet de mobiliser des soutiens externes ; ceux-ci lui permettent ensuite de nouer des alliances en interne (avec Vincent Peillon et Julien Dray) et de mieux s'insérer dans les luttes de courants qui rythment la vie du PS. Ce processus rend malaisée la définition exacte de la nature de la C6R, organisation qui se veut distincte des formes d'engagement traditionnelles mais qui en même temps concourt aux luttes de pouvoir à l'intérieur du PS<sup>645</sup>.

La position de la Convention apparaît donc comme intermédiaire, entre le système politique et la société civile : la tendance de ses adhérents à se considérer proches du mouvement social<sup>646</sup> s'accompagne d'un phénomène d'acculturation politique lié à la proximité partisane de nombreux membres avec le PS, sans que cela entraîne une allégeance automatique. Il s'agit d'un mécanisme subtil, par lequel les adhérents ont l'opportunité de « basculer » dans l'organisation partisane via le NPS, sans qu'il y ait dissonance, car si la C6R se veut indépendante, elle encourage ses membres à s'investir dans les partis : le « pluralisme participatif »<sup>647</sup> permet de surmonter ces contradictions. On peut suivre Thierry Barboni lorsqu'il qualifie la Convention d'organisation « *de transition* » ou « *de l'entre deux* », qu'il définit comme « *une organisation politique visant à convertir, dans un premier temps, des simples opinions politiques en soutiens politiques latents au profit d'un projet politique et susceptible, dans un second temps, de susciter le passage de ses membres d'un état de soutiens politiques latents à celui d'un engagement au sein d'une organisation partisane* »<sup>648</sup>.

La même analyse peut être appliquée à la CIR, qui est mobilisée par François Mitterrand pour compenser sa position relativement faible dans les années 1960,

---

<sup>644</sup> Thierry Barboni remarque que les adhérents de la C6R évoquent avec réticence ce sujet, l'engagement dans un parti cadrant mal avec la valorisation d'un engagement distinct des partis ; de plus, cela risque de renforcer les critiques qui voient la C6R comme un simple instrument au service d'Arnaud Montebourg.

<sup>645</sup> Ce problème d'identité a bien été compris par Arnaud Montebourg, qui cherche dans ses discours à dissocier la C6R du PS : « *Nous ne sommes pas le PS, ni l'une de ses annexes, appendices ou écuries.* », *Le Monde*, 19/11/2002. Un adhérent déclare lors un des entretiens : « *On est dans la société civile, dans le mouvement social, je sais pas...* », cité in BARBONI Thierry, *op.cit.*, p.120.

<sup>646</sup> On peut noter que dans la foulée du 21 avril 2002 et de la vague d'adhésions qui s'ensuit pour la C6R, un poste de vice-président chargé de la vie associative et citoyenne est créé.

<sup>647</sup> Au sens où il existe différents types d'engagement au sein de la Convention, certains se consacrant uniquement à l'association, d'autres choisissant de doubler leur adhésion d'un engagement supplémentaire dans le NPS (ou une autre organisation politique), l'intensité de ces différents types d'engagement étant elle-même variable.

<sup>648</sup> *Ibid.*, pp.121-122.

l'appartenance à l'UDSR n'étant pas suffisante pour lui permettre de jouer un rôle central dans la recomposition de la gauche socialiste<sup>649</sup>. On reviendra plus en détail sur la CIR, dont la fonction a été de préparer la réintégration de militants déçus par la SFIO dans un Parti socialiste rénové (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie). Les deux Conventions partagent un autre point commun : le rôle prépondérant d'un leader.

### ***B. Entre allégeance et autonomie***

Les structures non-partisanes utilisées par des leaders comme ressources dans le jeu politique mêlent étroitement leur destin avec celui de leur dirigeant (1) ; cependant, des phénomènes de contestation interne ne sont pas rares, d'autant plus que la préservation d'une certaine autonomie est nécessaire pour que l'organisation ne soit pas assimilée aux formations politiques traditionnelles (2).

#### ***1. La forte identification de l'organisation à son leader***

Les structures non-partisanes dont il est question ici sont très proches du système partisan car elles sont dévouées dans une large mesure à un leader qui compte tirer parti de la capacité d'attrait de l'organisation pour étoffer son réseau de soutiens et s'imposer éventuellement dans la compétition intrapartisane. La relation entre le « chef » et le mouvement est certes à double sens puisque le charisme du premier augmentera les chances de recrutement du second, mais le mouvement reste avant tout un *instrument* au service de la carrière du leader<sup>650</sup>.

Le leader n'est pas forcément le dirigeant direct de l'organisation : si c'est le cas de la C6R et de la CIR où Arnaud Montebourg et François Mitterrand occupent le premier plan, Valéry Giscard d'Estaing délègue pour sa part la responsabilité des Club Perspectives&Réalités à un fidèle, Jean-Pierre Fourcade, ce qui permet de renforcer l'image de ces clubs comme émanation de la société civile. Il intervient néanmoins en 1981 pour trancher un différend opposant Jean-François Deniau à Jean-Pierre Fourcade, ce qui montre l'importance qu'il accorde au mouvement. Le cas des Clubs P&R révèle une fidélité sans faille à Valéry Giscard d'Estaing : ils se prononcent pour le « non » au référendum de 1969, contribuant ainsi au départ du

---

<sup>649</sup> Danièle Loschak écrit : « François Mitterrand n'a pas derrière lui l'infrastructure nécessaire qui constitue l'appareil d'un parti. C'est donc parmi les conventionnels qu'il va trouver des troupes et un état-major pour sa campagne. », *La CIR...*, *op.cit.*, p.18.

<sup>650</sup> Dans ce sens, Danièle Loschak estime que le leadership de François Mitterrand « sert à la fois l'intérêt personnel et l'intérêt collectif de la Convention : le premier y trouve une tribune et des troupes dévouées pour ses entreprises ; la seconde voit son audience et son influence accrues grâce à la présence en son sein de François Mitterrand. », *ibid.*, p.76.

général de Gaulle ; ils produisent des argumentaires et des propositions pour les candidats qui se présentent sous l'étiquette des Républicains indépendants aux élections tant locales que nationales ; ils popularisent l'ouvrage écrit par le président de la République (*Démocratie française*). Les Clubs P&R sont un élément essentiel du dispositif giscardien, et tentent d'œuvrer à sa réélection en 1981 : la défaite du président sortant les affectera fortement puisqu'on ne trouve plus de documents relatifs à leurs travaux après cette date.

De la même manière, la CIR est un instrument essentiel dans le combat que mène François Mitterrand pour conquérir à terme la direction de la famille socialiste : si elle soutient la candidature de Gaston Defferre, l'échec de ce dernier lui permet de prendre un rôle de premier plan dans l'espace des clubs et d'œuvrer à promouvoir la candidature de son leader. Ce dernier jouit d'une très forte légitimité au sein de la Convention : on peut noter le fait que le principe d'une rotation systématique au sein des organes dirigeants, adopté au début de l'année 1968, n'ait pas été appliqué, consacrant ainsi le mainmise de François Mitterrand et de ses fidèles sur l'organisation.

Cependant, des dissensions peuvent apparaître à l'intérieur de ce type de structures, par exemple à des moments où la stratégie du leader paraît contestable.

## ***2. Les vellétés et nécessités d'une marge d'autonomie***

Le lien étroit entretenu entre le mouvement et le leader peut susciter la critique des adhérents, qui sont venus chercher dans cette forme d'engagement une alternative aux partis traditionnels et répugnent à voir leur club ou mouvement assimilé à une écurie présidentielle, à un simple instrument au service du leader. Dans le cas de la C6R, certains propos recueillis par Thierry Barboni témoignent de ce besoin de dissociation :

*« Le fait que cela serve Arnaud Montebourg, cela ne veut pas dire que c'est au service, c'est très différent, c'est-à-dire que vous dites aux gens que la C6R est au service d'Arnaud Montebourg, cela ne passera pas »<sup>651</sup>.*

L'évolution de la Convention vers une organisation de plus en plus militante ne va pas sans souligner les contradictions dues à son positionnement bien particulier : à la fois organisation proche du mouvement social et « tête de pont » vers le NPS, la

---

<sup>651</sup> Fernand, adhérent de la C6R, cité in BARBONI Thierry, *op.cit.*, p.126.

C6R doit maintenir un difficile équilibre entre le soutien au député socialiste et une identité de type associatif. La participation d'Arnaud Montebourg à la Convention peut donc être interprétée à la fois comme une *contrainte* et une *opportunité* pour l'organisation, certains adhérents s'inquiétant de la personnalisation du mouvement<sup>652</sup>. Il y a plusieurs types d'engagements au sein de la même organisation : l'un des profils que l'on trouve au sein de la Convention est celui d'un adhérent à la recherche de rétributions morales et nourrissant une vision désintéressée de la politique qui le conduit à se méfier des risques induits par la domination charismatique d'Arnaud Montebourg.

L'un de ces risques est le manque de visibilité propre de la Convention, dont le nom est toujours évoqué en même temps que celui du député, mais rarement seul. Une partie des adhérents considère la médiatisation d'Arnaud Montebourg comme un mal nécessaire ; d'autres souhaitent que l'image de la Convention soit dissociée de celle de son leader : on voit que la conversion des ressources externes en ressources internes – qu'opère le député socialiste en se servant de la C6R pour contourner le jeu interne du PS – pose problème par rapport aux attentes des adhérents, en quête d'une identité politique propre. Les adhérents les plus récents insistent sur le niveau local de leur action, se sentant plus proches d'un mouvement tel qu'ATTAC : la personnalité d'Arnaud Montebourg peut ainsi devenir un point d'achoppement dans les débats internes et il doit ménager l'indépendance de la Convention, tout en continuant malgré tout à s'en servir ; sa position demeure en effet fragile à l'intérieur du parti, bien qu'il entre à la direction nationale après le congrès de Dijon en 2003. On voit que la stratégie de contestation menée par Arnaud Montebourg repose sur un subtil équilibre et sur un système d'échanges croisés entre la société civile et le niveau institutionnel de la politique, entre la C6R et le NPS.

La Convention des institutions républicaines, soutien précieux de François Mitterrand, n'a pas été un mouvement monolithique : des dissensions y sont apparues, malgré une forte cohésion interne. La recomposition de la gauche étant dans les années 1960 complexe et multiforme, la stratégie de François Mitterrand a parfois été remise en cause. Cette contestation n'a pas eu immédiatement lieu après la crise de 1968, les critiques lancées contre le président de la FGDS ayant plutôt pour effet de resserrer les rangs à l'intérieur de la Convention ; en revanche, après

---

<sup>652</sup> « Arnaud Montebourg n'est pas un messie et la démocratie n'a pas besoin de messie », Béatrice,

les congrès d'Alfortville et d'Issy-les-Moulineaux, certains adhérents de la CIR commencent à douter de la stratégie de leur leader, qui paraît isolé au moment où le parti socialiste semble procéder à une réelle refondation<sup>653</sup>. François Mitterrand, affaibli, se retrouve en effet à l'écart du dialogue qui se noue entre le NPS et le PCF, et dénonce la forme des négociations, trop hâtives selon lui : pour lui, la mutation de la première formation de la gauche non-communiste n'est qu'un leurre car « *la même équipe continuait à pratiquer les mêmes méthodes et poursuivait la même politique* »<sup>654</sup> ; ce discours ne convainc pas tous les militants, dont une partie choisit de rejoindre d'emblée le NPS. Certes, cette situation ne durera qu'un temps : la CIR se « réveille » peu à peu, rivalisant avec le NPS sur le plan idéologique en adoptant lors de ses 14èmes assises un *Contrat socialiste* qui se veut clairement un programme de gouvernement comparable au *Plan d'action socialiste* et dont la tonalité politique est d'ailleurs plus radicale.

Cet exemple illustre le lien très fort qui unit ce type de structure non-partisane à son leader, puisqu'elle se fragilise au même moment où le destin de François Mitterrand paraît incertain. Les archives du fonds Guy Mollet conservées à l'OURS contiennent une pièce intéressante : il s'agit d'une note de la préfecture de police, qui montre que Guy Mollet suit de très près les divergences à l'intérieur de la Convention. L'on y apprend que François Mitterrand est contesté par le courant « Front socialiste » emmené notamment par Gisèle Halimi, qui critique un « *comportement personnel et autocratique* »<sup>655</sup> : ce courant dépose une motion aux 16èmes assises qui se tiennent en décembre 1970, motion certes repoussée mais qui traduit les limites de l'emprise de François Mitterrand<sup>656</sup>.

Dans le cas des Club Perspectives&Réalités, la création de l'UDF en 1978 pose la question de leur articulation avec la majorité, l'adhésion à la nouvelle formation impliquant une révision des statuts :

---

adhérente de la C6R, *ibid.*, p.129.

<sup>653</sup> La position de la CIR à l'égard du congrès d'Alfortville est abrupte : « *Tout adhérent qui accepterait quelque fonction que ce soit dans le cadre de l'assemblée d'Alfortville aurait, de ce fait même, cessé d'appartenir à la CIR.* », *Le Monde*, 03/05/1969.

<sup>654</sup> Cité in MITTERRAND Gilbert, *L'influence des clubs de la convention des institutions républicaines sur le renouveau du parti socialiste*, mémoire de DES de science politique de l'université Paris I, 1974, p.61.

<sup>655</sup> Fonds Guy Mollet, AGM25, note de la préfecture de police, 16/12/1970.

<sup>656</sup> Charles Hernu, fidèle de François Mitterrand, dépose lui aussi une motion (favorable à l'élargissement de l'union de la gauche aux radicaux) mais la retire finalement.

*« Le Comité directeur a décidé de donner suite à cette proposition en estimant qu'elle s'inscrivait dans la tradition des relations privilégiées avec le courant Giscardien dans lequel s'inscrivent les Clubs Perspectives&Réalités. [...] Il a cependant décidé de maintenir, compte tenu de leur caractère spécifique, l'autonomie des Clubs qui [...] garderaient leur identité et dont les membres ne seraient pas, comme ceux des trois partis [fondateurs de l'UDF, NDA], ipso facto, membres de l'UDF ».*

Jean-Pierre Fourcade insiste sur la dimension de complémentarité entre les clubs et le « parti giscardien » : d'après lui, il faut que les clubs « *se renforcent et développent leur implantation et leur action pour recueillir en leur sein tous ceux qui, bien qu'ayant joué un rôle actif dans la campagne électorale, ne veulent pas pour autant s'engager dans un parti politique ou même directement à l'UDF* »<sup>657</sup>.

Après l'adoption des nouveaux statuts, les membres des clubs ne deviennent pas automatiquement membres de l'UDF : il leur faut adhérer individuellement ou via un des trois partis fondateurs, cette procédure étant très semblable à celle régissant l'adhésion à la FGDS pour les clubs de gauche d'ailleurs. L'autonomie des clubs est en tout cas farouchement conservée, et les rôles respectifs du parti et de ses satellites bien définis : en 1979, des clubistes sont présents sur la liste UDF aux élections européennes, « *mais [en] n'ayant pas d'exigences autres que la qualité finale de la liste, leur vocation n'étant pas de se transformer en parti politique* »<sup>658</sup>.

Les structures non-partisanes qui constituent une ressource pour un leader sont proches de l'action politique immédiate et sensibles aux évolutions de la position de leur chef : elles peuvent cesser brutalement toute activité si ce dernier paraît ne plus pouvoir rebondir et revenir sur le devant de la scène politique, à l'instar des Clubs P&R. Elles partagent également une série de traits communs avec ce que l'on peut nommer les structures de rénovation partisane.

## **§2 : Les structures de rénovation partisane**

Les catégories que l'on distingue ici ne sont certes ni rigides ni absolues : une structure « ressource pour un leader » peut en même temps être un outil de rénovation partisane ; cependant, la catégorie « structure de rénovation partisane » permet d'adopter un point de vue plus large et de s'intéresser aux structures non-partisanes qui visent à terme à s'intégrer à un parti, une fois celui-ci profondément

---

<sup>657</sup> *Informations et documents*, 3, avril 1978.

transformé. Leur spécificité tient tant dans le caractère transitoire de leur dissociation d'avec les partis (A) et dans leur fonctionnement, qui imite partiellement la forme partisane (B).

#### **A. Une dissociation transitoire**

La crise des organisations traditionnelles peut amener à différents types de réactions : soit une prise de distance par rapport aux structures partisanes, en se repliant sur le travail intellectuel (voir *infra*, Section 2), soit un « compagnonnage » critique qui refuse de faire l'impasse sur les enjeux politiques immédiats : le but final de ces organisations étant leur réintégration dans un parti (2), elles remplissent une fonction de maintien de la cohésion d'un groupe militant (1).

##### **1. Le maintien de la cohésion d'un groupe militant**

Les structures de rénovation partisane regroupent le plus souvent des militants déçus par leurs expériences passées, mais qui ne souhaitent pas pour autant abandonner leur engagement et se replier sur le pur travail intellectuel : au contraire, leur détermination à opérer des changements au sein du système partisan va être le moteur de leur action et garantir la cohésion interne des organisations en question.

Ainsi, le club des Jacobins, qui apparaît dès 1951, est largement composé d'hommes jeunes, déçus par le parti radical, appartenant à une « *génération animée d'un idéal de gauche qui, dans la réalité politique, a surtout connu des échecs : échec du Front populaire, échec du programme du Conseil national de la Résistance, poursuite, sous la IV<sup>ème</sup> République, d'une guerre coloniale et division de la gauche* »<sup>659</sup> : malgré l'échec de leur tentative de rénovation du PR, ils persistent à croire à la possibilité de transformer les partis politiques et s'engagent à cet effet aux côtés de la CIR ; ils insisteront d'ailleurs à l'intérieur de la Convention pour que les radicaux fassent partie de l'union de la gauche à venir (voir *supra*), restant ainsi attachés, malgré tout, à leur formation d'origine.

Ce n'est pas le cas de tous les mouvements : Objectif 72, qui regroupe principalement des dissidents du MRP, va s'éloigner de plus en plus de la mouvance

---

<sup>658</sup> *Informations et documents*, 12, avril 1979, p.27.

<sup>659</sup> DESRAMEAUX Gérard, *Le club des Jacobins, carrefour de la gauche démocrate et socialiste (1951-1972)*, mémoire de DES de science politique de l'université Paris 2, 1972, p.12.

démocrate-chrétienne, qui évolue selon lui dans un sens trop conservateur<sup>660</sup> : l'action au sein des Groupes d'action municipale va favoriser, au contact des militants du PSU entre autres, l'évolution du groupement vers la gauche, d'autant plus facilement qu'« *Objectif 72 apparaît dépourvu d'une mémoire collective, ou de références à une idéologie précise* »<sup>661</sup>. Les militants d'Objectif 72 se prononcent après 1968 pour une société socialiste, et n'hésitent pas à reprendre le terme de « lutte des classes » : ils n'auront aucun mal à s'intégrer au sein du PS après 1971, constituant même une des composantes de l'aile gauche de celui-ci<sup>662</sup>.

L'UGCS remplit également cette fonction de maintien de la cohésion militante : fondée par des militants du PSU qui rejettent la stratégie d'isolement de ce dernier, elle fait bloc derrière son leader Jean Poperen et se caractérise par la permanence de sa ligne d'action, visant à la fois la rénovation du parti socialiste et à la construction d'une alliance avec le PCF. On note que les militants de l'UGCS partagent une « culture minoritaire », s'étant souvent retrouvés, dans leurs organisations d'origine, en désaccord avec leur direction (certains d'entre eux avaient tenté de construire une opposition au sein du PCF), ou dans de petites formations protestataires (Parti socialiste ouvrier et paysan, Rassemblement démocratique révolutionnaire, Nouvelle gauche...) : cet « esprit de chapelle » facilite l'établissement de forts liens de solidarité. Face à ce qu'ils dénomment les tendances « centristes » ou « modernistes », au sein du PSU ou de la SFIO, les adhérents de l'UGCS entendent mener une action résolue pour œuvrer à l'union de la gauche sur des bases radicales, y compris en jouant le rôle d'intermédiaire entre le NPS et la CIR lorsque les relations de ces deux formations sont extrêmement tendues (au moment du congrès d'Alfortville notamment). La cohésion de l'UGCS se maintient dans le temps, puisqu'elle se transforme en Association d'Etudes, de Recherches et d'Informations Socialistes (ERIS) à la fin de l'année 1969, suite à son intégration dans le NPS. Elle

---

<sup>660</sup> Le leader d'Objectif 72, Robert Buron, « *s'oppose à l'hibernation du Mouvement [le MRP, NDA] proposée par Fontanet.* », *Témoignage chrétien*, 04/05/1967.

<sup>661</sup> HAOUDJI Gaëlle, *Un groupe d'études et d'action politique : Objectif 1972, Objectif socialiste, 1967-1974*, mémoire de maîtrise d'histoire de l'université Paris I, 1997, p.42.

<sup>662</sup> Il faudrait revenir en détail sur les profondes évolutions qui affectent les militants chrétiens durant cette période : à la faveur du vent de réforme qui souffle dans l'Eglise catholique, une partie d'entre eux opère un rapprochement avec les thématiques marxistes, comme on peut le constater à la lecture de certains périodiques, tels *Autrement*, « A gauche, ces chrétiens...groupuscules isolés ou mouvements d'avant-garde », n° 8, février 1977. Un des auteurs y expose les raisons économiques et politiques du basculement d'une partie de l'électorat chrétien vers la gauche (les incertitudes de la société industrielle, l'absorption des centristes par la majorité gaulliste, etc) et déplore l'hostilité d'une partie de la gauche traditionnelle, animée par une conception intransigeante de la laïcité. On peut aussi lire sur le sujet le travail d'Olga SEBOK, *Le rapport des catholiques de gauche à la politique*, mémoire de DEA de Systèmes politiques comparés de l'université Paris I, 1986.

a été selon Gilles Pudlowski une « *structure relais* », qui a permis à des militants de ne pas délaisser l'action politique en oeuvrant pour la réunification de la gauche<sup>663</sup>.

Ces organisations partagent un point commun, au-delà de la variété de leurs options idéologiques : elles visent à terme leur intégration dans le parti dont elles se sentent le plus proches, malgré toutes les critiques qu'elles peuvent lui adresser.

## **2. L'objectif de la réintégration dans un parti**

Les organisations que l'on évoque ici sont sans doute celles, parmi les structures non-partisanes, qui sont les plus proches de catégories plus traditionnelles abordées par la science politique, à savoir les courants et les tendances, à cette nuance près qu'elles en sont les *embryons*. En effet, elles vivent leur action en tant que club (ou autre appellation) comme *transitoire*, puisqu'elles nourrissent l'espoir de parvenir à rénover la formation politique avec laquelle elles ont le plus d'affinités idéologiques mais dont le fonctionnement ou la direction en place les maintient à l'écart, puis de l'intégrer éventuellement en tant que groupe organisé. On ne trouve guère de leur côté de projet de constitution d'une force autonome, distincte des partis politiques : elles acceptent au final la compétition telle qu'elle se déroule et ne se posent pas en alternative complète aux formations traditionnelles. Le cas d'Objectif 72 est à ce titre éclairant :

Dans une de ses publications, le mouvement définit sa vocation ainsi : « *Ayant refusé de s'engager dans les batailles électorales en 1967 et en 1968, Objectif 72 n'est donc pas un parti au sens traditionnel du mot. Il ne se contente pas non plus de mener à bien des études exploitées par d'autres et, implanté sur tout le territoire, voire au-delà, il associe les usagers à chacun de ses projets. Il ne peut être assimilé à la catégorie intellectuelle des clubs*<sup>664</sup>. *En fait, soucieux d'explorer les voies de l'action politique telle qu'elle sera comprise dans les décennies à venir, Objectif 72 s'efforce de provoquer l'apparition d'une espèce nouvelle d'animateurs politiques, insérés personnellement et collectivement dans la vie de la cité.* »

Les auteurs précisent que le mouvement se prépare aux échéances de 1972<sup>665</sup> tout en étant « *prêt, à tout moment, à se fondre avec les autres éléments socialistes dans le*

---

<sup>663</sup> L'auteur estime que « *l'UGCS a donc facilité l'intégration, et la réintégration, au sein de la Gauche traditionnelle, de militants de la Gauche nouvelle dont le regroupement s'était fait contre elle.* », *op.cit.*, p.126.

<sup>664</sup> On note ici encore la poursuite d'une stratégie de distinction à l'intérieur de l'espace des structures non-partisanes, avec une pique peut-être adressée au Club Jean Moulin et ses « *études exploitées par d'autres* ».

<sup>665</sup> Année qui aurait du voir se dérouler une élection présidentielle, si le général de Gaulle n'avait quitté le pouvoir en 1969.

*creuset d'une formation politique nouvelle* [souligné par l'auteur], *seule susceptible d'apparaître aux yeux de l'opinion comme le recours contre le régime gaulliste et son alternative* »<sup>666</sup>.

Objectif 72 critique lui aussi le fonctionnement des partis, mais se pose davantage comme un auxiliaire de ceux-ci, prêt à se joindre à la bataille politique dès que les circonstances seront réunies. Cela explique sans doute pourquoi le mouvement renoncera finalement à présenter des candidats lors des élections législatives de 1967, comme l'explique son leader Robert Buron :

*« Nous avons bluffé mais nous n'avons trompé personne et la décision prise finalement [...] de ne présenter aucun candidat est encore la meilleure façon de masquer notre échec au plan pratique. Nous n'étions pas prêts pour le combat électoral »*<sup>667</sup>.

Certes, ce renoncement est reconnu explicitement comme un échec par le mouvement, qui ne disposait pas des moyens matériels de tenter une aventure électorale ; s'ensuit d'ailleurs une période de remise en cause et de dissensions parmi les adhérents. Cependant, on peut avancer l'hypothèse que les structures de rénovation partisane sont davantage conscientes des limites de leur action que des organisations comme celles qui composent le groupe des assises de Vichy, animées d'une plus grande naïveté quant aux possibilités de faire évoluer rapidement les structures politiques françaises.

Il en va de même pour le club des Jacobins, qui reconnaît d'une certaine manière la position de surplomb des partis politiques :

*« Persuadés de l'utilité des partis politiques, de leur nécessaire coalition face à la droite quand ils appartiennent à la gauche, nous n'avons pas beaucoup, il faut le reconnaître, ce qu'il est convenu d'appeler l'esprit de parti ; le mot « parti » n'évoque-t-il pas trop le parti pris, le clan, la faction plus que le rassemblement »*<sup>668</sup>.

Le club met en garde à de nombreuses reprises contre les risques induits par une condamnation sans appel des partis politiques : *« Le club constate que les partis de gauche traversent actuellement une crise qu'ils n'ont pas réussi à surmonter, mais il*

---

<sup>666</sup> Objectif 72, *Vers l'objectif 72*, document ni daté ni paginé, vraisemblablement publié entre 1967 et 1970.

<sup>667</sup> Cité in HAUDJI Gaëlle, *op.cit.*, p.103.

<sup>668</sup> Cité in DESRAMEAUX Gérard-Michel, *op.cit.*, p.15.

*se refuse à faire le jeu du pouvoir en condamnant globalement et arbitrairement les formations traditionnelles* »<sup>669</sup>.

A la différence de Technique et Démocratie, qui a pu prôner dans certains écrits l'établissement d'un régime semi-autoritaire assis sur un rôle accru des scientifiques, les structures de rénovation partisane cherchent à améliorer les partis existants, en leur apportant des hommes et des idées neuves.

Il faut cependant nuancer le propos quant à leur désir d'intégration : ainsi, le club des Jacobins décide après le congrès d'Epinay de conserver une existence autonome, ses adhérents rejoignant le parti à titre individuel. De la même manière, l'Union des clubs pour la rénovation de la gauche emmenée par Alain Savary précise, un an avant de rejoindre le NPS, que les clubs doivent perdurer car ils « *permettent un renouveau permanent de la pensée politique [et] le phénomène de contestation permanente est à souhaiter car il force les dirigeants à maintenir leur efficacité, sinon ils risquent de se trouver remplacés [sic] par une équipe plus dynamique* »<sup>670</sup>. Néanmoins, on constate que l'activité des clubs décline fortement après l'adhésion de leurs membres à un parti, la poursuite de plusieurs activités de front n'étant pas chose aisée : on ne trouve plus de traces d'activités du club des Jacobins dans les années 1970 par exemple. L'UGCS est sans doute l'organisation qui conserve la plus grande cohésion, en poursuivant ses activités en tant que cercle de réflexion affilié au PS.

Cette attraction partisane produit des effets sur ces organisations : elles adoptent des modes d'action et de fonctionnement imitant ceux des formations politiques.

### ***B. L'imitation partielle de la forme partisane***

Ce mimétisme se traduit par deux phénomènes : d'une part, les structures de rénovation partisane n'hésitent parfois pas à franchir le pas de la participation électorale (1) ; d'autre part, elles adoptent un fonctionnement de type centralisé (2).

#### ***1. La participation électorale***

On pourrait penser a priori qu'une structure non-partisane se caractériserait par sa non-participation à la joute électorale, terrain d'action privilégié et monopole des

---

<sup>669</sup> Cité in OLIVER Vincent, *op.cit.*, p.245.

<sup>670</sup> Compte-rendu de la réunion du 15/02/1968, archives Alain Savary, 1SV14, 26/02/1968 (non paginé).

partis. La situation est cependant plus complexe et dépasse le simple cas des GAM, que leur nature de mouvement municipal prédisposait à utiliser le levier électoral : certaines organisations vont se servir de leur image de mouvement novateur, animé par des hommes jeunes, comme argument électoral. Le test des urnes va être un des éléments du rapport de forces engagé avec les partis, dans le cadre d'une stratégie ambitieuse puisqu'il ne s'agit plus uniquement de contester aux partis le monopole de la fonction programmatique mais aussi leur fonction de représentation, pourtant au cœur de leurs attributions.

La CIR, animée en partie par des hommes politiques chevronnés, recourt à ce moyen en tant que composante de la FGDS, négociant avec ses partenaires la répartition des circonscriptions lors des élections législatives de 1967 et de 1968 : les candidats « conventionnels » obtiennent de bons résultats en 1967, bénéficiant il est vrai d'une poussée générale de la gauche ; il n'en reste pas moins qu'ils obtiennent parmi les meilleurs résultats. A l'inverse, la Convention perd tous ses députés en 1968 (à l'exception de deux, dont François Mitterrand), ses candidats n'échappant pas à la débâcle de l'opposition. La CIR a opté pour ce tournant assez rapidement, les discussions portant sur les enjeux politiques nationaux et notamment la vie de la FGDS occupant la plus grande partie des assises du mouvement<sup>671</sup>. Roland Cayrol et Colette Ysmal estiment qu'après les 6èmes assises qui se tiennent en juin 1966, la CIR n'est plus un regroupement de clubs mais « *une formation politique qui se préoccupe d'efficacité immédiate, de recrutement, d'élection* »<sup>672</sup>. Il paraît difficile de contester l'évolution de la CIR vers la forme partisane, d'autant plus que certains de ses responsables assument explicitement ce statut<sup>673</sup>. Elle conserve certes un ancrage dans la sphère des clubs mais l'activité électorale absorbe désormais l'essentiel de son énergie, la dimension de réflexion et de rénovation doctrinale – à travers les colloques – cédant nettement le pas à l'action de terrain ; les productions intellectuelles de la Convention seront orientées par la concurrence avec le NPS, d'où la publication du *Contrat socialiste* en 1970, puis du *Contrat municipal* en 1971 pour faire pièce au *Manifeste municipal* du parti socialiste.

---

<sup>671</sup> Jean-Claude Vajou note à propos des 5èmes assises de la CIR : « *le phénomène le plus caractéristique de cette Convention aura été la relégation dans l'ombre des représentants des clubs. [...] Peut-on désormais affirmer que ces clubs [...] ne font de la politique que « latéralement » ? Ne sont-ils pas au contraire entrés corps et âmes dans la vie politique active ?* », cité in OLIVER Vincent, *op.cit.*, p.229-230.

<sup>672</sup> « La fédération et ses unanimités », art. cité, p.90.

La CIR choisit donc d'assumer complètement sa participation aux élections, ce qui découle de sa stratégie de confrontation avec la SFIO et le PR : sa position est bien plus claire que celle des autres clubs qui participent à la FGDS et lui permet d'exercer une influence décisive, d'où les critiques à son encontre, qu'elles viennent du Cercle Tocqueville, du Club Jean Moulin ou de l'UCRG. Numériquement moins importante, l'UGCS accepte aussi le test électoral<sup>674</sup> : les deux organisations sont durant ces années politiquement et stratégiquement proches, bien qu'issues de traditions différentes ; l'UGCS, néanmoins, continue à accorder de l'importance au travail doctrinal, en raison de la personnalité de son leader, Jean Popereen, davantage porté vers la théorie que François Mitterrand.

Les structures de rénovation partisane se distinguent ainsi des clubs de pédagogie civique par leur absence d'hésitation en ce qui concerne l'action politique immédiate, ces derniers se trouvant souvent fragilisés par leurs dissensions internes (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie). Ces différences se traduisent également sur le plan du fonctionnement interne.

## ***2. Un fonctionnement centralisé***

La prise en compte des enjeux politiques immédiats influe sur le mode de fonctionnement des structures de rénovation partisane, qui ont besoin de mécanismes de prise de décision efficaces : la démocratie interne y est certes respectée mais le rôle de l'exécutif est plus important que dans les organisations davantage tournées vers le travail intellectuel.

C'est particulièrement le cas de la CIR, dont l'organisation connaît plusieurs évolutions : on trouve parmi les structures centrales un « groupe permanent », élu par les conventions départementales. Le premier, formé en juin 1966, est caractérisé par la surreprésentation des clubs fondateurs (Jacobins, Ligue pour le combat républicain) et assez peu démocratique ; ajouté au fait qu'il élit le bureau politique et le secrétariat politique, on voit que l'emprise de François Mitterrand et de Charles

---

<sup>673</sup> Claude Estier déclare ainsi que la CIR est « *un parti, non pas comme les autres, mais au même titre que les autres.* », *La Croix*, 04/01/1970.

<sup>674</sup> Comme en témoigne une profession de foi de Colette Audry, candidate UGCS-FGDS dans le 9<sup>ème</sup> arrondissement de Paris en juin 1968. Intitulée « *Votez contre de Gaulle et l'OAS réunis* », elle développe une vision dramatique de la situation : « *Entre le vieux monarque cramponné à son trône et la masse immense des travailleurs en grève, de l'Université en révolte, ce sont les amis de Franco et des colonels athéniens qui ont servi d'arbitres. De Gaulle est allé à Baden-Baden et ils ont jeté*

Hernu sur le mouvement est nette<sup>675</sup>. Les années suivantes voient l'introduction du principe de l'élection au scrutin de liste majoritaire et l'adoption du principe de la rotation systématique au sein des organismes dirigeants, ce qui entraîne d'après Danièle Loschak un renouvellement important de l'équipe dirigeante « *puisque'il ne suffit plus d'avoir la confiance de François Mitterrand pour être élu* »<sup>676</sup>. Il faut nuancer cette affirmation, les élections internes ressemblant davantage à une ratification de la politique de la direction ; le principe de la rotation n'est quant à lui pas appliqué.

Le poids de « l'appareil » de la CIR reste cependant léger par rapport aux partis de gauche traditionnels ; les clubs locaux disposent d'une large autonomie : la Convention tire aussi sa force du réseau qu'elle tisse sur l'ensemble du territoire, en s'appuyant sur de petites structures qui ne lui sont pas forcément pleinement intégrées. Il n'en reste pas moins que, pour ce qui concerne les négociations entre états-majors et les décisions relatives aux investitures, l'échelon central joue un rôle déterminant et exerce une autorité incontestée sur l'ensemble de l'organisation.

La direction du club des Jacobins est assurée par un comité exécutif de sept membres élus pour deux ans par une assemblée ; il s'élargit rapidement jusqu'à atteindre vingt-six membres, non pas élus mais cooptés : là aussi, l'impératif d'efficacité l'emporte. On dispose en revanche de peu d'informations sur le fonctionnement de l'UGCS : la moindre importance de ses effectifs ne la pousse pas à l'adoption d'un fonctionnement rigide ; on note peu de dissensions en son sein, ses militants se caractérisant comme on l'a évoqué par leur cohésion et leur discipline.

Les « ateliers intellectuels » sont en revanche bien plus éloignés de l'action politique immédiate, ce qui a des incidences sur leurs modes d'action et de fonctionnement.

## Section 2 : Les ateliers intellectuels

Cette seconde catégorie est constituée d'organisations qui entendent accorder la priorité à l'élaboration de dossiers, à la réflexion de fond ; elles se montrent plus

*leur épée dans la balance. Prêts à « casser » du Français. Tout est clair maintenant : d'un côté le fascisme militaire et la réaction camouflée pendant dix ans. De l'autre la Nation.* », 14/06/1968.

<sup>675</sup> La présidence, théoriquement tournante, est d'abord assurée par Charles Hernu puis par François Mitterrand, sans discontinuer.

distantes – mais pas forcément en marge – des enjeux politiques immédiats. Elles contestent non pas la fonction de représentation des partis mais leur fonction programmatique, de deux manières : pour les structures d’expertise, les partis cèdent facilement à la démagogie et il convient de corriger l’irréalisme éventuel de leurs propositions (§1) ; au contraire, pour les structures de radicalisation idéologique, il s’agit de lutter contre toute forme de modération politique (§2).

### **§1 : Les structures d’expertise**

On a vu précédemment que la période allant des années 1980 à aujourd’hui avait vu la naissance de nombreuses structures non-partisanes souhaitant se positionner en marge des enjeux politiques immédiats : elles cherchent à se positionner sur le « marché des idées » bien plus qu’en soutien à telle organisation ou telle personnalité (A). Cette démarche s’appuie sur un discours valorisant le sérieux et l’objectivité des travaux produits, à tel point que l’on peut se poser la question de savoir si cette approche ne contribue pas à une certaine forme de dépolitisation (B).

#### ***A. La priorité accordée au travail intellectuel : un engagement en retrait***

Il faut revenir dans un premier temps sur la stratégie des ateliers intellectuels, qui cherchent à acquérir une visibilité dans la sphère des idées (1), puis d’étudier concrètement leur production (2).

##### ***1. Le positionnement sur le « marché des idées »***

Les ateliers intellectuels partent du postulat que l’on ne peut élaborer une véritable réflexion de fond et en même temps participer activement à la confrontation électorale, qui est non seulement coûteuse en temps mais qui *déforme* également le travail intellectuel puisque les candidats (y compris les candidats à l’intérieur d’un même parti, en cas de primaires) vont moins considérer le bien-fondé, la faisabilité, d’une idée ou d’une proposition que sa capacité à renforcer leur propre position, et notamment sa capacité à se distinguer des autres, comme l’avance Romain Prudent à propos des primaires du PS :

---

<sup>676</sup> LOSCHAK Danièle, *op.cit.*, p.61.

*« On a jugé que la question du leadership était une question qui verrouillait la réflexion sur la rénovation des politiques publiques, sur la rénovation du programme. Si vous ne tranchez pas la question du leadership, l'ensemble des questions de fond deviennent des enjeux stratégiques : « Machin a dit A sur ce sujet-là alors je vais dire B pour m'en distancer, pour pouvoir dire que c'est moi le plus moderne »...en gros, si je suis Ségolène Royal et que je dis « la gauche moderne, c'est pas mal », si je suis Bertrand Delanoë je vais dire que le libéralisme c'est encore mieux que ce que dit Ségolène, ainsi de suite...voilà le genre de débats sur lesquels on tombe et ça parasite toute la réflexion. On l'a vu au moment de la conception du programme en 2006 : en commission il peut y avoir des échanges de grande qualité, en interne, et puis après, quand les gens sortaient pour parler aux médias, les positions n'avaient plus rien à voir avec ce qui s'était dit : « le SMIC à 1500 euros ? C'est complètement pourri, c'est Fabius qui l'a dit ». « L'ordre juste ? C'est Ségolène qui l'a dit, c'est pourri ».<sup>677</sup>*

Par conséquent, il n'est guère question pour ce type d'organisation de se confronter directement aux partis, à l'image de ce qu'ont tenté les clubs politiques des années 1960. Les ateliers intellectuels vont plutôt tenter d'être des pourvoyeurs d'idées, espérant que celles-ci seront reprises par les partis, ce qui leur permettra de gagner en visibilité médiatique et à terme en influence politique. Pour Thierry Pech, cette influence n'est même pas directement politique mais plutôt culturelle :

*« Par votre existence, votre production, l'attention du public que vous attirez sur vous, par tous ces moyens vous êtes en mesure de changer les idées publiques, vous exercez une influence, peut-être moins directionnelle, moins facile à orienter et à situer, ce qui fait que nos analyses peuvent être reprises par des gens dont on ne partage pas la sensibilité »<sup>678</sup>.*

Les différents cercles de réflexion conçoivent la communication comme un véritable axe stratégique, ainsi que l'explique Romain Prudent : *« nous notre parti pris dès le départ c'est de dire qu'il y a beaucoup d'idées à beaucoup d'endroits mais qu'elles ne sont pas toujours visibles parce que la communication est négligée : une excellente idée, si personne ne la connaît, elle ne sert pas à grand-chose »*. Ils accordent une grande importance à la réception donnée à leurs publications, ce qui

---

<sup>677</sup> Romain Prudent est secrétaire général de Terra Nova. Entretien réalisé le 23/10/2009 (voir annexes).

<sup>678</sup> Entretien cité (voir annexes).

n'est pas sans rappeler les stratégies développées par les *think tanks* anglo-saxons, engagés dans une lutte féroce pour dominer le « marché des idées »<sup>679</sup>.

La République des idées est sans doute l'organisation française qui a le plus assumé cette démarche avec ses ouvrages destinés certes au grand public mais plus particulièrement aux décideurs, dans l'espoir de faire évoluer les bases du débat politique. Thierry Pech analyse ainsi le succès d'un ouvrage en particulier :

« Vous prenez un livre comme *Le ghetto français* d'Eric Maurin, il a énormément circulé dans les milieux politiques et il a fixé un modèle de compréhension de la ségrégation urbaine qui est devenu assez dominant. Certes, une idée se perd toujours dans des systèmes d'échanges et de circulation mais il a mis en cohérence à un moment donné avec une base argumentative assez objective des éléments d'analyse qui sont aujourd'hui des éléments de consensus. Je ne sais pas si quelqu'un dirait aujourd'hui comme les nationaux-républicains dans les années quatre-vingt-dix qu'en France il n'y a pas de ghetto et que les ghettos sont en Amérique. »

Il ne s'agit pas, dans cette démarche d'influence large, de viser un parti précis, mais d'être capable de mobiliser un réseau d'experts et de produire des notes, des propositions, des ouvrages, susceptibles d'avoir un certain impact médiatique. Les cercles de réflexion peuvent jouer un rôle d'intermédiaire entre plusieurs sphères sociales<sup>680</sup>, à l'image de la Fondation St Simon (voir *supra*, 1<sup>ère</sup> partie) : optant pour une stratégie d'influence diffuse, ils cherchent à intervenir au niveau de l'agenda public en soumettant des propositions aux milieux décisionnels, sans qu'il y ait à

---

<sup>679</sup> James Allen Smith note que « les efforts pour chercher des idées pour des livres et faire leur promotion après qu'ils soient publiés sont des préoccupations centrales pour ceux qui dirigent des organisations de ce type, tant leur marché des idées est, au niveau le plus basique, un problème de politique de vente de livres. », *The Idea brokers*, op.cit., p.191 (« Efforts to come up with appealing ideas for books and to promote them after they are published are central concerns of those who administer such organizations, for their marketplace of ideas is, at the most basic level, a matter of selling policy books. »).

<sup>680</sup> Thomas Medvetz écrit à propos de la figure de l'expert qu'il s'agit d' « une sorte de personnage intellectuel hybride qui répond à des manières d'être, à des compétences et à des critères uniques au sein de l'espace de la production intellectuelle. A l'image de leur position intermédiaire dans l'espace social, les experts combinent des compétences et des modes de perception contradictoires issus des différents univers sociaux que les *think tanks* traversent, relient et chevauchent : ceux de l'université, du pouvoir politique, de l'entreprise et des médias. », « Les *think tanks* aux Etats-Unis », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 176-177, mars 2009, p.90. Lucile Desmoulins, qui a travaillé sur le rôle des *think tanks* dans les processus de prise de décision extérieure, souligne à propos du cas français : « Certains chercheurs tirent leur épingle du jeu grâce à un activisme tous azimuts auprès des administrations et des médias. Ils bénéficient du statut exceptionnel de « *marginal-sécant* » oeuvrant à l'intersection entre universités, recherche, médias, administrations et élites dirigeantes. », *Think*, 2, janvier 2007, p.37. Voir la thèse de l'auteure, *Le rôle des think tanks dans les processus de décision de politique extérieure. Analyse comparée : Etats-Unis, Royaume-Uni, France*, thèse de l'université Paris 4, 2005.

surestimer leur rôle en la matière, comme on l'a vu dans le cas des *think tanks* anglo-saxons.

## 2. Les travaux des ateliers intellectuels

Les ateliers intellectuels utilisent différents types de supports utilisés par pour populariser leurs idées : en dehors des notes, destinées à réagir au plus près de l'actualité<sup>681</sup>, ils publient des rapports et des études traitant de sujets très variés :

- La République des idées se caractérise par l'orientation principalement « sociologique » de ses ouvrages, se fixant le rythme d'une dizaine de publications par an. On peut citer, parmi les ouvrages les plus connus du public, *L'insécurité sociale* de Robert Castel, *Le rappel à l'ordre. Enquête sur les nouveaux réactionnaires*, de Daniel Lindenberg<sup>682</sup>, *Le Capitalisme total* de Jean Peyrelevade, *Trois leçons sur la société industrielle* de Daniel Cohen ou encore *Les classes moyennes à la dérive* de Louis Chauvel.

La République des idées semble s'attacher à l'étude des maux de la société française, qu'ils soient politiques, économiques, culturels : les ouvrages cités ne s'arrêtent certes pas au simple diagnostic et formulent des propositions mais portent en général moins sur des enjeux politiques immédiats, comme c'est le cas de Terra Nova avec le « projet Primaire ». Comme l'exprime Thierry Pech, « *ce qui distingue la République des idées d'un certain nombre de think tanks français et européens, c'est sa grande distance par rapport à « l'opérationnalité » programmatique ou politique* »<sup>683</sup>.

- La Fondation Terra Nova. Son ouvrage le plus remarqué est incontestablement *Pour une primaire à la française*, écrit par Olivier Duhamel et Olivier Ferrand, qui ouvre le débat sur la refonte du mode de désignation du candidat du PS à l'élection présidentielle ; il est suivi l'année suivante de *Primaire. Comment sauver la gauche*, réunissant cette fois les plumes du président de Terra Nova et d'Arnaud Montebourg. On peut citer également *Pour un nouveau pacte territorial. Propositions pour une*

---

<sup>681</sup> Leur court format ne signifiant pas qu'elles ne contiennent aucune proposition de fond.

<sup>682</sup> Ce dernier ouvrage a suscité lors de sa parution une assez vive polémique dans les milieux intellectuels.

<sup>683</sup> Entretien cité (voir annexes).

*réforme progressiste des collectivités locales, L'Europe contre l'Europe, L'Etat pyromane* ou encore *Réformer les retraites : quelles solutions progressistes ?*.

On note ici le souci de Terra Nova de formuler des propositions directement applicables : sa plus grande proximité avec le PS (mais aussi avec Europe-Ecologie) la pousse à produire des idées susceptibles d'être récupérées rapidement dans les débats politiques, et notamment dans les débats internes à la gauche. Elle prend en quelque sorte la suite de la République des idées comme le formule Romain Prudent : « *la République des idées est finalement assez distante du politique, elle renouvelle profondément le diagnostic universitaire qui peut être porté sur la société française, elle ne va pas pousser jusqu'à la formalisation. Généralement il y a 3-4 pages à la fin des livres, un chapitre intitulé « Que faire ? », nous Terra Nova on est ces 3-4 pages, voilà le fil qu'on peut dérouler avec la République des idées* »<sup>684</sup>.

- L'Institut Montaigne. Il s'agit sans conteste de l'organisation la plus prolifique en matière d'études, les synthèses de ses nombreux groupes de travail débouchant sur la publication de « rapports » qu'il serait trop long d'énumérer d'une manière exhaustive ; on peut néanmoins citer *L'homme et le climat, Mieux gouverner l'entreprise, Mondialisation : réconcilier la France avec la compétitivité, Management public et tolérance zéro, Vaincre l'échec à l'école primaire, Les oubliés de l'égalité des chances* ou encore *Qu'est-ce qu'être français ?*. L'éventail des thèmes couverts par l'IM est impressionnant et témoigne de la grande vitalité du réseau d'experts qu'il mobilise : il entend bien être un véritable *think tank*, professionnalisé et performant. Le détail des propositions formulées révèle la profondeur du travail accompli, comme on le constate à la lecture du rapport *Comment déghettoïser les « quartiers »*. Un exemple concret : les *Bosquets à Montfermeil* : appuyé sur une enquête de terrain, il propose des mesures très concrètes pour améliorer les conditions d'existence dans ce quartier populaire, y compris dans le fonctionnement quotidien des écoles publiques de la commune (mise en place de classes d'excellence, revalorisation du traitement des enseignants, etc). Traitant aussi bien de sujets politico-économiques que sociétaux, l'IM veut fournir des solutions « clés en main » aux décideurs<sup>685</sup>.

---

<sup>684</sup> Entretien cité (voir annexes).

<sup>685</sup> On peut également citer le récent rapport de l'Institut intitulé *Adapter la formation de nos ingénieurs à la mondialisation*, paru en février 2011.

- La Fondapol. Elle traite également d'un grand nombre de sujets, mais avec une prédominance de thèmes internationaux, qui reflète son insertion dans les réseaux intellectuels européens<sup>686</sup> : on peut ainsi citer parmi ses travaux *Les Européens face à la mondialisation, L'exemple scandinave, modèle ou alibi ?*, *Débats intellectuels dans les pays anglo-saxons* ou encore une série de notes intitulée *Où en est la droite ?*, analysant l'état des forces politiques en Suède, au Danemark et en Italie. L'équipe de la Fondapol paraît idéologiquement assez variée :

*« Il y a de tout en fait à la Fondapol : Rouvrillois qui était contre le droit au logement opposable, Dominique Reynié de Sciences Po, on a même Raphaël Wintrebert qui a écrit sur ATTAC et le protectionnisme, donc voilà, la Fondapol est vraiment éclectique, on peut recueillir le point de vue de Rosanvallon, Gauchet, Slama, il y a vraiment eu une rupture avec la première période, je ne pense pas qu'on soit catalogués à droite ou à gauche... »<sup>687</sup>*

Les publications de ces ateliers intellectuels ont un impact médiatique et politique variable, selon qu'elles traitent ou non de sujets au centre de l'actualité politique ; elles peuvent contribuer à modifier l'agenda public, comme cela a été le cas, du moins au niveau du PS, du projet Primaire de Terra Nova.

Ce positionnement en marge amène à se poser la question de la pertinence de l'action des ateliers intellectuels : ne s'interdisent-ils pas toute chance d'exercer une influence sur le système partisan ? La publication d'études, de notes, la tenue de séminaires et de colloques, suffisent-elles à revivifier le débat démocratique ou contribuent-elles à une certaine forme de dépolitisation, en confiant aux experts le soin de définir les solutions à apporter aux problèmes contemporains ?

### ***B. Une approche dépolitisante ?***

Il ne s'agit pas ici de reprendre les critiques formulées par les militants des organisations politiques à l'encontre de cercles de réflexion qualifiés de « technocratiques », mais de s'interroger sur les effets induits par la nature de leur action. Certains clubs, à l'image de Politique autrement créé en 1986 par le

---

<sup>686</sup> Elle fait partie du « European Ideas Network », qui regroupe les fondations liées au Parti populaire européen.

<sup>687</sup> Entretien avec Mirka Ivanova (voir annexes). De la même manière, un éditorial de la revue *2050* affirme que la Fondapol « fait partie de ces creusets indispensables, trop rares encore, où rien de ce qui déplaît ou dérange n'est interdit ; où, loin des états-majors, des esprits libres peuvent trouver un espace de rencontre, de confrontation et de recherche. » [Ce combat] « n'est pas de gauche ou de droite, mais doit être partagé entre tous ces vrais républicains qui, eux, savent que nous avons changé de siècle et que nous n'avons que faire des préjugés d'anciens régimes », *2050*, 1, avril 2006.

sociologue Jean-Pierre le Goff, prennent le relais de clubs des années 1960 évoqués précédemment, tels Positions, qui ne se voulaient guère plus que des forums de discussion, permettant un dialogue entre des citoyens venant de différents milieux sociaux. Politique autrement se veut ainsi « *un lieu d'élaboration, de formation et de débat démocratique qui ne travaille pour aucun parti ni aucun groupe politique. C'est avec un esprit de recherche – et les conditions de liberté qu'il implique – qu'il entend étudier [...]. Le club rassemble des personnes venues d'horizons différents, au-delà des clivages partisans* »<sup>688</sup>. Il ne s'interdit pas de prendre position sur des enjeux de société mais son action vise avant tout à contribuer à la pédagogie civique, en organisant des débats et séminaires ; il vise « *la reconstruction d'un ethos démocratique par l'éducation populaire, le débat, ses prises de position et ses publications* »<sup>689</sup>. De la même manière, les cercles Condorcet, actifs entre 1987 et 1993, souhaitent « *réhabiliter une éthique politique [...], nourrir le débat de propositions nouvelles, sans lesquelles la démocratie serait réduite à des rites vides de sens ; définir les objectifs prioritaires pour réinventer une manière de vivre ensemble* »<sup>690</sup> ; ils ne sont « *ni centres de recherche ni assemblées chargées d'élaborer un programme de parti* »<sup>691</sup>. Ces deux clubs sont assez proches des organisations de pédagogie civique actifs dans les années 1960 : il s'agit d'éclairer les citoyens sur les enjeux contemporains, en revendiquant une pleine et entière indépendance vis-à-vis des partis politiques.

On retrouve ici une logique mise en avant par Citoyens 60, à savoir la formation de citoyens conscients et responsables. Mais, à la différence de ce dernier, il n'est plus question de s'engager en tant qu'organisation dans la vie politique, bien que l'engagement individuel des adhérents dans une organisation politique ou syndicale ne soit pas découragée. On pourrait adresser à ce type d'organisation le reproche de se cantonner à la spéculation intellectuelle, et, *in fine*, de contribuer à la dévalorisation de partis politiques déjà en crise. Ce type d'analyse, développée à l'époque de la première génération des clubs politiques<sup>692</sup>, paraît trop sommaire : même dans une forme comme celle de Politique autrement, c'est-à-dire éloignée des

---

<sup>688</sup> Présentation du club, <http://www.politique-autrement.org/spip.php?article382>.

<sup>689</sup> « Nos orientations », <http://www.politique-autrement.org/spip.php?rubrique8>.

<sup>690</sup> *La lettre des Cercles*, 1, 1988. On note que Stéphane Hessel et Jean Offredo, qui étaient engagés respectivement au Club Jean Moulin et à Objectif 72, ont participé à l'animation de ces cercles.

<sup>691</sup> *La lettre des Cercles*, 4, octobre 1988.

<sup>692</sup> Nombre d'auteurs de l'époque évoquent un phénomène de « dépolitisation », qui favoriserait le développement des clubs, lesquels alimenteraient à leur tour ce phénomène.

enjeux politiques immédiats, les ateliers intellectuels contribuent à créer et entretenir des lieux de discussion, des « agora citoyennes », libérées des contraintes occasionnées par la compétition intrapartisane ; le fait qu'ils n'agissent pas « sur commande » d'un courant ou d'une personnalité politique leur permet d'élaborer des propositions qui ne seront certes pas systématiquement reprises – celles des structures de rénovation partisane l'ont-elles toujours été ? – mais contribuent à enrichir à la fois le débat démocratique et la palette des solutions auxquelles peuvent recourir les gouvernants.

Comme on l'a évoqué à propos des clubs Citoyens, qui se situent dans la filiation des clubs Citoyens 60 (voir *supra*, 1<sup>ère</sup> partie), la stratégie choisie par la nouvelle génération de structures non-partisanes correspond à un changement de contexte par rapport aux années 1960 : la croyance dans la force transformatrice du volontarisme politique s'est atténuée, les idéologies sont davantage remises au question<sup>693</sup> ; d'où le développement de ces cercles de réflexion qui n'en remplissent pas moins une fonction de contestation du système partisan. Ils critiquent en effet à la fois la manière dont les partis remplissent leur *fonction programmatique*, mais aussi leur *fonction d'agrégation* des demandes sociales : en organisant ces débats, entre citoyens, d'approfondissement de sujets complexes et en formulant parfois des propositions politiques, les ateliers intellectuels pointent la déficience des partis quant à l'écoute des demandes sociales.

## **§2 : Les structures de radicalisation idéologique**

A l'opposé de la catégorie précédente, les structures de radicalisation idéologique estiment que la compromission et la modération sont les deux plus grands dangers qui guettent les formations politiques, notamment lorsque celles-ci parviennent au gouvernement. La contestation du rôle des partis est ici plus sévère : certains clubs, à l'instar du Club de l'Horloge, entendent jouer un rôle de tuteur ou de professeur ; ou encore, dans le cas de Printemps 86, remplacer le législateur (A). Le cas du GRECE est le plus extrême, en ce qu'il entend élaborer, complètement à

---

<sup>693</sup> Sur les difficultés de la gauche à s'adapter au déclin du paradigme « jacobin-marxiste », on peut lire la contribution d'Yvon THERIAULT, « La démocratie comme politique ? De la difficulté de penser le politique...à gauche », in MAHEU Louis, SALES Arnaud (dir.), *La recomposition du politique*, Paris et Montréal, L'Harmattan, coll. « Tendances actuelles/Politique et économie », 1991, p.69-92.

l'écart de partis qu'il tient en piètre estime, des valeurs politiques nouvelles destinées à poser les bases d'une nouvelle organisation sociale (B).

### **A. Eduquer, remplacer les partis ?**

Le Club de l'Horloge adopte dans les années 1980 une stratégie ambitieuse à l'égard des partis de la droite parlementaire : il se considère en effet comme un organe d'éducation de l'opposition, suspecte à ses yeux de ne pas avoir suffisamment rompu avec les idées keynésiennes et socialistes et de ne pas faire preuve d'une fermeté idéologique lui permettant de contester pied à pied la politique de la gauche et de revenir au pouvoir ; il entend combattre, par ses publications et conférences, les « influences réactionnaires » à l'œuvre dans l'opposition, qui tendent à préserver « les acquis de la social-démocratie »<sup>694</sup>. Il étudie de près l'évolution des idées libérales au sein de l'opposition : on remarque dans plusieurs de ses lettres d'information une rubrique intitulée « la notation de l'opposition », dans laquelle le club distribue bons et mauvais points ; ainsi, à la fin de l'année 1984, l'opposition est « en progrès, peut mieux faire »<sup>695</sup>.

Le CDH considère son rôle comme essentiel : il se veut tout à la fois pédagogue, agitateur, point de jonction entre les différentes familles de l'opposition, Front national inclus. Le séminaire politique organisé en mars 1985 sur le thème de l'immigration rassemble ainsi des orateurs qui représentent toute l'opposition : l'unité idéologique, dans l'esprit du club, doit précéder l'unité organisationnelle. Cette attitude de « tuteur » irrite parfois les sensibilités à droite, mais principalement de la part des personnalités critiquées par le club pour leur « mollesse », telles Philippe Séguin ; l'action du club est plutôt accueillie favorablement par les militants de droite qui cherchent une nouvelle orientation politique après la défaite de 1981.

L'analyse des thèmes abordés par le club fait apparaître plusieurs axes stratégiques majeurs et certaines inflexions, après l'abandon assez rapide de thèmes proches de ceux du GRECE<sup>696</sup> :

- Le premier est la critique du socialisme, dirigée à la fois contre les fondements idéologiques de cette doctrine et contre la politique menée concrètement en France

---

<sup>694</sup> *Lettre d'information*, 19, 4<sup>ème</sup> trimestre 1984.

<sup>695</sup> *Ibid.*.

entre 1981 et 1986 : le club pronostique « *la fin du socialisme* »<sup>697</sup>, « *l'échec du socialisme en Europe* »<sup>698</sup> ; le socialisme serait foncièrement incompatible avec la République<sup>699</sup> et proche, *in fine*, du fascisme<sup>700</sup>.

- Parallèlement, le CDH entend faire la promotion du libéralisme économique, plus précisément d'un « *libéralisme au service du peuple* »<sup>701</sup>, qui n'hésiterait pas par exemple à « *privatiser la Sécurité sociale* »<sup>702</sup>. Il n'y a guère que l'ALEPS qui consacre plus de place au thème des réformes économiques dans ses publications.

- Les considérations stratégiques et tactiques, ensuite, occupent une place importante dans le travail du CDH : il entend définir « *une stratégie municipale pour l'opposition* »<sup>703</sup>, en utilisant la métaphore du jeu de go, les élections municipales étant l'occasion de commencer à encercler les pions de l'adversaire « socialo-communiste ». Après la défaite de la droite aux élections de 1988, le CDH se livrera à une analyse serrée des causes de la débâcle dans *L'union de la droite est-elle possible ?*<sup>704</sup> : selon lui, la majorité de droite s'est fragilisée elle-même en refusant de dialoguer avec le FN et en recentrant sa politique après le désastreux abandon de la réforme du code de la nationalité devant le « *lobby de l'immigration* », alors que « *l'exemple de Madame Thatcher en Angleterre montre pourtant qu'il faut garder le cap avec fermeté, malgré les obstacles, pour réussir à long terme* ». Le club insiste inlassablement sur la nécessité, pour la droite, d'assumer ses valeurs, de centrer ses attaques sur le gauche, et, à la différence de l'ALEPS, d'assumer la thématique de l'identité nationale : à défaut, sa base sociale risque de se réduire à une clientèle de professions libérales et de chefs d'entreprise, ce qui ne peut permettre de parvenir à obtenir une majorité électorale ; « *la synthèse libérale, nationale et démocratique doit permettre à la droite de retrouver une assise populaire, comme le gaullisme avait su le faire* ».

<sup>696</sup> On pense ici à *La Politique du Vivant*, publié en 1979, qui aborde la question de la sociobiologie. Cet ouvrage contribue à amalgamer, dans les présentations journalistiques, le CDH à la Nouvelle Droite.

<sup>697</sup> *Lettre d'information*, 3, 1981.

<sup>698</sup> Titre de l'un des colloques du club.

<sup>699</sup> Un des premiers colloques du club a pour thème « L'Etat républicain face aux féodalités », qui dénonce notamment le pouvoir syndical, assimilé à une résurgence de l'Ancien Régime.

<sup>700</sup> « *Socialisme et fascisme, une même famille* », *Lettre d'information*, 15, 4<sup>ème</sup> trimestre 1983.

<sup>701</sup> *Lettre d'information*, 41, 1<sup>er</sup> trimestre 1990.

<sup>702</sup> *Lettre d'information*, 35-36, 4<sup>ème</sup> trimestre 1988.

<sup>703</sup> *Lettre d'information*, 12, 1<sup>er</sup> trimestre 1983.

<sup>704</sup> Publié par le CDH en juillet 1989.

- Cette préoccupation nationaliste se traduit, dans les publications du club, par la montée en puissance des thématiques de la sécurité et de la lutte contre l'immigration<sup>705</sup> : plus le CDH adopte une position critique à l'égard des partis de la droite parlementaire, plus il se rapproche des positions du Front national, que certains de ses membres rejoignent sans hésiter (c'est le cas d'abord de Jean-Yves le Gallou, puis d'Yvan Blot) ; cette évolution se fera au prix d'une marginalité croissante, le CDH étant beaucoup moins visible et actif dans les années 1990 et 2000.

Dans le même type de démarche volontariste, une organisation créée en 1984, Printemps 86, nourrit l'ambition d'élaborer un programme législatif à appliquer dès 1986, développant une analyse similaire à celle du CDH : « *si l'opposition gagne les élections législatives, elle n'aura que 90 jours pour engager des réformes législatives. Dans toutes les démocraties occidentales, l'« état de grâce » ne dure pas plus de trois mois* »<sup>706</sup>. Cette démarche traduit bien l'état d'esprit de l'époque, dans la mesure où les expériences anglo-saxonnes exercent une certaine fascination en France : les clubs aimeraient imiter les *think tanks*, Printemps 86 se proclame ainsi « *groupe privé de production politique* ». Des élus s'inquiètent de cette concurrence, l'un d'eux déclarant : « *A quoi sert le Parlement si tous les textes sont élaborés en dehors de ses instances ?* »<sup>707</sup>. Printemps 86 se distingue ainsi du Club 89, dont le président, Michel Aurillac, encadre l'action : « *il joue un rôle de précurseur, mais nous ne prétendons pas évidemment jouer au « shadow cabinet »* »<sup>708</sup>. Son influence réelle, à l'image des *think tanks* anglo-saxons, semble avoir été assez limitée : il a contribué, avec le CDH, à modifier les référentiels des hommes politiques, à élargir le « répertoire des possibles » ; il paraît en revanche difficile de leur attribuer un projet de loi en particulier. Printemps 86 cède la place à

---

<sup>705</sup> Les titres des lettres d'information sont éloquents :

- « *Terrorisme, criminalité, délinquance* » (16, 1<sup>er</sup> trimestre 1984)
- « *Réponses à l'immigration* » (20, 1<sup>er</sup> trimestre 1985)
- « *L'identité nationale* » (21, 2<sup>ème</sup> trimestre 1985)
- « *L'idéologie des droits de l'homme* » (33, 1<sup>er</sup> trimestre 1988)
- « *Antiracisme et identité* » (34, 2<sup>ème</sup> trimestre 1988)
- « *Qu'est-ce que la nation ?* » (40, 1<sup>er</sup> trimestre 1989)
- « *A-t-on le droit d'exclure ?* » (42-43, 3<sup>ème</sup> trimestre 1990)
- « *Nationalisme et cosmopolitisme : un nouvel ordre mondial ?* » (47, 4<sup>ème</sup> trimestre 1992)

<sup>706</sup> *Le Figaro*, 05/08/1985.

<sup>707</sup> *Ibid.*

<sup>708</sup> *Le Quotidien de Paris*, 03/10/1983.

une fondation, la Fondation Liberté, qui veut « *faire reculer l'Etat et l'Administration partout où cela est possible* »<sup>709</sup>.

Ces deux clubs sont d'essence parisienne, bien que le CDH ait pu disposer de quelques antennes en province dans les années 1980 : à Lyon au sein de l'université Lyon 3 ; à Aix-en-Provence, où le cercle local est dirigé par le vice-président du CNI ; à Rouen et Bordeaux de manière assez éphémère ; dans le Gard le cercle est dissous en raison de l'engagement monarchiste de son responsable ; à Nice pendant les mandats de Jacques Médecin – celui-ci soutenant ostensiblement les activités du GRECE également – mais l'activité décline après le départ du maire.

La position du GRECE est assez différente puisque ce dernier situe son action dans le long terme, les contacts avec les responsables des partis politiques sont bien plus limités.

### ***B. L'indifférence à la contrainte politique : le cas du GRECE***

Le GRECE est une organisation complètement à part, en raison de son idéologie et de sa stratégie d'action. Le groupement renvoie en effet dos-à-dos l'extrême-droite activiste et la droite parlementaire :

*« Une certaine droite s'épuise en groupuscules. Une autre, parlementairement forte, va toujours au plus pressé – c'est-à-dire aux prochaines élections. Mais à chaque fois, elle perd un plus de terrain. A force de jouer sur le court terme, la droite finit par perdre sur le long terme »*<sup>710</sup>.

Il est hors de question, pour le GRECE, de soutenir une personnalité politique ou un courant en particulier ; il ne s'agit pas non plus de rénover le fonctionnement interne des partis politiques : il situe son action à un niveau supérieur, souhaitant redéfinir les « valeurs » de droite, entreprise pour laquelle les partis ne sont d'aucune utilité :

*« Tout se passe en vérité comme si la droite avait perdu jusqu'au goût de se défendre [...]. Non seulement elle ne répond plus à l'adversaire, non seulement elle ne cherche plus à se définir, mais elle ne prête aucune attention au mouvement des idées, ce qui pourrait la conforter dans ce qu'elle est. Elle ignore les résultats*

---

<sup>709</sup> *Le Figaro*, 21/06/1986. Elle disposerait à sa création d'un budget de 6 millions de francs ; on ne dispose pas de traces de ses activités.

<sup>710</sup> DE BENOIST Alain, *Vu de droite*, Paris, Copernic, 1977, p.62.

*récents de l'éthologie, de la génétique, de l'historiographie, de la sociologie, de la microphysique* »<sup>711</sup>.

Le GRECE s'est considérablement éloigné des méthodes d'action classique de la droite et de l'extrême-droite : si Dominique Venner, futur animateur du groupement, défendait dans *Une critique positive* (1962), une stratégie « *contre-léniniste* », l'impasse de l'activisme conduit les « néo-droitiers » à préférer un positionnement en marge, axé sur un travail de réflexion très poussé, embrassant un nombre considérable de sujets, politiques, économiques, artistiques. Plus qu'un cercle de réflexion, le GRECE se veut une école de pensée :

*« En définitive, la comparaison qui me plairait le mieux, bien qu'elle soit fort immodeste, rapprocherait la Nouvelle Droite, non de l'Encyclopédie du XVIIIe siècle, à laquelle on l'a parfois comparée, non plus de la Révolution conservatrice, qui reste à mes yeux trop souvent prisonnière de son contexte historique, mais plutôt des grandes écoles philosophiques de l'Antiquité : celles-là aussi durèrent sur plusieurs générations, essaïmaient dans plusieurs nations et tentaient d'apporter une réponse globale – à la fois éthique, politique, religieuse – aux questions que se pose tout homme lorsqu'il est confronté au monde »*<sup>712</sup>.

Partant de ce postulat, le GRECE se consacre à l'approfondissement de ses thèses, en se souciant fort peu de savoir si elles vont à contre-courant des convictions des familles politiques dont il est malgré tout le plus proche : alors que la droite et l'extrême-droite françaises saluent la victoire de Ronald Reagan aux Etats-Unis, le numéro d'avril 1980 d'*Eléments* s'intitule « *Pour en finir avec la civilisation occidentale* » ; tandis que le numéro suivant heurte la sensibilité catholique dominante à droite en se consacrant au sujet de « *La libération païenne* ». Alain de Benoist n'hésite pas à développer des positions philosoviétiques, perturbant complètement les repères traditionnels de l'extrême-droite.

On observe ainsi une évolution idéologique nette, de la dénonciation de l'emprise du marxisme<sup>713</sup> à un anti-américanisme de plus en plus affirmé,

---

<sup>711</sup> *Ibid.*, p.17.

<sup>712</sup> CHAMPETIER Charles, « Pourquoi la Nouvelle Droite ? », *Eléments*, 1999 (texte accessible à l'adresse [http://www.grece-fr.net/textes/\\_txtWeb.php?idArt=246](http://www.grece-fr.net/textes/_txtWeb.php?idArt=246)).

<sup>713</sup> Les premiers numéros d'*Eléments* se prononcent *Pour la liberté de la culture* (1, septembre 1973) et contre *Le terrorisme intellectuel* (3, janvier 1974).

accompagné d'une critique très virulente du libéralisme<sup>714</sup>. Le GRECE brouille continuellement les pistes développant en même temps que ses théories élitistes des arguments *Contre tous les racismes*<sup>715</sup>, déniaient ainsi les accusations portées à son encontre. Traitant aussi bien de la sexualité<sup>716</sup> que de la condition féminine, de l'éducation, des régions, les travaux du GRECE sont très diversifiés et érudits ; sur le plan de la philosophie politique le groupement n'hésite pas à réexaminer l'héritage du marxisme<sup>717</sup> ou à adopter des positions proches de l'écologie radicale<sup>718</sup>. La revue *Krisis*, lancée par Alain de Benoist en 1988, approfondit les thèmes abordés dans *Eléments* et connaît une certaine audience dans les milieux universitaires.

Le caractère très intellectualisant des travaux du groupement a un impact sur sa composition sociale, où dominent les étudiants, les enseignants et les professions libérales, contrairement à l'image de mouvement de « cadres » qu'il se plaît à donner<sup>719</sup>. S'il se caractérise par une certaine hiérarchie dans laquelle les membres fondateurs prédominent, le GRECE n'est pas pour autant une organisation très centralisée : il compte en 1977 sept « unités régionales » nées de la fusion de plusieurs groupes de recherches antérieurs ou de l'étoffement de cercles locaux ; de plusieurs « délégations » dont l'implantation est récente ou superficielle, appelées à devenir des unités régionales ; il entretient des relations avec une vingtaine de cercles correspondants avec lesquels il aurait passé des « contrats d'association ». L'organisation n'est pas pour autant transparente, certains militants se plaignant d'une impression de flou quant aux directives de l'échelon national :

---

<sup>714</sup> Pierre Le Vigan met ainsi « Le marché en accusation », *Eléments*, 77, juin 1993.

<sup>715</sup> *Eléments*, 8-9, novembre 1974.

<sup>716</sup> Le GRECE se positionne pour une sexualité libre, permettant à l'individu de s'épanouir, irritant là aussi les sensibilités catholiques de la droite. Rappelons qu'il était également favorable à la loi sur l'avortement.

<sup>717</sup> *Libérons Marx du marxisme !*, *Eléments*, 115, hiver 2005.

<sup>718</sup> *Le localisme, réponse à la mondialisation*, *Eléments*, 100, mars 2001 ; *Le salut par la décroissance ?*, *Eléments*, 119, hiver 2006. Le journal *La Décroissance*, tribune de ce courant de pensée anti-productiviste, a mis en garde ses lecteurs contre les tentatives de récupération des idées « décroissantes » par la Nouvelle Droite.

<sup>719</sup> Anne-Marie Duranton-Crabol note à ce sujet : « *Il faut croire que les cadres appartiennent à l'imaginaire de la Nouvelle Droite : comme il est fréquent dans les partis politiques, elle s'efforce de donner d'elle-même une photographie conforme à ce qu'elle souhaite devenir. Et sans doute le GRECE voit-il dans cette catégorie, en plein essor dans la décennie 1970, le type de cette élite de décideurs qu'elle cherche à atteindre* », *Visages de la Nouvelle Droite...*, op.cit., p.143.

« Parfois, on se demande à quoi on sert...on se dit que parfois il n'y a que Paris qui sait réellement où l'on va. Nos chefs aussi, peut-être. En tout cas, nous on ne sait pas du tout »<sup>720</sup>.

La stratégie « métapolitique » du mouvement, jointe à une ligne idéologique difficile à suivre et à l'absence de consignes claires en ce qui concerne les rapports avec les partis politiques<sup>721</sup> peut expliquer en partie ce désarroi. Peut-être plus encore que dans les autres ateliers intellectuels, l'identification des cercles dirigeants du GRECE n'est pas aisée, plusieurs réseaux s'entremêlant, entre collaborateurs occasionnels des diverses publications, membres du comité de patronage de *Nouvelle Ecole*<sup>722</sup> et « compagnons de route ».

La Nouvelle Droite semble fonctionner davantage comme une nébuleuse que comme une mouvance soudée<sup>723</sup> : être lecteur d'*Eléments* ou de *Nouvelle Ecole* n'implique pas nécessairement que l'on soit adepte du GRECE en raison de la politique d'envoi gratuit de ces revues ; on peut adresser une lettre de remerciements au reçu de ces documents en prélude à un engagement plus poussé ; écrire dans *Nouvelle Ecole* ou dans *Eléments* sans pour autant appartenir au comité de patronage ; témoigner simplement de la sympathie pour le groupement ; figurer au comité de patronage mais en y ayant été inscrit d'office (c'est le cas de Raymond Bourguine) ; etc. Le GRECE, à l'image des autres structures non-partisanes, permet ce « pluralisme participatif », cet engagement « à la carte » pour ses adhérents et sympathisants.

Les ateliers intellectuels, qu'ils privilégient une expertise politiquement modérée ou la radicalité idéologique, se caractérisent par un fonctionnement plus souple que les structures de rénovation partisane, la proximité à l'action politique immédiate de ces derniers les poussant à adopter des mécanismes de décision

---

<sup>720</sup> Cité in DESBUISSONS Ghislaine, *op.cit.*, p.133-134.

<sup>721</sup> Jean-Claude Valla précise néanmoins en 1977 qu' « il serait inconcevable que des membres du GRECE s'affilient à des organisations collectivistes ou marxistes, ou encore à des mouvements professant un extrémisme qui est radicalement contraire à l'approche ferme, mais toujours nuancée et équilibrée des problèmes, constituant l'assise de notre démarche de travail », « Pour une renaissance », in *10 ans de combats pour une renaissance*, p.79. Le groupement semble donc décourager l'adhésion aux organisations de gauche ou d'extrême-droite. On n'a pas de traces de procédures d'exclusion liées à l'appartenance d'un membre à l'une de ces organisations.

<sup>722</sup> Une partie des membres du comité de patronage sont des étrangers : le GRECE a noué des liens à l'international, notamment avec l'Allemagne, l'Italie et la Belgique.

<sup>723</sup> Selon Anne-Marie Durantou-Crabol, « l'évaluation numérique de la zone d'influence du GRECE corrige donc l'impression de puissance qui se dégage de la lecture de tant de noms célèbres. C'est par la qualité de ses recrues et par le recours systématique aux pseudos que la Nouvelle Droite a

centralisés. Les ateliers intellectuels fonctionnent davantage sur le principe du réseau, mobilisant des compétences variées chez leurs adhérents, et n'exigeant pas forcément d'eux une collaboration continue. Leurs travaux, mus par le souci de l'objectivité ou de la fermeté idéologique, présentent l'avantage de ne pas être conçus directement pour servir un courant ou une personnalité politique : ils contribuent ainsi à l'enrichissement du débat démocratique.

### **Section 3 : Les structures transitoires de rassemblement**

Les structures non-partisanes remplissent également une fonction qui peut sembler moins directement politique mais qui n'est pas sans importance dans l'évolution du champ politique français : en constituant des espaces neutres, des interfaces de dialogue, elles peuvent contribuer à rassembler les clubs eux-mêmes (§1) ou des organisations politiques, ponctuellement ou à plus long terme (§2).

#### **§1 : Les tentatives de regroupement des clubs de droite**

Le « printemps des clubs » que l'on a évoqué à propos de la période qui suit l'alternance de 1981 occasionne plusieurs tentatives de regroupement des clubs politiques, qui espèrent ainsi faire entendre leur voix face aux partis de l'opposition. Les conférences et forums permettent aux clubistes de se rencontrer et d'affiner leurs propositions<sup>724</sup>, mais ils ressentent la nécessité de créer des organisations permanentes de liaison : c'est le cas de la Confédération pour une Nouvelle Opposition (CNO), lancée en janvier 1982, qui veut aider les clubs à survivre (le problème du financement se posant très fréquemment) et à se structurer, en soutenant également des candidats « labellisés » aux élections cantonales. Elle regroupe une soixantaine de clubs en octobre 1982, avec une position politique plus modérée que le CDH (et à plus forte raison la Nouvelle Droite, qu'elle condamne). Des manifestations plus ponctuelles ont lieu, telles que la « convention des cent clubs », organisée à l'initiative du Club 89 en octobre 1983<sup>725</sup>. Cependant, ces initiatives ne

---

*toujours compensé la faiblesse de ses effectifs* », *op.cit.*, p.164. L'auteur estime que le noyau stable de l'organisation ne compte pas plus de quelques centaines de personnes.

<sup>724</sup> On peut citer par exemple le forum « Alternative au socialisme » qui se tient en décembre 1981.

<sup>725</sup> On peut également citer les rencontres suivantes :

contestent pas de front le rôle des partis politiques en matière électorale, même si les responsables de la CNO estiment que l'opposition gagnerait à organiser son propre congrès d'Épinay.

La contestation la plus radicale va venir des Comités d'action républicaine (CAR), emmenés par Bruno Mégret, qui lancent la Confédération des associations républicaines (CODAR) en février 1983 : pour cette fraction de la famille des clubs, il faut se structurer en dehors des partis traditionnels, déchirés par leurs divisions et insuffisamment présents sur le terrain<sup>726</sup>. La CODAR s'appuie sur un élan clubiste réel, revendiquant 20 000 adhérents à la fin de l'été 1983. Selon elle, la crise de la gauche au plan intellectuel constitue une opportunité historique qu'il faut saisir :

*« Malgré les exhortations de Max Gallo, malgré les tentatives du journal Le Monde, les intellectuels de gauche qui tenaient avec arrogance le haut du pavé sont aujourd'hui désarçonnés, ils doutent et se taisent »<sup>727</sup>.*

L'opposition doit se montrer offensive et vigilante selon la CODAR, malgré les concessions faites en matière économique par la gauche au pouvoir. Les CAR, qui restent la principale composante de la Confédération, multiplient les propositions

- en novembre 1983, un « Festival de la liberté » est organisé par le Centre national des indépendants, le CDH, les CAR et le Club 89 (C89) ;
- en mars 1984 a lieu une réunion des « Associations de l'Opposition » à Versailles ;
- en mai 1984 est organisée une réunion commune entre le CDH, les clubs P&R, le C89, les clubs Avenir et Liberté et les CAR ;
- en juin 1985 une rencontre thématique sur l'immigration réunit les clubs P&R, Avenir et Liberté, les CAR et le C89.
- en mars 1987 se tiennent les « Etats généraux du libéralisme », organisés notamment par l'ALEPS, qui veulent alerter l'opinion sur « la dérive néo-socialiste » du gouvernement.

On constate l'existence d'une collaboration régulière entre les clubs de l'opposition, au-delà des logiques d'affirmation de chaque organisation : seule la commune hostilité au gouvernement de gauche assure cette unité, les divergences réapparaissant fortement après le retour de la droite aux affaires en 1986.

<sup>726</sup> L'une des premières réunions de la CODAR a pour thème « Libérons les associations » : ces dernières ont un rôle de premier plan à jouer dans la lutte « antimarxiste ».

<sup>727</sup> *Courrier des CAR*, 11, novembre 1983, p.1. Les CAR publient dans le même numéro les « 10 commandements de l'opposition » :

1. *Exister pour un projet autonome sans compromission avec celui de l'adversaire.*
2. *Défendre des valeurs et non des principes de gestion.*
3. *Agir pour l'avenir et non pour le court terme.*
4. *Enoncer les vrais problèmes au-delà des tabous et des idéologies.*
5. *Concevoir la politique au service de la société.*
6. *Refuser les querelles et les divisions entre alliés.*
7. *Ecarter tout arrangement tactique avec l'adversaire.*
8. *Rassembler les Français par la force des convictions et non par la tiédeur des compromis.*
9. *Traiter les Français en citoyens et non en simples électeurs.*
10. *Vaincre en suscitant l'adhésion et non en exploitant les mécontentements.* » (p.8).

pour renouveler la vie politique (réduction du mandat présidentiel, multiplication des référendums locaux et nationaux, organisent des séminaires de formation ; ils ne se veulent ni un club ni un parti mais

*« Un mouvement en prise directe sur l'opinion. « Valeur ajoutée » et « conscience » de l'opposition, ils ont aussi l'ambition d'être un aiguillon et un ferment de renouveau. [...] Etrangère au « caporalisme » des partis traditionnels et au « carriérisme » des professionnels de la politique, elle [la CODAR, NDA] a une double finalité : la reconquête et le renouveau »<sup>728</sup>.*

S'appuyant sur le vent de contestation qui souffle dans l'opposition, la CODAR décide d'organiser les premiers « états généraux de l'opposition » en février 1984, qui s'avèrent être un succès militant<sup>729</sup>. Bruno Mégret, alors dirigeant des CAR, a alors l'espoir de réussir à peser sur les états-majors des formations traditionnelles, les clubs espérant obtenir un certain nombre de places sur les listes électorales en vue des élections européennes.

On reviendra plus loin sur la capacité de résistance du système partisan face à la pression d'organisations périphériques telles que les clubs, les propriétés particulières des deux grands partis (le PS et le RPR devenu ensuite UMP) expliquant peut-être une plus grande latitude d'action pour les clubs de gauche (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie).

## **§2 : Dissidences, fragmentations et regroupements à la gauche de la gauche**

On a pour l'instant peu évoqué les structures non-partisanes situées à l'extrême-gauche de l'échiquier politique : cet espace politique, longtemps occupé par un PCF hégémonique et par une myriade de petites organisations (LO, LCR, PT, etc), n'a pas secrété de cercles de réflexion notables pour leur action autonome, tant le débat théorique était contenu à l'intérieur des frontières des organisations en question.

---

On note également dans ce numéro l'évocation des succès du Front national et de la thématique de l'immigration.

<sup>728</sup> *Courrier des CAR*, 12, février 1984, p.7.

<sup>729</sup> 18 mouvements sont représentés, rassemblant environ 3000 personnes. Les organisateurs affirment à cette occasion que « ces associations croient qu'il y a non pas un « ailleurs » mais un « à côté » qui demeure à explorer. », *Le Matin*, 15/12/1983.

Il ne s'agit pas ici de revenir en détail sur les multiples causes qui conduisent à l'affaiblissement électoral et militant du PCF<sup>730</sup>, mais de constater que la crise de ce parti ouvre de nouvelles opportunités pour des recompositions à la gauche de la gauche. Les dissidences qui se manifestent dès la fin des années 1970, notamment à l'intérieur de la fédération de Paris<sup>731</sup>, amènent peu à peu des pans entiers de l'organisation à se poser la question du *départ*, acte particulièrement lourd de sens au vu de ce qui signifie l'engagement communiste dans la vie des militants ; mais la logique de répression et d'exclusion continue à fonctionner à plein dans les années 1980 et décourage ceux qui espèrent encore parvenir à une rénovation interne du parti.

Ce départ ne va certes pas être immédiat : le mouvement des « reconstruc-teurs », emmené par Claude Poperen et Félix Damette, lance dans un premier temps un bulletin (*Reconstruction communiste*), dans lequel ils affirment croire encore aux chances d'une rénovation interne. Face aux exclusions et rétrogradations dont sont apparemment victimes les militants « reconstruc-teurs » à l'intérieur du parti, le mouvement tente de contourner les obstacles en organisant des rencontres-débats en partenariat avec la fondation AILES (association de recherche et d'initiative pour l'autogestion et le socialisme). Les reconstruc-teurs s'écartent de plus en plus du PCF, soutenant parfois des listes concurrentes lors des élections municipales de 1989. Le processus de défidélisation, comme dans le cas des militants du CERES, revêt des aspects contradictoires, les militants repoussant lors du congrès des reconstruc-teurs une motion proposant d'abandonner toute référence au la bel communiste : ils préfèrent adopter un appel visant à regrouper « *une maison commune des communistes et des autogestionnaires* »<sup>732</sup>. Les reconstruc-teurs continuent à espérer un redressement du PCF lors de son 27<sup>ème</sup> congrès mais se prononcent résolument pour « *une vraie politique unitaire, rassemblant toutes les forces de progrès, depuis la gauche du PS en passant par les alternatifs, les progressistes, les écolos de gauche* »<sup>733</sup>. A cette fin, ils entament des

---

<sup>730</sup> Les ouvrages traitant ce sujet sont nombreux : on pense notamment aux travaux de Bernard Pudal, dont *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1989.

<sup>731</sup> Pour une analyse détaillée des crises internes du PCF, voir DREYFUS Michel, *Le parti communiste français. Crises et dissidences*, Paris, Complexe, coll. « Questions au XXème siècle », 1990.

<sup>732</sup> *Reconstruction communiste*, 10, janvier 1990, p.7.

<sup>733</sup> *Reconstruction communiste*, 18, octobre 1990, éditorial.

discussions avec la LCR, le PCI (Parti communiste internationaliste), les Rouges et Verts, etc.

En 1991, les reconstituteurs finissent par reconnaître l'échec de leur stratégie initiale : « *Nous prenons acte : nous avons échoué dans notre tentative de reconstruire le PCF. Sans attendre, nous devons engager une dynamique de convergences pour la rencontre des forces de gauche qui veulent une politique alternative* »<sup>734</sup>. Ils vont donc choisir de tenter de s'allier à différents courants à la gauche de la gauche, rencontrant ainsi d'autres groupes qui oeuvrent à un rassemblement de ce type, dont les militants engagés dans le projet « Refondation » : des communistes dissidents, des socialistes, des écologistes, des républicains de gauche, veulent créer « *un vaste réseau de solidarité et de réflexion* »<sup>735</sup>. On observe en ce début de décennie un bouillonnement des forces se situant à la gauche du PS, à la faveur de la crise conjuguée des deux grandes formations de la gauche, des hésitations stratégiques des écologistes<sup>736</sup> et, dans une moindre mesure, du réveil de la gauche alternative<sup>737</sup>. Le projet « Refondation » se traduit par la tenue de rencontres nationales en novembre 1991, qui ne débouchent pas sur la création d'une organisation unie mais qui occasionnent de riches débats sur l'identité de la gauche et l'écologisme politique. Les forces en présence, pour variées qu'elles soient, partagent le constat qu'il faut renouveler leurs projets respectifs pour construire une alternative politique à terme<sup>738</sup>.

Le projet « Refondation » pose les bases d'un dialogue entre les différents courants, on a bien là l'exemple d'une interface, d'un espace neutre dans lequel plusieurs organisations peuvent se retrouver ; des groupes se forment sur l'ensemble du territoire et tiennent une assemblée en avril 1992, appelant à « *l'élargissement et la recherche de convergences les plus larges dans l'action et le*

<sup>734</sup> *Reconstruction communiste*, 23, avril 1991, éditorial.

<sup>735</sup> *Refondations*, 1, novembre 1991, p.1.

<sup>736</sup> Entre la ligne waechtérienne du « ni droite, ni gauche » et l'ancrage dans le mouvement social de la base écologiste, les tiraillements sont nombreux.

<sup>737</sup> L'héritage du PSU est revendiqué par l'Alternative rouge et verte (AREV), créée en 1989, qui représente lors de sa création une force militante non négligeable.

<sup>738</sup> Cette convergence entre dissidents communistes et socialistes en rupture a été également préparée à la fin des années 1980 avec la création par Georges Sarre, proche de Jean-Pierre Chevènement, du club Maintenant et Demain, qui se propose de renouveler le corpus de la gauche ; il organise en octobre 1989 un colloque intitulé « Rassembler à gauche », auquel participent Michel Rocard, Laurent Fabius, Jean-Pierre Chevènement, Pierre Mauroy. La charte du club affirme qu'« *il serait erroné de croire que l'affaiblissement de ses thèmes essentiels [les thèmes de la gauche, NDA], et l'efflorescence – jusque dans ses rangs – des valeurs et des mythes libéraux, relèvent d'une fatalité* », OURS, archives du club Maintenant et Demain, F641BD, p.1.

débat, l'approfondissement des idées et des solutions alternatives, la structuration du mouvement »<sup>739</sup>. Surtout, les « refondateurs » ébauchent une stratégie de long terme :

« Nous ne voulons être ni un parti politique obsédé par les calculs partisans, absorbé par les jeux politiques, figé dans des structures rigides, ni une force destinée à changer, à partir de l'extérieur, tel ou tel de ces partis [souligné par l'auteur], ni une machine électorale au service d'une stratégie présidentielle ou d'une aventure personnelle, quelle qu'elle soit »<sup>740</sup>.

Le projet des « refondateurs » se définit avant tout négativement, par rapport à des modèles qu'ils jugent inadaptés à une entreprise de regroupement de forces politiques : on note qu'ils semblent inclure dans leur rejet la stratégie de « groupe de pression » telle qu'elle a pu être employée par les clubs politiques. S'ils visent une transformation du système partisan, ils ne jugent pas utile de prendre position sur les enjeux politiques immédiats et vont plutôt chercher à aplanir les divergences entre les différentes composantes<sup>741</sup>. Malgré les hésitations et les divergences quant à la stratégie<sup>742</sup>, les adhérents de Refondation sont d'accord sur la nécessité de faire émerger un nouveau pôle politique et sur la critique de partis jugés dépassés : Refondation doit être la structure transversale, diverse et pluraliste qui doit permettre de dépasser les logiques d'appareils.

Le mouvement va se confronter aux enjeux électoraux à l'occasion des législatives de 1993 : en s'appuyant sur un texte intitulé « Engagement pour changer à gauche », Refondation entend « labelliser » des candidats qui s'engagent

---

<sup>739</sup> *Refondations*, 3, mai 1992, p.2.

<sup>740</sup> *Ibid.*

<sup>741</sup> Ce qui explique sans doute l'absence de prise de position sur le référendum de Maastricht, la question de l'Union européenne constituant un point de clivage potentiel, notamment entre le courant chevènementiste et la mouvance écologiste.

<sup>742</sup> Lors des assises de juin 1992, Max Gallo, proche du courant chevènementiste, conteste l'idée de « faire de la politique autrement » : « si nous entendons par là changer les contenus idéologiques, ouvrir des voies vers des objectifs nouveaux, se poser la question : comment amalgamer des participants à des couches sociales que rien ne lie entre elles, je suis évidemment d'accord. S'il s'agit d'imaginer [...] qu'on pourrait faire de la politique sans se poser de manière très concrète dans le champ du circonstanciel les questions de pouvoir, d'organisation, [...] alors je crois qu'il aurait une grande illusion. », *Refondations*, 4, juillet 1992, p.8. Une constante dans l'histoire des tentatives de regroupement de la gauche antilibérale est la difficulté à surmonter des profondes différences entre *cultures politiques* : aux divergences idéologiques s'ajoutent en effet des rapports très variés à l'organisation, au parti, au militantisme en général, une sensibilité « libertaire » présente chez les écologistes et les anarchistes s'opposant à une culture plus jacobine et centralisatrice, que l'on rencontre chez les chevènementistes, les communistes et une partie de l'extrême-gauche trotskiste. On ne peut que souligner la grande diversité militante qui règne dans cette portion de l'échiquier politique.

à œuvrer à la recomposition de la gauche<sup>743</sup>. Les résultats obtenus par les candidats « refondateurs » se révèlent assez décevants et très inégaux<sup>744</sup>. Le bilan tiré par l'assemblée générale des groupes locaux qui se tient en avril 1993 est quelque peu pessimiste et révèle des problèmes de perspectives :

« *Si Refondation a joué un rôle rassembleur, [...] quelles suites peuvent être données à l'Engagement dans une situation caractérisée par l'absence d'une volonté créatrice d'une politique collective, due sans doute au manque de grandes idées-forces mobilisatrices ? La place de Refondation ne doit-elle pas être dans un rôle transversal, dépassant les organisations de la gauche alternative, plutôt que dans la recomposition d'appareils politiques ?* »<sup>745</sup>.

Les militants semblent hésiter quant au degré de structuration nécessaire à une relance de Refondation, mais l'attachement à une organisation décentralisée recule devant l'impératif d'efficacité, d'où l'adoption d'une réforme des structures en 1993<sup>746</sup>. Les difficultés vont s'accroître en 1994 : le mouvement rédige un manifeste « Pour une nouvelle Union européenne » en vue de l'élection du Parlement européen à venir, mais ce dernier accélère la rupture entre les différentes composantes : le MDC est en désaccord sur le fond et refuse de discuter avec les écologistes, tandis que ces derniers, d'accord sur le fond, écartent l'hypothèse d'une liste commune. C'est un constat d'échec pour les refondateurs, qui ne désarment pas malgré tout<sup>747</sup>. Cependant, la dynamique semble s'être essoufflée, Max Gallo, Gisèle Halimi et Anicet Le Pors démissionnant de la coordination nationale. Refondation continue à essayer de faire le lien entre les différentes

---

<sup>743</sup> Le texte est signé par le MDC, la LCR, et par des personnalités comme Patrick Braouezec et Jean-Luc Mélenchon. Ces derniers œuvrent toujours aujourd'hui à la recomposition de la gauche antilibérale : le premier a quitté le PCF et a rejoint la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), créée en décembre 2008 ; le second, après avoir quitté le PS, a créé le Parti de gauche en février 2009, qui a constitué, en tandem avec le PCF et d'autres organisations, le Front de gauche (voir *infra*).

<sup>744</sup> Sur 255 candidats présentés, dont 85 au titre de l'Alternative démocratie socialisme (ADS, créée en 1992 par des dissidents du PCF) ou de l'AREV ; 80 pour la LCR, 50 pour le MDC, 30 pour les Refondateurs communistes, 1 pour la Gauche socialiste. La lisibilité de la campagne se trouve affectée par cette hétérogénéité.

<sup>745</sup> *Refondations*, 9, juin 1993, p.1.

<sup>746</sup> La réforme renforce le pouvoir de l'exécutif, bien que l'on soit encore loin d'un fonctionnement véritablement centralisé : le rôle des groupes locaux et des régions reste important.

<sup>747</sup> « *Une fois encore, Refondation ne jouera son rôle qu'en refusant de trancher entre les logiques partisanes* [souligné par l'auteur] , *et en continuant aussi longtemps qu'il le faudra à défendre l'idée d'un rassemblement large [...] récusant l'hégémonie de quiconque.* », *Refondations*, 15, mars 1994, p.1.

composantes de la gauche de la gauche, la perspective de l'élection présidentielle de 1995 paraissant être l'occasion de parvenir à une candidature unitaire<sup>748</sup>.

Une nouvelle structure de rassemblement va voir le jour en 1994 : la Convention pour une alternative progressiste (CAP), animée elle aussi par des militants socialistes, communistes, écologistes et trotskistes : Refondation ne disparaît pas immédiatement, partageant le même local que la nouvelle organisation, mais elle s'éteint peu à peu, les deux organisations faisant doublon quant aux objectifs. L'acte de décès est signé à la fin de l'année 1994 :

*« Notre mouvement a joué un rôle important de ce qui se fait à gauche depuis 1991. Sa volonté de dépassement et son rôle aujourd'hui, dans la mise en place de la CAP, notamment sur le plan local, est bien le signe qu'il a bien rempli – au-delà de ses limites – sa fonction »<sup>749</sup>.*

L'expérience de Refondation a d'emblée posé toutes les difficultés auxquelles peuvent être confrontées les structures transitoires de rassemblement : si elles parviennent à faire dialoguer et agir ensemble des organisations partisanes venant d'horizons divers, elles se heurtent, notamment lors des séquences électorales, à de sérieux problèmes, qu'il s'agisse de la répartition des circonscriptions, du fond du programme ou des suites à donner à un tel engagement, d'autant plus que le mode de fonctionnement relativement lâche qu'elles adoptent ne permet guère de trancher les différends. A cet égard, la tâche des structures transitoires de rassemblement à gauche paraît encore plus difficile que celle de leurs homologues de droite et d'extrême-droite, la CODAR n'ayant que peu souffert de telles divisions par exemple. Les expériences suivantes attestent de cette grande difficulté de la gauche antilibérale à se réunir (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie).

L'étude de la morphologie des structures non-partisanes permet de constater qu'elles jouent, malgré leur position périphérique dans le système politique, un rôle important, ce à plusieurs niveaux :

- Elles permettent à des individus que le militantisme traditionnel rebute de s'inscrire dans des structures souples et de valoriser leurs compétences spécifiques, intellectuelles notamment ; ceci parfois au prix d'un certain élitisme.

---

<sup>748</sup> Une réunion a lieu en ce sens le 27 mai 1994 entre l'AREV, l'ADS, Refondation, les Verts, la LCR notamment. Jacques Kergoat, dont on a déjà évoqué le rôle dans la création de la Fondation Copernic, soutient la démarche.

- Elles constituent un vecteur de maintien d'un courant politique lorsque celui-ci se retrouve en rupture avec son organisation d'origine.
- Elles contribuent, en contestant régulièrement le monopole des partis, à entretenir la richesse du débat démocratique : leurs propositions sont certes loin d'être systématiquement reprises, mais ne peuvent pas être complètement ignorées par les partis.
- Elles peuvent réussir, si elles fixent dès le départ clairement leur stratégie et leurs objectifs, à rénover efficacement les partis, à renouveler les enjeux de la compétition électorale, en apportant à la fois de nouvelles idées et un nouveau personnel politique.

Par ailleurs, les structures non-partisanes s'avèrent être des organisations spécifiques, à la fois distinctes des acteurs institutionnels que sont les partis et différentes des mouvements sociaux : en effet, leur répertoire d'action est bien moins protestataire, les colloques et les négociations au sommet étant préférés à la manifestation de rue ou à la pétition. La démarche des structures non-partisanes répond à une stratégie de contestation feutrée, et malgré un engagement distinct de celui à l'œuvre au sein des partis politiques, elles restent assez largement dans le cadre d'une participation politique « conventionnelle ». Il paraît ainsi difficile de relier le développement des structures non-partisanes à un « cycle de protestation »<sup>750</sup>, par exemple au cycle de protestation consécutif à Mai 1968 : leurs préoccupations et leur composition sociologique les amène à faire preuve d'une certaine distance à l'égard des mouvements sociaux multiples qui se créent alors, comme l'illustrent les réactions du Club Jean Moulin à l'égard des événements de Mai (voir *supra*).

Ce dernier point pose la question du *devenir* des structures non-partisanes : comment évoluent-elles dans le temps ? Survivent-elles à leur confrontation avec les partis politiques ? Il faut maintenant s'interroger sur l'impact réel des structures non-partisanes sur le champ politique.

---

<sup>749</sup> *Refondations*, 21, novembre-décembre 1994, p.5.

<sup>750</sup> Tel que défini par Sydney Tarrow : « Une phase de croissance des conflits dans un système social : avec une rapide diffusion de l'action collective des secteurs les plus mobilisés vers les moins mobilisés ; de rapides innovations dans les formes de la contestation, la création ou la transformation de cadres d'action collective ; une combinaison de participation organisée et inorganisée », *Power in Movement*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p.142.

## 3<sup>ème</sup> partie : Devenir

---

L'analyse du rôle des structures non-partisanes ne peut éluder la question de leur trajectoire d'évolution dans le temps : ces organisations périphériques par rapport au champ politique font-elles preuve d'une longévité comparable à celle des partis ou disparaissent-elles rapidement, en même temps que le contexte qui a favorisé leur émergence (voir *supra*, 1<sup>ère</sup> partie) ?

De nombreux clubs politiques ont eu une existence éphémère, soit qu'ils ont rencontré rapidement de graves problèmes financiers, soit qu'ils ne sont pas parvenus à agréger de nouveaux adhérents à leur noyau fondateur<sup>751</sup>. Un club meurt rarement à une date précise, à la différence d'un parti qui décide de se dissoudre ou de se fondre dans un ensemble plus vaste. Le plus souvent, c'est par un étiolement progressif de ses activités (raréfaction des colloques, moindre productivité des groupes de travail...) qu'une structure non-partisane commence à périr, pour finalement ne plus fonctionner du tout : le caractère peu formalisé d'un club influe ainsi également sur les conditions de sa disparition. A contrario, comme on le verra plus loin, la disparition d'un club n'est pas forcément synonyme d'échec et la réactivation de ses activités, même ponctuelle, n'est pas à exclure.

Il existe une grande variété de *trajectoires* des structures non-partisanes, qu'elles aient choisi un engagement aux côtés des partis ou des modes d'action plus éloignés des enjeux politiques immédiats : l'étude de ces trajectoires permettra de dire s'il est possible ou non de dégager des *lois générales* quant au futur de chaque catégorie (Chapitre 1). En ce qui concerne les *effets* de l'action des structures non-partisanes, ceux-ci sont placés sous le signe de l'ambivalence : si elles ont pu avoir de réels impacts idéologiques et/ou organisationnels, elles semblent rester confinées dans un espace semi-autonome, à côté de partis qui conservent malgré tout la main sur la conduite du jeu politique (Chapitre 2).

---

<sup>751</sup> Comme le suggère Loïc Blondiaux dans sa définition du club, voir *supra*, p.177.

## CHAPITRE 1 : DES TRAJECTOIRES VARIÉES

Il s'agit d'envisager ici le devenir des structures non-partisanes selon leur degré de proximité par rapport à l'action politique : peut-on déterminer les « chances de succès » d'une entreprise non-partisane à partir de ce critère ? On s'interrogera d'abord sur les garanties apparemment offertes par une proximité partisane assumée (Section 1), puis sur les risques qui découlent d'un engagement à la marge (Section 2).

### Section 1 : La proximité partisane assumée : une garantie de pérennité ?

Le choix d'un engagement clair et franc aux côtés d'un parti ou d'une famille politique, que ce soit en tant que « laboratoire annexe » (§1), ou, de manière plus autonome, en tant qu'organisation de combat politique (§2), semble assurer la cohésion des structures non-partisanes lorsque se pose la question de l'action politique directe : cependant, d'autres inconvénients en découlent.

#### **§1 : Les structures appendices**

Il s'agit ici d'organisations que l'on a évoquées sous le terme de « structures ressources pour un leader », qui acceptent délibérément leur soumission à un parti (A) et s'avèrent, corollairement, très dépendantes aux conflits qui le traversent (B).

#### ***A. Le statut accepté de laboratoire annexe***

Le Club 89, comme les Clubs Perspectives&Réalités ont reconnu dès leur création le rôle prédominant du parti dans l'orbite duquel ils se sont inscrits (le RPR pour le premier, les Républicains indépendants puis l'UDF pour le second), et se sont voués à l'élaboration de propositions ayant vocation à enrichir le programme électoral de ces formations. On a observé récemment la multiplication de ces structures dévouées à une personnalité politique ou étroitement liées à une

formation partisane, tant au PS avec le lancement du Laboratoire des idées<sup>752</sup> après le congrès de Reims en 2008 qu'au sein de l'UMP, où prolifèrent les clubs de soutien<sup>753</sup> (Le Chêne de Michèle Alliot-Marie, France.9 de François Fillon, Génération France de Jean-François Copé, LesIDées.fr de Louis Giscard d'Estaing, La Droite sociale de Laurent Wauquiez, Réforme et Modernité de François Goulard et Hervé Mariton).

Un des points communs à toutes ces organisations est qu'elles remplissent certes une fonction programmatique, mais en acceptant d'être instrumentalisées : il ne s'agit pas de remettre en cause les orientations du leader ou du parti mais d'affiner les propositions, d'assurer une meilleure écoute des revendications de la société civile. Le long terme se réduit ici aux prochaines échéances électorales et le contenu des publications s'en ressent fortement<sup>754</sup>. Il faut ajouter que les travaux de ce type de structures non-partisanes ont souvent un caractère discontinu, les périodes de mise en sommeil étant fréquentes, notamment lorsque les séquences électorales sont lointaines ; l'investissement personnel du leader dans l'animation du groupe joue aussi un rôle, et dépend de sa position selon les périodes : l'occupation d'une charge ministérielle, par exemple, peut le conduire à ne pas pouvoir accorder suffisamment de temps à ces activités annexes.

Il n'en demeure pas moins que la proximité partisane assumée par ces organisations les place relativement à l'abri des turbulences que peuvent connaître celles qui n'ont pas fixé dès l'origine les modalités de leur engagement en politique (voir *infra*) : les Clubs P&R ont fait ainsi preuve d'une longévité remarquable, en raison d'une articulation souple avec le parti giscardien<sup>755</sup>, tout comme le Club 89,

---

<sup>752</sup> A ne pas confondre avec le Labo des idées, créé en 2010 par Valérie Pécresse, ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, qui a organisé son premier colloque en juillet de la même année sur le thème « La crise et les collectivités territoriales ».

<sup>753</sup> On reviendra plus loin sur les différents types de mouvements associés à l'UMP et sur la distinction entre clubs et courants.

<sup>754</sup> Les clubs P&R publient ainsi en 1972 l'ouvrage *Imaginer l'avenir* (Grasset), qui s'attache à définir le « libéralisme social » : c'est l'ébauche du programme de Valéry Giscard d'Estaing ; les différentes publications du Club 89 dans les années 1980 sont thématiques – par exemple, *Libérer la communication*, *Dénationaliser : rendre les entreprises aux Français*, *Pour une nouvelle politique de l'emploi* – et préfigurent certaines propositions de la plate-forme électorale RPR-UDF de 1986. On peut nuancer l'affirmation en examinant la liste des groupes de travail du Laboratoire des idées du PS : à côté de groupes « connectés » à l'actualité (tels l'« Observatoire Obama » et l'« Observatoire Sarkozy »), on trouve des groupes plus « prospectifs », tels « La civilisation numérique » ou « La France et l'Europe ». Il faut néanmoins attendre de voir le résultat effectif des travaux de ces groupes.

<sup>755</sup> Les clubs veillent à leur autonomie constamment, les compétences des responsables du parti étant limitées : ainsi, le président de la fédération régionale « n'a aucune compétence hiérarchique

bien que les deux organisations soient aujourd’hui moins actives. Cependant, leur activité peut être compromise par les affrontements intrapartisans.

### B. La dépendance vis-à-vis des conflits intrapartisans

La proximité partisane présente deux inconvénients : les organisations en question peuvent être dépendantes du financement partisan d’une part, pâtir des affrontements entre tendances d’autre part. Les deux problèmes sont très souvent liés :

- Le Club 89. Très actif jusqu’en 1986, il connaît une période difficile après le retour de la droite au pouvoir : ses activités diminuent et un certain découragement se fait sentir ; cela a un lien direct avec la crise que traverse le RPR à cette période, qui affronte, tout comme l’UDF, la fronde des « rénovateurs »<sup>756</sup>. Philippe Séguin, qui s’oppose à la ligne voulue par Jacques Chirac et Alain Juppé pour le RPR, au point de soumettre une motion concurrente au congrès de 1990, est finalement exclu du Club 89. Le club, souffrant par ailleurs d’une image trop droitière au vu de sa fréquente collaboration avec le CDH, ne se réactivera que très progressivement sous la présidence d’Alain Toubon, qui parvient à maintenir une assise militante (6000 membres en 1991). Les conflits au sommet du parti ont eu ici des répercussions directes.

- La Fondapol. Elle entretenait à l’origine un rapport étroit avec l’UMP et a subi le contrecoup de l’élection de Nicolas Sarkozy à la tête du parti. Ce dernier, considérant sans doute la Fondation comme trop « chiraquienne », décide de baisser drastiquement le financement qui lui était jusque-là accordé par l’UMP, dans le cadre d’un plan général d’économies puisque tous les clubs et mouvements affiliés se voient imposer une baisse de 20% de leurs ressources au printemps 2005<sup>757</sup>. Il en résulte une rupture entre la Fondapol et la formation majoritaire, le financement provenant désormais davantage de Matignon et du secteur privé. Lors de la

---

*sur les Clubs, ni vocation à être un écran entre chacun des clubs et la Fédération Nationale, ni se substituer à elle », Informations et documents, 21, juin 1980, p.6. Les clubs P&R sont persuadés d’exercer une influence sur la majorité présidentielle : on note ainsi la présence d’une rubrique « Les propositions des clubs aboutissent » dans le numéro d’Informations et documents de mars 1980, dans laquelle les clubistes affirment que leurs propositions pour améliorer les relations entre l’administration et les usagers ont été reprises par le gouvernement.*

<sup>756</sup> Nom donné à un groupe de jeunes députés du RPR et de l’UDF qui entendent surmonter les divisions qui affectent la droite.

<sup>757</sup> Les sommes ainsi dégagées devant revenir aux fédérations.

campagne présidentielle de 2007, la Fondapol n'est pas réellement associée au travail de réflexion de l'UMP :

Répondant à une question sur le rôle de la Fondapol, Emmanuelle Mignon a ainsi déclaré : « *Aucun. Pour une raison très simple. Très franchement, je trouve que contrairement à ce qu'ils avaient annoncé, si vous prenez les contributeurs, c'est quand même très marqué à droite. Sur l'éducation, il n'y a que des idées traditionnelles de la droite, « Tout fout le camp, y'a plus d'école ». La deuxième raison, c'est une raison de basse politique : très clairement, ils ne roulent pas pour nous* ».

Pour Jean de Boishue, l'un des responsables de la Fondapol : « *Est-ce que nous avons fait le programme ? La réponse est non. Est-ce que nous fait bouger les lignes ? Personne n'en sait rien.* »<sup>758</sup>

- Les clubs de l'UMP évoqués précédemment ne prennent pas leur autonomie, et restent tributaires du bon vouloir de la direction du parti en ce qui concerne leur financement, avec des variations parfois brutales : le Chêne de Michèle Alliot-Marie voit ainsi son « allocation » passer de 95 280 euros en 2007 à 0 euros en 2008 ; la Convention démocrate – nouveau nom des Clubs P&R qui se sont associés à l'UMP – subit sur la même période une baisse de 85% de ses ressources ; à l'inverse, les mouvements jugés prioritaires pour l'élargissement de l'implantation du parti sont bien dotés, « les Progressistes » d'Eric Besson se voyant accorder une hausse de 100% (100 000 euros au lieu de 50 000) et France.9 de François Fillon une augmentation de 50% (60 000 euros au lieu de 40 000 euros, toujours sur la même période).

Il est évident que face à de telles variations, il est difficile de prévoir un programme d'activité à long terme pour ce type de petites structures : les rapports de force changeants entre courants et les équilibres politiques recherchés par le chef de l'Etat et la direction du parti les placent incontestablement dans une situation précaire.

- Le Laboratoire des idées du PS a lui vu sa vice-présidente, Lucile Schmid, à la fin de l'année 2009, affirmer que « *le jeu des motions, le processus de décision politique au bureau national qui se fait sans lien avec le Laboratoire des idées, l'autonomie croissante des fédérations, les rivalités de clans, l'absence de prise en compte de la compétence, de l'expertise et de l'investissement personnel, tout*

---

<sup>758</sup> Cités in CONFAVREUX Joseph, LINDGAARD Jade, art.cité, p.23.

*concourt à marginaliser les idées et à paralyser l'élaboration effective d'un projet* »<sup>759</sup>. Sa décision de quitter le Laboratoire est peut-être aussi liée au fait que, étant conseillère régionale sortante, son nom ne figure pas sur la liste du PS présentée en Ile-de-France : cela illustre le problème des rétributions offertes par le parti et, plus généralement, le fait qu'un cercle de réflexion interne au parti s'expose à ce type de contrecoup, dans la mesure où il apparaît comme une ressource dans la compétition intrapartisane et son contrôle devient un enjeu.

Les structures appendices semblent donc avoir de bonnes chances de survie, « protégées » par le parti auquel elles sont dévouées ; cependant, cette protection a son revers à travers ces phénomènes de dépendance et de rétroaction.

## **§2 : Les organisations de combat politique**

Entièrement vouées à la rénovation d'un parti, celles-ci font face à une alternative simple : soit leur projet aboutit et leur disparition est alors signe de succès, puisqu'elles intègrent une formation rajeunie (A) ; soit elles échouent à peser significativement sur les enjeux internes du parti et elles sont alors confrontées à une marginalisation inévitable (B).

### ***A. L'intégration comme signe de réussite***

L'exemple le plus probant d'une trajectoire de ce type est la Convention des institutions républicaines, qui fonctionnera comme un « courant externe » du parti socialiste depuis sa création (1), avant de revenir dans le jeu classique des alliances et luttes entre courants (2).

#### ***1. Un « courant externe » de la FGDS au Nouveau parti socialiste***

L'échec conjoint de la Grande Fédération et de la candidature de Gaston Defferre en juin 1965 marque un tournant important d'un double point de vue : non seulement les partis ont repris l'initiative en faisant échouer le processus de négociation, mais le groupe des Assises de Vichy, déjà fragile, éclate ; dans l'espace des structures non-partisanes, ce sont désormais les clubs militants, la CIR en tête, qui vont jouer un rôle prépondérant en prenant l'initiative de la création de la FGDS.

---

<sup>759</sup> Citée sur le site nonfiction.fr, [http://www.nonfiction.fr/article-3027-lucile\\_schmid\\_quitte\\_le\\_laboratoire\\_des\\_idees\\_du\\_parti\\_socialiste.htm](http://www.nonfiction.fr/article-3027-lucile_schmid_quitte_le_laboratoire_des_idees_du_parti_socialiste.htm), 22/12/2009.

Comme le souligne André Cellard, la création d'une « Petite Fédération » regroupant la SFIO, le Parti radical et les clubs est une étape distincte de la précédente, menée par des acteurs différents<sup>760</sup>. La CIR n'est pas restée inactive durant les négociations portant sur la Grande Fédération, créant en mai 1965 un comité de liaison avec les groupes extérieurs à la Convention et désignant une délégation pour prendre contact avec les partis politiques. Après l'échec des réunions des 15 et 17 juin, elle organise en juillet un séminaire à St Gratien qui a pour but d'étudier la faisabilité d'une fédération plus orientée à gauche : la CIR souhaite tirer les leçons des expériences précédentes et propose cette rencontre collective en lieu et place des contacts bilatéraux<sup>761</sup>. Des représentants de la SFIO, du PR, de l'UDSR, des clubs (à l'exception notable de Jean Moulin), des observateurs du PSU (mais aucun représentant du MRP) y participent ; la réunion débouche sur la création d'un groupe permanent chargé de préparer les statuts de la future organisation.

Un élément va accélérer considérablement le regroupement des forces de gauche : la candidature de François Mitterrand, qui va rassembler avec succès (le général de Gaulle sera mis en ballottage) les suffrages de la gauche, le PCF n'étant pas hostile à sa personne. La constitution de la FGDS est directement liée à la candidature de François Mitterrand, annoncée le 9 septembre, puisqu'elle a lieu le lendemain. Dans le préambule des statuts de la nouvelle Fédération, les clubs reconnaissent que « *le bon fonctionnement et la sauvegarde de la démocratie impliquent l'existence de puissantes formations politiques, disposant de moyens modernes d'étude, d'éducation et d'information, susceptibles d'atteindre tous les individus d'une même Nation afin de les aider à jouer pleinement leur rôle de citoyenne et de citoyen* »<sup>762</sup> : ils acceptent désormais la primauté des partis politiques, *y compris en matière d'éducation et de réflexion*, se mettant ainsi dans une position d'auxiliaires plus que d'acteurs à part entière.

François Mitterrand va être le leader de cette nouvelle Fédération, avec en tête une stratégie politique de long terme qui va aboutir – non sans difficultés – à la réunification des socialistes puis à l'union de la gauche. Dans un ouvrage paru en

---

<sup>760</sup> CELLARD André, *La Fédération de la gauche démocratique et socialiste*, thèse pour le doctorat de sciences politiques, université d'Aix-Marseille, 1990. L'auteur réfute la continuité entre les deux opérations affirmée en filigrane par Georges Suffert dans *De Defferre à Mitterrand...*, *op.cit.*

<sup>761</sup> « *De la sorte se trouvaient ménagées les susceptibilités et préséances des partis* », CELLARD André, *op.cit.*, p.156.

<sup>762</sup> OLIVER Vincent, *op.cit.*, p.396-397.

1969, il résume son analyse, qui n'est pas complètement opposée à celle que développait le Club Jean Moulin dans *Un parti pour la gauche* : « *il était clair que tant que durerait le rapport de forces interne à la gauche tel que nous le subissions en France depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la machine resterait bloquée* »<sup>763</sup>. François Mitterrand partage la préoccupation de créer une nouvelle formation, souple et dynamique, mais, à la différence du club, il estime que la deuxième étape sera « *d'établir un solide contrat entre cette formation nouvelle et le parti communiste* »<sup>764</sup> : même si cela n'est pas formulé explicitement, l'objectif est de renverser le rapport de forces entre socialistes et communistes à l'intérieur de la gauche et de faire d'un parti socialiste rénové la principale force de gauche.

Les projets de rassemblement autour du centre ne sont pas complètement abandonnés pour autant : Jean Lecanuet persiste à lancer des appels aux socialistes pour former un parti de centre-gauche<sup>765</sup>. Le PSU, quant à lui, a une attitude variable à l'égard de la FGDS, oscillant entre hostilité et conclusion d'accords électoraux : la Fédération occupe un rôle de pivot sur la scène politique. L'optique principale de la jeune formation est de s'adapter à la bipolarisation en faisant en sorte que la gauche soit la moins dispersée possible, d'où sa politique d'ouverture en direction du PCF, avec lequel elle souhaite mener des discussions qui ne soient pas seulement idéologiques<sup>766</sup>. La recherche d'un programme commun et d'accords électoraux est une priorité pour la FGDS : sa bonne santé va dépendre avant tout des résultats électoraux, qui doivent prouver que le rassemblement de la SFIO, du PR et des clubs est efficace. La question lancinante qui va tarauder la FGDS portera sur l'évolution de ses structures : ira-t-on vers la fusion ou vers le simple maintien de ce qui ressemble à un cartel électoral ?

Dès la création de la FGDS, la possibilité de la fusion était évoquée : « *les organisations fédérées pourront à tout moment envisager de resserrer leurs liens* »<sup>767</sup>. La CIR tente de pousser à la fusion, tandis que la SFIO et le PR vont

---

<sup>763</sup> MITTERRAND François, *Ma part de vérité. De la rupture à l'unité*, Paris, Fayard, 1969, p.89.

<sup>764</sup> *Ibid.*, p.90.

<sup>765</sup> La création du Centre démocrate en janvier 1966 va dans ce sens. A la fin de l'année 1969, une réunion a lieu entre socialistes opposés au PCF, radicaux et centristes ; en novembre 1970 est créée l'association « pour une Alternative de progrès » pour appuyer un rapprochement du centre et de la gauche : ces tentatives se heurtent à la bipolarisation accrue du champ politique. Voir LEPARDERE Stéphane, *op.cit.*

<sup>766</sup> La SFIO avait initié une série de débats de fond avec le PCF, qui avaient surtout servi à pointer les divergences entre les deux formations.

<sup>767</sup> LOSCHAK Danièle, *op.cit.*, p.19.

plutôt freiner un rapprochement trop rapide. La quatrième session de la CIR, qui se tient en mars 1966, voit Charles Hernu se prononcer pour la création d' « *un parti multiforme, avec des structures verticales et horizontales, permettant la coexistence de structures diverses* »<sup>768</sup> : François Mitterrand évoque quant à lui un parti « *de type travailliste* »<sup>769</sup>, tout en modérant l'enthousiasme des militants, bien conscient que les composantes partisans de la Fédération ne souhaitent guère dépasser le stade confédéral. En avril 1966, les Jacobins demandent avec insistance la fusion : Guy Mollet répond que « *ce n'est pas à l'heure actuelle réaliste* »<sup>770</sup>. Le comité directeur de la SFIO vote un texte peu clair, évoquant « *la volonté de réaliser la fusion nécessaire dans les plus brefs délais possibles* »<sup>771</sup> : il est évident que Guy Mollet, toujours à la manœuvre, refuse de voir son parti disparaître pour se fondre dans un ensemble plus large.

La FGDS lance des appels en direction du PSU et du PCF pour entamer un rapprochement, ce qui suscite la vive réaction de Gaston Defferre, qui accuse François Mitterrand de tout céder aux communistes ; les radicaux se montrent de plus très divisés sur l'opportunité d'un tel rapprochement ; le PSU estime pour sa part le programme adopté en juillet 1966 trop atlantiste. La FGDS tente de se conférer le statut de principal parti d'opposition en rendant publique la constitution d'un *shadow cabinet* sur le modèle anglais, dont on apprend la composition en mai 1966 : on y trouve les noms de Guy Mollet, René Billières, Gaston Defferre notamment. Basé sur la recherche d'un équilibre entre la SFIO, le PR et les clubs, ce « contre-gouvernement » suscite de nombreuses critiques dans la presse et la classe politique, en raison de la proportion en son sein d'hommes politiques déjà en activité sous la IV<sup>ème</sup> République<sup>772</sup>.

Des accords électoraux sont conclus malgré tout avec le PCF et le PSU. Les élections législatives de 1967 sont un test capital pour la nouvelle formation, test passé avec succès puisque la majorité gaulliste est très faible et que la progression de la gauche est due pour une bonne part aux bons scores de la Fédération. A l'intérieur

---

<sup>768</sup> Cité in LAIGNEL André, *L'action de la convention des institutions républicaines pour le renouveau de la gauche socialiste*, mémoire de DES de science politique, 1969, p.7.

<sup>769</sup> Cité in OLIVER Vincent, *op.cit.*, p.220.

<sup>770</sup> Cité in LAIGNEL André, *op.cit.*, p.11.

<sup>771</sup> *Ibid.*.

<sup>772</sup> Marcel Gabilly ironise ainsi : « *on se croirait en 1958. Ce « Cabinet fantôme » est tout au plus un cabinet de revenants* », *Le Figaro*, 06/05/1966. Le contre-gouvernement peine à incarner un renouveau politique ; la CIR est elle-même animée par des hommes politiques professionnels.

de celle-ci, les conventionnels réalisent parmi les meilleurs scores : ils sont, d'après André Laignel, l'élément dynamique de le FGDS :

*« L'impulsion, les initiatives, avaient toutes été dues à un groupe de militants, les Conventionnels, et à un homme, François Mitterrand. Les partis dits « historiques » avaient suivi, parfois facilement, d'autres fois avec réticences, jamais ils n'avaient précédé ou entravé le mouvement. François Mitterrand avait été obligé de mettre son mandat de président, et sa personnalité d'ancien candidat à la présidence de la République dans la balance afin, à plusieurs reprises, de dégripper les mécanismes »<sup>773</sup>.*

Ces bons résultats font espérer l'accélération du processus de fusion ; François Mitterrand lance alors un débat autour du renforcement des structures de la Fédération. Une interview de Guy Mollet en avril 1967 révèle cependant la conception bien particulière qu'a le dirigeant socialiste de la fusion : *« cela signifierait que la SFIO « avale » tout puisqu'elle compte, de loin, le plus grand nombre d'adhérents »<sup>774</sup>*. Une fois de plus, les représentants des partis avancent l'argument des effectifs, qui garantit selon eux leur légitimité : les clubs, bien plus faibles sur ce terrain, tentent de négocier des règles de pondération (voir *infra*) ; la CIR fait le choix d'une évolution vers une forme de plus en plus partisane, en s'implantant sur tout le territoire. Elle s'attire à ce titre les critiques des autres clubs, dont celles de l'UCRG :

*« Les « clubs » représentés dans la CIR ont sans doute représenté un élément favorable au renouvellement. Cependant ils tendent de plus en plus à former, au sein de la FGDS, un troisième parti politique, finalement sollicité lui aussi par les préoccupations immédiates de tactique électorale, entraîné de ce fait à accepter de plus en plus les compromis et la consolidation des dirigeants des anciens partis »<sup>775</sup>.*

La CIR fait tout pour appuyer le processus de fusion : son présidium, réuni les 1<sup>er</sup> et 2 juillet 1967 inscrit à son ordre du jour sa propre dissolution, car elle estime que les anciennes organisations doivent disparaître pour laisser la place à une authentique nouvelle formation. Elle reçoit le renfort inattendu de Gaston Defferre,

---

<sup>773</sup> *Ibid.*, p.22. L'auteur, militant et futur député socialiste, développe une appréciation très positive de l'action de François Mitterrand.

<sup>774</sup> *Ibid.*, cité p.23.

<sup>775</sup> Note du 15/12/1966, auteur inconnu (appartenant sans doute au groupe « Unité socialiste »), archives Alain Savary, 1SV16, UCRG 1966-1967. Le Cercle Tocqueville se montre quant à lui plutôt pessimiste : *« Comment ne pas reconnaître les progrès accomplis ? Mais comment ne pas voir également que la solidité des vieux appareils, l'autorité des vieilles équipes, le poids des vieilles habitudes sont presque aussi forts que jamais ? »*, *En bref*, 139, 18/11/1966, p.4.

qui se prononce à la même période pour une fusion partielle de la SFIO et de la CIR : Guy Mollet s'y déclare opposé, tandis que les radicaux critiquent une initiative qui semble vouloir les exclure. Les conventionnels proposent également, en novembre 1967, la tenue d'assemblées fédérales départementales pour engager un débat sur la fusion, mais cette modalité paraît tout aussi dangereuse aux yeux de l'état-major de la SFIO. Pour André Laignel, « *le premier usage que faisait Guy Mollet de la force retrouvée par la SFIO était pour empêcher la marche vers une union qui se serait faite avec comme leader François Mitterrand. [...] Gagner du temps, tel était le souci majeur de l'appareil dirigeant de la SFIO* »<sup>776</sup>. Le dépassement du statut de confédération paraît s'éloigner de plus en plus.

Tandis que la FGDS piétine, la crise de Mai 1968 éclate et prend au dépourvu la gauche<sup>777</sup>. François Mitterrand, qui se déclare prêt à assumer la présidence de la République à la faveur de la crise qui sévit au sommet de l'Etat, va être vivement critiqué pour cette initiative. Le retour du général de Gaulle et le triomphe de la majorité gaulliste aux élections législatives porte un rude coup à la FGDS, qui perd la moitié de ses sièges ; les événements en Europe de l'Est accentuent l'hostilité à l'égard du PCF, y compris au sein de la Fédération. La crise politique exerce un effet dissolvant sur la FGDS et déplace son centre de gravité vers la SFIO : « *l'initiative échappe au député de la Nièvre et aux conventionnels qui avaient été ces dernières années les cheveu-légers de l'unité* »<sup>778</sup>. Les conventionnels tentent encore de maintenir en vie la Fédération, se prononçant pour la création d'un nouveau parti au mois d'octobre ; François Mitterrand annonce qu'il n'y briguera aucun poste, dans l'espoir d'adoucir Guy Mollet. Plusieurs étapes sont envisagées par la CIR : la dissolution des anciennes organisations et la mise en place d'adhésions individuelles ; l'adoption d'un fonctionnement réellement démocratique où les votes seront transparents, à l'opposé de la pratique des mandats donnés par des adhérents plus ou moins fictifs (la SFIO est ici particulièrement visée).

Mais le conseil national de la SFIO, réuni en novembre 1968, se dérobe une fois de plus, subordonnant la fusion à un accord préalable sur les principes fondamentaux

---

<sup>776</sup> LAIGNEL André, *op.cit.*, p.42.

<sup>777</sup> « *La Fédération est restée sinon absente, du moins en retrait, [...] et, à quelques exceptions près, il n'est pas certain que ses dirigeants aient saisi dès le départ toutes les implications du mouvement* », LOSCHAK Danièle, *op.cit.*, p.29.

de la doctrine socialiste, dont l'appropriation collective des moyens de production. L'UGCS se déclare fort surprise par cette exigence, et y voit une manœuvre caractéristique du molletisme, consistant à se prévaloir de l'orthodoxie idéologique en cas de besoin : les radicaux se trouvent ainsi mis sur la touche. François Mitterrand quitte finalement la présidence de la FGDS, le PR renouvelle son opposition à la fusion : la FGDS meurt faute de dynamique suffisante.

## ***2. Alliances et retour dans le jeu classique : la fin de la forme club***

Même si la fusion envisagée un temps dans le cadre de la FGDS n'a pas lieu, l'idée d'un nouveau parti est désormais installée à gauche, comme en témoigne la résolution votée à l'issue du congrès de la SFIO en décembre 1968 :

*Elle « lance un appel pressant à la CIR, à l'UGCS et à l'UCRG pour que soient installées dès le mois de janvier 1969 les organisations de base du parti » et précise qu'au sein de la nouvelle organisation « tous ses membres auront des droits et devoirs égaux [...]. Les membres du parti socialiste SFIO n'useront ni de leur nombre ni de leur force pour éliminer qui que ce soit. Ils font confiance à l'esprit unitaire qui les anime, qui n'a cessé de les animer, ainsi qu'à l'esprit unitaire de tous ceux qui viennent des autres organisations ou des inorganisés pour que dans la direction du parti soient largement et justement représentées la génération nouvelle ainsi que les familles d'esprit qui concourent à l'entreprise commune »<sup>779</sup>.*

La CIR se méfie d'un projet qui ressemble trop, selon elle, à une nouvelle SFIO, mais continue un temps les négociations en vue de la constitution du nouveau parti. Malgré des concessions sur le déroulement des congrès départementaux (le système des mandats est retenu), l'attitude rigide de la SFIO, qui ne veut pas négocier la composition du futur exécutif et qui surtout veut éviter à tout prix une nouvelle candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle, finit par provoquer la rupture.

Le congrès d'Alfortville, qui se tient en mai 1969, est houleux : Gaston Defferre est désigné candidat à l'élection présidentielle, après un vote entaché de

---

<sup>778</sup> DUHAMEL Etienne, « FGDS (Fédération de la gauche démocrate et socialiste », in SIRINELLI Jean-François (dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXème siècle*, Paris, PUF, 2003, p.468.

<sup>779</sup> Cité in HURTIG Christiane, *De la SFIO au NPS*, Paris, Armand Colin, 1970, p.74-75. L'auteure ironise sur ces garanties, signes selon elle de bonne volonté ou de mauvaise foi.

forts soupçons de fraude<sup>780</sup>. Le « Nouveau Parti Socialiste » (NPS) ne regroupe que la SFIO et l'UCRG, la CIR et l'UGCS ayant critiqué vivement les conditions de mise en place de ce congrès. Le choix du tandem Gaston Defferre-Pierre Mendès France va s'avérer être un désastre, le candidat socialiste n'obtenant que 5% des suffrages, contre plus de 20% au candidat du PCF. Ce résultat pousse à la tenue d'un nouveau congrès en juillet, cette fois-ci à Issy-les-Moulineaux, auquel la CIR ne s'associe pas non plus<sup>781</sup> ; l'UGCS en revanche y prend part et intègre le NPS<sup>782</sup>.

La CIR reste à part, attendant patiemment son heure. Malgré son souci de rénovation, l'UCRG et son leader Alain Savary restent encadrés par la vieille direction socialiste<sup>783</sup>, tandis que l'UGCS, se transformant en courant soudé, collabore avec le CERES de Jean-Pierre Chevènement pour lutter contre une éventuelle alliance au centre et « gauchir » le programme. Si les assises de la CIR tenues à St Denis en décembre 1969 rassemblent moins de militants<sup>784</sup>, l'aspiration à l'unité de la gauche progresse, bien que le NPS ne mène à nouveau que des « débats idéologiques » avec le PCF. Les élections municipales de 1971 voient resurgir le débat sur les alliances, la direction du NPS dialoguant avec Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui souhaite construire un mouvement réformateur centriste ; le CERES s'oppose à cette stratégie et veut privilégier l'alliance avec le PCF, mais l'aile

---

<sup>780</sup> Dans un premier temps, c'est la motion de Claude Fuzier, favorable à une concertation avec les autres forces de gauche en vue de la désignation d'un éventuel candidat commun, qui l'emporte ; le second vote voit la victoire de la motion de Gaston Defferre. Il semble qu'il y ait eu des pressions sur les dirigeants de plusieurs fédérations socialistes entre ces deux votes.

<sup>781</sup> « *La CIR a condamné le congrès d'Alfortville qui a brisé l'union de la gauche. Il lui est impossible de s'associer sous quelque forme que ce soit à tout ce qui découle de ce congrès. Le temps des négociations inutiles est terminé. La Convention n'ira pas à Issy-les-Moulineaux.* », *Le Monde*, 01/07/1969.

<sup>782</sup> Dans ce contexte de recomposition organisationnelle, « *chaque organisation est en concurrence pour s'assurer une représentation maxima au niveau des postes de responsabilités et attirer les nouveaux adhérents* », PUDLOWSKI Gilles, *op.cit.*, p.82. Cette rivalité s'exprime dans plusieurs espaces, l'UCRG décidant ainsi de ne pas s'exprimer dans la revue *Dire*, fondée dans un esprit de dialogue, dont le rédacteur en chef est Claude Estier (CIR) et à laquelle participent également l'UGCS et le CERES.

<sup>783</sup> Un membre du CERES écrit quelques années plus tard : « *Il ne peut que présider, avec une majesté distante et un peu froide, aux lentes agonies d'un mouvement et d'un parti à bout de souffle. Sans que l'on puisse lui en faire le reproche, sans que l'on puisse l'en rendre [...] responsable, il sera l'honnête syndic d'une faillite, dès le début inéluctable.* », GUIDONI Pierre, *Histoire du NPS*, Paris, Tema, 1973, p.89. Sans être aussi définitif, on peut noter que l'UCRG elle-même est consciente des limites de son action : « *Le souci d'élargissement et de rajeunissement souhaité par les clubs ne s'exprime pas encore assez avec suffisamment de force, en particulier dans la formulation de la doctrine et dans le choix du nom retenu* », résolution du 11-12/01/69, citée in HURTIG Christiane, *op.cit.*, p.78.

<sup>784</sup> En raison des dissensions internes que connaît alors la Convention (voir *supra*, 2<sup>ème</sup> partie).

gauche du NPS essuie une défaite au congrès de Bondy, Alain Savary refusant de s'allier avec elle.

Lors des assises de la CIR qui se tiennent à Suresnes en décembre 1970, François Mitterrand appelle à la constitution d'une délégation nationale pour l'unité des socialistes dans les plus brefs délais : celle-ci sera composée de 10 socialistes, 7 conventionnels et 4 « sans-parti » : le congrès d'Epinay se profile, avec un accord sur les effectifs respectifs de chaque organisation, surévaluant les forces réelles de la CIR<sup>785</sup>. Sans revenir en détail sur le déroulement du congrès d'Epinay, il faut noter que celui-ci marque l'intégration pleine et entière de la CIR, qui réussit à renverser l'ancienne direction en s'alliant à la fois avec le courant de Pierre Mauroy, celui de Jean Popere, et avec le CERES. Désormais leader d'un parti socialiste réunifié, François Mitterrand va suivre la stratégie d'union avec le PCF et refuse la main tendue de Jean-Jacques Servan-Schreiber, ouvrant un cycle durable d'une bipolarisation politique.

Quel bilan peut-on tirer de l'action d'une organisation de combat politique telle que la CIR ? On peut certes souligner le succès de l'entreprise de rénovation menée par François Mitterrand, mais au prix d'une évolution très marquée vers un mode de fonctionnement traditionnel : la CIR, en cherchant à rivaliser avec la SFIO et le PR sur leur terrain, cherche à recruter un maximum d'adhérents ; elle présente des candidats aux élections et délaisse le terrain de la réflexion et de la prospective pour se consacrer à l'action politique immédiate ; elle devient *in fine* un parti « comme les autres », et perd son identité de « mouvement des clubs », d'où les critiques formulées contre elle à la fois de la part des autres clubs (voir *supra*, 1<sup>ère</sup> partie) et parfois même en son sein<sup>786</sup>. La CIR partage avec l'UGCS et l'UCRG une conception précise de l'engagement clubiste : celui-ci ne représente qu'une phase transitoire, durant laquelle il faut utiliser des moyens détournés pour parvenir à rénover et regrouper la famille socialiste. Il ne s'est jamais agi, dans l'esprit des militants de ces organisations, de vouloir construire un mouvement autonome, ou de

---

<sup>785</sup> L'accord estime le nombre de conventionnels à 10 000. Le véritable chiffre semble beaucoup plus faible, aux alentours de 4000 pour Janine BARIANI-FRANCESCHI, *La Convention des institutions républicaines et la naissance du parti socialiste*, Mémoire de DES de science politique de l'université Paris II, 1974.

<sup>786</sup> Le club des Jacobins déclare ainsi : « *Il importe que la CIR [...] demeure structurellement capable d'exprimer dans leur diversité et dans leur unité les aspirations des différents courants de la gauche socialiste. La CIR n'ajouterait rien en devenant un parti comme les autres ; elle doit retrouver pleinement sa vocation première de convention des clubs* », *Le Monde*, 03/06/1970.

rester en marge du champ politique : Alain Savary le souligne dans un entretien, répondant à Jean Lacouture qui lui demande si l'engagement clubiste correspondait à un scepticisme envers les partis :

*« Absolument pas. Il apparaissait à l'époque que des organismes de réflexion devaient être créés, proches des partis, mais sans être intégrés dans ces partis, afin d'utiliser cette période de transition pour préparer « le » parti que les uns et les autres nous voulions faire ensemble. Ce ne fut pas pour mes amis et pour moi une renonciation à l'organisation politique en forme de parti, nous cherchions un cadre nous permettant de préparer un regroupement, en même temps que de nouvelles méthodes de travail »<sup>787</sup>.*

La forme « club » est donc utilisée dans un certain contexte, quand les chances de rénovation interne paraissent très faibles : la position d'extériorité temporaire de ces structures non-partisanes leur permet alors de diffuser leurs idées et propositions plus largement et de tenter de faire pression sur les états-majors en place. En revanche, une fois le processus d'intégration achevée, il paraît très difficile de maintenir les activités d'un club en même temps qu'assumer les tâches militantes : c'est le cas de Socialisme et Démocratie, dont la direction reconnaît dans une lettre ouverte aux adhérents qu'elle a eu « *une mauvaise appréciation [...] du rôle de notre club dans la phase actuelle* »<sup>788</sup>. Les clubistes constatent alors que l'utilité d'activités parallèles n'est plus aussi évidente, d'autant plus que le PS s'est doté de « *structures très diversifiées* »<sup>789</sup> : il s'ensuit une baisse d'activité, le club restreignant le nombre de ses réunions.

De la même manière, le club Socialisme moderne de Pierre Bérégofoy rencontre lui aussi des difficultés après la création du NPS : dans une lettre circulaire aux adhérents, les dirigeants s'excusent du retard pris pour le lancement effectif des activités du club, en raison de l'actualité politique très chargée de l'année 1969 :

*« Nous nous en excusons tout particulièrement auprès de ceux [...] qui ont choisi de ne pas s'engager simultanément dans la construction du nouveau parti. [...] Il est clair [...] que l'orientation prise par le nouveau parti, en donnant aux clubs des possibilités réelles d'action, rend plus nécessaire que jamais le développement d'organisations telle que la nôtre. Il est clair également qu'il faut éviter toute*

---

<sup>787</sup> Cité in SAVARY Alain, *Pour le Nouveau parti socialiste*, Paris, Seuil, coll. « Points », 1970, p.26-27.

<sup>788</sup> Lettre aux adhérents, archives Alain Savary, ISV14, Socialisme et Démocratie, février 1971, p.1.

<sup>789</sup> *Ibid.*

*confusion entre les fonctions occupées dans le club et les responsabilités confiées par le parti* [souligné par l'auteur] ; nous aurons donc à mettre en place une nouvelle structure au niveau du secrétariat »<sup>790</sup>.

Si les appartenances multiples ont pu constituer une ressource intéressante tant que les clubs vivaient de manière autonome (pour des questions de représentation et d'utilisation des réseaux, voir *supra*, 2<sup>ème</sup> partie), elles deviennent difficiles à assumer une fois l'intégration au parti réalisée, une partie des militants se retrouvant avec une charge trop lourde, une autre partie pouvant ne pas approuver la perte d'autonomie du club : les organisations de combat politique réussissent donc, d'une manière un peu paradoxale, lorsqu'elles disparaissent.

Une autre famille de clubs a elle échoué dans sa tentative de s'opposer à la bipolarisation politique : il s'agit des gaullistes de gauche.

### ***B. La marginalisation : les clubs de la gauche gaulliste***

La mouvance gaulliste de gauche, fragmentée et caractérisée par la présence de fortes personnalités en son sein, a tenté plusieurs fois de se réunir au sein d'un regroupement plus large, mais sans succès (1) ; il s'en est ensuivi un émiettement inexorable (2).

#### ***1. Les tentatives d'union***

Les clubs et mouvements gaullistes de gauche, comme on l'a déjà évoqué, ont une position politique subtile, oscillant entre un soutien inconditionnel au général de Gaulle et une critique parfois très virulente de la politique menée par la majorité, critique dirigée notamment contre Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing (voir *supra*, 1<sup>ère</sup> partie).

Une première tentative de regroupement de la mouvance a lieu à partir de l'été 1966, avec la formation d'un comité d'organisation du colloque de la gauche V<sup>ème</sup> République regroupant principalement le Front du progrès et les clubs V<sup>ème</sup> République<sup>791</sup>, qui débouche sur la création en octobre de la même année de la Convention de la Gauche V<sup>ème</sup> République, à laquelle se joignent le cercle Jules Vallès et le FT ; Philippe Dechartre en devient le secrétaire général. La Convention se fixe pour objectif d' « offrir une structure d'accueil politique à un nombre

---

<sup>790</sup> Lettre circulaire aux membres du club, archives Alain Savary, 1SV15, Démocratie socialiste, Socialisme moderne, 22/09/1969.

*considérable de Français qui sont d'accord avec la politique du général de Gaulle sans appartenir pour autant à l'UNR, et qui sont « de gauche » et entendent voir s'ouvrir une législature de progrès économique et social sans pour autant être partisan des oppositions* »<sup>792</sup>. Le positionnement au sein de la majorité gaulliste est une fois de plus justifiée par la déception à l'égard de la gauche : « *Qui insulta notre honneur en Algérie ? Le socialiste Lacoste. Qui fit tirer sur les ouvriers en grève ? Le socialiste Jules Moch. Qui enterra avec cynisme le Mendésisme ? Le socialiste Guy Mollet* »<sup>793</sup>. Il en résulte que la Convention de la gauche V<sup>ème</sup> République se doit d'être le « *troisième volet du triptyque de la majorité* »<sup>794</sup>, celle-ci comptant des courants clairement identifiés : « *il y a les Giscardiens à droite, il y a l'UNR-UDT au centre, et il y a la Gauche V<sup>ème</sup> République à gauche* »<sup>795</sup>. A ce titre, la Convention va participer aux élections législatives de 1967, mais n'obtient qu'une dizaine d'investitures, dont quatre pour le FP, qui n'aura aucun élu. La formation d'un groupe parlementaire indépendant n'est pas possible ; cette occasion manquée affaiblit un regroupement dès le début fragile et marqué par des rivalités de personnes, notamment entre Jacques Dauer et Philippe Dechartre.

La Convention se transforme certes en Union de la gauche V<sup>ème</sup> République en septembre 1967, s'élargissant à d'autres petits groupes gaullistes<sup>796</sup> ; mais le FP a prévenu qu'il s'opposerait « *à une fusion dans un magma plus ou moins infâme car cela gênerait notre action et nous ferait perdre la confiance de nos amis, sans pour autant servir les intérêts de la majorité* »<sup>797</sup>. Jacques Dauer est exclu dès le mois d'octobre de la même année, le FP ne se rendant pas en repréailles aux journées nationales de l'UNR-UDT.

La tâche de regroupement des petits groupes qui composent le gaullisme de gauche ne va pas être chose aisée, notamment à cause de l'indépendance

<sup>791</sup> Ainsi que l'Association du journal Nouveau Régime et les Amis du centre de la réforme républicaine.

<sup>792</sup> *Le Conventionnel*, bulletin de liaison de la Convention de la gauche V<sup>ème</sup> République, 1, mars 1967, p.2. Les décisions de la Convention doivent faire l'objet de l'accord de tous les représentants des mouvements qui en font partie pour être exécutoires.

<sup>793</sup> *Ibid.*, p.3.

<sup>794</sup> *Ibid.*, p.1.

<sup>795</sup> *Le Conventionnel*, 2, non daté (1967 également sans doute), p.3.

<sup>796</sup> Le Groupe des 29 (constitué à partir d'un appel de 1966 favorable à la politique étrangère du général de Gaulle, signé par des personnalités n'appartenant pas forcément à l'UNR) et les « Radicaux gaullistes » emmenés par Edgar Faure.

<sup>797</sup> DAUER Jacques, cité in MAUS Catherine, *op.cit.*, p.61-62.

jalousement défendue par le Front du progrès (FP). Ce dernier s'est toujours présenté comme un mouvement dynamique œuvrant pour l'unité des gaullistes de gauche :

*« Ce n'est pas seulement par coquetterie – ou par attachement farouche à la tradition gaulliste – que notre mouvement se refuse à être un « parti », c'est par respect pour la réalité : [...] il ressort à l'évidence que, sans être un mouvement de masse, nous sommes un rassemblement, c'est-à-dire un groupe d'hommes décidés à agir ensemble en dépit – et peut-être à cause de leur diversité. [...] Tel qu'il est, le Front du progrès se veut la préfiguration d'un ralliement beaucoup plus large, où encore plus de tendances de progrès pourraient se confronter et s'harmoniser »<sup>798</sup>.*

Le FP n'entend pas « être, sur le flanc de la majorité, une sorte de « PSU-bis » pratiquant la guérilla, avec pour résultat de détruire, sans fournir des éléments de reconstruction »<sup>799</sup> : cependant, les rapports conflictuels entre Philippe Dechartre et Jacques Dauer vont obérer les chances de regroupement de la mouvance.

Malgré une amélioration passagère des relations entre les gaullistes de gauche et la majorité, à la faveur de la nomination de Robert Poujade comme secrétaire général de l'UDR et de Jean Charbonnel comme secrétaire général adjoint chargé des rapports avec les autres mouvements gaullistes, les problèmes d'articulation entre les différents pôles du gaullisme restent un problème épineux. Pour le FP, l'alternative est simple :

*« De notre côté, une tendance qui doit être organisée en force politique solidaire de la majorité, mais d'expression indépendante ; du côté de l'Union de la Gauche Vème République, un appendice de statut ambigu, à la fois affidé et concurrent de l'UDR, n'ayant pas de principes doctrinaux mais une ligne tactique floue fondée, paraît-il, sur la transmission de « dossiers » au gouvernement. [...] Encore une fois, l'union ne pourrait venir que d'un appel de personnalités d'envergure nationale, en réponse auquel les groupes existants s'effaceraient pour fonder un nouveau mouvement sur la base d'adhésions individuelles »<sup>800</sup>.*

Cet appel ne se produit pas et la mouvance continue à être divisée, d'autant plus après le départ du général de Gaulle du pouvoir et l'arrivée au poste de Premier ministre de Jacques Chaban-Delmas, sur lequel les gaullistes de gauche portent des

---

<sup>798</sup> RODET Michel, *Rapport de politique générale*, 7<sup>ème</sup> Convention nationale du Front du Progrès, 17-18/06/1970, p.18.

<sup>799</sup> DAUER Jacques, *Rapport d'orientation*, 7<sup>ème</sup> Convention nationale du FP, 17-18/06/1970, p.24.

<sup>800</sup> *Notes d'information*, 53, 18/12/1968, p.1.

appréciations très diverses<sup>801</sup>. Le FP, désorienté par le nouveau contexte politique, lance une opération « Renouveau » pour s'interroger sur sa nature et sa vocation, estimant nécessaire un « *examen d'identité rigoureux* »<sup>802</sup> : comment se positionner face à une UDR jugée de plus en plus conservatrice, sans pour autant rallier une gauche toujours lestée par l'« *l'hypothèque communiste-totalitaire* »<sup>803</sup> ? Le FP met en conséquence ses activités en pause durant une partie de l'année 1970.

Néanmoins, le projet de « Nouvelle société » porté par le nouveau chef du gouvernement va constituer une fenêtre d'opportunité pour le regroupement de la gauche gaulliste : Jacques Chaban-Delmas, confronté à une majorité élue en 1968 qui lui est relativement hostile, a besoin de soutiens extérieurs ; il se tourne vers les gaullistes de gauche, l'appui de ceux-ci pouvant constituer un contrepois utile. A cet effet, il charge Gilbert Grandval, ancien ministre du travail du général de Gaulle, de prendre contact avec les différents mouvements : élu au bureau exécutif du FP en juin 1970, celui-ci devient également membre du Front travailliste (FT), tandis que Philippe Dechartre et Léo Hamon lui proposent de s'inscrire à l'UG-Vème République et à Démocratie et Travail ; il semble donc bien placé pour faire office de médiateur. Un déjeuner réunit en juin 1971 les responsables des mouvements évoqués ci-dessus, en vue de préparer un appel à l'union, le FP posant immédiatement une série de conditions<sup>804</sup>. Philippe Dechartre, n'assistant à la rencontre que sous la pression de Jacques Chaban-Delmas, est très réticent : dès le lendemain de la parution de l'appel à l'union, il émet les plus vives réserves sur la procédure choisie<sup>805</sup>.

La rupture semble à nouveau inévitable : Jacques Dauer propose pour sa part de placer Edgar Faure à la tête de l'aile « progressiste » de la majorité, en avançant

---

<sup>801</sup> Le FP considère ses intentions novatrices d'un bon œil, l'Union gaulliste populaire, petit mouvement créé en 1969, beaucoup moins. Cela n'empêche pas le FP de présenter un candidat à une élection partielle dans le 12<sup>ème</sup> arrondissement face à un candidat UDR : le FP recueille 2,62% des suffrages.

<sup>802</sup> DAUER Jacques, *Rapport d'orientation...*, p.1.

<sup>803</sup> *Ibid.*

<sup>804</sup> Les adhésions devront être individuelles ; l'élection des organes de direction devra se faire à bulletin secret ; la double appartenance avec l'UDR sera autorisée, à part pour les membres présents dans les organes de direction ; les fonctions ministérielles seront incompatibles avec les fonctions de direction du mouvement (cette disposition est explicitement dirigée contre Philippe Dechartre).

<sup>805</sup> « *L'UG-Vème République tient à préciser que M. Grandval n'a aucune qualité à ses yeux pour apparaître comme un fédérateur. L'UG-Vème République rappelle que les décisions qui intéressent sa vie politique et le développement de ses activités dépendent de la libre délibération de ses militants au sein des instances élues du mouvement* », *Le Figaro*, 25/06/1971.

l'idée d'une coordination de l'UG-Vème République avec le Comité d'études pour un nouveau contrat social – le club d'Edgard Faure – mais la tentative se heurte à la publication surprise d'un communiqué de l'UG-Vème République annonçant sa fusion avec Démocratie et Travail ainsi que la rupture avec les autres mouvements. Face à cette situation, le Front des jeunes progressistes, l'Union gaulliste populaire et le FP forment alors un comité de coordination et demandent à Gilbert Grandval de poursuivre son effort : il s'ensuit la tenue d'un congrès d'unification en octobre 1971, qui donne lieu à la création de « l'Union travailliste », avec Gilbert Grandval comme président et une stratégie affirmée d' « aiguillon » de gauche de la majorité<sup>806</sup>. Regroupement d'une partie seulement des organisations de la gauche gaulliste, l'Union travailliste ne va pas résister aux turbulences politiques des années 1970 et péricliter, marquant le déclin continu de l'influence du gaullisme de gauche.

## 2. *Un émiettement inexorable*

L'affrontement fratricide entre les différents mouvements se poursuit en effet, Philippe Dechartre créant en 1971 le Mouvement pour le socialisme par la participation (MSP), qui entend lui aussi faire prévaloir des idées de gauche auprès de la majorité. Le MSP connaît rapidement des difficultés, certains militants le quittant car le jugeant trop inféodé à l'UDR (c'est le cas d'Yvon Morandat, ancien président du Front travailliste). Néanmoins, il poursuivra ses activités en faveur de la participation dans les entreprises<sup>807</sup>, malgré le déclin de ce thème dans l'agenda public<sup>808</sup>.

---

<sup>806</sup> « Notre mouvement, totalement indépendant de toute formation politique, doit être le point de rassemblement de tous les hommes de gauche qui, approuvant les institutions de la Vème République et décidés à les défendre, se donnent pour tâche de poursuivre sans relâche la politique humaniste du général de Gaulle...notre mouvement doit se situer dans la majorité et développer sa propre personnalité afin d'y peser de tout son poids, d'en changer le visage et d'en modifier les objectifs », cité in MAUS Catherine, *op.cit.*, p.90.

Gilbert Grandval affirme encore que « l'alternative véritable n'existe donc qu'au sein de la majorité elle-même. Ou bien elle sera rejetée de plus en plus vers la droite si elle perd tous ses éléments progressistes, et dans ce cas je ne lui prédis pas un grand avenir. Ou bien elle attire le plus grand nombre possible d'hommes de gauche et de progrès qui rejettent le régime communiste, et cette majorité-là reflètera vraiment l'image de la France. L'UT, grâce à l'effort des groupes constituants et des militants, est le noyau d'un vaste mouvement de progrès social qui apportera à la majorité, non pas la caution, mais le contrepoids de gauche qui assurera son avenir, Objectifs et principes d'action, archives Jacques Dauer, JD18, Union travailliste, non daté (vraisemblablement 1971), p.67.

<sup>807</sup> Le MSP estime que « l'appropriation collective des moyens de production n'est pas pour nous la condition du socialisme. Ce qui est essentiel et doit être socialisé, c'est moins la propriété, que le pouvoir qui en est tiré, chaque fois que la propriété fonde un pouvoir privé antidémocratique. Tout contrat de travail qui subordonne le salarié à son employeur est manifestement antisocial ».

L'Union travailliste (UT) connaît rapidement des dissensions internes, le référendum de 1972 divisant ses militants et entraînant une première vague de départs<sup>809</sup>. Les élections législatives de 1973 posent à nouveau la question de l'opportunité de candidatures autonomes, l'UT décidant finalement de présenter 146 candidats, ce qui déclenche localement de vives réactions de la part de l'UDR ; seul Gilbert Grandval sera soutenu officiellement par l'UDR, mais cette investiture déclenche une grave crise interne et la démission de plusieurs dirigeants, dont Jacques Dauer, qui qualifie l'UT de « *simple appendice de la faction de l'UDR la plus éloignée de nos objectifs de gauche* »<sup>810</sup>. Michel Rodet évoque devant le comité directeur de l'UT la faillite du mouvement, qui a échoué à demeurer indépendant de l'UDR : le mouvement va disparaître rapidement, laissant la place dans la seconde moitié de la décennie 1970 à une multitude de petites organisations marginales.

Si Jacques Dauer estime que « *jamais depuis que le FP existe [...] notre mouvement n'aura été à même de peser d'un tel poids sur la politique française, jamais il n'aura été à même de jouer un rôle aussi déterminant pour l'avenir de notre pays, jamais il n'aura eu une telle possibilité de redonner au gaullisme ses vraies vertus* »<sup>811</sup>, le FP semble en panne et consulte ses adhérents en 1975 pour décider des suites à donner à son action : 9% déclarent vouloir adhérer au PS<sup>812</sup>, 21% au Mouvement des démocrates de Michel Jobert, 4% souhaitent fusionner avec le MRG, 37% veulent créer un parti purement gaulliste, 29% enfin déclarent vouloir rester à l'UDR. Les gaullistes de gauche se révèlent donc très divisés politiquement, ce qui se traduira concrètement en 1981 par la coexistence d'un « comité des gaullistes pour le soutien de François Mitterrand » et de « comités de la gauche gaulliste pour Jacques Chirac ».

La pensée du général de Gaulle aurait quant à elle prolongé « *les courants traditionnels : celui du socialisme dit utopique [...] et celui du socialisme scientifique* », MSP, *Doctrine*, 1975.

<sup>808</sup> Le service interministériel à la participation est supprimé après l'arrivée au pouvoir de Valéry Giscard d'Estaing.

<sup>809</sup> Notamment les militants du Front des jeunes progressistes, mouvement accusé par Jacques Dauer d'avoir revendiqué de fausses adhésions et d'avoir fait des déclarations intempestives approuvant Georges Marchais. Le compte-rendu de la convention nationale d'avril 1972 présent dans les archives Jacques Dauer laisse deviner de vifs affrontements internes.

<sup>810</sup> *Notes d'information*, 221, 11/05/1973.

<sup>811</sup> Lettre de Jacques Dauer, archives Jacques Dauer, JD2, 06/06/1974.

<sup>812</sup> Michel Rodet semble favorable à cette option dès 1971 : « *La gauche gaulliste doit-elle changer de camp pour rester fidèle à sa vocation ? Ce n'est peut-être pas encore une question d'une actualité brûlante. En tout cas, c'est une question qui se pose désormais pour nombre d'entre nous* », *Combat*, 31/08/1971.

Les organisations gaullistes de gauche, à mi-chemin entre la forme « parti » et la forme « club », sont un exemple de l'échec d'une stratégie de confrontation directe avec les partis : se voulant distinctes de simples « sociétés de pensée »<sup>813</sup>, elles ont cherché à peser sur une majorité gaulliste qui est restée globalement sourde à leur égard, le contexte post-1968 occasionnant un raidissement conservateur et une méfiance vis-à-vis de la demande de réformes sociales portées par les gaullistes de gauche. Cela est sans doute dû à des caractéristiques propres à cette mouvance<sup>814</sup> : l'absence d'un leader qui aurait rempli le rôle de François Mitterrand à la tête de la CIR est sans doute le facteur déterminant ; mais la ligne politique est difficile à suivre, condamnant la droite et la gauche, critiquant l'UNR puis l'UDR tout en étant parfois élu avec son étiquette (c'est le cas de René Capitant et Louis Vallon en 1968).

Le refus de s'inscrire dans le clivage droite/gauche a ainsi signé l'échec de l'entreprise, entraînant un mouvement de repli vers la commémoration et le souvenir de l'action du général de Gaulle, les actions proprement politiques étant peu à peu délaissées. Des organisations comme Présence du gaullisme ou l'Association pour la fidélité à la mémoire du général de Gaulle<sup>815</sup> témoignent de cette évolution : si elles ont une certaine longévité, elles ne nourrissent plus aucun objectif d'intervention politique. La création par Jacques Dauer en 1994 de l'Académie du gaullisme, de l'Action pour le renouveau du gaullisme et de ses objectifs sociaux (ARGOS) en 1998 par Jean Charbonnel, illustre encore la marginalité de la mouvance<sup>816</sup>.

---

<sup>813</sup> Dont le FP indique qu'elles ont un « caractère un peu gratuit et irresponsable », *Notes d'information*, 55, 21/01/1969.

<sup>814</sup> « Trop gaulliste pour accepter un chef d'Etat-major, trop individualiste pour accepter un fédérateur, la gauche gaulliste vit de souvenirs et quelquefois d'espoir », MAUS Catherine, *op.cit.*, p.107.

<sup>815</sup> Voir LACHAISE Bernard, « De l'Association nationale pour l'appel au général de Gaulle dans le respect de la légalité républicaine à l'Association pour la fidélité à la mémoire du général de Gaulle », in ANDRIEU Claire, LE BEGUEC Gilles, TARTAKOWSKY Danielle, *Associations et champ politique. La loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, p.403-417. L'auteur montre bien l'éloignement de plus en plus prononcé de l'association à l'égard des successeurs du général de Gaulle, la création du RPR par Jacques Chirac ne suscitant guère d'enthousiasme en raison de l'abandon de la symbolique gaulliste (la croix de Lorraine par exemple).

<sup>816</sup> L'Académie du gaullisme, qui publie *La Lettre du 18 juin. Le Combat de l'avenir* se prononce en 2002 en faveur du « Pôle républicain » de Jean-Pierre Chevènement ; en 2006 pour une convergence de la gauche antilibérale et du courant gaulliste désormais incarné par Nicolas Dupont Aignan ; elle n'appelle pas à voter pour Nicolas Sarkozy en 2007. Dans une lettre, Jacques Dauer regrette l'échec du FP : « J'aurais aimé donner au gaullisme l'équivalent de l'école de Bobigny du PC », 129, 10/05/2007.

Plus difficile encore est la tâche des ateliers intellectuels, à qui le franchissement du palier de l'action politique va causer de sérieux problèmes de cohésion interne.

## **Section 2 : Les risques d'un engagement limité**

Il s'agit ici de voir quelles trajectoires empruntent les structures non-partisanes qui choisissent de se consacrer davantage à la réflexion qu'à l'action politique immédiate, appréhendant la collaboration avec les partis politiques. Cette démarche, qui pourrait paraître a priori plus sûre, se révèle en fait très risquée, tant pour les organisations qui se situent « au milieu du gué » (§1) que pour celles qui optent pour le pur travail doctrinal (§2).

### **§1 : La position ambiguë des « sociétés de pensée déchirées »**

Ce type d'organisation se caractérise par une hésitation constante à l'égard de l'action politique : malgré la volonté initiale de ne pas vouloir se substituer aux partis, l'attraction du champ politique se fait rapidement sentir (A), ce qui est à l'origine de graves menaces sur la cohésion interne (B).

#### ***A. Une intervention politique hésitante***

Là où les structures de rénovation partisane et les structures transitoires de rassemblement s'assignent un objectif clair et limité (renouveler un parti, rassembler une famille politique), les ateliers intellectuels ne fixent pas toujours dès leur création les limites de leur intervention, ce qui conduit une partie de leurs adhérents à vouloir s'investir plus directement.

En effet, là où une enquête réalisée par le Centre de recherche d'opinion publique en février 1965 révèle que 81% des adhérents du club des Jacobins sont d'accord pour dire que leur objectif principal est de « réunifier les forces de gauche » (seule une minorité accorde la priorité au débat entre citoyens venus de différents horizons), le groupe des clubs des Assises de Vichy a du mal à tracer précisément les contours de son action : pour le club Démocratie nouvelle, il y a bien une distinction fondamentale entre le rôle des clubs et celui des partis :

*« Les partis politiques régénérés, regroupés, auront encore leur mot à dire ; on peut souhaiter que les hommes des Clubs puissent adhérer aux partis pour aider à ce renouveau. Mais les Clubs en tant que tels représentent autre chose, par-delà*

*même l'actualité politique. A notre époque moderne, le besoin de réflexion se fait de plus en plus sentir, le besoin de recherche en dehors mais à côté de l'action [souligné par l'auteur] est de plus en plus primordial »<sup>817</sup>.*

Mais il s'avère rapidement que la séparation entre activité d'éducation civique et engagement politique va être très difficile à maintenir, comme le reconnaît Henri Bergougnoux pour le club Citoyens 60 :

*« Les clubs ont avant tout pour mission d'aider chacun à poursuivre son éducation politique permanente, ce qui ne supprime pas, bien entendu, les prises de position [...] parce que la pédagogie ne saurait être coupée de l'engagement et de la réflexion de l'action »<sup>818</sup>.*

Il paraît en effet difficile, au terme d'une entreprise de « repolitisation » des citoyens, que les clubs arrêtent là leur action : leurs prises de position communes, sur les élections municipales puis sur l'élection présidentielle (voir *supra*, 2<sup>ème</sup> partie), montrent qu'ils ne comptent pas limiter leur rôle à une simple prise de conscience civique. Certains commentateurs de l'époque y voient une déviation par rapport à leur nature originelle<sup>819</sup>, les clubs changeant rapidement de rôle et venant concurrencer les partis<sup>820</sup>.

A la différence des clubs réunis au sein de la CIR, cette évolution va poser problème au groupe des Assises, qui rechigne à s'insérer pleinement dans la vie politique ; cependant, influencer les partis politiques sans participer aux principales échéances politiques – les élections – paraît être un exercice difficile et un phénomène *d'attraction* vers le champ politique est assez tôt observable chez une série d'adhérents de ces organisations :

Une note interne du Club Jean Moulin constate ainsi dès 1962 : *« Nous n'avons jamais réellement franchi le saut entre cet exposé des problèmes, cette description des tendances, cette esquisse des solutions et, ne fût-ce que sur des points limités, des prises de position rigoureuses, contraignantes, sur lesquelles nous aurions*

---

<sup>817</sup> Cité in COLARD Daniel, *op.cit.*, p.274.

<sup>818</sup> BERGOUGNOUX Henri, « Le phénomène clubs », *Citoyens 60*, 04/05/1964, cité in OLIVER Vincent, *op.cit.*, p.30.

<sup>819</sup> Claude Estier écrit : *« Celle-ci réside essentiellement dans le passage, la transformation de ces groupes de réflexion et de ces laboratoires du citoyen – qui avaient toujours affirmé bien haut leur volonté de ne jamais se transformer en nouveau parti – en « lobbys politiques » de plus en plus préoccupés par l'action et le militantisme et de moins en moins par l'éducation du citoyen », Le Nouvel Observateur*, 30, 10/06/1965. Ce commentaire illustre les inquiétudes suscitées par l'entrée d'« intrus » dans le jeu politique.

<sup>820</sup> *« Du fait qu'ils devenaient efficaces, souvent en raison de l'absence d'autres forces, les groupes non partisanes acquéraient une audience et un poids, ce qui les contraignait à prendre leurs responsabilités, et une sorte d'engrenage se créait », OLIVER Vincent, op.cit., p.344.*

*engagé bataille et perdu notre tranquillité.* » Elle préconise un engagement plus poussé du club, pour « *répondre à notre vocation de société de pensée militante et non de vieux sages dans notre tour d'ivoire [...], sans se confondre avec le jeu des partis ou la préparation d'un manifeste électoral* »<sup>821</sup>.

Tout le problème réside dans la définition de cette politique de « l'entre-deux », d'autant plus que le club, soucieux d'ouverture et de tolérance idéologique, accueille des profils très variés. Certains membres du comité directeur s'émeuvent de cette hétérogénéité : « *Non pas que nous voulions constituer le Club en noyau dur en décrétant une orthodoxie ; mais il n'est pas non plus une auberge espagnole* »<sup>822</sup>. Ne se réclamant qu'à demi-mots du socialisme, le Club Jean Moulin, ainsi que les autres clubs du groupe des Assises, ne disposent pas de la ressource de l'idéologie comme ciment du groupe : c'est plutôt le goût de l'étude, de la constitution de dossiers « objectifs » qui rassemble leurs membres.

Mais comment intervenir concrètement, lorsque l'on condamne les illusions qui paralysent la gauche française, dont celle « *suivant laquelle on peut rénover un parti de l'intérieur. C'était l'illusion de Mendès. N'est-ce pas aujourd'hui celle de Defferre ?* »<sup>823</sup> ? Le club Démocratie nouvelle cultive également l'ambiguïté, proposant que les clubs forment des hommes qui s'engageront en politique mais qu'ils ne s'engagent pas en tant qu'organisations, tout en souhaitant que les clubs prennent des positions sur les élections.

De la même manière, le club Objectif 72<sup>824</sup>, qui n'appartient pas au groupe des Assises, nourrit le même type d'hésitations : son leader, Robert Buron, indique que « *ce n'est pas un parti dans la mesure où il ne s'engage pas pour l'instant dans la bataille électorale [...], nous ne sommes pas davantage un club, dans la mesure où*

---

<sup>821</sup> *Note pour le Comité général*, archives du Club Jean Moulin, 1CJM2, Comité directeur 1962-1964, 02/05/1962, p.2 et 5.

<sup>822</sup> ULLMO Yves, *note au Comité directeur*, 1CJM2, 08/11/1962, p.7.

<sup>823</sup> *Note pour le Comité général*, 1CJM3, Dr 3, Comités divers, 07/04/1965, p.1. La note indique néanmoins qu'il faut « *encourager le renouveau partout où il se manifeste. Il faut être avec L'Union des étudiants communistes contre le PC [...], avec Defferre contre Mollet, [...] avec Lecanuet contre Pfmilin ; tout en gardant à l'esprit l'objectif d'un grand parti de centre-gauche, toute autre création de parti étant nuisible* », p.4.

<sup>824</sup> Ce mouvement est à la frontière des différentes catégories de structures non-partisanes : créé dans l'espoir de rénover le MRP, il se consacre ensuite davantage à la recherche, avant d'intervenir à nouveau dans le jeu politique en se rapprochant de la famille socialiste. Il ne faut pas considérer la typologie des cercles de réflexion comme fixiste ou rigide : une même organisation peut en franchir les frontières plusieurs fois au cours de son existence.

*nous ne nous contentons pas d'une réflexion* »<sup>825</sup>. Le groupe laisse entendre qu'il pourra le cas échéant franchir le pas de l'action électorale : néanmoins, il ne le fait pas en 1968 faute de moyens (voir *supra*, 2<sup>ème</sup> partie) et se retrouve tiraillé entre le PSU, la FGDS et le repli sur un travail de réflexion ; souhaitant se différencier des clubs de pédagogie civique<sup>826</sup>, il va participer à la recomposition de la gauche socialiste, en ne donnant des indications qu'assez vagues à ses militants quant à la question de la double appartenance<sup>827</sup>. Objectif 72 ne donne pas de consigne de vote en 1969, n'a pas de politique réellement définie pour les élections municipales de 1971 (Robert Buron est élu sur une liste regroupant la CIR, les radicaux et Objectif 72, dans certaines villes des militants sont présents sur plusieurs listes différentes) : la question de l'intégration au PS devient pressante, l'objectif initial d'occuper un espace entre le PCF et le PS étant abandonné<sup>828</sup>. Il se rapproche finalement de la mouvance autogestionnaire, avant de participer aux Assises du socialisme (voir *infra*, Chapitre 2).

Le problème de l'interaction avec le politique, que l'on retrouve dans le cas d'ATTAC, va exercer une forte pression sur la cohésion interne des mouvements en question, et aboutir dans certains cas à leur disparition, une partie de la base

---

<sup>825</sup> Cité in HAOUDJI Gaëlle, *Un groupe d'études et d'action politique : Objectif 1972, Objectif socialiste, 1967-1974*, mémoire de l'université Paris I, 1997, p.29. Pour l'auteure, « Robert Buron semble se situer entre les deux courants clubistes, sociologiquement il se rapproche du courant de Vichy, mais au niveau du mode d'action, il partage davantage les vues de la CIR. Cependant ce sont des réseaux qui lui sont étrangers » (p.23).

<sup>826</sup> Un représentant de la région parisienne déclare au Comité fédéral : « Je crois qu'il faut descendre de l'utopie et entrer dans l'efficacité. Ce n'est pas en poursuivant seulement une activité du genre Club Jean Moulin plus à gauche, mais avec moins d'experts, que nous préparerons dans les fait un avenir meilleur », archives André Jeanson, JE2, Réunions du Comité fédéral, 05/07/1969.

<sup>827</sup> Le collectif national indique à propos des militants qui souhaiteraient adhérer au Nouveau parti socialiste : « des choix devront être faits par les militants se réclamant de la double appartenance lorsqu'ils accepteront des responsabilités selon que leur vocation les pousse davantage vers la réflexion, la recherche et la formation ou vers la propagande et l'action électorale », archives André Jeanson, JE2, Réunions des collectifs de direction, Collectif national du 09/02/1969. Aucune mesure de sanction éventuelle n'accompagne cette recommandation ; quelques années plus tard, une motion d'un groupe local pointe le problème de fonctionnement posé par la double appartenance, dans la mesure où « les responsables ainsi engagés sont vite amenés à prendre au sein de ces formations politiques des responsabilités parfois importantes. De ce fait, il arrive que les responsabilités ainsi acceptées soient préjudiciables à l'animation des groupes [...]. Certains d'entre eux se trouvent parfois même « décapités ». Ainsi, le Groupe Nord [...] attire l'attention des responsables locaux sur les dangers d'une telle évolution. Il demande à tous les responsables de n'accepter d'autres responsabilités que dans la limite où celles-ci n'aient pas pour voie de conséquence la paralysie des groupes [...] existants », JE2, 2<sup>ème</sup> Convention nationale, 10-12/11/1972.

<sup>828</sup> Robert Buron reconnaît : « Nous ne sommes pas en mesure de constituer le sous-ensemble dont nous parlons si souvent », cité in HAOUDJI Gaëlle, *op.cit.*, p.115.

militante s'éloignant au fur et à mesure que leur organisation se rapproche du système partisan.

### ***B. Les menaces sur la cohésion interne***

Deux exemples illustrent les effets d'un engagement politique choisi « en cours de route » : le Club Jean Moulin, qui se fracture inexorablement à partir de son entrée sur la scène politique (1) ; ATTAC, qui subit une grave crise interne à l'occasion de la présentation de listes « 100% altermondialistes » en 2004 (2).

#### ***1. Jean Moulin, un club brisé par l'engagement partisan***

Claire Andrieu date la fin de la « grande époque » du club de l'échec de la candidature de Gaston Defferre (voir *infra*), bien que ses activités (publications, séminaires) continuent jusqu'en 1970<sup>829</sup>. La tentative avortée de mettre sur pied la Grande Fédération porte en effet un grave coup au club, non seulement parce que son projet politique échoue, mais aussi parce qu'il crée de fortes tensions internes et fragilise le collectif. Une partie des membres s'était investie très fortement dans la campagne de soutien à Gaston Defferre, au sein des comités Horizon 80<sup>830</sup>, mais selon une formule assez ambiguë, puisque cet engagement était censé se faire « à titre personnel » et ne pas engager le club en tant que tel, bien que la consultation des adhérents ait démontré l'existence d'un courant de sympathie en faveur du maire de Marseille. La solution retenue suscite une dure critique du club Démocratie nouvelle :

*« La formule « d'hommes des Clubs participant à titre strictement personnel » à un certain nombre d'opérations tout en conservant des liens étroits avec les Clubs, est une formule stérile et qui risque de méconnaître le jeu réel des équilibres politiques. [...] Cette formule hypocrite, qui donne « bonne conscience » à bien des gens, relève d'un radical-socialisme dépassé. C'est parce qu'ils appartiennent à*

---

<sup>829</sup> « Vu à travers ses archives, examiné donc à une échelle moins macroscopique, le Club paraît de plus en plus occupé de lui-même. La question n'est plus seulement : « Que faire ? » pour démocratiser tel ou tel aspect de la vie publique, mais : « Que faire du Club ? » Une suite de désaccords liées aux péripéties de la scène électorale affecte les relations entre les clubistes, provoque des démissions, accroît l'absentéisme. Le processus du désengagement est enclenché et rien ne l'arrêtera, malgré plusieurs réorientations. », *Pour l'amour de la République...*, op.cit., p.485.

<sup>830</sup> Le comité national Horizon 80 comprenait 31 membres ; 7 d'entre eux appartenaient au Club Jean Moulin, dont Olivier Chevrillon, Maurice Duverger, Jacques Pomonti, Georges Suffert.

*un groupement organisé que les hommes nouveaux doivent faire leur entrée en politique* »<sup>831</sup>.

Même si le club de Marseille ne propose pas d'alternative très claire à cet engagement en demi-teinte, il pointe les difficultés posées par celui-ci : comment le nom du club ne serait-il pas associé à l'échec de Gaston Defferre alors que plusieurs de ses membres éminents ont pris part, en première ligne, à la bataille politique ? Un communiqué paru en juin 1965 illustre bien l'impossibilité de cette dissociation : *« l'échec qui vient d'être enregistré a sans doute pour résultat une clarification de la situation. Il est nécessaire d'en déduire toutes les conséquences, mais les clubs ont le souci de le faire avec les délais qu'exige une analyse sérieuse »*<sup>832</sup>.

Le problème pour le Club Jean Moulin est que l'actualité politique de l'été et de l'automne 1965 ne lui laisse pas de répit pour se livrer à une introspection : il doit se prononcer sur la candidature de François Mitterrand, qui ne suscite pas un grand enthousiasme dans ses rangs<sup>833</sup> ; la question de l'adhésion éventuelle à la FGDS se pose également de manière brûlante. La réunion des clubs qui se tient à Lyon en décembre 1965 voit se dérouler de longs débats, parfois confus, entre les partisans d'une entrée dans la Fédération pour contrebalancer la force de la SFIO – c'est la position d'Alain Savary par exemple – et ceux qui se montrent beaucoup plus réservés, les attitudes des uns et des autres n'étant d'ailleurs pas complètement figées<sup>834</sup>. La motion votée, qui soutient la candidature de François Mitterrand et réserve le problème de la Fédération pour plus tard, déclenche une grave crise au sein du Comité directeur de Jean Moulin, Georges Suffert étant accusé d'avoir donné la signature du club en contradiction avec le souhait de l'Assemblée générale de ne pas se prononcer : après un déjeuner du Comité directeur houleux, il quitte ses fonctions de secrétaire général.

---

<sup>831</sup> Club Démocratie nouvelle, *Quel avenir pour les clubs ?*, rapport introductif, archives du Club Jean Moulin, 4CJM3, Dr1, 15/05/1965, p.2.

<sup>832</sup> Communiqué du 21/06/1965, 4CJM3, Dr1.

<sup>833</sup> Jacques Pomonti écrit alors à un adhérent qui prenait ses vacances : *« En attendant, vous pouvez les prolonger aussi longtemps que vous le désirez : ce qui se passe ici n'est pas tellement passionnant !*, cité in ANDRIEU Claire, *op.cit.*, p.490. Le club reçoit François Mitterrand en réunion plénière en octobre : l'ambiance est glaciale ; la consultation interne organisée pour savoir si le club devait prendre position fait apparaître une baisse du nombre de votants et le soutien franc au député de la Nièvre ne remporte qu'une faible majorité.

<sup>834</sup> Démocratie nouvelle, qui avait adhéré à la FGDS dès le 10 septembre, hésite alors à confirmer son engagement.

La convivialité cède brusquement le pas à une atmosphère de démoralisation, voire de suspicion<sup>835</sup>. Stéphane Hessel fait le constat en janvier 1966 du problème d'orientation que connaît le club :

*Il prend acte de la coexistence, au sein du club, « de membres qui, très au courant de l'évolution au jour le jour de la conjoncture politique, sont tentés de faire peser l'autorité du Club sur les éléments qui la composent, et de membres qui, mus par une conception différente de l'impact politique, tentent de réserver toute l'énergie disponible pour des confrontations, des études, des témoignages ou des débats. [...] Il ne paraît plus possible de faire vivre et fonctionner le Club comme il a vécu et fonctionné au cours des huit derniers mois : engagé, sans l'être, cherchant à multiplier les contacts et à apporter sa caution par l'intermédiaire des regroupements les plus divers, sans choisir nettement un cadre au sein duquel il exercerait son influence, et simultanément déplorant les pertes de temps et de substance qu'il subissait et constatant que le travail pour lequel il semblait le mieux fait, travail d'analyse, de proposition, de projets économiques, sociaux, culturels, politiques, piétinait »<sup>836</sup>.*

Le club semble être à la croisée des chemins : il organise à nouveau une consultation démocratique afin de déterminer s'il « s'interdit pour le moment d'apporter sa caution, son nom, son engagement à quelque formation ou regroupement politique que ce soit » ou s'il « considère qu'il est conforme à sa vocation et à son action passée de participer au « combat » politique » et « décide d'examiner avec un préjugé favorable les conditions et les formes, compatibles avec sa spécificité, de sa participation à cette entreprise ». Les partisans de la FGDS l'emportent, mais avec une majorité de 123 voix contre 96 ; la consultation suivante, qui porte sur les modalités d'adhésion du club à la FGDS (allait-il être un membre de plein exercice ou se contenter d'une représentation technique dans les commissions créées par la Fédération ?), confirme l'existence d'un clivage au sein du club sur le degré d'investissement politique à adopter. Dans un laps de temps

---

<sup>835</sup> Jacques Pomonti écrit dans une lettre : « Nous sommes un certain nombre de clubs qui avaient trop d'espoir dans l'opération Defferre pour nous remettre aisément de son échec. Et de fait, nous nous en sommes mal remis. Cette situation suscite actuellement deux tentations contradictoires. D'une part un retrait sur l'Aventin exclusif de toute participation à la conjoncture politique ; d'autre part l'espoir non éteint de retrouver des conditions semblables et donc de se saisir de toutes les occasions qui pourraient engendrer de telles conditions [...]. Cette situation contradictoire engendre une atmosphère politique un peu nerveuse, peu propice aux conciliations, un peu exaspérée devant toute perspective d'action se situant uniquement dans un long terme incertain », archives du Club Jean Moulin, 4CJM3, Dr 1, 22/12/1965.

assez bref, le Club Jean Moulin est passé d'une attitude très réservée à l'égard du président de la FGDS à l'adhésion complète à cette dernière : le bon résultat du candidat de la gauche a sans doute joué un rôle dans cette évolution, laissant espérer un dynamisme en faveur de la restructuration des forces politiques opposées au gaullisme.

Cependant, le ralliement à la FGDS et à François Mitterrand suscite de violentes réactions de la part de certains, qui choisissent de quitter le club<sup>837</sup> : les activités diminuent en conséquence et les responsables s'inquiètent<sup>838</sup>. Le club réussit-il à compenser ces aspects négatifs en exerçant une influence notable à l'intérieur de la Fédération ? Rien n'est moins sûr : en dehors de quelques éléments apportés au programme de la FGDS en juillet 1966 (non négligeables – la création d'une Cour suprême constitutionnelle, la mise en route d'une planification démocratique, la reconnaissance légale de la section syndicale d'entreprise, le soutien à la construction européenne et à l'ONU – la tentative de pousser les dirigeants de la FGDS à ouvrir l'organisation aux adhésions directes, et non plus via les composantes de la Fédération, est un échec. Les partis conservent jalousement leur périmètre d'influence et il devient évident que la FGDS ne sera pas le « parti multiforme » dont rêvaient les clubistes. Les négociations avec le PCF en vue des élections législatives de 1967 accentuent les divisions internes du club, qui qualifie dans son bulletin le projet d'alliance de « *confus, stérile, contradictoire* » ; il s'agirait d'une « *mystification [qui] disqualifierait la Fédération comme agent d'une renaissance de la gauche et pivot du futur*

<sup>836</sup> Note de Stéphane Hessel, archives du Club Jean Moulin, 1CJM3, Dr 1, Comités divers, janvier 1966, p.1-2.

<sup>837</sup> Claire Andrieu cite des lettres de démission qui illustrent l'existence d'une hostilité certaine à l'encontre de François Mitterrand – associé à Guy Mollet de surcroît – : « *Defferre out, vous ralliez Mitterrand. Je vous quitte donc avant que vous ne tombiez dans les bras de Mollet* » ; « *J'avoue ne pas comprendre comment le nom de Jean MOULIN peut rester attaché à un club dont deux membres s'acoquinent avec le secrétaire perpétuel des ronds-de-cuir et le Rastignac de la Nièvre. Mais vous, vous comprendrez que je n'aie plus rien à faire dans cette galère. Rayez-moi donc, s'il vous plaît, des listes d'un club qui devrait s'appeler maintenant : Guy Mitterrand* », cités p.497. Un autre adhérent exige en février 1966 la démission collective du Comité directeur, qui aurait trahi les statuts du club, dont l'action vise à combattre le gaullisme mais sans « *jamais se confondre avec celle des formations politiques traditionnelles, même renouvelées ou fédérées* », archives du Club Jean Moulin, 1CJM4, Dr4, Assemblée générale 1966.

<sup>838</sup> Un document préparatoire à la journée d'études du comité directeur du 17 septembre 1966 demande que la « *réanimation du Club soit considérée comme l'un de ses objectifs prioritaires* », cité in ANDRIEU Claire, *op.cit.*, p.500.

*gouvernement de la France* »<sup>839</sup>. Cette hostilité au PCF, déjà présente dans *Un parti pour la gauche* mais déclenche cette fois une vague de démissions, certains adhérents lui reprochant d'adopter une ligne politique erronée :

*« En abandonnant l'exploration des voies les plus ouvertes de l'unité à gauche, en redessinant les contours d'un bloc politique a-communiste [...], en posant des limites à sa conception de l'unité, par là même, le Club a perdu l'avantage qu'il avait d'être d'abord une conscience diffuse mais profonde de la Gauche unie et œuvrant à terme pour l'unité. Il est devenu un pseudo-appareil politique exprimant une tendance constituée, hélas, par des hommes retirés en exclus des anciens appareils de partis, soit par des hommes à la recherche d'une structure politique adéquate à leur action et à leur thèse centriste [...]. Le Club n'est plus alors qu'une formation politique comme une autre et sa seule originalité est de se cacher à lui-même qu'il est tel. Ce qui pouvait être à la rigueur, acceptable dans le genre « recommandations paternalistes » ne l'est-il plus après l'engagement du Club »<sup>840</sup>.*

Devenu partie prenante de la FGDS, le club ne peut plus se prévaloir de sa position en retrait pour exprimer des positions qui auraient l'apparence de la neutralité : son engagement accentue les tensions au sein du Comité directeur, par exemple entre Maurice Duverger et Georges Vedel<sup>841</sup> ; il ne pèse que très peu dans la Fédération ; les rétributions de son adhésion paraissent donc très faibles, voire même négatives<sup>842</sup>.

Tandis que les démissions continuent<sup>843</sup>, le Comité directeur, qui a bien conscience de la situation, déclare :

*« Nous devons avoir, avant l'été ou dès la rentrée, un grand débat « démocratique » que nous n'avons pas eu depuis longtemps. [...] La nature de notre entreprise et notre système de réflexion et de prise de décisions ne sont pas adaptés au « quotidien » politique. Nous devons devancer l'évènement pour ne pas*

---

<sup>839</sup> *Bulletin du Club Jean Moulin*, « Trois dangers », 60, décembre 1966.

<sup>840</sup> Lettre de Louis Charles Frossard, archives du Club Jean Moulin, 3CJM6, Dr1, 16/01/1967.

<sup>841</sup> Pour le premier, « *Il n'est pas possible que Jean Moulin joue dans la Fédération le rôle de Félix Gaillard ou de Maurice Faure, contestant la position centriste du second, pour qui « il n'y a pas nécessairement coïncidence entre la démocratie et la gauche. Il est plus important d'avoir un bon système de gouvernement que d'avoir la gauche au pouvoir* [souligné par l'auteur] », *Le Monde*, 28/02/1968.

<sup>842</sup> Un participant à la journée d'études du Comité directeur en septembre 1967, écrit, désabusé : « *Qu'espérons nous ? Que Mollet soit touché par la grâce ? Que Waldeck devienne européen ? Que Mitterrand se transforme en Napoléon ?* », archives du Club Jean Moulin, 1CJM2, Comité directeur 1962-1964.

*être surpris par lui (comme ce fut malheureusement le cas lors des Présidentielles qui nous virent incapables de prendre une décision). Qui plus est, nous croyons trop aux idées – notamment à celles que nous formulons – pour ne pas être désorientés et déçus par la minceur et la dispersion de leur utilisation dans les jeux de la politique. Sur ce terrain, nous sommes des « amateurs ». [...] Sur le plan des idées de base et de la réflexion générale, l'«Etat et le citoyen » et « Le socialisme et l'Europe » ont un peu épuisé le stock ». [...] L'«essoufflement » du Club n'est pas celui d'une génération d'hommes, il est en partie celui d'une génération d'animateurs du Club, la première »<sup>844</sup>.*

Mais la relance du club paraît désormais impossible, surtout après les évènements de Mai 68 (voir *supra*, 1<sup>ère</sup> partie). La dernière initiative de Jean Moulin sur la scène politique est de se prononcer pour l'abandon du pouvoir par le général de Gaulle et la constitution d'un gouvernement provisoire autour de la gauche ; Jacques Pomonti convainc, non sans difficulté, les membres du Comité directeur de le laisser se présenter aux élections législatives sous l'étiquette de la Fédération : il obtient 5% des voix dans sa circonscription, arrivant ainsi néanmoins en tête de la gauche non communiste , qui subit une débâcle générale. Dans ce contexte, le club se replie loin de la scène électorale, mais sans réussir à relancer son travail de réflexion.

Les deux années suivantes sont marquées par une lente agonie, le nouveau secrétaire général, Jean-Jacques Rosa, évoque un effectif réel de 40 à 50 personnes en printemps 1969 et déplore le peu d'investissement de la base :

*« La plupart des présents à ces réunions sont, en gros, des « activistes » qui conçoivent leur adhésion au Club comme le substitut d'un engagement dans un parti politique et réclament d'autant plus vivement une prise de position politique pour le Club qu'ils ne s'y sont résolus individuellement »<sup>845</sup>.*

En panne de stratégie, d'orientation claire pour ses travaux de recherche<sup>846</sup> et confronté de plus à une crise financière, le club périclité, ses prises de position

---

<sup>843</sup> Jacques Roger-Marchant démissionne en invoquant l'« insuffisante démocratie au sein du Club », lettre de Jacques Pomonti au Comité directeur, 1CJM2, 02/05/1967.

<sup>844</sup> Note préparatoire à la réunion du Comité directeur, 1CJM2, 23/04/1967.

<sup>845</sup> Lettre de Jean-Jacques Rosa au Comité directeur, 1CJM3, Comité directeur 1969, 07/01/1969.

<sup>846</sup> Les instances du club tentent de définir un projet intitulé « Recherche de doctrine » mais celui-ci est assez flou et s'engage dans plusieurs directions : les conflits entre générations, le problème de la prise du pouvoir...la commission politique est censée partir à la fin de l'année 1969 « à la

favorables à Jacques Chaban-Delmas achevant de brouiller son image : il cesse de fonctionner en 1970, les derniers échanges internes évoquant un contexte défavorable<sup>847</sup>. Il n'y a pas de décision formelle de dissolution, mais simplement un arrêt des activités, faute de militants.

C'est bien l'engagement sur la scène politique qui a causé le déclin progressif du club : si le soutien à Gaston Defferre avait recueilli un assez large soutien interne, les modalités d'investissement d'une petite élite auprès du maire de Marseille, puis l'échec de ce dernier, ont causé la perte définitive de l'initiative pour les clubs des Assises en général, au profit des « professionnels de la politique », qu'ils animent les partis ou des clubs très structurés comme la CIR. En décidant de clarifier l'ambiguïté de son positionnement politique initial, le club a en fait révélé les fractures politiques en son sein, notamment entre adversaires et partisans de François Mitterrand et de sa stratégie d'union de la gauche, mettant fin au consensus et à la convivialité qui avaient marqué ses premières années d'existence.

Un exemple plus récent et assez différent montre également le problème de l'intervention en politique des « sociétés de pensée » : il s'agit d'ATTAC.

## ***2. ATTAC et la participation électorale : les limites du lobbying intellectuel***

Fondée sur un projet de rassemblement de simples citoyens opposés à l'emprise de la finance sur l'économie à travers la revendication de la taxe Tobin, ATTAC élargit rapidement l'éventail de ses problématiques et formule des propositions en matière d'agriculture, de services publics, d'éducation, de santé, etc<sup>848</sup>. Cette « montée en généralité », accompagnée d'un réel succès militant (environ 30 000 adhérents), conduit l'association à s'autonomiser par rapport à ses

---

*recherche d'un projet socialiste* », 5CJM1, Dr 1, 01/12/1969. Les travaux ne seront pas réellement lancés.

<sup>847</sup> « *L'évolution récente de la gauche française n'a donc pas été favorable au Club* », compte-rendu du Comité directeur, 1CJM3, Dr 2, Comité directeur 1970, 12/01/1970. Dans l'émission radiophonique consacrée par Claire Andrieu au club en 1991, les membres du club interviewés déclarent avoir vu dans le Programme commun de 1972 une « régression idéologique ».

<sup>848</sup> « *Nous étions partis du refus de la spéculation financière en proposant d'instaurer une modeste taxe Tobin sur les transactions de change. Et nous avons très rapidement compris qu'elle ne servirait pas à grand-chose si elle ne s'accompagnait pas de la suppression des paradis fiscaux, du contrôle des banques centrales, de la réforme radicale des institutions financières internationales, telles que le Fonds monétaire et la Banque mondiale, et de l'annulation de la dette du Tiers-Monde* », HARRIBEY Jean-Marie, contribution citée.

membres fondateurs : elle devient un acteur à part entière au sein de « *l'espace des mouvements sociaux* »<sup>849</sup>, qui porte « *un projet de société qui s'applique à tous les domaines de la vie sociale* »<sup>850</sup>. Quelques voix se prononcent pour le « recentrage » de l'association sur sa revendication initiale mais globalement cette évolution est acceptée : le Conseil scientifique définit assez précisément une série de « *points de rupture* » en deçà desquels aucune politique nouvelle ne pourrait commencer à changer la donne et à redonner confiance aux citoyens dans l'action politique »<sup>851</sup>.

ATTAC a-t-elle vocation à devenir « *le mouvement d'émancipation du 21<sup>ème</sup> siècle* »<sup>852</sup> ? La question est posée par la direction, qui n'entend pas se limiter au travail de contre-expertise intellectuelle : elle s'inquiète du grand nombre de non-renouvellement d'adhésions et de la faiblesse du flux de nouvelles arrivées, les comités locaux étant invités à relancer les individus concernés. Cette question de la politique d'adhésion n'est pas innocente puisque, en dehors de l'aspect financier, savoir si ATTAC doit être une organisation de « masse » ou non correspond à une vision du rôle de l'association : soit elle se limite à un rôle d'éducation civique et politique et à une fonction de « pourvoyeur d'idées » ; soit elle devient un mouvement suffisamment autonome pour agir à sa guise et capable, éventuellement, de s'investir davantage dans le jeu politique. L'essoufflement de la dynamique de l'association en 2003, année marquée par l'échec de la mobilisation contre la réforme des retraites et l'apparition de tensions au sein du mouvement altermondialiste (voir *supra*, 2<sup>ème</sup> partie), provoque chez une partie des militants un mélange de désillusion et d'impatience : comment obtenir des résultats politiques

---

<sup>849</sup> Entendu comme l'univers de pratique et de sens qui s'est constitué et autonomisé, dans et par le développement de différentes luttes des années 1990 (sans-papiers, chômeurs, salariés victimes de licenciements boursiers...); il comprend une composante syndicale (Solidaires unitaires démocratiques, Confédération paysanne), une nébuleuse associative (Agir contre le chômage !), une composante politique (militants écologistes et d'extrême-gauche investis dans le mouvement social) et une composante intellectuelle (Fondation Copernic, ATTAC). Voir MATHIEU Lilian, « Notes provisoires sur l'espace des mouvements sociaux. Des nouvelles mobilisations à « Nous sommes la gauche » », *Contretemps*, 11, septembre-novembre 2004, pp.51-59.

<sup>850</sup> NIKONOFF Jacques, contribution citée. Ce n'est pas tout à fait le cas : des sujets comme le nucléaire par exemple divisent les adhérents et conduisent ATTAC à rester prudente, affirmant à l'occasion de sa signature de l'appel contre le réacteur EPR qu'elle « *n'a pas de position a priori pour ou contre l'énergie d'origine nucléaire, d'une part ce n'est pas l'objet de l'association de prendre position sur tous les choix techniques, d'autre part il n'y a pas consensus entre ses adhérents sur cette question* », <http://www.france.attac.org/spip.php?article6120>.

<sup>851</sup> Contribution commune du Conseil scientifique, « Nouvelle étape : ATTAC dans le mouvement altermondialiste », <http://www.france.attac.org/spip.php?article3731>, 02/12/2004. Les « points de rupture » sont la réduction du temps de travail, l'instauration d'un revenu garanti, la mise en place de taxes écologiques, l'appropriation sociale des grandes infrastructures, etc, formant un programme détaillé.

concrets, une fois que la politique d'interpellation des forces politiques<sup>853</sup> a prouvé ses limites ?

Ces questions vont se poser avec force lors des élections européennes de 2004, une partie des adhérents souhaitant franchir le cap de l'action électorale en présentant des listes « 100% altermondialistes ». Avant de revenir sur cet épisode, il faut rappeler qu'ATTAC a fixé dès sa création des garde-fous à d'éventuelles tentatives d'entrisme en son sein (d'où la place importante des membres fondateurs) et qu'elle entend « *faire de la politique, mais autrement* »<sup>854</sup> : elle entend rester indépendante et n'être instrumentalisée par quiconque, bien qu'elle ait constitué des réseaux d'élus, dans les assemblées française et européenne<sup>855</sup>. L'étanchéité que souhaite maintenir ATTAC entre le champ partisan et elle-même se traduit par l'adoption d'une série de règles, à l'Assemblée générale de Tours en 2001 puis à la fin de l'année 2003 dans un « guide de bonne conduite pour les membres de l'association » :

- les dirigeants nationaux ne peuvent figurer sur des listes électorales : cette règle est précisée pour les élections de l'année 2004, tous les membres des instances statutaires (Conseil d'administration, Conseil scientifique, personnes physiques membres du Collège des fondateurs) souhaitant être candidats devant se mettre en congé de leurs responsabilités dès le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et ce jusqu'à la fin de la campagne ; s'ils venaient à être élus, ils ne recouvreraient pas leurs responsabilités antérieures. De plus, la qualité de membre d'ATTAC ne doit pas être mentionnée publiquement et le matériel électoral ne comporter aucune référence à ATTAC, qui dans le cas contraire dénoncerait l'utilisation abusive de son nom<sup>856</sup>.

<sup>852</sup> CASSEN Bernard, *Le Figaro*, 08/10/2003.

<sup>853</sup> ATTAC demande par exemple aux candidats de se prononcer sur une série de points durant la campagne présidentielle de 2002 mais son intervention n'a que peu d'écho ; au niveau local, le comité ATTAC de Seine-et-Marne a plusieurs fois adressé des courriers aux élus pour leur demander de se prononcer sur la taxe Tobin entre autres : il semble que ce type d'action ait ses limites. Le vote d'un amendement Tobin par l'Assemblée nationale en 2001 est apprécié par l'association mais il n'a guère qu'une portée symbolique.

<sup>854</sup> ATTAC, *Tout sur ATTAC*, Paris, Mille et une nuits, 2000, p.21. La réédition en 2002 de ce guide de présentation de l'association voit le titre de ce chapitre changé en « *Un acteur politique* », témoignant de l'affirmation plus marquée de l'association sur la scène politique.

<sup>855</sup> Ne méconnaissant pas les contraintes qui pèsent sur ces élus, elle « *attend légitimement d'eux que dans toute la mesure du possible ils inscrivent leur actions et leurs prérogatives [...] dans le cadre des campagnes nationales de l'association, ibid., p.23.*

<sup>856</sup> Ce qui se produit lors des élections régionales de 2004, le candidat socialiste en PACA ayant utilisé le sigle d'ATTAC ; un communiqué le rappelle immédiatement à l'ordre.

- ATTAC refuse l'adhésion de structures politiques locales et a fortiori nationales<sup>857</sup>.
- ATTAC discute avec tous les partis politiques sauf avec l'extrême-droite.
- ATTAC, enfin, « *n'est pas un parti politique et n'a pas vocation à le devenir* »<sup>858</sup>.

Rien ne prédispose l'association à s'engager dans l'action électorale, bien au contraire : le « réenchantement » de la politique qu'elle appelle de ses vœux passe par une mobilisation citoyenne suffisamment forte pour être entendue des partis politiques. Cependant, on observe un glissement progressif dans le discours de l'association : lors du débat initié sur une « nouvelle dynamique » pour le mouvement à la fin de l'année 2003, Jacques Nikonoff déclare :

*« Au départ, le mouvement ne devait pas s'occuper de pouvoir mais de construire seulement des contre-pouvoirs. Cette question doit être rouverte. [...] N'ayons pas peur de la politique, parce que c'est le lieu du pouvoir. Il faut réinventer la politique, bâtir de nouvelles organisations de pouvoir »*<sup>859</sup>.

Une fenêtre sur un éventuel changement de mode d'action semble s'ouvrir, d'autant qu'ATTAC se montre de plus en plus critique à l'égard des formations de gouvernement qui pourraient relayer ses revendications, au premier rang desquelles le Parti socialiste : Jacques Nikonoff avait, lors de son discours d'investiture, dressé un réquisitoire contre la politique du gouvernement de Lionel Jospin, qualifiée de « social-libérale » ; les relations avaient continué à se dégrader par la suite. A l'approche des élections régionales de 2004, l'association développe son analyse des enjeux du scrutin d'un œil circonspect :

*« Le tapis habituel des analyses, des jugements et des promesses va être déroulé. Les menaces que l'actuel gouvernement fait peser sur la sécurité sociale ne sauraient nous faire oublier les 100 000 lits fermés auparavant dans les hôpitaux publics par ses prédécesseurs. Les actuelles fermetures d'entreprises, les cortèges de plans sociaux qui se sont mis en branle ne sauraient non plus gommer le souvenir de la fermeture de l'usine Renault de Villevorde, dont Lionel Jospin promettait le sauvetage avant les élections de 1997 pour en oublier le sort quelques mois plus tard. Pour qu'un véritable choix politique soit possible, et pour qu'une réelle réhabilitation de la confiance politique se dessine, nous avons besoin d'élus à*

---

<sup>857</sup> Ce principe ne semble pas avoir été appliqué à la lettre partout : Jacques Nikonoff s'émeut dans une note interne de cas d'adhésions du Mouvement des jeunes socialistes, de deux fédérations départementales du PCF, de structures locales de la LCR : le président indique ne pas souhaiter voir cette situation perdurer, en raison de son ambiguïté...et de retard dans les cotisations de ces organisations.

<sup>858</sup> ATTAC, *op.cit.*, p.23.

<sup>859</sup> *Libération*, 01/12/2003.

*l'écoute des voix du champ social, plutôt que de candidats uniquement soucieux de l'écho du champ électoral* [souligné par l'auteur] »<sup>860</sup>.

Le ton employé est celui de la mise en garde : si les partis continuent à ne reprendre les revendications du « *champ social* » qu'à l'occasion des échéances électorales, le champ politique demeurera un espace « *clos* » ; pour parvenir à une « *réhabilitation de la confiance politique* » il faut que le choix offert entre les différents programmes soit « *véritable* » et que les partis se hissent « *à la hauteur des ambitions du Conseil national de la Résistance* »<sup>861</sup>. Saluant la défaite de la droite à l'issue du scrutin, ATTAC n'entend pas pour autant relâcher la pression sur la gauche du gouvernement, estimant que le rejet de la politique du gouvernement « *ne vaut pas pour autant absolution ou blanc-seing pour les formations politiques qui ont remporté les élections [...] qui sont maintenant au pied du mur, sous le regard circonspect de citoyens échaudés* »<sup>862</sup>. Ce durcissement des positions de l'association ne signifie pas pour autant un rapprochement avec les partis situés à la gauche du PS, l'activisme de la LCR au sein du mouvement altermondialiste et le soutien du PCF à l'organisation du Forum social européen de Saint Denis étant considérés avec une égale méfiance<sup>863</sup>.

La tentation de s'affirmer en tant que force autonome va se manifester à l'occasion des élections européennes de 2004 : à la fin du mois d'avril, les premiers échos de listes « 100% altermondialistes », composées de militants associatifs, politiques et syndicaux et de personnes « en congé provisoire » d'ATTAC, apparaissent : ces listes, selon leurs initiateurs, veulent « *apporter une offre complémentaire [et] déceler l'abstention chez les jeunes* »<sup>864</sup>. Marc Le Glatin, un des membres d'ATTAC à l'origine de cette opération, précise :

« *Les 100% altermondialistes ne souhaitent ni créer un parti – cette forme est obsolète [souligné par l'auteur] – ni participer à une recomposition statique de « la gauche de la gauche », ni ouvrir un vague espace de débats. Il s'agit de lancer un*

---

<sup>860</sup> Communiqué du 30/03/2004.

<sup>861</sup> *Ibid.* L'association commémore le 60<sup>ème</sup> anniversaire du programme du CNR à ce moment.

<sup>862</sup> Communiqué du 30/03/2004.

<sup>863</sup> Pour Bernard Cassen, « *l'antimondialisation libérale n'appartient pas plus à ATTAC qu'elle n'appartient à Olivier Besancenot ou une autre personnalité politique* », *Le Monde*, 01-02/12/2002. Un permanent de l'association rencontré dans le cadre du mémoire de DEA nous indiquait : « *En fait même si on a des membres du CA qui ont appartenu ou qui appartiennent encore à des partis politiques, personne, de la LCR ou du PCF, n'a de positions ou de postes au « sommet » de l'association* ».

<sup>864</sup> *Libération*, 28/04/2004.

*processus qui renouvelle le champ politique dans sa culture et ses pratiques, tout en étant capable de susciter des candidatures aux différentes élections* »<sup>865</sup>.

L'initiative, condamnée par les autres ATTAC européens, déclenche de très vives réactions au sein de l'association, certains y voyant l'œuvre de Jacques Nikonoff et de Bernard Cassen<sup>866</sup>. Le programme de ces listes est constitué des « 21 exigences pour le traité constitutionnel » élaborées par ATTAC, ainsi que du bréviaire de la Confédération paysanne ; José Bové, contacté pour être le président du comité de soutien, refuse, estimant que « *personne n'est propriétaire des idées altermondialistes* »<sup>867</sup>. L'objectif affiché par cette initiative électorale est d'offrir au mouvement altermondialiste le « débouché politique » qu'aucun des partis de gauche ne semble capable d'offrir ; pour Christophe Ventura et Gérard Lalot, il y a bien « *l'idée d'une nouvelle formation politique, [...] c'est un test* »<sup>868</sup>. Cette attitude offensive est très fraîchement accueillie par les partis de gauche et d'extrême-gauche, Alain Krivine pour la LCR évoquant le « *hold-up sur l'altermondialisme [constitué par cette] petite opération politique d'ATTAC* »<sup>869</sup>, déclaration qui illustre la division du travail entre mouvements sociaux et partis politiques, les seconds s'opposant à toute contestation de leur domaine réservé.

A l'intérieur de l'association, le conflit éclate ouvertement, notamment entre les trois vice-présidents d'une part, Jacques Nikonoff et Bernard Cassen d'autre part, et l'on assiste à la solidification de deux camps dont les contours avaient déjà été ébauchés lors des conflits précédents : les premiers invoquent le refus de l'instrumentalisation de l'association à des fins électorales et la nécessité pour elle de poursuivre son travail d'éducation populaire ; les seconds estiment qu'il faut faire le pari que l'offre politique n'est pas figée et que ces listes peuvent faire bouger les lignes. Une réunion des listes « 100% altermondialistes » se tient le 11 mai avec pour objectif d' « *ouvrir un nouvel espace citoyen dans le débat public et de dire non au projet d'Europe libérale contenu dans le Traité constitutionnel européen* »<sup>870</sup> ;

---

<sup>865</sup> Cité in WINTREBERT Raphaël, *op.cit.*, p.227-228.

<sup>866</sup> Ces soupçons seraient étayés – l'emploi du conditionnel est nécessaire – par le fait que Bernard Cassen aurait reconnu avoir prodigué des conseils aux animateurs de ces listes ; animateurs par ailleurs proches du président d'honneur et du président en exercice, à l'image de Christophe Ventura et de Gérard Lalot, pressentis pour être têtes de liste en Ile-de-France et dans le Nord-Pas-de-Calais.

<sup>867</sup> *Libération*, 29/04/2004.

<sup>868</sup> *Ibid.*

<sup>869</sup> *Libération*, 04/05/2005.

<sup>870</sup> *Libération*, 11/05/2004.

mais le conseil d'administration extraordinaire d'ATTAC qui se réunit le 15 mai leur porte un coup fatal en votant à l'unanimité un communiqué qui constate que la constitution de ces listes « *trouble un certain nombre de membres et de comités locaux dans l'association, dans la mesure où ces listes se réclament explicitement des positions d'ATTAC [...] et où elles peuvent donner l'impression qu'il s'agit d'une initiative satellite de l'association* » ; Bernard Cassen obtient cependant que la réflexion sur les rapports de l'association avec le champ politique se poursuive.

Les listes « 100% altermondialistes » se retirent finalement à la fin du mois de mai, invoquant le tir de barrage des partis de gauche et le manque de moyens financiers, leurs initiateurs se montrant malgré tout satisfaits d'avoir réussi à lever le tabou du débouché politique<sup>871</sup>. Le débat s'engage effectivement, trois positions se dégagent :

- une pour l'entrée dans l'arène politique et électorale ;
- une pour négocier avec d'autres forces dans une démarche transparente ;
- une très attachée au rôle de contre-pouvoir et donc au maintien dans la sphère associative.

Mais l'initiative des listes « 100% altermondialistes », lancée dans des conditions peu transparentes, exacerbe les clivages et fait peser un climat de suspicion au sein de l'association : Bernard Cassen, personnellement mis en cause lors de la Conférence nationale des comités locaux de juin 2004, reconnaît avoir été au courant de l'existence des listes mais selon lui à titre personnel, ce pourquoi il n'aurait pas informé le CA ; par ailleurs, une contribution commune d'une trentaine de comités locaux demande pour la première fois une remise à plat du fonctionnement de l'association. La crise ouverte par cet épisode va durer jusqu'à la fin de l'année 2006, avec une brève parenthèse durant la campagne référendaire de 2005, ATTAC retrouvant alors une unité, mais de façade.

Il n'est pas étonnant que la question d'une intervention politique de l'association ait fini par se poser : de nombreuses contributions pendant la discussion sur la « nouvelle dynamique » abordaient ce problème et ne fermaient pas la porte à l'exploration de nouveaux modes d'action. Le texte de proposition du CA indiquait alors :

---

<sup>871</sup> Pour Christophe Ventura, « *Nous avons fait gagner à ce débat un à deux ans* », *Libération*, 28/05/2004.

*« Il y a un espace – que nous respectons – pour les partis politiques mais ce n'est pas celui d'ATTAC : notre engagement s'effectue dans le champ de l'éducation populaire et aussi [...] dans celui de l'action »<sup>872</sup>.*

La plupart des contributions rejettent la notion de « débouché politique », qui place les partis en situation de surplomb : ATTAC n'entend pas être une simple « courroie de transmission », mais porter des idées grâce à une mobilisation à la base. L'influence sur l'agenda public a été un succès, comme le souligne un comité local : *« On ne peut pas dire que le succès n'est pas au rendez-vous. Aujourd'hui, de Fabius à Juppé, tout le monde se dit altermondialiste »<sup>873</sup>*. Cependant, les transformations concrètes dans les politiques publiques se font attendre et une certaine impatience peut se manifester en conséquence : les listes « 100% altermondialistes » en sont la preuve.

Ces débats dépassent le seul cas d'ATTAC France puisque le mouvement altermondialiste est traversé par de profonds débats quant à la question du pouvoir<sup>874</sup> ; mais le succès militant rapide rencontré dans le cas français a accéléré le processus de confrontation au système partisan. L'expérience des listes « 100% altermondialistes » aurait peut-être pu être validée par d'assez larges secteurs de l'association si l'on relit avec attention les contributions : *« le problème posé par les listes 100% altermondialistes » n'était pas la transformation en parti politique mais l'instrumentalisation de l'association à des fins qui lui sont étrangères »<sup>875</sup>*. Le facteur déterminant, dans le rejet de cette aventure électorale, semble avoir été, plus que la participation directe au jeu politique, la condamnation de la démarche, peu claire, qui a pu évoquer pour de nombreux adhérents l'image des manœuvres et tactiques politiciennes avec lesquelles ils souhaitent rompre à tout prix. Les adhérents d'ATTAC manifestent en effet un farouche attachement à un militantisme souple, tant au niveau de la liberté de chaque militant que de l'autonomie des

---

<sup>872</sup> Texte de proposition du CA, <http://www.france.attac.org/a2250>.

<sup>873</sup> Contribution d'ATTAC 92, « ATTAC et les partis politiques », [http://www.local.attac.org/attac92/article.php3?id\\_article=413](http://www.local.attac.org/attac92/article.php3?id_article=413).

<sup>874</sup> Des auteurs influents appellent à rester dans la sphère de la contestation et du « contre-pouvoir », par exemple BENASAYAG Miquel, SZTULWARK Diego, *Du contre-pouvoir*, Paris, La Découverte, 2000 ; HARDT Michael, NEGRI Antonio, *Empire*, Paris, 10/18, coll. « Fait et cause », 2004.

<sup>875</sup> Contribution commune de membres du CA et de fondateurs, « Perspectives pour une nouvelle dynamique pour ATTAC », <http://www.france.attac.org/spip.php?article3549>, 21/09/2004. De la même manière, le communiqué du CA extraordinaire indique qu'il « regrette [...] de ne pas avoir été informé de la constitution des listes en question dès leur origine. Si tel avait été le cas, un débat aurait pu s'engager sur les implications de cette initiative ».

comités locaux ; néanmoins, la crise de direction que traverse l'organisation va les rappeler à la dure réalité des rapports de force.

Cette crise s'estompe durant la campagne référendaire de 2005, qui démontre la capacité d'intervention militante d'ATTAC : elle avait réclamé dès la fin de l'année 2003 un référendum et avait déjà préparé une série d'arguments pour défendre le rejet du Traité constitutionnel européen (TCE), symbolisant à ses yeux la sacralisation du libéralisme. L'association décide en août 2004 d'une consultation interne en vue de l'Assemblée générale de Saint Denis qui doit se tenir en décembre : à la question « *Etes-vous pour ou contre le TCE ?* », le « non » recueille 84,8% des suffrages (pour : 10,8% ; abstention : 5,2%) ; à la seconde question « *Souhaitez-vous qu'ATTAC donne des indications de vote ?* » 72% des adhérents de prononcent « pour » (contre : 19,6% ; abstention : 8,4%). C'est un tournant important, tant politiquement que stratégiquement : la rupture avec le PS va s'accélérer<sup>876</sup> et pour la première fois l'association intervient directement dans une campagne, en donnant une consigne de vote. Appuyée sur une souscription extraordinaire et sur un grand nombre d'actions de terrain, la campagne d'ATTAC est remarquée : elle renforce sa visibilité et force – en lien avec les autres forces de gauche opposées au TCE – le PS à rentrer en campagne plus tôt que prévu ; elle contribue ainsi à appuyer les dissidents de ce parti, tout comme au sein des Verts, également divisés sur la question.

L'intervention de l'association reste cependant conditionnée : si, au plan local, les comités s'insèrent dans les collectifs unitaires aux côtés du PCF, de la LCR, des courants « républicains de gauche », la direction craint une dilution de l'association et ne souhaite pas revendiquer pleinement l'appartenance au camp du « non de gauche », car elle entend qu'ATTAC continue à s'adresser à tous les citoyens<sup>877</sup>.

---

<sup>876</sup> Le référendum interne de ce parti donne une majorité de 58% au « oui », ce que déplore ATTAC, pour qui cette consultation dépassait la vie interne du PS : « *elle portait, bien évidemment, sur la construction européenne et son orientation néolibérale. Mais [...] aussi [...] sur la possibilité de remettre en cause le tournant de 1982-83 [...] et sur la critique du bilan du gouvernement Jospin. Une victoire du « non » aurait certainement déclenché une réaction en chaîne, créant les conditions d'un véritable « inventaire » des politiques menées par le PS au cours de ces 20 dernières années. Ce n'est que partie remise.* », communiqué d'ATTAC France, 03/12/2004.

<sup>877</sup> Cette prudence est décelable dans un communiqué publiée à propose d'une réunion tenue en janvier 2005, présentée par le journal *Libération* sous le titre « Le PS, le PC, ATTAC et la LCR débattent de leur lien avec le mouvement social » : « *l'association, conformément à sa ligne de conduite habituelle, n'intervient jamais dans les relations entre partis politiques ni dans les différentes opérations de rénovation, reconstruction ou recomposition politique* [souligné par l'auteur]. [...] *L'association considère qu'une dynamique populaire doit se développer en faveur*

Cependant, l'association a été clairement identifiée à cette frange de l'échiquier politique et n'a pas établi de lien avec des formations de droite hostiles au TCE (même en dehors du Front national et des partisans de Philippe de Villiers, avec lesquels elle avait récusé par avance tout contact). Son nom est en tout cas cité le soir de la victoire du « non », à laquelle elle a contribué : c'est l'apogée de son influence mais en même temps le signal du réveil des conflits internes.

Les collectifs unitaires formés durant la campagne par les différentes forces de la gauche antilibérale vont continuer d'exister et changer de nature, en posant la question d'un rapprochement durable de leurs composantes, en vue des échéances électorales de 2007<sup>878</sup> : c'est le sens du texte « Propositions pour une relance européenne », signé par l'ensemble de la gauche du « non » (à l'exception de la LCR), dont ATTAC, qui détaille un ensemble de mesures économiques et sociales. Mais le CA stoppe dès le mois de juin cette évolution :

*« Dans leur participation à ces collectifs, les militants d'ATTAC veilleront à ce qu'ils soient unitaires sans aucune exclusive, et qu'ils rassemblent largement, au-delà des seuls partis politiques, les syndicats et les associations. De même, ils se refuseront à ce que les collectifs se transforment en structures de recomposition partisanes ou en futurs comités de campagne électorale »<sup>879</sup>.*

ATTAC réaffirme sa position traditionnelle, une nouvelle fois à propos de rumeurs d'une candidature de José Bové évoquée par *Le Monde* : elle ne participera pas à une opération de recomposition politique, quelle qu'elle soit. Le maintien dans la sphère associative est confirmé ; par ailleurs, les relations avec le PS sont au plus bas : les députés socialistes désertent quasiment tous la coordination parlementaire de l'association ; la question des subventions jusque-là accordée par les collectivités territoriales gérées par le PS est posée<sup>880</sup>.

---

*du « non ». Celle-ci viendra de l'action propre des différentes organisations souhaitant le rejet de ce traité, mais aussi des initiatives pouvant être prises dans le cadre de collectifs nationaux et locaux. La participation d'ATTAC à ces collectifs sera conditionnée par leur caractère large et pluraliste [souligné par l'auteur] », 22/01/2005.*

<sup>878</sup> On reviendra sur l'impact de ces collectifs dans le 2<sup>ème</sup> chapitre.

<sup>879</sup> Déclaration du CA, 05/06/2005.

<sup>880</sup> Ségolène Royal, présidente de la région Poitou-Charentes, qui accueille l'université d'été d'ATTAC à Poitiers à l'été 2005, accepte de subventionner la manifestation mais à la condition qu'il n'y ait ni invités politiques ni « petites phrases » contre le PS, sans quoi « nous ferons le bilan », *Le Monde*, 02/07/2005. Pour Julien Dray, ATTAC « est devenue un bras armé contre le PS, elle est sortie des clous en prenant parti dans une querelle de la gauche », *ibid.*

L'association se retrouve, après ce succès, paradoxalement isolée. De plus, l'édifice de l'unité va rapidement s'effondrer : dès le 25 juin, le CA se prononce pour une révision des statuts permettant d'améliorer le fonctionnement démocratique d'ATTAC et désigne une commission *ad hoc* pour procéder à la désignation d'une liste de 18 membres fondateurs candidats au CA, dans une optique pluraliste ; il prend également position en faveur d'une pluralité de candidatures au poste de président, ce qui constitue une victoire des « opposants » à Jacques Nikonoff, qui entendent présenter Jacques Cossart, membre du Conseil scientifique, contre lui. S'il y a accord sur la nécessité de réviser les statuts, il n'y a pas de consensus sur les objectifs de celle-ci : Bernard Cassen souhaite que toutes les décisions engageant politiquement l'association – telle l'opportunité de donner une consigne de vote en 2005 – soient désormais validées par l'ensemble des adhérents et que l'élection du président se fasse de la même manière, afin de renforcer sa légitimité ; pour Pierre Khalfa, c'est plutôt le rôle des comités locaux, et donc de la Conférence nationale des comités locaux, qu'il faut renforcer. Les débats restent à ce moment relativement modérés dans leur ton, bien que l'on pressente un affrontement pour la conquête de la présidence, désormais reconnue comme un poste de pouvoir de par l'ouverture du scrutin à des candidatures multiples : la « course aux postes » semble resurgir et la distance avec les « vieux » modèles organisationnels s'atténuer.

L'été 2005 voit les échanges s'envenimer entre la « direction » et ses « opposants », les trois vice-présidents s'adressant aux adhérents dans une lettre ouverte pour dénoncer les méthodes de Jacques Nikonoff, de Michèle Dessenne (secrétaire générale) et de Bernard Cassen ; ces derniers leur reprochent à leur tour de vouloir sacrifier l'indépendance d'ATTAC en préparant la candidature de José Bové pour 2007<sup>881</sup>. Jacques Nikonoff fait appel à deux avocats pour étudier la conformité aux statuts d'une consultation directe des adhérents préalable à la constitution de la liste des 18 candidats au CA : rien ne s'y oppose juridiquement. Une nouvelle contribution commune de six membres du CA, intitulée « Rideau de fumée et vrais débats », reproche à nouveau à Jacques Nikonoff et à Bernard Cassen d'avoir téléguidé les listes « 100% altermondialistes », conteste l'idée selon laquelle les membres fondateurs s'opposeraient à la croissance d'ATTAC par peur d'être

---

<sup>881</sup> Pierre Khalfa et Gustave Massiah ont effectivement annoncé qu'ils étaient favorables à cette candidature. On assiste à une inversion des positions par rapport au débat de 2004 sur les listes « 100% altermondialistes ».

conurrencés sur leur propre terrain, déplore la politique insuffisamment unitaire de l'association. Le mois de septembre voit la crise s'aggraver : Jacques Nikonoff est mis en minorité par le Collège des fondateurs, qui refuse le principe de l'élection directe de la direction par les adhérents ; une commission de conciliation présidée par Gisèle Halimi, après avoir échoué une première fois, réussit à faire adopter le principe de l'élaboration d'une motion qui récapitulera les points d'accord et de désaccord et sera soumise au vote, tandis que la création d'un poste de co-président sera envisagée afin de rééquilibrer la distribution du pouvoir au sein des instances nationales<sup>882</sup>. Ce compromis n'empêche pas une nouvelle AG houleuse en décembre, tandis que la base de l'association s'inquiète de cette crise prolongée. Chaque « camp » pense obtenir gain de cause : un vœu confirme que Jacques Nikonoff a « *toutes capacités* » à représenter ATTAC, mais la motion finale indique que la réforme des statuts doit être menée à terme, avec la mise en place de la coprésidence et le rééquilibrage de la représentation entre adhérents actifs et membres fondateurs. Le CA met en place un collectif exécutif de huit membres, dans lequel Jacques Nikonoff préfère ne pas siéger, déléguant ses pouvoirs en attendant de se représenter à la prochaine AG.

La plupart des comités locaux semblent dépassés par ces querelles : les accusations des uns et des autres, contre « le style de direction » ou « les liquidateurs », sont difficilement audibles pour des individus n'assistant pas directement aux réunions parisiennes<sup>883</sup>. L'AG de Rennes qui se tient en juin 2006 se déroule dans une ambiance particulièrement houleuse, la validité des élections étant contestée par les opposants à Jacques Nikonoff, qui remporte le scrutin : ils refuseront par la suite de siéger au CA, toute conciliation semblant désormais impossible. Devant le malaise qui s'exprime chez les autres ATTAC d'Europe et

---

<sup>882</sup> Pour Gisèle Halimi, « *il s'agit de ficeler tout le monde pour éviter l'éclatement en pariant sur le patriotisme d'ATTAC* » ; Bernard Cassen qualifie l'idée de coprésidence de « *farce complète* », *Le Monde*, 19/09/2005.

<sup>883</sup> Raphaël Wintrebert souligne que le « camp » de Pierre Khalfa a commis une erreur en centrant sa critique sur la façon dont Jacques Nikonoff exerce le pouvoir ; les appels à la participation directe des adhérents ont eu plus d'écho selon lui. Quoi qu'il en soit, il avance que seule une cinquantaine de comités locaux serait vraiment investie dans ces débats, dont 15 « pro-Nikonoff », 15 pour « l'opposition », et 20 qui seraient partagés. Une écrasante majorité de comités locaux ne se sent pas concernée ou ne souhaite pas prendre position, ce qui illustre bien le décalage entre les deux niveaux de l'association.

chez les adhérents, et alors que les frictions internes sont plus fortes que jamais<sup>884</sup>, une commission d'enquête, sous la houlette de René Passet, est mise en place pour faire la lumière sur d'éventuelles fraudes. Celle-ci conclut à l'existence d'anomalies statistiques qui ne peuvent s'expliquer que par une tricherie : défait, Jacques Nikonoff remet sa démission à la fin de l'été, et de nouvelles élections sont prévues pour la fin de l'année.

La crise finit par se résorber à la fin de l'année 2006, Aurélie Trouvé et Jean-Marie Harribey devenant co-présidents de l'association. Les activités reprennent mais le bilan en termes d'image et d'effectifs est désastreux : le véritable feuilleton qu'a constitué l'affrontement au sommet de l'association a montré qu'elle n'avait réussi à maintenir le consensus aussi bien en ce qui concerne l'idéologie – des visions très divergentes du mouvement se faisant jour – que le mode de fonctionnement (minorité et majorité réapparaissant) ; ATTAC passe de 30 000 adhérents au sommet de son influence à 10 000 en 2007 – les départs liés à la campagne pour le « non » au TCE n'expliquent qu'une petite partie de cette brutale décreue – et se trouve de plus confrontée à des problèmes de trésorerie. Malgré une embellie en 2008<sup>885</sup>, il est incontestable que l'audience d'ATTAC a nettement décréu : elle s'est repliée aujourd'hui sur sa vocation première, celle de la contre-expertise et du lobbying intellectuel ; elle ne s'interdit pas tout contact avec les partis, en organisant notamment des débats thématiques réunissant tous les partis de gauche et le courant gaulliste de Nicolas Dupont Aignan lors de la campagne des élections européennes de 2009.

ATTAC n'a certes pas cessé d'exister comme le Club Jean Moulin : son implantation nationale et sa moindre implication sur la scène politique lui ont permis de mieux résister à une crise qui aura duré plusieurs années. Si elle s'était fixée des limites claires pour son intervention en politique, en privilégiant le combat d'idées et le long terme, l'attraction exercée par le champ politique a poussé une partie de ses militants à tenter l'aventure électorale. Même si ce n'est pas le facteur déterminant dans le déclin de l'association – la coexistence d'organisations aussi hétérogènes ne pouvait être infiniment harmonieuse – on constate à nouveau que le champ politique

---

<sup>884</sup> Celles-ci se traduisent par des échanges particulièrement acerbes, mais aussi par le recours à la justice : Jacques Nikonoff et Bernard Cassen intentent un procès en diffamation à l'encontre de Thomas Coutrot, qui les a accusé de manipulation électorale.

<sup>885</sup> Les effectifs seraient alors remontés à 14 000. Aurélie Trouvé évoque lors de l'université d'été de 2010 9500 adhérents à jour de cotisation.

exerce une forte *contrainte* sur les éléments périphériques que sont les structures non-partisanes, et peut les pousser à l'éclatement : la création du Mouvement politique d'éducation populaire par Jacques Nikonoff répond à la logique d'un investissement plus direct dans le jeu politique, comme l'illustre l'engagement de cette organisation dans le Front de gauche. Bâtie sur le désir de « faire de la politique autrement », ATTAC a été affectée par des phénomènes comparables à ceux que l'on peut observer à l'intérieur des partis : affrontement de « camps » constituant de quasi-tendances, fraude électorale, stratégies de légitimation et de délégitimation (l'appel aux adhérents au nom de la démocratie contre les membres fondateurs assimilés à des organisations bureaucratiques, la critique du « présidentielisme » au nom aussi de la démocratie interne).

La solution passerait-elle alors dans le cantonnement à la pure réflexion doctrinale, en assumant une complète indifférence aux enjeux politiques immédiats ?

## **§2 : L'éloignement risqué des « sociétés de pensée pure »**

Certaines structures non-partisanes, à l'instar de Technique et Démocratie (TED), du GRECE ou encore de la Fondation Saint Simon, se consacrent en priorité à l'approfondissement de leurs thèses et ne se fixent pas pour objectif direct de rénover un parti ou d'obtenir des postes en son sein. Cependant, l'attraction du champ politique se fait aussi sentir pour elles, même dans le cas de TED (A) ; si elles y résistent, comme le GRECE, c'est pour rester le plus souvent confinées aux marges du champ politique (B) ; le cas de la FSS, qui décide de son propre chef de cesser ses activités, est exceptionnel (C) ; l'Association pour la liberté économique et le progrès social (ALEPS), enfin, est tiraillée entre son hostilité aux partis et l'envie d'agir sur le terrain (D).

### ***A. L'attraction du champ politique : Technique et Démocratie***

On observe une « tentation politique », y compris dans les organisations qui semblaient le plus préservées : le club Technique et Démocratie, qui développe une vision très « scientifique » de la réflexion politique, manifeste son dédain pour les activités politiques des autres clubs des années 1960 : il quitte ainsi la CIR en juillet 1965, estimant à propos de la poursuite des tentatives de regroupement après l'échec de la Grande Fédération que « *la voie choisie reste profondément opposée à*

*la démarche objective qu'il préconisait* »<sup>886</sup>. Jean Barets critique à de nombreuses reprises les clubs qui souhaiteraient devenir, selon lui, des « mini-partis : TED entend, au contraire, être le « *plus grand bureau d'études du pays* »<sup>887</sup> et produire des idées qu'il faudra ensuite porter au pouvoir. Le club semble hésiter entre plusieurs sphères d'action : s'il crée un Comité de liaison inter-associations au début de l'année 1967 avec le Centre national des jeunes agriculteurs et le Centre des jeunes patrons, marquant ainsi son intérêt pour les exigences des organisations professionnelles, il manifeste aussi son impatience de voir ses idées aboutir. Jean Barets récuse à nouveau tout projet de transformation en parti :

*« Tout un monde de techniciens et de cadres fait actuellement pression sur nous pour créer un mouvement politique de techniciens et de cadres responsables de leur temps. Nous ne l'acceptons pas, car nous ne voulons pas de ce que l'on pourrait appeler un nouveau poujadisme »*<sup>888</sup>.

Soucieux de rechercher un consensus politique appuyé sur de solides études, TED rejette toute forme d'idéologie :

*« L'objectivité exclut la solution unique et systématique que chaque parti ou chaque doctrine politique prétend détenir chacun pour soi. L'objectivité conduit à déterminer le choix des solutions d'après les seules données du problème, indépendamment de toute autre considération. C'est là l'acquisition essentielle de la nouvelle pensée et du nouveau comportement politique que propose Technique et Démocratie, en opposition au manichéisme des systèmes traditionnels »*<sup>889</sup>.

TED souhaite élargir son action sur le terrain et procède à une réforme de ses statuts en juin 1967 : le Comité directeur passe de 12 à 30 membres, un Comité exécutif est adjoint au président, désormais entouré de conseillers responsables du « gouvernement des hommes » et d'autres de « l'administration des choses »<sup>890</sup> ; la création d'associations locales est encouragée pour mieux assurer la diffusion des thèses de l'organisation. Les événements de Mai 1968, considérés comme majeurs par TED<sup>891</sup>, poussent ses responsables à prendre au dernier moment la décision de

<sup>886</sup> *Le Monde*, 30/07/1965.

<sup>887</sup> *Combat*, 25/11/1966.

<sup>888</sup> Intervention au colloque des 12-13/10/1967, citée in *Technique et Démocratie, Programme d'action économique pour la France*, avril 1968, p.232. Cependant, Jean Barets met aussi en garde les partis contre une révolte des cadres, si les exigences de ceux-ci n'étaient pas entendues.

<sup>889</sup> *Notice explicative sur: notre origine, nos objectifs, notre organisation*, 1968, p.9.

<sup>890</sup> On voit à quel point la référence à Saint Simon imprègne l'organisation.

<sup>891</sup> Le bulletin de l'association paru en septembre 1968 affirme que « rien ne sera plus comme avant dans l'esprit de chacun ».

se présenter aux élections législatives de juin : les candidats recueillent des scores faibles (aux alentours de 2%) mais le club estime qu'il y a une place pour un mouvement représentant les couches nouvelles<sup>892</sup> ; Jean Baret, s'il reconnaît avoir de la sympathie pour le PSU et Pierre Mendès France, justifie ainsi la nouvelle ligne de TED : « *Ni de droite ni de gauche, nous ne sommes pas non plus au centre* »<sup>893</sup>. Le club fait le choix d'une stratégie d'autonomie, accélérant le développement de ses antennes locales (41 sont fondées entre septembre 1968 et février 1969) ; l'Assemblée générale élit désormais un Conseil national de 120 membres dans lequel toutes les antennes locales doivent être représentées « *pour assurer une démocratie véritable de la base au sommet et prévenir toute bureaucratie occulte d'Etat-Major* »<sup>894</sup>. Le club s'interroge sur les différents choix qui s'offrent à lui :

- s'allier à un parti existant : cette solution n'est pas souhaitable car « *ce serait renier des positions de principe, en s'incorporant à des structures existantes, dont on a dénoncé les étroitesse, les scléroses et les stériles oppositions. Cette voie est écartée d'avance : le passé est trop lourd pour une action qui se veut novatrice et sans entraves artificielles* »<sup>895</sup>.
- fonder un nouveau parti : de la même manière, ce n'est pas souhaitable, car le club doit « *rester un lieu de rencontre, d'études, de propositions, pour passer du pluralisme doctrinal à l'unité d'action pratique* »<sup>896</sup>.
- participer à la compétition électorale : ce n'est pas à exclure mais pas dans le cadre d'un parti. Les résultats de 1968 ayant prouvé l'insuffisante masse critique du Mouvement, il est temps d'explorer « *des voies d'accès au pouvoir qui ne soient pas par elles-mêmes vouées à l'inefficacité* »<sup>897</sup>.

Revendiquant 6000 adhérents en avril 1969, TED semble avoir réussi son pari ; cependant, le club se retrouve pressé par l'actualité politique de prendre

---

<sup>892</sup> « *L'analyse normale marxiste montre que la classe qui se révolte est la classe qui souffre économiquement. Aujourd'hui, nous allons vers une civilisation de besoin d'ordre plutôt psychologique. Par exemple : besoin de liberté, de participation aux décisions. La classe qui souffre donc intellectuellement est donc celle des cadres et des cadres* », *Le Figaro*, 11/06/1968. La répartition des candidats par catégories socioprofessionnelles est la suivante : 46% de cadres et ingénieurs, 12% de professions libérales, 11% de journalistes, 12% d'enseignants et d'étudiants.

<sup>893</sup> *Le Monde*, 13/06/1968.

<sup>894</sup> *Bulletin*, mars 1969.

<sup>895</sup> *Principes d'action politique. Au-delà des contradictions de la société industrielle et des idéologies*, Paris, Société d'édition de Technique et Démocratie, 1969, p.43.

<sup>896</sup> *Ibid.*

<sup>897</sup> *Ibid.*, p.44. La formule reste assez mystérieuse.

position : il appelle à voter pour Alain Poher à l'élection présidentielle car son programme serait le plus détaillé. La première rencontre des antennes locales voit s'exprimer le souhait d'une partie des adhérents d'une moindre technicité des thèses de l'organisation, difficiles à expliquer auprès du grand public. Le mouvement semble assez tributaire de l'évolution de la pensée de son président, qui se révèle parfois assez sinieuse : certains écrits considèrent que « *la Gauche non communiste n'est, à ce jour, qu'un ectoplasme* »<sup>898</sup>, mais c'est de plus en plus vers cette famille que se tourne Jean Baret, le 2<sup>ème</sup> congrès du club votant une motion qui indique qu'« *il ne reste plus qu'une solution : l'alliance de la gauche sociale et de la gauche marxiste sur un programme commun* »<sup>899</sup>.

Jean Baret quitte par la suite la présidence du club pour se consacrer à ses travaux. On ne dispose pas d'informations précises sur les activités du club dans les années 1970 : il semble qu'il se soit éteint progressivement. On note en tout cas qu'un club aussi original, qui ambitionnait de formuler une nouvelle philosophie politique et peut-être établir un régime basé sur la compétence scientifique, en vient malgré tout à céder aux sirènes de l'engagement électoral, après avoir fait le constat – tout comme ATTAC et le Club Jean Moulin – de la difficulté de populariser ses idées. Plus encore, il finit par s'inscrire dans le clivage gauche/droite, après avoir longtemps affirmé qu'il se trouvait totalement en dehors de celui-ci : la bipolarisation politique forte postérieure à 1968 exerce des effets profonds sur l'ensemble des clubs de l'époque.

### ***B. Aux confins du champ politique ? Le GRECE***

Qu'en est-il du GRECE, l'organisation qui accorde le plus d'importance au combat culturel, à la « métapolitique », et qui se prétend indifférente à la réception, positive ou négative, de ses thèses (voir *supra*, 1<sup>ère</sup> partie) ? Le colloque du groupement qui se tient en 1981 célèbre la force de la petite communauté fermée :

---

<sup>898</sup> *Si la gauche voulait*, Paris, Publications premières, coll. « Technique et Démocratie », p.7. Cet ouvrage entend œuvrer à la définition d'un « *socialisme libéral* » (p.10) et affirme à nouveau le caractère politique du mouvement : « *Pour la première fois, un mouvement politique ne promet pas la lune, mais une réalité solide. Pour la première fois, des techniciens sont capables de maîtriser la technique et de la mettre au service de l'homme, dans un système anti-technocratique, car la technocratie ne sera matée que par la compétence unie de la technique et de la politique. [...] Nous ne sommes pas des intellectuels irresponsables [...]. Nous sommes prémunis contre l'opportunisme de mauvais aloi par la synthèse que nous essayons toujours de réaliser entre les quatre forces de notre Mouvement : Idéologie, Méthode, Technique, Praxis* » (p.272).

<sup>899</sup> *Le Monde*, 08/11/1969.

« Loges, clubs, sociétés populaires, peu importe le nom. C'est la petite Cité, une petite république parfaitement démocratique, mais isolée et fermée, où l'on fait de la politique loin des affaires, de la morale loin de l'action ; où tout le bagage de la vie réelle, expérience et croyance, intérêt et devoirs, tout ce qui est tourné vers l'action et l'effet n'entre pas : il n'y aurait que faire et encombrerait sans profit »<sup>900</sup>.

Certes, le GRECE avait indiqué sa préférence pour Valéry Giscard d'Estaing en 1974, mais à un moment où l'anti-gauchisme dominait sa ligne politique ; il glisse par la suite vers un antilibéralisme radical, le libéralisme n'étant à ses yeux que l'une des facettes de « l'idéologie égalitaire » partagée par l'ensemble de la classe politique :

« Nous ne sommes opposés à aucun parti. Mais nous sommes opposés, à l'intérieur de tous les partis, à ce qui relève de cette idéologie égalitaire, dont le libéralisme occidental et la social-démocratie européenne sont aujourd'hui les points d'appui privilégiés »<sup>901</sup>.

Extrêmement critique à l'égard de la droite parlementaire, qu'il accuse d'avoir repris les idées socialistes à son compte, le GRECE est vu avec méfiance par les différentes composantes de cette dernière : Michel Debré rejette les positions pro-européennes et antichrétiennes du groupement, qu'il considère comme une dénaturation des valeurs traditionnelles de la droite ; Jean Lecanuet considère qu'il s'agit d'une culture « monstrueuse », qui marquerait « la résurrection [...] du racisme, des principes d'une inégalité naturelle »<sup>902</sup>. Bien que le contexte postérieur à 1981 voit s'ouvrir de nombreux débats de fond à droite, notamment autour de la thématique libérale, le GRECE traite le phénomène avec mépris<sup>903</sup>, mépris dans lequel il tient également l'extrême-droite<sup>904</sup> : celle-ci s'élève contre les « intellectuels » du GRECE, coupés de l'action concrète.

---

<sup>900</sup> BREGEON Jean-Joël, « Le rôle des sociétés de pensée en Europe », in *Pour un gramscisme de droite*, actes du 16<sup>ème</sup> colloque du GRECE, *op.cit.*, p.33.

<sup>901</sup> DE BENOIST Alain, « Les causes culturelles du changement politique », *ibid.*, p.21.

<sup>902</sup> Cité in DESBUISSONS Ghislaine, *op.cit.*, p.363.

<sup>903</sup> « Une Union Démocratique Internationale a été fondée, pour faire pièce à l'Internationale socialiste, où se conjuguent reaganisme économique et anti-soviétisme virulent. M. Jacques Chirac s'est empressé d'y adhérer et se persuade qu'il tient enfin la clé du « pouvoir culturel » et qu'il a maintenant « des idées », FAYE Guillaume, « Le Vide intellectuel », *Eléments*, 47, automne 1983, p.10.

<sup>904</sup> « La droite extrême ne tente pas de penser le monde actuel ; son instinct la porte à le récuser, au nom de prétextes variés à l'infini », *Eléments*, 26, printemps 1978, p.41.

La stratégie « culturelle » du groupement est poussée au point que les adhérents sont libres de faire ce que bon leur semble, l'échelon national ne donnant pas de consignes quant à un éventuel engagement au sein d'un parti :

*« Une fois armé, chacun d'entre nous peut s'orienter dans la direction lui paraissant la plus propre à lui fournir une parcelle de pouvoir dans notre communauté d'hommes. Mais, faisant cela, il n'est pas tenu, et dans certains cas, il ne lui est pas conseillé de dévoiler en tout ou en partie les idées du GRECE. C'est en fonction de l'opportunité qu'il s'attaquera à infiltrer nos concepts, nos règles, notre vision. C'est cela le propre d'une société de pensée »<sup>905</sup>.*

Cet objectif de « *subversion mentale de l'élite des décideurs* »<sup>906</sup> se situe dans une temporalité longue, qui va provoquer un sentiment d'impatience chez un certain nombre de militants du GRECE, surtout dans la période postérieure à 1981, qui voit une radicalisation idéologique de nombreux militants de droite. Le groupement met pourtant un point d'honneur à critiquer tous les partis, y compris ceux qui ont manifesté de la sympathie pour son action : c'est le cas du Parti des forces nouvelles<sup>907</sup>, qui approuve assez largement les thèses de la Nouvelle droite et se prononce pour une action complémentaire<sup>908</sup> ; mais la même année, Pierre Vial indique que la double appartenance est autorisée, sauf avec les partis d'extrême-droite, l'adhésion au Parti des forces nouvelles devenant un motif d'exclusion. De la même manière, Alain de Benoist se désolidarise publiquement de la Fédération d'action nationale et européenne, groupement ouvertement néo-nazi qui a déclaré apprécier ses idées.

Confronté aux effets de la notoriété après la campagne de presse de l'été 1979, le GRECE s'inquiète de ses effets sur ses adhérents<sup>909</sup> ; l'attraction du champ politique se fait fortement sentir après l'alternance : « *certaines grécistes, renonçant à ronger leur frein dans la sphère métapolitique, se rapprochent des partis* »<sup>910</sup>. En

---

<sup>905</sup> BRUYAS Jacques, *Eléments*, bulletin ronéotypé, mai 1969, cité in DURANTON-CRABOL Anne-Marie, *op.cit.*, p.140.

<sup>906</sup> DURANTON-CRABOL Anne-Marie, *op.cit.*, p.141.

<sup>907</sup> Voir GUILMOTO Antoine, *Le Parti des forces nouvelles. Un visage de la Nouvelle Droite*, mémoire de DEA d'études politiques de l'université Paris 2, 1978.

<sup>908</sup> « *Ils explorent le domaine du souhaitable ; nous travaillons dans le domaine du possible. Ils participent au débat d'idées ; nous oeuvrons dans le terre à terre, le quotidien, Le Monde, 27/07/1979.*

<sup>909</sup> Pierre Vial déclare : « *Si le GRECE, en perdant sa notoriété, pouvait éviter l'exploitation politique sans retomber dans les aberrations de l'extrême-droite, j'en serai ravi. Mais je crains aussi que mes amis ne soient trop souvent pris par le goût de l'action* », *Le Monde*, 24/03/1981.

<sup>910</sup> DURANTON-CRABOL Anne-Marie, *op.cit.*, p.213.

effet, outrepassant les consignes du groupement, des membres du GRECE rejoignent le Centre national des Indépendants et Paysans (CNIP), ainsi que le RPR, *avant* les prises de positions déroutantes du groupement dans les années 1980 (philosoviétisme, désignation de l'Occident comme l'ennemi principal). Même Alain de Benoist finit par reconnaître que la plupart des militants du GRECE se sentent proches de l'opposition :

Il entend certes défendre l'originalité des idées de l'organisation mais en 1983, il interpelle l'opposition en lui proposant « *des thèmes de réflexion nouveaux, des éléments de réponse, des positions qui lui permettent de renouveler ses discours, d'en finir avec ses complexes et d'être en position de force dans le domaine des idées ; nous lui proposons de sortir des faux dilemmes, de dépasser les fausses alternatives, d'en finir avec les différentes variétés d'hémiplégie politico-théorique. Bref, nous lui disons qu'il existe une stratégie alternative permettant de transformer sa défaite en victoire* »<sup>911</sup>.

Ce réchauffement des relations est cependant de courte durée, les positions du GRECE heurtant frontalement les représentations dominantes de la droite parlementaire. Si des grécistes militent au RPR, au CNIP ou à l'UDF, cela semble être à titre personnel et on ne décèle guère d'influence néo-droitière sur les orientations de ces partis<sup>912</sup>.

Le groupement a également beaucoup de difficultés à résister à la force d'aspiration d'une force politique en pleine expansion : le Front national. Les relations avec le parti de Jean-Marie le Pen sont pourtant placées, dans les années 1980, sous le signe de la conflictualité, la situation n'évoluant qu'au début de la décennie suivante :

Alain de Benoist déclare ainsi : « *Quant à ma position vis-à-vis du Front national, elle est assez simple [...]. Je me sens très étranger à ce mouvement. Je n'y reconnais aucune des idées qui sont les miennes et qui donnent un sens à ma vie. Je pense que la droite a toujours été menacée de verser dans quatre travers principaux : le libéralisme, l'ordre moral, l'intégrisme et le racisme. Or, je crains que le Front national, parti national-populiste qui se présente, en profondeur, comme un*

---

<sup>911</sup> Cité in KAPSILIS Alexandre, *op.cit.*, p.100.

<sup>912</sup> Un adhérent également membre du RPR décrit les difficultés de concilier les deux appartenances : « *Sur certains problèmes, je ne sais plus quoi penser, alors je prends des arguments au parti et des arguments au GRECE. Selon ce que je fais, je choisis l'idéologie la mieux adaptée. Le RPR a une idéologie plus « pratique » que le GRECE, et puis, je la connais mieux* », cité in DESBUISSONS Ghislaine, *op.cit.*, p.392.

*véritable patchwork idéologique, ne verse, dans des proportions diverses, dans les quatre à la fois ».*

De la même manière, pour Jacques Marlaud : « *Pour l'heure, les divergences entre l'extrême-droite et la « Nouvelle droite » paraissent insurmontables :*

- 1. Le FN est imprégné de messianisme catholique incompatible avec notre conception païenne.*
- 2. La doctrine identitaire du FN se résume à un nationalisme étroit, « franchouillard », alors que nous sommes Européens...avant d'être Français.*
- 3. Le FN s'oppose aux mosquées, aux tchadors [...]. Nous sommes pour le droit imprescriptible des peuples à rester eux-mêmes ; sur notre sol ou ailleurs.*
- 4. L'humeur sécuritaire et identitaire à fleur de peau des frontistes cache leur absence de projet de société et de comportement en rupture avec la société marchande [...].*
- 5. Le caporalisme en vigueur dans ce parti est inconciliable avec notre conception libertaire et aristocratique [...] de l'excellence. »<sup>913</sup>.*

Les positions du GRECE et du FN semblent alors radicalement incompatibles : animé par un anticommunisme virulent, un libéralisme économique assumé, le FN ne peut accepter les prises de position d'Alain de Benoist favorables aux institutions de la Vème République et l'hommage rendu à son fondateur<sup>914</sup>. Défendant une « 3<sup>ème</sup> voie » entre capitalisme et communisme, le GRECE se veut résolument « ailleurs ».

Cependant, l'aura dont bénéficie le GRECE au début des années 1980 n'est que temporaire : le nombre d'adhérents ne progresse pas après le bond de la période 1979-1981 ; les positions conquises au sein de journaux influents comme *Valeurs actuelles* ou *Le Figaro-Magazine* s'effritent peu à peu<sup>915</sup> ; les activités intellectuelles sont certes nombreuses mais masquent mal des déchirures internes<sup>916</sup>. Si le GRECE fait beaucoup parler de lui, suscitant les prises de position de l'Eglise, de la gauche, des intellectuels, il semble que « *ses hésitations sur l'attitude à tenir face à la droite d'opposition, sa décision de rester fidèle au combat métapolitique lui ont valu*

---

<sup>913</sup> Cités in TAGUIEFF Pierre-André, *op.cit.*, respectivement p.28 et p.52.

<sup>914</sup> Le général de Gaulle serait pour Alain de Benoist « *le seul chef d'Etat que la France ait vraiment connu depuis un demi-siècle* », cité in DURANTON-CRABOL Anne-Marie, *op.cit.*, p.114.

<sup>915</sup> Louis Pauwels, qui soutenait le GRECE, s'en éloigne suite à sa conversion au christianisme, bien qu'il reste membre du comité de patronage de *Nouvelle Ecole*

<sup>916</sup> L'entrée au *Figaro-Magazine* est source de discorde, tout comme les positions régionalistes de Jean Mabire, qui, critiqué par Jean-Claude Valla, écrit moins à partir de 1983 ; les intervenants extérieurs se raréfient dans *Eléments* ; il n'y a pas de colloque national en 1982.

*beaucoup d'incompréhension* »<sup>917</sup> ; sa relative « banalisation » marque le début de son déclin.

Le groupement continue certes ses activités, y compris jusqu'à aujourd'hui, mais le noyau militant éclate à la fin des années 1980, Pierre Vial, par exemple, décidant de rejoindre le FN<sup>918</sup>. Le rapprochement idéologique avec le parti de Jean-Marie le Pen est facilité après la chute du mur de Berlin : progressivement, le FN critique l'hégémonie américaine et la société multiculturelle que représentent les Etats-Unis : la guerre du Golfe est un tournant important puisqu'il s'y oppose et insiste sur la nécessité pour la France d'avoir une politique indépendante. L'évolution de ses positions sur le conflit au Moyen-Orient – le soutien à Israël n'est plus inconditionnel – et en matière économique et sociale – la critique du libre-échange et du « mondialisme » deviennent des thèmes récurrents – permettent de réaliser des convergences avec la Nouvelle droite, les rencontres s'effectuant à travers une multitude d'associations et de revues. La nomination de Bruno Mégret à la délégation générale facilite également le rapprochement, d'autant plus que le délégué national aux études n'est autre que Jean-Yves le Gallou, qui a fréquenté le GRECE lors de son passage à l'IEP de Paris (voir *supra*, 2<sup>ème</sup> partie) : un Conseil scientifique est créé en 1989, traduisant la volonté du parti d'élaborer une doctrine cohérente ; Pierre Vial y siège et assure la diffusion des thèses néo-droitières mais d'autres personnalités du GRECE contribuent à cette influence, y compris au sein de l'Institut de formation nationale du parti, calqué sur les « écoles de cadre » du PCF. Cependant, comme le note Alexandre Dezé, « *il est manifeste que la contribution des intellectuels partisans à l'édifice doctrinal du FN s'avère au final relativement mineure, et qu'elle émane pour l'essentiel d'agents multipositionnés au sein de l'institution partisane, garants de son orthodoxie* »<sup>919</sup>

S'inscrivant dans les réseaux de l'extrême-droite (associations, journaux), des militants grécistes décident de ne pas se cantonner à la « métapolitique » et de rejoindre un parti en expansion : Alain de Benoist reste à l'écart de cette évolution, le journal *National Hebdo*, qui s'émeut en 1993 du rachat de *Minute* (autre

---

<sup>917</sup> DURANTON-CRABOL Anne-Marie, *op.cit.*, p.237-238.

<sup>918</sup> Il est candidat aux élections législatives de 1988, puis est élu conseiller municipal de Villeurbanne en 1989, conseiller régional du Rhône en 1992, il intègre également le Comité central du parti.

<sup>919</sup> DÉZÉ Alexandre, « Le Front national comme « entreprise doctrinale » », in HAEGEL Françoise (dir.), *op.cit.*, p.272.

publication d'extrême-droite) par des journalistes proches de la Nouvelle droite, titre « *Le GRECE est de retour* »<sup>920</sup>. Il devient difficile de parler du GRECE comme d'une entité homogène dans les années 1990 : Alain de Benoist se consacre davantage à ses travaux personnels – il noue des contacts avec les nationaux-bolchéviques russes, s'intéresse à l'écologie radicale – et ne semble pas chercher à diriger véritablement le mouvement. Personnalité atypique, ses objectifs restent flous : « *ce dernier cherche peut-être à devenir le chef de file des opposants à « l'idéologie dominante » et à accéder ainsi au rang d'intellectuel reconnu par les médias et la communauté scientifique et universitaire* »<sup>921</sup>.

Le GRECE s'est maintenu jusqu'à aujourd'hui, ce qui en fait l'une des structures non-partisanes à la plus grande longévité. Cependant, le bilan de son influence, après plus de quarante ans d'existence, apparaît assez étique : les nouvelles « valeurs » défendues par le groupement n'ont pénétré aucune formation politique ; la « subversion des élites » est un échec ; en l'absence de véritables consignes d'action, les grécistes ont choisi des directions très différentes, soit en s'intégrant aux partis, soit en restant en marge de la vie politique. La grande originalité des thèses du groupement et sa persistance à se situer à contre-courant, y compris des familles politiques dont il est le plus proche, expliquent sans doute cette stagnation. Plus généralement, comme le souligne justement Ghislaine Desbuissons, c'est la référence tronquée à Antonio Gramsci qui explique la trajectoire du GRECE<sup>922</sup> : ayant échoué à conquérir des positions durables dans les lieux pouvant permettre la diffusion de ses idées, il doit se contenter d'une audience confidentielle, quelle que soit la qualité intellectuelle des individus qui participent à ses travaux<sup>923</sup>.

---

<sup>920</sup> *National Hebdo*, 05/02/1993.

<sup>921</sup> FROLICH Laurent, *L'influence de la Nouvelle droite sur le Front national*, mémoire de science politique, Paris II, 1993, p.104. Les apparitions médiatiques récentes d'Alain de Benoist semblent confirmer cette stratégie, son appartenance au GRECE n'étant pas évoquée, par exemple sur le plateau de « Ce soir ou jamais », émission de débats diffusée sur France 3.

<sup>922</sup> « *Lorsque ce dernier posait le principe selon lequel il n'y a pas de prise du pouvoir politique possible sans une conquête préalable du pouvoir culturel, il disposait déjà d'un réseau politique, celui du PC, d'une presse, d'une action sur les syndicats, de « courroies de transmission » nombreuses et diverses qui permettaient la réalisation de cette offensive culturelle. Que vaut ce principe « dans le vide » quand on ne dispose d'aucun de ces instruments ? Qu'est-ce que la « prise du pouvoir culturel » sans une installation solide dans les Universités, dans les administrations, dans la presse, dans les médias, sans un appareil circulatoire qui diffuse et organise l'adhésion ?* », *La Nouvelle droite...*, *op.cit.*, p.457.

<sup>923</sup> Le diagnostic formulé en 1986 par Pascal Ory et Jean-François Sirinelli reste valable : « *Passé un premier temps de « découverte » abondamment commentée, la Nouvelle droite, abandonnée par quelques-uns de ses compagnons de route et contrainte d'autre part à de complexes opérations de clarification pour répondre aux accusations de racisme et de fascisme, semble cependant se*

### C. La Fondation Saint Simon : une histoire accomplie ?

La FSS occupe une place à part dans l'espace des structures non-partisanes : s'inspirant de manière précoce du modèle du *think tank*<sup>924</sup>, de par le brassage des différents milieux décisionnels qu'elle a opéré dans les années 1980 (voir *supra*, 1<sup>ère</sup> partie), elle produit un grand nombre d'ouvrages et de notes, « à cheval entre un travail d'expertise spécialisée et une réflexion intellectuelle plus souple »<sup>925</sup> ; elle décide d'arrêter son activité en 1999, estimant son « histoire accomplie »<sup>926</sup>, alors que la plupart des clubs et cercles de réflexion étudiés jusqu'ici se sont éteints progressivement, soit par manque de moyens, soit en raison de l'échec de leur projet initial. Pierre Rosanvallon justifie ainsi cette décision :

*« Le problème, c'est qu'une expérience qui " réussit " dans la durée est soit menacée par la routine, soit appelée à changer d'échelle. Aucune des deux voies ne correspond à l'esprit dans lequel a été créée la Fondation. Le risque de la routine ? Il est dans la répétition, y compris de qualité, d'un même type d'activité. Il n'y aurait rien de plus ennuyeux à cet égard que de vivre en paisible rentier des acquis (la " puissante " Fondation, les " fameuses " Notes, etc.). Changer d'échelle ? Cela n'aurait pas de sens dans notre cas. La Fondation Saint-Simon a été conçue par ses promoteurs comme une structure très légère, ayant justement pour but de constituer une solution alternative aux grandes machines. Elle n'a donc jamais eu vocation à s'institutionnaliser et à grossir »<sup>927</sup>.*

Estimant de plus que la Fondation a bien rempli son rôle de « transversalité sociale », Pierre Rosanvallon se déclare fier de l'œuvre accomplie. Il convient de prendre du recul vis-à-vis du discours développé par les acteurs de la FSS, discours auquel répondent symétriquement les nombreuses critiques venues de la gauche antilibérale (la Fondation Copernic) et du courant souverainiste (la Fondation du 2

*confiner à un canton assez exigü de la société intellectuelle française. Elle a réussi à redonner pignon sur rue à une pensée clairement ancrée à droite par son élitisme et son bioethnisme, mais elle n'est pas parvenue à renverser l'hégémonie intellectuelle établie. », Les intellectuels en France. De l'affaire Dreyfus jusqu'à nos jours, Paris, Armand Colin, 1986, p.232.*

<sup>924</sup> Développer « un « think tank » à la française » était l'un des objectifs de la fondation, voir ROSANVALLON Pierre, « Sur quelques chemins de traverse », *Raisons politiques*, 1, février 2001, p.62.

<sup>925</sup> *Notes de la Fondation St Simon*, numéro spécial, index 1983-1999, p.1.

<sup>926</sup> *Le Monde*, 23/06/1999.

mars)<sup>928</sup>, qui voient dans la FSS une organisation qui a puissamment contribué à la promotion du libéralisme et de « la pensée unique ».

Contrairement à TED et au GRECE, la FSS n'a pas opéré de changement brutal d'orientation, se maintenant avec succès à la distance de la « tentation » électorale : fidèle à sa vocation d'atelier intellectuel, elle conserve une stratégie d'influence diffuse sur les décideurs, à travers ses nombreux séminaires<sup>929</sup> et ses publications. Roger Fauroux devient certes ministre de l'Industrie du gouvernement de Michel Rocard de 1988 à 1991 mais cette prise de fonction ne cause pas de frictions internes, au contraire : rassemblant les intellectuels de la « deuxième gauche », la FSS ne peut que se féliciter de voir l'un des siens entrer dans le gouvernement d'un homme politique qu'elle soutient. Appuyée sur une volonté de modération idéologique, la FSS bénéficie d'un contexte politique favorable à ses thèses, contexte qu'elle contribue à façonner<sup>930</sup>. La plus grande différence avec les structures non-partisanes étudiées précédemment, y compris avec le Club Jean Moulin, est que les membres de la FSS ne se considèrent pas comme étant dans « l'opposition » : elle n'a pas de candidat à trouver pour porter son projet ; ses idées sont, dans les années 1980, en passe de devenir hégémoniques ; ses membres occupent des positions économiques, culturelles, et bientôt politiques, de premier ordre. Cette position « confortable », sans sous-estimer le travail intellectuel qu'a réalisé la Fondation, explique en partie la décision de l'autodissolution, après que des voies alternatives de continuation de l'entreprise<sup>931</sup> aient été abandonnées. L'analyse faite par la FSS en 1999 est cependant un peu hâtive : plusieurs organisations se créent, en 1998 notamment (ATTAC, Copernic), pour contrer la progression de la pensée

<sup>927</sup> *Ibid.*

<sup>928</sup> On reviendra dans le 2<sup>ème</sup> chapitre sur le phénomène de constitution de sous-champs politico-intellectuels opposés les uns aux autres.

<sup>929</sup> Environ 70 entre 1983 et 1992.

<sup>930</sup> Pour François Furet, « *la fondation Saint Simon a tenté [...] l'élaboration audacieuse d'une version proprement intellectuelle du libéralisme en France. Parce que le marxisme n'était plus l'« horizon indépassable » de la vie intellectuelle française, [...] restait à imaginer comment une gauche libéralisée pouvait encore féconder des ambitions souriantes* », cité in DAVID Julia, *op.cit.*, p.4.

<sup>931</sup> Un projet d'université privée est envisagé par les responsables de la FSS. Signalons qu'elle a affecté, après sa dissolution, une partie de ses actifs à un « *prix est destiné à récompenser et à soutenir une recherche novatrice sur les sociétés contemporaines, témoignant d'un effort de réflexion critique original, se distinguant par son ouverture et nécessitant, le cas échéant, des déplacements à l'étranger* », attribué par l'école doctorale de l'IEP de Paris, ce qui montre sa proximité avec les réseaux intellectuels.

libérale/réformatrice à gauche ; en réaction à ces dernières, les réseaux créés par la FSS se remobilisent pour continuer l'œuvre de leur prédécesseur (la République des idées, En temps réel). Les effets de l'action d'une organisation comme la FSS ne sont pas seulement à considérer d'un point de vue idéologique : par les rencontres qu'elle a suscitées, les relations entre différents milieux sociaux qu'elle a instaurées, elle a contribué à modeler durablement le paysage intellectuel français.

#### ***D. L'ALEPS et la lutte intellectuelle***

L'association libérale a, dès sa fondation, fait le choix d'un combat intellectuel opiniâtre pour briser le consensus keynésien : isolée et minoritaire, elle persiste pourtant, organisant des colloques contradictoires avec des représentants du PS<sup>932</sup>. Persuadée que « *le feu libéral couve sous la cendre* »<sup>933</sup>, l'ALEPS entend bien reprendre le rôle de « porteur d'idéal » incarné jusque-là par la gauche et définit à cette fin les cibles de son action :

- les milieux patronaux, trop occupés par la lutte quotidienne pour faire valoir leurs intérêts,
- les enseignants en sciences économiques,
- les milieux « para-économiques » : professions libérales, cadres, milieux agricoles,
- un effort particulier doit être entrepris en direction des milieux intellectuels et journalistiques : « *Si cruel que puisse paraître ce diagnostic, c'est sur la légèreté de ces milieux qu'il faut compter pour espérer leur ralliement quand ils s'apercevront qu'ils ne sont plus dans le « dernier train »* »<sup>934</sup>.

Sceptique vis-à-vis des partis politiques, l'ALEPS veut « *pratiquer un libéralisme militant, qui n'attend pas son succès de l'intervention providentielle d'un homme d'Etat, fût-il de droite, ni de la lassitude ou des mécontentements engendrés par la politique adverse* ». Les adhérents de l'association semblent être peu désireux de se rapprocher du jeu politique, la publication d'un « Manifeste

---

<sup>932</sup> Sur le thème « La France marche-t-elle vers le collectivisme ? » en 1977. Si la fréquentation est au rendez-vous, ces réunions constituent plutôt une tribune pour l'opposition socialiste. Un membre de l'ALEPS déplore alors « *le manque de goût des classes dirigeantes et moyennes pour les idées générales, même quand leurs intérêts sont en cause, leur absence de civisme [...], de réflexe de solidarité, une certaine niaiserie naturelle qui les porte à goûter particulièrement les idées de leurs adversaires, enfin, un désir éperdu d'individualisme mal compris qui éloigne leurs membres de toute action collective suivie* », cité in DENORD François, *Néolibéralisme version française. Histoire d'une idéologie politique*, Paris, Demopolis, 2007, p.286.

<sup>933</sup> *Liberté et progrès social*, 30, avril-juin 1978, p.14.

libéral » entraînant la démission de deux membres du Conseil d'administration, qui y voient un tournant déjà trop « politique ». Elle publiera également un « Programme pour un Président » en 1988, puis un « Programme pour un Parlement », en 1993. Très déçue par les partis de la droite parlementaire dans les années 1980 (voir *supra*, 1<sup>ère</sup> partie), l'ALEPS maintient qu'il faut maintenir une stricte répartition des rôles entre les intellectuels et les hommes politiques :

*« Les intellectuels n'ont pas pour mission de définir dans le détail les mesures et les textes qui peuvent traduire le libéralisme dans les faits ; leur rôle est de rappeler les principes fondamentaux sur lesquels se fonde l'action politique. Ils se laissent donc trop souvent prendre au piège du « conséquentialisme » où les mènent des hommes politiques ou des chefs d'entreprise très soucieux du « concret » et du court terme. On doit donc rappeler que la qualité d'un mensonge intellectuel ne se mesure pas aux conséquences pratiques sur lesquelles il débouche. Bien évidemment de mauvaises idées mènent à la catastrophe. Mais la recherche des bonnes idées n'est pas favorisée par l'obsession « que ça marche » »<sup>935</sup>.*

On note une forte valorisation du rôle des intellectuels dans les écrits de l'ALEPS<sup>936</sup>, qui va de pair avec une critique virulente des responsables des partis politiques : *« De toutes les corporations qui s'opposent aux réformes en profondeur dont ce pays a besoin, la plus coriace, la plus conservatrice est la corporation des politiciens »*<sup>937</sup>.

Cette attitude se traduit, dans la première moitié des années 1990, par une grande défiance à l'égard de la droite parlementaire, l'ALEPS ne donnant pas de consigne de vote pour les élections législatives de 1993. Elle multiplie les critiques à l'égard de la politique d'Edouard Balladur<sup>938</sup>, et se rapproche d'Alain Madelin,

<sup>934</sup> *Ibid.*, p.15.

<sup>935</sup> *La Nouvelle lettre*, 391, 24/09/1994. Cette position, au-delà du cas particulier de l'ALEPS, peut être partagée par les structures non-partisanes qui cherchent à mener des travaux à long terme, à l'image de la République des idées.

<sup>936</sup> *« Pour un intellectuel la mission est d'alerter, d'éclairer le chemin, de diffuser la connaissance [...] Quand les médias de communication de masse ne vous donnent pas la parole, il faut la prendre, fût-ce dans un cercle restreint – mais choisi »*, *La Nouvelle lettre*, 400, 3/12/1994.

<sup>937</sup> *La Nouvelle lettre*, 506, 07/06/1997.

<sup>938</sup> *« Mis en position d'amorcer le changement, le gouvernement de M. Balladur ne s'est pas, à ce jour du moins, « exécuté » : il a failli à sa mission »*, *La Nouvelle Lettre*, 354, 06/10/1993. A propos de l'abandon de la loi Falloux quelques mois plus tard, l'ALEPS établit un parallèle avec les reculs opérés par la droite en 1986-88 : *« Dans les deux cas, cohabitation douce. Dans les deux cas un gouvernement qui ne veut pas exploiter un succès électoral complet et spectaculaire. Dans*

qui lance le réseau Idées-Action en 1994, fort d'environ 2000 adhérents. L'ALEPS souhaite pousser Alain Madelin à se présenter dès le premier tour en 1995 afin d'accélérer la formation d'un pôle authentiquement libéral, mais celui-ci ne le souhaite pas et rallie Jacques Chirac, stratégie désapprouvée par l'association<sup>939</sup>. Cependant, la victoire du leader du RPR permet d'entrevoir de possibles recompositions :

*Il deviendrait en effet possible de constituer « un grand parti libéral français, celui qui manquait depuis l'explosion du Centre national des indépendants d'Antoine Pinay, à cause des positions sociales démocrates de Valéry Giscard d'Estaing, qui a fourvoyé la famille républicaine dans un centrisme suicidaire. [...] Les élections se perdront au centre »<sup>940</sup>.*

Mais les espoirs des libéraux sont vite déçus, et Alain Madelin quitte le gouvernement dès le mois de septembre 1995 : pour l'ALEPS, il est désormais clair qu'il y a un affrontement interne à la droite, « *libéraux contre conservateurs* »<sup>941</sup> ; l'objectif de moyen terme est de « *reconstruire un vrai centre, une vraie formation qui se démarque à la fois des révolutionnaires socialistes et des conservateurs nationalistes* »<sup>942</sup>.

L'ALEPS, pourtant portée vers le combat intellectuel, cherche des moyens d'intervention politique plus efficaces et envisage de labelliser des candidats dans la perspective des élections législatives de 1997, déplorant le fait qu'Alain Madelin limite le rôle d'Idées-Action à une formation souple, autorisant la multi-appartenance :

*« Devient-on un Club-service avec des liens d'amitié et de solidarité entre membres ? Cela ne déplairait pas à Alain Madelin. Mais visiblement d'autres veulent en découdre plus vite, et ne pas attendre les présidentielles de 2002 »<sup>943</sup>.*

---

*les deux cas la hantise de la paix civile ou sociale, et l'obsession du calendrier électoral. Dans les deux cas des réformes de façade, bien anodines, mais que l'opposition présente comme une révolution, La Nouvelle lettre, 365, 15/01/1994.*

<sup>939</sup> Jacques Garello déclare vouloir « *tenir avec précision la comptabilité du match Madelin-Chirac pour voir les buts libéraux marqués par l'un à l'autre, et les buts étatistes marqués par l'autre à l'un. Pour l'instant, Chirac bat Madelin 3 à 1. Il y en a un des deux qui marque contre son camp* », *La Nouvelle lettre*, 405, 14/01/1995.

<sup>940</sup> *La Nouvelle lettre*, 419, 22/04/1995.

<sup>941</sup> *La Nouvelle lettre*, 427, 02/09/1995.

<sup>942</sup> *La Nouvelle lettre*, 454, 23/03/1996.

<sup>943</sup> *La Nouvelle lettre*, 493, 08/03/1997. Pascal Salin se montre lui sceptique quant à cette volonté d'intervention politique et veut continuer à privilégier le combat d'idées.

Marginalisée, la mouvance libérale continue néanmoins à se structurer, Alain Madelin franchissant un pas vers l'autonomie en créant le mouvement Démocratie libérale en 1997. Cette initiative est saluée par l'ALEPS<sup>944</sup> mais elle s'inquiète de la nouvelle « Alliance » formée par le RPR et l'UDF, que rejoint Alain Madelin l'année suivante :

*« Les relations d'Alain Madelin et de Démocratie libérale face à l'Alliance sont tellement subtiles et changeantes que seul le leader politique des libéraux s'y retrouve, tandis que les libéraux d'Idées-Action se demandent ce qu'ils sont venus faire dans cette galère [...]. Certains libéraux cèdent au découragement, après avoir été si près de voir se lever une nouvelle force politique en France, ils ont le sentiment qu'on s'est replongé dans la marmite d'eau tiède. »*

Les libéraux s'inquiètent de l'emprise partisane et de la perte d'originalité d'Idées-Action : *« Le scénario de l'Alliance ne donnera rien. Il se reproduira avec Idées-Action ce qui s'est déjà passé avec les Club Perspectives&Réalités ou Clubs 89 : simples courroies de transmission des partis politiques, destinés à donner une coloration « société civile » et locale à ce qui n'est qu'une émanation des politiciens parisiens[souligné par l'auteur]. [...] Le scénario de l'indépendance est le seul envisageable »*<sup>945</sup>.

La mouvance organisée autour de Jacques Garelo refuse toute intégration à un parti politique, fût-il proche de ses convictions : ce fort attachement au maintien dans la « société civile » est sans doute ce qui caractérise les adhérents de l'ALEPS ; d'où la transformation d'Idées-Action en Génération libérale à la fin de l'année 1998<sup>946</sup>, qui se veut un réseau d'influence indépendant qui fasse pression sur « la société politique »<sup>947</sup>. Les élections régionales de 1998 sont plutôt considérées comme positives au vu des recompositions politiques qu'elles

---

<sup>944</sup> Il y aurait ainsi « *Trois étages de la fusée libérale* :

- *la conception et la diffusion du message libéral, qui appartiendrait à l'ALEPS – au demeurant au service de tous les partis [souligné par l'auteur] ;*

- *la double alliance de la société civile et de la société politique d'autre part, d'autre part à l'intérieur de la société politique entre les libéraux de Démocratie libérale et les libéraux des autres formations : c'est à Idées-Action de faire le travail, en trouvant son ciment et son programme dans le message libéral ;*

- *la traduction du libéralisme en programme et en victoire politique : c'est la mission de Démocratie libérale », La Nouvelle lettre, 509, 28/06/1997.*

<sup>945</sup> *La Nouvelle lettre, 551, 04/07/1998.*

<sup>946</sup> Le réseau Idées-Action est supprimé par Alain Madelin. L'Assemblée générale de l'ALEPS réunie en mars 1999 en dresse le bilan ainsi : « *Le Parti avait étouffé ou paralysé le club d'idées* », *La Nouvelle lettre, 579, 27/03/1999.*

<sup>947</sup> « *Sur la base de ces principes [...], Génération libérale n'entend nullement s'immiscer dans la vie interne des partis politiques. Ni locomotive ni filiale de quelque parti que ce soit* », *La Nouvelle lettre, 566, 12/12/1998.* Génération libérale autorise la double appartenance.

engendrent, l'ALEPS voyant d'un bon œil la création du parti « La Droite » par Charles Millon<sup>948</sup>. Cependant, l'investissement militant au sein de Génération libérale semble insuffisant au goût de Jacques Garello, qui réagit à un reportage télévisuel dépeignant le mouvement comme une annexe de Démocratie libérale :

La société civile serait en effet « *absente physiquement, fonctionnellement et conceptuellement* » :

- physiquement : les militants libéraux sont peu nombreux, à l'exception du réseau Idées-Action, mais celui-ci ne fait que confirmer la règle : « *ces libéraux-là étaient davantage attirés par les séductions de la société politique que par l'animation de la société civile. A la première occasion, ils se sont égaillés comme une nuée de moineaux pour former les cadres d'un nouveau parti politique, Démocratie libérale. Pour ceux-là, la société civile a été l'antichambre de la société politique, et le club politique doit nécessairement conduire au parti. Où est la volonté de « faire de la politique autrement » [souligné par l'auteur] ? ».*

- fonctionnellement : un manque d'initiative à la base se fait sentir : « *on attend tout de Paris, on fonctionne avec des principes hiérarchiques, alors que j'ai voulu pour notre mouvement une vraie décentralisation, le « centre » n'étant là qu'à titre de prestataire de services* ».

- conceptuellement : c'est le plus grave aux yeux de Jacques Garello, les journalistes ne pouvant concevoir que des citoyens d'organisent de manière indépendante pour faire pression sur les partis : « *la vraie tradition française, c'est l'association démultipliant les efforts du parti, élargissant la clientèle électorale et l'assise financière. C'est l'entrepreneur rançonné mais jamais écouté. C'est l'électeur sollicité mais toujours trahi. Il s'agit donc d'une totale perversion de la démocratie, d'un monopole des partis dans le discours politique, d'une interdiction de penser en dehors des partis* »<sup>949</sup>.

Se félicitant de la constitution d'une liste Nicolas Sarkozy-Alain Madelin pour les élections européennes de 1999, l'ALEPS entrevoit plusieurs solutions pour « *recomposer l'opposition* »<sup>950</sup> mais ne croit à aucune d'entre elles et continue à

---

<sup>948</sup> La marginalisation des gaullistes sociaux comme Philippe Séguin semble envisageable pour Jacques Garello, l'objectif est d' « *enlever les derniers bastions de l'étatisme à droite, pour laisser aux socialistes l'apanage du dirigisme et de la technocratie* », *La Nouvelle Lettre*, 569, 16/01/1999.

<sup>949</sup> *La Nouvelle lettre*, 577, 13/03/1999. On note la reprise de la formule « faire de la politique autrement » : l'ALEPS partage au moins un point commun avec ses adversaires altermondialistes.

<sup>950</sup> *La Nouvelle lettre*, 589, 12/06/1999. En recourant à la métaphore culinaire, Jacques Garello distingue plusieurs recettes :

- « *à l'ancienne* » : cela prendrait la forme d'une union entre Charles Pasqua, François Bayrou et Nicolas Sarkozy, or « *l'union ne fait pas la force, l'union fait la farce* » ;

prêcher pour une révolution par la base. Génération libérale ne voit d'espoir qu'en la personne d'Alain Madelin, même s'il ne rompt pas suffisamment avec les anciens appareils : le mouvement se compare d'ailleurs aux comités de soutien à Valéry Giscard d'Estaing en 1974, qui avaient permis à ce dernier de battre les « *gros appareils partisans* »<sup>951</sup>.

L'ALEPS vote le soutien à la candidature d'Alain Madelin à l'unanimité moins une voix, et d'engage aux côtés du candidat, malgré un état d'esprit assez morose chez les libéraux<sup>952</sup> ; le faible score obtenu par Alain Madelin ne vient pas les reconforter. Confrontée à la création de l'UMP, l'ALEPS condamne toute stratégie d'« entrisme » :

*« Il y a une certaine contradiction entre la philosophie libérale et la méthode trotskyste, conçue dans le but unique et précis de prendre le pouvoir par la subversion et le contrôle des appareils. La fin ne justifie pas les moyens. Les libéraux se condamnent à ne pas être machiavéliques, et s'obligent à dire la vérité »*<sup>953</sup>.

Même si l'action du courant des « Réformateurs » au sein de l'UMP ne laisse pas tous les adhérents de l'ALEPS indifférents – des hésitations se faisant sentir à l'Assemblée générale de septembre 2003 – la stratégie de repli vers le travail intellectuel est défendue par Jacques Garello, qui réitère son absence de consigne de vote en 2004<sup>954</sup> ; l'optique « gramscienne » du mouvement est désormais maintenue et réaffirmée :

*« Mon point de vue a toujours été que les deux sont indissociables : diffuser la pensée libérale sans leader ni parti libéral est utopique, convaincre des hommes politiques et susciter de nouvelles formations sans perspective de présence sinon de victoire électorale n'est pas réaliste. 23 ans de Nouvelle lettre m'auront donc*

---

- « à l'anglaise » : un grand parti constitué de différentes tendances serait souhaitable, mais la situation n'est pas mûre ;

- « *en choucroute aux trois poissons* » : c'est sensiblement la même idée, mais en comptant davantage sur la faculté de rassemblement du président de la République ;

- « *en brouillade* » : les organisations se dissolvent toutes.

<sup>951</sup> *La Nouvelle lettre*, 649, 09/12/2000.

<sup>952</sup> Pour le 700<sup>ème</sup> numéro de la *Nouvelle lettre*, Jacques Garello constate : « *les résultats sont en effet bien minces, et en dépit de nos efforts, la France a manqué le train du libéralisme* », 23/02/2002.

<sup>953</sup> *La Nouvelle lettre*, 719, 07/09/2002.

<sup>954</sup> « *A vrai dire, je n'aime plus personne, parce que je suis usé, révolté, blessé, d'entendre des discours transversaux sur les méfaits de l'ultralibéralisme, les bienfaits de l'exception française et*

*appris que les idées libérales ne peuvent être transcrites en réformes qu'avec de vrais leaders libéraux, avides de principes plutôt que de pouvoirs, mais aussi qu'il faut persuader les cadres de la société civile »<sup>955</sup>.*

L'ALEPS et Génération libérale continuent jusqu'à aujourd'hui leur action, qui est désormais appuyée par des petits partis libéraux, à l'instar d'Alternative libérale, créé en 2006. Jacques Garello se félicite en 2005 de l'activité de la galaxie libérale :

*« Les associations, les clubs et les ligues reprennent vigueur ; les rapports, les manifestes et les bons livres se multiplient. [...] La famille libérale a appris à travailler en synergie et en partenariat [...]. Tous ces gens revendiquent une totale indépendance à l'égard des partis et de leurs leaders [qui] n'aiment la société civile que quand elle leur sert de soutien électoral »<sup>956</sup>.*

L'intrusion en politique de l'ALEPS aura donc été de courte durée : elle s'est néanmoins produite, attestant de la puissance d'attraction du champ politique, y compris chez les intellectuels radicaux.

L'étude de la trajectoire des structures non-partisanes fait apparaître une grande variété de destins pour ces organisations périphériques : leur distance au système partisan peut donner des indications sur les conditions de succès de leur entreprise (les « structures ressources » sont ainsi extrêmement dépendantes de l'évolution de la position de leur leader) mais ne conduisent pas à formuler de lois générales quant à l'évolution d'une catégorie particulière. En effet, le devenir des ateliers intellectuels ou des structures de rénovation partisane est fonction de plusieurs paramètres (orientation idéologique, cohésion du groupe, contexte d'action) et le choix d'une grande proximité à l'action politique – ou, à l'inverse, du pur travail intellectuel – ne prémunissent pas contre l'échec, la marginalisation et/ou la disparition. En revanche, il est certain que les organisations qui n'avaient pas dès l'origine fixé clairement les limites de leur intervention et qui décident brusquement de s'impliquer davantage dans le jeu politique se révèlent plus fragiles que les autres : c'est flagrant dans le cas du Club Jean Moulin, dont la dimension conviviale est brisée par l'introduction des enjeux de positionnement politique en son sein ;

---

*du souverainisme, les beautés du développement durable, les laideurs de la société américaine et l'imbécillité de G.W. Bush », La Nouvelle lettre, 786, 13/03/2004.*

<sup>955</sup> *La Nouvelle lettre*, 800, 19/06/1964.

<sup>956</sup> *La Nouvelle lettre*, 845, 03/09/2005.

c'est aussi le cas d'ATTAC, dans une moindre mesure, qui peine à faire transcrire ses priorités sur l'agenda public et suscite l'impatience d'une partie de ses militants, le choc de plusieurs cultures militantes en son sein aggravant sa crise interne. A l'inverse, les clubs dévoués à une personnalité politique ou à un parti font preuve d'une remarquable cohésion dans le temps, en raison du caractère limité de leurs ambitions, cette stabilité ayant pour contrepartie une dépendance vis-à-vis des conflits intrapartisans et un financement aléatoire dans certains cas. Les structures non-partisanes partagent un trait commun : elles subissent toutes les *contraintes* et *l'attraction* du champ politique, soit que le clivage gauche/droite les force à se positionner pour un camp et empêche tout positionnement en marge ou « transversal » (comme l'illustre le cas des gaullistes de gauche ou de Technique et Démocratie), soit que l'envie d'agir sur les recompositions politiques ou idéologiques les pousse à se rapprocher des partis, y compris dans le cas des mouvements les plus critiques et/ou marginaux (comme le montrent les cas du GRECE et de l'ALEPS), voire à imiter leur mode de fonctionnement (cas de la CIR).

Néanmoins, la relation entre le champ politique et les structures non-partisanes ne doit pas être uniquement abordée au prisme de la domination : elles exercent des effets sur celui-ci.

## CHAPITRE 2 : DES EFFETS AMBIVALENTS

Les structures non-partisanes agissent tant sur un plan idéologique, en essayant de faire aboutir leurs propositions et réflexions doctrinales auprès des partis (Section 1), que sur un plan « organisationnel », en tentant de faire prendre corps au rêve de « parti multiforme », qui leur conférerait un rôle spécifique (Section 2).

### Section 1 : Avancées idéologiques et processus d'autonomisation

A l'image des *think tanks* anglo-saxons, les cercles de réflexion français ont contribué en plusieurs occasions à modifier le climat intellectuel, en élargissant l'éventail du « politiquement imaginable », sans remettre néanmoins en cause la prédominance des partis (§1). Dans le même temps, les structures non-partisanes constituent un espace semi-autonome, caractérisé par de forts phénomènes de concurrence (§2).

#### **§1 : La prédominance des partis : sélection et instrumentalisation des idées**

L'impact idéologique des structures non-partisanes sur les formations politiques n'est pas aisé à mesurer<sup>957</sup> : la trajectoire d'une idée est complexe, sujette

---

<sup>957</sup> François Bernard-Huyghe propose quelques pistes de réflexion à ce sujet : « *Vieille question : comment une idée devient-elle une force ? Par quel circuit le produit d'un cerveau humain transforme-t-il le monde ? En devenant un objet de croyance, voire un dogme qui peut être fixé dans un texte et conservé par des gardiens de l'orthodoxie, en s'inscrivant dans la durée, en s'incarnant dans des corps organisés (églises, partis, institutions...), en trouvant une traduction symbolique (chants, drapeaux, monuments), en étant reprise et réappropriée par des servants qui la développent et l'appliquent, croyants et partisans : ils créent des hiérarchies, des grilles d'explication et des légitimités à partir de l'idée fondatrice, dessinent des buts, imaginent des stratégies. Il va de soi qu'au cours de ce procédé l'idée, le « message » initial des fondateurs se déforme, s'adapte, se fige, s'enrichit, se transforme...* », « *Think tanks : idées, intérêts, influences...quels réservoirs pour quelles idées ?* », [http://www.huyghe.fr/actu\\_262.htm](http://www.huyghe.fr/actu_262.htm), 26/02/2007.

Olivier Fillieule, Eric Agrikoliansky et Nonna Mayer écrivent justement à propos de l'émergence du discours altermondialiste que « *la genèse de ce nouveau cadre de perception et d'action ne peut être comprise comme un simple jeu sur le discours, ni comme le fait des volontés ou des desseins stratégiques de quelques-uns. « Nul n'est responsable d'une émergence ; nul ne peut s'en faire gloire ; elle se produit toujours dans l'interstice », affirme joliment Michel Foucault. C'est donc sur les jeux, au sens d'espaces laissés libres et d'échanges de coups tels qu'ils se déroulent dans le*

à de nombreuses déformations et interprétations par des acteurs – les partis – qui y verront avant tout une *ressource* à utiliser dans le jeu politique, notamment pour se distinguer de leurs concurrents. Plusieurs cas peuvent illustrer le phénomène selon lequel les partis sélectionnent les idées qui sont mises à leur disposition par les cercles de réflexion : l'intégration de la thématique autogestionnaire à gauche (A), la conversion au libéralisme de la droite dans les années 1980, (B).

#### **A. L'intégration de la thématique autogestionnaire par le Parti socialiste**

L'idée autogestionnaire, portée dans les années 1970 par le PSU mais également par des groupes comme Objectif 72 et les Groupes d'action municipale, est l'objet d'une récupération progressive par le Parti socialiste, notamment lors des Assises du socialisme qui se tiennent en 1974. Avant de revenir sur le déroulement de celles-ci, il faut envisager le changement de contexte politique qui s'opère dans la foulée du congrès d'Épinay : le PS, doté d'une nouvelle direction, semble être désormais le pivot de la recomposition de la gauche et empêcher l'émergence d'un autre pôle à côté de l'union qui se dessine avec le PCF.

Un certain nombre de GAM disparaissent, tandis qu'Objectif 72 voit ses effectifs s'amenuiser<sup>958</sup> : ce mouvement original, qui entend « *modifier les termes du débat politique, [...] rénover les mœurs et le langage, [...] proposer une stratégie du développement et un modèle de civilisation à atteindre* »<sup>959</sup>, est

*champ politique, le champ syndical, ou les champs des associations de solidarité internationale qu'il faut se pencher pour comprendre comment s'invente l'altermondialisme* », *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, op.cit., p.26. Il semble qu'on puisse étendre cette réflexion à d'autres discours, étant donné qu'il est toujours difficile de savoir dans quelle mesure le progrès d'une idée est la résultante de l'action volontaire du groupe qui la porte ou d'autres facteurs, par exemple d'un changement de contexte sociopolitique ou du déclin des idées portées par les groupes adverses.

Jean-François Sirinelli indique à propos du rôle des intellectuels : « *Les effets de l'engagement des intellectuels dans la sphère du politique sont différents de ceux introduits par les autres acteurs. A la différence de ces derniers, les hommes de culture ont des rapports particuliers avec le réel. Les artistes le transcendent, les savants le scrutent avec la distance qui sied à la démarche scientifique : dans les deux cas, il a donc décalage avec le réel [...]. Or, par définition, le politique est en prise avec le réel, fût-ce pour aspirer à le modifier de fond en comble. Dans les processus d'action sur le réel, les intellectuels ont donc de facto une place à part et leurs formes d'intervention ont une dynamique propre* », *Aux marges de la République. Essai sur le métabolisme républicain*, Paris, PUF, 2001, p.40-41.

<sup>958</sup> De 600 en 1967 à 520 à la fin de l'année 1973 puis 380 en 1974.

<sup>959</sup> BURON Robert, cité in HAUDJI Gaëlle, op.cit., p.29. Le mouvement serait pour ses animateurs « *la seule organisation politique à se réclamer à la fois du socialisme et du fédéralisme* », *Objectif socialiste et l'année 1972*, archives André Jeanson, JE1, p.3.

confronté après 1968 à des problèmes d'orientation<sup>960</sup>, hésitant entre une stratégie d'autonomie et un rapprochement avec les autres forces de gauche. En vue du congrès d'Épinay, Objectif 72 se rapproche de Citoyens 60, de Technique et Démocratie, du mouvement Vie nouvelle (chrétiens de gauche), espérant peser davantage à l'intérieur du nouveau parti ; il avance l'idée de maintenir des « *espaces verts* » en dehors des négociations d'états-majors à travers l'organisation de colloques, ce qui se traduira par l'organisation de « Carrefours socialistes », au succès modeste. La mouvance des chrétiens de gauche dépose la motion « K » au congrès, qui n'obtient que 0,5% des suffrages, elle n'est d'ailleurs pas signée par Robert Buron : la plupart des responsables d'Objectif 72 adhèrent au PS, sans obtenir de représentation spécifique<sup>961</sup>.

Cependant, une stratégie d'autonomie est poursuivie par le mouvement, qui devient en novembre 1971 Objectif socialiste (OS), présenté comme la fusion d'Objectif 72, du Centre de recherche et d'initiative socialiste (CRIS) d'André Jeanson et du courant « Front socialiste » de la CIR (opposé à François Mitterrand). André Jeanson prend la tête d'OS, qui va s'engager dans la création du « Comité de liaison pour l'autogestion socialiste » (CLAS) en 1973, aux côtés de plusieurs groupuscules d'extrême-gauche et du PSU. Mais le CLAS ne parviendra pas à s'inscrire dans la durée : le PSU le conçoit comme un moyen d'attirer à lui de nouveaux groupes militants ; il échoue dans sa tentative de les intégrer, ce qui provoque de surcroît une scission au sein d'OS, les militants favorables à l'union de la gauche, emmenés par Jean Offredo, le quittent, (environ 15% des effectifs). François Kraus souligne la prise de conscience collective, par les différentes composantes de la mouvance autogestionnaire, de la restriction du champ politique du PSU<sup>962</sup> ; le rôle prépondérant du PS à gauche se confirme en 1974 avec le bon

---

<sup>960</sup> Jean Mastias, l'un des animateurs du mouvement, s'interroge alors : « *Que sommes-nous ? Où nous situons-nous ? Quelle spécificité, quel but ?* », *ibid.*, p.103.

<sup>961</sup> On peut suivre Gaëlle Haoudji lorsqu'elle écrit qu'Objectif socialiste fut « *une structure d'éducation politique et de transition vers le PS. Selon les itinéraires, le groupe a permis à un ensemble de chrétiens issus du MRP, de l'action syndicale (CFDT), de l'associatif, le passage au PS de tradition si anticléricale* », *op.cit.*, p.153.

<sup>962</sup> « *Tirée de l'alliance avec le PCF et de la reconnaissance par les milieux proches du PSU de la supériorité de la stratégie unitaire, la puissance électorale du PS étouffe toute structuration d'un pôle autogestionnaire autour du PSU dans la mesure où l'élargissement de l'audience du PS dans la sphère d'influence rocardienne divise politiquement les principales forces sociales susceptibles de soutenir sa stratégie « autonome »* », KRAUS François, *Les Assises du socialisme ou l'échec d'une tentative de rénovation d'un parti*, mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine de l'université Paris I, 2001, p.15. On observe ainsi un renversement complet de tendance à la CFDT, où la proportion d'adhérents au PS dépasse en quelques années celle d'adhérents au PSU.

score recueilli à l'élection présidentielle et plusieurs appels sont lancés au mois de mai<sup>963</sup> pour entamer un processus de regroupement plus poussé des forces de gauche, qui va se manifester par la tenue des Assises du socialisme à la rentrée.

Rassemblant les socialistes, le PSU et ce que l'on a nommé la « 3<sup>ème</sup> composante » (associative et syndicale), les Assises sont placées sous le signe de l'ambiguïté : « *la 1<sup>ère</sup> composante [...] inscrit le rassemblement des socialistes dans un simple renforcement de ses structures (sous forme d'adhésions individuelles) et les deux autres [...] appellent à une substitution de toutes les organisations par une nouvelle* »<sup>964</sup>. Objectif socialiste, affaibli par la mort de Robert Buron en avril 1973 et la scission de la même année, va s'investir dans ce processus, y voyant une chance de changer les modes de fonctionnement partisans :

*« Il faut que le mode de fonctionnement interne du Parti des Socialistes s'inspire autant que faire se peut dans le système actuel de l'esprit de la démocratie autogestionnaire, fondamentalement opposée au principe de délégations incontrôlées et illimitées, au principe d'initiatives venant seulement du sommet »*<sup>965</sup>.

OS insiste, tout comme les GAM, sur le besoin de renouvellement des pratiques politiques : les Assises semblent être l'occasion de concrétiser les rêves d'un parti multiforme, souple, qui privilégierait les liaisons « naturelles » via la double appartenance plutôt que les liaisons organiques et verticales : les forces non-partisanes pourraient ainsi être associées à la définition du projet et à l'action politique sans forcément être intégrées en tant que telles<sup>966</sup>.

---

<sup>963</sup> Le PS le 25, le PSU le 26, la CFDT le 27 ; s'ensuit un nouvel appel de syndicalistes et d'associatifs le 11 juin.

<sup>964</sup> KRAUS François, *op.cit.*, p.44.

<sup>965</sup> *Objectif socialiste*, 32, octobre 1974, p.2.

<sup>966</sup> François Kraus parle d'une « *vision de la structure partisane proche de celle du « parti-relais » ou « parti-carrefour » mettant, sur le modèle du parti radical italien, sa force militante, organisatrice et représentative au service du mouvement social. Inspirée de la conception chrétienne du mouvement « total » - associant fonctions syndicales, politiques,..., cette forme d'organisation exprime l'aspiration de la mouvance autogestionnaire à suppléer la défaillance partisane sur le plan idéologique en participant à la part de l'activité politique (élaboration des projets de société, des programmes, des stratégies) que son champ culturel d'inspiration anarcho-syndicaliste et soixante-huitarde connote positivement. Les fonctions de prise et d'exercice du pouvoir (nécessitant compromis électoraux et tactiques, gestion des affaires financières et économiques...) impliquant une compromission avec l'idéal sont ainsi laissées aux partis proprement dits* », *op.cit.*, p.75.

Pour Gabrielle Cote-Clisson, les GAM « *forment à l'intérieur de l'ensemble que constitue la famille socialiste un sous-ensemble complémentaire des autres, sous-ensemble qui revendique à leur égard un rôle de contestation, avec toutes les tensions que cela suppose* », *op.cit.*, p.72.

Cependant, ces ambitions réformatrices vont se heurter à la volonté du PS de limiter les Assises à un simple processus d'élargissement, sans remise en cause fondamentale de ses modes de fonctionnement : le peu de temps accordé à la préparation de la rencontre, organisée peu de temps après les vacances de l'été 1974, la composition des délégations (60% pour le PS, 21% pour le PSU, 19% pour la 3<sup>ème</sup> composante), le temps de parole (respectivement 55, 24 et 21%), montrent qu'il ne s'agit pas d'une discussion sur un pied d'égalité<sup>967</sup>. Tandis que la direction du PSU est renversée par les opposants à la ligne de Michel Rocard peu avant la tenue des Assises<sup>968</sup>, les discussions révèlent de réelles divergences quant à la conception qu'ont les uns et les autres du militantisme et de l'action politique en général<sup>969</sup> : les Assises ne suscitent qu'un enthousiasme modéré au sein de la 3<sup>ème</sup> composante et le bilan en termes d'adhésions individuelles est assez faible (entre 1500 et 4500, à comparer avec les 10000 signataires de l'appel de juin 1974).

L'autogestion est certes proclamée « clé de voûte » du socialisme démocratique, avec la reconnaissance dans le projet de principes comme l'autonomie des collectivités de base, le contrôle permanent de toute délégation, la décentralisation, etc ; mais l'apport de la mouvance autogestionnaire sur le plan idéologique permet avant tout au PS de se distinguer de son partenaire communiste et de s'assurer une meilleure implantation dans les couches moyennes qui expriment ces nouvelles aspirations. Les forums organisés dans la foulée des Assises permettent à la mouvance autogestionnaire de développer ses thèmes (régionalisme, décentralisation...), mais n'ont pas qu'une incidence limitée sur le

---

<sup>967</sup> « La délégation du PS montre, par sa prééminence, qu'elle n'est pas simplement la principale composante (traitant à égalité avec les autres) mais la formation centrale que les autres (marginales) ont vocation à rejoindre », *ibid.*, p.120.

<sup>968</sup> Michel Mousel, qui prend la tête du parti, déclare que Michel Rocard propose au PSU « comme seule solution sa dilution dans un ensemble qui, même s'il prend l'autogestion pour « projet de société », la nie dans ses structures, dans sa stratégie, dans sa pratique sociale et politique », *Tribune socialiste*, juillet-août 1974. La participation du PSU aux Assises se réduit à celle du courant rocardien, et réduit les chances d'une transformation organisationnelle.

<sup>969</sup> Un militant PS affirme ainsi que « ce n'est pas faire du socialisme que lutter pour [...] la gratuité des transports [...]. D'ailleurs, dans ces luttes, on trouve parfois du poujadisme », s'attirant la réplique d'un militant de la CFDT : « Si vous dites que ce n'est pas faire du socialisme que prendre conscience qu'il est possible que des gens, localement, puissent intervenir sur l'environnement, sur l'urbanisme [...], je me demande bien ce que c'est [...]. Le socialisme n'est peut-être pas que cela, mais c'est bien se prendre en charge soi-même ». Le même militant PS réagit : « Pas du tout. Cela, c'est du personnalisme chrétien. C'est Mounier, pas Marx. C'est différent », cités in KRAUS François, *op.cit.*, p.125. On constate ici le décalage entre les militants investis à la base dans les luttes relatives au « cadre de vie », soucieux de concret, et les militants politiques, plus préoccupés par l'élaboration d'un projet de société global.

contenu du projet<sup>970</sup> et n'intéressent qu'une partie de l'appareil socialiste, qui privilégie la recherche de nouvelles adhésions. La conception de la prise de pouvoir et de la répartition des rôles entre partis et mouvements sociaux ne change pas, et le concept d'autogestion se révèle être un terme « *si malléable qu'il autorise d'innombrables interprétations. Pour le PS, il est clair que l'autogestion ne peut se réaliser qu'après une victoire électorale de la gauche* »<sup>971</sup>. Cependant, la récupération tactique de l'idée d'autogestion est un succès pour le PS, qui voit ses effectifs augmenter de manière continue, malgré des problèmes d'intégration des nouveaux adhérents<sup>972</sup> ; la mouvance autogestionnaire est quant à elle marginalisée, le PSU étant réduit à une faible audience, tandis que des mouvements comme Objectif socialiste actent de la prise en compte de leurs idées :

*« La réduction de l'espace politique disponible entre tenants du Programme commun et les composantes du courant autogestionnaire ; la reprise en compte de plus en plus large du thème de l'autogestion, la multiplication des militants politiques se battant avec des pratiques de contrôle ouvrier et populaire, marquent la fin d'une période ouverte en 68 : celle où régnait une coupure complète entre l'action politique « traditionnelle » menée par les plus grandes organisations et la recherche et les nouvelles formes d'action prises en charge par de petits groupes*

---

<sup>970</sup> « *Malgré l'expression de divergences de cultures politiques, les carrefours remplissent donc leurs fonctions : ils donnent l'image de lieux d'une intense réflexion militante ; ils mettent en évidence les possibilités d'actions communes à la base en laissant les militants PS développer leur vision du militantisme ; ils font place à l'imagination, aux utopies d'inspiration libertaire, à la volonté de transformation des valeurs et des mentalités, ... tout en voulant réconcilier la politique avec la vie quotidienne, donner au socialisme autre chose que la théorie et les préceptes marxistes, le lien avec le réel* », KRAUS François, *op.cit.*, p.146.

<sup>971</sup> HATZFELD Hélène, « Révolution culturelle du PS dans les années 70 ? », *Revue d'histoire du XXème siècle*, 96, octobre-décembre 2007, p.84. Contrairement à la conception véhiculée par la mouvance autogestionnaire d'une réévaluation de la place du « social », « *pour le PS, c'est au contraire le politique qui est qualifié de « primordial », « passage obligé », global et situé au sommet d'une hiérarchie qui a pour base l'économique et le social. Le PS ne se montre pas concerné par une redéfinition du politique : il affirme ses prérogatives, revendique la suprématie du politique qu'il représente, soutient la distinction des domaines et des rôles* », p.89.

<sup>972</sup> Comme en atteste le témoignage d'un militant « chrétien de gauche » : « *Dans l'Isère, on est rentré à 7 ou 800 (PSU, GAM, CFDT)...., tous ceux qui menaient en dehors du PCF les luttes sociales, culturelles et syndicales depuis 20 ans [...]. Donc un poids qualitatif [...]. Très mal accueilli ! [...] Mal vu par les camarades du CERES [...], par les mitterrandistes [...]. Mal vu par Mitterrand : on était [...] les « cathos de service », donc suspects [...]. On nous a mis dans les mains de Rocard. Si on s'est retrouvé rocardien, c'est qu'on n'avait pas le choix : ou on existait avec Rocard, ou on n'existait pas à l'intérieur du parti* » cité in KRAUS François, *op.cit.*, p.232. Les nouveaux adhérents doivent apprendre à se situer dans le jeu des courants : c'est pour beaucoup d'entre eux un choc « culturel ».

*politiques. Les Assises du Socialisme ont été un élément parmi d'autres qui ont marqué qu'une nouvelle époque commençait* »<sup>973</sup>.

L'intégration de la thématique autogestionnaire par le PS, malgré toutes ses limites, a permis de résoudre en partie le problème d'articulation de cette formation avec les revendications de la base ; même s'ils n'obtiennent pas de modification substantielle du fonctionnement du parti, les associations et mouvements luttant pour le cadre de vie, la défense des consommateurs, des locataires, etc, ont l'impression d'être écoutés : la fonction d'agrégation des demandes sociales est à nouveau remplie<sup>974</sup>. Les GAM entendent, à l'occasion des élections européennes de 1979, utiliser cette tribune pour dénoncer « *l'élimination progressive du mouvement associatif de tout le champ politique* [souligné par l'auteur] »<sup>975</sup>, mais paraissent bien trop faibles pour pouvoir exercer une influence véritable : les partis ont repris la main.

L'idée autogestionnaire a néanmoins survécu en partie à la disparition des forces militantes qui la portaient, à travers les thèmes de la démocratie directe et/ou participative, particulièrement présents dans le débat politique contemporain : c'est la thèse de Patrick Viveret, qui parle d'une « *vitalité souterraine* »<sup>976</sup> de l'autogestion. Il formule une hypothèse intéressante quant à la destinée de cette idée, sans doute applicable à d'autres propositions émises par les cercles de réflexion :

*« Il existe des cycles de vie dans l'usage des mots et ce fait prend une importance particulière en France [...]. De même que la plupart des nouvelles modes sont constituées du retour aux anciennes, il y a périodiquement un retour de vitalité de termes que l'on avait cru obsolètes et une désaffection d'autres qui dominèrent une période [...]. Après avoir connu la marginalité puis le succès, dans les années 1970, l'autogestion comme mot, a vécu ensuite la phase de banalisation qui accompagne le succès et prépare la décadence puis l'oubli »*<sup>977</sup>.

---

<sup>973</sup> *Objectif socialiste*, 37, avril-mai 1975. Objectif socialiste cesse de fonctionner en 1977, faute de moyens. Il sera réactivé brièvement en 1986 puis en 1990, mais sans suites.

<sup>974</sup> « *L'élargissement d'audience que le PS retire de ces ralliements n'entraîne pas l'établissement d'une liaison solide avec le mouvement syndical et associatif. Par-delà les sympathies et les complicités qui demeurent, le PS en retire surtout une meilleure capacité à prendre en compte les aspirations et les revendications portés par ce mouvement* », REY Henri, SUBILEAU Françoise, *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Presses de la FNSP, 1991, p.104.

<sup>975</sup> *Le Monde*, 25/04/1979.

<sup>976</sup> VIVERET Patrick, « L'autogestion : un mort bien vivant », *Mouvements*, 18, novembre-décembre 2001, p.38.

<sup>977</sup> *Ibid.*, p.39.

Un important courant idéologique est lui réhabilité et rénové au début des années 1980 : il s'agit du libéralisme économique.

### ***B. Le « libéralisme réactionnel » de la droite après l'alternance***

Cette période permet d'envisager les stratégies de récupération des idées fournies par les nombreux clubs de droite qui se développent alors : rien ne semblait prédisposer le RPR, parti qui se réclame à la fin des années 1970 des valeurs du gaullisme et « *d'un véritable travaillisme français* »<sup>978</sup>, à se rallier aux thèses néolibérales professées par l'ALEPS puis par le CDH<sup>979</sup> ; pourtant, des inflexions se font sentir, le RPR critiquant à la fois l'excès de dirigisme économique du gouvernement tout en se déclarant en faveur du Plan, qui doit être le moteur de la croissance<sup>980</sup>. La relance des contacts avec les gaullistes non-RPR ont des résultats mitigés et les élections européennes de 1979 marquent un recul du RPR, à 18% des suffrages, Michel Debré laisse planer le doute sur candidature en 1981 : Jacques Chirac se doit de réagir en se démarquant à la fois de la gauche et de la majorité giscardienne ; il va puiser ses arguments dans le fond doctrinal fourni par les cercles libéraux. Il définit la nouvelle orientation du RPR en 1981 : « *Les Français ont le choix entre [...] trois solutions : le collectivisme de deux candidats [François Mitterrand et Georges Marchais], l'étatisme du troisième [Valéry Giscard d'Estaing] et enfin la libération de l'économie et de l'initiative que je propose* »<sup>981</sup>.

Cette évolution résulte de la conjonction de plusieurs facteurs, dont l'arrivée d'une nouvelle génération militante, représentée notamment par Edouard Balladur, Alain Juppé et Yvan Blot, ces trois hommes nourrissant un grand intérêt pour les expériences anglo-saxonnes. Aux yeux de la nouvelle équipe qui anime le RPR, il

---

<sup>978</sup> Discours de Jacques Chirac en 1976, cité in DENORD François, *op.cit.*, p.289.

<sup>979</sup> « *Si nous dénonçons le marxisme, parce qu'il écrase l'individu au nom du collectivisme, nous dénonçons aussi le néo-libéralisme parce qu'il méprise l'homme au nom du profit et de la rentabilité* », Convention extraordinaire des jeunes du RPR, *La Lettre de la Nation*, 955, 04/12/1978, cité in DENORD François, *La conversion au marché, droites et libéralisme économique dans la France des années 1980 : l'exemple du RPR (1979-1984)*, mémoire de DEA de l'IEP de Paris, 1999, p.49.

<sup>980</sup> Lors d'un colloque organisé par l'ALEPS, Jean Méo, conseiller économique du RPR, reconnaît qu'« *il y a là, de notre part, une certaine contradiction et nous cherchons un compromis [...] entre l'initiative privée, l'esprit d'entreprise, [...] qui est à la base de toute richesse économique et donc sociale, et la fixation de quelques objectifs prioritaires qui sont, eux, du domaine de l'Etat, le plan étant l'expression d'une politique, d'une volonté politique dans le domaine économique et social* », cité in DENORD François, *Néolibéralisme...*, *op.cit.*, p.290.

<sup>981</sup> *Ibid.*, p.292.

faut rompre résolument avec le passé et notamment avec la politique giscardienne<sup>982</sup> : c'est chose faite après 1981, le parti gaulliste se faisant l'ardent promoteur du libéralisme économique. Mais le rôle des clubs et des cercles de réflexion a-t-il été si déterminant dans cette transformation ? La tonalité très intellectuelle de leurs productions empêche parfois les militants d'y trouver des mesures directement applicables et génère parfois un sentiment d'incompréhension :

*« Est-ce qu'il y avait porosité, pas vraiment. A part Yvan Blot, qui était chef de cabinet de Bernard Pons. Il a bien essayé à ce moment là de nous faire des présentations intellectuelles, au demeurant très intéressantes [...]. C'était un petit bazar de gens qui faisaient de la réflexion [...] fondamentale, au sens recherche, et donc je pense qu'ils essayaient plutôt à l'époque de coller au RPR pour exister »<sup>983</sup>.*

Si les thèmes développés par l'ALEPS ou le CDH imprègnent fortement les discours de l'opposition, contribuant d'ailleurs à homogénéiser les positions du RPR et de l'UDF, il faut souligner que cette influence est largement due à la virulente opposition que suscite la politique du gouvernement de gauche : *« le libéralisme défendu par la droite française est très largement réactionnel. Popularisé par de très nombreux essais et pamphlets, il se définit avant tout dans l'opposition au socialisme de la période 1981-1982. Il emprunte dès lors à toutes les sources possibles, quelles que puissent être les contradictions doctrinales et les sensibilités apportées par chacun »<sup>984</sup>.* L'atmosphère d'effervescence politique qui règne alors permet aux clubs de faire entendre leur discours davantage que par le passé, mais cette évolution idéologique reste sous le contrôle des appareils partisans, qui gardent la maîtrise de la rédaction de leurs programmes : certes, la redécouverte du libéralisme *« a transité pour l'essentiel par des sites extérieurs aux organisations partisans »<sup>985</sup>*, mais les partis savent trier et adapter des propositions

---

<sup>982</sup> *« A bien des égards, la pratique giscardienne du pouvoir figure l'horresco referens permettant au RPR de bâtir un nouveau projet politique et culturel. Aux yeux de ses dirigeants et de ses militants, la bannière du « libéralisme avancé » s'est révélée à l'usage un mélange pervers de dirigisme économique et de libéralisme culturel », BAUDOIN Jean, « Le « moment néo-libéral » du RPR : essai d'interprétation », RFSP, 6, 1990, p.831.*

<sup>983</sup> Jean-Pierre Delalande, cité in DENORD François, *La conversion...*, op.cit., p.88.

<sup>984</sup> DENORD François, *Néolibéralisme...*, op.cit., p.300.

<sup>985</sup> BAUDOIN Jean, art.cité, p.837.

soit trop radicales, soit difficilement audibles pour les électeurs<sup>986</sup>. La plate-forme RPR-UDF de 1986, si elle fait une large place aux propositions économiques d'inspiration libérale, ne néglige pas les mesures relatives à la sécurité et à l'immigration, thématiques qui intéressent moins les cercles de réflexion libéraux « purs » tels que l'ALEPS, qui s'oppose à la ligne nationaliste promue par le CDH : il existe des stratégies de distinction et de rivalités spécifiques au sein de l'espace des structures non-partisanes.

## **§2 : Un espace semi-autonome et concurrentiel**

Les structures non-partisanes, par-delà leur action en direction des partis, agissent dans un même espace de sens et de représentations, dans lequel elles cherchent à affirmer leur identité en développant des stratégies de distinction (A) ; il semble ainsi se constituer de véritables « sous-champs » politico-intellectuels (B).

### ***A. Les stratégies de distinction: désignation de l'adversaire et travail de présentation de soi***

On a évoqué les critiques adressées par les militants des partis aux clubs et cercles de réflexion, accusés de travailler dans l'ombre et de mépriser les mécanismes classiques de la démocratie représentative (voir *supra*, 1<sup>ère</sup> partie) ; ces critiques sont également utilisées par les structures non-partisanes pour discréditer leurs homologues et en même temps valoriser leur action, en recourant à divers registres :

- la reprise de la critique des « experts ». Elle est utilisée par exemple par la Fondation Copernic, pour qui

*« S'opposer à l'expertise libérale ne vaudrait pas une heure de peine, s'il s'agissait d'en reproduire les méthodes. S'il s'agissait d'aller sur son terrain, pour produire entre soi, entre experts patentés, en cabinets clos, dans tel Salon, sur parquets cirés, une contre-expertise finalement semblable à l'expertise officielle [souligné par l'auteur] – par sa fabrication. Depuis douze ans, nous voulons*

---

<sup>986</sup> « Le clubisme, comme mode de socialisation politique et comme accumulateur d'idées, fait partie intégrante de la stratégie de la droite pour conquérir le « pouvoir culturel » : les clubs permettent de faire participer au débat politique des individus rétifs à l'engagement partisan tout en les maintenant dans l'orbite des partis ; ils contribuent à la construction d'un sens commun libéral et tiennent souvent des discours radicaux propres à mobiliser ceux qui entrent dans la vie politique après 1981, sans que les parties aient à les assumer », DENORD François, *op.cit.*, p.297.

*rompre avec ces commodités ! Et fabriquer autrement des arguments contre le néolibéralisme. En mêlant le regard de syndicalistes et de fonctionnaires (de toutes catégories !), les regards d'universitaires et de chômeurs, de militants de tous bords de la gauche, d'usagers du service public et de salariés du privé... Casser les frontières n'a rien d'une pose. C'est de Copernic, la cause »<sup>987</sup>.*

La Fondation Copernic vise ici les différents instituts libéraux, accusés de parvenir aux mêmes conclusions que les experts gouvernementaux, sous couvert d'indépendance ; en valorisant le brassage de différentes catégories sociales en son sein, elle cherche à ne pas apparaître comme une organisation de type universitaire, dont les travaux ne seraient pas facilement accessibles.

De la même manière, la Fondation St Simon est présentée par Pierre Rosanvallon comme un « *espace d'échange social et de production intellectuel totalement indépendant, différant à la fois des clubs politiques et des institutions universitaires* »<sup>988</sup> ; la Fondation Jean Jaurès entend « *réunir des femmes et des hommes d'horizons divers – responsables politiques, dirigeants syndicaux, dirigeants d'entreprises, experts et universitaires pluridisciplinaires – qui, trop souvent, ne travaillent pas de concert* »<sup>989</sup> : le discours développé par ces organisations vise à dissiper toute image de fermeture vis-à-vis de l'extérieur qui pourrait leur être accolée, les maîtres mots de ce registre étant « brassage » et « ouverture ».

- l'assimilation aux partis. C'est le type d'argument développé par les clubs de pédagogie civique dans les années 1960 pour critiquer la CIR, qui peinerait à incarner le renouveau en raison de la présence d'hommes politiques déjà présents sous la IV<sup>ème</sup> République en son sein ; en se parant de l'identité d'un club, elle ne chercherait en fait qu'à assurer le prolongement de la carrière de ces derniers. Plus généralement, les organisations qui souhaitent se consacrer à un travail de réflexion insistent sur leur indépendance et rejettent tout ce qui pourrait être assimilé à un soutien à une personnalité politique : les structures qui constituent une ressource pour un leader sont ainsi qualifiées d'« écuries », la dépendance à une famille politique empêchant selon elles toute recherche objective. Un mouvement comme la

---

<sup>987</sup> Copernic Arguments, novembre 2009.

<sup>988</sup> *Le Monde*, 24/06/1999. Dès 1985, Roger Fauroux insistait sur la nouveauté de la FSS : « *Nous ne sommes pas le Club Jean Moulin et donc pas un réservoir d'idées pour les partis politiques* », *Le Monde*, 31/03-01/04/1985.

<sup>989</sup> <http://www.jean-jaures.org/La-fondation/Notre-mission>.

C6R cherche d'ailleurs à dissocier son image de celle de son leader Arnaud Montebourg (voir *supra*, 2<sup>ème</sup> partie).

- la critique des « sages dans leur tour d'ivoire ». C'est l'argument symétrique du précédent, les organisations investies dans l'action politique reprochant à celles qui souhaitent s'en tenir à distance de se cantonner à des travaux prospectifs, voire contemplatifs : elles n'auraient aucun impact sur le champ politique et feraient preuve d'irresponsabilité en refusant de participer aux confrontations politiques. Ces dernières tentent de se défendre en valorisant leur activité d'éducation et d'éveil politique, qui préparerait les citoyens à mieux participer à la vie politique grâce à une meilleure information :

*« Nos clubs ont le même souci d'approfondissement, de sérieux de la recherche, d'efficacité et de démocratie. Ils poursuivent des buts identiques : inciter les citoyens à participer à la gestion de leurs communes et les former pour cela ; ouvrir en France les voies de la démocratie. Car la démocratie est une idée neuve. Il faut lui donner vie [...]. Sans être un phénomène de masse, nos clubs, nés en dehors des organisations traditionnelles, se présentent comme un essai de démocratisation de la vie publique française [...]. Nos clubs n'ont, il faut le redire, aucune volonté de se substituer aux partis. Leur préoccupation essentielle est avant tout de recherche et de formation. Ils remplissent en fait une fonction complémentaire à celle des partis et des syndicats par la réflexion en commun indissociable de la confrontation »<sup>990</sup>.*

Le centre de l'argumentation réside dans la distinction des rôles : aux clubs l'éducation, aux partis l'action, bien que la pratique ait prouvé la porosité des frontières entre ces deux catégories.

- la recherche de la « respectabilité ». Il s'agit ici de la rivalité particulière qui oppose le Club de l'Horloge au GRECE : le premier, assimilé par la presse à la mouvance de la Nouvelle droite, cherche à se démarquer systématiquement du second en se déclarant attaché aux valeurs républicaines. Son entreprise est favorisée par les prises de position iconoclastes du GRECE, qui l'éloignent de la droite classique.

---

<sup>990</sup> CLUZEL Michel (président du club Positions), discours d'ouverture des Assises de Vichy, cité in OLIVER Vincent, *op.cit.*, p.10. Dans le même sens, Henri Bergougnoux affirme que « le club peut avoir deux fonctions par rapport aux partis : une fonction en amont, et une fonction en aval, le club [...] peut proposer de grandes orientations au parti politique qui, lui, est engagé dans un combat au jour le jour. D'autre part, le club peut aussi faire un travail disons infra-politique, pour les personnes que ne touchent pas les partis », *ibid.*, p.14-15.

Les conflits de représentations entre les différentes catégories de structures non-partisanes se doublent d'affrontements proprement idéologiques : on assiste ainsi à la structuration de plusieurs familles de pensée.

### ***B. La constitution de sous-champs politico-intellectuels***

Les structures non-partisanes ne sont pas les simples appendices des partis politiques, s'affiliant à une idéologie précise ; elles reproduisent néanmoins les clivages qui traversent le champ politique, en se constituant en grands courants. On peut distinguer :

- la famille sociale-démocrate et de centre-gauche. C'est l'une des plus nombreuses et les plus visibles médiatiquement, notamment dans la période la plus récente, avec Terra Nova, la République des idées, En temps réel. Elle développe une gamme de positions par rapport aux autres courants de pensée :

Pour Olivier Ferrand, « *Terra Nova est une plateforme intellectuelle, positionnée politiquement au sein de la gauche progressiste, par opposition à la droite et à l'extrême-gauche anti-capitaliste* »<sup>991</sup>. Les liens avec ATTAC ou la Fondation Copernic semblent très faibles.

Pour Thierry Pech, les échanges avec la gauche antilibérale doivent avoir lieu : « *C'est une vieille histoire la division entre la gauche radicale et la gauche de gouvernement. Politiquement, ça s'est toujours réglé au détriment de la gauche radicale. Elle exerce plus une attraction culturelle qu'une attraction politique je pense, cela dit la gauche de gouvernement aurait tort de mépriser la gauche radicale, parce ce qui a manqué à la gauche de gouvernement ces dernières années me semble-t-il c'est une fonction critique, au fond la gauche gestionnaire s'était vidée ces dernières années de toute capacité critique* »<sup>992</sup>.

- la famille antilibérale/altermondialiste. Opposée aux instituts et cercles de réflexions libéraux, elle est également très critique vis-à-vis de la mouvance de centre-gauche : *Le Monde diplomatique*, mensuel qui épouse les thèses d'ATTAC, avait déjà consacré un article à la FSS<sup>993</sup> ; il a réitéré ses attaques contre Terra

---

<sup>991</sup> *Think*, 7, juin 2008, p.11.

<sup>992</sup> Entretien cité (voir annexes). Il existe cependant un dialogue entre les organisations antilibérales et la mouvance de centre-gauche : ainsi la Fondation Copernic a-t-elle participé à la journée d'étude consacrée à la notion de « care » organisée par Terra Nova en novembre 2010.

<sup>993</sup> LAURENT Vincent, « Les architectes du social-libéralisme », *Le Monde diplomatique*, septembre 1998.

Nova, « *la « boîte à idées » qui se prend pour un think tank* »<sup>994</sup>. Engagée dans plusieurs mobilisations sociales et politiques, dont le mouvement contre la réforme des retraites en 2010, la mouvance antilibérale est l'une de celles qui agit le plus directement sur le terrain, en organisant nombre de meetings et de réunions publiques en collaboration avec les partis de gauche et les syndicats. Cela n'exclut pas l'existence de divisions et de tensions en son sein, par exemple entre le M'PEP et ATTAC, le souvenir des conditions de départ d'une série de militants d'ATTAC pour créer le M'PEP s'ajoutant aux dissensions idéologiques<sup>995</sup>.

- la famille libérale. Elle s'est étoffée considérablement dans la décennie 1990-2000 avec la création de nouveaux instituts (l'Institut français pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques est ainsi très actif, il a ainsi été auditionnée au Sénat par rapport à la réforme des retraites), mouvements (Alternative libérale, Liberté chérie) et revues. L'ALEPS reste un de ses pôles d'animation principaux, Jacques Garello estimant à propos de la dissolution de la FSS qu'elle « *exprime le malaise d'un socialisme français incapable de passer aux réformes libérales, mais tout aussi incapable de donner cours à l'utopie gauchiste de la rupture avec le capitalisme. Ils ont cru s'en sortir en disant qu'ils étaient pour l'économie de marché mais contre la société de marché, mais cette formule*

---

<sup>994</sup> ZEVIN Alexander, *Le Monde diplomatique*, février 2010. L'auteur conteste le sérieux du travail de la Fondation, qui regrouperait des « *experts spécialistes du flou* », produisant des notes « *bien plus remarquables par leur profusion étourdissante que par leur contenu ou leur cohérence idéologique* ». Terra Nova servirait de tremplin à Olivier Ferrand pour mieux s'insérer dans les luttes internes du PS.

<sup>994</sup> *La Nouvelle lettre*, 591, 26/06/1999. La FSS serait arrivée au terme de son entreprise de rénovation de la pensée de la gauche, débouchant sur une « *pensée unique* » à laquelle la droite se serait également ralliée, d'où la nécessité de l'action des libéraux.

<sup>994</sup> « *Nous avons passé trente ans à droite à régler le problème gauche-droite. Pendant tout ce temps la droite s'est imprégnée de gaullisme. Elle a oublié le vrai débat : socialisme-libéralisme. Ce qui se passe chez nous est unique au monde* », *La Nouvelle lettre*, 408, 04/02/1995.

<sup>994</sup> *La Nouvelle lettre*, 591, 26/06/1999. La FSS serait arrivée au terme de son entreprise de rénovation de la pensée de la gauche, débouchant sur une « *pensée unique* » à laquelle la droite se serait également ralliée, d'où la nécessité de l'action des libéraux.

<sup>995</sup> Dans une étude intitulée « *Consensus européiste* », le M'PEP étudie de manière systématique les positions des partis politiques et des syndicats sur la question de l'Union européenne, se montrant sévère avec la plupart d'entre eux ; de manière symptomatique, une partie complète est réservée à l'analyse des positions d'ATTAC, critiquant le caractère « *incomplet* » ou « *abstrait* » des propositions de l'association, qui serait « *contaminée par le virus néolibéral* », puisqu'elle a semblé appuyé les préconisations de la chancelière allemande Angela Merkel pour lutter contre la spéculation financière. Le M'PEP se présente comme la seule organisation qui formule des propositions détaillées et radicales.

([http://www.m-pep.org/spip.php?article1934#outil\\_sommaire\\_21](http://www.m-pep.org/spip.php?article1934#outil_sommaire_21)).

*creuse a fait long feu, comme naguère le ni-ni* »<sup>996</sup>. Il faut souligner l'existence d'un clivage entre « libéraux » et « nationalistes-conservateurs », l'ALEPS se montrant agacée par les débats relatifs à l'héritage gaulliste<sup>997</sup>. Mais l'adversaire principal de la mouvance libérale reste la gauche de la gauche, qu'elle cible régulièrement à travers des ouvrages polémiques<sup>998</sup>.

- la famille républicaine/souverainiste. Sa principale représentante reste la Fondation du 2 mars, qui a été créée en *réaction* à l'action de la FSS, identifiée comme le vecteur le plus influent de la propagation de « la pensée unique » :

*« Nous nous battons contre le courant de pensée qu'elle représente : ces « il n'y a pas d'autre politique possible », « il faut être raisonnable », « la croissance c'est une question de mental ». [...] Nous ne pouvons laisser dire et laisser faire ceux qui prétendent démanteler la République française au nom de la mondialisation heureuse. Il y a d'autres solutions »*<sup>999</sup>.

On note que s'il y a parfois des recoupements entre les thèmes de la gauche antilibérale et ceux de la mouvance souverainiste – sur les services publics notamment – elles restent séparées par des différences d'héritages et de traditions militantes : la F2M compte en son sein des personnalités et intellectuels de droite, en raison de sa volonté de dépasser le clivage gauche/ droite ; le spectre politique couvert par ATTAC ou la Fondation Copernic s'arrête à la mouvance chevènementiste, à de rares exceptions près.

- la famille nationaliste. En dehors du CDH, qui continue à fonctionner autour de réunions-débats, celle-ci paraît relativement faible. Il faut néanmoins noter la création, dans l'orbite du Front national, d'Idées-Nations, dirigé par Louis Aliot, qui entend vraisemblablement soutenir la future campagne présidentielle de Marine

---

<sup>996</sup> *La Nouvelle lettre*, 591, 26/06/1999. La FSS serait arrivée au terme de son entreprise de rénovation de la pensée de la gauche, débouchant sur une « pensée unique » à laquelle la droite se serait également ralliée, d'où la nécessité de l'action des libéraux.

<sup>997</sup> « Nous avons passé trente ans à droite à régler le problème gauche-droite. Pendant tout ce temps la droite s'est imprégnée de gaullisme. Elle a oublié le vrai débat : socialisme-libéralisme. Ce qui se passe chez nous est unique au monde », *La Nouvelle lettre*, 408, 04/02/1995.

<sup>998</sup> Par exemple JULIENNE Christian, *Le diable est-il libéral ? Réponse à Pierre Bourdieu, Viviane Forrester, Bernard Maris, Le Monde diplomatique et leurs amis*, Paris, Les Belles Lettres, 2001 ; DE GUENIN Jacques (préfacé par Pascal Salin), *ATTAC ou l'intoxication des personnes de bonne volonté*, Paris, Éditions de l'institut Charles Coquelin, 2004. Christian Julienne est le président du club Héritage et progrès, d'obédience libérale.

<sup>999</sup> *Marianne*, 09/03/1998. Ces attaques répétées susciteront ce commentaire de Pierre Rosanvallon lors de la dissolution de la FSS : « Avant de tourner la page, avec fierté mais sans états d'âme en même temps, il est aussi tentant d'avoir une courte pensée pour tous ceux qui n'ont cessé de faire commerce médiatique de leur opposition à la " puissante " Fondation Saint-Simon. Ils auront

le Pen. Les courants d'idées anciennement favorables à Charles Pasqua et à Philippe de Villiers semblent en revanche dépourvus de cercles de réflexion spécifiques, plus exactement ceux-ci se situent désormais à l'intérieur de l'UMP (voir *infra*).

- la famille écologiste. Elle s'est dotée récemment d'un *think tank* avec Novo Ideo, actif depuis 2009. On note la structuration progressive du courant des « décroissants », opposés aux orientations majoritaires des Verts (voir *infra*, chapitre 2).

On parle ici de « sous-champs » car il semble bien qu'il existe des rivalités spécifiques à cet espace des structures non-partisanes, qui surveillent les travaux et activités de leurs adversaires, les prennent explicitement pour cibles dans les polémiques qu'elles mènent, contribuant ainsi à créer un espace de sens commun. C'est le cas des affrontements qui opposent la mouvance de la gauche antilibérale aux cercles de réflexion du centre-gauche : il faut sans doute remonter aux polémiques entourant les grèves de décembre 1995 pour comprendre pourquoi ces deux tendances politiques se sont de plus en plus éloignées. En effet, la publication par Pierre Bourdieu du *Décembre des intellectuels*<sup>1000</sup> déclenche une réaction virulente de l'équipe de la revue *Esprit*, autour d'Olivier Mongin et de Joël Roman, qui dénonce les méthodes intellectuelles de l'auteur de *La Misère du monde*, qui nourrirait un « *populisme de gauche, voire d'extrême-gauche, qui ne le cède en rien à celui de la droite quant à sa nocivité* »<sup>1001</sup>. Cette polémique, qui se déroule en même temps que le processus de création d'ATTAC, ne concerne pas que la sphère intellectuelle et a des répercussions plusieurs années plus tard, à l'occasion du référendum sur le Traité constitutionnel européen : ce dernier favorise la visibilité des travaux des structures non-partisanes en général<sup>1002</sup> mais fait apparaître en particulier la force des réseaux antilibéraux, notamment grâce à l'action d'ATTAC. C'est en réaction précisément par rapport à cet activisme

*dorénavant la dure tâche de n'exister que positivement par la qualité de leur production et non plus par le tapage de leurs imprécations* », *Le Monde*, 23/06/1999.

<sup>1000</sup> Paris, *Liber-Raisons d'agir*, 1998. Pierre Bourdieu y critique l'hostilité aux mouvements sociaux d'un certain nombre d'intellectuels.

<sup>1001</sup> *Le Monde*, 24 /07/1998.

<sup>1002</sup> La Fondapol y consacre une note spéciale intitulée « Ce que change la Constitution européenne pour la personne et le citoyen, l'entreprise et le salarié, le syndicat, le parti politique et les Eglises,

antilibéral que sont lancés à l'automne 2005 les comités « Sauvons l'Europe », à l'initiative des clubs Témoin, Confrontations-Europe, Réunir, Convictions, et de la revue *Esprit*, qui entendent lutter contre les positions « anti-européennes » à l'intérieur de la gauche, en prenant pour modèle ATTAC<sup>1003</sup>. La Fondation Copernic, avait, dès la dissolution de la Fondation St Simon, délimité la figure de « l'ennemi » :

*« Que la Fondation Saint-Simon se dissolve un an après qu'a vu le jour la Fondation Copernic fait peut-être sens. Nous nous sommes créés pour que soit mise fin à l'hégémonie de la gauche libérale dans le champ « propositionnel » [souligné par l'auteur] et pour qu'y prenne pied la gauche de transformation sociale. Du fait que la Fondation Saint-Simon estime sa capacité propulsive épuisée, nous prenons donc acte. Mais, n'ayant jamais pris l'arbre pour la forêt, nous savons bien que la gauche libérale ne se trouve pas pour autant dépourvue de laboratoires de pensée. À la gauche de transformation sociale, il faudra donc du temps, du travail et de la ténacité »*<sup>1004</sup>.

Les orientations de ces deux familles de pensée semblent de plus en plus incompatibles, traduisant sur le plan des idées une tendance observable dans le système partisan, avec l'émergence – certes discontinue et fragmentée – d'une gauche de contestation à côté du PS et de ses alliés. La Fondation Copernic s'élève à nouveau, après l'élection présidentielle de 2007, contre les cercles de réflexion du centre-gauche :

*« En 1998, en réponse à la Fondation Saint-Simon, nous voulions fonder une contre-expertise ; et, surtout, une autre façon de l'élaborer, dans la collaboration et le regard croisé entre chercheurs, hauts-fonctionnaires, syndicalistes, militants, usagers... Maintenant que la gauche de droite dérive à droite toute, claquemurée ou assise sur de faux dispositifs participatifs, montrer qu'une autre gauche est non seulement souhaitable, mais possible, est plus que jamais nécessaire. Et urgent. Les Gracques, ce mélange d'entrepreneurs et de hauts-fonctionnaires qui travaillent à rapprocher MODEM et PS, ont su, ces derniers temps, capter*

---

l'Élu et l'administration » (mars 2005) ; En temps réel publie *L'Europe déclassée ?* pour s'attaquer à la thèse du déclin de l'Europe.

<sup>1003</sup> Pour Jean-Claude Mignard, l'un des initiateurs du mouvement, il faut que « *L'Europe ait son mouvement comme la mondialisation a eu ATTAC* », *Le Monde*, 01/10/2005.

<sup>1004</sup> KERGOAT Jacques, *L'Humanité*, juin 1999 (<http://www.fondation-copernic.org/spip.php?article148>).

*l'attention médiatique. Copernic doit devenir l'anti-matière des Gracques* [souligné par l'auteur] »<sup>1005</sup>.

Ces discours montrent que les structures non-partisanes conçoivent leur action comme s'inscrivant à l'intérieur d'un espace spécifique, qui a pris dans la période récente davantage d'autonomie par rapport au système partisan, mouvement concomitant à leur repli plus prononcé vers le travail intellectuel et la moindre implication dans les échéances électorales. Une note rédigée en septembre 2010 par Terra Nova montre à quel point les logiques d'imitation et de considération mutuelle sont à l'œuvre :

Se félicitant de la multiplication des *think tanks* de gauche, formant selon lui un véritable « *écosystème* », Olivier Ferrand prend pour modèle la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007 : « *En 2005-2006, Emmanuelle Mignon, à la direction des études de l'UMP, avait piloté pendant deux ans le travail programmatique du candidat Sarkozy. Elle y avait monté un think tank informel, embauchant une dizaine de plumes, auditionnant toute la place de Paris. Elle cumulait sous une seule casquette toutes les compétences nécessaires à la synthèse du projet sarkozyste : une formation intellectuelle, un vécu administratif et un branchement direct sur la vision politique du leader. Emmanuelle Mignon est partie et aucune institution pérenne ne l'a remplacée. La droite n'a pas de lieu pour renouveler son projet. Elle cherche déjà sans succès un second souffle pour la fin de la mandature* »<sup>1006</sup>.

Le plus grand nombre d'articles de presse consacrés aux cercles de réflexion montre bien qu'il existe de réelles inflexions quant à leur visibilité, on peut également signaler l'apparition d'une émission télévisée intitulée « Think tank » sur LCI en septembre 2010, le premier numéro opposant Olivier Ferrand à Charles Begbeider (vice-président de la Fondapol) pour un débat durant lequel les deux protagonistes sont symboliquement placés à gauche et à droite du plateau, attestant ainsi du positionnement de leurs organisations respectives. Cette structuration d'un espace semi-autonome se poursuit à l'heure actuelle : le 6 novembre 2010, un « Forum des think tanks » s'est tenu à la Sorbonne, regroupant la plupart des

---

<sup>1005</sup> « Nouveaux temps, nouveau souffle », <http://www.fondation-copernic.org/spip.php?article95>, 01/12/2007.

<sup>1006</sup> *Présidentielle : demandez le programme*, note du 16/09/2010, <http://www.tnova.fr/index.php/toutes-les-publications/4-notes/1417-presidentielle-demandez-le-programme.html>.

cercles de réflexion actifs aujourd'hui (dont les fondations politiques), pour aborder des thèmes variés, et de manière complètement indépendante des partis<sup>1007</sup> ; fin juin 2011 s'est tenue une « soirée des *think tanks* » à l'initiative de la revue *Acteurs publics*, soirée durant laquelle Terra Nova a reçu le trophée du « *think tank* de l'année » (devant l'Institut Montaigne et la Fondapol) tandis qu'Agnès Verdier-Molinié de l'IFRAP recevait le prix de la personnalité de l'année<sup>1008</sup>.

Les idées portées par les structures non-partisanes restent tributaires des opérations de sélection et d'instrumentalisation opérées par les partis, ce qui ne signifie pas que leur impact idéologique ait été nul, bien au contraire. L'analyse de ces avancées idéologiques pose également la question du rôle des intellectuels dans le champ politique, et soulève des débats qui dépassent le cadre de ce travail<sup>1009</sup>. Il convient maintenant d'évaluer les gains obtenus par les structures non-partisanes en termes de rénovation organisationnelle.

## Section 2 : Les modifications organisationnelles

L'échec des opérations de recomposition politique des clubs des années 1960 et 1980 n'a pas été synonyme d'absence de modification dans l'organisation des

---

<sup>1007</sup> Les quatre tables rondes portaient sur les thèmes suivants : « Quels modèles de développement, pour quelles finalités » ; « Quel(s) moteur(s) pour la croissance » ; « Comment rendre l'Europe plus forte et plus solidaire » ; « Les nouvelles formes de citoyenneté en France et en Europe, un enjeu pour la démocratie ».

<sup>1008</sup> Terra Nova a salué à cette occasion « la vitalité des *think tanks* français et leur place grandissante dans le débat intellectuel. Au-delà de Terra Nova, c'est l'ensemble de la communauté des *think tanks* qui a été honorée par la « cérémonie des *think tanks* », note du 01/07/2011.

<sup>1009</sup> On peut évoquer les pistes de réflexion stimulantes données par George Ross : d'après cet auteur, il faudrait rompre à la fois avec la matérialisme et l'idéalisme pour envisager de manière équilibrée le rôle des intellectuels : « *L'argument selon lequel « le changement macro-social engendre les idées », est alors, à bien des égards, l'image réfléchie de la position selon laquelle « les idées engendrent les idées ». Dans un cas, l'histoire fait que les idées changent, dans l'autre, les idées changent d'elles-mêmes, et font probablement se produire l'histoire », « Fragmentation du marché intellectuel et disparition de l'intellectuel de gauche », in *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, études réunies par Yves Mény pour Georges Lavau, Paris, Presses de la FNSP, coll. « Références », 1991, p.191. Il propose un niveau intermédiaire d'analyse : « *le changement macro-social [...] est traduit en changements dans des structures institutionnelles spécifiques, qui, elles-mêmes, travaillent à réordonner les systèmes d'incitation dans lesquels fonctionnent les intellectuels, et où se déroule la vie intellectuelle. Il est vrai que les intellectuels, dans une action collective contradictoire, créent et recréent des idées qui ont un grand impact social. Mais [...] ils ne le font pas dans des circonstances de leur choix* », *ibid.*, p.192. Il faut alors concevoir les intellectuels comme des intermédiaires qui utilisent des symboles pour créer du sens et de l'ordre, comme des acteurs rationnels qui pensent aussi à leur carrière individuelle. Pour l'auteur enfin, la disparition de la figure de « l'intellectuel de gauche » est assez largement liée aux stratégies des grands partis de gauche : le PCF, par exemple, après leur avoir ouvert ses portes dans les années 1970, a adopté un cours ouvriériste après la rupture de l'Union de la gauche qui les pousse à la défection.*

partis, leurs successeurs tentant de définir de nouveaux modes d'articulation avec eux (§1) ; il n'en reste pas moins que le système partisan fait preuve d'une grande résistance aux pressions exercées par les structures non-partisanes (§2).

### **§1 : Les nouvelles formes d'articulation entre les partis et les acteurs non-partisans**

On envisagera dans un premier temps l'attitude des partis de gauche vis-à-vis des acteurs alternatifs (A), puis le processus d'intégration des clubs initié par la création de l'UMP (B)

#### ***A. Les partis de gauche face aux acteurs alternatifs***

Le processus de rénovation du Parti socialiste, largement achevé après le congrès d'Epinay, a conduit à l'intégration de plusieurs clubs, dont l'UGCS, devenu un laboratoire d'idées interne au parti (l'ERIS) : des « contrats d'association » définissent désormais les rapports entre les clubs et le parti, rétablissant une hiérarchie un temps mise à mal par la contestation du rôle dirigeant des partis dans les années 1960. En dehors de cette nouveauté juridique, et, malgré les exhortations de Jean Poperen<sup>1010</sup>, le fonctionnement interne continue à s'organiser autour du jeu des courants, les clubs en devenant éventuellement le support, comme dans le cas de la Convention pour une 6<sup>ème</sup> République, qui entretient des rapports étroits avec le courant « Nouveau parti socialiste » d'Arnaud Montebourg et de Vincent Peillon (voir *supra*, 2<sup>ème</sup> partie). La création du Laboratoire des idées ne constitue pas une nouveauté majeure, reproduisant la logique de « laboratoire annexe » observable également dans les cas des Club Perspectives&Réalités et du Club 89, la proximité au parti étant encore plus forte ici ; plus original est le compagnonnage souple adopté par la Fondation Terra Nova : si elle n'a aucun lien organique avec le PS, c'est bien prioritairement sur les orientations de ce parti qu'elle entend peser, même si elle mène d'autres travaux par ailleurs et si elle ne soutient a priori aucun courant ni aucune personnalité en particulier. Elle a réaffirmé cette position encore récemment, son conseil

d'administration se prononçant à l'unanimité pour le maintien de sa neutralité à l'égard des différents candidats progressistes, qu'ils se présentent pour le PS ou pour Europe-Ecologie :

*Terra Nova s'engage à rester neutre [...]. En particulier, le président de Terra Nova, ainsi que tous les membres du bureau, ont décidé de s'astreindre à un devoir de réserve et de ne s'engager activement, dans cette période, derrière aucun candidat en particulier »<sup>1011</sup>.*

Cette neutralité se veut néanmoins « active » :

- Terra Nova entend contribuer à l'élaboration du programme pour 2012, en anticipant sur les travaux des partis (« *et notamment du parti socialiste, qui tiendra sa convention de synthèse sur le projet fin mai : pour que nos propositions puissent être prises en compte, elles anticiperont son échéance et nourriront sa préparation* »).
- Elle veut « *accompagner les candidats* », en leur proposant, en dehors des notes pluri-hebdomadaires, des discussions bilatérales, la nomination d'un représentant pour faire le lien avec la Fondation, ainsi que « *la mise en relation directe avec notre réseau d'experts, afin que ceux qui le souhaitent puisse rejoindre, à titre personnel, leur équipe de campagne* [souligné par l'auteur] ». On note ici la reprise partielle de la formule utilisée par Jean Moulin pendant la campagne de 1965, avec la possibilité pour les membres de Terra Nova de participer aux comités de campagne. Le communiqué insiste d'ailleurs sur le fait que « *notre objectif est de valoriser le rôle de plateforme sociale de Terra Nova* [souligné par l'auteur] », ce qui évoque ici la fonction d'interface entre différents milieux socioprofessionnels que remplissait à sa manière la Fondation St Simon.
- Enfin, pour valoriser les primaires, Terra Nova entend se transformer en « *plate-forme media de suivi de la campagne* », permettant aux citoyens de comparer les idées et les propositions des différents candidats.

Il faut peut-être d'ailleurs dissocier la Fondation Terra Nova en tant qu'« intellectuel collectif » des engagements plus personnels d'Olivier Ferrand, qui a apporté son soutien à « l'appel du 21 avril », initiative visant à placer les jeunes au

---

<sup>1010</sup> Ce dernier appelle le PS à réagir face à la multiplication des clubs et à inventer « *des structures souples, diversifiées* », *Le Monde*, 23/04/1986.

<sup>1011</sup> Communiqué du Bureau, 1<sup>er</sup> février 2011. Ce communiqué vise à répondre aux critiques ou catégorisations trop hâtives faites dans la presse, ce qui paraît nécessaire au vu, par exemple, d'un article des *Echos* intitulé « Un *think tank* proche de DSK tacle Sarkozy » (18/02/2011), qui qualifie Olivier Ferrand de « *strauss-kahnien* » et juge la note de Terra Nova consacrée au G20 partiale.

centre du jeu politique<sup>1012</sup>, de la même manière que la Fondation Copernic et son président Yves Salesse durant l'épisode des candidatures unitaires antilibérales. Les autres cercles de réflexion du centre-gauche (En temps réel, les Gracques, Télós) sont plus distants vis-à-vis de l'action politique et insistent sur leur indépendance.

C'est peut-être du côté de la gauche antilibérale que les nouveaux modes d'articulation sont davantage visibles, quoiqu'à un stade encore embryonnaire : le déclin continu du PCF a poussé une partie de ses militants à nouer des liens avec diverses forces engagées dans des tentatives d'union de cette mouvance, processus qui continue aujourd'hui. Plusieurs phases peuvent être distinguées<sup>1013</sup> :

1) La CAP, fondée en octobre 1994 à Montreuil, prend le relais de Refondation : des groupes locaux essaient sur l'ensemble du territoire, une coordination nationale provisoire est mise en place, une déclaration programmatique et stratégique est rendue publique. L'ADS semble avoir joué un rôle moteur dans la mise en place de la Convention, mais traverse une crise interne à l'occasion de l'élection présidentielle de 1995, la CAP soutenant finalement la candidature de Dominique Voynet, qui obtient un résultat relativement faible à côté des candidatures communiste et d'extrême-gauche. Devant les divisions persistantes de la gauche de la gauche, la CAP organise des débats autour d'« *un contrat de législation au contenu réellement transformateur* »<sup>1014</sup>, ses animateurs précisant bien que la CAP se reconnaît « *aussi peu dans la gauche strictement gestionnaire que dans la gauche de protestation* »<sup>1015</sup>.

La CAP entend construire un « pôle de radicalité » dans le paysage politique français, sans que celui-ci se limite à une simple addition des forces de la LCR, du PCF et de l'ADS : il faudrait dépasser toutes ces organisations pour permettre de construire une force capable d'attirer des individus « non-encartés » mais partageant globalement les idées de la gauche radicale. Mais, une fois de plus, la structure de rassemblement qu'est la CAP se heurte à une double difficulté :

---

<sup>1012</sup> L'appel est accompagné de la publication d'un « pacte générationnel » mettant l'accent sur le nécessaire rajeunissement de la vie politique française et qui propose des primaires ouvertes pour toute la gauche : le texte est consultable à l'adresse <http://appeldu21avril.org/>.

<sup>1013</sup> On reprend ici la suite de l'histoire des structures transitoires de rassemblement de la gauche de la gauche (voir *supra*, 2<sup>ème</sup> partie).

<sup>1014</sup> *Confluences pour une alternative progressiste*, 19 (Nouvelle série), décembre 1996, p.1 (ce journal prend le relais de son prédécesseur, *Confluences. Pour une force politique nouvelle*, à partir d'avril 1995).

<sup>1015</sup> *Confluences pour une alternative progressiste*, 10 (NS), février 1996, p.2.

l'antagonisme entre appareils partisans d'une part ; l'absence d'un projet politique alternatif qui serait partagé par tous d'autre part<sup>1016</sup>.

Les élections anticipées de 1997 mettent la CAP dans une situation difficile : elle décide de présenter environ 150 candidats, sans passer d'accord avec le PCF ou le PS<sup>1017</sup>, elle se rapproche de l'AREV, avec laquelle elle fusionne en juin de la même année, bien que les résultats électoraux soient décevants. La victoire de la « gauche plurielle » va révéler les ambiguïtés d'une CAP qui hésite entre une stratégie protestataire et une optique de soutien, fût-il critique, aux réformes lancées par le gouvernement de Lionel Jospin. Gilbert Wasserman, l'un des principaux animateurs de la CAP, pose la question dès la rentrée de 1997 :

« *Doit-elle choisir l'extériorité inévitablement accompagnée d'une sorte de « radicalisation » à gauche ou tenter d'aider la gauche à réussir effectivement, ce qui implique une démarche plus complexe, moins esthétique mais ô combien plus productive ?* »<sup>1018</sup>.

Les débats font apparaître que la CAP est profondément divisée, entre ceux qui veulent apporter un appui critique au gouvernement et ceux qui préféreraient une stratégie d'autonomie vis-à-vis de la gauche institutionnelle : la motion de

<sup>1016</sup> Bernard Ravenel, animateur de la CAP et ancien militant du PSU, juge le clivage entre réformistes et révolutionnaires complètement dépassé : « *les forces politiques d'inspiration léniniste sont liées à des cultures politiques en bonne partie archaïques et résiduelles qui ont été profondément défaites au cours de ce siècle. [...] Croire, pour l'essentiel, à une refondation du communisme après « la parenthèse » du stalinisme me paraît, en l'état, une véritable utopie régressive. Les nouvelles cultures issues des années 70 (aspirations autogestionnaires, féminisme, écologie, antiracisme...) accompagnant les mutations socio-culturelles du capitalisme ont remis en question fondamentalement, radicalement, cette culture communiste telle qu'elle a pu se consolider dans les mouvements de matrice léniniste (stalinisme, maoïsme et aussi trotskisme)* », *Confluences pour une alternative progressiste*, 19 (NS), décembre 1996, p.5.

Comme on l'a souligné précédemment, il y a bien plusieurs cultures politiques au sein de la gauche de la gauche : à côté de la culture communiste et de la culture d'extrême-gauche existe une culture héritière du PSU, qui rejette les présupposés centralisateurs des deux premières. Comme l'indique une autre responsable de la CAP, Thérèse Rebatel, « *être à gauche du PCF et du PS, ce n'est pas être d'extrême-gauche* », *Confluences pour une alternative progressiste*, 23 (NS), p.15.

On repère dans les textes de la CAP des formules récurrentes au sein de cette gauche « citoyenne-antilibérale » : « organisation en réseau », « transversalité », « ouverture », « démocratie interne », « double appartenance », etc, qui définissent une culture militante bien distincte des formes précédentes.

On peut lire le travail de Philippe Raynaud sur le sujet : *L'extrême gauche plurielle*, Paris, Autrement, 2006.

<sup>1017</sup> Elle leur lance néanmoins un appel : « *le respect du pluralisme, le dépassement des strictes logiques partisans, le souci de l'efficacité politique et électorale devraient inciter ces derniers à tout faire pour favoriser l'élection du plus grand nombre de candidats de gauche.* », *Confluences pour une alternative progressiste*, 23 (NS), p.10.

<sup>1018</sup> *Confluences pour une alternative progressiste*, 27 (NS), septembre 1997, p.3.

Gilbert Wasserman l'emporte mais une forte minorité s'oppose à sa démarche<sup>1019</sup>. Peu à peu, la vocation de la CAP à construire un nouveau rassemblement à la gauche de la gauche s'atténue, les textes internes précisant qu'elle est un « *mouvement politique de réflexion, de débat, de proposition et d'action* »<sup>1020</sup> : on constate à nouveau la porosité des frontières entre les différentes catégories de structures non-partisanes, la même organisation pouvant osciller entre la participation directe aux recompositions politiques et le « repli » sur la fonction de club de discussion et de réflexion.

La CAP, faute de dynamique, voit ses assises se clairsemer, subissant par contrecoup les effets de la coupure qui apparaît de plus en plus nettement entre la gauche gouvernementale et la gauche « mouvementiste » ou radicale<sup>1021</sup>. Un militant exprime le malaise qui règne dans l'organisation lors des assises d'avril 2000 :

*« Nos prises de position ne sont pas connues, nos appels ignorés [...]. Nos initiatives trimestrielles, si intéressantes soient-elles, n'ont aucun écho, aucune suite. [...] Les autres (PS, PCF, Verts), s'ils nous considèrent encore sur le plan local, ont du mal à considérer ce que nous sommes. Ils nous regardent avec une sorte de compassion, pensant que nous sommes une espèce en voie d'extinction »*<sup>1022</sup>.

La CAP apparaît en effet sur le déclin, sa stratégie n'étant pas très lisible : à la fin de l'année 2000, elle lance un appel en vue de constituer un « Forum de la gauche citoyenne », l'enjeu étant désormais de constituer un réseau intellectuel transversal. On constate que le contexte de recompositions politiques incertaines qui avait caractérisé la plus grande partie de la décennie 1990 n'a plus cours : il faut choisir, pour les militants se positionnant à gauche, entre le soutien au

---

<sup>1019</sup> Les motions prônant une stratégie d'autonomie recueillent près de 40% des voix. Cela n'empêche pas les animateurs de la CAP de se féliciter de leur succès, pourtant modeste : « *la CAP a joué un rôle appréciable dans les convergences qui se sont tissées entre la gauche et le mouvement écologiste, en 1994 et 1995 comme depuis, convergences qui ont contribué à préparer la majorité plurielle d'aujourd'hui.* », *Confluences pour une alternative progressiste*, 30 (NS), p.15.

<sup>1020</sup> *Confluences pour une alternative progressiste*, 43 (NS), p.11.

<sup>1021</sup> Qui se traduit par exemple à l'occasion de la manifestation contre le chômage en 1999 : la CAP « *réfuse à l'avance toute dérive anti-gouvernementale qui pourrait intervenir dans une telle manifestation. L'objectif ne peut être que de pousser le gouvernement à améliorer la loi sur les 35 heures, pas de le combattre.* », *Confluences pour une alternative progressiste*, 51 (NS), p.3. Rappelons qu'ATTAC et la Fondation Copernic naissent en 1998 et ne ménagent pas leurs critiques à l'égard de la gauche plurielle.

<sup>1022</sup> *Confluences pour une alternative progressiste*, 54 (NS), p.14.

gouvernement ou la contestation de ce dernier<sup>1023</sup> : la recherche d'une troisième voie paraît difficile, d'autant plus que les militants de la CAP rejettent également la stratégie chevènementiste qui consiste à rassembler gauche et droite autour d'un projet « républicain<sup>1024</sup>.

Le projet d'un nouveau réseau intellectuel prend forme en 2003 avec l'assemblée générale statutaire du Forum de la gauche citoyenne (FGC), qui définit ainsi ses ambitions :

*« Qu'est que le FGC ? Plus qu'un club, dont il remplit les fonctions de rencontres, plus qu'un cercle d'études, dont il assume les fonctions d'intellectuel politique. Pas un parti, dont il n'assume pas les fonctions électorales, pas un mouvement de masse, dont il ne possède pas les structures, ne croyant pas à la modernité des pyramides, avec beaucoup d'autres nous tissons la toile de la citoyenneté. »*

Le FGC, « objet politique non identifié », « s'adresse à toute la gauche, qu'elle soit partidulaire, associative, syndicale, mutualiste ou autre...du centre-gauche à l'extrême-gauche, pourvu que cette gauche soit encore citoyenne. De Taubira à Besancenot, mais pas de Chevènement à Laguiller »<sup>1025</sup>.

La CAP parachève ainsi sa mutation vers la forme d'un cercle de réflexion, bien que le recentrage sur les débats et la formation ne satisfasse pas l'ensemble des adhérents, qui aimeraient continuer à jouer un rôle sur la scène politique à proprement parler :

*« Serait-ce une catastrophe si le FGC donnait un jour naissance à un Parti de la gauche citoyenne, quitte à garder des liens organiques forts entre les deux structures, l'un outil d'élaboration d'idées, l'autre outil électoral d'application des idées ? »<sup>1026</sup>.*

Cette demande de la base en faveur d'une plus grande implication dans les enjeux électoraux semble être entendue puisque le FGC lance en octobre 2004 un « appel à voter Y » en vue de l'élection présidentielle de 2007 : signé par un certain

---

<sup>1023</sup> L'évolution des organisations d'extrême-gauche joue un rôle dans ce processus : la LCR, qui s'était inscrite dans les différents processus unitaires jusqu'ici, et qui n'avait pas présenté de candidat à l'élection présidentielle de 1995, saisit l'opportunité des élections européennes de 1999 pour présenter une liste commune avec Lutte ouvrière, remportant 5 sièges au Parlement européen : elle va désormais privilégier une politique d'auto-construction.

<sup>1024</sup> Gilbert Wasserman écrit ainsi en 2001 : « En réalité, il n'existe pas d'alternative, en terme de gouvernabilité du moins, à la gauche plurielle. Ni prétendu pôle républicain ni insaisissable pôle de radicalité. », *Confluences pour une alternative progressiste*, 109 (NS), avril 2001, p.5.

<sup>1025</sup> *Confluences pour une alternative progressiste*, 133 (NS), juin 2003, p.11.

<sup>1026</sup> *Ibid.*, p.15.

nombre de revues<sup>1027</sup>, des associations<sup>1028</sup>, le texte entend refuser que les simples citoyens en soient réduits à un rôle de spectateurs :

« *Il s'agirait cette fois de constituer ensemble un lieu citoyen large d'élaboration de projets, qui pourrait, dans une seconde phase, se poser la question des modes de participation au processus de désignation des candidats* »<sup>1029</sup>.

Les objectifs et les moyens de cette initiative paraissent assez flous : le FGC se déclare prêt à mettre à la disposition des partis des « Dossiers 2007 » ; il prévoit également d'organiser des « auditions civiques » pour les futurs candidats. On note le caractère précoce de la démarche, un peu à la manière du Club Jean Moulin lorsqu'il avait commencé à préparer la candidature de Gaston Defferre plusieurs années avant l'élection présidentielle : le problème est ici aggravé par le fait que le FGC n'a pas de candidat en tête<sup>1030</sup>, il s'agit plutôt pour lui d'essayer d'impliquer la société civile dans les processus de désignation, mais se pose la question de la légitimité d'un regroupement aussi hétéroclite de journaux et d'associations. L'audience de l'initiative « Votez Y » a été faible durant la campagne, traduisant la faiblesse du FGC, désormais un club de réflexion parmi d'autres au sein de la mouvance antilibérale : d'autres structures transitoires de rassemblement, sous la forme de « collectifs unitaires » divers, vont occuper le devant de la scène (voir *infra*, B).

### ***B. L'UMP et le pluralisme : un essai d'intégration des courants et mouvements***

L'échec de Jacques Chirac à l'élection présidentielle de 1988 a entraîné une période de crise et de dissensions pour la droite parlementaire, crise qui n'est pas surmontée par les Etats généraux de l'opposition tenus en 1990-91, l'idée d'organiser des primaires étant rejetée. Pour surmonter « *l'union de tous contre tous* »<sup>1031</sup>, l'idée d'une grande formation pluraliste fait peu à peu son chemin, portée notamment par le club Dialogue et Initiative, ce qui débouche sur un début de reconnaissance des clubs et mouvements avec la création de l'UMP en 2002.

---

<sup>1027</sup> *Ecorev'*, *Les Inrockuptibles*, *Mouvements*, *Politis*, *Témoignage chrétien* notamment.

<sup>1028</sup> Dont l'ADELS, qui est d'ailleurs quasiment la seule structure non-partisane qui a survécu depuis la période des années 1960.

<sup>1029</sup> *Confluences pour une alternative progressiste*, 146 (NS), p.15.

<sup>1030</sup> Les listes du PCF pour les élections régionales de 2004, qui se veulent ouvertes sur la société civile, sont critiquées dans *Confluences pour une alternative progressiste*.

<sup>1031</sup> BRONCA Eric, *Le roman de la droite.1974-1998. Chronique d'un échec*, Paris, J-C Lattès, 1998, p.217.

Le club Dialogue et initiative, fondé par Jean-Pierre Raffarin, Jacques Barrot, Dominique Perben et Michel Barnier, a jeté les bases d'une union de la droite (les fondateurs viennent à la fois du RPR, de DL et de l'UDF), en oeuvrant au dialogue entre les composantes d'une droite minée par ses déchirures internes<sup>1032</sup>. Il faut noter le rôle prépondérant de Jean-Pierre Raffarin dans cette entreprise, qui prolonge le club Giscardisme et modernité qu'il avait fondé en 1998<sup>1033</sup>. La création de l'UMP en 2002 constitue incontestablement un tournant dans l'histoire de la droite française, même si l'UDF se maintient en partie autour de François Bayrou, non seulement en raison de l'unité nouvelle qu'elle incarne mais aussi en ce qu'elle semble initier de nouveaux modes de fonctionnement interne et de nouvelles formes d'association avec les « mouvements », « courants » et clubs : sont « associés » à l'UMP aussi bien des partis (le parti chrétien-démocrate de Christine Boutin par exemple) que des clubs comme le Chêne de Michèle Alliot-Marie.

La notion de « mouvement associé » n'est pas complètement nouvelle dans la mesure où elle avait déjà cours au sein du RPR : cette définition d'une association souple avec le parti semble constituer « *la voie médiane recherchée par tous : elle permet de lier organiquement les clubs au parti, tout en leur préservant une certaine originalité et une relative autonomie* »<sup>1034</sup>. La nouvelle organisation de l'UMP témoigne d'une rupture avec la période gaulliste<sup>1035</sup>, caractérisée par le refus des médiations partisanes et la prépondérance de la loyauté au chef ; deux dispositifs organisationnels sont prévus pour canaliser le pluralisme dans le parti :

- les « mouvements » : ceux-ci expriment « *la diversité des sensibilités politiques, historiques, philosophiques, sociales qui animent la vie politique française* », on a là une imitation partielle des courants tels qu'ils existent au Parti socialiste.
- les personnes morales associées : celles-ci sont associées au parti par un contrat de droit privé négocié par la présidence et ratifié par le bureau politique. Les personnes morales associées bénéficient d'une représentation au Conseil national,

---

<sup>1032</sup> Il ne faut certes pas surestimer l'influence de ce club, l'aspiration à l'unité de la droite étant un mouvement de fond.

<sup>1033</sup> Lui-même le prolongement de la mouvance « Génération sociale et libérale » puis du « Mouvement des jeunes giscardiens » dans l'orbite de l'UDF. Les clubs procèdent bien par une accumulation lente d'expériences et de réseaux partagés.

<sup>1034</sup> PACHOMOFF Karella, *op.cit.*, p.177.

<sup>1035</sup> Mais aussi d'une évolution observable chez d'autres partis de droite européen, tels Forza Italia : voir RONCHI Francesco, *Une ingénierie partisane : genèse et effets des instruments de gestion du pluralisme au sein de Forza Italia et de l'UMP*, mémoire de l'IEP de Paris, 2006.

participent à la désignation des instances dirigeantes et au processus d'investiture des candidats.

L'intégration des clubs au sein de l'UMP marque un tournant organisationnel important à droite, caractérisée durant l'ère gaulliste par « *le caractère charismatique de l'autorité* »<sup>1036</sup>, qui n'est pas sans susciter quelques réticences<sup>1037</sup>, mais les risques de constitution de fractions et de tendances semblent être minimisées par la plupart des acteurs de l'UMP, qui y voient une chance de faire avancer leurs propres idées de manière plus efficace : c'est le cas de la mouvance libérale, qui se regroupe dans Génération entreprise, Génération libérale, les Réformateurs et les Cercles libéraux<sup>1038</sup>. De la même manière, la nouvelle organisation permet à la majorité d'intégrer les « mini-partis » des « sarkozystes de gauche » après la séquence dite de « l'ouverture » menée par Nicolas Sarkozy en direction de la Gauche moderne de Jean-Marie Bockel et des Progressistes d'Eric Besson. Enfin, les clubs peuvent servir de tremplin vers les fonctions gouvernementales : huit membres des clubs entrent dans le troisième gouvernement de Jean-Pierre Raffarin après le remaniement de 2004.

Cependant, cette évolution vers le pluralisme interne a été freinée, notamment en ce qui concerne le droit de s'organiser en tendance via les « mouvements » : réclamé par Alain Madelin et la mouvance libérale, il est ajourné lors du Conseil national de novembre 2003, un « Forum des débats » étant créé, qui se réduit à l'animation de discussions sur Internet. Seuls quelques personnalités, dont Nicolas Dupont Aignan et Rachid Kaci, se mobilisent pour obtenir la reconnaissance des mouvements, en vain : la direction de l'UMP entend malgré tout limiter la constitution de fractions et préfère garder la maîtrise des formes d'associations<sup>1039</sup>. Cette stratégie d'encadrement des divers courants et cercles de réflexions se poursuit depuis l'accession de Jean-François Copé au poste de président du parti, qui a décidé de mettre en place en janvier 2011 un « conseil des *think tanks* et des

---

<sup>1036</sup> HAEGEL Florence, « Le pluralisme à l'UMP. Structuration idéologique et compétition interne », in HAEGEL Florence (dir.), *op.cit.*, p.228.

<sup>1037</sup> Jean-Louis Debré, attaché à la tradition gaulliste, met ainsi en garde contre toute « *parcellisation de l'UMP. [...] Il nous est impossible de cultiver les particularismes et d'entretenir des chapelles rivales. Il ne nous serait pas pardonné d'avoir pour objectif de préparer des écuries personnelles pour demain.* », *Le Monde*, 05/11/2002.

<sup>1038</sup> Ces derniers sont animés par Alain Madelin, qui a renoncé à une stratégie d'indépendance, au grand dam de l'ALEPS (voir *supra*).

clubs », avec pour but affiché de favoriser la préparation de la campagne présidentielle de 2012 : on observe une réelle intégration des clubs au sein de l'UMP, dont il ne faut pas surestimer la portée mais qui traduit un réel changement dans les rapports entre clubs et partis. Ces clubs et *think tanks* associés se voient néanmoins soumis à un régime de financement assez strict, puisque le parti majoritaire a décidé de ne plus les financer par subvention annuelle mais au cas par cas, selon que les projets qu'ils présentent correspondent ou non aux orientations et priorités décidées par la direction<sup>1040</sup>.

Malgré ces inflexions, le système partisan semble offrir une forte résistance aux pressions des structures non-partisanes.

## **§2 : La forte résistance du système partisan**

Les partis français, malgré leur réputation de faiblesse, ont révélé tout au long de la Vème République une bonne capacité d'adaptation, réussissant tout à la fois à sauvegarder des modes de fonctionnement centralisés (A) et à exercer un subtil exercice d'intégration et de marginalisation des intrus (B).

### ***A. La conservation de modes de fonctionnement centralisé***

Celle-ci se traduit par le peu, voire l'absence, de place réservée aux adhérents des structures non-partisanes, à la fois sur les listes électorales et dans les organes de direction des partis (1)<sup>1041</sup> ; par la persistance de la soumission au leader, en raison du mouvement de présidentialisation des partis français (2).

#### ***1. L'absence de représentation spécifique des structures non-partisanes***

On constate que les partis se montrent très réticents à accorder aux structures non-partisanes une représentation particulière, à l'exception d'organisations « appendices » tels que les Club Perspectives&Réalités, qui ont toujours bénéficié d'une représentation au sein de la Fédération nationale des Républicains indépendants, en raison de leur complète identité de vue avec le parti ; ce n'est pas

---

<sup>1039</sup> « Les instruments d'expression du pluralisme initialement prévus ont été abandonnés au profit de liens d'association plus opaques. [...] L'ouverture de la compétition interne est une exception », HAEGEL Florence, art. cité, p.254.

<sup>1040</sup> En vue de l'élection présidentielle de 2012, une cinquantaine de thèmes sont jugés prioritaires, autour de trois piliers : le courage (incluant le thème de la valeur travail), le rassemblement, l'ouverture au monde.

le cas de l'Union travailliste formé par les gaullistes de gauche, qui n'a pas de représentant au sein du collège des secrétaires généraux de l'UDR : elle n'est pas considérée comme un partenaire à part entière et ne pèse pas suffisamment pour obtenir une modification de cette situation. Deux exemples permettent d'illustrer cette réticence des partis : la FGDS (a), ainsi que les efforts des clubs de droite dans les années 1980 (b).

*a. La question de la représentation des clubs au sein de la FGDS*

Les statuts de la FGDS rédigés lors de sa création prévoyaient la possibilité d'adhésions individuelles ; néanmoins, on ne pouvait participer pleinement à la vie de la Fédération *qu'à travers* une des organisations participantes, ce qui constituait un frein évident à la fusion des différentes composantes. Le Club Jean Moulin réclame l'ouverture de la Fédération aux « inorganisés » mais ses propositions demeurent lettre morte, la réforme des statuts de 1967 n'abordant pas ce point. Cette contrainte organisationnelle n'empêche pas certains clubs, tel Citoyens 60, d'appeler leurs membres à rejoindre la Fédération à titre individuel<sup>1042</sup> ; mais dans la plupart des cas les organisations adhèrent en tant que telles à la Fédération: ce sont les « *clubs-wagons* » décrits par Janine Mossuz-Lavau<sup>1043</sup>, qui ne souhaitent pas s'intégrer à une CIR qui semble trop inféodée à la personnalité de François Mitterrand. L'UCRG est l'exemple type de cette démarche, formant un groupe qui se souhaite bien distinct de la Convention<sup>1044</sup>.

Le comité exécutif de la FGDS se constitue sur une base tripartite de 51 représentants répartis par tiers entre la SFIO, les radicaux et l'UDSR, et les deux familles de clubs (la Convention et les autres). Les sept sièges disponibles pour les clubs n'appartenant pas à la CIR sont l'objet de longues discussions lors du comité permanent des clubs réuni à Lyon en décembre 1965. On constate des différences sensibles quant au degré d'implication politique que souhaitent les différentes

<sup>1041</sup> A l'exception du conseil des clubs mis en place à l'UMP évoqué précédemment.

<sup>1042</sup> C'est également le cas de Démocratie nouvelle, mais pour des raisons différentes : le club pense que la Fédération risque de n'être qu'un « *replâtrage* » des vieilles organisations, *Démocratie nouvelle*, 14, juin 1966.

<sup>1043</sup> *Les clubs et la politique en France, op.cit.*

<sup>1044</sup> On peut suivre Janine Mossuz dans son interprétation de ces adhésions : « *la création de ces clubs-wagons n'est donc plus le signe d'une crise des partis mais plutôt de la conséquence d'un renouveau de certains de ces partis ; elle fait la preuve que des hommes croient à ce renouveau.* », « Que sont devenus les clubs ? », *Revue française de science politique*, vol.20, 5, 1970, p.968.

organisations : un club tel que Positions refuse catégoriquement l'engagement dans la Fédération ; le Club Jean Moulin et l'AJC sont pour une adhésion immédiate<sup>1045</sup> ; Démocratie nouvelle hésite. La situation à l'intérieur de la FGDS va être assez complexe pour les clubs non-affiliés à la CIR : ils entrent en ordre dispersé dans la nouvelle formation, affaiblissant ainsi leur éventuelle influence ; certains n'adhèrent pas en tant que tels, comme Citoyens 60, ce qui n'empêche pas ce dernier d'avoir deux sièges au comité exécutif, comme pour le Club Jean Moulin.

Les clubistes, désunis, ne réussiront pas à obtenir une modification substantielle des équilibres entre les différentes composantes de la Fédération, la SFIO surtout se montrant inflexible quant à la question de la représentativité des différentes organisations : elle a pour elle le nombre et se montre irritée par les revendications des clubs. L'idée d'un « *front des clubs* »<sup>1046</sup> évoquée par Robert Verdier – qui anime le club Renouveau socialiste – pour dynamiser la FGDS à la base fait long feu : la CIR, avantagée par sa plus grande cohésion, reste pendant toute cette période l'acteur principal au sein de la famille clubiste, malgré les critiques à son encontre. Le Cercle Tocqueville, qui vote à une large majorité (76%) son adhésion, déplore, dans un article intitulé « La Fédération : tout est à reprendre » :

*« L'apport des Clubs a été insuffisant, [...] ils se sont trop vite laissé happer par l'engrenage de la négociation avec les partis. La plateforme possible de la Fédération à naître n'avait pas été fondée avec suffisamment de soin »*<sup>1047</sup>.

De la même manière, les clubs de droite échouent à s'imposer face aux partis une quinzaine d'années après.

#### *b. L'échec des clubs de droite*

Dans les années 1980, le mouvement des clubs de droite se heurte à la mainmise des appareils partisans sur les processus d'investiture et de désignation. Ainsi, la liste emmenée par Simone Veil pour les élections européennes de 1984 est composée de manière tout à fait classique par les états-majors partisans. Les CAR déplorent « *une liste d'appareil, une liste politicienne, sans renouvellement, sans*

---

<sup>1045</sup> Cet épisode déclenche un grave conflit au sein du Club Jean Moulin (voir *infra*, 3<sup>ème</sup> partie).

<sup>1046</sup> Compte-rendu du comité exécutif de l'UCRG, archives Alain Savary, 1SV16, UCRG 1966-67, 07-08/10-1967. L'UCRG reprochera à Jean Moulin d'avoir fait cavalier seul concernant les modalités de son adhésion.

<sup>1047</sup> *En bref*, 117, 02/07/1965, p.3.

*souffle et sans espoir* »<sup>1048</sup> : ce refus de l'ouverture aux associatifs les pousse à envisager de plus en plus une action autonome, menée par une « *avant-garde audacieuse et exigeante, un réservoir de femmes et d'hommes jeunes adaptés au terrain. Face aux forces du passé tournées vers la restauration de la social-démocratie, ils symbolisent les forces de l'avenir axées vers le renouveau* »<sup>1049</sup>.

La rupture avec les principales forces de l'opposition est dès lors consommée et la convention de la CODAR qui se tient à la fin de l'année 1984 décide de s'engager de manière autonome aux élections cantonales, en coopérant avec d'autres organisations<sup>1050</sup> : les clubistes espèrent faire émerger une nouvelle génération politique, face au conservatisme d'appareils partisans jugés très sévèrement :

*« L'UDF n'est plus qu'un cartel électoral dont chacune des composantes a des difficultés pour survivre et représente moins que le Front national. Le RPR rassemble des composantes hétéroclites qui ne sont plus soudées par l'idéal gaulliste et ne tiennent plus ensemble que par un réseau d'intérêts dont la clé de voûte est Jacques Chirac »*<sup>1051</sup>.

La CODAR aurait pu se maintenir en tant que rassemblement de clubs et attendre des circonstances plus favorables à un dialogue avec les partis de la droite parlementaire ; cependant, elle fait le choix d'un rapprochement avec le Front national, alors en pleine ascension électorale : les CAR renforcent leur structure en 1985 en créant les Forces d'action républicaine (FAR), destinés à assurer leur présence électorale. La campagne des cantonales est menée derrière le slogan « *l'opposition sans concession* », les CAR critiquant le choix des dirigeants du RPR et de l'UDF de refuser les désistements en faveur du candidat du Front national. On note dans les publications du mouvement la montée en puissance très rapide du thème de la lutte contre l'immigration et un ancrage affirmé à la droite de l'opposition parlementaire : en septembre 1985, les CAR se prononcent résolument pour une alliance avec le FN et le Centre national des indépendants ; une nouvelle édition des états généraux de l'opposition à la fin de l'année 1985 rassemble moins

---

<sup>1048</sup> *Courrier des CAR*, 13, mai 1984, p.5.

<sup>1049</sup> *Ibid.*

<sup>1050</sup> Telles l'ARIL (Action républicaine indépendante et libérale), Troisième voie, ou le Mouvement Normand. Pour la première fois, des alliances avec le Front national sont envisagées.

<sup>1051</sup> *Courrier des CAR*, 15, décembre 1984, p.5.

de participants (environ 500), tant Bruno Mégret ne fait plus mystère de sa volonté de créer « *un vaste rassemblement [allant] des clubs au FN* »<sup>1052</sup>.

Ce rapprochement montre à quel point la CODAR change de stratégie : Bruno Mégret reconnaît qu'elle n'a pas réussi à être « *un groupe de pression sur les partis* » efficace et reconnaît : « *Alors, c'est vrai, nous travaillons à la constitution d'un nouveau mouvement politique* »<sup>1053</sup>. Cette évolution est parachevée avec la participation au Rassemblement national en 1986, qui rassemble clubs, associations, « indépendants » et « divers droite » autour du Front national, et les CAR entrent en sommeil à partir de ce moment.

Plus généralement, les clubs de droite de cette période semblent avoir obtenu des résultats modestes dans leur stratégie d'influence sur les partis : peu de clubistes entrent dans les cabinets ministériels après la victoire de la droite en 1986, et les états-majors ont bien résisté à la pression d'une vague clubiste qui semblait pourtant forte<sup>1054</sup>. Bruno Mégret dresse le constat d'une impossible rénovation « de l'intérieur » : « *Toute stratégie au sein d'un parti traditionnel est vouée à l'échec. Il n'y pas de CERES au RPR !* »<sup>1055</sup>. Le constat doit néanmoins être nuancé selon le type d'élections : lors des municipales de 1983, en raison du grand nombre de places disponibles, les clubistes sont sollicités : la nouvelle municipalité de Draguignan compte ainsi huit membres des clubs Avenir et Liberté. Mais pour les élections nationales, les partis entendent conserver la main et les clubs ne peuvent que déplorer la situation<sup>1056</sup> ou rejoindre un autre parti, à l'image de la CODAR. L'installation récente du conseil des *think tanks* au sein de l'UMP amorce néanmoins une rupture avec ce cycle d'échecs des clubs, puisqu'ils se voient enfin accorder une véritable représentation<sup>1057</sup>.

---

<sup>1052</sup> *Le Figaro*, 25/11/1985. Les clubs Avenir et Liberté se sont décommandés en raison de cette proximité affichée avec le mouvement de Jean-Marie le Pen.

<sup>1053</sup> *Le Quotidien de Paris*, 21/11/1985.

<sup>1054</sup> Moins d'une dizaine de clubistes seraient entrés au gouvernement, dont deux conseillers techniques (l'un auprès d'Edouard Balladur, l'autre auprès de Michel Noir) et cinq chargés de mission. Comme le titre *La Vie française*, « La majorité a oublié ses clubs », 18-24/08/1986.

<sup>1055</sup> *La Vie française*, 18-24/08/1986.

<sup>1056</sup> M. Savy, président des clubs Avenir et Liberté, déclare lors de la 3<sup>ème</sup> convention nationale du mouvement : « *Les partis, en ne nous faisant pas de place, ont commis une grave erreur, ils ont voulu garder leur monopole* », *Le Quotidien de Paris*, 17/03/1984.

<sup>1057</sup> La crise de la majorité de droite suite aux mauvais résultats des élections cantonales de mars 2011 a vu la gestion de l'UMP par Jean-François Copé critiquée, le courant emmené par Laurent Wauquiez (la Droite sociale) réclamant que le programme de 2012 soit élaboré en associant les élus et militants de terrain et pas seulement « *les think tanks parisiens* » (*Le Figaro*, 29/03/2011). On retrouve ici la critique menée par les militants de base de clubs parfois perçus comme des éléments

Quel que soit la catégorie de structures non-partisanes envisagée (organisations de combat politique, ateliers intellectuels ou structures transitoires de rassemblement), le primat des partis dans l'animation du jeu politique et en particulier dans l'exercice de leur fonction électorale est maintenu, hormis de rares exceptions. Les structures non-partisanes ne semblent pas non plus pouvoir lutter contre la tendance lourde de présidentialisation des partis politiques français.

## ***2. La persistance de la soumission au leader***

Les partis français, réputés faibles, sont soumis sous la Vème République à la contrainte de l'élection présidentielle, qui apparaît comme le pivot de la vie politique, le point culminant de leur activité<sup>1058</sup>. Si l'on met de côté les organisations qui privilégient le travail intellectuel à distance des enjeux politiques immédiats, on s'aperçoit que les clubs et cercles de réflexion se montrent très préoccupés par l'influence qu'ils peuvent avoir à cette occasion : c'est le cas d'ATTAC, qui interpelle les candidats sur des points précis lors de chaque campagne ; c'est encore plus vrai pour Terra Nova, qui a consacré une grande partie de son énergie à l'introduction de primaires au sein du PS, arguant que cela permettrait de résoudre les problèmes de leadership. Il ne s'agit pas ici de juger du bien-fondé de ce mécanisme mais de constater que l'élection présidentielle constitue un horizon important pour la fondation :

*« Le come back des socialistes doit beaucoup à l'exercice de rénovation mené par Arnaud Montebourg, avec comme point d'orgue les primaires. Beaucoup pensaient que le PS était devenu irréformable. L'adoption des primaires ouvertes a montré que le corps socialiste avait encore des ressources internes insoupçonnées. Les primaires constituent en effet une véritable « révolution » institutionnelle partisane : le choix du leader et de sa ligne politique est transféré du parti et ses militants aux citoyens. Le PS bascule de son modèle historique de parti d'avant-garde à un modèle moderne de parti démocratique. Et cette révolution a été adoptée en à peine un an, entre le travail de défrichage intellectuel réalisé par Terra Nova sous la houlette d'Olivier Duhamel et l'adoption par référendum militant en octobre 2009.*

---

sinon étrangers du moins élitistes et déconnectés du « terrain », à l'instar du phénomène observé à gauche dans les années 1960.

<sup>1058</sup> On ne reprendra pas ici la longue discussion sur la nature du régime de la Vème République et ses effets sur les partis : régime mixte, il combine des éléments de présidentialisme et de parlementarisme or l'on sait que « *les systèmes présidentiels engendrent des partis aux structures lâches, faiblement organisés et hétérogènes sur le plan idéologique. Les systèmes parlementaires produisent, à l'inverse, des partis disciplinés et dotés d'une plus forte cohésion, d'une organisation plus poussée et d'un électorat acquis* », PÜTZ Christine, « La présidentialisation des partis français », in HAEGEL Florence (dir.), *op.cit.*, p.328.

[...] *Nous nous consacrons depuis le début de l'été à l'élaboration d'une « contribution pour 2012 », afin de nourrir les progressistes* »<sup>1059</sup>.

En dehors du fait que Terra Nova s'attribue un rôle décisif dans la rénovation de la gauche socialiste, on voit bien qu'elle compte s'engager dans cette échéance majeure, la différence avec le Club Jean Moulin étant qu'elle ne privilégie pas de candidat en particulier.

La Fondation Terra Nova entend être très présente dans la campagne présidentielle de 2012 : elle a publié le 10 mai 2011 – la date n'est pas anodine – un rapport très remarqué, intitulé *Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ?*, qui a déclenché une vive polémique, la majorité accusant le Parti socialiste de vouloir abandonner les classes populaires<sup>1060</sup>. Le rapport, analysant les mutations de l'électorat de gauche, dresse le constat d'une désaffection des milieux populaires à l'égard de la social-démocratie, d'une diminution du sentiment d'appartenance de classe et d'un basculement de ces milieux vers des valeurs culturelles de droite ; il préconise certes de recentrer la stratégie électorale de la gauche vers les jeunes, les femmes et les minorités, mais pas uniquement, puisqu'il insiste sur l'importance de la conquête du vote des employés et ne néglige pas les questions économiques et sociales<sup>1061</sup>. Il est à noter que plusieurs responsables socialistes ont critiqué publiquement ce rapport, souhaitant couper court à l'amalgame fait entre les propositions de Terra Nova et la stratégie du "PS ; Olivier Ferrand a fait une mise au point sous la forme d'une note intitulée « Qui défend les classes populaires ? », contestant les analyses faites du rapport et la prétention de l'UMP à défendre les classes populaires. Quoi qu'il en soit, on remarque le fort investissement de Terra Nova dans les enjeux de la campagne de 2012 et l'intériorisation du caractère central de cette échéance.

Dans le cas de l'UMP, on voit que l'instauration limitée d'un pluralisme interne n'empêche pas les traits hérités du gaullisme de persister : la compétition pour la direction du parti reste limitée ; les clubs et mouvements associés restent pour la

---

<sup>1059</sup> *Présidentielle : demandez le programme*, note citée.

<sup>1060</sup> En présentant Terra Nova comme un « *think tanks* du PS », communiqué de l'UMP du 12/05/2011.

<sup>1061</sup> On résume ici à grands traits le contenu de cette étude, consultable à l'adresse : <http://www.tnova.fr/essai/gauche-quelle-majorite-lectorale-pour-2012>. La Fondation propose des liens vers des études similaires réalisés dans les autres pays occidentaux (dont une de la Fondation Friedrich Ebert sur l'Allemagne).

plupart soumis au contrôle d'organes dirigeants qui maîtrisent leur financement et la forme que revêt leur association avec le parti.

## B. L'intégration et la marginalisation des intrus

La résistance des partis s'exprime aussi par leur capacité à maintenir les « intrus » à l'écart du champ politique, en déployant de subtiles stratégies à la fois d'intégration, de récupération et/ou de marginalisation. On verra dans un premier temps les mécanismes déployés pour contrer le mouvement écologiste et les Groupes d'action municipale (1), avant d'analyser le rôle des appareils partisans comme obstacles aux recompositions politiques (2).

### *1. L'intégration des mouvements alternatifs*

Le mouvement écologiste – que l'on étudie ici *avant* sa structuration en parti politique – ainsi que les GAM sont très vite apparus comme une menace aux yeux des organisations partisans établies, notamment à partir du moment où ils remportent leurs premiers succès électoraux. Guillaume Sainteny<sup>1062</sup> montre que l'arrivée d'un nouvel acteur suscite offre plusieurs possibilités aux acteurs établis pour tenter de le refouler (ces techniques étant utilisées tour à tour) :

- exclure du champ le thème grâce auquel l'intrus est entré. Le PS tente à la fois de contrer les critiques adressées à la société de consommation à la croissance en renvoyant les écologistes à une image d' « hommes des cavernes » opposés au progrès ; d'intégrer le thème de l'écologie dans les clivages préexistants : le Programme commun indique ainsi qu'on ne peut faire d'écologie sans rompre avec le capitalisme<sup>1063</sup>. Le refus des écologistes de s'inscrire sur l'axe gauche/droite est également stigmatisé<sup>1064</sup>.

Les partis de gauche tentent également de discréditer le discours porté par les Groupes d'action municipale :

- Le PSU est ainsi divisé quant à la « consistance » idéologique du mouvement, comme en témoignent certains articles de *Tribune socialiste* :

---

<sup>1062</sup> « Le Parti socialiste face à l'écologisme. De l'exclusion d'un enjeu aux tentatives de subordination d'un intrus », article cité.

<sup>1063</sup> Georges Sarre, par exemple, déclare : « *La revendication écologique, si on l'isole du reste, montre vite ses limites. Elle est alors réduite à s'en prendre aux nuisances périphériques du système capitaliste et non aux causes profondes, à ses méfaits* », *Le Monde*, 12/03/1977.

<sup>1064</sup> « *Empêcher la déstabilisation des clivages traditionnels est une tâche conservatrice, essentielle à la survie des acteurs établis* », SAINTENY Guillaume, art. cité, p.429.

« *Que signifie l'adoption d'un langage marxiste quand, à l'évidence, l'analyse qu'on fait n'a aucun rapport avec le marxisme ? Que signifie la lutte anti-capitaliste à laquelle on entend participer lorsqu'on établit « un projet de loi » sur les collectivités locales en faisant comme s'il existait des intérêts homogènes de « citoyens » par quartiers ou par districts ? [Les GAM sont] à la fois un milieu intéressant de politisation pour une couche de catholiques et de techniciens et un marche-pied pour les ambitions politiques personnelles de quelques animateurs locaux* »<sup>1065</sup>.

L'attitude du PSU évolue une fois le courant Rocard devenu majoritaire, le parti devenant plus favorable aux GAM et entamant avec lui une coopération poussée au sein du Comité de liaison pour l'autogestion socialiste (CLAS)<sup>1066</sup>.

- Le PCF est plus virulent, dénonçant une idéologie confuse qui ne pose pas la question du pouvoir central et qui ne propose que d'illusoires expériences partielles de rupture avec le capitalisme : le modèle prôné par les GAM ne serait qu'un « *rafistolage social à visée techniciste* » ou une « *version moderne du réformisme* ».

- récupérer ce thème. Les acteurs établis tentent de paraître à l'avant-garde des nouvelles préoccupations, afin de récupérer les électeurs que capte l'enjeu écologique. On observe la multiplication des références à l'environnement dans les textes socialistes, notamment dans la période qui suit la rupture de l'union de la gauche, qui permet au PS d'avoir davantage de latitude en matière programmatique<sup>1067</sup>.

De la même manière, après une période d'indifférence, le PS manifeste de plus en plus d'intérêt pour le courant que représentent les GAM : le CERES organise un colloque sur « La gauche et les problèmes municipaux » en 1970 ; François Mitterrand rencontre Robert de Caumont de manière informelle en 1971 ; le PS est présent à la table ronde organisée par les GAM en février 1972 ; un rapport présenté devant le Comité directeur du PS en 1974 souligne l'intérêt d'un

---

<sup>1065</sup> *Tribune socialiste*, numéro inconnu (paru vraisemblablement en 1971), cité in SELLIER Michèle, *op.cit.*, p.359.

<sup>1066</sup> Robert de Caumont adhère lui-même au PSU en 1973.

<sup>1067</sup> Pour François Mitterrand, « *Les socialistes sont mieux préparés que quiconque pour lutter contre les effets et les vices de la société industrielle* », *Le Monde*, 19/03/1977. A l'approche de 1981, le PS signe également une pétition aux côtés des Amis de la Terre contre le nucléaire, avant

mouvement qui traduit les aspirations de couches sociales montantes du fait de l'urbanisation. Même le PCF, qui voit derrière ces groupes « apolitiques » « *une politique réactionnaire au service des monopoles* », s'empare des thèmes du cadre de vie, de l'information et de la démocratie locale – Hubert Dubedout s'en félicite publiquement – et prend ainsi en compte les nouveaux thèmes qui émergent dans les années 1970.

- exclure l'intrus. Il s'agit ici d'attaquer directement l'intrus en lui déniait la légitimité à incarner dans le champ politique le thème de l'environnement, avec deux niveaux de discours : l'un insiste sur le fait que le PS n'a pas attendu les écologistes pour faire de l'écologie ; l'autre sur la dimension catégorielle d'un mouvement qui ne serait pas porteur d'un projet global et pourrait être assimilé par certains côtés à un « intégrisme » ou un « poujadisme ».

- recupérer l'intrus. Il s'agit pour les acteurs établis de tenter de récupérer à la fois l'électorat (par la promotion de « *candidatures-vitrines* »<sup>1068</sup> de spécialistes de l'environnement, par la création d'associations satellites centrées sur le thème de l'environnement) et les leaders (la nomination de Brice Lalonde au ministère de l'Environnement va dans ce sens). Cette politique réussit avec les GAM, leurs membres rejoignant peu à peu le PS : Hubert Dubedout, figure emblématique, se présente avec succès aux élections législatives de 1973 et devient apparenté au groupe socialiste, cumulant ses fonctions de maire et de député, devenant de surcroît rapporteur à la commission des finances de l'Assemblée nationale, alors que la dénonciation du cumul des mandats était un de ses premiers arguments de campagne. Son cas n'est pas isolé parmi les « gamistes », l'entrée au PS s'accompagnant parfois de l'acquisition de responsabilités<sup>1069</sup>. A une échelle plus modeste, le PSU et le PCF nouent aussi parfois des alliances électorales avec les groupes.

---

de modifier ses positions par la suite. La stratégie de récupération du thème est fortement corrélée avec les périodes électorales.

<sup>1068</sup> SAINTENY Guillaume, art. cité, p.450.

<sup>1069</sup> Michèle Sellier écrit justement : « *En « puisant » dans les militants des GAM, le Parti socialiste renouvelle ainsi ses cadres. L'adhésion de membres des GAM au PS correspond, en quelque sorte, à un moment dans « le cycle de reproduction des notables* » », *op.cit.*, p.468.

Cependant, ces stratégies n'empêcheront pas le mouvement écologiste de réaliser une entrée durable sur la scène politique, les efforts de récupération n'étant pas poursuivis systématiquement en dehors des périodes électorales ; l'acceptation du débat de fond avec les écologistes contribue *de facto* à accorder de la crédibilité : le PS évolue peu à peu vers la recherche d'un partenariat avec les Verts, du fait de ce « *défaut de cohérence stratégique* »<sup>1070</sup>.

Néanmoins, l'intégration progressive du mouvement écologiste dans les rouages du système partisan montre également les limites de la « *politique ailleurs* »<sup>1071</sup> : contrairement aux prédictions d'Alain Touraine<sup>1072</sup>, la lutte antinucléaire n'a pas pris la relève du mouvement ouvrier dans sa prétention à « l'historicité », le clivage « peuple/technocrates » ne remplaçant pas les anciens antagonismes. Les écologistes réussissent certes une percée spectaculaire dans le champ politique, en mettant en péril le clivage gauche/droite, les partis de gouvernement se trouvant obligés de réactiver les clivages socio-économiques pour démontrer l'inanité des nouvelles thèses<sup>1073</sup> ; mais leur stratégie d'autonomie et d'utilisation des élections comme un moyen de pression finit par montrer ses limites et les années 1990 voient l'ancrage de l'alliance à gauche. Pour autant, les écologistes, même après leur transformation en parti politique, conservent un certain nombre de spécificités<sup>1074</sup>, ce qui démontre que les contraintes exercées par le système partisan ne sont pas fortes au point de « modeler » tous les acteurs sur un même modèle organisationnel. Les récents débats autour de la fusion des Verts avec Europe Ecologie ont posé la question – en dehors du changement des statuts

---

<sup>1070</sup> SAINTENY Guillaume, *op.cit.*, p.461.

<sup>1071</sup> CURAPP, *La politique ailleurs*, Paris, PUF, 1998. Voir la contribution de Stéphane Wable consacrée aux Verts dans cet ouvrage.

<sup>1072</sup> *La prophétie antinucléaire*, Paris, Seuil, 1980.

<sup>1073</sup> « *Cette manœuvre est particulièrement nécessaire lorsque le nouvel enjeu introduit dans le champ par l'intrus est à ce point important et potentiellement subversif qu'il est susceptible de bouleverser les anciens clivages politiques et sociaux sur lesquels les partis étaient structurés, de remodeler l'axe politique et de restructurer le champ politique en fonction de lui et des réponses qui lui sont apportées* », SAINTENY Guillaume, art. cité, p.426.

<sup>1074</sup> Dont la valorisation d'une pluri-activité de leurs militants et responsables, qui ne doivent pas devenir des « professionnels » de la politique : « *Cette pluri-activité est même, lors de la création des Verts, [...] l'une des conditions essentielles de création de cette organisation partisane, l'un des principes fondamentaux sur lesquels elle doit se structurer ainsi que l'une des causes et des conditions d'engagement en son sein [...]. La constitution d'un parti écologiste n'est acceptée [...] que dans le cas où elle respecte et conserve cette double activité* », SAINTENY Guillaume, *Les Verts*, *op.cit.*, p.30. L'appartenance à une association et la compétence scientifique en matière d'environnement sont des critères importants pour l'investiture des candidats écologistes, voir BOUCHER Yannick, VILLALBA Bruno, « Le militant, la compétence et l'éthique. Les conditions de l'investiture chez les Verts », *Politix*, 9, 1990, pp.37-42.

du parti créé en 1984 – de la place des « coopérateurs »<sup>1075</sup>, c'est-à-dire des sympathisants et adhérents, la frontière entre les deux catégories étant quelque peu brouillée.

L'histoire se répète en quelque sorte en ce qui concerne le mouvement dit de la « décroissance » : d'abord articulé autour d'associations (Casseurs de pub) et de journaux (*La Décroissance*, *Le Sarkophage*), il a entamé une évolution vers la transformation en parti politique, d'abord avec les « Objecteurs de croissance », mouvement né en 2007. Il s'est rapproché du Parti pour la décroissance – plutôt implanté à Lyon – en 2009, pour former « l'Association des objecteurs de croissance »<sup>1076</sup>, qui ne s'interdit pas de participer aux élections, comme cela a été le cas lors des européennes de 2009 (avec une liste « Europe-décroissance ») puis lors des régionales de 2010 (avec parfois des alliances avec d'autres partis de la gauche radicale, dont le NPA). Les débats internes au mouvement sur les stratégies à adopter face à la question du pouvoir ne sont pas sans rappeler les questionnements des écologistes à leurs débuts, les « décroissants » apportant une touche originale en théorisant la « stratégie de l'escargot » :

*« Face à la stratégie classique de la prise de pouvoir préalable à tous changements, nous opposons la radicalité et la cohérence d'une Stratégie de l'Escargot. La Décroissance ne doit pas seulement être le but d'un tel projet mais aussi son chemin et sa méthode. La stratégie politique de la Décroissance est une stratégie de rupture, et non pas d'accompagnement : cette **stratégie de l'escargot**, implique d'abord d'avoir abandonné l'illusion qu'il suffirait d'une prise préalable de pouvoir – qu'elle soit réformiste ou révolutionnaire – pour changer le monde. Nous ne voulons pas « prendre le pouvoir » mais agir contre les dominations en affaiblissant les pouvoirs ; et créer sans attendre les conditions de la maîtrise du sens de nos vies.*

*Notre rejet des chemins absurdes de la mondialisation marchande ne doit pas pour autant nous entraîner dans les impasses des replis individualistes ou isolationnistes. C'est pour cela que l'Association d'Objecteurs de Croissance (AdOC) entend apparaître en politique en s'engageant dans*

---

<sup>1075</sup> Europe écologie a été caractérisée comme une « coopérative politique », notamment par Daniel Cohn-Bendit.

<sup>1076</sup> Il existe également un « Parti des objecteurs de croissance », qui interdit la double appartenance : la structuration politique des décroissants semble plus rapide et plus stricte que les écologistes dans les années 1970.

*toutes les dimensions de l'émancipation individuelle et sociale par l'action politique, sans en sacrifier aucune :*

- ▀ *Celle de la présence non-électorale dans le champ politique classique [souligné par l'auteur] : par les manifestations, les pétitions, les campagnes électorales, des élus, des soutiens critiques et ponctuels à des majorités, pour permettre des avancées et la pérennisation d'expérimentations sociales, écologiques et politiques.*
- ▀ *Celle des expériences et des sorties immédiates du capitalisme : par les alternatives concrètes et les contre-pouvoirs.*
- ▀ *Celle du projet : par **les uto-pistes** mises en cohérence »<sup>1077</sup>.*

On constate à nouveau l'utilisation des élections comme tribune, à la manière d'un groupe de pression : les « décroissants » ne rejettent pas toute participation au jeu politique, mais d'une manière distanciée ; une partie du mouvement, néanmoins, peut privilégier les expériences communautaires, reproduisant ainsi les débats présents dans les années 1970<sup>1078</sup>. Les militants décroissants se caractérisent néanmoins par une moindre multi-positionnalité, y compris dans d'autres associations, et sont confrontés à une structure des opportunités politiques moins favorable que leurs prédécesseurs écologistes, le thème de la décroissance n'étant pas porté par des personnalités politiques – à l'exception du Vert Yves Cochet – et n'entraînant pas, pour l'instant du moins, un réalignement politique décisif à gauche. Il n'est cependant pas exclu que la mouvance de la décroissance s'intègre davantage dans le système partisan, plus précisément au sein de l'espace de la gauche radicale, mais il reste handicapé par de fortes divisions internes<sup>1079</sup>.

---

<sup>1077</sup> *Plate-forme de convergence*, <http://nanorezo.free.fr/spip.php?article92>.

<sup>1078</sup> Sophie Bossy, lors du congrès de l'AFSP en 2009, a suggéré l'hypothèse d'un « *radicalisme autolimité* » du mouvement anticonsumériste, qui ne remet pas directement en cause les institutions de la Vème République et se tient à l'écart du mouvement altermondialiste et de ses préoccupations de démocratie directe, « Le consumérisme politique, entre actions collectives individualisées et participation politique, quelle place pour la recherche d'alternatives à la société de consommation ? », communication présentée lors de la section thématique « Partis politiques et mouvement sociaux à la croisée des approches : interdépendances, transformations et traits communs ».

<sup>1079</sup> Le Parti pour la décroissance et le Parti des objecteurs de croissance ne participent pas à l'université d'été 2010 du Mouvement des objecteurs de croissance. La coexistence de plusieurs

## 2. *Les logiques d'appareil comme obstacles aux recompositions politiques*

On étudiera ici deux moments où lesquels les structures non-partisanes semblent avoir exercé la plus forte pression sur le système partisan : il s'agit d'une part de la tentative par le Club Jean Moulin de promouvoir la candidature de Gaston Defferre à l'élection présidentielle de 1965 (a) ; d'autre part de l'action des collectifs antilibéraux en vue de dégager des candidatures unitaires de la gauche radicale en 2006-2007 (b).

### *a. Le Club Jean Moulin et la candidature de Gaston Defferre*

Il faut repartir de l'un des ouvrages majeurs du Club Jean Moulin, *Un parti pour la gauche*, pour appréhender l'analyse que fait la mouvance du centre-gauche de l'état des forces politiques en France dans les années 1960. Les auteurs (l'ouvrage est collectif) diagnostiquent une série de problèmes qui affectent la démocratie française et proposent des remèdes, pour l'application desquels les clubs auraient un rôle important à jouer.

D'après les auteurs, les vertus de la démocratie pluraliste sont réduits lorsque le nombre de partis est trop élevé, leurs orientations politiques trop éloignées, lorsqu'il n'existe pas entre eux de coalition stable<sup>1080</sup>. La France est caractérisée par la coexistence de partis de taille moyenne, problème aggravé depuis 1945 par l'existence d'un Parti communiste qui, malgré les pratiques de désistement pour les candidats de la gauche non-communiste, « *ampute la gauche de la moitié de sa force potentielle* » : il n'aurait aucun rôle en dehors des élections et ne servirait qu'à fragiliser les coalitions de gauche, d'autant qu'il fait fuir l'électorat centriste et coagule les forces de droite. Le résultat est la domination du parti gaulliste, contre laquelle l'opposition doit s'unir.

Il existerait deux solutions pour parvenir à contrer le bloc au pouvoir : soit former une seule force à vocation majoritaire, soit s'appuyer sur deux grandes forces politiques. Les auteurs écartent la première solution, qui paraît peu praticable du fait de l'existence d'un PC puissant, à la différence des pays scandinaves par exemple ;

---

mouvements de taille très modeste illustre la reproduction des traditionnelles divisions de la gauche radicale.

<sup>1080</sup> On peut noter le ton un peu définitif de la démonstration, qui s'observe à travers des formules de type « *Plus personne ne discute sérieusement...* », p.9. Les citations suivantes proviennent du même ouvrage.

de plus, l'histoire politique française n'a jamais vu de centre-gauche stable, les pratiques des gouvernements de coalition de la IV<sup>ème</sup> République montrant le manque de solidité de coalitions oscillant tantôt à gauche, tantôt à droite. Les auteurs jugent dangereuse la domination d'un parti majoritaire, car la société « *a besoin qu'une alternative un peu contrastée lui soit présentée* »<sup>1081</sup>.

Reste l'option de deux formations concurrentes à vocation majoritaire : d'après le Club Jean Moulin, « *il n'est pas sain que la vie politique ne soit pas l'objet d'une lutte entre deux pôles, l'un de conservation, l'autre de progrès, entre lesquels les tempéraments centristes créent un champ commun* » ; il ne faut pas que les électeurs voient s'installer durablement au pouvoir leurs adversaires politiques. Le clivage ne peut se faire que sur la base de l'opposition gauche/droite, mais l'état des partis pose problème : les formations centristes ne sont pas prêtes à disparaître et la gauche non-communiste est hors d'état de donner naissance à une formation unifiée. Jean Moulin préconise donc, comme première étape, le regroupement de la SFIO et des forces centristes, force qui pourra ensuite grignoter en même temps les électors communiste et gaulliste.

Les auteurs se livrent à une analyse du poids électoral des différentes formations, et se heurtent au poids du PCF : « *Faisons un rêve : le PC a « disparu », libérant son électorat* ». Ce scénario faciliterait évidemment le rapprochement avec le MRP que souhaite Jean Moulin, mais pour l'heure la tentation est forte pour les militants socialistes d'opter pour un rapprochement avec le PCF, qui augurerait de bons résultats électoraux. Or le club ne pense pas qu'une telle alliance soit à même de conquérir la majorité ; de plus, elle empêcherait toute rénovation idéologique, car « *le seul ciment idéologique de cette alliance socialo-communiste serait un verbalisme révolutionnaire aussi confortable que vide* ». Jean Moulin pressent qu'un transfert électoral du PCF vers la gauche non-communiste est possible ; il prendra cependant du temps car le premier remplit une fonction protestataire dans le système politique. Il faut donc le sortir de l'isolement, mais prudemment : « *pour dire les choses brutalement : le parti ne doit en aucun cas être sollicité pour contribuer en tant qu'appareil à la formation d'une force de gauche. En revanche, il est indispensable qu'un dialogue soit noué et poursuivi à tous les échelons* ».

---

<sup>1081</sup> Le club est peu adepte des oppositions idéologiques tranchées et préfère donc des alternances à la portée limitée.

La gauche non-communiste, elle, ne pourra dépasser le PCF qu'à l'aide des « *multiplicateurs* », c'est-à-dire un ensemble hétérogène de mouvements dynamiques, en prise sur la société, mais que l'engagement traditionnel rebute : syndicats, coopératives, mouvements de jeunesse, clubs, sociétés de pensée... toutes ces organisations peuvent contribuer à faire bouger les « vieilles » formations, en se confrontant à elles lors de colloques par exemple. Ces forces sociales disposent à la fois d'une expertise et d'un lien avec la société qui font, selon les auteurs, cruellement défaut aux partis : elles disposent d'un « *droit d'intervention politique* » et « *il ne saurait donc plus être question pour les partis de cette attitude simpliste et tranchante qui consiste tantôt à sommer ces organisations de subir le test électoral, tantôt à leur offrir un enrôlement plus ou moins discret* ». Ces mêmes partis ne sont pas forcément au cœur des préoccupations des citoyens : ils « *ne sont plus sur l'Olympe* ». La contestation de la position en surplomb des partis est une constante dans le discours clubiste, même si cette attitude sera par la suite modérée.

Les auteurs imaginent également des modes d'articulation possible entre les partis et les « multiplicateurs » : outre la tenue de colloques permanents, ils proposent de doubler les partis d'organisations parallèles regroupant syndicats, clubs et mouvements divers, d'intégrer ces forces variées dans les comités de campagne, de réserver une place de choix à des commissions consultatives d'études, etc. La réforme des partis est urgente : « *il faut créer rapidement un choc sans lequel les citoyens actifs [souligné par l'auteur] de ce pays, lassés de voir les partis s'adapter si lentement, ne placeront plus en eux aucun espoir* ». Pour créer ce « choc », les clubs vont mener une série d'actions publiques, certaines en commun (voir *supra*, 2<sup>ème</sup> partie), d'autres émanent du plus particulièrement Club Jean Moulin.

La perspective de l'élection présidentielle de 1965 mobilise fortement les clubs politiques, plus particulièrement le Club Jean Moulin, qui a très tôt pris parti pour le régime présidentiel et rejette toute idée d'un retour aux institutions de la IV<sup>ème</sup> République, qui a encore assez largement cours à gauche<sup>1082</sup>. Le club estime que la

---

<sup>1082</sup> C'est l'un des thèmes récurrents du bulletin du club : dans le numéro d'octobre 1961, il se montre très pessimiste sur l'état de la gauche : « *Rien n'est prêt ; personne n'est mûr [pour s'opposer à de Gaulle]* ». En novembre 1962, il n'est guère plus optimiste : « *Pour M. Guy Mollet aujourd'hui, comme hier pour M. Mitterrand ou M. Monnerville, la France s'achemine vers la dictature. Aussi bien devant la montée du péril, crie-t-il à l'union des républicains, à la lutte acharnée contre le fascisme montant. Là, sa voix comme celle de ses associés et de ses prédécesseurs se perd dans le désert. [...] La gauche doit faire sa révolution [car] tout ce qui donnera l'impression d'être le dernier carré de la IV<sup>ème</sup> République est condamné à mort. Ce qui*

désignation d'un candidat unique de la gauche permettrait d'accélérer la mutation des partis politiques et faciliterait l'émergence d'une grande force de centre-gauche, moderne, capable de faire jeu égal avec le gaullisme. Influencé par la victoire de John Fitzgerald Kennedy aux Etats-Unis, le club rêve d'un processus de désignation ouvert, sur le modèle des primaires américaines, mais en tenant compte des spécificités françaises. Convaincus qu'un bon candidat permettrait de rassembler le maximum d'électeurs, de l'extrême-gauche jusqu'au centre, les animateurs du club, qui créent dès janvier 1963 une « commission présidentielle », vont tenter de définir un profil « idéal ».

Le nom de Georges Vedel, membre du comité directeur et doyen de la faculté de droit, est un temps évoqué<sup>1083</sup>, mais rapidement abandonné. Le club souhaite trouver un homme qui serait à la fois connu, membre d'un parti mais sans être marqué par le déclin de ceux-ci, et éventuellement maire d'une grande ville. Ce faisceau de critères oriente les membres du club les plus investis dans cette opération (Stéphane Hessel, Georges Suffert, Georges Vedel, Georges Lavau) vers le nom de Gaston Defferre, maire de Marseille, membre de la SFIO, de plus ancien résistant et dotée d'une réputation libérale en matière coloniale<sup>1084</sup>. Une délégation du club va le rencontrer au printemps 1963, sans qu'il y ait eu de consultation régionale ou nationale préalable, et sans prendre l'avis des membres du club. Agissant en liaison avec Jean-Jacques Servan-Schreiber, directeur de *L'Express*, c'est bien une avant-garde qui se constitue, le double rôle de Georges Suffert, également rédacteur en chef adjoint du magazine, contribuant à brouiller les frontières du club. Georges Lavau assume le caractère volontariste de l'entreprise, et se félicite en des termes

---

*doit jaillir, c'est une force neuve et unitaire exprimant par son style une autre conception de la politique, un nouveau type de dialogue avec l'électeur, une nouvelle forme de programme* ». L'appui aux institutions de la Vème République a toujours été assumé par le Club Jean Moulin, bien que cette opinion aille à contre-courant.

Les critiques qu'il adresse à la gauche ne sont cependant pas isolées : le Cercle Tocqueville dénonçait dès 1959 des responsables politiques qui ont « *pendant six mois [...] dénoncé la dictature, le fascisme, le franquisme, alors que le régime qui se mettait en place n'était ni fasciste, ni dictatorial, ni franquiste, mais simplement monarchiste [sic] et par certains traits, libéral* », *Informations sur l'Algérie du Comité de défense des droits de la personne* (cette publication précède *En bref*, futur bulletin du cercle), 6, mai-juin 1959, p.15.

<sup>1083</sup> Pierre Mendès France aurait eu toutes les faveurs du club, mais il refuse catégoriquement de participer à l'élection présidentielle, jugeant celle-ci intrinsèquement dangereuse.

<sup>1084</sup> Gaston Defferre est à l'origine du vote de la loi-cadre pour l'Afrique noire en 1956. Pour le club, né en réaction à la politique menée en Algérie, ce critère a sans doute joué un grand rôle.

révélateurs du succès de l'opération, une fois la candidature de Gaston Defferre devenue publique :

*« Ce qu'il faut souligner d'abord – et qui plus tard sera peut-être l'objet d'étonnement pour les historiens – c'est que cette opération aura été conçue et déclenchée par un si petit nombre de personnes, si peu « représentatives » de forces politiques patentées, agissant en vertu d'un « mandat » si peu explicite. C'est peut-être là le signe le plus éclatant à la fois de la plasticité de la situation politique actuelle et de la faible maîtrise de cette situation par les organisations politiques. Une poignée d'animateurs d'un club [...], une partie de l'équipe d'un grand hebdomadaire [...], ont rallié à leur projet un petit état-major dont la légèreté et l'inexpérience eussent en d'autres temps fait sourire »<sup>1085</sup>.*

Une fois de plus, la conception élitiste de l'action politique du club transparaît clairement : il s'agit bien de « fabriquer » un candidat, en court-circuitant les états-majors des formations traditionnelles, mais aussi les électeurs et militants de gauche, l'organisation de primaires à la française semble oubliée.

Influencés par le modèle de la campagne présidentielle américaine, les clubistes vont agir comme un « *brain trust* », conseillant et orientant le candidat, y compris en recourant aux nouvelles méthodes de la communication politique, dont un travail sur l'apparence physique du candidat, comme l'évoque rétrospectivement Roland Cayrol :

*« Cet homme, nous avons voulu le changer, trop. Nous lui avons appris, parce que cela se passait comme cela en Amérique, à parler sans lunettes, et cet homme qui voit très mal arrivait avec de véritables bottins à la tribune parce qu'il n'y avait plus que trois mots écrits sur une page pour qu'il arrive à les distinguer. Nous lui avons fait renoncer, cet homme, à ses costumes classiques mal coupés pour lui donner une allure plus moderne. Nous lui avons appris à marcher devant les caméras d'un air solennel et majestueux, à ressembler à un président. Nous lui avons appris à avoir des idées qui, tout de même, n'étaient pas exactement tout à fait les siennes, même s'il avait de la sympathie lorsqu'il les lisait, mais qu'il n'aurait pas accouchées tout seul »<sup>1086</sup>.*

Cette anecdote révèle la conception que se fait une partie du Club Jean Moulin de l'élection présidentielle : celle-ci est non seulement l'occasion d'accélérer la recomposition des forces politiques, mais aussi de transformer les mœurs et les

---

<sup>1085</sup> Cité in SUFFERT Georges, *De Defferre à Mitterrand : la campagne présidentielle*, Paris, Seuil, 1966, p.34.

termes du débat politique, au cours duquel deux candidats « modernes » s'affronteraient.

Le club commande également un sondage sur « les attitudes des Français dans la perspective d'élections présidentielles », afin de voir quelles personnalités pourraient avoir les faveurs des électeurs de gauche et du centre. Comportant une série de biais<sup>1087</sup>, l'enquête donne dans l'ordre de préférence des sondés Gaston Defferre, Louis Armand (président de la SNCF), Pierre Mendès France, Gaston Monnerville, et Guy Mollet, bon dernier. Malgré une image relativement froide, Gaston Defferre semble en mesure de rallier un grand nombre de suffrages. Le club va entrer de plein pied dans l'arène électorale et se heurter à un certain nombre d'obstacles, tant du côté des partis politiques qu'à l'intérieur de la famille des clubs.

L'adversaire le plus résolu de la campagne Defferre a été sans doute Guy Mollet, qui a très tôt compris le danger que représentait une candidature qui n'émanait pas directement du parti, ce malgré le soin que met Gaston Defferre à respecter la discipline de la SFIO : en décembre 1963, le groupe socialiste de l'Assemblée se prononce en faveur de sa candidature et demande au comité directeur de la SFIO de prendre position sur celle-ci. Réuni le 18 décembre, le comité voit Guy Mollet stigmatiser « *une opération de grande envergure* »<sup>1088</sup>, lancée par des forces qui veulent attenter, selon lui, à la souveraineté du parti ; le fait que Jean-Jacques Servan-Schreiber soutienne Gaston Defferre n'arrange rien, Guy Mollet conservant en effet un mauvais souvenir du traitement de la politique algérienne par *L'Express*. La participation de clubistes au comité de campagne de Gaston Defferre – le comité Horizon 80, du nom de l'ouvrage détaillant le programme du candidat – inquiète le comité directeur de la SFIO, Guy Mollet pense qu'il faut résoudre le problème des rapports du parti avec les intellectuels :

« *Je crains que les membres des clubs aient peur d'être minorés dans le parti. Nous devons être très prudents à l'égard de ces gens qui, à leur insu, sont le contraire de démocrates. [...] Je voudrais les voir entrer au Parti, mais par le bas* »<sup>1089</sup>.

---

<sup>1086</sup> *Ibid.*, p.469.

<sup>1087</sup> Sous-estimation des personnes âgées et des femmes, surestimation des chefs d'entreprise, cadres supérieurs et professions libérales) ; surestimation des grandes communes et des électeurs de gauche.

<sup>1088</sup> Cité in ANDRIEU Claire, *op.cit.*, p.473.

<sup>1089</sup> *Ibid.*, p.473.

L'hostilité du leader de la SFIO aux clubs est constante : il rejette toute atteinte à la souveraineté du parti et considère comme illégitime l'intervention des clubs, qui cherchent à engager un rapport de forces directement avec les états-majors, alors qu'ils ne comptent que peu d'adhérents.

Malgré les réserves de certaines organisations, la candidature de Gaston Defferre semble recueillir un assez large courant de sympathie. De plus, en février 1964, le congrès de la SFIO lui accorde l'investiture à l'unanimité : le succès de l'entreprise paraît possible, et c'est à peu près au même moment que le Club Jean Moulin organise un véritable débat en son sein pour déterminer sa position et les modalités de son éventuelle participation à la campagne. Une nette majorité des votants<sup>1090</sup> approuve l'action menée, le manifeste sur l'élection présidentielle et pense que le club peut appuyer la candidature de Gaston Defferre. En revanche, les adhérents se révèlent plus divisés sur les modalités concrètes de l'engagement aux côtés du candidat.

La candidature de Gaston Defferre va prendre une nouvelle signification au début de l'année 1965 : après les élections municipales, remportées par le maire de Marseille grâce à l'appui du MRP, l'idée d'un rapprochement des centristes et des socialistes fait son chemin. Le 12 avril, Gaston Defferre se prononce dans *Le Monde* pour le rassemblement des « *forces de progrès* » ; le 8 mai, il rend publique une « *motion pour la création d'une fédération démocrate-socialiste* », tendant ainsi la main au MRP. Il s'agit bien là d'un basculement : le Club Jean Moulin se trouve pris de court par cette initiative, bien qu'il milite lui-même pour une restructuration des forces politiques<sup>1091</sup>. Ces deux mois de mai et de juin 1965 vont voir le retour en force des partis politiques et la marginalisation des clubs politiques : les états-majors vont reprendre l'initiative et les adversaires de la formation d'une « Grande Fédération » manœuvrer fort habilement pour la faire échouer.

Les oppositions à un rapprochement entre le centre et la gauche ne peuvent dans un premier temps s'exprimer ouvertement : seul le PSU se déclare d'emblée hostile à

---

<sup>1090</sup> La participation est alors élevée, Claire Andrieu indique que sur 365 membres inscrits, 305 prennent part au vote.

<sup>1091</sup> Il procède à une consultation de ses membres, qui se prononcent de manière majoritaire pour la participation aux discussions relatives à la Grande Fédération. Cependant, l'abstention est plus élevée.

ce projet ; le MRP<sup>1092</sup>, les radicaux<sup>1093</sup>, l'UDSR, la CIR se prononcent en faveur de ce projet. Le bureau national du MRP examine début juin la motion adoptée au congrès de la SFIO, et demande une clarification portant sur l'attitude de la future Fédération à l'égard du PCF, du collectivisme et de la question scolaire. Deux réunions capitales se tiennent les 15 et 17 juin 1965, réunions qui vont sceller l'échec de la Grande Fédération et, partant, de Gaston Defferre, qui a lié sa candidature à la réussite d'un regroupement des forces politiques. Il y a 17 participants : 4 de la SFIO, 4 du MRP, 4 représentants de la famille radicale<sup>1094</sup>, deux pour les comités Horizon 80 (Olivier Chevrillon et Jean-Jacques Servan-Schreiber), deux pour les clubs (Charles Hernu pour les clubs de la CIR et Georges Lavau pour le groupe des Assises de Vichy), et un conseiller juridique (Georges Vedel), ce qui porte à trois le nombre de membres du Club Jean Moulin présents autour de la table.

---

<sup>1092</sup> Les membres du MRP les plus favorables à un élargissement de leur formation ont créé le Comité d'études et de liaison des démocrates en 1963 : on y trouve Pierre Pfimlin et Maurice Faure entre autres.

Au congrès de la Baule de la même année, Joseph Fontanet s'était prononcé pour la création d'une nouvelle force politique, en lien avec les syndicats et les clubs : les démocrates-chrétiens paraissaient prêts à soutenir l'action de Gaston Defferre. Mais leur électorat était majoritairement favorable à un rapprochement avec la majorité gaulliste.

D'après un auteur anglo-saxon, « *le congrès de La Baule et l'initiative de Defferre montrèrent que les chrétiens-démocrates étaient divisés en quatre familles politiques, trois s'opposant au gaullisme, une le soutenant. Les opposants étaient : les defferristes (centre-gauche) qui étaient favorables à un rapprochement avec la gauche modéré ; les « démocrates » (centre-droit) qui étaient favorables à un rapprochement avec la droite traditionnelle ; et les autonomistes qui préconisaient une opposition constructive mais qui ne croyaient pas que le moment était choisi pour fondre le MRP dans un nouveau parti politique. Les « gaullistes », d'autre part, avaient un objectif simple – rejoindre la majorité à la première occasion. Les divisions entre ces groupes ne furent jamais rigides* », IRVING R.E.M., *Christian democracy in France*, London, George Allen&Unwin Ltd, 1973, p.244 ( « *the congress at la Baule and the Defferre initiative showed that the Christian Democrats were divided into four political families, three in opposition to Gaullism and one in support of it. The opponents were : the Defferrists (Left Centre) who favored a realignment with the moderate Left ; the « Democrats » (Right Centre) who favoured a realignment with the traditional Right ; and the Autonomists who advocated constructive opposition but did not believe that the time was ripe for merging MRP into a new political party. The « Gaullists », on the other hand, had a simple objective – to rejoin the majority at the earliest opportunity. The divisions between these groups were never rigid* »).

<sup>1093</sup> De la même manière, certains membres du Parti radical créent dès 1962 le Cercle pour une démocratie moderne, groupe de travail qui se retrouve sur la « *nécessité d'efforts conjugués, sincères, et profonds, dans le sens d'un regroupement des forces politiques de gauche...efforts qui ne sauraient se limiter à d'éphémères cartels électoraux, dont l'opinion publique est rassasiée* », André CELLARD, *La Fédération de la gauche démocratique et socialiste*, thèse pour le doctorat de sciences politiques, université d'Aix-Marseille, 1990, p.24. André Cellard est lui-même membre du parti radical à cette époque et donc un acteur engagé.

<sup>1094</sup> Dont le futur candidat à l'élection présidentielle, François Mitterrand, qui représente alors l'UDSR.

Le déroulement de ces réunions<sup>1095</sup> permet d'observer les limites de l'engagement clubiste : la bonne volonté que vont mettre Georges Lavau et Georges Vedel notamment à concilier les intérêts des parties en présence révèle un amateurisme inefficace face aux habiles manœuvres d'hommes politiques d'expérience, au premier rang desquels Guy Mollet et Joseph Fontanet (MRP), féroces adversaires d'un rapprochement – sans néanmoins l'exprimer directement – qui vont souligner les divergences idéologiques entre leurs formations :

- les rapports avec le PCF : le cas d'un candidat de la Fédération qui arriverait derrière les candidats du PCF et de l'UNR pose l'épineuse question du désistement, le MRP refusant d'appeler les électeurs à reporter leurs voix sur le candidat communiste. Georges Lavau propose alors, outre la mise en place d'un scrutin uninominal à un tour, le retrait pur et simple de la Fédération de la compétition, sans consigne de vote. Devant l'agressivité de Joseph Fontanet, Georges Vedel emploie un ton solennel :

*« Il ne s'agit pas de savoir si vous périrez, mais comment vous périrez. Je l'ignore, mais les clubs qui ont toujours défendu les partis pensent que nous sommes à un point où les décisions sont graves. Nous en sommes à un point où la volonté politique commande tout. Ou vous le voulez ou vous ne le voulez pas, et alors nous perdons notre temps. [...] Peut-on vraiment passer à la discussion des choses ? ».*

- le fond programmatique : le MRP est opposé à l'emploi du terme « nationalisation ». Olivier Chevrillon suggère de préciser que la création d'une entreprise publique n'aura lieu que « *dans le cas d'une carence de l'initiative privée ou par exemple pour la recherche* » ; pour Georges Vedel une formule telle que « *sans s'interdire les nationalisations que les circonstances rendraient nécessaires* » serait acceptable par tous.

La question scolaire<sup>1096</sup> et la laïcité en général, pierre angulaire des affrontements entre la SFIO et le MRP, pose de gros problèmes durant les discussions : Georges Vedel tente de l'écarter en déclarant que « *dans l'état actuel des choses le problème de la laïcité est un problème de conscience et nous pourrions*

---

<sup>1095</sup> André Cellard a retranscrit dans sa thèse les comptes-rendus détaillés des deux réunions, qui constituent un matériau précieux pour l'analyse. Les citations qui suivent sont issues de ces comptes-rendus.

<sup>1096</sup> Une grande partie des socialistes souhaiteraient l'abrogation de la loi Barangé, votée en 1951, qui aide l'enseignement privé.

*laisser toute liberté sur ce point comme en Angleterre* », s'attirant ainsi immédiatement une réponse sèche de Guy Mollet : « *Ne retenez surtout pas de telles formules si vous souhaitez l'accord d'un grand nombre de socialistes* ». D'autres participants proposent que la question scolaire soit exclue du champ des compétences de la Fédération, mais il s'agit bien d'une question sensible pour Guy Mollet, qui interpelle Charles Hernu (celui-ci propose la création d'une commission sur la question) : « *Laissez-moi vous dire que vous vous faites des illusions si vous pensez régler le problème autour d'une table d'hommes politiques !* ».

Les clubistes commencent alors à comprendre que l'accord sur la constitution d'une Fédération va être très difficile à obtenir. Lors de la réunion du 17 juin, Guy Mollet commence par souligner les divisions en demandant « *sur quels principes les membres de la Fédération sont à présent d'accord* ». La discussion s'enlise autour du problème des banques, de la municipalisation des sols, de la politique étrangère, et à nouveau la question du désistement au second tour déchaîne les passions : Guy Mollet se prononce pour le report des voix en faveur du PCF ; le MRP refuse à nouveau ; Georges Lavau essaie de sortir de ces questions de positionnement en soulignant le récent succès de la gauche grenobloise, en dehors de l'UNR et du PCF, mais en vain. Le problème de la laïcité est finalement réservé mais, à plus de 3h30 du matin, il apparaît que l'accord est impossible : la Grande Fédération n'existera pas. L'échec de ces négociations est un grave échec pour les clubs du groupe des Assises de Vichy qui se sont investis dans le soutien à la candidature de Gaston Defferre, particulièrement pour Jean Moulin. Les clubistes n'ont pas réussi à peser sur l'issue des négociations, faisant preuve d'une bonne volonté qui confine à la naïveté quant aux possibilités réelles de rapprochement entre les formations réunies durant ces négociations ; leur position de « marginaux-sécants »<sup>1097</sup> ne leur a pas conféré un poids suffisant .

#### *b. Les collectifs antilibéraux et la gauche radicale*

La famille de la gauche antilibérale, historiquement très fragmentée, va se rapprocher singulièrement à l'occasion de la campagne référendaire de 2005, l'opposition au projet de Traité constitutionnel européen permettant aux partis,

---

<sup>1097</sup> Au sens d' « *un acteur qui est partie prenante dans plusieurs systèmes d'action en relation les uns avec les autres et qui peut, de ce fait, jouer un rôle indispensable d'intermédiaire et d'interprète entre des logiques d'action différentes, voire contradictoires.* », CROZIER Michel, FRIEDBERG Ehrard, *L'acteur et le système*, Paris, Seuil, 1977, p.86.

syndicats et associations de se retrouver ensemble pour mener une campagne réellement unitaire. La jonction s'opère autour de « l'appel des 200 », initié par la Fondation Copernic : cette dernière joue elle-même, à cette occasion, le rôle de structure de rassemblement, puisque l'on peut imaginer qu'un appel lancé par un parti ou un syndicat n'aurait pas rencontré le même succès.

A l'occasion de cette campagne se créent, un peu partout sur le territoire, des « collectifs pour le « non » » (ou « collectifs du 29 mai », date du référendum) : malgré l'implication variable des forces les composant<sup>1098</sup>, ces collectifs permettent aux différentes forces de la gauche antilibérales de travailler ensemble. Ils ne cessent pas d'exister après la victoire du « non », un certain nombre de militants estimant que ce rassemblement temporaire pourrait aller plus loin : en novembre 2005, un nouvel appel, intitulé « Pour des candidatures unitaires en 2007 et 2008 », est lancé ; il est suivi, en mai 2006, d'un autre appel, qui débouche sur la création d'un « Collectif national d'initiative pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes » (abrégé CIUN, pour « Collectif d'initiative unitaire national »), chargé de coordonner les comités locaux déjà existants et d'encourager la création de nouveaux. Les animateurs entendent éviter une dispersion de candidatures en 2007, qui signifierait l'échec de la dynamique du 29 mai.

Tous les « collectifs du 29 mai » ne se sont pas transformés automatiquement en « collectifs pour des candidatures unitaires antilibérales », les stratégies des différentes composantes amenant certains militants à se retirer (ATTAC, par exemple, se désengage dès lors que les collectifs s'orientent vers un processus de désignation d'un candidat, ce qui ne signifie pas forcément que tous les comités locaux suivent cette consigne, eu égard aux liens assez lâches qui lient les deux niveaux de l'association), mais ils restent globalement animés par le même profil de militants, syndicaux (SUD, CGT, FSU), politiques (MARS, Convergence citoyenne, minoritaires de la LCR et des Verts, PCF, Alternatifs...) ou associatifs (Fondation Copernic).

Les collectifs, au nombre de 650 environ, entament un travail programmatique qui débouche sur l'adoption d'une « charte antilibérale » fin août 2006, qui détaille

---

<sup>1098</sup> Les militants d'ATTAC y participent très largement ; la direction de l'association est cependant réservée quant aux actions unitaires, Bernard Cassen et Jacques Nikonoff craignant une « dilution » du mouvement : la crise interne d'ATTAC ne se révélera pleinement qu'après cette campagne, tant elle pose la question de l'intervention politique de l'association et contribue à tendre ses rapports avec les partis.

les propositions constituant la base d'une « *alternative au libéralisme* »<sup>1099</sup>. Il ne reste plus qu'à – si l'on peut dire – trouver le nom qui pourrait faire consensus et emmener la campagne de la gauche antilibérale : la réunion des collectifs qui se tient le 10 septembre 2006 adopte le texte « Ambition-stratégie-candidatures », qui fixe un calendrier pour la désignation d'un candidat mais qui laisse en suspens des questions qui risqueraient de faire éclater le mouvement, notamment celle de la participation à un futur gouvernement en cas de victoire de la gauche en 2007<sup>1100</sup>.

Si José Bové, l'une des personnalités pressenties pour représenter la gauche antilibérale, propose l'organisation de primaires ouvertes, il se heurte à une fin de non-recevoir de la part du PCF notamment, qui, fort de son poids militant au sein des collectifs, entend pousser la candidature de sa secrétaire nationale, Marie-George Buffet. Sont également « candidats à la candidature » Clémentine Autain (adjoindue à la mairie de Paris, apparentée communiste), Patrick Braouezec (communiste fondateur), et Yves Salesse (Fondation Copernic<sup>1101</sup>). Reportée à l'issue de la réunion d'octobre, la désignation du candidat montre que les collectifs unitaires se dirigent vers une impasse : José Bové retire sa candidature en novembre, ainsi que Patrick Braouezec. La direction du PCF cherche à mobiliser ses troupes en vue de la réunion des 9 et 10 décembre, qui doit valider définitivement un candidat, tandis qu'un appel des collectifs des Bouches-du-Rhône appelle au retrait de Marie-George Buffet, invoquant le risque de mener une campagne qui serait de fait estampillée PCF<sup>1102</sup>.

La réunion des 9 et 10 décembre est particulièrement houleuse : le vote des collectifs place Marie-George Buffet en tête avec 55% des suffrages mais les autres composantes refusent d'avaliser la candidature de la secrétaire nationale, estimant que le PCF tente de passer en force. Elle renonce à s'imposer et une nouvelle

---

<sup>1099</sup> <http://www.collectifdu29mai.org/-Ecrire-notre-Charte-antiliberale-.html>.

<sup>1100</sup> On note cette formule : « **Dans le cas où nous ne participerons pas au gouvernement, notre groupe à l'Assemblée ne participera pas à une majorité constituée pour soutenir ce gouvernement, mais votera en faveur de toute disposition législative allant dans le sens des intérêts de la population.** », qui a le mérite, pour le PCF, de ne pas fermer la porte à une éventuelle alliance et à une participation gouvernementale aux côtés du PS. La LCR se saisit de ces ambiguïtés pour cesser sa participation au processus et prépare sa propre campagne présidentielle.

<sup>1101</sup> La participation d'Yves Salesse à un processus aussi politique ne fait pas l'unanimité au sein de la fondation, comme l'explique Michel Rousseau : « *Disons qu'on a retrouvé dans Copernic les tensions qu'on trouvait partout sur les candidatures unitaires* », entretien réalisé le 10/01/2008 (voir annexes). Cependant, il ne semble pas y avoir eu au sein de Copernic une crise semblable à celle traversée par ATTAC.

<sup>1102</sup> Le PCF réplique en appelant les collectifs à « *rejeter les exclusives et les pressions.* », *Le Monde*, 02/12/2006.

consultation est prévue mais le processus semble brisé : le vote des militants communistes du 20 décembre entérine la candidature de Marie-George Buffet, celle-ci lance sa campagne officiellement. Les autres personnalités (Yves Saless, Clémentine Autain, Patrick Braouezc) déplorent cette décision, indiquant que « Marie-George Buffet est seulement la candidate du PCF. Elle ne pourra revendiquer l'expérience unique que nous avons menée ensemble dans les collectifs antilibéraux »<sup>1103</sup>. Finalement, les collectifs unitaires ne soutiendront en tant que tels aucun candidat<sup>1104</sup>.

Le bilan des recompositions de la gauche antilibérale depuis les premières fractures au sein du PCF laisse donc apparaître de profondes divisions, qui persistent dans le temps, entre les différents courants ; la création récente du Parti de gauche et de la FASE, la transformation de la LCR en NPA<sup>1105</sup> n'ont fait que complexifier une portion de l'espace politique déjà assez difficile à « cartographier ». Les structures transitoires de rassemblement qui ont essayé de surmonter ces antagonismes, si elles ont pu, dans des contextes favorables, faire se rencontrer les écologistes, les communistes, les républicains, l'extrême-gauche et la gauche alternative, n'ont jamais eu la dynamique suffisante pour surmonter les logiques d'affirmation des organisations partisanes – si petites soient-elles – et parvenir à la création d'une nouvelle force politique. La forme du « cartel électoral », atteinte certes par la CAP à l'occasion des élections de 1993, n'a pas survécu longtemps aux profondes divergences qui traversent la gauche de la gauche : on n'a pour l'instant pas d'exemple, dans cette partie de l'échiquier politique, d'un regroupement comme a pu être la FGDS pour la gauche des années 1960. Il faut ajouter à cette fragmentation des partis la *fragmentation des cercles de réflexion eux-mêmes* : la crise d'ATTAC a donné naissance au M'PEP, qui soutient une démarche plus engagée politiquement que l'association altermondialiste. Il semble que les structures non-partisanes de la gauche antilibérale aient une tâche encore plus difficile à accomplir que leurs homologues de droite et d'extrême-

---

<sup>1103</sup> *Le Monde*, 25/12/2006.

<sup>1104</sup> Une partie d'entre eux soutiendra néanmoins la candidature de José Bové, qui décide de se présenter et réussit *in extremis* à recueillir les 500 parrainages nécessaires. Les résultats des différents candidats antilibéraux en 2007 sont faibles (Marie-George Buffet et José Bové obtiennent moins de 2% des suffrages, Olivier Besancenot 4%).

<sup>1105</sup> Le PG et le NPA se disputant le rôle dirigeant dans le rassemblement de la gauche antilibérale, le premier avec le Front de gauche, le second avec une démarche d'élargissement militant « à la

droite, tant la recherche du « consensus », y compris à l'intérieur de chaque organisation, accapare du temps et de l'énergie : non pas qu'il faille sous-estimer la diversité, bien réelle, des courants d'extrême-droite, mais la CODAR a été, dans les années 1980, moins gênée par l'existence de plusieurs courants politiques, plus précisément de *cultures politiques* aussi fortes qu'au sein de la gauche antilibérale. La persistance de celles-ci semble pour l'instant obérer toute chance sérieuse de parvenir à la création d'un rassemblement unitaire durable.

Il n'en reste pas moins que l'expérience des collectifs exerce des effets sur les formations de la gauche antilibérale, à commencer par le PCF, qui a vu en juin 2010 le départ du courant des « communistes unitaires » (animés notamment par Roger Martelli, Pierre Zarka et Lucien Sève), qui ont décidé de rejoindre la FASE<sup>1106</sup>. La problématique du rassemblement exerce des effets contradictoires, le PCF tentant de se maintenir en participant au Front de gauche, forme de rassemblement qui associe divers mouvements et courants dans une forme qui peut évoquer à certains égards la FGDS ; il a pris des risques par sa participation à l'expérience des collectifs, accélérant le processus d'*exit* de courants déjà en voie de défidélisation. Les collectifs peuvent, suivant l'expression de Verta Taylor<sup>1107</sup>,

---

base ». Les élections régionales de 2010 ont été l'occasion de voir des alliances à géométrie très variable à la gauche de la gauche.

<sup>1106</sup> Dans laquelle ils continuent à défendre la nécessité d'un nouveau type d'organisation : pour Pierre Zarka, il faut défendre « **Le caractère inachevé et mobile de la structure** : par définition, au-delà de forces dont les engagements néolibéraux sont clairs, on ne peut dire à l'avance qui se fédèrera ou qui n'en sera pas. On n'adhère pas à une fédération comme on adhère à un parti fondé sur des rapports hétéronomes, une structure fédérative ne peut que revendiquer son caractère d'inachèvement, composite et n'écrasant pas la diversité des identités. Cela suppose un état de tension permanent pour intégrer de « nouveaux » participants et qu'hormis une incompatibilité criante, personne ne s'arroge le pouvoir de trier parmi les prétendants. Cela suppose aussi de considérer que la reconnaissance par les plus larges couches de l'opinion de l'originalité du caractère fédérant des logiques différentes est en soi un objectif politique à atteindre. [...] **L'art du désaccord et de la cohérence de visibilité** : la tradition veut que l'on soit identique pour être ensemble et divisés si l'on est différents. C'est le signe d'une concurrence face à la conquête du pouvoir. Cela interdit toute construction durable : le moindre désaccord fait tout exploser. Etre ensemble parce que (et non malgré) différents. Quelle identité politique ou sociale peut prétendre détenir à elle seule les clés de la révolution dont nous parlons ? Dès lors, la perméabilité critique à l'égard des autres pensées est un moteur indispensable, et même d'avantage, le désaccord doit d'abord être pris comme signalant un problème non résolu. Cela ne conduit ni à faire « de l'eau tiède » ni à donner raison à la moindre idée émise, mais à considérer que l'effort qui consiste à chercher à dépasser le désaccord en se dépassant soi-même est indispensable. D'autant qu'il est possible que n'existe pas seulement une bonne réponse par question. », « Quelle organisation pour quelle révolution ? », [http://lafederation.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=1025:quelle-organisation-mais-pour-quelle-revolution--pierre-zarka&catid=174:la-politique-autrement&Itemid=162](http://lafederation.org/index.php?option=com_content&view=article&id=1025:quelle-organisation-mais-pour-quelle-revolution--pierre-zarka&catid=174:la-politique-autrement&Itemid=162).

<sup>1107</sup> TAYLOR Verta, « Social Movement Continuity : The Women's Movement in Abeyance », *American Sociological Review*, 54 (5), 1989, pp.761-775.

être assimilés à des « structures de rémanence » qui exercent des effets diffus sur les organisations partisans et peuvent être réactivés dans certains contextes politiques et sociaux (dans le cas de la gauche antilibérale, c'est l'opposition à un texte tel que le TCE ou à un projet de réforme, comme celui portant sur les retraites récemment, qui permet de réaliser l'unité d'action) ; l'espace de dialogue qu'ils ouvrent contribue à façonner et solidifier des réseaux militants, qui, s'ils ne débouchent pas sur la constitution d'une nouvelle force politique, laissent cette question en suspens de manière durable.

Les différentes tentatives des structures non-partisanes pour amener les partis à se transformer, qu'il s'agisse de les pousser à se regrouper ou à se réformer se heurtent systématiquement aux logiques de conservation déployées par les appareils partisans, qui n'entendent pas se laisser dessaisir de leurs prérogatives, surtout en matière électorale : le soutien du Club Jean Moulin à la candidature de Gaston Defferre, la pression des collectifs unitaires pour trouver un candidat commun de la gauche antilibérale, l'insistance des clubs de droite à se voir accorder des places sur les listes électorales, sont perçus par les partis comme des menaces contre leur souveraineté, menaces qu'ils combattent en déployant des stratégies assez subtiles mêlant intégration et dénonciation de ces « intrus » dans le jeu politique.

Les structures non-partisanes, en refusant pour la plupart d'entre elles un mode de fonctionnement centralisé et une intervention directe dans les conflits intrapartisans, ne peuvent espérer obtenir le soutien de courants ou de tendances entiers, sauf d'une manière conjoncturelle et/ou instrumentale : leurs idées sont reprises par les leaders en lutte pour le pouvoir comme un élément de *distinction* vis-à-vis de leurs rivaux et, au hasard des changements et renversements d'alliances, elles peuvent être abandonnées rapidement. Plus encore, proposer à un parti sa propre dissolution dans un ensemble plus vaste, comme l'ont fait successivement le Club Jean Moulin puis la CIR en direction de la SFIO, se heurte à la résistance d'un appareil qui vise son auto-perpétuation, d'autant plus qu'il peut facilement s'appuyer sur le « patriotisme » d'organisation des militants de base, échaudés par l'intervention d'intrus à leurs yeux sans légitimité.

## CONCLUSION

---

L'étude de la vie des structures non-partisanes sous la Vème République permet de tirer une série de leçons quant au rôle des organisations alternatives aux partis politiques : loin d'être des éléments marginaux du champ politique, elles contribuent à transformer les configurations idéologique et structurelle de celui-ci, en faisant pression sur des machines partisanes. Leurs adhérents appartenant souvent à des catégories socioprofessionnelles bien dotées économiquement et culturellement, disposant d'une compétence politique élevée : c'est notamment le cas des « clubs de combat politique », qui s'adressent davantage aux états-majors et aux directions qu'à la masse des adhérents, mais également des ateliers intellectuels, qui mobilisent de véritables réseaux d'experts. En ce sens, elles sont différentes des mouvements sociaux qui sont apparus dans le champ politique, notamment à la faveur de la période de contestation consécutive à mai 1968 : soucieuses du sérieux de leurs travaux et études, souvent mues par une volonté de moderniser et de « rationaliser » la vie politique française, elles se sont montrées sceptiques ou méfiantes à l'égard des grandes idéologies qui ont structuré le débat politique (ainsi des réserves émises par certains clubs de gauche vis-à-vis du marxisme) ; leur action s'est davantage tournée vers les états-majors partisans, par le « haut » des canaux de décision, que vers « la base », en vue de faire émerger de véritables organisations alternatives (à l'exception des Groupes d'action municipale, animés par le souci de la « pédagogie ascendante »). Cette observation est certes moins valable pour des groupements idéologiquement radicaux, comme le GRECE, mais la philosophie élitiste de ce dernier l'a également conduit à privilégier, notamment au travers de ses procédures de recrutement, les compétences de ses adhérents à leur force numérique. Les structures non-partisanes sont bien des acteurs à part, critiques du système partisan mais agissant selon des modalités plutôt conventionnelles ; elles sont au milieu du gué qui sépare l'univers partisan de celui des mouvements sociaux.

Les structures non-partisanes ont bénéficié d'un développement accru à la faveur de la crise des grandes formations politiques : le repli sur elle-même de la SFIO dans les années 1960 a encouragé l'éclosion de foyers critiques, d'espaces de contestation d'une orientation qui avait mené la gauche dans l'impasse ; les clubs ont été l'un des principaux vecteurs de cette critique, qui s'est exprimée aussi lors de manifestations censées être contrôlées par le parti socialiste (les colloques socialistes). De la même manière, les divisions de la droite dans les années 1980 ont entraîné une remise en cause de la culture centralisatrice et de soumission au chef présente surtout dans la tradition gaulliste, les clubs bousculant là encore les responsables du RPR et de l'UDF, en prônant un libéralisme économique agressif ; ce sans parvenir en revanche à transformer réellement les modes de fonctionnement interne ni à porter atteinte au monopole électoral des partis.

Mais on se saurait se contenter d'une explication purement mécanique du développement des structures non-partisanes : le début des années 1990, on l'a vu, est marqué par une relative atonie des clubs, alors que les partis continuent à connaître une baisse de leurs effectifs et une crise idéologique durable (le congrès de l'Arche du PS qui avalise le ralliement à l'économie de marché, mais aussi les divisions internes de la droite marquent de profondes hésitations politiques) ; la fin de la décennie est caractérisée par une nouvelle vague d'organisations alternatives, telles ATTAC et la Fondation Copernic. Les structures non-partisanes pallient, au-delà des différents contextes politiques, les défaillances des partis en matière de réflexion, d'éducation, de formation ; elles témoignent par là des limites de l'encadrement partisan<sup>1108</sup>. Dans certains cas, leur développement peut résulter de la difficulté d'une famille politique à se structurer en parti, ce qui semble être le cas des cercles de réflexion libéraux qui ont éclos en France au cours de la décennie 1990 :

*« Au moment où les éléments essentiels du libéralisme sont en train de se diffuser dans l'ensemble des formations politiques de l'échiquier national, il apparaît de moins en moins probable qu'un parti puisse se développer sur la simple affirmation de son appartenance à cette famille de pensée. Tel est le paradoxe auquel est confronté Démocratie libérale. Le libéralisme semble aujourd'hui*

---

<sup>1108</sup> Thierry Barboni écrit justement à propos des fonctions remplies par la Convention pour une VIème République : « La contestation intrapartisanne d'un acteur du jeu politique peut alors s'apprécier comme la traduction politique d'une demande de changement qui n'a pas encore trouvé de réponse politique adéquate », *op.cit.*, p.159.

*dominant dans l'ensemble des démocraties occidentales mais les familles libérales, c'est particulièrement vrai en France, restent la plupart du temps dans l'incapacité à transformer un environnement politique favorable en avantage partisan substantiel* »<sup>1109</sup>.

Les évolutions récentes du militantisme partisan sont propices au développement des structures non-partisanes, en raison notamment de l'affaiblissement de la dimension physique et statutaire de l'engagement : Thierry Barboni et Eric Treille notent à propos de la Coopool (réseau social du PS) qu'elle « *rend compte d'une forme inédite d'engagement : l'engagement sans adhésion* [souligné par l'auteur] »<sup>1110</sup>. Le développement des nouvelles technologies, dont il ne faut certes pas surestimer l'impact, facilite cette dilution du militantisme dans des réseaux caractérisés par un « égalitarisme numérique »<sup>1111</sup>, les frontières entre les sympathisants et adhérents devenant de plus en plus floues, sans complètement disparaître. La génération la plus récente de structures non-partisanes, très soucieuse de son insertion dans les réseaux, à l'image de la Fondation Terra Nova, bénéficie de ce mouvement, les « *think tanks* à la française » étant de plus en plus sollicités pour apporter des idées neuves à des partis en quête d'innovation doctrinale.

Organisations numériquement faibles au regard des objectifs ambitieux qu'elles nourrissent, les structures non-partisanes ne peuvent guère espérer obtenir des résultats rapides, à la faveur d'une confrontation directe avec les états-majors partisans, à moins de changer assez radicalement de nature, comme l'a fait la Convention des institutions républicaines en recrutant des militants sur l'ensemble du territoire. Les échecs successifs du Club Jean Moulin, des Comités d'action républicaine et des collectifs antilibéraux ont montré que les structures non-partisanes étaient amenées à privilégier une stratégie d'influence plus diffuse, en recourant à tous les moyens disponibles pour « contourner » les partis, à travers des colloques et débats dans lesquels les clubs peuvent mobiliser au mieux les

---

<sup>1109</sup> MASSART Alexis, « Y-a-t-il un parti libéral en France ? », in DEWIT Pascal (dir.), *Libéralisme et partis libéraux en Europe*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, coll. « Sociologie politique », 2002, p.90.

<sup>1110</sup> « L'engagement 2.0. Les nouveaux liens militants au sein de l'e-parti socialiste », *RFSP*, vol.60, 6, 2010, pp.1137-1157.

<sup>1111</sup> Egalitarisme formel puisqu'il « *ne fait en fin de compte que reproduire l'inégalité de statut réelle entre membres et non-membres du parti : si chaque « coopain » peut participer aux actions du parti, seuls peuvent y faire valoir leurs opinions ceux qui y seront statutairement intégrés, c'est-à-dire qui disposent du titre officiel d'adhérents* », *ibid.*, p.1154.

compétences intellectuelles de leurs adhérents, ou la construction de « réseaux » qui peuvent être autant d'appuis au sein des partis pour appuyer des réformes idéologiques et/ou organisationnelles. L'engagement politique risque cependant de fragiliser ce qui constitue un des atouts majeurs des clubs politiques, à savoir la convivialité et la sociabilité :

*« C'est l'esprit de fraternité qui caractérise au plus haut point la vie intérieure de ces organisations. On s'y tutoie souvent. On y est « copains ». On tient à cette amitié née spontanément entre militants »*<sup>1112</sup>.

La réintroduction de facteurs de clivage à l'intérieur de petites organisations dont la cohésion est fragile comporte un risque de déstabilisation voire de désagrégation, d'où, sans doute, la plus grande longévité des structures non-partisanes clairement rattachées à un courant d'idées, à plus forte raison si ce dernier est incarné par un leader politique<sup>1113</sup>.

On a, au fil de cette étude, dégagé une typologie des structures non-partisanes, qui dépasse et enrichit celle proposée par Janine Mossuz-Lavau au tournant des années 1960 et 1970, qui s'appuyait sur un nombre plus limité d'exemples.

- Le premier groupe est celui des groupements militants éventuellement unis derrière un leader, qui placent leur action au plus près de l'actualité politique et cherchent souvent à influencer un parti ; ces groupements permettent à des individus partageant les mêmes convictions de surmonter des événements tels qu'une exclusion ou la disparition du parti auquel ils adhéraient. Le choix de la forme « club » peut également être la première étape d'un processus de désaffiliation partisane, conduisant dans certains cas à la création d'un nouveau parti ou mouvement politique (clubs Debout la République, clubs Villepin).

- Les ateliers intellectuels ensuite, soucieux d'élaborer des argumentaires et d'avancer des propositions de long terme, peuvent soit « cibler » un parti (Terra

---

<sup>1112</sup> FAUCHER Jean-André, *op.cit.*, p.267.

<sup>1113</sup> On rejoint Janine Mossuz lorsqu'elle écrit : « *Le club ne peut espérer « compléter » le parti malgré lui, contre la volonté de ce dernier ; en d'autres termes, s'il entend réussir sans perdre pour autant sa personnalité de club, il doit être inscrit dans un courant politique, en harmonie avec la formation qu'il « complète », rattaché à elle, sa crédibilité étant ainsi assurée auprès de l'opinion publique et des hommes politiques par l'audience même du parti auquel il est relié* », « Que sont devenus les clubs ? », art.cité, p.972.

Nova agit prioritairement en direction du PS) soit se tenir complètement en retrait du champ partisan : le GRECE accorde ainsi, selon les mots d'Alain de Benoist, la plus grande importance aux « *considérations idéologiques et culturelles qui, seules, peuvent mobiliser les hommes sur la longue durée et leur donner un destin historial* »<sup>1114</sup>. Dans les deux cas, ces ateliers privilégient les *compétences* de leurs adhérents et mobilisent de véritables réseaux d'experts.

- Les structures transitoires de rassemblement remplissent une fonction d'interface de dialogue et de rencontre entre des forces relevant d'une même famille politique : le rôle d'ATTAC et de la Fondation Copernic a été crucial à plusieurs reprises pour la gauche antilibérale ; cette fonction pourra éventuellement déboucher sur l'apparition de nouvelles organisations.

- La quatrième catégorie, enfin, est celle des mouvements alternatifs, qui proposent de nouveaux paradigmes, combinés à de nouvelles méthodes d'action : ainsi, les écologistes et les Groupes d'action municipale ont défendu des thèmes qui se sont progressivement imposés dans l'agenda public, à travers de subtiles opérations de récupération et d'intégration de ces acteurs à la marge par les partis politiques.

Les structures non-partisanes françaises présentent une série de spécificités par rapport à leurs homologues étrangères : moins professionnalisées que les *think tanks* anglo-saxons, elles sont plus dépendantes du financement public (c'est le cas des fondations politiques)<sup>1115</sup>. La faiblesse des fondations françaises, comparées à leurs homologues allemands, témoigne d'une situation bien spécifique : peu encadré, le « modèle » français connaît des développements contradictoires : on

---

<sup>1114</sup> *Orientations pour des années décisives, op.cit.*, p.27.

<sup>1115</sup> Sans graviter pour autant autour d'un parti unique comme dans le cas de la Chine. Jérémie Forrat-Jaime écrit à propos des *think tanks* chinois : « *A l'image des satellites héliosynchrones, dont la marche et l'orbite sont fonctions du soleil, les think tanks chinois sont fonctions d'un Parti autour duquel ils gravitent et qui fait office de centre distributeur des logiques.* », *Expertise, Savoir et Pouvoir en Chine contemporaine. Le cas des think tanks chinois*, mémoire de master de Sociétés et Politiques comparées de l'IEP de Paris, 2006, p.52. La liberté de recherche de ces centres paraît réduite : « *la place que les think tanks occupent dans le dispositif de légitimité du régime fige ces derniers dans une vision utilitariste de l'expertise. Le pouvoir a su maximiser à travers eux l'utilité politique du savoir. A partir des logiques que nous avons identifiées, la ténuité de la frontière entre compromis et compromission nous laisse penser que les think tanks en Chine sont plutôt le signe d'un changement de vecteurs par le pouvoir que de véritables vecteurs de changement* », *ibid.*, p.64.

observe une imitation partielle des *think tanks* anglo-saxons et en même temps la persistance d'une législation assez réduite quant aux règles de financement ; d'où l'éclosion d'un grand nombre de « micro-partis » assurant un financement parallèle des formations politiques.

Il ne semble pas qu'il faille apprécier la situation française en termes de « normalisation » par rapport à un hypothétique modèle global dans lequel les *think tanks* seraient appelés à jouer un rôle de plus en plus important dans des démocraties structurellement en crise – encore faudrait-il pouvoir évaluer précisément le degré de celle-ci – ni en termes d'une « exception » persistante : la présence d'acteurs alternatifs aux partis politiques est partout une réalité, les « machines » partisanes ne pouvant prétendre à elles seules canaliser les aspirations sociales ni produire des programmes en se passant des compétences particulières de citoyens que l'engagement classique rebute.

L'étude de la *dynamique* des structures non-partisanes françaises démontre qu'il faut nuancer une vision « pyramidale » du champ politique, selon laquelle les partis garderaient la maîtrise du « jeu » politique en dernier ressort : c'est dans un ensemble d'interactions subtiles entre les marges et le centre du champ que se dessinent les trajectoires des idées, les changements organisationnels, les « coups » réalisables par des leaders politiques.

## Bibliographie

---

### I. Ouvrages généraux

- COHEN Antoine, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe, *Les formes de l'activité politique. Eléments d'analyse sociologique XVIIIème-XXème siècle*, Paris, PUF, 2006.
- CROZIER Michel, FRIEDBERG Ehrard, *L'acteur et le système*, Paris, Seuil, 1977.
- DOBRY Michel, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, « Références », 1986 ; rééd. 1992.
- LAGROYE Jacques, FRANCOIS Bastien, SAWICKI Frédéric, *Sociologie politique*, 4<sup>ème</sup> édition, Paris, Presses de la FNSP, 2002.
- LESAOUT Didier, SINTOMER Yves, *Les démocraties modernes à l'épreuve*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- MAHEU Louis, SALES Arnaud (dir.), *La recomposition du politique*, Paris et Montréal, L'Harmattan, coll. « Tendances actuelles/Politique et économie », 1991.
- MENY Yves, *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux, études réunies pour Georges Lavau*, Paris, Presses de la FNSP, coll. « Références », 1991.
- OFFERLE Michel, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Monchrestien, coll. « Clefs politique », 1994.
- SCWHARTZENBERG Roger-Gérard, *Sociologie politique*, 5<sup>ème</sup> édition, Paris, Monchrestien, 1998.
- SIRINELLI Jean-François (dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXème siècle*, Paris, PUF, 2003.

### II. Militantisme et engagement politique

#### A. Articles

- BARBONI Thierry, TREILLE Eric, « L'engagement 2.0. Les nouveaux liens militants au sein de l'e-parti socialiste », *RFSP*, vol.60, 6, 2010, pp.1137-1157.
- BOURDIEU Pierre, « La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique », *ARSS*, 36-37, février-mars 1981, pp.3-24.

#### B. Ouvrages

- ANDOLFATTO Dominique, GEFFET Fabienne, OLIVIER Laurent, *Les partis politiques. Quelles perspectives ?*, Paris, L'Harmattan, 2001.
- AVRIL Pierre, *Essai sur les partis*, Paris, LGDJ, 1986.
- BOURDIEU Pierre, *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2000.

- CHARLOT Jean, MELTZ Romain, REYNIE Dominique, « France », in HERMET Guy, HAEGEL Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan*, Paris, Presses de sciences-po, 2007.
- HERMET Guy, HOTTINGER Julien Thomas, SEILER Daniel-Louis (dir.), *Les partis politiques en Europe de l'Ouest*, Paris, Economica, 1998.
- FILLIEULE Olivier, *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.
- GAXIE Daniel, *Les professionnels de la politique*, Paris, PUF, 1973.
- GAXIE Daniel, *La démocratie représentative*, Paris, Monchrestien, coll. « Clefs politique », 2000.
- HAMMAN Philippe, MEON Jean-Matthieu, VERRIER Benoît, *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques politiques », 2002.
- ION Jacques, *La fin des militants ?*, Paris, L'Atelier, 1997.
- ION Jacques, *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement, 2005.
- LAWSON Kay, MERKL Peter, *When parties fail: emerging alternative organizations*, Princeton N.J, Princeton University Press, 1988.
- « La dépolitisation, mythe ou réalité ? », *Cahiers de la FNSP*, 120, 1962.
- MATONTI Frédérique (dir.), *La démobilisation politique*, Paris, La Dispute, coll. « Pratiques politiques », 2005.
- MICHELS Roberto, *Les partis politiques*, Paris, Flammarion, 1971.
- OFFERLE Michel, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 1987.
- OFFERLE Michel, *La profession politique : 19<sup>ème</sup>-20<sup>ème</sup> siècles*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoires », 1999.
- OSTROGORSKI Moiséi, *La Démocratie et l'organisation des partis politiques*, Paris, Calmann-Lévy, 1903.
- PERRINEAU Pascal (dir.), *L'engagement politique : déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1994.
- POIRMEUR Yves, *Contribution à l'étude du phénomène des tendances dans les partis politiques et les syndicats : le cas français*, thèse de l'université d'Amiens, 1987.
- SEILER Daniel-Louis, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1993.

### **III. Militantisme et engagement associatifs**

#### **A. Articles**

- AGRIKOLIANSKY Eric, « Carrières militantes et vocations à la morale : les militants de la Ligue des droits de l'homme dans les années 80 », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001, pp.27-46.
- BARTHELEMY Martine, « Les associations dans la société française : un état des lieux », *Les cahiers du CEVIPOF*, 10, juin 1994.
- FORSE Michel, « Les créations d'associations : un indicateur de changement social », in OFCE, *Observations et diagnostics économiques*, Paris, Presses de la FNSP, 6, janvier 1984, pp.125-145.
- KITSCHOLT Herbert, « Left-libertarian parties : Explaining Innovation in Competitive Party Systems », *World Politics*, XL, 2, janvier 1988, pp. 199-234.

- LAPEYRONNIE Dominique, « Mouvements sociaux et action politique. Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources ? », *Revue française de sociologie*, 4, 1988, pp.593-617.
- MATHIEU Lilian, « Les nouvelles formes de la contestation sociale », *Regards sur l'actualité*, 251, mai 1999, pp.33-44.
- MATHIEU Lilian, « Rapports au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, 52 (1), 2002, pp.75-100.
- MATHIEU Lilian « Notes provisoires sur l'espace des mouvements sociaux. Des nouvelles mobilisations à « Nous sommes la gauche » », *Contretemps*, 11, septembre-novembre 2004, pp.51-59.
- MC ADAM Doug, TARROW Sydney, TILLY Charles, « Pour une cartographie de la politique contestataire », *Politix*, 41, 1998, pp.7-32.
- OFFE Claus, « « New social movements : Challenging the Boundaries of Institutional Politics » », *Social Research*, 52, 4, 1985, pp.817-868.
- PECHU Cécile, « Générations militantes à DAL », *RFSP*, 51 (1-2), février-avril 2001, pp.73-103.
- SIMEANT Johanna, « Un humanitaire « apolitique » ? Démarcation, socialisation au politique et espace de la réalisation de soi », in LAGROYE Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoires », 2003, pp.163-196.
- TAYLOR Verta, « Social Movement Continuity : The Women's Movement in Abeyance », *American Sociological Review*, 54 (5), 1989, pp.761-775.

## B. Ouvrages

- ANDRIEU Claire, LE BEGUEC Gilles, TARTAKOWSKY Danielle, *Associations et champ politique. La loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001.
- AGRIKOLIANSKY Eric, *La Ligue des droits de l'homme (1947-1990). Pérennisation et transformation d'une entreprise de défense des causes civiques*, thèse de l'IEP de Paris, 1997.
- BARTHELEMY Martine, *Associations : un nouvel âge de la participation ?*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2000.
- BASSO Jacques-André, *Les groupes de pression*, Paris, PUF, 1985.
- BELORGEY Jean-Michel, *Cent ans de vie associative*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.
- COURS-SALIES Pierre, VAKALOULIS Michel, *Les mobilisations collectives. Une controverse sociologique*, Paris, PUF, coll. « Actuel Marx Confrontation », 2003.
- CRETTEZ Xavier, SOMMIER Isabelle (dir.), *La France rebelle*, Paris, Michalon, 2006.
- CURAPP, *La politique ailleurs*, PUF, 1998.
- FILLIEULE Olivier, PECHU Cécile, *Lutter ensemble : les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan, 1993.
- HATZFELD Hélène, *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 70*, co-édition Adels/Presses universitaires de Rennes, 2005.
- LAVILLE J-C, SAINSAULIEU Renaud, *Sociologie de l'association*, Paris, Desclée de Brouwer, 1997.
- NEVEU Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2000.
- OFFERLE Michel (dir.), *La société civile en question, Problèmes économiques et sociaux*, 888, mai 2003.
- SIMEANT Johanna, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.

SOMMIER Isabelle, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2003.

TARROW Sydney, *Power in Movement*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

TOZZI Michel, *Syndicalisme et nouveaux mouvements sociaux. Régionalisme, féminisme, écologie*, Paris, Editions ouvrières, 1982.

## **IV. Club et cercles de réflexions**

### **A. Le phénomène des clubs**

#### *1. Articles*

BAUMAN Serge, « Le renouveau des clubs ? », *Revue politique et parlementaire*, 898, mai-juin 1982, pp.63-79.

BLONDIAUX Loïc, « Les clubs : sociétés de pensée, agencement de réseaux ou instances de sociabilité politique ? », *Politix*, n 2, printemps 1988, pp.29-42.

CAYROL Roland, LAVAU Georges, « Les clubs devant l'action politique », *Revue française de science politique*, vol.15, n°3, 1965, pp.555-569.

COLARD Daniel, « Réflexions sur le renouveau des clubs politiques après l'alternance du 10 mai 1981 », *Pouvoirs*, 25, avril 1983, pp.157-170.

LAVAU Georges, « Les clubs politiques », *Revue française de science politique*, vol.15, n°1, 1965, pp.103-113.

MOSSUZ Janine, « Que sont devenus les clubs ? », *Revue française de science politique*, vol.20, n°5, 1970, pp.964-973.

#### *2. Ouvrages*

BIANCO Jérémie, *Les Rapports entre les partis politiques et les clubs en France. 1962-1967*, mémoire de DEA d'histoire de l'Institut d'études politiques de Paris, 1999.

BOUCHER Stephen, ROYO Martine, *Les think tanks. Cerveaux de la guerre des idées*, Paris, Le Félin, coll. « Echéances », 2006.

BOURDIN Isabelle, *Les sociétés populaires à Paris jusqu'à la chute de la royauté*, thèse pour le doctorat ès lettres, Sirey, 1937.

CAYROL Roland, *Les tentatives de coopération entre clubs politiques en France : 1962-64*, mémoire pour le DES de science politique, 1965.

COLARD Daniel, *Le phénomène des clubs sous la Vème République (1958-65)*, thèse pour le doctorat de science politique, 1965.

COURTEAUX Elisa, *Les clubs politiques en mai 68*, mémoire de maîtrise, Paris I, 1995.

LENGEREAU Etienne, *Le phénomène des clubs depuis 1981*, mémoire de l'IEP d'Aix-en-Provence, 1988.

FAUCHER Jean-André, *Les clubs politiques en France*, Paris, John Didier, 1965.

MOOG Pierre-Emmanuel, *Les clubs de réflexion et d'influence. 2006-2007*, Paris, L'Expansion, 2006.

MOSSUZ Janine, *Les clubs politiques en France*, Paris, Armand Colin, 1970.

OLIVER Vincent, *Les clubs politiques en France*, thèse de droit de l'université d'Aix-en-Provence, 1967.

VAJOU Jean-Claude, « La vie des clubs », rubrique mensuelle de la *Revue politique et parlementaire*, juin 1964- juillet-août 1967.

VAJOU Jean-Claude (débat organisé par), « Pourquoi des clubs ? », *RPP*, n°746, juin 1964, pp. 3-23.

### B. Clubs et cercles de réflexion de gauche

ANDRIEU Claire, *Pour l'amour de la République. Le Club Jean Moulin : 1958-1970*, Paris, Fayard, 2002.

BARBONI Thierry, *La Convention pour la VIème République. Une ressource pour la contestation infra partisane d'un homme politique*, mémoire de DEA de l'université Paris I, 2003.

BARIANI-FRANCESCHI Janine, *La Convention des institutions républicaines et la naissance du parti socialiste*, Mémoire de DES de science politique de l'université Paris II, 1974.

BICHAT Jean-Marcel, *La Convention des institutions républicaines : étude comparée de deux départements : l'Indre et la Nièvre*, mémoire pour le DES de science politique, 1971.

BLONDIAUX Loïc, *Contribution à l'analyse des clubs politiques. Deux études de cas : Espaces 89 et Démocratie 2000*, mémoire de DEA de l'université Paris I, 1987.

CHEVRILLON Olivier, THIBAUD Paul, *Les groupements et sociétés de pensée de gauche*, table ronde de l'AFSP, novembre 1960.

DELIE Julien, *La Fondation St Simon, « L'opinion selon les élites »*, mémoire de DEA de l'université Paris I, 1996.

DESRAMEAUX Gérard, *Le club des Jacobins, carrefour de la gauche démocrate et socialiste (1951-1972)*, mémoire de DES de science politique de l'université Paris 2, 1972.

GUION Jean-Marc, *La spécificité du phénomène récent des sociétés de pensée. Illustration principale : le Club Jean Moulin*, mémoire pour le DES de science politique, 1965.

HAOUDI Gaëlle, *Un groupe d'études et d'action politique : Objectif 1972, Objectif socialiste, 1967-1974*, mémoire de l'université Paris I, 1997.

JULIA David, *La Fondation St Simon et la Fondation March Bloch : analyse comparative des enjeux et des structures*, mémoire de DEA de sociologie politique de l'université Paris I, 2001.

LAIGNEL André, *L'action de la convention des institutions républicaines pour le renouveau de la gauche socialiste*, mémoire de DES de science politique, 1969.

LETRILLIART Philippe, *La naissance et les débuts du Club Jean Moulin (1958-1962)*, mémoire de DEA de l'Institut d'études politiques de Paris, 1988.

LIPIANSKY Edmond, RETTENBACH Bernard, *Ordre et démocratie. Deux sociétés de pensée : de l'Ordre nouveau au Club Jean Moulin*, Paris, PUF, 1967.

LOSCHAK Danièle, *La Convention des institutions républicaines, Mitterrand et le socialisme*, Paris, PUF, 1971.

MITTERRAND Gilbert, *L'influence des clubs de la convention des institutions républicaines sur le renouveau du parti socialiste*, mémoire de DES de science politique de l'université Paris I, 1974.

PUDLOWSKI G., *Jean Popper et l'UGCS*, Paris, St Germain des Prés, 1975.

RECLUS Philippe, *La République impatiente ou le club des Jacobins*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1987.

STAËS Hélène, *Citoyens 60 (1959-1968)*, mémoire de maîtrise d'histoire, Paris I, 1994.

## C. Clubs et cercles de réflexion de droite

### *1. Articles*

SIGODA Patrick, « Les cercles extérieurs du RPR », *Pouvoirs*, 28, 1984, pp.143-158

### *2. Ouvrages*

DESBUISSONS Ghislaine, *La Nouvelle Droite (1968-1984). Contribution à l'étude des idées de droite en France*, thèse de doctorat en science politique de l'Institut d'études politiques de Grenoble, 1984.

DURAND Géraud, *Le Club de l'Horloge dans la recomposition conservatrice des années 80*, mémoire de DEA de science politique de l'université Paris 2, 1994.

DURANTON-CRABOL Anne-Marie, *Visages de la Nouvelle droite : le GRECE et son histoire*, Paris, Presses de la FNSP, 1988.

FROLICH Laurent, *L'influence de la Nouvelle droite sur le Front national*, mémoire de science politique, Paris 2, 1993.

KAPSILIS Alexandre, *La Nouvelle droite en France*, mémoire de DEA d'études politiques de l'université Paris 2, 1986.

MASMONTEIL Arnaud, *Patrie et Progrès, histoire d'un non-conformisme*, mémoire de DEA d'histoire du XXème siècle de l'IEP de Paris, 1992.

MAUS Catherine, *Du front du progrès à l'union travailliste*, mémoire de DES de science politique de l'université Paris 2, 1973.

PACHOMOFF Karella, *Les clubs gaullistes sous la Vème République*, mémoire de maîtrise d'histoire, Paris I, 1994.

RAULT Catherine, *Les clubs politiques d'opposition entre 1981 et 1986 : le cas du Club de l'Horloge*, mémoire de DEA de doctrine et philosophie politique de l'université Paris I, 1987.

TAGUIEFF Pierre-André, *Sur la Nouvelle droite. Jalons d'une analyse critique*, Paris, Descartes&Cie, 1994.

## D. Clubs centristes

MAILHES Anne-Marie, *Les Club Perspectives et Réalités : instrument de dialogue*, mémoire de DES de science politique de l'université Paris 1, 1979.

## E. Fondations politiques

LOUDIN Jacques, *Les fondations démocratiques à vocation politique en France*, rapport au premier ministre, La Documentation française, 1997.

## F. Divers

DESENFANT J., Contribution à l'étude des clubs politiques en France : le club Positions dans le département de l'Allier : 1955-1966, mémoire de science politique de l'IEP de Grenoble, 1967.

GOTTRAUX Philippe, « Socialisme ou barbarie ». *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, 1997.

SALCE Roland, *Technique et Démocratie : une organisation politique originale*, mémoire pour le DES de science politique, 1969.

## V. Les mouvements à la marge

### A. Altermondialisme

#### *1. Articles*

- ANCELOVICI Marcos, « Organizing against globalisation : the case of ATTAC in France », *Politics and society*, vol.30, 3, septembre 2002, pp.427-463.
- ANCELOVICI Marcos, « ATTAC et le renouveau de l'antilibéralisme », *Raisons politiques*, 16, novembre 2004, pp.45-60.
- CRUZEL Elise, « « Passer à l'ATTAC ». Eléments pour l'analyse d'un engagement altermondialiste », *Politix*, 68, 2004, pp.135-163.
- MATHIEU Lilian, « Le mouvement contre la mondialisation libérale », *Regards sur l'actualité*, 276, décembre 2001, pp.17-27.
- NEDELMAN Brigitta, « New political movements and changes in processes of intermediation », *Social Science Information*, vol.26, 6, 1984, pp.1029-1048.

#### *2. Ouvrages*

- AGRIKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier et MAYER Nonna (dir.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005.
- AGRIKOLIANSKY Eric, SOMMIER Isabelle (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La Dispute, 2005.
- DURAND Cédric, *Les Altermondialistes, chroniques d'une révolution en marche*, Paris, Editions Alternatives, 2006.
- FOUGIER Eddy, *Altermondialisme : le nouveau mouvement d'émancipation ?*, Paris, Lignes de repère, 2004.
- Le mouvement altermondialiste*, La Documentation française, 2004.
- LILLET Clémentine, *ATTAC et les classes populaires : l'élargissement de la base sociale du mouvement, vecteur et révélateur des évolutions de l'association*, thèse de l'IEP de Grenoble, 2005.
- PAGIS Julie, *Conditions sociales de l'accord dans un contexte d'action collective. ATTAC et la Confédération paysanne : enquête ethnographique sur deux configurations locales*, mémoire de DEA de sciences sociales de L'EHESS, 2003.
- RULLIERE Sonia, *Géographies d'ATTAC*, mémoire de maîtrise de l'institut géopolitique de l'université Paris 8, 2003.
- SZCZEPANSKI Maxime, *L'engagement « citoyen ». Constructions et représentations contemporaines du militantisme dans les mouvements sociaux en réseau : l'exemple de l'Association pour une taxation des transactions d'aide aux citoyens*, mémoire de DEA de sciences administratives et politiques de l'université Picardie Jules Verne, 2001.
- WIEVIORKA Michel (dir.), *Un autre monde... contestations, désirs et surprises dans l'antimondialisation*, Paris, Balland, 2003.
- WINTREBERT Raphaël, *Décisions, critiques et pouvoirs : vers une sociologie configurationnelle du changement d'ATTAC (1998-2002)*, thèse de sociologie de l'EHESS, 2004.
- WINTREBERT Raphaël, *ATTAC, la politique autrement ? Enquête sur l'histoire et la crise d'une organisation militante*, Editions La Découverte, coll. « Textes à l'appui, politique et société », 2007.

## B. Ecologisme

### *1. Articles*

- BOY Daniel, « L'écologie : une nouvelle culture politique », *Revue d'histoire du XXème siècle*, 44, 1994, pp.45-50.
- PARODI Jean-Luc, « Essai de problématique du mouvement écologiste », *Revue politique et parlementaire*, 878, janvier-février 1979, pp.15-43.
- SAINTENY Guillaume, « Les dirigeants écologistes et le champ politique », *Revue française de science politique*, vol.37, 3, 1987, pp.21-32.
- SAINTENY Guillaume, « Ecologistes : la désunion fait la force », *RPP*, 958, mars-avril 92, pp.28-34.
- SAINTENY Guillaume, « Le Parti socialiste face à l'écologisme. De l'exclusion d'un enjeu aux tentatives de subordination d'un intrus », *Revue française de science politique*, vol.44, 3, 1994, pp.424-461.
- VILLALBA Bruno, « La genèse inachevée des Verts », *Revue d'histoire du XXème siècle*, 53, 1997, pp.85-97.

### *2. Ouvrages*

- ABELES Marc (dir.), *Le défi écologiste*, Paris, L'Harmattan, coll. « Environnement », 1993.
- ALPHANDERY Pierre, BITOUN Pierre, DUPONT Yves, *L'équivoque écologique*, Paris, La Découverte, 1991.
- BENHAMIAS Jean-Luc, ROCHE Agnès, *Des Verts de toutes les couleurs. Histoire et sociologie du mouvement écologiste*, Paris, Albin Michel, 1992.
- BOY Daniel, JACQUES LE SEIGNEUR Vincent, ROCHE Agnès, *L'écologie au pouvoir*, Paris, presses de Sciences Po, 1995.
- BOZONNET Jean-Paul, JAKUBEC Joël, *L'écologisme à l'aube du XXIème siècle. De la rupture à la banalisation ?*, Genève, Georg, coll. « Stratégies énergétiques, Biosphère et Société », 2000.
- BRODAGH Christian, *Objectif Terre. Les Verts de l'écologie à la politique*, Paris, Editions du Félin, 1990.
- CASTORIADIS Cornelius, COHEN BENDIT Daniel, *De l'écologie à l'autonomie*, Paris, Seuil, coll. « Techno-critique », 1981.
- Collectif, *Les écologistes par eux-mêmes*, Paris, Marabout, 1977.
- Ecologisme et politique*, journée d'étude de l'AFSP, 26 septembre 1980, ronéotypé.
- En Vert et contre tout ? L'écologie en politique*, Politix, 9, 1990.
- FAUCHER Florence, *Les habits verts de la politique*, Paris Presses de Sciences Po, 1999.
- FOING Dominique, *Le livre des Verts. Dictionnaire de l'écologie politique*, Paris, Editions du Félin, 1994.
- GAUCHET Grégoire, *Implantation politique et associative des écologistes en Alsace*, mémoire de DEA de l'université Robert Schuman, 1991.
- GEORGAKIS Nicolas, *Les aspects politiques et idéologiques du mouvement écologiste*, mémoire de DEA, Paris I, 1982.

- HANDLEY D., *L'écologisme et les attitudes politiques des Français*, Genève, Université de Genève, 1979.
- HIRSINGER Julien, *Ecologistes et parti politique*, mémoire de l'IEP de Paris, 1992.
- JACOB Jean, *Les sources de l'écologie politique*, Paris, Seuil, 1995.
- JACOB Jean, *La subversion écologiste : contribution à une nouvelle intelligence de l'écologie politique*, thèse de doctorat en science politique de l'université Paris II, 1998.
- PARKIN Sam, *Green parties. An international guide*, London, Heretic books, 1991.
- PERROT Chantal, *Les mouvements écologistes face à l'action politique*, mémoire de DEA d'Etudes politiques de l'université Paris II, 1979.
- RIHOUX Benoît, *Les partis politiques, organisations en changement : le test des écologistes*, Paris, L'Harmattan, 2001.
- ROCHE Agnès, *Raisons et significations de l'émergence de l'écologie politique en France à la fin des années 80*, thèse de l'EHESS, 1992.
- PIRIOT Anne, *Génération Ecologie : cristallisation d'un nouveau mouvement politique*, mémoire de DEA de science politique, Paris 2, 1993.
- PRENDIVILLE Brendan, *L'Ecologie, La politique autrement ? Culture, sociologie et histoire des écologistes*, Paris, L'Harmattan, 1993.
- PROMIER R., JACQUES LE SEIGNEUR Vincent, *Génération verte*, Paris, Presses de la Renaissance, 1992.
- SAINTENY Guillaume, *Le rejet du champ politique, causes et chances de succès : le cas des dirigeants écologistes en France*, mémoire de DEA de Sociologie politique de l'université Paris I, 1983.
- SAINTENY Guillaume, *Les Verts*, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1991.
- SAINTENY Guillaume, *L'introuvable écologisme français ?*, Paris, PUF, 2000.
- SLE SSAREFF Alexandre, *Des « Ecologistes » à Paris : contribution à l'étude d'une tension en politique : le cas des « Verts » et de « Génération Ecologie » : pratiques, représentations et trajectoires politiques*, mémoire de DEA Organisations et politiques publiques, Paris II, 1992.
- SORNETTE Christophe, *La question des médiations politiques dans les mouvements écologistes et féministes*, thèse de l'université Paris VIII, 1980.
- VADROT Claude-Marie, *Historique des mouvements écologistes*, Paris, Association française de science politique, 1980.
- VILLALBA Bruno, *De l'identité des Verts. Essai sur la constitution d'un nouvel acteur politique*, thèse de l'université Lille II, 1995.
- ZENAF ZIANI Nadine, *Le mouvement écologiste français. Contribution à l'étude des paramètres concourant à l'affirmation d'un courant politique*, thèse de doctorat en droit public de l'université Lyon III, 1988.

## C. Autres

### *I. Articles*

- BERNARD Jean-Pierre, BLANCHERIE Jean-Marc, LECOMTE Patrick., « Les Groupes d'action municipale dans le système politique local : Grenoble, Valence, Chambéry », *RFSP*, 22 (2), 1972, pp.296-318.
- BRUNETEAU Bernard, « Le « mythe de Grenoble » des années 1960 et 1970 : un usage politique de la modernité », *Revue d'histoire du XX<sup>ème</sup> siècle*, 58,1, 1998, pp.111-126.

MARC Xavier, PINA Christian, « Les élections de 2002 : la grande mue pour CPNT ? », *RPP*, 1020-1021, septembre-octobre/novembre-décembre 2002, pp.184-185.

## 2. Ouvrages

SELLIER Michèle, *Les groupes d'action municipale*, thèse de doctorat d'Etat en science politique de l'université Paris I, 1975.

TRAINI Christophe, *Les braconniers de la République*, Paris, PUF, coll. « Politique d'aujourd'hui », 2003.

## **VI. Familles politiques et courants de pensée**

### **A. Extrême-gauche, PCF**

DREYFUS Michel, *Le parti communiste français. Crise et dissidences*, Paris, Complexe, coll. « Questions au XXème siècle », 1990.

PUDAL Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989.

RAYNAUD Philippe, *L'extrême gauche plurielle*, Paris, Autrement, 2006.

RODRIGUEZ-ARAUJO Octavio, *Gauches et gauchisme. De la I ère Internationale à Porto Alegre*, Paris, L'Atalante, 2004.

### **B. Gauche**

#### *1. Articles*

CAYROL Roland, « Les « fédérés » et leurs problèmes », *RFSP*, 16 (5), octobre 1966, pp.960-966.

CAYROL Roland, YQMAL Colette, « La fédération et ses unanimités », *RFSP*, 17(1), 1967, pp.87-97.

CAYROL Roland, TAVERNIER Yves, « Sociologie des adhérents du PSU », *RFSP*, 19 (3), 1969, pp.699-707.

COTTA Michèle, « Le PSU, les couches nouvelles et le régime », *RFSP*, 13 (2), 1963, pp. 450-454.

HATZFLED Hélène, « Révolution culturelle du PS dans les années 70 ? », *Revue d'histoire du XXème siècle*, 96, octobre-décembre 2007, pp.77-90.

HURTIG Serge, « La SFIO face à la Vème République », *RFSP*, 14 (3), 1964, pp.526-555.

TARIS Joan, « L'échec de la grande fédération démocrate et socialiste », in GUILLAUME Sylvie (dir.), *Le centrisme en France aux XIXème et XXème siècles : un échec ?*, Pessac, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2005, pp.143-152.

## 2. Ouvrages

AFSP, *L'état des forces politiques à la veille de l'élection présidentielle. La candidature Defferre : analyse rétrospective*, Les entretiens du samedi, 5, novembre 1965.

BARRILLON Raymond, *La gauche française en mouvement*, Paris, Plon, coll. « Tribune libre », 1967.

BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *Le Long Remords du pouvoir. Le Parti socialiste français, 1905-1992*, Paris, Fayard, 1992.

- BERNSTEIN Serge, *Le Parti socialiste entre Résistances et République*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2000.
- CAYROL Roland, *François Mitterrand (1945-1967)*, CEVIPOF, Recherches, 5, juillet 1967.
- CELLARD André, *La Fédération de la gauche démocratique et socialiste*, thèse pour le doctorat de sciences politiques, université d'Aix-Marseille, 1990.
- CHAUSSON Jérôme, *Les socialistes et l'alliance avec le PCF (1962-1971)*, mémoire de maîtrise d'histoire de l'université de Reims, 1999.
- DUHAMEL Olivier, *La Gauche et la Vème République*, Paris, PUF, 1993.
- DUHAMEL Eric, *L'Union démocratique et socialiste de la Résistance, 1945-65*, thèse de doctorat de l'université Paris IV, 1993.
- GUISNEL Jean, *Charles Hernu ou la République au cœur*, Paris, Fayard, 1993.
- HAMON Hervé, ROTMAN Patrick, *La deuxième gauche. Histoire intellectuelle et politique de la CFDT*, Paris, Seuil, 2002.
- HATZFLED Hélène, *L'évolution de la conception du pouvoir local au Parti socialiste (1971-1981)*, mémoire de DEA de science politique de l'IEP de Paris, 1982.
- HEURGON Marc, *Histoire du PSU. 1- La Fondation et la guerre d'Algérie (1958-1962)*, Paris, La Découverte, 1994.
- HURTIG Christiane, *De la SFIO au NPS*, Paris, Armand Colin, 1970.
- HURTIG Serge, *Alain Savary : politique et honneur*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.
- KESLER Jean-François, *De la gauche dissidente au nouveau Parti socialiste. Les minorités qui ont rénové le PS*, Paris, Privat, 1990.
- KRAUS François, *Les Assises du socialisme ou l'échec d'une tentative de rénovation d'un parti*, mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine de l'université Paris I, 2001.
- LAFON François, *Guy Mollet, secrétaire général du parti socialiste SFIO, 1946-1969. Recherches sur les principes du mollétisme*, thèse de l'EHESS, 1993.
- LEFEBVRE Rémi, SAWICKI Frédéric, *La société des socialistes*, Paris, Editions du Croquant, 2006.
- LEMERCIER M., *L'émergence d'une tendance au sein du Parti socialiste : la tendance des assises du socialisme*, mémoire de l'IEP d'Aix-en-Provence, 1984.
- MORIN Gilles, *De l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie au parti socialiste autonome (1954-1960). UN courant socialiste de la SFIO au PSU*, thèse de l'université Paris I, 1991
- NANIA Guy, *Un parti de la gauche. Le PSU*, Paris, Librairie Gedalge, 1966.
- PORTELLI Hugues, *Le parti socialiste*, Paris, Monchrestien, 1998.
- REY Henri, SUBILEAU Françoise, *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Presses de la FNSP, 1991.
- SAWICKI Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste : sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.
- SERNE Pierre, *Le NPS d'Alfortville à Epinay (1969-1971)*, mémoire de maîtrise d'histoire de l'université Paris I, 1993.
- VERRIER Benoît, *Loyauté militante et fragmentation des partis : du CERES au MDC*, thèse de l'université de Strasbourg 3, 2003.
- YSMAL Colette, « Les fonctions du PSU dans le système politique français », journée d'étude de l'AFSP, avril 1980.

### C. Centrisme

- BERNSTEIN Serge, *Histoire du parti radical*, Paris, Presses de la FNSP, 1982, 2 volumes.
- BERNSTEIN Serge, RÉMOND René, SIRINELLI Jean-François, *Les années Giscard*, Paris, Fayard, coll. « Nouvelles études contemporaines », 2003.
- COLLIARD Jean-Claude, *Les Républicains indépendants, Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, PUF, 1971.
- IRVING R.E.M., *Christian democracy in France*, London, George Allen&Unwin Ltd, 1973.
- LEPOUDERE Stéphane, *Le Centre démocrate*, mémoire de DES de science politique de l'université Paris 2, 1974.
- LETAMENDIA Pierre, *Le MRP. Histoire d'un grand parti français*, Paris, Beauchesne, 1995.
- MASSART Alexis, *L'UDF*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- SAUGER Nicolas, *Les scissions de l'UDF : unité et dissociation des partis, mécanismes de transformation de l'offre partisane*, thèse de l'Institut d'études politiques de Paris, 2003.

### D. Droite

#### *1. Articles*

- BAUDOIN Jean, « Le « moment néo-libéral » du RPR : essai d'interprétation », *RFSP*, 6, 1990, pp.830-843.
- BRECHON P., DERVILLE J., LECOMTE P., « L'univers idéologique des cadres RPR. Entre l'héritage gaulliste et la dérive droitiste », *RFSP*, 37 (5), octobre 1987, pp.675- 695.
- CONFAVREUX Joseph, LINDGAARD Jade, « L'hémisphère droit ou comment la droite est devenue intelligente », *Mouvements*, 52, novembre-décembre 2007, pp.14-34.
- GUIOL Patrick, NEVEU Erik, « Sociologie des adhérents gaullistes », *Pouvoirs*, 28, 1984, pp.91-106.

#### *2. Ouvrages*

- BERNSTEIN Serge, *Histoire du gaullisme*, Paris, Perrin, 2001.
- BRESSON Gilles, THENARD Jean-Michel, *Les 21 jours qui ébranlèrent la droite*, Paris, Grasset, 1989.
- BRONCA Eric, *Le roman de la droite. 1974-1998. Chronique d'un échec*, Paris, J-C Lattès, 1998.
- BUJADOUX (de) Jean-Félix, GAMBOTTI Christian, *La révolution politique chiraquienne*, Paris, Editions 1, 2003.
- CARREZ Jean-François, WILTZER Pierre-André, *Le gaullisme de gauche*, mémoire de l'IEP de Paris, 1962.
- CHARLOT Jean, *Le phénomène gaulliste*, Paris, Fayard, 1970.
- COMBLE DE NAYVES (de) Dominique, VILLEMOT Dominique, *Le gaullo-gauchisme*, mémoire de l'IEP de Paris, 1975.
- DENORD François, *La conversion au marché, droites et libéralisme économique dans la France des années 1980 : l'exemple du RPR (1979-1984)*, mémoire de DEA de l'IEP de Paris, 1999.
- DENORD François, *Néolibéralisme version française. Histoire d'une idéologie politique*, Paris, Démopolis, 2007.

- DEWIT Pascal (dir.), *Libéralisme et partis libéraux en Europe*, Bruxelles, éditions de l'Université de Bruxelles, coll. « Sociologie politique », 2002.
- FREMONTIER Jacques, *Les cadets de la droite*, Paris, Seuil, coll. « Points », 1984.
- HENRY Nicolas, *Les clivages de l'UMP*, mémoire de DEA de science politique de l'université Paris 2, 2004.
- LETIGRE Henri, *La réaction du RPR à la percée du FN*, Paris, La Pensée universelle, 1988.
- MOUREAUD Valérie, *Alain Madelin : une trajectoire politique*, mémoire de DEA de science politique de l'université Paris 2, 2001.
- RAOUT Hugo, *L'union de la droite ou le mythe de Sisyphe revisité*, mémoire de DEA de science politique de l'université Paris 2, 2001.
- REMOND René, *Les Droites en France*, Paris, Aubier-Montaigne, 1982 (réédition 2005).
- RONCHI Francesco, *Une ingénierie partisane : genèse et effets des instruments de gestion du pluralisme au sein de Forza Italia et de l'UMP*, mémoire de l'IEP de Paris, 2006.
- SIRINELLI Jean-François (dir.), *Histoire des droites en France*, Paris, Gallimard, 1992, 3 tomes.
- VUILLEMIN François, *Georges Pompidou et les gaullistes de gauche. Conflits idéologiques et enjeux de pouvoir, 1962-1968*, mémoire de DEA d'études politiques de l'IEP de Paris, 1988.

### E. Extrême-droite

- BOURSEILLER Christophe, *La nouvelle extrême-droite*, Paris, Editions du Rocher, 2003.
- GUILMOTO Antoine, *Le Parti des forces nouvelles. Un visage de la Nouvelle Droite*, mémoire de DEA d'études politiques de l'université Paris 2, 1978.

### F. Divers

- GUERRIER Nadine, « *Jeune République* » de 1912 à 1945, thèse de science politique, Paris II, 1979.

## **VII. Le rôle des intellectuels**

### A. Articles

- BOURDIEU Pierre, BOLTANSKI Luc, « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Paris, juin 1976, 2/3, pp.4-73.

### B. Ouvrages

- JULLIARD Jacques, WINOCK Michel (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris, Seuil, 2002.
- MACCIOCCHI Maria-Antonietta, *Pour Gramsci*, Paris, Seuil, coll. « Tel quel », 1974.
- NORA Pierre, « Que peuvent les intellectuels ? », *Le Débat*, n 1, mai 1980.
- ORY Pascal, SIRINELLI Jean-François, *Les intellectuels en France*, Paris, Armand Colin, 1986.
- RIEFFEL Rémy, *La Tribu des clercs. Les intellectuels sous la Vème République*, Paris, Calmann-Lévy, 1993.
- RIOUX Jean-Pierre, SIRINELLI Jean-François, *La Guerre d'Algérie et les intellectuels française*, Bruxelles, Complexe, 1991.

SIRINELLI Jean-François (dir.), *Génération intellectuelle*, Cahier de l'Institut d'histoire du temps présent, 6, 1987.

SIRINELLI Jean-François, *Aux marges de la République. Essai sur le métabolisme républicain*, Paris, PUF, 2001.

WINOCK Michel, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, 1997.

TETART Philippe, *France Observateur 1950-1964. Histoire d'un courant de pensée intellectuel*, thèse pour le doctorat d'histoire, Paris, 1995.

## **VIII. Elections**

CEVIPOF (Centre d'étude de la vie politique française), « L'élection présidentielle des 5 et 9 décembre 1965 », *Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques*, Paris, Armand Colin, 1970.

CAYROL Roland, « Les préparatifs de la gauche », in *Les élections législatives de mars 1967*, Cahiers de la FNSP, 170.

SCHWARTZENBERG Roger-Gérard, *La campagne présidentielle de 1965*, Paris, PUF, 1967.

## **IX. Témoignages et essais**

AGUITON Christophe, *Le monde nous appartient*, Paris, 10-18, coll. « Fait et cause », 2003.

ALEPS, *Problèmes actuels. Réponses libérales. 5<sup>ème</sup> semaine de la pensée libérale*, Paris, Albatros, 1973.

ATTAC, *Tout sur Attac*, Paris, Mille et une nuits, 2000.

BARETS Jean, *La Fin des Politiques*, Paris, Seuil, 1962.

BARETS Jean, *Nouvelles Equations Politiques*, Paris, Calmann-Lévy, 1964.

BARETS Jean, *La Politique en révolution*, Paris, Robert Laffont, 1970.

BARRE Raymond, *Programme de Blois, objectifs d'action pour les libertés et la justice*, Paris, Fayard, 1978.

BENOIST Alain de, *Vu de droite*, Paris, Copernic, 1977.

BENOIST Alain de, *Les Idées à l'endroit*, Paris, Editions libres Hallier, 1979.

BENOIST Alain de, *Démocratie : le problème*, Paris, Le Labyrinthe, 1985.

BENSAID Daniel, *Un monde à changer. Mouvements et stratégies*, Paris, Textuel, 2003.

BOURLANGES Jean-Louis, *Droite année zéro*, Paris, Flammarion, 1988.

BUISSON Patrick (dir.), *Le guide de l'opposition*, Lyon, Intervalles, 1997.

BURON Robert (avec OFFREDO Jean et les équipes d'Objectif 72), *Demain la politique*, Paris, Denoël, 1970.

CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, Paris, L'Harmattan, coll. « Des poings et des roses », 2007.

CHARBONNEAU Bernard, *Le feu vert. Autocritique du mouvement écologiste*, Paris, Karthala, 1980.

CHEVENEMENT Jean-Pierre, *Le vieux, la crise, le neuf*, Paris, Flammarion, 1975.

Cercle Denis Diderot, *Un projet politique pour dépasser la crise*, Paris, 1987.

- Club de l'Horloge, *L'Union de la droite est-elle possible ?*, Etudes et documents du Club de l'Horloge, 1989.
- Club Jean Moulin, *L'Etat et le citoyen*, Paris, Seuil, 1961.
- Club Jean Moulin, *Un parti pour la gauche*, Paris, Seuil, 1965.
- Club Jean Moulin, *Les Citoyens au pouvoir*, Paris, Seuil, 1968.
- Club Jean Moulin, *Que faire de la révolution de mai ?*, Paris, Seuil, 1968.
- Club Nouvelle frontière, *Le dossier du 27 avril*, Paris, Grasset, 1969.
- Club Nouvelle frontière, *Radioscopie des oppositions*, Paris, Plon, 1973.
- Club Nouvelle frontière, *Le gaullisme aujourd'hui*, Paris, Julliard, 1985.
- Club Participer, *Projet d'avenir pour la France*, 1982.
- Centre national des indépendants et paysans, *Pour un libéralisme authentique*, 1978.
- Collectif, *Généralisations altermondialiste. Expériences et pratiques*, Paris, Syllepse, 2003.
- Comités d'action républicaine, *Demain le chêne. Pour la France, contre le socialisme*, Paris, Albatros, 1982.
- Convention des institutions républicaines, *L'esprit de décembre*, les cahiers de la CIR, 20, octobre 1966.
- DE CAUMONT Robert, TESSIER Marc, *Les GAM*, Paris, Editions universitaires, 1971.
- DEFFERRE Gaston, *Un nouvel horizon*, Paris, Seuil, 1965.
- DE GUENIN Jacques, *ATTAC ou l'intoxication des personnes de bonne volonté*, Paris, Institut Charles Coquelin, 2004.
- DE LESQUEN Henry, *Penser l'antiracisme*, Paris, Godefroy de Bouillon, 1999.
- DELORS Jacques, *Mémoires*, Paris, Plon, 2004.
- DELPHA Jacques, WYPLOSZ Charles, *La fin des privilèges. Payer pour réformer*, Paris, Hachette, coll. « Télés », 2007.
- DEPREUX Edouard, *Servitude et grandeur du PSU*, Paris, Syros, 1974.
- DUMONT René, *Seule une écologie socialiste...*, Paris, Robert Laffont, 1977.
- DUMONT René, LALONDE Brice et MOSCOVICI Serge, *Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?*, Paris, Le Seuil, 1978.
- Institut Montaigne, *25 propositions pour développer les fondations en France*, Paris, Institut Montaigne, 2002.
- DESCAMPS Etienne, *Militer. Une vie pour un engagement collectif*, Paris, Fayard, 1971.
- Fondation Copernic, *Propositions pour des politiques alternatives*, Paris, Syllepse, 2006.
- Fondation Jean Jaurès, *Comprendre le référendum du 29 mai 2005*, Paris, Plon, coll. « Fondation Jean Jaurès », 2005.
- FURET François, JULLIARD Jacques, ROSANVALLON Pierre, *La République du centre* Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 1988.
- Gauche alternative, *Un autre monde en marche !*, Paris, Syllepse/Au diable vauvert, 2007.
- GORZ André, *Ecologie et politique*, Paris, Seuil, 1978.
- GOUSTAT André, *La parole aux terroirs. La manifeste des chasseurs*, Paris, Editions du Rocher, 1994.
- GUENA Yves et le Cercle Périclès, *Les cent premiers jours*, Paris, Albatros, 1985.

- GRUNBERG Gérard, LAIDI Zaki, *Sortir du pessimisme social. Essai sur l'identité de la gauche*, Paris, Hachette, coll. « Télos », 2000.
- HAUTEVILLE Marcel, « Pourquoi Jean Moulin ? », in HAUTEVILLE Marcel, SUFFERT Georges, VILLARET Jules, *Le Club Jean Moulin*, Paris, Centre d'études et de documentation, non daté.
- HERNU Charles, *Priorité à gauche*, Paris, Seuil, 1969.
- LAIGNEL André, *A la force de nos idées. Pour un renouveau socialiste*, Paris, Robert Laffont, 1987.
- LALONDE Brice, SIMMONET Dominique, *Quand vous voudrez*, Paris, Pauvert, 1978.
- LALONDE Brice, *Sur la vague verte*, Paris, Robert Laffont, 1981.
- LALONDE Brice, *L'écologie en bleu*, Paris, L'Archipel, 2001.
- LEBRETON Philippe, *L'excroissance, les chemins de l'écologie*, Paris, Denoël, 1978.
- Les Amis de la Terre, *L'écologie contre le chômage*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 1984.
- LIPIETZ Alain, *Qu'est-ce que l'écologie politique ?*, Paris, La Découverte, 2003.
- LOUDA Dinah, « Le think tank américain : production et marketing des idées politiques », Note de la Fondation St Simon, septembre 1998.
- MANDRIN Jacques, *L'Enarchie ou les mandarins de la société bourgeoise*, Paris, La Table ronde de Combat, 1967.
- MITTERRAND François, *Ma part de vérité. De la rupture à l'unité*, Paris, Fayard, 1969.
- MITTERRAND François, *La Rose au Poing*, Paris, Flammarion, 1973.
- MITTERRAND François, *La Paille et le Grain, Chronique*, Paris, Flammarion, 1975.
- MITTERRAND François, *L'abeille et l'architecte*, Paris, Flammarion, 1978.
- NANIA Guy, *Le PSU. Un parti de la gauche*, Paris, Librairie Gedalge, 1966.
- NANIA Guy, *Le PSU avant Rocard*, Paris, Roblot, 1973.
- PAILLET Marc, *Gauche, année zéro*, Paris, NRF, coll. « Idées », 1963.
- Parti socialiste, *Programme pour les élections municipales des 14 et 21 mars 1971*, 1971.
- Parti socialiste, *Pour le socialisme. Le livre des Assises du socialisme*, Paris, Stock, 1974.
- Parti socialiste (secrétariat national à la formation), *L'identité du PS. Front de classe, union de la gauche, autogestion*, 1975.
- PSU, *Contrôler aujourd'hui pour décider demain. Manifeste adopté par le 8<sup>e</sup> congrès national du PSU (9-11 décembre 1972)*, préface de Michel Rocard, Paris, Tema-éditions, 1973.
- POPEREN Jean, « La gauche à la recherche d'une stratégie », *Politique aujourd'hui*, août-septembre 1969, 8-9, pp.3-7.
- POPEREN Jean, *La Gauche française. Le nouvel âge, 1958-1965*, Paris, Fayard, 1972.
- POPEREN Jean, *L'Unité de la gauche : 1965-73*, Paris, Fayard, 1975.
- Pour un gramscisme de droite*, actes du 10<sup>ème</sup> colloque national du GRECE (Groupe de recherches et d'études pour la civilisation européenne), novembre 1981.
- REMOND René, *Mémoires. 50 ans de réflexion politique*, Paris, Julliard, 1983.
- ROCARD Michel, *Le PSU et l'avenir socialiste de la France*, Paris, Seuil, 1969.
- ROCARD Michel et les clubs Convaincre, *Un projet pour dépasser la crise*.

- ROCARD Michel, *Le cœur à l'ouvrage*, Paris, Odile Jacob, 1987.
- SAMUEL Laurent, *Guide pratique de l'écologiste*, Paris, Pierre Belfond, 1978.
- SAVARY Alain, *Pour le nouveau parti socialiste*, Paris, Seuil, coll. « Points », 1970.
- SEGUIN Philippe, *Réussir l'alternance. Contre l'esprit de revanche*, Paris, Robert Laffont, 1985.
- SIMMENOT Philippe, *Les nucléocrates*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1978
- SIMON Pierre-Henri, *Contre la torture*, Paris, Seuil, 1957.
- SORMAN Guy, *Le progrès et ses ennemis*, Paris, Fayard, 2001.
- SUFFERT George, *De Defferre à Mitterrand : la campagne présidentielle*, Paris, Seuil, 1966.
- Technique et Démocratie, *Si la gauche voulait*, Paris, Publications premières, coll. « TED », 1969.
- VALLON Louis, *L'anti de Gaulle*, Paris, Seuil, 1969.
- WAECHTER Antoine, *Dessine-moi une planète, l'écologie maintenant ou jamais*, Paris, Albin Michel, 1990.

## **X. Etudes de milieu, divers**

### **A. Articles**

- FOUILLOUX Etienne, « Quarante ans de « main tendue » et ceux qui l'ont prise », *Autrement*, 8, février 1977, pp.83-105.
- PINTO Louis « Les affinités électives. Les amis du Nouvel Observateur comme « groupe ouvert » », *ARSS*, 36-37, février-mars 1981, pp.105-124.

### **B. Ouvrages**

- AUMAGE Michel, LAMY Patrick, *La participation. Citoyenneté dans l'entreprise, utopie ou réalité ?*, Paris, les éditions d'Organisation, 1995.
- BAUCHARD Philippe, *Les Technocrates et le pouvoir. X-Crise, CGT, clubs*, Paris, Arthaud, 1966.
- BIRNBAUM Pierre, *Les sommets de l'Etat. Essai sur l'élite du pouvoir en France*, Seuil, coll. « Points », 1977.
- BODIGUEL Jean-Luc, QUERMONNE Jean-Louis, *La Haute Fonction publique sous la Vème République*, Paris, PUF, 1983.
- DUBOIS Vincent, DULONG Delphine, *La question technocratique : de l'invention d'une figure aux transformations de l'action publique*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1999.
- DULONG Delphine, *Moderniser la politique, aux origines de la Vème République*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- KAHN Jacques, *La Participation. Ce que de Gaulle nous cache*, Paris, Editions sociales, 1969.
- MALLET Serge, *La nouvelle classe ouvrière*, Paris, 1963.
- ROUBAN Luc, « Les attitudes politiques des fonctionnaires, vingt ans d'évolution », Paris, *Les Cahiers du CEVIPOF*, 24, mai 1999, p.22-28.

SEBOK Olga, *Le rapport des catholiques de gauche à la politique*, mémoire de DEA de Systèmes politiques comparés de l'université Paris I, 1986.

VIRY Laurence, *Le monde vécu des universitaires ou La République des Egos*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Le sens social », 2006.

## **XI. Exemples étrangers**

### **A. Articles**

ABELSON Donald E., CARBERRY Christie M., « Following Suit or Falling Behind? A Comparative Analysis of Think tanks in Canada and the United States », *Canadian Journal of Political Science*, vol.31, 98, 3, pp.525-555.

CHARLOT Monique, « Doctrine et image : le thatchérisme est-il un populisme ? », in CLARK David, « Les *think tanks* dans le gouvernement britannique : développements depuis les années 70 », *Politique et management public*, vol.14, 3, septembre 1996, pp.67-87.

MEDVETZ Thomas, « Les *think tanks* aux Etats-Unis. L'émergence d'un sous-espace de production des savoirs », *ARSS*, 176-177, mars 2009, pp.83-93.

PAPAZIAN Patrick, « *Think tanks*...à la française ! Evolution et moyens des groupes de réflexion », in Rapport Anteios, PUF, 2007, pp.181-185.

SPEER Benedikt, « Le rôle des fondations politiques en République fédérale d'Allemagne », *Revue française d'administration publique*, 100, octobre-décembre 2001, pp.713-720.

KANDIAH David Michael, SELDEN Anthony (dir.), dossier spécial « Ideas and Think tanks in Contemporary Britain », *Contemporary British History*, vol.10, 1-2, printemps-été 1996, pp.73-87.

### **B. Ouvrages**

ADONIS Andrew, HAMES Tim, *A conservative revolution ? The Thatcher-Reagan decade in perspective*, Manchester, Manchester University Press, 1994.

ANSELL Amy E., *Unraveling the Right. The New Conservatism in American Thought and Politics*, Boulder, Westview Press, 1998.

BEAUTÉ Jean, *La présidence Reagan. Premier mandat, 1981-1985*, Paris, Notes et études documentaires, 4767, décembre 1985.

BEN BARKA Mokhtar, *La Nouvelle Droite américaine, des origines à nos jours*, Paris, Presses universitaires de Valenciennes, 1996.

DENHAM Andrew, GARNETT Mark (dir.), *British think tanks and the climate of opinion*, London, UCL Press, 1998.

DENHAM Andrew, GARNETT Mark, STONE Diane, *Think tanks across nations : a comparative approach*, Manchester, Manchester University Press, 1998.

DESMOULINS Lucile, *Le rôle des think tanks dans les processus de décision de politique extérieure. Analyse comparée : Etats-Unis, Royaume-Uni, France*, thèse de l'université Paris 4, 2005.

FORRAT-JAIME Jérémie, *Expertise, Savoir et Pouvoir en Chine contemporaine. Le cas des think tanks chinois*, mémoire de master « Sociétés et Politiques comparées » de l'IEP de Paris, 2006.

JOSLAIN Evelyne, *L'Amérique des think tanks. Un siècle d'expertise privée au service d'une nation*, Paris, L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », 2006.

- KESSLER Nicolas, *Le conservatisme américain*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1998.
- LARUE Muriel, *Les fondations politiques allemandes. Des acteurs au service de la promotion de la démocratisation de la politique étrangère allemande. L'exemple de l'action de la Fondation Friedrich Ebert en République tchèque*, mémoire de DEA de relations internationales de l'université Paris 2, 2001.
- LEUREZ Jacques (dir.), *Le thatchérisme. Doctrine et action*, Paris, La Documentation française, coll. « Notes et études documentaires », 4765, 1984.
- MACGANN James G., *The global « go-to think tanks ». The leading public policy research organizations in the world*, 2008.
- MEZITI Kamel, *L'expérience Thatcher : nouveau conservatisme et projet de société*, thèse de l'université Paris 4, 1996.
- PESEY Alexandre, *La Fondation Héritage : moteur du conservatisme américain*, mémoire de DEA de science politique de l'université Paris 2, 2002.
- RICH Andrew, *Think tanks, public policy and the politics of expertise*, New York, Cambridge University Press, 1994.
- SAMAAN Jean-Loup, *Contribution à une sociologie de l'expertise militaire : la RAND Corporation dans le champ des études stratégiques depuis 1989*, Paris I, 2009.
- SCHOENWALD Jonathan M., *A time for choosing. The Rise of Modern American Conservatism*, New York, Oxford University Press, 2001.
- SMITH James Allen, *The Idea Brokers. Think tanks and the Rise of the New Policy Elite*, New York, The Free Press, 1991.
- STONE Diane, *Capturing the political imagination: think tanks and the policy process*, 1996.
- Service des affaires européennes du Sénat, division des études de législation comparée, *L'action internationale des fondations politiques allemandes et de leurs homologues étrangers*, Paris, juin 1994.
- TOURNÈS Ludovic (dir.), *L'argent de l'influence. Les fondations américaines et leurs réseaux européens*, Paris, Autrement, 2010.

## **XII. Sites Internet**

### **A. Sites des structures non-partisanes**

- ADELS : <http://www.adels.org/>
- ALEPS : <http://www.libres.org/francais/aleps.htm>
- ATTAC : <http://www.france.attac.org>
- Cercle Frédéric Bastiat : <http://bastiat.net/fr/>
- Cercles libéraux :  
<http://sapaudie.fr/demlib/www.cerclesliberaux.com/newsite/newcercles/index.php3>
- Club 89 : <http://www.club89.org/>
- Club de l'Horloge : <http://www.clubdelhorloge.fr/>
- Confrontations Europe : <http://www.confrontations.org/fr/>
- Convention Démocrate-Club Perspectives&Réalités : <http://www.hervedecharette.fr/>
- Convention pour une 6<sup>ème</sup> République : <http://www.c6r.org/>
- Convictions : <http://clubconvictions.fr/Convictions/Accueil.html>
- Debout la République : <http://www.debout-la-republique.fr/>
- En temps réel : <http://www.entempsreel.org>
- Dialogue et Initiative : <http://www.dialogue-initiative.com/category/nos-valeurs/>
- Fondation Concorde : <http://www.fondationconcorde.com/>
- Fondation Copernic : <http://www.fondation-copernic.org/>

Fondation Res Publica : <http://www.fondation-res-publica.org/>  
Fondation du 2 mars : <http://fondationdu2mars.over-blog.com/>  
Fondation Gabriel Péri : <http://www.gabrielperi.fr/>  
Fondation Jean Jaurès : <http://www.jean-jaures.org/>  
Fondation pour l'innovation politique : <http://www.fondapol.org/>  
Fondation Robert Schuman : <http://www.robert-schuman.eu/>  
Forum de la gauche citoyenne : <http://www.forumgc.org/spip.php?article719>  
France.9 : <http://www.blog-fillon.com/categorie-475306.html>  
Génération libérale : <http://www.libres.org/main.htm>  
Héritage et progrès : <http://www.heritage-progres.com/>  
Institut Choiseul : <http://www.choiseul.info/>  
Institut de formation politique : <http://www.ifpfrance.org/>  
Institut français pour la recherche sur les administrations publiques : <http://www.ifrap.org/>  
Institut Montaigne : <http://www.institutmontaigne.org/site/page.php>  
Institut Thomas More : <http://www.institut-thomas-more.org/>  
Institut Turgot : <http://blog.turgot.org/>  
Nouvelle Droite-GRECE : <http://grece-fr.com/>  
Politique autrement : <http://www.politique-autrement.org/>  
Les Réformateurs : <http://www.cercleslocaux-reformateurs.fr/fr/accueil.html>  
La République des idées : <http://www.repid.com/>  
Télos : <http://www.telos-eu.com/>  
Terra Nova : <http://www.tnova.fr/>

## B. Autres

Observatoire français des think tanks : <http://www.oftt.eu/>  
Nonfiction, site consacrant régulièrement des articles aux cercles de réflexion :  
<http://www.nonfiction.fr/>  
Site de François-Bernard Huyghe : <http://www.huyghe.fr/>

## Table des annexes

---

### ANNEXE 1 : Entretiens

Annexe 1-1 : Entretien avec Jacques Dauer, ex-secrétaire général du Front du progrès et président de l'Académie du gaullisme, 16 juillet 2007.....	428
Annexe 1-2 : Entretien avec Mirka Ivanova, directrice de cabinet de Franck Debié (président de la Fondation pour l'innovation politique), 03-12-2007.....	430
Annexe 1-3 : Entretien avec Thierry Pech, secrétaire général de la République des idées, 04-12-07.....	432
Annexe 1-4 : Entretien avec Michel Rousseau, trésorier et co-fondateur de la Fondation Copernic, 10-01-2008.....	437
Annexe 1-5 : Entretien avec Bastien François, politiste, membre de la Convention pour la 6ème République, 19-02-08.....	441
Annexe 1-6 : Entretien avec Laurent Bouvet, politiste, ex-membre de la République des idées, membre du comité de rédaction de la revue <i>Le Banquet</i> , 21-02-08.....	446
Annexe 1-7 : Entretien avec Philippe Corcuff, ancien président du Club Merleau-Ponty, 23-05-2008.....	449
Annexe 1-8 : Entretien avec Romain Prudent, secrétaire général de Terra Nova, 23-10-2009	454

<b>ANNEXE 2 : Tableau récapitulatif des organisations étudiées.....</b>	<b>460</b>
---	------------

### ANNEXE 3 : Documents

Annexe 3-1 : <i>Manifeste du GRECE</i> , <a href="http://grece-fr.com/?page_id=64">http://grece-fr.com/?page_id=64</a> , 20-06-2011 (publié sur le site le 21-09-2010).....	466
Annexe 3-2 : <i>Présentation du Club de l'Horloge</i> , <a href="http://www.clubdelhorloge.fr/cercle_de_reflexion.php">http://www.clubdelhorloge.fr/cercle_de_reflexion.php</a> , 20-06-2011.....	485
Annexe 3-3 : <i>Présentation des chantiers de réflexion du Club 89</i> , <a href="http://www.club89.org/-Reflexions-">http://www.club89.org/-Reflexions-</a> , 20-06-2011.....	487
Annexe 3-4 : <i>Programme des petits-déjeuners de la Fondation Concorde de 2006 à 2011</i> , <a href="http://www.fondationconcorde.com/event-dejeuners.php">http://www.fondationconcorde.com/event-dejeuners.php</a> , 20-06-2011.....	489
Annexe 3-5 : <i>Statuts de l'Institut Montaigne</i> , <a href="http://www.institutmontaigne.org/nos-statuts-2817.html">http://www.institutmontaigne.org/nos-statuts-2817.html</a> , 20-06-2011.....	495
Annexe 3-6 : <i>Présentation du fonctionnement du réseau d'experts de Terra Nova</i> , <a href="http://www.tnova.fr/a-propos/experts">http://www.tnova.fr/a-propos/experts</a> , 20-06-2011.....	498
Annexe 3-7 : <i>Présentation de la Fondation Copernic</i> , <a href="http://www.fondation-copernic.org/spip.php?article8">http://www.fondation-copernic.org/spip.php?article8</a> , 20-06-2011.....	500
Annexe 3-8 : <i>Présentation d'ATTAC</i> , <a href="http://www.france.attac.org/qui-sommes-nous">http://www.france.attac.org/qui-sommes-nous</a> , 20-06-2011.....	501
Annexe 3-9 : <i>Texte du M'PEP</i> , « Agir pour repolitiser le citoyen », <a href="http://www.m-pep.org/spip.php?article509">http://www.m-pep.org/spip.php?article509</a> , 20-06-2011 (publié sur le site le 26-02-2008).....	502

## ANNEXE 1 : ENTRETIENS

### Annexe 1-1 : Entretien avec Jacques Dauer, ex-secrétaire général du Front du progrès et président de l'Académie du gaullisme, 16 juillet 2007<sup>1116</sup>

**Q.** : M. Dauer, commençons par évoquer les conditions dans lesquelles vous avez été amené à créer le Front du Progrès (FP), était-ce dans la continuité du Mouvement pour la Communauté [NDA : créé en 1951, ce mouvement gaulliste était avant tout tourné vers la résolution du conflit algérien] ?

**R.** : Oui, c'est à un moment où les radicaux ont commencé à se rapprocher de nous, où l'UDT est partie vers l'UNR, certains nous ont rejoint et on a créé le FP assez naturellement somme toute [...]

**Q.** : Pourquoi avoir choisi la forme « club » spécifiquement ? Pourquoi avoir refusé d'intégrer l'UNR ?

**R.** : Premièrement on n'avait pas envie de faire partie de la majorité, deuxièmement on n'avait pas envie de se présenter aux élections, on avait déjà le MPC comme structure du gaullisme de gauche, le FP permettait de dissocier la question algérienne des autres questions de politique intérieure [...]

**Q.** : Qu'est-ce qui vous dérangeait à l'UNR ? C'était trop centralisé, trop...

**R.** : Oui, ils étaient au garde-à-vous, comme l'UMP actuellement, ce qui ne les empêche pas de trahir d'ailleurs, ce sont des gens qui ont besoin de trahir...

**Q.** : Et vous trouviez qu'il n'y avait pas assez de débat d'idées à l'UNR ?

**R.** : Il n'y en avait pas du tout, c'était...non, vraiment rien du tout.

**Q.** : Qu'est-ce que vous pensiez des clubs de gauche à l'époque, comme Jean Moulin ou le Cercle Tocqueville ? Leurs préoccupations ne recoupaient-elles pas les vôtres ?

**Q.** : Oh, c'étaient des énarques...je me rappelle d'une réunion de Jean Moulin où j'avais été invité, c'était à propos de l'endroit par lequel l'autoroute A6 entrerait dans Paris, ils étaient tous d'accord pour la faire arriver par le boulevard René Coty, alors un pauvre con comme moi leur suggère que ça va faire un bruit terrible pour cinquante mille personnes, mais eux assèment que certes ça va ennuyer ces cinquante mille personnes mais que comme ça on en fait venir plus facilement un million...voilà la mentalité de ces gens-là, sauf que maintenant ils sont au pouvoir partout [...]

**Q.** : Vous leur reprochiez une mentalité technocratique ?

**R.** : Mais ce sont des technocrates, et le problème c'est que plus ils vieillissent plus ils deviennent dégueulasses, salauds, inintelligents...

**Q.** : Est-ce que vous avez malgré tout réussi à discuter avec la gauche ou...

**R.** : Il y a toujours eu des discussions avec des copains de gauche, mais la gauche est naturellement idiote [...]

**Q.** : Quand on observe l'histoire des groupes gaullistes de gauche, on est frappé par leur extrême dispersion et leur difficulté à se regrouper, comment l'expliquez-vous ?

**R.** : Les gaullistes, ils ne peuvent pas s'entendre...avec Dechartre c'était pas possible voilà tout.

**Q.** : Mais c'était un problème de personnalités ou alors par rapport à l'articulation avec la majorité ?

**R.** : C'était un problème de choix, voilà, Dechartre a choisi Pompidou, pas moi.

**Q.** : D'accord. Et sur le fait d'être le troisième volet de la majorité, son aile gauche, j'ai noté que le FP avait souvent critiqué le blocage de la majorité face aux réformes sociales, vous semblez établir un distinguo entre cette majorité et un de Gaulle qui aurait été prêt à lancer ces réformes...vous maintenez cette analyse aujourd'hui ?

**R.** : Oh oui, j'ai rencontré le général une quarantaine de fois et il était disposé à aller plus loin...mais le général, contrairement à ce qu'on pense, n'était pas un homme qui imposait, si on avait fait la participation à ce moment-là on n'en serait pas là aujourd'hui [...]. Le gaullisme avait une vocation sociale, c'est certain.

**Q.** : D'accord. Mais avec le recul vous estimez avoir eu un impact ? Les réformes ont-elles abouti ?

**R.** : Non, mais on a eu une certaine influence...lors de la grève du Joint français, j'avais invité des représentants du CNPF, du Conseil économique et social, de la CFDT, et on avait trouvé une solution...mais on avait court-circuité le ministre qui a tout fait capoter [...]

**Q.** : Quelles ont été les suites de votre action ? L'Union travailliste, créée en 71, a-t-elle été une coopération profitable ?

---

<sup>1116</sup> Jacques Dauer est décédé en septembre 2008.

- R.** : Non, Dechartre est devenu ministre, Grandval a choisi de devenir député...
- Q.** : Donc après vous avez essayé de réactiver le FP ?
- R.** : Oui, mais il ne s'est jamais arrêté, ce que j'ai fait depuis 1951 ne s'est jamais arrêté...même quand il y a eu des possibilités, moi je n'ai jamais voulu être président de ceci ou de cela, alors j'ai toujours gardé ce mouvement [...]
- Q.** : Même après la victoire de Valéry Giscard d'Estaing, vous avez continué ?
- R.** : Bien sûr, contre cette petite ordure on a continué...
- Q.** : Et en 1981, vous avez donné une consigne de vote ?
- R.** : Non, enfin il y avait un article dans le Monde qui disait que je voterai François Mitterrand, et je n'ai pas démenti.
- Q.** : Comment avez-vous jugé l'évolution de la droite à partir de l'arrivée de Jacques Chirac à la tête du mouvement gaulliste ?
- R.** : Ca a été une déception, Chirac m'a demandé de venir au RPR, j'y suis resté deux ou trois ans mais ce n'était pas possible d'y rester...
- Q.** : A cause du fonctionnement ou de l'évolution idéologique ?
- R.** : Il n'y avait pas d'idéologie, il n'y en a pas plus au Parti socialiste...c'est ça, le drame [...]. De toute façon, un programme politique ça s'écrit en une demi-heure, autour d'une bonne bouffe, et après une fois au pouvoir on en change...
- Q.** : Vous considérez qu'aujourd'hui le débat d'idées est faible, est-ce qu'un renouveau passerait par les clubs ou d'autres mouvements ?
- R.** : Ca passera par une révolte, les partis sont incapables de mener des débats sérieux.
- Q.** : Comment jugez-vous l'expérience de Nicolas Dupont Aignan, ça vous paraissait voué à l'échec sa tentative de rénovation interne ?
- R.** : Il n'existe pas. Il ne prend pas contact avec les gens, j'ai essayé de le contacter trois fois, pas de réponse, et je ne suis pas le seul, cela dit il a bien fait de sortir de l'UMP, mais il n'a pas d'avenir.
- Q.** : Je reviens un peu en arrière, votre ami Michel Rodet suggérait en 1971 d'arrêter de soutenir la majorité et de passer à la gauche...
- R.** : Oui, d'ailleurs il est parti au PS mais on a conservé de très bonnes relations.
- Q.** : Y avait-il des dissensions au FP ? Un fonctionnement en tendances ?
- R.** : Non, pas des tendances, des dissensions dans l'ordre des choses, on s'engueule et après on va prendre un coup.
- Q.** : J'ai noté qu'en juin 1968 vous n'avez pas donné de consigne de vote, pourquoi ?
- R.** : Ca n'avait aucun intérêt.
- Q.** : La majorité était trop conservatrice ?
- R.** : Oh oui, moi j'avais accroché un portrait de Fidel Castro en face d'un du général dans une permanence UDR avec une citation de Fidel : « le général est un rebelle comme moi » ! (rires).
- Q.** : Pour vous, le général de Gaulle a toujours été une figure de résistance, de rébellion ?
- R.** : Oui, il faut dire que j'ai connu la guerre, les manifestations antiboches, de Gaulle nous a formé à cet esprit de Résistance, c'est vrai que ça évoque moins de choses pour les jeunes d'aujourd'hui, mais il avait une vocation sociale et contestataire.
- Q.** : Vous pensez qu'il y a encore un espace pour ce courant de pensée aujourd'hui ?
- R.** : Oui, même si je constate qu'on ne m'invite plus pour faire des conférences depuis 10-15 ans, je ne sais pas pourquoi, je ne suis pas plus con aujourd'hui qu'hier mais bon, c'est comme ça.

**Annexe 1-2 : Entretien avec Mirka Ivanova, directrice de cabinet de Franck Debié  
(président de la Fondation pour l'innovation politique), 03-12-2007**

**Question :** Bonjour, commençons par revenir sur les conditions de créations de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol)...

**Réponse :** La fondation a été créée en 2004 à l'initiative de Jérôme Monod, alors conseiller de Jacques Chirac, sur la base du constat que le courant gaulliste ne disposait pas d'une grande fondation politique contrairement aux autres grands courants parlementaires. Mais depuis nous avons coupé tous les liens avec l'UMP, afin de mener une recherche indépendante, c'était vers 2005. A la différence de la fondation Jean Jaurès, de la fondation Robert Schuman et de l'institut Montaigne, qui se focalisent sur des colloques et des publications, nous avons ciblé un programme de recherche précis, nous avons deux pôles :

- le pôle économique et social qui se concentre sur l'Etat-providence face à la mutation des risques sociaux,

- le pôle Europe et international qui aborde les questions de la France dans la mondialisation, on a d'ailleurs mené une enquête dans huit ou neuf pays et ce sont bien les Français qui ont le plus peur de la mondialisation, c'est amusant...

Nous sommes également bien différents du CNRS ou de l'IFRI, nous faisons certes appel à des chercheurs extérieurs mais disposons d'assez peu de moyens...ce qui ne nous empêche pas de publier au moins une étude par trimestre et par pôle de recherche.

**Q. :** Donc la Fondapol a coupé tous les liens avec la droite parlementaire ?

**R. :** Oui, ce qui nous a permis de disposer de la contribution financière du Premier ministre...nous faisons quand même partie du European Ideas Network, qui regroupe les fondations liées au Parti populaire européen. Il y a de tout en fait à la Fondapol : Rouvrillois qui était contre le droit au logement opposable, Dominique Reynié de Sciences Po, on a même Rapahël Wintrebert qui a écrit sur ATTAC et le protectionnisme, donc voilà, la Fondapol est vraiment éclectique, on peut recueillir le point de vue de Rosanvallon, Gauchet, Slama, il y a vraiment eu une rupture avec la première période, je ne pense pas qu'on soit catalogués à droite ou à gauche...

Notre but est bien d'avoir une influence sur les partis politiques, mais sans se focaliser sur un, d'ailleurs les gens de l'UMP ont été très étonnés par le fait que l'on envoie nos travaux à tout le monde (rires)...pendant la campagne présidentielle de 2007 la Fondapol avait rédigé une « Adresse présidentielle » demandant aux candidats de se prononcer sur un certain nombre de sujets, on eu des réponses de de Villiers, de Bové...on essaye d'avoir des réactions sur tous les débats.

**Q. :** Avec quels partenaires travaille la Fondapol ?

**R. :** La Fondapol a vraiment la volonté de développer une activité internationale, nous sommes en contact avec la fondation Konrad Adenauer entre autres, on a coorganisé un colloque sur l'immigration début 2007. En fait c'est un principe qui a été mis en place par Jérôme Monod, selon lequel on doit voyager et toujours adopter une perspective comparatiste par rapport à la situation française, on a aussi des liens aux Etats-Unis, en Chine, en Inde, même si on essaye de se recentrer sur les clubs européens. Ce qui est sûr c'est que l'on a supplanté la fondation Robert Schuman dans l'espace européen et notamment au niveau des échanges franco-allemands, on a même des liens avec une fondation à Malte...[...]

**Q. :** Comment la Fondapol se finance-t-elle ?

**R. :** Au dernier Conseil de surveillance, il a été décidé d'augmenter la part du privé, pour accroître la visibilité de la Fondapol : au début on était à 70% d'argent public, aujourd'hui il y a 20-30% de privé, on voudrait porter cette part à 50%. Nous ciblons des interlocuteurs privilégiés, comme l'institut de l'entreprise, le Crédit foncier...il faut partager des intérêts communs, faire comprendre qu'on répond aux attentes de ces entreprises. On pense aussi s'adresser aux entreprises publiques, la SNCF, la Poste...nos travaux sur l'Etat-providence, les risques sociaux, les retraites...peuvent les intéresser.

**Q. :** Comment fonctionne la Fondapol au quotidien ?

**R. :** Je vous ai déjà dit qu'il y a deux pôles de recherche, il y a un directeur par pôle ; un directoire de cinq personnes qui se réunit toutes les semaines ; un conseil de surveillance de douze membres qui se réunit trois fois par an, là toute l'équipe se mobilise, on fait des revues de presse, on voit les indicateurs de performance, les gens du privé surtout disent : « elle est très bien votre étude mais je n'en ai pas entendu parler », voilà, il faut convaincre les gens de l'utilité des travaux ; un conseil scientifique de dix membres présidé par François Ewald, qui propose les orientations de recherche, la discussion y est très libre. [...]

On a deux chercheurs extérieurs le plus souvent, on donne quatre bourses d'études pour publier des travaux. [...] On essaye de cibler les travaux pour mieux les approfondir.

**Q.** : La Fondapol a-t-elle des relais en province ou sa structure est-elle essentiellement parisienne ?

**R.** : Non, mais c'est un des objectifs, essayer de décentraliser, on pense organiser un colloque à Toulouse début 2008, on essaye d'organiser des rencontres à Bruxelles régulièrement. La revue *2050* deviendra également payante, on lancera des campagnes d'abonnement, peut-être dans le cadre d'ateliers de lecture. La Fondapol est aussi « visible » à la radio puisque Franck Debié participe à des débats sur BFM.

**Annexe 1-3 : Entretien avec Thierry Pech, secrétaire général de la République des idées,**

**04-12-07**

**Question :** Bonjour M. Pech, commençons par revenir sur les conditions de création de la République des idées en 2002, pourquoi avoir créé ce réseau intellectuel en dehors des partis ?

**Réponse :** Tout d'abord, la République des idées a été fondée en 2001, ce qui a son importance car ce n'est pas lié au processus électoral de 2002, on pourrait penser que, mais en fait ce n'est pas du tout le cas. Les statuts ont été déposés en 2001 et le premier livre est sorti en mars 2002, deux mois donc avant l'élection présidentielle, ça permet de dissiper un certain nombre de commentaires habituels.

Pourquoi pas dans les partis ? Et pourquoi nous concernant pas dans le Parti socialiste puisque notre sensibilité est plutôt de gauche, centre-gauche ? Parce que le travail qu'on voulait faire n'est pas un travail d'influence politique, opérationnel, voilà. Ce qui distingue la République des idées d'un certain nombre de think tanks français et européens, c'est sa grande distance par rapport à « l'opérationnalité » programmatique ou politique, donc il n'y avait absolument pas lieu de s'inscrire dans un cadre partisan ; d'autre part on avait une ambition de nature généraliste et intellectuelle, on avait et on a toujours besoin d'autonomie, d'indépendance et d'esprit critique, donc le cadre partisan était le dernier dans lequel on se serait situé. Non seulement le cadre partisan mais encore plus le cadre plus étroit d'un courant, d'une écurie ou d'un entourage.

Voilà la première raison. On peut développer un peu, on faisait le diagnostic en 2001-2002 et encore aujourd'hui que nos économies et nos sociétés affrontent des transformations, des mutations, des défis, des challenges qui appellent un vrai renouvellement de la réflexion sur les principales questions, par exemple sur l'articulation entre la sphère économique et la sphère sociale, donc si on veut reprendre les choses au commencement, il faut se situer à un niveau de généralité assez élevé. De fait on n'intéresse pas trop les partis qui se situent dans des stratégies de conquête du pouvoir et qui cherchent plus immédiatement des idées opérationnelles que des réflexions générales et pourtant à mon sens absolument nécessaires pour l'exercice de la démocratie aujourd'hui.

**Q. :** D'accord. Donc la République des idées ne se situe pas dans une stratégie d'influence politique et est plutôt un atelier intellectuel ?

**R. :** Oui, enfin, ça dépend quelle conception on a de l'influence, si vous entendez par là l'influence de type de celle qu'ont les think tanks anglo-saxons, ce n'est vraiment pas notre cadre d'activité. Maintenant, si vous considérez que l'influence peut être malgré tout...

**Q. :** ...à long terme ?

**R. :** Non, disons plutôt culturelle, c'est-à-dire que par votre existence, votre production, l'attention du public que vous attirez sur vous, par tous ces moyens vous êtes en mesure de changer les idées publiques, vous exercez une influence, peut-être moins directionnelle, moins facile à orienter et à situer, ce qui fait que nos analyses peuvent être reprises par des gens dont on ne partage pas la sensibilité. C'est tout de même une sorte d'influence, on a amené des contributions qui ont changé les termes de ces discussions, d'autre part le fait que certains, au Parti socialiste mais pas seulement, aient repris nos analyses, ça n'est pas notre fait, on n'a pas demandé ça, mais ça existe, donc ça a une influence.

**Q. :** Dans la campagne de 2007 par exemple, il y a des thèmes qui ont été repris ?

**R. :** Oui, mais pas seulement, dès avant le lancement de la campagne présidentielle vous prenez un livre comme *Le ghetto français* d'Eric Maurin, il a énormément circulé dans les milieux politiques et il a fixé un modèle de compréhension de la ségrégation urbaine qui est devenu assez dominant. Certes, une idée se perd toujours dans des systèmes d'échanges et de circulation mais il a mis en cohérence à un moment donné avec une base argumentative assez objective des éléments d'analyse qui sont aujourd'hui des éléments de consensus. Je ne sais pas si quelqu'un dirait aujourd'hui comme les nationaux-républicains dans les années quatre-vingt-dix qu'en France il n'y a pas de ghetto et que les ghettos sont en Amérique.

**Q. :** Quand vous dites « nationaux-républicains » vous pensez à...

**R. :** ...au courant chevènementiste, qui disait toujours ça, maintenant ils affinaient le diagnostic, évidemment ce ne sont pas des ghettos ethniques au sens où on peut l'entendre aux Etats-Unis, il n'y a pas de quartiers exclusivement constitués d'Asiatiques ou de personnes d'origine maghrébine, en France c'est un peu plus mélangé mais c'est la seule différence qu'il reste.

**Q. :** D'accord. Dans *Le Monde* du 20 mai 2006 vous sembliez critiquer l'héritage de la Fondation Saint Simon, vous parliez je crois d' « ingénierie technocratique », est-ce que malgré tout il n'a pas

une part d'héritage de la Fondation Saint Simon dans votre association, en termes de personnes notamment ?

**R. :** Ce n'est pas tellement à moi de le dire, la question telle que vous la posez vous devriez la poser à Pierre Rosanvallon, la Fondation Saint Simon (FSS) n'est pas mon histoire, je n'en faisais pas partie, je n'ai pas écrit pour elle. Elle est apparue en 1982 et en 1982 j'avais 14 ans, donc quand bien même j'aurais aimé en être ça aurait été très difficile. J'ai une opinion sur les productions de la FSS, sur ce qu'elle est devenue, et je peux la comparer avec la République des idées, ça je peux faire. Disons que les ressemblances objectives sont minoritaires, les différences objectives c'est d'abord que la FSS faisait avant tout de la critique de politiques publiques, alors que nous très franchement on ne se contente pas de ça, on prend les problèmes beaucoup plus à la racine. La deuxième dimension c'est que la FSS était très nationale, très hexagonale, la République des idées a un spectre très international, ça se voit dans nos livres, dans la revue qu'on a tenu trois ans, *La Vie des idées*, qui est devenu un site, la matière internationale n'est pas majoritaire mais pas loin, je pense que c'est la caractéristique de la fin des années quatre-vingt-dix et des années deux mille, c'est accepter de mettre la réflexion à un niveau où elle ne peut pas se satisfaire de la dimension nationale, et sur quantité de sujets.

La troisième différence et là j'avance sur un terrain un peu plus risqué pour moi, c'est la forme sociale de la République des idées, c'est une association alors que la FSS était une fondation comme son nom l'indique, ce qui suppose des apports financiers différents ; mais surtout la FSS avait une vocation « sociale », euh si j'ai bien compris une de ses missions était de se faire rencontrer des milieux qui se fréquentaient peu, qui se connaissaient mal, qui en tout cas n'échangeaient pas assez, les milieux de hauts fonctionnaires, de politiques, de chefs d'entreprise, de journalistes, d'universitaires...la République des idées n'a pas du tout cette forme là, elle ne tient pas de séminaires permanents faisant de la rencontre de ces milieux un objectif en soi. Ça peut arriver qu'il y ait un journaliste ou un patron ici, mais ce n'est pas le but, ce qui explique à mes yeux ce qu'est devenue la FSS à la fin, c'est-à-dire un club d'influence, ce qui n'est pas le cas de la République des idées.

**Q. :** Au niveau européen, vous disposez d'un réseau d'influence ? J'ai rencontré hier des responsables de la Fondation pour l'innovation politique, qui font partie du European Ideas Network, appartenez-vous à une structure comparable ?

**R. :** Non, on n'a pas ce type de participation. D'ailleurs si on regarde au niveau européen c'est pas facile de trouver quelque chose qui nous ressemble, on a beaucoup de liens interpersonnels, mais pas vraiment de cadre d'organisation à organisation, en dépit du fait qu'on ait des liens réguliers, enfin plutôt occasionnels, avec un certain nombre d'organisations, Policy network à Londres, des choses comme ça. On a reçu à trois reprises des gens d'Open Democracy de Grande-Bretagne. [...] Ce qu'on a fait avec ces gens-là, c'est plutôt des colloques, des séminaires, des rencontres, plutôt qu'un suivi régulier avec une forme organique.

Et puis je dois dire qu'à titre personnel l'ambiance de ces « machins » me laisse toujours un peu sceptique, leur apport intellectuel est souvent pauvre. Je vais m'expliquer : ces espèces de « séminaires d'aéroport » où on situe la réflexion à un niveau de généralité tel qu'alors là on atteint un monde flou...c'est très difficile de faire des grands colloques transatlantiques en disant « on va tout comparer », oui mais bon les sociétés transatlantiques ont des histoires singulières, donc il faudrait passer beaucoup de temps ensemble pour arriver à des comparaisons raisonnées, quand vous voyez des demi-journées, ce ne sont pas des choses sérieuses. Les choses sérieuses se font dans chaque organisation...il faut dire que les think tanks américains, anglais, les fondations allemandes sont mieux dotés en la matière mais sont aussi marqués par l'ambiguïté des grandes ONG, ça sert de piste d'atterrissage pour des personnalités en mal d'emploi ou de mandat, ce n'est pas toujours très sérieux. Méfiez-vous de ça d'ailleurs pour vos travaux car il y a une mode, c'est un sujet à la mode derrière lequel on ne trouve pas forcément du « biscuit » ou des choses solides.

**Q. :** Si on reste un peu sur la comparaison internationale, est-ce que les think tanks français, si tant est qu'on puisse employer l'expression, ne souffrent pas d'un déficit de financement ? La République des idées parvient-elle à financer son activité convenablement ?

**R. :** On est des nains en termes de financement, singulièrement la République des idées. Je pense qu'on a optimisé vraiment au maximum le rapport ressources/visibilité, je mets au défi tous nos homologues d'en faire autant ! (rires). Alors ça pose un problème très sérieux cette affaire : c'est vrai que les organisations françaises sont, en comparaison avec les organisations américaines, anglaises, allemandes, de minuscules puces, elles n'ont pas assez d'argent pour rivaliser. Mais est-ce que c'est la seule et bonne question ? Est-ce qu'il suffirait d'avoir beaucoup d'argent pour avoir beaucoup d'idées ? J'observe que les gens qui ont beaucoup plus d'argent que nous, y compris en

France, par exemple le rapport de budget entre la République des idées et la Fondapol est de 1 à 4, 5, 6,7, quelque chose comme ça. Est-ce que la Fondapol a plus d'idées que la République des idées ?

**Q. :** Je ne saurais me prononcer sur ce point...

**R. :** Non mais c'est ça la question. Est-ce que la production de la Fondapol est plus substantielle que la nôtre ? Sincèrement, on tient la comparaison, on la tient sérieusement. Donc le problème est un peu ailleurs, la question c'est qu'est-ce que vous faites de votre argent, et c'est surtout votre capacité à fédérer des énergies productives. Est-ce qu'aujourd'hui le nerf de la guerre intellectuelle, idéologique, c'est votre carnet de chèques ? Autrement dit, si vous voulez faire travailler de grand économistes sur des questions importantes, est-ce que votre puissance de coopération c'est votre puissance financière ? Non, très clairement non. Si vous voulez faire travailler Piketty, Maurin, Daniel Cohen, etc, est-ce que vous croyez que c'est le nombre de zéros que vous mettez sur le chèque qui fera qu'ils viendront ? Bien sûr que non, c'est pas ça. Ca se joue ailleurs.

J'irai même plus loin : si vous voulez mener une production scientifique qui ait une visibilité publique, il peut arriver que l'argent soit un handicap. J'avais dit un jour sur France Culture à propos de la Fondapol « ils n'y arriveront jamais, ils sont trop riches ». C'est trop facile de penser qu'il suffit d'avoir de l'argent, vous vous dispensez de tout un travail de mobilisation, de coopération, etc. Si vous êtes pauvre, vous devez convaincre les gens, vous entrez dans un autre système de relations, d'interactions, c'est plus intéressant et plus dynamique. C'est un peu provocateur ce que je dis...

**Q. :** L'argent permet d'avoir de belles brochures...

**R. :** Oui, mais même ça, moi je suis éditeur, quand j'ai commencé *La Vie des idées* j'ai suivi toute la chaîne de fabrication et je travaille dans une maison, la République des idées, dont les ressources viennent à 95 % du marché. C'est amusant car quand je discute avec des homologues de droite du marché, eux ils se reposent sur des matelas de subventions...

**Q. :** Vous parlez du marché de l'édition ?

**R. :** Du marché tout court, de l'économie de marché. Mes homologues de droite adorent le marché mais le fréquentent assez peu. [...] J'ai connu la réalité des coûts, de l'auteur jusqu'à l'imprimeur. Un livre coûtait 0,90 euros, mon point mort était à 1100 exemplaires, et on n'a pas eu un livre en déficit. Vous voyez que ça des avantages d'être pauvre. Et aujourd'hui ce sont les livres qui nous financent. [...]

**Q. :** La République des idées compte-elle aussi sur les cotisations de ses adhérents ?

**R. :** Non, cette année on a oublié de les lever même...il reste quelques entreprises qui cotisent, bon voilà, on n'en a pas besoin.

**Q. :** Au niveau de l'Hexagone, la République des Idées s'implique-t-elle dans des réseaux tels que « Sauvons l'Europe » ?

**R. :** On les connaît, je connais bien Joël Roman, je rencontre des gens d'un autre réseau comme Gilles Finkelstein de la Fondation Jean Jaurès, ce sont des relations interpersonnelles, on ne travaille pas avec eux, d'une manière générale la République des idées ne milite pas. Vous avez pu voir ma signature personnelle sur un certain nombre de choses mais c'est à titre personnel, je ne le fais jamais en engageant la République des idées.

**Q. :** On a vu récemment le phénomène des Gracques. Est-ce que vous pensez qu'on serait dans un nouveau cycle politique ? J'ai beaucoup travaillé sur la période des années soixante, pendant laquelle la crise des partis de gauche avait entraîné une floraison de clubs qui essayaient de les rénover sur les plans organisationnel et intellectuel, puis tout cela a été un peu aspiré après Epinay, les Assises du socialisme...ce que je compte développer dans ma thèse est que ces revendications des clubs ont été peu à peu réintégrées dans le mécanisme partisan. Puis la gauche est arrivée au pouvoir, il y a eu une certaine atonie des clubs, jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix. Est-ce que vous pensez que la période contemporaine serait marquée par un retour des clubs dans le jeu politique et notamment à gauche ?

**R. :** Qu'il y ait un besoin, ça ne fait pas de doute. Qu'ils puissent y participer ça ne fait pas de doute non plus. Après il y a un problème de pratique, moi je vois pas cette histoire avec le cycle que vous décrivez mais avec un cycle plus court : en 2002 j'ai assisté au premier printemps des clubs, de ma carrière en tout cas, tout le monde faisait des clubs, il y en avait partout, le PS était déjà dans un état de déconstruction avancé...deux ans plus tard, il ne restait pas grand-chose, je ne vais pas donner d'exemple car ce serait disgracieux, discourtois, mais enfin il y avait une part de velléité dans tout ça a assez importante. Il y a très loin d'un discours à sa réalisation en la matière, c'est toujours vrai mais encore plus vrai pour la production intellectuelle. Quand vous mettez autour de la table des hauts fonctionnaires et des PDG débordés, vous pouvez être sûr d'une chose : ils sont tout à fait sincères à la première réunion, ils commencent à penser à autre chose à la deuxième et l'urgence les rattrape à la troisième. Il y a quelqu'un qui l'a avoué un jour dans un colloque au Conseil économique et social sur les think tanks à l'initiative de l'Institut Montaigne : « nous on est dans les

affaires, on n'a pas que ça à faire »...C'est un gros problème concret, pratique : vous ne pouvez pas vous contenter de le vouloir, il faut le faire, et c'est pas facile. Ça suppose de l'opiniâtreté, de la suite dans les idées, de la résistance dans le temps, un programme intellectuel sérieux, un agenda de questions à traiter qui suppose non seulement de la persistance mais aussi une capacité de mobilisation des ressources. Sur la ligne de départ il y a beaucoup de monde mais à l'arrivée plus grand monde, on est à nouveau dans une phase comme ça, je prends les paris : dans deux ans et après un congrès socialiste, il restera trois-quatre trucs.

La question réelle, et c'est la deuxième partie de votre question, est si ces trois-quatre trucs vont produire des propositions qui pourront être réintégrés dans le logiciel socialiste. Alors là, je donne mon sentiment général de praticien : le parti idéal n'existe plus si tant est qu'il ait jamais existé. Le parti idéal pour moi c'est un lieu où se construit une articulation, une cohérence, entre des attentes sociales, des idées et des stratégies de conquête. Quand vous nouez ces trois choses, vous êtes dans le parti idéal à mes yeux : il veut gagner, il a une idée de ce qu'il veut faire et il répond à des attentes, à des besoins, des attentes qui ne sont pas forcément des besoins objectifs mais qui peuvent être simplement des demandes d'identification. J'ai l'impression de ce point de vue d'une très grande dispersion du travail politique, il y a d'un côté des partis qui sont devenus des écuries de campagne et se sont spécialisés dans les stratégies de conquête des mandats à un point obscène ; la construction des idées s'est elle-même spécialisée, elle a été beaucoup externalisée dans des clubs et cellules dont on attend beaucoup et sans doute trop. Et puis surtout j'ai le sentiment que les attentes sociales se condensent et se cristallisent là où elles peuvent, le syndicalisme ne suffit pas à les attraper, le monde associatif est extrêmement filandreux...quand on regarde les catégories sociologiques qui participent aux associations vous observez que les ouvriers et les employés ne sont nulle part. Il y a une sorte de séparation des activités essentielles du travail politique qui me paraît de plus en plus critique, après comment on la résout je ne sais pas.

**Q. :** C'est ça la crise du système politique français ? Ce déficit d'articulation entre les attentes, les idées et la conquête du pouvoir ? Les partis sont-ils fermés aux idées, ou pas assez réceptifs du moins ?

**R. :** Ce n'est pas qu'ils ne sont pas ouverts. Les grands systèmes idéologiques qui faisaient que vous vous sentiez de gauche ou de droite se sont effondrés, je suis frappé par le fait que le gouvernement actuel soit aussi « attrape-tout », qu'il soit capable d'intégrer le RSA dans son programme par exemple, tout en ayant un vrai conservatisme culturel. Inversement, la candidature de Ségolène Royal a montré qu'il y a là aussi une grande mobilité sur l'échiquier politique. Ça tient au fait que ces grands systèmes sont beaucoup moins prégnants sur les esprits, ce n'est pas que les partis ne sont plus poreux aux idées, au contraire ils sont capables d'attirer n'importe quoi. Le problème c'est que ça n'a plus de relation avec les attentes sociales et les stratégies de conquête, tous les appareillages paraissent possibles et c'est cette diversité qui paraît caractériser la période. Donc tout peut se jouer dans les six mois qui précèdent l'élection, c'est ça qui est préoccupant. Au fond, les partis se comportent en période électorale comme des supermarchés sur un marché de fournisseurs qui viennent présenter des lots : ils font le tour de l'offre, ils voient un truc en premier et le prennent, la société civile joue le jeu d'ailleurs. Par exemple, Martin Hirsch voit le RSA et le prend, la question de savoir si c'est une idée de gauche ou pas, de savoir quelle cohérence ça a avec le reste de la politique macro-économique, ça vient après, mais sur le moment on préempte. C'est la manque de cohérence le problème, pas la porosité.

**Q. :** D'accord. Dans le champ politique et dans le champ intellectuel semble se dessiner une coupure entre une gauche antilibérale et une gauche réformiste, gestionnaire. Je pense à des organisations comme ATTAC, la Fondation Copernic, est-ce que ce sont des adversaires directs pour vous ? Cette coupure est-elle appelée à durer ?

**R. :** Non, je pense qu'il faut être plus nuancé, c'est une vieille histoire la division entre la gauche radicale et la gauche de gouvernement. Politiquement, ça s'est toujours réglé au détriment de la gauche radicale. Elle exerce plus une attraction culturelle qu'une attraction politique je pense, cela dit la gauche de gouvernement aurait tort de mépriser la gauche radicale, parce ce qui a manqué à la gauche de gouvernement ces dernières années me semble-t-il c'est une fonction critique, au fond la gauche gestionnaire s'était vidée ces dernières années de toute capacité critique. Et ça c'est pas bon, certains à droite ont eu un discours plus critique sur la société française que cette gauche-là. Quand Sarkozy caresse dans le sens du poil à Bercy le ressentiment des classes populaires, il vient chercher un sentiment d'injustice, il est plus proche de la population qui souffre qu'une partie de la gauche. Ce manque de capacité critique est aussi un manque de capacité à attraper ce sentiment d'injustice, et là je pense que la gauche radicale doit tenir la gauche de gouvernement réveillée.

**Q. :** Un rôle d'aiguillon ? Voire de mauvaise conscience ?

**R. :** D'aiguillon oui, de mauvaise conscience je ne sais pas. Les gens qui constituent sociologiquement le centre-gauche français ne sont pas nécessairement en contact avec les attentes des milieux populaires, il faut apprendre à mieux écouter. Il ne faut pas dramatiser, je ne pense pas que la gauche radicale soit une menace pour la gauche de gouvernement, en revanche cette attraction culturelle doit conduire la gauche de gouvernement à rester critique, pas en copiant les idées de la gauche radicale mais en se rappelant qu'il faut tenir compte d'un certain nombre de souffrances.

**Q. :** Une ultime question...pour vous, la campagne Royal a-t-elle été un progrès dans le sens où elle a aidé à la fluidité des idées et à la remise en cause du mécanisme partisan ?

**R. :** Il y a eu des bénéfices et une insuffisance dans la campagne Royal. Il y a un bénéfice de dégagement sur toute une série de questions, des tabous, des « boulets » de la gauche si vous voulez. Il était interdit de critiquer les 35 heures, de critiquer un certain nombre de choses, elle a mis les pieds dans le plat, dégagé le paysage, ça c'est un bon point. Elle a eu un positionnement social-démocrate explicite, ça c'est les bénéfices, elle a permis au PS de parler et de se comporter autrement. Mais il y a une insuffisance notoire, c'est que, passées ces deux étapes, les propositions...est-ce que vous pouvez m'expliquer précisément ce qu'elle proposait sur les 35 heures, le SMIC, les régimes de retraite ?

**Q. :** Une question difficile en effet...

**R. :** Oui, enfin quand bien même vous seriez expert sur ces trois questions vous auriez bien du mal à me l'expliquer, comme elle d'ailleurs...le fait est que c'était une insuffisance aux yeux des Français, ils savent ce que c'est les 35 heures et les retraites et quand ils voient un candidat patauger comme ça c'est un problème. Je crois qu'il y a eu un manque de précision et de préparation dans l'élaboration détaillée des propositions.

**Q. :** D'accord. En ce qui concerne la rénovation du « logiciel » socialiste, j'ai consulté *La Vie des idées*, j'ai observé que vous vous intéressiez beaucoup aux expériences suédoises et anglaises, pensez-vous qu'il est possible de trouver un modèle propre pour la France, sans copier comme on a tendance à le faire des expériences pas forcément transposables ici ?

**R. :** Il le faut de toute façon, on ne peut importer des modèles en bloc, il y a une part d'expérimentation dans tout ça, les politiques ne sont pas des démiurges. Vous avez noté que sur le modèle suédois on expliquait pourquoi ça allait mal et on ne n'est pas trompé, peu de temps après les conservateurs étaient élus, donc si les Français allaient voir de près ce fameux modèle scandinave ils reviendraient avec une autre idée. Mais même si c'était le paradis, et c'est vrai que ce sont des sociétés remarquablement équilibrées, c'est aussi parce qu'elles ont une grande homogénéité culturelle, qui n'ont pas d'histoire migratoire comme la nôtre, la diversité sociale et culturelle y est beaucoup plus faible. [...] On peut s'en inspirer seulement. C'est pareil pour le blairisme, aujourd'hui si vanté, mais le blairisme vient après des années de thatchérisme, sans les années Thatcher il n'aurait pas pu s'imposer. Je crois qu'on cherche un peu trop à modéliser les expériences étrangères et l'expérience française.

La société française, il faut plutôt commencer par là, est une société post-hiérarchique, encore très inégalitaire, à tendance aristocratique, sur laquelle on a posé un moteur social et économique de type scandinave, c'est ça le paradoxe français, c'est une société qui se pense égalitaire avec des moyens d'intervention économiques et sociaux ambitieux mais avec un fonctionnement très inégalitaire. Dans tous les pays de l'OCDE les inégalités de revenus ont augmenté ces vingt dernières années et parfois de manière spectaculaire comme aux Etats-Unis, en France non, même si ça commence à augmenter, on arrive après la vague. On a placé l'inégalité dans autre chose, dans les inégalités de statuts, de rapport à l'emploi, de rapport à l'avenir, ça c'est caractéristique des sociétés post-hiérarchiques, on a toléré des écarts de plus en plus grands entre les salariés par exemple [...]. Ce qui est amusant c'est la tolérance de la société à ces écarts, et ça prend du temps pour évoluer, on a un capitalisme aussi un peu comme ça, rentier, aristocratique, qui n'aime pas le marché au final et préfère les rentes de situation, les monopoles.

#### **Annexe 1-4 : Entretien avec Michel Rousseau, trésorier et co-fondateur de la Fondation Copernic, 10-01-2008**

**Q. :** M. Rousseau bonjour, commençons par revenir sur les conditions de création de la Fondation Copernic, en 1998 il me semble. Pourquoi avoir choisi cette forme de l'association, car la fondation n'en est pas une juridiquement, pourquoi cette forme d'un atelier intellectuel ? Est-ce que pour vous c'était une réaction explicite à d'autres courants, je pense notamment à la Fondation Saint Simon, s'agissait-il de lutter contre ce qui vous apparaissait comme une domination des idées libérales ?

**R. :** En fait il y avait deux choses hein, il y avait effectivement des lieux d'élaboration et de propositions pour le néolibéralisme [...] comme la FSS, d'autre part en ce qui concerne la gauche au sens large du terme, ces lieux existaient plus ou moins mais il n'y avait pas de vrai projet politique. Ce qui fait un peu la spécificité de la Fondation Copernic, c'était pas pour nous prendre pour les seuls à penser autre chose que le néolibéralisme, mais en même temps de créer un lieu où des gens qui avaient des compétences au niveau étatique, c'est-à-dire des hauts fonctionnaires, des compétences universitaires, c'est-à-dire des chercheurs, des compétences syndicales et associatives, de différents courants politiques, on y rencontrait des gens comme les Verts, des organisations d'extrême-gauche, des courants gauche du Parti socialiste, des Alternatifs, mais également des structures syndicales comme la CGT, la FSU, Solidaires...voilà, on voulait créer ce lieu qui n'était pas déjà à l'époque le seul, avant il y avait déjà eu RESSY qui était une préfiguration de ça, également ce qui se passait dans le cadre des marches européennes...donc en même temps qu'un lieu d'élaboration et de proposition on créait un endroit où des courants qui ne se rencontraient pas par ailleurs allaient travailler ensemble.

A la différence des « think tanks » habituels, on ne voulait pas être simplement un lieu d'élaboration intellectuelle soit de lobby, envers quelque pouvoir que ce soit, mais encore une fois de permettre notamment sur l'élaboration des propositions la convergence de toutes les sensibilités, c'est ça la spécificité de Copernic, même s'il y a eu d'autres lieux, comme Raisons d'Agir, ATTAC...après, pourquoi on a pris le nom de fondation, c'était comme disent les Anglais une « joke », on entendait le terme de « fondation » au sens de fonder quelque chose, nous avons hésité entre plusieurs appellations, Rosa Luxembourg, etc, Copernic aussi c'était un peu une « joke », on n'est pas une fondation au sens du classique du terme, quand on dit « fondation » les gens pensent qu'on a plein d'argent alors qu'on fonctionne avec trois bouts de ficelle ! [...] Voilà le projet à la base, c'était de proposer et de faire converger différents courants, on a adopté le système de la note pour qu'après plusieurs mois voire une année de travail on puisse aboutir à une rédaction commune sur des sujets qui ne font pas toujours consensus, voilà, ce travail d'ascèse qui débouche sur une note de 150 000 à 200 000 signes, le but étant de fournir une base théorique qui permet aux intervenants dans les luttes sociales et politiques d'avoir un texte de référence pour cadrer leur intervention. La première production a porté sur les retraites, ça a été un élément de référence dont tout le monde se servait, que ce soit ATTAC ou les syndicats, les organisations politiques, divers collectifs, les gens avaient ces notes qui donnaient une assise théorique à leur intervention, sachant évidemment que tout ça a évolué, si on republiait une note sur les retraites aujourd'hui compte tenu de ce qui s'est passé et des échecs que nous avons subi en la matière il faudrait tout reprendre.

Donc pour votre recherche si vous voulez nous n'avons de fondation que le sens étymologique du terme, officiellement nous nous appelons « association pour la Fondation Copernic », et ensuite nous sommes dans un processus visant à peser sur le cours politique et social, il ne s'agit pas uniquement de produire des textes mais aussi de prendre des initiatives, l'une des meilleures que nous avons prises ça a été le fameux « appel des 200 ». Quel était le problème ? Il y avait une diversité politique, syndicale, associative, chaque composante se retrouvait dans le « non » et en même temps toutes ces forces avaient du mal à lancer quelque chose en commun pour la bonne raison que si c'est un qui le lance l'autre va tout de suite chercher la démarcation, donc un lieu comme Copernic qui n'est lié à aucun courant de gauche en particulier fait partie des lieux d'où des initiatives peuvent être lancées sans faire ombre à telle ou telle composante. Ça a réussi à merveille puisque dans les 200 on avait essayé de faire en sorte que les 100 premiers signataires représentent diverses sensibilités, organisations, c'est ça qui a lancé le collectif national du 29 mai, qui jusqu'en 2007 a été actif.

Les retraites et l'Europe sont deux exemples qui montrent comment notre groupe de travail fonctionne, il y a d'autres sujets comme l'assurance-maladie, la formation professionnelle, etc. Tout ce qui fait question, nous essayons de monter un groupe de travail avec des gens qui soit par leurs études soit par leurs recherches sont compétents, après on arrive sur une note de synthèse, pas

toujours hein, des fois nous n'y arrivons pas, dans ce cas on publie un document rassemblant les contributions des uns et des autres mais qui ne sont pas arrivés à s'entendre.

**Q. :** Vous avez dit que la fondation fonctionnait avec trois bouts de ficelle, c'est un peu ce qu'on dit toujours à propos des clubs et fondations français, comme quoi ils ont moins de budget que leurs homologues européens...

**R. :** Oui, oui, même si les choses ont un peu changé, en Allemagne les fondations sont directement reliées aux groupes parlementaires, avec un financement public important, par exemple celle avec laquelle on travaille le plus, le fondation Rosa Luxemburg, parce que Copernic fait aussi partie d'un réseau européen, le réseau « Transform ! », et on travaille beaucoup avec la fondation Rosa Luxemburg. En France ça se développe quand même, vous avez la fondation Gabriel Péri qui est l'émanation du PCF [...]. Nous, à partir du moment où on ne peut pas se rattacher à un groupe politique précis, on n'attend pas grand-chose de ce côté-là, ensuite c'est vrai que plus on a de moyens plus on peut faire de choses mais ceci dit, pour les objectifs que nous nous sommes fixés, on n'a pas besoin de moyens énormes. De quoi on vit ? Au début on a été aidés, notamment par les Verts qui nous ont octroyé une part de leur réserve parlementaire, les Verts avaient pris l'habitude d'inviter à la rentrée parlementaire les différentes associations qu'ils soutenaient pour procéder à la distribution de leurs réserves, de la manière la plus transparente possible. Les autres partis le font moins, nous avons eu une fois une petite subvention du PCF, mais bon c'est arrivé une fois. L'essentiel de nos ressources provient des cotisations, tout ceci ne nous suffit pas de fait, ce que nous recevons en cotisations permet de financer les notes et les documents mais absolument pas d'avoir un permanent à mi-temps ou à temps complet pour la gestion de l'information, nous avons un local qui plus une domiciliation qu'un vrai local ; ceci dit nous avons l'appui des composantes tant syndicales que politiques pour nous trouver des lieux où se réunir, voilà, on se débrouille mais on n'a pas les moyens d'être à l'abri d'un coup dur.

**Q. :** D'accord. Au niveau du fonctionnement quotidien de la fondation, qui détermine les orientations de la recherche ?

**R. :** On a trois choses. D'abord l'assemblée générale annuelle de toute association, mais nous en profitons pour discuter au fond et pas seulement des choses soit financières soit techniques... nous essayons de porter un regard critique sur ce que nous avons fait dans l'année, voir quels thèmes nous aimerions développer en fonction de l'actualité. Après on a un bureau, une équipe d'animation qui réunit selon les moments 20 à 30 personnes et se réunit tous les quinze jours pour faire un point tant sur l'avancement concret des groupes de travail, voir qui a avancé, qui non, pourquoi, parce qu'après il faut prendre rendez-vous avec notre éditeur, Syllepse ; et débattre des différentes initiatives qu'on peut prendre, soit liées à l'activité sociale et politique, soit liées à nos propres publications.

**Q. :** Copernic a été très active, on en a déjà parlé, pendant la campagne sur le traité constitutionnel européen, on a beaucoup entendu parler médiatiquement d'Yves Salesse, et de son intervention dans les collectifs unitaires, antilibéraux... a-t-il reçu un mandat explicite pour cette intervention ou s'est-il agi d'une initiative personnelle ?

**R. :** Au moment de cette affaire Yves Salesse était président de Copernic, et bien avant il était spécialiste des questions européennes, membre du Conseil d'Etat, il avait cette connaissance des institutions nationales et européennes. C'est le fait qu'il connaissait très bien le dossier qui a fait que c'est lui qui a pris la responsabilité principale dans l'élaboration de la note que nous avons publié alors, le travail avait duré une année, bien qu'il y avait des divergences avec les Verts sur la question européenne on a publié ça comme une note de synthèse et pas comme un document, en signalant à la fin les points de divergence. Donc voilà, Yves Salesse est apparu sur cette question-là du fait de ses connaissances et de ses qualités personnelles, pour intervenir dans des meetings notamment, maintenant ça n'a pas été le seul, il y a eu aussi Claude Debons qui était membre de l'équipe d'animation, bien d'autres se sont payés des meetings, comme Marc Mangenot, des gens moins connus mais qui avaient une connaissance des dossiers [...]. Le but de Copernic a toujours été de faire converger les différentes sensibilités antilibérales et d'œuvrer à leur unité, y compris pratique, organisationnelle, c'est pourquoi l'investissement dans la foulée dans les collectifs du 29 mai, dans les collectifs pour des candidatures unitaires, était évident pour Yves Salesse, et ça ça n'a pas fait l'unanimité dans Copernic, un certain nombre de sensibilités... disons qu'on a retrouvé dans Copernic les tensions qu'on trouvait partout sur les candidatures unitaires.

J'insiste là-dessus, notre but n'est pas seulement d'élaborer mais aussi de peser sur la situation politique et sociale, les chercheurs, enseignants, responsables syndicaux qui sont là-dedans ne sont pas seulement des intellectuels confinés dans leurs recherches mais aussi des acteurs politiques, ce qui fait qu'à la différence d'une fondation, Copernic pèse autant par ce qu'il crée que par ce qu'il élabore, alors que souvent, j'arrive mal à prononcer le mot, les « think tanks » fournissent des idées mais sans faire, nous nous cherchons une certaine articulation entre la réflexion et l'action, on ne

cherche pas à se substituer aux organisations mais il faut qu'elles trouvent des lieux communs pour élaborer.

**Q. :** D'accord. Pour revenir sur la situation politique, on a vu une séquence assez particulière ces dernières années avec le rejet du TCE en 2005, les mobilisations anti-CPE en 2006, puis la victoire de Nicolas Sarkozy en 2007, du côté du PS on voit la volonté d'aller de plus en plus vers le centre, on voit que les clubs de centre-gauche se multiplient, quelles perspectives d'action pour la Fondation Copernic dans ce contexte, se définit-elle en opposition par rapport à ces clubs de centre-gauche ? Va-t-elle essayer de peser sur les recompositions à la gauche de la gauche ?

**R. :** Pour nous, les partenariats se basent sur une ligne de démarcation assez simple, avec tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans le néolibéralisme ou le social-libéralisme, qu'ils soient au PS ou en dehors, au PC, à la Ligue... toutes les composantes qui pensent que le néolibéralisme est une impasse économique, politique, sociale, sont pour nous des partenaires, encore une fois nous n'avons pas la prétention d'être le centre du monde, et à chaque fois que nous pouvons, par exemple avec ATTAC, nous travaillons ensemble. Maintenant, avec des clubs de centre-gauche, libéraux, pour qui le néolibéralisme n'est pas discriminant, nous pouvons avoir des confrontations mais nous n'attendons pas grand-chose de leurs productions pour la bonne raison que bien souvent ils ont la démarche inverse de la nôtre, ils ont déjà fait leur choix quoi, ils donnent des idées à telle ou telle fraction politique mais ne cherchent pas à faire des convergences, nous les outils qu'on essaye de créer c'est justement pour des convergences, à partir de cette ligne de démarcation du libéralisme.

Après, même si nous respectons l'autonomie des organisations politiques, et nous l'avons fait pendant la campagne pour des candidatures unitaires, au moment où il n'y avait plus de convergences notre rôle n'était pas de donner des leçons à tout le monde ni de choisir tel ou tel, chacun ou chacune à Copernic s'investissait là où il voulait, dans les collectifs, la candidature Besancenot, la candidature Buffet... on a retrouvé un peu toutes les composantes du « non », après on n'est pas là pour se substituer, on peut aider c'est tout. Au niveau des perspectives on va fêter les 10 ans de Copernic en 2008, ça va nous permettre de faire une apparition publique pour faire le bilan de ce que nous avons fait ou pas fait depuis 1998, et en même temps de rouvrir le débat sur la recomposition de cette gauche qui a complètement explosé avec la victoire de Sarkozy, entre organisations et à l'intérieur des organisations, le processus d'émiettement n'est pas fini, avec les répercussions politiques et sociales que l'on voit. À Copernic, après cette année horrible qu'a été 2007, il va falloir qu'on réfléchisse non seulement pour essayer de voir pourquoi on a abouti à cet émiettement sans précédent mais également par quel biais on peut remettre tout ç sur les rails. Voilà, on participera à ces débats-là, que ce soit sur des thèmes précis comme les retraites, le livret A [...], nous sommes partie prenante de toutes ces campagnes...

**Q. :** Vous allez essayer d'amplifier la mobilisation pour la tenue d'un nouveau référendum sur l'Europe ?

**R. :** Oui, bien sûr, Copernic fait partie des deux structures unitaires larges, déjà Copernic a relancé le collectif du 29 mai qui était un peu en sommeil malgré un nombre important de visites sur le site Internet, ce qui est assez étonnant deux ans après. L'analyse a été simple à faire, c'est le même texte avec quelques retouches cosmétiques, bien qu'il y ait des points en plus sur la défense c'est à peu près la même chose, donc de ce côté-là on a eu peu de travail d'élaboration ; par contre il faut relancer la mobilisation pour un référendum, il y a un arc de forces plus large avec des courants gauche du PS qui ont rejoint le Collectif national pour un référendum (CNR), nous sommes associés à cette structure large pour des raisons tactiques, il s'agit d'essayer d'empêcher qu'il y ait 3/5<sup>ème</sup> des députés à Versailles pour que Sarkozy soit obligé de respecter la volonté du peuple. Vous connaissez comme moi les difficultés, le PS est pour le traité en majorité... malgré tout, nous allons essayer de peser par nos élaborations et nos initiatives, bon ça paraît difficile pour l'instant mais ceux qui ne se battent pas sont sûrs de perdre...

**Q. :** Vos positions sur l'Europe ne vous jamais posé de problèmes avec les Verts ?

**R. :** Non, euh, effectivement nous avons été déçus que les députés européens, à l'instar de Cohen-Bendit, s'étaient prononcés pour le « oui » au référendum mais ceci dit tous les Verts ne sont pas sur cette position, des membres de la gauche des Verts, d'Alter Ekolo sont contre le traité modifié, nous gardons toujours de bonnes relations même avec ceux qui ne partagent pas nos analyses. Qu'est-ce qu'on a appris ces deux dernières années ? C'est que souvent la gauche traditionnelle a trop négligé les nouvelles problématiques posées par les Verts et les associations, qui nous paraissaient lointaines avant mais qui sont aujourd'hui d'actualité : les OGM, le réchauffement climatique... toutes ces problématiques continuent les problématiques antérieures mais sous d'autres aspects, et il faut les affronter au fond, on cherche actuellement à mettre en place des groupes de travail un peu différents, sur la question de l'eau par exemple [...]. Notre volonté d'unifier la gauche antilibérale nous oblige à reprendre tous les sujets que nous avons abordé, notamment dans l'élaboration des 125 propositions

pour des candidatures unitaires, il faut tout retravailler mais aussi, et c'est la question posée à toute la gauche, retrouver un projet de société qui soit facilement lisible, susceptible de parler aux nouvelles générations, c'est d'ailleurs une des clés du succès de Sarkozy, d'avoir été lisible, il a su présenter un projet clair alors qu'à gauche on était tombé dans la liste revendicative plus ou moins crédible...il faut retrouver un projet [...]. Traditionnellement en France on avait une coupure entre les mouvements sociaux et les débouchés politiques, ça ça change un peu, l'articulation entre le politique et le social change de nature, des syndicats se sont investis sur la campagne du « non », ce qui n'était pas évident...il va falloir prolonger l'expérience du travail collectif car il y a un besoin de se définir positivement, pas simplement comme antilibéral, Copernic entend peser en ce sens, on va essayer pour nos 10 ans de faire le point. On redémarre un nouveau cycle, il faudra sans doute plusieurs années avant de remettre sur pied une gauche dynamique et crédible.

**Q. :** Juste une dernière question...Copernic participe à ATTAC, qui a traversé une grave crise en 2005-2006, comment la fondation a-t-elle réagi par rapport à ces conflits internes ?

**R. :** Je dirais que la Fondation Copernic ne s'est pas mêlée du conflit d'ATTAC, ce n'est pas à elle de s'immiscer dans des conflits internes, surtout lorsqu'ils deviennent très personnels, disons que si ATTAC et Copernic ont beaucoup de points communs ils n'ont pas le même fonctionnement : Copernic est plutôt un regroupement de groupes de travail, ATTAC est quelque chose de plus généraliste, surtout composée de groupes locaux, qui élaborent mais surtout interviennent dans les luttes quotidiennes, ce qui n'est pas le cas de Copernic, même si ses membres interviennent dans ces luttes, mais pas en tant que tels, nous n'avons pas cherché à développer des groupes Copernic dans toutes les grandes villes alors qu'ATTAC a plus une vocation d'organisation de masse.

Sur le conflit, si nous nous sommes interdits d'intervenir, nous nous sommes sentis plus proches des gens avec lesquels on avait l'habitude de travailler, certains étant à ATTAC et Copernic, notamment chez les fondateurs et au Conseil scientifique, plus que de l'équipe de direction qui s'accrochait à ses postes. Mais le minimum de respect qu'on doit avoir par rapport à une organisation amie est de ne pas intervenir dans ce type de polémiques.

## **Annexe 1-5 : Entretien avec Bastien François, politiste, membre de la Convention pour la 6ème République, 19-02-08**

**Q. :** Bonjour M. François, la Convention pour la 6ème République (C6R) a été créée comme une association autonome par rapport au Parti socialiste (PS), sous l'impulsion d'Arnaud Montebourg, est-ce qu'aujourd'hui elle reste dans l'optique de se différencier de la ligne du Parti socialiste par rapport à l'acceptation des institutions de la 5ème République et de son caractère présidentiel « monarchique »? Y-a-t-il eu évolution du PS sur ce point ?

**R. :** Moi je ne suis pas membre du PS hein, il y a effectivement depuis quelques années la thématique de euh, la nécessaire réforme des institutions de la 5ème République vers un régime parlementaire ou primo-ministériel, cette thématique se diffuse très largement disons par rapport à 2001 quand on a créé la C6R, après tout à la dernière présidentielle 7 candidats sur 12 étaient pour une 6ème République, bon ceci étant dit en réalité les principaux partis, ou en tout cas leurs leaders, leurs candidats à l'élection présidentielle, étaient très largement dans le cadre des institutions de la 5ème République, que ce soit le programme de Ségolène Royal, de François Bayrou, de Nicolas Sarkozy, c'est à peu près le même du point de vue des institutions...donc en réalité on a installé cette problématique dans l'espace public avec la C6R mais pas assez pour gagner la bataille, le PS reste très attaché à la 5ème République dans son aspect le plus central, c'est-à-dire la place prépondérante, prééminente du président de la République.

**Q. :** Très concrètement, où en est la C6R aujourd'hui du point de vue du nombre d'adhérents, de ses ressources ?

**R. :** Je ne peux pas vous répondre précisément, je n'ai pas les chiffres et je ne suis pas sûr que la C6R les ait, c'est un peu compliqué puisque c'est une structure fédérale, il y a une association nationale qui est connue mais c'est surtout une cascade d'associations locales, c'est un peu compliqué de savoir qui adhère, combien il y a d'adhérents, etc, donc là il va y avoir une assemblée générale en mai, à cette occasion la direction de la C6R dont je ne fais pas partie va faire le point sur les adhérents puisque le droit de vote est lié au paiement des cotisations. La C6R n'est pas au mieux de sa forme, comme beaucoup d'organisations de gauche, c'est pas très facile de se dire qu'on repart pour cinq ans, en même temps on est quelques-uns à réfléchir à sa restructurations et à un programme mais la C6R est toujours sous le coup de la défaite de la gauche à l'élection présidentielle et puis d'une certaine euh, il faudrait employer le mot avec beaucoup de guillemets, trahison de son chef historique puisqu'Arnaud Montebourg a décidé de se présenter aux élections cantonales avec pour objectif de présider un conseil général, dans le cœur du message de la C6R il y a la lutte contre le cumul des mandats donc là il y a contradiction, contradiction forte...donc voilà, vous venez me voir à un moment où la C6R n'est pas au mieux de sa forme. Mais je pense que ça va repartir d'ici quelques mois, ça va repartir pour deux raisons: d'abord parce que Nicolas Sarkozy, dans sa pratique des institutions, enfin le pouvoir exécutif aujourd'hui illustre bien l'ensemble des dérives que nous combattons, on n'est pas les seuls bien sûr mais on essayé d'y poser un diagnostic précis ; et puis la gauche a besoin aujourd'hui de renouveler son corps doctrinal, par exemple sur la question des institutions elle est objectivement mauvaise, quand on voit les propositions de Ségolène Royal c'est médiocre, mais d'ailleurs ça dépasse le cadre institutionnel stricto sensu, ça pose les questions de la démocratie locale, de l'organisation de la démocratie, donc je pense qu'on a là du travail, il y a de la demande.

Et puis pour entrer un peu dans le vif de votre travail, je pense que la C6R doit se repositionner, elle a été pendant longtemps, *de facto*, au service d'un homme politique, même si elle n'a pas été pensée comme telle, elle a pu apparaître comme une organisation qui participait des luttes internes au PS. Elle doit se repositionner en dehors des petites luttes de pouvoir, parfois un peu grotesques, au sein du PS.

**Q. :** L'heure est venue de prendre un peu de recul ?

**R. :** Disons que la C6R est une organisation qui a une histoire, créée à l'époque par un député, Arnaud Montebourg, alors peu connu, il a été élu en 1997, on a créé la C6R en 2001 même si on a commencé avant, je me souviens des premières réunions avec Arnaud, c'était en 1999, mais au début ce n'était pas ce que c'est aujourd'hui, il ne faut pas avoir une vision rétrospective des choses...donc voilà, *de facto* c'était le porte-parole d'une petite organisation, un porte-parole qui faisait beaucoup de bruit, qui avait beaucoup de talent, charismatique dans les médias, etc, bon, puis après il y a eu 2002 qui nous amené des milliers d'adhérents, il y a eu d'autres combats, Arnaud Montebourg s'est rangé du côté du « non » à la Constitution européenne, donc l'organisation est partie dans les luttes du PS...enfin plutôt en termes d'image, l'organisation en tant que telle n'a travaillé pour personne mais son image était liée à celle de Montebourg qui était présenté partout comme le président de la C6R, etc, mais en pratique ce n'est pas vrai, c'est-à-dire que s'il y a eu des militants

socialistes à la C6R et qui par ailleurs soutenaient Montebourg ça ne signifiait pas que la C6R travaillait pour lui, pendant la campagne présidentielle le blog de la C6R était assez critique, enfin dans la limite de ce qu'il est possible de faire, par rapport à lui et vis-à-vis de Ségolène Royal.

Donc il y a une histoire, il a été un des fondateurs, il est devenu le fondateur, le sigle et la marque sont apparus comme ça, un des enjeux là pour la C6R ça va être de sortir de ça, même si en pratique l'organisation de la C6R n'a jamais été tournée vers le travail pour tel ou tel candidat socialiste. Je crois qu'il y a là un effet de construction médiatique là, « C6R=Montebourg », voilà. Evidemment que Montebourg a joué un grand rôle dans la C6R, c'est un personnage qui avait la capacité d'attirer beaucoup de gens, qui a tracé un certain nombre de lignes, mais la C6R n'est pas une officine et ça n'a jamais été pensé comme ça par Montebourg lui-même.

Alors c'est vrai que si vous prenez cette organisation et son réseau de C6R locales, la plupart du temps les cadres, les présidents d'associations locales sont des militants du PS, pour une raison assez simple: ce sont des gens qui ont un passé militant, des savoir-faire militants, mais si vous prenez les adhérents individuels ou ceux qui ont participé à la rédaction du projet, du texte qu'on a publié avec Montebourg chez Odile Jacob qui s'appelle *La Constitution de la VIème République*, la plupart n'étaient pas membres du PS...

**Q. :** Il y avait d'autres composantes de la gauche ?

**R. :** Oui, enfin des gens tout simplement de gauche, qui n'appartenaient pas à une organisation...il y a deux choses hein, d'une part effectivement une surreprésentation parmi les cadres locaux de membres du PS, mais d'un autre côté, par exemple pour le projet, toute l'équipe « projet », enfin deux tiers de l'équipe, c'est-à-dire 10 sur 15, n'étaient pas membres du PS. Mais il faut se rappeler que Montebourg était très minoritaire au PS, dans mon bureau j'ai mis ça [un article du Monde, NDA], à propos du congrès du Mans en novembre 2005, où le PS bute sur la VIème République et là il est tout seul Montebourg, donc voilà les militants socialistes pour Montebourg étaient minoritaires dans le PS, donc on s'est jamais senti, euh, en tout cas ça nous a fait plaisir qu'un texte écrit par des gens qui ne représentaient rien, des gens même pas encartés, puisse faire bloquer le PS...Donc on n'a jamais été une organisation satellite au service d'un leader, on ne l'a jamais construite comme telle, d'ailleurs moi-même je suis souvent construit comme « le conseiller de Montebourg » alors que quand je suis avec lui on est à égalité, on discute, voilà, mais dans les médias je suis « le conseiller de Montebourg », quand je parle je suis montebourgeois, nécessairement d'accord avec lui, quand je suis en désaccord avec lui il y a des articles dans les journaux du genre « ah, il ya du rififi à la C6R », bon ça me fait rigoler mais c'est parfois un peu énervant.

C'est vraiment une organisation très particulière et c'est peut-être pourquoi elle a eu beaucoup de succès, bon certes on est au creux de la vague mais on va repartir, là on réfléchit sur le projet, on va pas ressasser pendant dix ans la VIème République, on va essayer d'élargir un peu. Si les gens sont venus chez nous, si on eu pas mal de succès, c'est qu'ils ne voulaient pas aller ailleurs, ils ne voulaient pas aller dans un parti, au PS ou ailleurs, ils cherchaient quelque chose de plus citoyen, de moins engagé dans les compétitions électorales, on a jamais soutenu des candidats, c'est même dans les statuts, on a publié un texte, avec les précautions d'usage certes parce que c'est un ami, assez sec sur le fait que Montebourg se présente aux cantonales...on n'a jamais été dans la compétition électorale, on n'a jamais caché notre point de vue, on a toujours dit, par exemple pendant la campagne présidentielle, que la VIème République de Ségolène Royal c'était pas la nôtre. Il y a donc, c'est intéressant, une image de l'organisation qui ne correspond pas à la réalité.

**Q. :** Pour vous, le C6R est beaucoup plus proche d'une association comme ATTAC ?

**R. :** Voilà, oui...

**Q. :** Donc avec une visée bien différente de, si l'on prend un exemple historique, la Convention des institutions républicaines de François Mitterrand ?

**R. :** Oui, on avait l'ambition d'être un « ATTAC des institutions », c'était ça le modèle, une organisation à ambition assez intellectuelle qui ne soutiendrait pas de candidat. A un moment, on a pensé à mettre Montebourg comme candidat à la présidentielle, mais c'était un peu compliqué comme il était socialiste et qu'il y avait déjà un candidat du PS, ce n'était pas gérable. L'idée, un peu à la Nicolas Hulot, c'était voilà de dire qu'on est un groupe de pression et on va essayer d'imposer notre thématique au sein du PS parce que le PS est le parti dominant de gauche, les Verts et le PCF étant sur des programmes assez proches de nous, nous on vise le congrès du PS, c'est un lieu qui nous intéresse car il faut le conquérir du point de vue des idées mais c'est pas un lieu qu'on veut conquérir pour des postes de pouvoir. Je ne vous dis pas qu'il n'y a pas des gars qui sont entrés à la C6R en se disant « tiens, une carte de plus dans mon portefeuille » pour être chef de section ou candidat aux cantonales ou que sais-je encore, évidemment que Montebourg a eu des profits de parler au nom d'une organisation comme celle-là, mais je veux dire qu'elle n'a jamais été pensée

comme ça, moi je suis là depuis le premier jour et ça n'a jamais été discuté comme ça. On n'a jamais eu cette ambition et personne n'a essayé de transformer l'organisation dans ce sens là.

**Q.** : Au niveau du fonctionnement, comment se passe l'articulation entre les C6R locales et le national ? Est-ce qu'on a une représentation nationale des comités locaux du type de celle qu'on peut trouver à ATTAC ?

**R.** : C'est peu compliqué, d'autant plus qu'on est dans le creux de la vague, alors il y a des gens qui disparaissent, on ne sait plus où ils sont...[...] Il y a une double représentation nationale au sein de qui s'appelle le Conseil fédéral, avec je crois une moitié des représentants élus en AG et l'autre moitié élus par les associations au prorata du nombre d'adhérents par association, c'est une façon d'avoir deux collègues électoraux. Au début ce n'était pas comme ça, on avait créé la C6R nationale et puis des comités locaux doués d'une existence propre, le problème c'est qu'on ne contrôlait pas, on pouvait raconter n'importe quoi, ça partait dans tous les sens, donc a décidé de monter un système fédéral où les associations locales perçoivent les cotisations et reversent au national. A vrai dire, parmi les réformes de la C6R je pense qu'il y aura une réforme du fédéralisme parce que c'est trop compliqué, trop lourd...il faudra trouver une autonomie pour les associations locales mais là c'est trop compliqué, rien que pour faire remonter l'argent...en période de supercroissance il n'y a pas de souci, mais dans une période de reflux ça devient plus compliqué à gérer, les fichiers que l'on a sont très vite périmés, il faut les corriger. Au niveau national on a une mailing list, et le fichier n'est pas à jour, donc je pense qu'on va fonctionner dans un fédéralisme inverse, c'est-à-dire que c'est le national qui financera le local en fonction de ses résultats, un truc comme ça, je ne sais pas...

C'est lourd à gérer, par exemple si il y a des gens à Trifouilly-les-Oies, est-ce qu'ils adhèrent à Poitiers ou à Paris, pour eux ça peut être pareil...

**Q.** : Il y a des noyaux dans les principales villes ?

**R.** : Oui, dans toutes les grandes villes il y a une association, à peu près, Marseille, Toulouse, Lyon, Strasbourg, etc, en Saône-et-Loire il y a une association plus grosse que sur le reste du territoire, bon, après tout n'est pas dynamique, les activités sont très variables.

**Q.** : Vous êtes vous-même politiste, comme MM. Lavau et Vedel qui d'étaient engagés à Jean Moulin, est-ce que vous analysez cela comme une attirance propre des politistes pour des structures d'engagement souples, où le public est peut-être plus réceptif à l'expertise, au discours savant ?

**R.** : C'est une forme d'engagement citoyen, euh, dans laquelle je me sens bien, il y a aussi des raisons amicales, des raisons de compétence, ça faisait longtemps que je faisais des articles qui allaient dans ce sens là ; et puis moi je n'ai pas d'ambition électorales, le PS c'est une machine très lourde, ça ne m'intéresse pas de participer à ce genre de compétition, c'est vrai que la C6R est une façon de s'engager sur quelque chose de thématique, que je contrôle mieux, et en plus un lieu, à la différence de Jean Moulin, où j'ai des interlocuteurs qui ne sont pas des universitaires, évidemment ce n'est pas représentatif de la société française mais ce ne sont pas que des étudiants de Sciences Po. Je rencontre des gens très intéressants, souvent militants dans d'autres organisations, politiques ou pas, et ce ne sont pas des étudiants, je ne suis pas dans un rapport habituel. Voilà, j'y trouve satisfaction, et j'allais dire, l'enjeu c'est qu'il faut qu'on s'amuse, là on s'amuse plus. On a fait des trucs, on a quand même réussi à mettre cette thématique dans l'agenda, c'était une petite aventure, je me suis amusé, quand Montebourg a mis en accusation le président de la République c'était rigolo d'écrire l'argumentaire, c'était amusant d'écrire une Constitution...il y avait quelque chose d'assez ludique, avec des gens sympas, c'est différent d'un parti où il a plein de contraintes militants, les élections, etc, nous on a pas ces soucis.

Mais c'est très différent de Jean Moulin, avec sa concentration technocratique, effectivement j'aurai peut-être à l'aise dans Jean Moulin mais la C6R est moins ambitieuse, voilà.

**Q.** : Peut-être que la C6R vous permet de conserver une certaine distance, ne serait-ce que par rapport à l'exercice de votre métier, Jean Moulin lançait des opérations un peu démentes en termes de recomposition politique...

**R.** : Jean Moulin a été en position à un moment donné de pousser un candidat à l'élection présidentielle, ce n'est pas notre cas, peut-être que ça le sera à l'avenir, je ne sais pas quelles seront les modalités futures d'action de la C6R, je dis simplement que c'est plus conçu dans la logique ATTAC, groupe de pression, que dans la logique qui pouvait être celle de Jean Moulin à l'époque, cela dit moi je n'étais pas peu fier de bloquer le congrès du Mans. Vous avez peu d'occasions dans la vie de peser un peu sur des choses qui vous paraissent importantes, voilà, quand vous faites ce métier d'universitaire parfois vous vous dites « je raconte des trucs à mes étudiants, j'écris des choses lues par mes collègues », à un moment ce serait bien que ces choses sortent de l'université, c'est aussi une façon de se sentir utile, si j'avais été expert dans un autre domaine je me serais engagé dans des mouvements luttant dans le domaine en question, là il s'est trouvé que j'avais une petite expertise institutionnelle, quelques idées, voilà.

**Q. :** D'accord. La gauche se retrouve aujourd'hui dans une situation d'opposition prolongée, est-ce que selon vous cela va se traduire par un retour de la centralité du PS, au sens où les opérations de recomposition politique, et notamment sur le plan doctrinal, vont se tourner vers lui, ou est-ce que la vague de clubs créés récemment, je pense par exemple à la République des idées, peut avoir plus d'influence dans ce contexte d'opposition ? Serait-on dans un nouveau cycle de dissociation entre le parti et les couches intellectuelles, « expertes-techniciennes »?

**R. :** Je ne sais pas très bien, à gauche c'est clair que le PS est dominant et que le problème politique est celui des alliances, qui a été réglé par Mitterrand en son temps, c'est-à-dire choisir l'alliance avec le PCF pour l'étouffer progressivement, stratégie qui a été payante mais qui est morte aujourd'hui, là il y a un problème politique très important pour le PS, sur lequel les clubs n'ont à mon avis aucune influence. Puis, il y a une autre question, très compliquée, c'est que la gauche confrontée au pouvoir n'a plus véritablement repensé son programme, ce qui fait que par exemple si on est de gauche on ne sait plus ce qu'est un service public, donc après c'est compliqué de discuter du statut des entreprises publiques, de la construction européenne...on a un déficit de ce point de vue là. Il y a des lieux, très divers, où des gens produisent des travaux, entre la République des idées, la Fondation Robert Schuman et la C6R par exemple on a trois configurations différentes, très différentes, où des gens produisent des idées, mettent sur le marché des idées des idées, pas uniquement récupérées par la gauche, si vous prenez le rapport Balladur la partie « Parlement » c'est la C6R à peu de choses près, et qui produisent dans des logiques différentes des choses qui pourraient effectivement nourrir les programmes politiques. Maintenant, est-ce que ça va les nourrir effectivement, pour le moment moi je ne vois rien, ce n'est pas parce que vous avez des gens qui produisent des analyses des problèmes publics que cela se transforme en programmes politiques, on est très loin de ça. Ça me semble être des choses dissociées, il y a presque toujours eu des clubs, la République des idées ça ne produit rien de direct, ça peut produire à la limite une légitimité argumentative, mais pour moi le point n'est pas le programme mais un point politique, c'est-à-dire le problème des alliances et qu'est-ce qui va avec, après si on veut consturire un programme léctoral il y a tout ce qu'il faut sur le marché.

Je me dis que peut-être une certaine génération d'intellectuels, d'universitaires, a assez envie d'être dans l'espace public, qu'on ne soit pas que des universitaires dans l'université, être dans le monde tout en restant ce que l'on est, tout en résistant à l'instrumentalisation politique et médiatique, car les deux chose sont dangereuses. Il y a ça, une certaine délégitimation de l'université comme lieu de production du savoir, et donc il y a la nécessité pour nous de montrer que l'on sert à quelque chose, que l'on peut transformer notre travail savant en programme, en politique publique. En même temps on n'a pas envie d'être des praticiens, des intellectuels organiques, des intellectuels médiatiques qu'on appelle pour parler de n'importe quel sujet, on n'est pas à l'aise là-dedans. Je pense que l'université connaît actuellement une transformation, ce n'est pas forcément lié à la politique et aux partis ; d'un autre côté on est face à des professionnels de la politique et on sait qu'on n'est pas des professionnels de la politique, il faut dire les choses telles qu'elles sont, ce n'est pas notre métier. Il y a eu des universitaires députés et ministres bien sûr, mais le monde politique est un monde très fermé, les tentations d'aller faire de la politique sont en fait très faibles, il y a des contraintes communicationnelles qu'on ne maîtrise pas, etc. Il y a une crise politique au sens où le quadrille bipolaire de Duverger ne marche plus, il y a des problèmes d'alliance à gauche et à droite, on a un système politique de moins en moins représentatif, toute sue série de débats sur l'introduction de la proportionnelle, la proportionnalisation du premier tour de l'élection présidentielle, le fait qu'il y ait eu cette fois trois candidats au second tour de l'élection présidentielle de fait pendant une semaine, donc ça ne bipolarise plus comme avant, les institutions faiblissent...

**Q. :** ...mais résistent malgré tout...

**R. :** Oui, mais grosso modo ça marche moins bien, les députés sont de moins en moins représentatifs, du fait de l'abstention, de la montée de l'extrême-droite et de l'extrême-gauche, le système patine, est confronté à une transformation très importante de son environnement économique et n'a pas fait à gauche comme à droite de véritable mutation idéologique ; et puis de l'autre côté une univéristé malmenée, devenue en vingt ans une université de masse, qui doit accueillir des étudiants non socialement préparés, qui se demande si elle doit former à des métiers comme l'illustrent les débats autour de la LRU, alors d'un côté les universitaires sont contents parce qu'il y a une réforme mais ils n'aiment pas cette réforme, et en plus on souffre depuis les années 70 d'une dégradation de notre rôle, de notre statut, de notre image, un universitaire c'était quelqu'un d'important avant, maintenant ce n'est plus tellement le cas, il y a un milieu intellectuel en plus concurrencé par les journalistes, la diffusion d'un rapport consumériste des étudiants au savoir, etc. Sur trente ans il y a eu une transformation radicale de l'université, avant sur votre CV vous ne mettiez pas une rubrique « valorisation de la recherche », maintenant c'est important. Ces transformations structurelles font qu'on est un peu malmené, qu'on a envie de dire qu'on est capable de dire des choses, d'où la profusion de think tanks plus ou moins structurés, avec chacun leur histoire. La C6R aurait pu être un think tank, elle s'est orienté vers le modèle ATTAC.

Donc voilà, vous avez un ensemble de phénomènes assez complexes à analyser et à analyser dans leur relation.

**Q. :** Vous avez donc l'impression d'une certaine volonté chez les universitaires de sortir de leurs « tours », d'être plus présents dans l'espace public ?

**R. :** Oui, enfin chacun à son niveau, il faudrait une analyse sociologique plus fine de ça, mais j'ai l'impression qu'on est frappé par la nullité du débat politique, c'est frappant, c'est tellement ahurissant ce qu'on entend, arpès c'était peut-être pareil avant aussi, mais on se dit qu'on a des savoir-faire, des expertises, et qu'il faut trouver le moyen de les diffuser sans perdre notre âme, ça peut amener à des formes de schizophrénie. Moi je rédige une thèse sur la réforme constitutionnelle et je suis en même temps un acteur de la réforme...il y a peut-être des choses plus triviales, peut-être qu'on s'ennuie un peu, mais je ne sais pas. Il faudrait vérifier mais quand vous regardez l'âge des gens qui écrivent dans la République des idées ils ont tous entre quarante et cinquante ans, ils sont déjà reconnus dans leur profession...en tout cas, l'explication de ces formes d'engagement n'est à mon avis pas à chercher dans la politique mais dans l'université, pourquoi les gens n'y ont pas satisfaction et vont à l'extérieur pour en trouver. Il y aussi des choses très triviales, si vous écrivez des livres de science politique vous vendez peu d'ouvrages, si vous publiez des livres qui se vendent mieux des gens vous écrivent, quand vous arrivez à la FNAC votre fils vous dit « hé, papa il y a ton livre », c'est pas avec ma thèse que j'aurai été sur les présentoirs de la FNAC ! Ca ne veut pas dire que les gens font ça pour ça mais une fois qu'ils y ont goûté ils y prennent goût, et puis c'est vrai que c'est un exercice différent d'écrire pour le grand public, moi-même j'ai eu du mal.

Donc voilà, il faut chercher les causes dans l'université, je ne crois pas trop à la rencontre entre les intellectuels et les hommes politiques, elle n'existe pas, les professionnels de la politique vont se servir des idées sans aucun souci de leur cohérence, il va y avoir instrumentalisation, et ce n'est pas grave du tout car c'est comme ça, moi si quelqu'un veut gagner l'élection présidentielle en se saisissant de la VIème République je dis très bien, il ne faut pas être naïf et se dire qu'on va influencer comme ça, je n'y crois pas. Ce sont les professionnels de la politique, selon les contraintes propres au champ politique et selon des logiques très différentes de monde intellectuel, se servir de tel ou tel auteur, de tel projet, moi je le dis car j'ai rencontré beaucoup de politiques de gauche et de droite, ils s'en tapent complètement du fond, ils cherchent à se distinguer, à se démarquer dans un espace concurrentiel. Les gens qui se mettent dans une position de conseiller du Prince sont soit naïfs soit ils font de la politique, moi je suis plutôt dans une optique de lobbying façon ATTAC, Nicolas Hulot, ça peut paraître ridicule mais Nicolas Hulot a accumulé assez de capital pour aligner tous les candidats à l'élection présidentielle sur une estrade, leur demander « vous allez faire quoi ? » et puis après leur mettre des notes, c'est tout de même extraordinaire, les candidats n'y sont pas allés parce qu'ils le trouvaient génial mais parce qu'ils étaient obligés. Moi je suis dans une logique de lobbying intellectuel, c'est très différent de la République des idées, je ne crois pas un seul instant aux capacités des idées à gagner par elles-mêmes, elles gagnent d'abord parce qu'elles passent dans les journaux, c'est clair, je ne fais que ça, je passe mon temps à expliquer des choses aux journalistes car c'est là que ça se joue, le jour où le journaliste arrête de dire « oh là là, c'est terrible, c'est le domaine réservé du président de la République » et qu'il commence à mettre un peu le doute sur cette catégorie, c'est gagné. La lutte est là, dans la construction de l'agenda médiatique, Royal a repris la VIème République parce que Bayrou l'avait prise, sinon elle n'en voulait pas parce que ça donnait trop d'importance à Montebourg. Je suis allé voir un conseiller de Royal avant l'investiture pour qu'elle prenne la VIème République, ce qui lui aurait permis de se distinguer d'entrée.

Donc vous avez deux espaces autonomes, l'espace politique, l'espace intellectuel, et c'est dans la rencontre ceux-ci que vous pouvez comprendre les relations. Quand vous me parlez de crise politique et de nouveau cycle des clubs, moi je pense que les choses ne sont pas liées là, il se trouve qu'il y a une crise de la représentation politique, de la stratégie de la gauche, de la bipolarisation, d'une part ; et puis une transformation de l'université, un monde médiatique très changeant, on le voit avec Sarkozy, du génie de la communication il y a quelques mois au gros nul aujourd'hui, vous voyez l'enjeu, si un jour les journalistes trouvent la VIème République géniale tant mieux mais ça ne les intéressera plus à un autre moment, voilà, ce sont des choses connues sur l'espace public d'aujourd'hui. Ce sont des phénomènes qui sont très distincts selon moi, il peut y avoir des influences croisées mais tout cela est très précaire, une fois on vend des tonnes d'ouvrages sur la Constitution européenne et là quasiment personne ne fait de papier pour comparer avec le traité de Lisbonne, c'est stupéfiant...tout est très fluide.

**Annexe 1-6 : Entretien avec Laurent Bouvet, politiste, ex-membre de la République des idées, membre du comité de rédaction de la revue *Le Banquet*, 21-02-08**

**Q. :** On a assisté à l'éclosion d'une vague de clubs à gauche ces dernières années, comment l'interpréteriez vous? Est-ce en raison d'une atonie des partis ou d'un besoin d'un engagement spécifique des intellectuels ?

**R. :** Il y en avait déjà avant [...] La fin de la fondation Saint Simon (FSS) a conduit à une division chez ses anciens membres, les plus jeunes ont voulu poursuivre le projet de la fondation, qui était à la fois une réflexion avec des notes et en même temps l'idée d'un club social, alors que la République des idées, l'idée fondamentale de Rosanvallon quand il a créé la République des idées en 2001, c'est de ne pas refaire la FSS, surtout pas, c'est enlever la dimension « club social » de l'affaire et faire vraiment un lieu de production intellectuelle, produire des livres plutôt que des notes. Ca c'est la gauche réformatrice mais pas directement liée à la politique, c'est pas vraiment un think tank comme aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne où les choses sont très liées, si on regarde dans les années soixante-dix les think tanks néolibéraux très liés à Thatcher, il y avait une communauté de vision et d'intérêts, si je ne me trompe pas Thatcher prend la tête du parti conservateur en 1975-76, elle s'est vraiment appuyé e sur ce type de structures, même chose aux Etats-Unis. Dans la République des idées il y a déjà un projet intellectuel, il y a non pas un mépris mais une grande distance avec la politique, ce qui est caractéristique de Rosanvallon et c'est là où on a eu des divergences, moi j'étais plus dans une logique de think tank. J'ai participé depuis la fin des années quatre-vingt-dix à la création de *Policy Network* en Angleterre, parce que j'étais un des rares en France à travailler sur le blairisme donc j'étais souvent invité là-bas, on avait des réseaux assez forts car à l'époque il y avait 13 gouvernements sur 15 dirigés par des sociaux-démocrates, c'était ce qu'on appelait « l'Europe rose » donc il y avait toute une série d'activités avec les Italiens, les Néerlandais, les Allemands, les Anglais, etc, c'est pour ça que Rosanvallon m'avait demandé de venir m'occuper de la République des idées, donc moi je pensais qu'on allait en faire un élément essentiel de ce réseau en France, ce que n'est pas la fondation Jean Jaurès, qui est très sur le modèle de la fondation Friedrich Ebert mais qui n'en a ni les moyens ni l'ambition, c'est-à-dire qu'elle fait un peu d'aide au développement politique, un peu de réflexion mais ça reste à la fois trop ancré dans la vie du PS dans le sens où il faut faire attention aux courants, si on publie Truc il faut publier Machin, bref je ne sais pas si vous avez jeté un coup d'oeil mais il y a toute une série de notes qui sont ce que pense Moscovici, ce que pense Truc, il y a eu des choses intéressantes mais c'était souvent, comme les notes de Jospin, « la voix de son maître ».

Donc les choses ne se passaient pas à Jean Jaurès, quand Rosanvallon m'a appelé je m'occupais de la *Revue socialiste*, et j'en avais un peu fait le tour car il y avait beaucoup de contraintes dans la revue du parti, je voulais en partir et j'ai pensé pouvoir enfin faire ce que je voulais, en se détachant du PS tout en restant dans la gauche réformatrice, participer à cette ébullition intellectuelle dans la gauche européenne, contribuer pour employer les grands mots à repenser la social-démocratie et le socialisme du XXIème siècle, à la manière dont les néolibéraux dans les années soixante-dix et quatre-vingt ont repensé le conservatisme et le libéralisme, il y avait vraiment cette ambition là. Ca m'intéressait en tant que chercheur car je travaille sur les voies du renouvellement intellectuel, et puis il s'est avéré que la République des idées ce n'était pas ça, ça s'est réduit à une petite maison d'édition en lien avec le Seuil avec des livres très bons mais la production d'idées, très orientée socio-économique, est insuffisante à la fois sur le fond et en même temps insuffisante dans la transmission des idées, sur l'influence que ça peut avoir, donc ce n'est pas un think tank.

**Q. :** Comment expliquer ce repli des clubs français sur des activités purement intellectuelles, est-ce que c'est lié à l'insuffisance des moyens comparé aux autres organisations européennes parce qu'on n'a pas le même modèle de fondations, moins d'argent que les organisations anglo-saxonnes ?

**R. :** Oui, effectivement, sauf que la République des idées n'a jamais eu de problèmes de financement, ce problème peut être contourné même s'il n'y a pas un statut de fondation spécifique par la création d'une association loi 1901, mais plein de grands patrons ont accepté de donner pour lancer la République des idées, c'est un peu différent pour les fondations liées aux partis qui dépendent de subventions publiques, pour des choses privées on peut trouver, ce n'est pas la limite, c'est une fausse question. Dans le cas français on peut monter une association qui tienne la route financièrement, donc il faut chercher ailleurs. La raison qui me semble essentielle, sur laquelle j'ai beaucoup travaillé et réfléchi académiquement, et expérimenté pratiquement à la *Revue socialiste* puis à la direction des études du PS [...], c'est que les partis politiques n'ont plus en leur sein, ne sont plus capables de gérer, d'assumer, d'organiser la fonction intellectuelle, même plus capables de produire des intellectuels organiques, maintenant c'est juste sélection et présentation des candidats.

Deuxième élément, il n'y a plus de liens ni organiques ni en termes d'externalisation avec un champ intellectuel en dehors des partis, ça existe de manière informelle avec des nébuleuses autour de dirigeants des partis, ça peut être à l'occasion de campagnes électorales dans les comités de soutien, des liens peuvent intervenir, à partir de là certains responsables dans leurs stratégies d'organisation à l'intérieur du parti, pour des congrès ou des investitures, ont été amenés à tenter de structurer un peu ces liens informels et on a aujourd'hui la naissance de tout un ensemble de structures qui ne sont pas des think tanks mais des petits lieux de travail, de réflexion. Je donne quelques exemples dans une période de restructuration du PS, on a des gens comme Vincent Peillon qui créent l'Institut Edgar Quinet, en direction des élus mais qui se veut aussi un lieu d'expertise intellectuelle, on a Benoît Hamon qui crée la Forge qui est un lieu pour repenser la doctrine du PS, avec aussi des gens de la gauche radicale, il y a les anciens réseaux strauss-kahniens derrière Olivier Ferrand qui crée la fondation Terra Nova, il y a la volonté de Ségolène Royal d'organiser autour d'elle, de manière moins institutionnelle, des réseaux, comme Désirs d'avenir, etc. On a une démultiplication d'espaces un peu plus formalisés, structurant ces liens informels entre un leader ou un courant et le monde intellectuel, de l'expertise, de la recherche. Mais quand l'initiative vient des politiques c'est une initiative qui est instrumentale, ce n'est pas mal ou bien, c'est que ça ne peut pas être autrement, le problème de cette vision instrumentale c'est qu'elle est d'abord très limitée sur le fond car elle ne prétend pas aller trop loin, ça doit être immédiatement utilisable pour les échéances électorales, on est obligé d'aller vite ; deuxièmement sur le fond et dans l'intention même les politiques sont assez rétifs, si ce n'est hostiles, à un travail intellectuel digne de ce nom, qui peut être critique, dérangeant, remettre en cause certaines idées reçues.

Conquérir le PS et penser à ce que doit être le socialisme du XXIème siècle, a priori ça semble aller ensemble, dans les faits c'est très compliqué car vous ne pouvez pas laisser dire à des gens qui vous sont proches ou qui semblent proches de vous des choses qui seront reprises par les élus ou les militants lorsqu'il s'agira de voter, Ségolène Royal s'est trouvée avec d'autres dans cette difficulté. Pour cette raison, l'instrumentalisation est évidente, compliquée, conduit forcément à des désillusions qui peuvent être importantes pour les intellectuels, ils peuvent en concevoir une certaine amertume, il y a un côté « échaudé » chez les intellectuels aujourd'hui. On peut valider au contraire la démarche venant du milieu intellectuel, comme la République des idées, en se disant que le seul moyen de sortir de l'instrumentalisation c'est de faire la démarche inverse en partant du milieu intellectuel pour le rapprocher du politique, sauf que cette démarche il faut l'assumer jusqu'au bout, ce que Rosanvallon ne veut pas assumer. C'est le symétrique de l'instrumentalisation et on aboutit à des lieux créés par le politique qui vont rester largement vides, vous allez avoir des contributions assez limitées de gens pas forcément incompetents mais qui acceptent l'instrumentalisation, ce qui ne permet pas d'aller très loin ; et de l'autre côté des intellectuels qui ne veulent pas entendre parler de politique parce que toute participation est déjà une compromission, et on se retrouve dans une impasse, c'est pas comme ça que l'on va renouveler les idées. Ce que dit Rosanvallon « produisons des idées, si ça intéresse le politique il vient se servir », ça ne suffit pas, il y a des bouquins de la République des idées qui ont été repris par le politique, comme celui d'Eric Maurin, mais ça ne suffit pas d'inviter Eric Maurin à trois ou quatre réunions politiques, ça ne va pas changer la doctrine du parti, certes il faut produire des idées, faire un travail de veille, de synthèse, mais il faut un lieu intermédiaire où ces idées soient rendues opérationnelles, traduites pour le politique, et enfin que le politique fasse la démarche d'aller les chercher mais aussi qu'on fasse la démarche de lui proposer, on ne peut pas se contenter de produire son petit livre et d'attendre que ça se passe, ce n'est comme ça que ça se passe. C'est assez bizarre de dire ça de gens comme Rosanvallon qui ont pourtant une expérience politique, mais ils ont du fonctionnement du PS une vision assez détachée, comme d'un objet assez extérieur, pour la plupart ils le méprisent d'ailleurs, certes le diagnostic de l'appareil peut être très dur et je ne suis moi-même pas gentil avec lui, je connais au moins son fonctionnement et sa doctrine, mais eux ça ne les intéresse pas, ce n'est pas leur problème.

Bref, pour revenir au problème du rapport entre intellectuels et politique, il y a une distance qui s'est créée, une forme d'inconsistance des idées politiques, de la manière dont elles sont traitées, ce n'est pas qu'il n'y a pas d'idées c'est qu'il n'y a pas les outils, la volonté de les créer, on est dans une situation où c'est très compliqué de voir sur quelle base doctrinale on pourrait recommencer à travailler. Pour être un peu moins abstrait, par exemple sur les questions de politique sociale, de réforme de l'Etat-providence, il y a eu énormément de travaux ces dernières années, par exemple sur le capital-santé, ça ça ne passe pas au PS, seul Strauss-Kahn en a parlé et de manière anecdotique, alors que c'est une des voies de renouvellement de la doctrine. On pourrait aussi parler du renouvellement des formes d'organisation des partis, par exemple de l'ouverture à des non-adhérents, là aussi il y a beaucoup de réflexions et les partis n'en sont absolument pas conscients.

**Q. :** La gauche va à nouveau se retrouver dans une situation d'opposition prolongée. Si on veut faire un peu la comparaison avec les années soixante, durant lesquelles les clubs ont lancé des opérations très ambitieuses comme la candidature Defferre, avec une SFIO en crise, etc, on peut se demander pourquoi les

clubs d'aujourd'hui peinent à se faire entendre, alors que le PS est également en crise, que la campagne Royal a marqué une certaine remise en cause de la forme parti...pourquoi cette faiblesse?

**R. :** Alors attention, les différences avec les années soixante sont de plusieurs ordres, il n'y a plus de combat idéologique pour commencer et ça c'est essentiel, le Club Jean Moulin et d'autres initiatives venaient du fait qu'il fallait trouver une proposition de renouvellement de la gauche non-communiste, c'était un impératif sinon c'était la captation d'une partie de la question sociale par le gaullisme avec une forme d'ingénierie technocratique et puis de l'autre côté une doctrine communiste marxiste. Il fallait donc développer une expertise de la modernisation échappant au gaullisme et à la vulgate « si on veut changer la société il faut changer de mode de production », il y avait un enjeu intellectuel et politique très important, presque de survie. Deuxième élément, la SFIO et la place qu'elle occupait, il faut savoir raison garder pour la comparaison avec aujourd'hui, c'est le pouvoir des notables locaux, la compromission en Algérie, avec le gaullisme...c'est une défaite morale et politique considérable qu'on n'a pas aujourd'hui, donc on n'a ni le cadre idéologique de l'époque ni ce décalage entre la pratique locale pragmatique des élus SFIO et un discours marxisant, même si il y a un décalage entre la pratique gouvernementale du PS et un discours plus à gauche. Le schéma est moins pur aujourd'hui, et puis il y a un très fort effet générationnel, les clubs des années soixante c'est aussi le débouché de toute une génération venue à la politique par la guerre d'Algérie, aujourd'hui il n'y a pas de génération, pas de vision générationnelle d'une tâche à accomplir, s'engager à gauche sans adhérer au PCF à ce moment là c'est renouveler la SFIO, l'espace est étroit.

**Q. :** Un autre parallèle que l'on peut faire malgré tout c'est la question de l'alliance au centre, avec d'un côté le projet de la grande fédération, aujourd'hui le score de Bayrou qui pose la question de l'alliance PS/Modem, ce qui a suscité des mouvements comme les Gracques, d'autant plus qu'un certain nombre de clubs antilibéraux se sont développés...

**R. :** Oui, il faut aussi parler de la gauche dite radicale, mais ce n'est pas seulement un problème d'intensité idéologique par rapport aux années soixante, le centre et la gauche ont la même problématique à ce moment, aujourd'hui à la gauche du PS tout est fragmenté, plus faible que le PC d'alors, de l'autre côté Sarkozy ne restructure pas la droite comme de Gaulle, alors évidemment les Gracques appellent à l'alliance au centre, le PS continue à s'allier avec le PC pour des raisons électorales...il faut se méfier de l'analyse véhiculée par certains médias sur l'affrontement Sarkozy/Besancenot, on n'est pas du tout dans une configuration où ces ensembles menaceraient d'écraser ce qu'il y a au milieu. [...] Le PS reste la force dominante à gauche et la bipolarisation se maintient au plan électoral, Bayrou incarne un vrai discours centriste dans le sens où il peut être repris par la gauche ou par la droite, mais les groupes socio-économiques qu'il représente, ce n'est pas clair. Son discours est potentiellement le meilleur sur le fond mais ne peut se structurer politiquement, d'où la stratégie aux municipales qui est de ne pas en avoir en voyant selon les contextes ce qu'on fait. C'est compliqué pour le PS de faire cette alliance même si ça pourrait paraître logique, il peut perdre sur sa gauche, et puis Bayrou perdrait son avantage en faisant un choix clair. [...] Je comprends que les Gracques se prononcent pour ça mais ils ne représentent pas grand-monde, le problème est bien plus compliqué qu'une addition, une grande alliance à la Prodi ça ne marche pas. [...]

**Q. :** Est-ce que la droite n'aurait pas pris une longueur d'avance avec l'UMP, en intégrant les différents courants et mouvements ?

**R. :** Oui et non, Sarkozy n'a pas vraiment unifié le parti mais a réussi à casser le Front national, à étendre l'emprise de sa coalition électorale très loin à droite et assez loin au centre, il n'aurait peut-être pas autant réussi sans Bayrou d'ailleurs. [...] L'UMP c'est la traduction de ce mouvement là.

**Annexe 1-7 : Entretien avec Philippe Corcuff, ancien président du Club Merleau-Ponty,  
23-05-2008**

**Q. :** Philippe Corcuff bonjour, vous avez créé le cercle Merleau-Ponty il y a une dizaine d'années, qu'est-ce qui vous a amené à créer ce réseau intellectuel ? Ressentiez-vous un vide à la gauche de la gauche ?

**R. :** Le Club Merleau-Ponty c'est février 1995, mais il a été médiatisé plusieurs mois après, au moment des grèves de 1995. Euh, j'avais déjà créé une autre association en 1986 qui s'appelait « Critiques sociales » avec un sociologue qui s'appelle Claude Grignon, c'était déjà l'idée de faire un lien entre le travail sociologique critique et des milieux militants. A l'époque c'était la pensée unique, il y avait une sorte d'atonie intellectuelle dans le champ politique et donc la logique était surtout de résistance critique, alors que quand on monte le Club Merleau-Ponty en 1995 c'est une période où la pensée unique se fendille et où des discours critiques commencent à apparaître, on n'est plus simplement dans une logique de résistance critique mais dans l'optique de relance d'une gauche sur des bases plus larges. Dans le comité de parrainage il y avait aussi bien Dubet que Bourdieu, ou Latour, ou Boltanski.

**Q. :** En termes d'adhérents, ça représentait combien de personnes ?

**R. :** On n'a jamais eu beaucoup d'adhérents, on a dû avoir une centaine d'adhérents. C'était surtout parisien, il y a eu la création d'un club à Lyon mais c'était le seul relais local.

**Q. :** Au niveau de vos interventions publiques, en quoi ont-elles consisté ?

**R. :** L'idée, c'était de nourrir la gauche de travaux de sciences sociales et de philosophie critiques, à la fois pour redonner des outils critiques à gauche et repenser la gauche, d'un point de vue plus normatif. D'où la figure de Merleau-Ponty, à la fois figure critique et qui s'est intéressé à la pensée de gauche, de l'après-guerre à sa rupture avec Sartre et le PCF. Donc il y avait les deux dimensions, celle qui a été le plus développé c'est le discours critique, on a mis en chantier un livre qui s'appelait *La pensée confisquée* qui est sorti en 1997 à La Découverte et qui mettait en cause tout un tas de lieux communs de l'époque.

**Q. :** Quelques années après il y a eu la création de la Fondation Copernic, d'ATTAC, avez-vous eu des rapports de coopération avec ces organisations ?

**R. :** Ben nous on était un peu avant, en 1995 on amorce le travail, le club est né de la conjonction de plusieurs choses : d'une déception dans les milieux intellectuels...euh, pour remonter un peu plus loin, à l'époque de la guerre du Golfe, j'étais militant socialiste, j'ai adhéré aux Jeunesses socialistes en 1976, au PS aux municipales en 1977. J'étais dans le XXème arrondissement, il y avait Michel Charzat qui s'est retrouvé en charge de la redéfinition du projet socialiste, ce qu'on appelle le congrès de l'Arche. Et donc j'étais associé à ça, Charzat s'est rendu compte qu'il avait un thésard en sociologie dans sa section, et j'ai constitué un groupe...la procédure de Charzat, c'est qu'ils ont auditionné un certain nombre de personnalités, une quarantaine, à un moment ça a été tendu avec la guerre du Golfe...nous on a constitué un groupe de travail indépendant qui s'appelait « Politique et société », on se réunissait rue de Solférino, il y avait Boltanski, Latour, Danièle Lindhardt, Bernard Lacroix, Bourdieu avait donné un texte. J'ai remis un rapport au congrès de l'Arche autour de la refondation de la gauche. A l'époque Charzat était encore proche de Chevènement, moi aussi puisque j'appartenais au CERES, et il y a eu la guerre du Golfe, Charzat a choisi la majorité, la majorité du PS dans le soutien à la guerre du Golfe et Chevènement a fini par démissionner. Et puis dans cette logique, Charzat a fini par signer des textes au sein du PS qui expliquaient que le tournant de la rigueur en 1983 était justifié, etc, ce qu'il avait toujours contesté jusqu'à présent, et donc quand il rédige la mouture du projet socialiste du congrès de l'Arche, Charzat réécrit que la politique de la rigueur était inéluctable, que le capitalisme est l'horizon indépassable de notre temps, bon, ce qui n'était pas du tout notre conception. On a eu l'impression d'être utilisés, ils ont pris des choses sur les rapports entre individuel et collectif de Norbert Elias, des choses venant d'Habermas sur la démocratie, des discussions autour de la théorie de la justice de Rawls, mais dans un cadre de justification de la ligne du PS, du tournant de 1983...ça plus la guerre du Golfe, ça a entraîné ma rupture avec le PS, j'ai du le quitter fin 1992, on s'est dit avec Boltanski entre autres qu'il fallait faire autre chose, de plus distancié par rapport à une organisation politique pour ne plus être utilisés de manière instrumentale.

Ca a mis un peu de temps, j'ai du finir ma thèse, tout ça, cette idée a rebondi en février 1995. Donc le Club Merleau-Ponty naît à ce moment-là, un autre élément c'est un groupe de jeunes, qui sont des jeunes technocrates de la mouvance Chevènement à l'époque, qui étaient dans un groupe associé qui s'appelait « Jeune Gauche », une partie d'entre eux ont commencé à travailler, ils ont poussé aussi à

la création de cette organisation, c'est de la rencontre de ces deux milieux qu'est né le Club Merleau-Ponty, avec un système avec un comité de parrainage comprenant les plus anciens, et le bureau du club dont les membres ne pouvaient avoir plus de 40 ans, pour renouveler les générations. Et ce bureau était moitié composé de jeunes chercheurs, docteurs ou maîtres de conférences, et pour moitié des membres de Jeune Gauche qui commençaient leur carrière dans l'appareil d'Etat, dont celui qui était secrétaire général du club, qui était Laurent Baumel, qui depuis est retourné au PS. [...]

Le problème c'est que le club a cessé d'exister en 1998, fin 1998, même si sa dissolution n'a jamais été prononcée, il y a eu des divergences politiques, il y a toujours eu des tensions du fait de la structure du club, entre la partie « technocrate » et la partie « chercheurs », qui a culminé avec une forte tension en 1996, puisqu'on a participé à un événement culturel pour fêter l'anniversaire de 1995, avec des artistes, des étudiants des Beaux-Arts [...]. Il y a eu tension entre la logique intellectuelle et la logique qui cherche une traduction politique à l'engagement, mais ce n'était pas le plus grave, c'est la logique politique au final qui a brisé le club car chacun a suivi son chemin. Moi je suis resté deux ans président du club, parce qu'on avait décidé de limiter le mandat à deux ans, c'est l'historienne et sociologue Delphine Gardet qui m'a succédé en 1997, moi j'ai évolué puisqu'en 1993 j'ai rejoint le Mouvement des citoyens, je n'en ai pas été très satisfait, c'était plutôt le club d'un homme et c'était un rapport trop intellectuel et institutionnel à la politique que je connaissais déjà au PS. Et donc j'ai quitté le MDC, j'ai fait ma révolution culturelle puisque j'étais dans ce courant de 1976 à 1995. Je rentre chez les Verts, j'y avais des amis dont le sociologue Willy Pelletier m'avait succédé à la tête du club Critiques sociales, lui venait de la mouvance anarchiste et avait aussi une optique bourdieusienne, on avait toujours gardé des contacts, donc je le rejoins dans l'aile gauche des Verts. A partir de 1995 en fait, mon engagement est devenu plus mouvementiste, j'ai participé à la création de Sud-Education en 1996, aux luttes de sans-papiers, etc. Et donc quand arrive le mouvement des chômeurs, je quitte les Verts quand ils vont au gouvernement avec Jospin, et on crée à ce moment-là avec Willy Pelletier la Sensibilité écologiste libertaire et radicalement social-démocrate (SELS), il y avait trois sources : ceux qui comme Willy Pelletier ou Lilian Mathieu venaient de la mouvance anarchiste, des gens comme moi de la mouvance PS, et d'autres de la mouvance écologiste. A ce moment-là, comme on rencontrait des gens de la LCR dans les mouvements sociaux, comme on avait de bons contacts intellectuels avec des gens comme Bensaïd, on a lancé une discussion avec la LCR fin 1997.

En même temps il y a le mouvement des chômeurs, en temps que militant de SUD-Education j'y participe, et donc Delphine Gardet est responsable de Merleau-Ponty, et la gauche est revenue au pouvoir. Laurent Baumel et d'autres ont suivi un autre chemin en revenant au PS, considéraient que c'était leur gouvernement, que le mouvement des chômeurs visait à le déstabiliser et que donc il ne fallait pas être pour. Si le PS n'avait pas été au pouvoir ils auraient soutenu le mouvement mais là ce n'était pas possible, plus quelques énervements liés au lancement de SELS qui avait été médiatisé dans Le Monde, et que mon nom était associé au Club Merleau-Ponty, même si le club n'y était pas associé directement. Ça a du renforcer légitimement l'énervement de Laurent Baumel, et le club s'est arrêté peu à peu, sans qu'il y ait eu dissolution. Le club a vécu de 1995 à 1998. Willy Pelletier et Jacques Kergoat ont créé la Fondation Copernic dans la foulée de 1995, après les Etats généraux du mouvement social.

**Q. :** Vous voyez une sorte de filiation entre Merleau-Ponty et la Fondation Copernic par exemple ?

**R. :** C'est plutôt une mouvance, après les gens se recomposent...c'est un mouvement de renaissance de la critique sociale et des liens entre les intellectuels et l'action politique, ce qui avait eu tendance à s'affaiblir, du temps de Critiques sociales c'était vraiment microscopique, de très limité. Tandis que là ça a eu un écho à partir de 1995, comme il y a eu les guerres des deux pétitions, celle d'*Esprit* et celle de Bourdieu, nous on était une composante de celle de Bourdieu. Les journalistes avaient besoin d'un interlocuteur et comme une bonne partie des intellectuels dits de gauche avaient signé la pétition *Esprit* on a été nous chercher, voilà, et moi en particulier parce que j'étais président, ce qui m'a été reproché. Quand Delphine Gardet est devenue présidente du club on a essayé de transférer, de faire des signatures collectives, de signer « Merleau-Ponty », on n'a jamais réussi. Je crois que les seuls qui ont réussi à faire ça pendant une période c'est Act Up, nous ça n'a jamais été possible. C'est un fait que les choses se sont cristallisées sur mon nom, transférer la possibilité de s'exprimer dans la presse à Delphine Gardet ça a été impossible, malgré tous nos efforts. Ce capital médiatique est resté avec moi, la possibilité d'avoir des tribunes dans *Libération* ou dans *Le Monde*, ce n'est pas resté attaché au club mais à moi, c'est un des problèmes des médias aujourd'hui. C'est très difficile de...si Besancenot décide de se retirer aujourd'hui et qu'on désigne un autre porte-parole, ça ne se passera pas comme ça côté médias, ça reste attaché à son nom un certain temps...voilà quelque chose que l'on a expérimenté à l'époque et que l'on n'a pas maîtrisé. Si je l'avais su j'aurais fait comme les gens du Club Jean Moulin, j'aurais pris un pseudonyme...mais ça s'est passé tellement vite en

1995, on n'a pas réfléchi à ce que l'on faisait. Je pense que ça aurait été mieux aussi pour moi pour le milieu universitaire parce que par la suite, le fait de devenir un personnage public engagé ça a fait que quoi que je fasse dans le milieu universitaire c'était vu comme lié à ça, alors que le plus souvent ça n'avait aucun rapport. Il y a même des gens qui croient que mon travail universitaire aujourd'hui c'est de faire des tracts pour la LCR...ce n'est pas très bon pour moi du point de vue de la réception de mon travail mais bon, ça s'est fait comme ça, on ne pouvait plus revenir en arrière. Avec le recul, la stratégie de Michel Rocard à l'époque, parce qu'il s'agissait de hauts fonctionnaires, d'utiliser des pseudonymes, c'est pas bête, ça aurait pu être utile.

**Q. :** Et donc vous finissez par adhérer à la LCR en 1998 ? 1999 ?

**R. :** On fait un appel à la fin 1997 intitulé « Pourquoi nous nous liguons », on était un petit groupe, une cinquantaine de personnes [...]. La LCR a accepté une expérimentation nouvelle dans son histoire avec nous, on n'était pas membre mais elle nous acceptait dans ses instances comme membre observateur, à caractère expérimental, dans les villes où on était, c'est-à-dire principalement Paris et Lyon dans les instances locales, et puis jusqu'au Comité central et au Bureau politique. [...] Et l'expérimentation s'est bien passée pour nous, et donc un peu avant les européennes en 1999 on a adhéré, pas tout le monde car certains attendaient un changement de nom qui n'est pas venu à ce moment-là [...].

**Q. :** Au niveau du rôle des intellectuels, comment s'articule la réflexion et l'action à l'extrême-gauche ? Dans le cas du centre-gauche on a vu l'apparition d'un certain nombre de structures intellectuelles comme la République des idées, est-ce qu'à la gauche radicale l'existence de forts débats internes limite la nécessité de ce type de structures ?

**R. :** Les gauches radicales sont plus attachées au travail intellectuel car il y a une tradition, disons la tradition des Lumières, qui continue dans les courants marxistes et libertaires, qui est qu'on établit un lien entre le travail intellectuel et l'émancipation, ça c'est resté plus dans les gauches radicales que dans la gauche classique, moi qui ai connu le PS des années soixante-dix avec cinq courants et leurs revues puis une « désintellectualisation » voire le développement d'un certain anti-intellectualisme j'ai vu l'évolution. Je m'en suis rendu compte, à une époque j'étais conseiller municipal PS dans une commune de 20 000 habitants à côté de Bordeaux [...], puis j'ai fait mon transfert dans le PS du 20<sup>ème</sup> arrondissement et c'est là que je me suis rendu compte de transformations que je n'avais pas bien vu en province, et notamment à l'occasion du truc avec Charzat sur le projet socialiste. Je me suis aperçu que les conseillers en communication avaient remplacé les intellectuels...à part sur l'économie, le PS avait décroché du travail intellectuel. Il y avait une crise du marxisme, Charzat pensait que la pensée était morte, il y avait une méconnaissance de ce qui se passait dans le milieu universitaire, il connaissait vaguement des choses au niveau économique, il y avait des restes de la théorie de la régulation mais sinon il y avait l'idée globale que la pensée était en crise. Dans l'histoire du projet j'ai essayé de montrer qu'il y avait des tas de choses, etc, mais bon il y a eu une grande séparation entre le milieu universitaire et le milieu politique, alors que dans les années soixante-dix c'était lié complètement. Donc Charzat lance le truc, il y a un groupe de travail, un comité de pilotage du projet pour savoir qui on auditionnait, c'est là où je vois pour la première fois un conseiller en communication payé par le PS et qui suit toutes les réunions. C'était nouveau pour moi en politique. Et donc lors d'une réunion il avait des critères de communicant, c'est-à-dire qu'au lieu de se poser la question de savoir ce qu'il se faisait d'intéressant en philo, en histoire, en sociologie, en ethnologie, il pose la question « je voudrais une femme de trente ans, je voudrais un jeune comme ça... » avec des critères socio-démographiques, ou encore « une femme qui parle des femmes », bref des critères de magazine, plus du tout intellectuels. C'est là que j'ai senti le poids du mouvement de désintellectualisation, il y a des nouveaux acteurs comme les journalistes et les conseillers en communication qui pour les hommes politiques ont remplacé le rôle que pouvaient jouer les intellectuels.

Il y a aussi une fois où j'assiste à une réunion du comité de coordination, je dis que ce serait un problème de ne pas avoir Derrida et Deleuze, parce que dans le programme d'audition il y avait Finkelkraut mais pas Deleuze ! Je fais remarquer qu'il y a un problème parce que même si on est en désaccord avec leurs travaux ils sont incontournables, et là Charzat me répond : « oui mais personne ne comprend ce qu'ils racontent ! » (rires). Et alors je me tourne vers le conseiller en communication parce que je commence à comprendre comment fonctionne le truc et je lui dis : « oui, mais quand un des deux sort un livre il y a au moins une page dans *Le Monde des livres*. Alors le conseiller réfléchit et dit : « oui, ils sont indispensables » (rires). Je me suis aperçu de ce processus, les intellectuels ne jouent plus un rôle d'alimentation des partis, tant et si bien que j'ai vu récemment dans *Libération* que Moscovici argumentait de son droit d'être candidat au poste de premier secrétaire du PS parce qu'il n'était pas un intellectuel...c'était parce qu'il était qualifié d'intellectuel distingué à l'extérieur et donc il essayait de se dissocier de cet image pour paraître davantage comme un homme

d'appareil ! Hollande aussi a ce côté-là, « je ne lis pas de livres, etc », presque un discours anti-intellectualiste.

Ce qui s'est maintenu par contre, ce n'est pas une logique intellectuelle au sens d'alimenter des outils d'analyse critique de la société et une exploration de ce que pourrait être l'émancipation aujourd'hui mais la forme technocratique de la pensée, c'est ça Saint Simon et ça la République des idées, c'est une forme dégradée d'activité intellectuelle, c'est une expertise très limitée à « comment on fait pour faire fonctionner la machine ». La grande subtilité de Rosanvallon c'est d'avoir fait Saint Simon avec Furet, des chefs d'entreprise, dans une logique d'expertise et de conversion libérale de la gauche, avec les notes, etc, d'avoir été d'un coup démonétisé en 1995 avec le resurgissement de la gauche critique, je me souviens d'un des derniers papiers de Furet avant sa mort où il expliquait qu'en fait ils avaient perdu puisque la plupart des profs étaient restés marxistes...le corps est resté malsain en fait, il y a un traumatisme chez eux, des évolutions politiques aussi puisque certains ont redécouvert les logiques nationalistes et souverainistes, c'est le cas de Gauchet. Rosanvallon s'est refait une santé politique en dénonçant ses anciens amis via le pamphlet de Lindenberg (*Les nouveaux réactionnaires*) en disant : « regardez ces salauds de réactionnaires », c'est-à-dire presque la moitié de la Fondation Saint Simon, il a dissous St Simon, il lance la République des idées, il se reconstitue une image de gauche et il estampille la République des idées « la nouvelle critique sociale », d'un coup c'est redevenu critique alors que c'est toujours une logique d'expertise et que ça n'a rien de critique. Et il arrive quand même à polariser des gens comme Castel, ça fait un pôle d'attractivité pour des intellectuels qui veulent toujours avoir un rôle politique. Aujourd'hui la République des idées c'est devenu le nouvel aliment des élites sarkozystes et ségoléno-delanöistes, c'est la nouvelle pensée dominante avec la version droite et la version gauche et beaucoup de passages entre les deux. C'est quand même une forme de dégradation de l'activité intellectuelle au sens d'interrogation critique du monde tel qu'il est et d'exploration de l'émancipation, ou même dans la pensée conservatrice de l'impossibilité de l'émancipation, non là c'est comment on met l'huile pour faire fonctionner la machine sans s'interroger sur la machine. Boltanski l'a un peu indiqué, il y a un mouvement aujourd'hui de passage d'une démocratie représentative à une logique d'expertise où ce n'est plus la représentation politique qui compte mais les experts, avec un savoir, le plus souvent économique, on l'a vu avec le référendum de 2005, ce n'est pas très grave si les gens votent « non », on le fait quand même. C'est l'expertise qui devient supérieure, et là-dedans la République des idées joue un rôle, Rosanvallon a complètement réussi à rejaillir après le traumatisme de 1995.

Du côté de la gauche radicale, tant au niveau des syndicats que des partis, le lien avec le travail intellectuel est demeuré, l'anti-intellectualisme n'a pas progressé comme ça, il y a de multiples initiatives, il y a un Conseil scientifique à ATTAC, deux revues à la LCR, ce qui s'édite chez Syllepse, etc, donc il y a une activité, des éléments vivaces, des ramifications, une sorte d'ébullition. Il n'y a pas ce cadre commun type expertise social-libérale.

**Q. :** Vous entretenez des liens avec Copernic ou même la fondation Marc Bloch ?

**R. :** Avec Copernic oui, enfin des liens amicaux, mais la mouvance souverainiste c'est fini, Marc Bloch ça a joué un rôle pour alimenter des trucs comme *Marianne*, dans cette mouvance aussi le poids médiatique l'a emporté, il y a une pensée simpliste type *Marianne* qui existe et a un écho mais l'aliment intellectuel sérieux d'ailleurs est de moins en moins consistant, on ne sait même plus si ça fonctionne encore aujourd'hui [...]. Le problème c'est que ça expérimentait des passages entre des éléments de gauche et de droite mais sur des bases nationales-républicaines, ce qui n'a pas fonctionné politiquement. Ce qui marche dans le champ politique c'est un affrontement gauche-droite qui reste classique sur le devant de la scène mais avec une vraie convergence libérale, je l'ai vu au débat Bertrand-Attali-Hollande, Attali était le plus à droite, Bertrand un peu plus à gauche, Hollande expliquait sans arrêt qu'il était en complet désaccord avec Bertrand mais disait la même chose, il y a une sorte de dramatisation de la différence dans l'espace médiatique mais dans le contenu intellectuel on ne voit plus très bien en quoi c'est différent. Dans le rapport qui existe entre champ intellectuel et champ politique les deux pôles qui existent vraiment c'est le pôle expertise social-libéral à la Rosanvallon qui peut alimenter des bouts de droite et des bouts de gauche, et les différents éléments de gauche radicale qui contestent.

**Q. :** On observe depuis la fin des années quatre-vingt des tentatives d'union à la gauche de la gauche, avec les dissidences du PCF, la mouvance chevènementiste, etc, ce qui s'est poursuivi avec la Convention pour une alternative progressiste puis les collectifs pour le non et enfin les collectifs pour des candidatures unitaires, mais ils ont échoué. Comment l'expliquez-vous ? Se sont-ils heurtés à des logiques d'appareil ? Le lancement par la LCR d'un nouveau parti anticapitaliste répond-il à cette demande d'union ?

**R. :** Ce qui se passe dans les gauches radicales c'est qu'il y a eu une recomposition politique dans l'ensemble de la gauche, ce qu'on a appelé le socialisme ou la social-démocratie avait deux variantes : une réformiste-révolutionnaire de type Jaurès, Blum et encore du PS d'Épinay, qui est « on fait des réformes de structure, des nationalisations, ce qui entraîne une dynamique de construction d'une société non-capitaliste », ce qui était la ligne du PS jusqu'en 1981, un peu plus même comme il y a un peu d'inertie, la déclaration de principes qui disait ça n'a due être changée qu'en 1989 ; après il y a la social-démocratie au sens allemand et nordique, à partir de Bad Godesberg, qui est « le cadre capitaliste est indépassable, et donc la social-démocratie développe des réformes en faveur du travail au détriment du capital ». Et puis l'autre pôle du PC avec ses difficultés à s'extraire de la logique stalinienne. Le tournant libéral des années quatre-vingt déstabilise la gauche d'abord en pratique avec les Français en 1983 qui inventent le social-libéralisme sans le théoriser, à l'époque on appelait ça une parenthèse, qui est restée, ça a été théorisé par les Anglais avec Blair, les Allemands avec Schröder, la troisième voie, etc, l'idée qu'on fait quelque chose d'intermédiaire entre la social-démocratie et le néolibéralisme. On fait des réformes libérales tout en préservant les acquis sociaux, quelque chose entre les deux. Au niveau international le pôle communiste s'effondre, la social-démocratie arrogante à la française ou à l'espagnole font une politique libérale, mais la social-démocratie, en faisant des réformes libérales qui détruisent l'État social, se détruit elle-même., détruit ce qui faisait sa spécificité. [...]

On a un effondrement de la façon dont s'est structurée la gauche depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle, avec ces deux branches, et donc c'est énorme comme refondation. Il y a dans les gauches radicales ce qui font ce constat et disent qu'il faut recomposer sur de bonnes bases, ce qui implique une autonomie, une indépendance par rapport aux forces institutionnelles ; et ceux qui pensent que ce n'est qu'un passage, qu'on peut revenir à une gauche comme avant, qui ne prennent pas à mon sens la mesure de la transformation de la gauche, et donc sont tentés de constituer des alliances avec la gauche institutionnelle. Toute la question des collectifs unitaires, c'est les débats, les incertitudes, les ambiguïtés, le flou par rapport à ça. Les collectifs contre le TCE ont développé l'illusion chez certains militants et même chez certains dirigeants que la gauche antilibérale était devenue majoritaire en France alors que le non comportait aussi le vote FN, le vote nationaliste, plus une défiance conjoncturelle vis-à-vis du personnel politique. Sur cette base trop optimiste, les collectifs unitaires se sont constitués, avec une ambiguïté par rapport au PS, en pensant que si on arrive à faire un pôle antilibéral suffisamment fort il aura un rôle hégémonique par rapport au PS. Toutes les formulations adoptées ont toujours laissé cette ambiguïté, on l'a vu avec le PC qui est retourné avec le PC, dès le lendemain du premier tour José Bové a accepté une mission de Ségolène Royal, etc, il y a ceux qui sont prêts à aller dans un gouvernement PS et ceux qui pensent qu'il faut rester indépendant, sinon si on va au gouvernement avec 3% on reste à 3% car on ne pèse pas, ça a été le cas des Verts. [...] La LCR a toujours été claire là-dessus, le PC beaucoup moins, moi j'ai assisté à des réunions des collectifs à Nîmes et j'ai arrêté car un dirigeant PC m'avait pris à part pour me dire que de toute façon le candidat ce serait Marie-George et que si la LCR était prête à soutenir le PC pourrait accorder des postes de députés éligibles...donc moi j'ai arrêté ces conneries car je sentais que ça n'avait aucun sens et que ça se casserait la gueule. Très tôt, j'ai milité pour une candidature Besancenot, lui espérait beaucoup du côté Bové et a tenté des discussions pour savoir s'il pourrait devenir ministre de Royal, mais il n'a jamais eu de réponses claires. Il y avait une minorité de la LCR qui voulait présenter Besancenot à tout prix mais c'était une minorité, c'est pas tellement des questions d'appareil qui ont joué mais on paye ce moment de recomposition avec toujours cette hésitation entre une gauche indépendante et le souci pragmatique, moi je vois sans arrêt passer les gens d'un argument à l'autre. [...]

L'appel de *Politis* maintient la même ambiguïté, c'est toujours une question d'analyse, est-ce que la gauche est juste dans une mauvaise passe ou est-ce qu'il faut construire autre chose. Ce qu'il faut noter aussi c'est que les animateurs des collectifs, Salesse, Autain, Debons, Coquerel, etc, c'est la plupart des anciens d'extrême-gauche qui ont fait un chemin du gauchisme au pragmatisme, comme Bové aussi. La question du souci de l'efficacité, de peser sur les choses, est très importante car ils ont échappé aux jardins d'enfants gauchistes ; moi j'ai fait un chemin inverse puisque je n'ai jamais été gauchiste, j'avais plutôt une sorte de haine contre une attitude culturelle un peu irresponsable, j'ai fait un chemin d'une gauche de gouvernement à une orientation libertaire. Si on fait le bilan des expériences de gauche, la plupart se sont heurtées à la question du pouvoir et de l'institutionnalisation, on ne peut pas ne pas se poser la question de la critique libertaire des institutions, les gens qui prennent le pouvoir sont pris par lui, sans évacuer la question du pouvoir, il faut mettre en tension la nécessité pragmatique avec cet élément, Besancenot est très sensible à ça, il a des composantes dans sa culture plus libertaires que trotskistes, ce n'est pas le cas des autres.

**Annexe 1-8 : Entretien avec Romain Prudent, secrétaire général de Terra Nova, 23-10-**

**2009**

**Q. :** Je voudrais commencer par une question un peu formelle, pourquoi avoir choisi la forme d'une fondation et non celle d'une association de fait ou d'un club traditionnel ?

**R. :** Alors, Terra Nova très exactement, nous sommes une « association de préfiguration à fondation », nous ne sommes pas encore une fondation, pour devenir une fondation il faut réunir pas mal de fonds, il faut réunir 1,5 millions d'euros, la loi précise 1 million mais dans les faits il faut souvent aller au-delà, il faut que les statuts et la demande pour devenir une fondation soient validés par le Conseil d'Etat et actés en Conseil des ministres. Du coup c'est une procédure qui prend rarement moins de 3 ans et comme nous on a 1 an et demi on a choisi ce statut intermédiaire pour que des activités puissent se créer [...] sinon 3 ans ça fait beaucoup à attendre.

**Q. :** Une situation juridique transitoire donc pour le moment...

**R. :** Exactement. Après, pourquoi avoir eu pour objectif la fondation ? Il y a un objectif financier, l'avantage d'être une fondation c'est que les déductions d'impôts sont plus fortes que pour une simple association, entre temps est apparu le fonds de dotation qui réduit l'intérêt financier de la fondation, entre le moment où Terra Nova s'est créée et où la loi a été votée, donc ça réduit les intérêts financiers, il en subsiste quand même, notamment la réduction de 75% d'impôt sur l'ISF et, par ailleurs, la possibilité de faire acter par l'huissier les dons adressés à la fondation, ce qui permet de sécuriser la dotation par rapport à d'éventuels héritiers qui pourraient réclamer la dotation versée par leurs parents. Donc ça c'est le premier intérêt.

Deuxième intérêt c'est un intérêt d'image, le fait d'être fondation ça nous permet d'avoir une légitimité plus forte, s'appeler « Fondation Terra Nova » c'est mieux que de s'appeler « association Terra Nova », il y a une image de sérieux qui se dégage, c'est rassurant pour le public, l'ensemble des cibles vers lesquelles on communique, aussi vis-à-vis des financiers qui sont assurés du sérieux et de la solidité de la fondation, voilà, cette image est liée à une troisième raison, c'est que le fait de devenir fondation vous avez une dotation d'au moins 1 million d'euros qui génère des intérêts financiers tous les ans et qui assure une stabilité.

**Q. :** D'accord. Question un peu simple peut-être, pourquoi Terra Nova en soi alors qu'il y a déjà la Fondation Jean Jaurès, qu'on a vu la création du Lab au Parti socialiste, de la Forge de Benoît Hamon, est-ce qu'il ne commence pas à y avoir trop de cercles de réflexion à gauche ?

**R. :** Je pense qu'il n'y a pas trop de cercles de réflexion à gauche, à la limite je pense qu'il n'y en a pas assez. Nous on n'est pas dans une logique concurrentielle par rapport aux autres *think tanks*, aux autres cercles de réflexion, pour nous positionner par rapport aux trois autres que vous venez de mentionner. Comment est-ce qu'on se situe ?

La Fondation Jean Jaurès (FJJ) c'est un *think tank* historique qui a précédé la naissance de Terra Nova, déjà on va remettre la chronologie, d'abord la FJJ, ensuite la Forge, ensuite Terra Nova, ensuite le Lab :

- La FJJ c'est une fondation à la base qui est là pour gérer les archives du parti et réfléchir à l'histoire du socialisme, c'est sa fonction première. Ensuite, en septembre 2008, trois à quatre mois après la naissance de Terra Nova, la FJJ s'est réorientée et a voulu devenir un *think tank* à part entière, de même que Terra Nova. Aujourd'hui, les productions de la FJJ sont très largement des productions où la dimension historique prédomine, c'est des réflexions en lien avec l'actualité mais on sent le poids de l'histoire : typiquement, on a une note écrite sur la loi sur les casseurs en lien avec le débat législatif sur l'adoption d'une nouvelle loi sécuritaire sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy, et la note s'emploie à mettre en relief les similitudes entre la loi qui avait été abrogée par la gauche quand elle est arrivée au pouvoir et cette nouvelle loi qui en reprend toute la philosophie, qui en reprend tout l'esprit. Un autre exemple : Ségolène Royal qui termine son discours au congrès de Reims en disant qu'il faut rallumer tous les soleils et toutes les étoiles, la polémique s'ensuit, certains disant que c'est une insulte à la gauche, laïque par tradition, Ségolène Royal sort le discours de Jaurès, « Jaurès terminait son discours ainsi ». C'était pas la fin de son discours c'était le titre, par ailleurs le même titre avait été repris par Elisabeth Guigou deux-trois ans pour donner un titre à son livre. Donc la FJJ permet d'éclaircir le débat sur ces questions, après elle réfléchit quand même sur des questions d'actualité mais elle a moins de réactivité que Terra Nova [...]. La FJJ voulait devenir le *think tank* interne du PS, aujourd'hui la question peut se poser de ses liens avec le Laboratoire des idées, celui-ci a été conçu comme le *think tank* du PS, donc il y a un truc à creuser de ce point de vue là, je ne sais pas comment les choses s'articulent.

Dernière différence entre Terra Nova et la FJJ, même différence d'ailleurs qu'entre Terra Nova et le Lab, c'est que Terra Nova ne fait pas partie du PS, Terra Nova est complètement indépendante des partis, on n'est pas financés par le PS, par aucun parti, on n'a pas de lien juridique avec le PS, on est complètement détachés. Ca nous permet d'être une force de proposition plus euh, polémique, que ces institutions qui appartiennent au PS, parce que si on était lié au PS ou n'importe quel parti on ne serait pas là pour proposer des idées au parti mais pour relayer des idées que le parti veut qu'on porte. Nous on a un modèle différent : on travaille avec des experts, tout un tas de personnalités de la société civile, certaines étant assez distantes des partis, assez critiques par rapport aux partis. On les fait réfléchir, on met les idées sur la place publique, qu'on diffuse très directement aux parlementaires, on sollicite la presse pour les diffuser au-delà des liens qu'on peut avoir avec la sphère politique, et après c'est le politique qui dispose, nous on propose et le politique dispose. Et le politique c'est à la fois des responsables du PS, les responsables des Verts, du Parti communiste, du Modem, on travaille avec l'ensemble des forces de gauche, vous voyez je mets le Modem dans la boucle, il y a une question sur le Modem et nous on ne se prononce pas là-dessus, on reste ouvert à leur participation : typiquement, quand vous travaillez sur les questions environnementales, avoir Corinne Lepage autour de la table, c'est un gros plus, de même lorsque vous parlez des questions économiques et des questions de services publics, travailler avec Jean Peyrelevade, ça a tout son intérêt. On est très ouverts là-dessus, ça nous arrive de travailler avec des personnes qui ne sont pas rattachées à un parti politique, voire même certaines personnes qui peuvent se dire de droite, car elles peuvent avoir un discours qui nous intéresse [...]. Ca peut-être la directrice générale de la Société générale car quand on parle de l'enseignement supérieur ça peut être intéressant de mettre des représentants des entreprises dans la boucle, ça peut être le directeur général d'HEC [...].

Donc voilà on travaille de manière très ouverte, à la fois en amont avec nos experts et en aval tout ce qu'on publie est public, on ne fait pas notes à destination d'un seul homme politique, l'UMP par exemple ne s'est pas privée de reprendre nos propos, soit de manière honnête, c'est la cas par exemple avec le rapport que l'on avait fait sur les méthodes de campagne électorale (pour lequel on était allés aux Etats-Unis observer comment Barack Obama s'était servi d'Internet pour structurer sa campagne), là c'était honnête puisqu'au sortir d'un conseil national de l'UMP Xavier Bertrand reprenait mot pour mot des morceaux du rapport ; ça peut être un peu plus malhonnête et tronqué quand Brice Hortefeux, à la tribune de l'Assemblée, interrogé par des socialistes sur la non augmentation du SMIC, prétend que Terra Nova a écrit une note pour s'opposer à l'augmentation du SMIC alors que notre propos était bien plus complexe, disant qu'en temps de crise il n'était pas pertinent d'augmenter le SMIC parce que les entrepreneurs s'en serviraient comme d'un prétexte pour licencier [...] mais qu'au fond, au-delà des considérations politiques de court terme, il était d'important d'augmenter le SMIC car c'est un repère social, un élément de la solidarité nationale et que par ailleurs le niveau du SMIC n'était pas du tout exorbitant en France, qu'il était équivalent à ce que connaît l'Irlande aujourd'hui [...]. Je m'éloigne un peu des différences que vous me demandez d'évoquer entre Terra Nova et les autres *think tanks*...

- pour revenir à la Forge c'est quand même *grosso modo* un club personnel...il y a beaucoup de clubs personnels, il y a eu le G20 autour de Ségolène Royal, je crois que Manuel Valls aussi a un cercle de réflexion, il y en a quelques-uns. Terra Nova est au-delà, on est au-delà des logiques de courants, étant donné que l'on n'est dans aucun parti on ne « roule » pour aucune personnalité. Et puis notre différence par rapport à la Forge c'est qu'on a réussi à fédérer autour de nous un réseau d'universitaires, de hauts fonctionnaires, d'experts, de responsables d'entreprise, beaucoup plus conséquent, on a réussi à trouver un modèle qui marche, peut-être aussi parce qu'on est plus axés sur la communication des idées, nous notre parti pris dès le départ c'est de dire qu'il y a beaucoup d'idées à beaucoup d'endroits mais qu'elles ne sont pas toujours visibles parce que la communication est négligée : une excellente idée, si personne ne la connaît, elle ne sert pas à grand-chose. A Terra Nova on a voulu mettre l'accent là-dessus, c'est notre originalité de départ qui a fait que tout un tas d'énergies se sont agglomérées autour de Terra Nova, après, l'effet réseau jouant, on a de plus en plus de monde qui contribue à nos travaux.

- par rapport au Laboratoire des idées, créé au moins un an après nous, je crois que c'est une initiative salubre parce que comme je vous le disais tout à l'heure, plus on aura de *think tanks* à gauche mieux ce sera, car ça crée de l'émulation, les uns et les autres ont envie de travailler sur les mêmes sujets, après il faut qu'on se coordonne, on est justement en train d'échanger notre programme de travail avec le Lab, pour qu'on ne traite pas de la même manière les mêmes thèmes et que finalement on fasse un travail en doublon. Avec le Laboratoire des idées on a deux modalités, deux types de travail qui peuvent être envisagés : soit une répartition du travail de manière thématique [...] soit un travail de complémentarité sur les mêmes thèmes, par exemple Terra Nova

pourrait faire le travail d'expertise en amont et le Laboratoire travailler ensuite à la formulation politique des propositions qui ont été émises. Pour le moment tout ça est en cours de calage, rien n'est défini.

Par ailleurs on n'a pas uniquement vocation à être le *think tank* du PS contrairement au Laboratoire des idées qui est là pour ça, nous on est là pour être le laboratoire des idées de l'ensemble de la gauche.

**Q. :** D'accord. Y-a-t-il une part d'héritage par rapport à la République des idées, cercle de réflexion qui a joué un rôle ces dernières années ? Terra Nova aurait-elle réussi là où la République des idées aurait moins réussi à construire ce réseau d'experts ?

**R. :** Alors, on n'est pas vraiment sur le même registre, et si un jour on arrive à considérer que Terra Nova a eu le même succès que la République des idées, on sera très très heureux ! Il y a des liens très forts avec la République des idées : Thierry Pech, l'ancien secrétaire général de la République des idées, est au conseil d'administration, il y est très impliqué, il nous conseille beaucoup sur nos thèmes de réflexion, il est sollicité pour tester la solidité des essais, il nous fait un retour sur les différents sujets, c'est un très proche collaborateur de Terra Nova. Par ailleurs, beaucoup de personnes qui étaient à la République des idées font partie de Terra Nova et de son conseil d'administration, on a dans nos réseaux d'expertise Jean Peyrelevade, Thomas Philippon, Louis Chauvel, Dominique Méda [...], donc on a une très forte proximité, mais après les objets sont différents : la République des idées est finalement assez distante du politique, elle renouvelle profondément le diagnostic universitaire qui peut être porté sur la société française, elle ne va pas pousser jusqu'à la formalisation. Généralement il y a 3-4 pages à la fin des livres, un chapitre intitulé « Que faire ? », nous Terra Nova on est ces 3-4 pages, voilà le fil qu'on peut dérouler avec la République des idées.

**Q. :** D'accord. Donc pas de concurrence, plutôt une complémentarité...

**R. :** C'est pareil avec d'autres organisations, comme En temps réel, Jean Pisany-Ferry fait partie de Terra Nova, ils produisent du diagnostic, des propositions, mais ils sont plus spécialisés sur les questions économiques, nous on travaille en lien avec eux pour soit valoriser leur production soit leur donner une continuité, il n'y a pas de concurrence, c'est plutôt un univers euh, d'émulation, il peut toujours y avoir des frictions personnelles mais c'est jamais institutionnel. Au-delà des rivalités de personnes on arrive toujours à collaborer, il n'y a jamais de blocage.

**Q. :** Dans une interview d'Olivier Ferrand à l'Observatoire français des *think tanks*, il disait explicitement que Terra Nova s'opposait à la fois à la droite et à l'extrême-gauche ou la gauche antilibérale. Est-ce que Terra Nova et les autres organisations dont on vient de parler répondent selon vous à une sorte de vide au centre-gauche, au besoin de contrer une vague de *think tanks* à la fois libéraux, je pense à l'Institut Montaigne, à la Fondation Concorde, d'un côté, et avec la Fondation Copernic, ATTAC, d'organisations antilibérales, est-ce qu'à un moment Terra Nova est une réaction, une volonté de défendre une troisième voie face à ces deux orientations elles-mêmes opposées ?

**R. :** Plus que la volonté de défendre une troisième voie, ce serait plutôt la création d'une quatrième...vous pointez quelque chose de très juste, c'est que la social-démocratie est en crise, récemment il y a eu quelques victoires électorales dans les pays d'Europe du sud, par ailleurs Barack Obama peut avoir un effet dynamisant sur la gauche européenne mais globalement il y a une crise des idéaux, crise qui est liée à plusieurs choses : la première, c'est la mondialisation, qui remet en cause les fondements de l'Etat-providence et l'identité même de la social-démocratie ; et la crise écologique qui questionne l'idée de progrès, idée qui était centrale dans les idéaux sociaux-démocrates et qui est remise en cause, est-ce qu'on cherche encore la croissance par exemple ? C'est une question que les sociaux-démocrates n'ont pas encore tranchée. Si certains discours peuvent paraître tranchés, on sent qu'il y a des failles, contrairement à la décroissance, qui est peut-être illogique mais il y a une cohérence, la croissance à tout crin ça a aussi une cohérence, on peut avoir le sentiment qu'on va dans le mur dans les deux cas mais ça a une cohérence, la voie médiane, qui est la voie social-démocrate, on a du mal à la formuler. Terra Nova est là pour réfléchir à la rénovation des idéaux, des politiques publiques qu'on peut mettre en place [...].

**Q. :** D'accord. Est-ce que vous entretenez un dialogue avec les organisations antilibérales comme la Fondation Copernic ou ATTAC ou est-ce qu'il y a au final peu de liens ?

**R. :** Il y a assez peu de liens mais on cherche à en avoir avec eux et on en a avec eux, Aurélie Trouvé d'ATTAC a participé à une réunion de Terra Nova où on essayait de redéfinir quelques axes de réflexion, des points communs entre les différences de gauche, on est nous-mêmes allés à la fête de l'Huma pour être en contact avec des formes de gauche plus radicale, on est également en lien avec la Fondation pour l'innovation politique, on a de bonnes relations avec Dominique Reynié, finalement ça ne s'est pas réalisé mais on a eu le projet d'organiser des événements autour de la

question turque pour créer le débat. On n'est pas du tout dans une logique de fermeture à ces organisations qui défendent des lignes qui peuvent être assez différentes de celles de Terra Nova. Une de mes convictions, personnelles pour le coup, c'est qu'en tout cas à gauche il y a des différences qui sont plus culturelles, qui font qu'on exprime des choses similaires de manière différente, que de vrais clivages de fond. Je donne un exemple : on est allé à l'université d'été du PS parce qu'on a fait le tout des universités d'été politiques, quelques universités syndicales et associatives pour rentrer en contact avec les forces vives de la société civile.

Je me retrouve à parler avec un rédacteur de *Parti pris*, qui est une revue de l'aile gauche du PS [...], et il me dit « oui, Terra Nova, vous êtes en lien avec toutes les forces médiatiques », avec la rhétorique du complot derrière, et il me dit en gros « vous êtes la droite de la gauche ». Je lui dis « d'accord, la droite de la gauche, merci pour le slogan, mais creusons un petit peu, ça veut dire quoi la droite de la gauche pour toi ? ». Il me dit « vous êtes libéraux », je lui réponds qu'avant de lancer des anathèmes comme ça on va regarder sur le fond sur quoi on est d'accord et après on verra. Je suis allé lui chercher deux notes qu'on venait de publier, une sur les principes tendant à la mise en place d'une contribution énergie, et une sur la répartition de la valeur ajoutée [...]. Sur cette question : augmentation des minima sociaux, augmentation du SMIC, lutte contre le temps partiel subi, limitation de la rémunération des dirigeants [...], ne serait-ce que ces trois mesures, « est-ce que tu es d'accord ou pas ? ». Et il me dit « d'accord là-dessus », donc voilà, on a des façons différentes d'exprimer les choses, nous on a une forme d'expression beaucoup plus posée, beaucoup plus mesurée, vous vous avez une forme d'expression beaucoup plus revendicative, beaucoup plus militante, mais finalement on défend les mêmes choses, on ne parle pas la même langue mais au fond on est d'accord. Un des travaux de Terra Nova c'est ça : on a le discours, mais au fond est-ce qu'on est proche ou est-ce qu'on est éloigné ? Après on retravaillera ensemble puisque aujourd'hui le discours ne porte plus, à la fois le discours mesuré et le discours revendicatif ou militant, le premier est perçu comme ayant perdu tous ses idéaux et le second est perçu comme irréaliste et incapable de transformer la réalité, repartons des choses concrètes et comme ça on redéfinira un programme puis un projet de gauche le plus fédérateur possible.

**Q. :** Autre organisation dont a beaucoup parlé ces dernières années, les Gracques, vous m'avez dit ne pas vous prononcer sur l'alliance éventuelle avec le Modem, vous restez à distance de cette question là ?

**R. :** On reste à distance de la question des alliances, c'est pas du tout notre sujet. En revanche on est là aussi proche des Gracques, pas pour ce qu'ils défendent mais pour l'expérience qu'on peut trouver dans ce réseau, avec Bernard Spitz, Jean Peyrelevade, on est en lien également avec Jean-Pierre Jouyet [...], tout un tas de personnalités qui ont travaillé à ce projet-là. Aujourd'hui où en sont les Gracques ? Les Gracques sont un peu en hibernation [...], ils continuent à se réunir, une à deux fois par an, pour que le réseau continu à vivre et pour pouvoir prendre au moment de la prochaine présidentielle une position dans le débat public mais ils n'ont pas plus d'activité que ça.

**Q. :** D'accord. Mais malgré tout, dans la stratégie de communication et d'influence de Terra Nova, une cible privilégiée semble être le PS, je pense au projet Primaire, est-ce que c'est un moyen d'exercer une pression sur les mécanismes internes de désignation des candidats ? D'autre part, est-ce que vous vous sentez un lien de parenté avec une organisation beaucoup plus ancienne, le Club Jean Moulin ? On pourrait un peu rapprocher le projet Primaire de l'opération « M.X » qui consistait à trouver un candidat idéal pour la gauche...

**R. :** Alors, il y a beaucoup de questions dans votre question (rires), on va essayer de re-segmenter tout ça. La première question je crois c'est le PS, cible privilégiée ? Effectivement on travaille majoritairement avec des élus socialistes, pourquoi ? Parce que les élus de gauche sont majoritairement des élus socialistes. Après, on travaille avec l'ensemble, j'insiste sur ce point car c'est essentiel vu qu'on a tendance à faire des raccourcis et à dire qu'on est la fondation proche du PS, or on est la fondation de toute la gauche. Certes il y a des liens privilégiés, le président de Terra Nova est un élu socialiste, mais on a dans nos équipes des socialistes, des non-encartés, on n'a effectivement pas de communistes, on n'a effectivement pas de radicaux, mais on est allé à la fête de l'Huma, à l'université des Verts, à celle des radicaux, on travaille vraiment sans exclusive, Dominique Voynet fait partie d'un groupe de travail sur les banlieues, on a un groupe sur le temps de travail dans lequel travaille Martine Billard [...], on organise des tours de table de l'ensemble de la gauche où participent tout un tas de personnalités vertes, communistes [...], notre logique n'est vraiment pas d'influencer uniquement le PS en général.

Sur la question des primaires en particulier : pourquoi a-t-on traité ce sujet ? Vous me dites « oui, vous n'avez pas de stratégie politique mais vous cherchez à influencer via la question des primaires », on pourrait avoir l'image d'une contradiction mais celle-ci n'est qu'apparente : notre idée, c'est de procéder à la rénovation de la gauche. On a jugé que la question du leadership était une

question qui verrouillait la réflexion sur la rénovation des politiques publiques, sur la rénovation du programme. Si vous ne tranchez pas la question du leadership, l'ensemble des questions de fond deviennent des enjeux stratégiques : « Machin a dit A sur ce sujet-là alors je vais dire B pour m'en distancer, pour pouvoir dire que c'est moi le plus moderne »...en gros, si je suis Ségolène Royal et que je dis « la gauche moderne, c'est pas mal », si je suis Bertrand Delanoë je vais dire que le libéralisme c'est encore mieux que ce que dit Ségolène, ainsi de suite...voilà le genre de débats sur lesquels on tombe et ça parasite toute la réflexion. On l'a vu au moment de la conception du programme en 2006 : en commission il peut y avoir des échanges de grande qualité, en interne, et puis après, quand les gens sortaient pour parler aux médias, les positions n'avaient plus rien à voir avec ce qui s'était dit : « le SMIC à 1500 euros ? C'est complètement pourri, c'est Fabius qui l'a dit ». « L'ordre juste ? C'est Ségolène qui l'a dit, c'est pourri ». [...] Ce qu'on s'est dit, c'est qu'il fallait mettre en place un processus légitime, le mettre en place à froid, quand les enjeux tactiques ne sont pas encre à vif, pour que il y ait une visibilité sur le mode de désignation des candidats, que ce ne soit pas une guerre des chefs permanente. [...] On est allé voir à l'étranger ce qui passait, et on s'est rendu compte que notre intuition était la bonne puisque dans tous les pays d'Europe, les pays occidentaux et même en Amérique latine, au Chili par exemple, on a des processus qui permettent de désigner les candidats aux élections majeures. En France on n'en avait pas ou alors on en avait mais ils n'étaient pas vraiment formalisés. La primaire au PS, depuis que le PS est le PS, elle existe mais elle définie de manière beaucoup trop floue, il fallait la préciser. En faisant ça, on faisait un travail de réflexion politique, ça avait des implications stratégiques mais nous notre réflexion c'était « comment on améliore le fonctionnement de la démocratie », d'une part en faisant sorte que les partis de gauche soient bien structurés et aient les moyens de porter un message clair, d'autre part pour associer le plus grand nombre de citoyens à la décision politique consistant à désigner un candidat.

Donc notre position sur les primaires n'était pas de dire « il faut telle modalité parce que ça favorisera Machin et Machin est notre poulain ». Notre idée c'était de dire « aujourd'hui, alors qu'on ne voit pas qui pourrait être le leader de la gauche, on va en profiter pour mettre en place une procédure qui permettra de désigner ce leader ».

Alors après, par rapport au Club Jean Moulin, est-ce qu'on est dans la même logique, à définir un candidat idéal qui correspond à une personnalité qu'on a déjà en tête, non pas du tout. Aujourd'hui, on travaille, on a travaillé avec Arnaud Montebourg sur la question des primaires, on a travaillé avec Manuel Valls sur la réforme de l'Etat, Manuel Valls qui participera à un débat prochainement, on a produit une note sur la fiscalité pour Ségolène Royal, une note sur la question environnementale pour Bertrand Delanoë, on travaille vraiment pour tout le monde. On n'a aucun candidat en tête.

**Q. :** D'accord. Donc Terra Nova, en tout cas je la caractériserais comme ça, ferait partie d'une nouvelle génération de cercles de réflexion, plus à distance des partis et de l'action politique, plus centrée sur le travail doctrinal, de fond, j'ai noté la diversité de vos groupes de travail, qui abordent des sujets assez divers, certains n'étant pas directement politiques...

**R. :** Vous avez vu des groupes de travail ne s'occupant pas de politique ?

**Q. :** Je pensais à celui sur le sport...

**R. :** Justement, c'est politique ! [...] La question du rapport au corps, le business qui peut se faire derrière le sport, les questions de santé, il y a tout un tas de questions qui sont liées au sport. Notre vocation est vraiment politique, notre but c'est de partir du diagnostic et de faire de la proposition politique susceptible d'être mise en œuvre par un gouvernement. Pour rectifier un tout petit peu votre perception, on n'est pas uniquement distant des partis, pas comme En temps réel qui est distant des partis. On est un cercle de réflexion qui veut être l'intermédiaire, une plate-forme d'échanges entre la société civile, que ce soit les cercles de réflexion traditionnels, les associations, les hauts fonctionnaires, les universitaires, les responsables syndicaux, et le politique. J'étais par exemple hier en train de discuter la directrice du GISTI [...] qui me disait « mais nous on n'a pas envie de travailler avec les partis politiques parce qu'on est critique par rapport au politique, par rapport au gouvernement de droite mais aussi par la politique menée récemment par les gouvernements de gauche » et moi je lui ai dit justement qu'on n'est pas un parti politique, on est là pour que leur message puisse être entendu par un parti politique, le travailler pour qu'il ait une portée politique plus forte. Et mon intuition a été confirmée lorsque j'ai lu les papiers du GISTI, qui développaient des valeurs mais qui restaient au stade des bonnes intentions, donc voilà Terra Nova peut utiliser son expérience pour confronter experts et universitaires et formuler des propositions politiques.

On est vraiment là pour créer du lien : dans les années 1970, le principal parti de gauche, le PS, était très en lien avec les universitaires, les milieux d'expertise. Il y a une distance qui s'est créée entre le parti et la société civile, qu'aujourd'hui on essaye de réduire, non pas pour rapprocher les experts du PS mais pour rapprocher les experts de la politique.

**Q. :** D'accord. Juste une question pour finir, en termes de moyens humains, combien de personnes travaillent pour Terra Nova ?

**R. :** C'est difficile à dire puisqu'on travaille en réseau. Si on regarde l'équipe interne que je coordonne, on est trois salariés, on travaille également avec quatre stagiaires, c'est une petite structure qui travaille avec les moyens financiers dont elle dispose et qui n'est pas très richement dotée : notre objectif c'est d'avoir 1 million d'euros de budget, aujourd'hui on est à 30-40% de cet objectif. Par ailleurs, on a tout un réseau bénévole qui travaille pour Terra Nova, les membres du Bureau sont bénévoles, la trésorière, le directeur du cabinet d'experts qui supervise la production de notes, tout le conseil d'administration est bénévole, ses membres s'investissent de manière variable mais la plupart du temps de manière très importante. Et puis on a tout un réseau d'experts, on a 500 experts qui travaillent de manière bénévole, tous ceux qui écrivent des notes pour Terra Nova sont bénévoles. En temps humain j'avais chiffré ça pour l'année 2008, je ne me rappelle plus exactement mais si vous comptez une dizaine d'heures pour la rédaction de chaque note et vous voyez qu'on a publié 200 notes en un an et demi [...], vous pouvez rajouter facilement 3-4 salariés à temps plein si on n'avait pas ces bénévoles [...].

**Q. :** D'accord. En termes financiers l'objectif serait à terme, je pense à un autre de cercle de réflexion, l'Institut Montaigne, la barre des 3 millions d'euros ?

**R. :** Dans l'idéal, oui, bien sûr ! Notre objectif reste celui d'1 million d'euros, ça nous permettrait de salarier davantage de personnes, de stabiliser notre structure. Ça nous permettrait avec une dotation de ce niveau là de mener des projets qu'aujourd'hui on ne peut pas mener, après ça reste assez dur d'atteindre ce budget, pour une raison assez simple, c'est qu'on est dans un moment de crise, deuxième raison on est moins proche des entreprises que l'Institut Montaigne, même si un des partis pris de Terra Nova c'est de se financer essentiellement par le mécénat d'entreprise pour rapprocher la gauche des entreprises : si bien sûr elles n'ont pas des comportements parfaits, elles ont aussi une expérience de la société qui mérite d'être valorisée.

**Q. :** Je vous remercie.

**ANNEXE 2 : Tableau récapitulatif des organisations étudiées<sup>1117</sup>**

<u>Nom</u>	<u>Date(s)</u> <sup>1118</sup>	<u>Nature</u> <u>/Fonction</u>	<u>Orientation</u>	<u>Groupes de travail,</u> <u>commissions,</u> <u>colloques</u>	<u>Animateurs</u>
ADELS	1959	Atelier intellectuel	Gauche alternative/ autogestionnaire		Serge Depaquit
A gauche en Europe	2003	Atelier intellectuel	Social-démocrate	Education, Emploi, Eurosepticisme, Relations transatlantiques...	Michel Rocard
ALEPS	1966	Atelier intellectuel	Libéral		Jacques Garelo, Pascal Salin
ATTAC	1998	Atelier intellectuel Structure transitoire de rassemblement	Antilibéral	Marchés financiers G8/G20 Banques	Aurélie Trouvé, Thomas Coutrot
Carrefour social-démocrate	1977	Atelier intellectuel	Centriste		Olivier Stirn, Lionel Stoléru
CEREL	1974	Atelier intellectuel/ Structure-ressource pour un leader	Gaulliste		Jacques Chaban-Delmas
Cercle Frédéric Bastiat	1990	Atelier intellectuel	Libéral		Jacques de Guénin
Cercles libéraux	2003	Atelier intellectuel / Structure-ressource pour un leader	Libéral		Alain Madelin
Cercle Jules Vallès	1962	Groupement militant	Gaulliste		
Cercle Périclès	1981	Atelier intellectuel	Libéral Gaulliste		Yves Guéna
Cercle Tocqueville	1958	Atelier intellectuel	Gauche socialiste		
Clubs Vème République	1965	Atelier intellectuel	Gaulliste		J. Peillet
Club 89	1981	Atelier intellectuel	Libéral/gaulliste	Démocratie	Benoist

<sup>1117</sup> Ce tableau n'est pas exhaustif, ne détaillant pas, par exemple, les clubs faisant partie d'un regroupement tel que l'Union des clubs pour la rénovation de la gauche ; de la même manière, il ne liste pas l'intégralité des mouvements gaullistes de gauche.

<sup>1118</sup> La date de disparition est indiquée si elle est connue.

				Parité	Apparu
Club Citoyens/ Citoyens 60	1959	Atelier intellectuel/ Club de pédagogie civique	Gauche alternative « Deuxième gauche »		Jacques Delors
Club de l'Horloge	1974	Atelier intellectuel Structure de radicalisation idéologique	Libéral Nationaliste		Henry de Lesquen
Club des Jacobins	1951	Groupement militant	Gauche socialiste		Charles Hernu
Club Dialogue et Initiative	1999	Structure transitoire de rassemblement	Libéral Centriste Gaulliste		Jean-Pierre Raffarin
Club Jean Moulin	1958-1970	Atelier intellectuel Club de pédagogie civique	Gauche socialiste		George Suffert, Georges Lavau, Stéphane Hessel
Club Louise Michel	1977	Groupement militant	Centriste		Janette Brutelle
Club Merleau- Ponty	1995-1998	Atelier intellectuel	Antilibéral		Philippe Corcuff
Club Nouveau Siècle	2001	Atelier intellectuel	Gaulliste		Bernard Reygrobellet, Philippe Dechartre
Club Nouvelle frontière	1968	Atelier intellectuel	Gaulliste		Jean Charbonnel
Club Perspectives et Réalités	1965	Structure-ressource pour un leader	Centriste Libéral		Jean-Pierre Fourcade, Hervé de Charrette
Club Phares et Balises	1992	Atelier intellectuel	Antilibéral Souverainiste		Philippe Cohen
Comité d'action institutionnel	1963	Atelier intellectuel/Structure- ressource pour un leader	Gauche socialiste		François Mitterrand, Charles Hernu
Comités d'action républicaine	1982	Groupement militant Structure transitoire de rassemblement	Libéral Nationaliste		Bruno Mégret
Confrontations Europe	1992	Atelier intellectuel	Social- démocrate Libéral	Banques Europe Energie	Claude Fischer, Philippe Herzog
Convention de la Gauche Vème République	1966	Structure transitoire de rassemblement	Gaulliste		Philippe Dechartre

Convention des institutions républicaines	1964	Groupement militant Structure-ressource pour un leader	Gauche socialiste		François Mitterrand, Charles Hernu
Convention pour la 6 <sup>ème</sup> République	2001	Atelier intellectuel Structure ressource pour un leader	Gauche socialiste		Arnaud Montebourg, Paul Allières
Convention pour une alternative progressiste	1994	Structure transitoire de rassemblement	Gauche alternative		Jean-Pierre Brard
Convictions	1999	Atelier intellectuel	Social-démocrate	Défis écologiques et sociaux (2010)	Fabien Verdier
Debout la République	1999 (transformation en parti en 2007)	Groupement militant Structure-ressource pour un leader	Gaulliste		Nicolas Dupont d'Aignan
Démocratie nouvelle	1961	Atelier intellectuel Club de pédagogie civique Groupement militant	Gauche socialiste		
Echanges et projets	1973	Atelier intellectuel	Social-démocrate		Jacques Delors
En temps réel	2000	Atelier intellectuel	Social-démocrate	Sauver les capacités d'action publique (atelier de juin 2011)	Stéphane Boujnah, Gilles de Margerie
Fondation Concorde	1997	Atelier intellectuel	Libéral	Banque-Finances <i>Développement durable</i>	Michel Rousseau
Fondation Copernic	1998	Atelier intellectuel Structure transitoire de rassemblement	Antilibéral	« Travailler tue » L'Etat démantelé	Caroline Mécary, Pierre Khalfa
Fondation du 2 mars	1998-2006	Atelier intellectuel	Républicain Souverainiste		Elisabeth Lévy
Fondation Gabriel Péri	2004 (reconnaissance d'utilité publique)	Atelier intellectuel	Communiste	Les politiques économiques de la gauche La Raison et ses combats	Robert Hue
Fondation Jean Jaurès	1992 (reconnaissance d'utilité publique)	Atelier intellectuel	Gauche socialiste	10 mai 1981- 10 mai 2011 : 30 <sup>ème</sup> anniversaire	Gilles Finchelstein
Fondation pour l'innovation politique	2004	Atelier intellectuel	Libéral	« In God we trust » « Small 2.0 is beautiful »	Dominique Reynié
Fondation Res Publica	2004	Atelier intellectuel	Gauche socialiste	L'après-Kyoto	Jean-Pierre Chevènement

Fondation Robert Schuman	1992 (reconnaissance d'utilité publique)	Atelier intellectuel	Centriste Libéral	Etat de l'Union européenne 2011 Liberté de la presse	Jean-Dominique Giuliani
Fondation St Simon	1982	Atelier intellectuel	Social-démocrate		Pierre Rosanvallon
Fondation Terra Nova	2008	Atelier intellectuel	Social-démocrate	Justice et pouvoirs Nouvelle génération de l'Etat-providence	Olivier Ferrand
Forum de la gauche citoyenne	2000-2008	Atelier intellectuel Structure transitoire de rassemblement	Gauche alternative Antilibéral		Dominique Taddéi
France.9	2001	Structure-ressource pour un leader	Libéral		François Fillon
Front du progrès	1964	Groupement militant	Gaulliste		Jacques Dauer
Front travailliste	1965	Groupement militant	Gaulliste		Yvon Morandat
Génération France	2006	Structure-ressource pour un leader	Libéral		Jean-François Copé
Génération libérale	1999	Atelier intellectuel	Libéral		Jacques Garello
GRALL	1981	Atelier intellectuel	Libéral		Alain Madelin, Charles Millon
GRECE	1969	Atelier intellectuel Structure de radicalisation idéologique	Extrême-droite Nouvelle Droite		Alain de Benoist
Groupes d'action municipale	1963 (Grenoble)	Mouvement alternatif	Gauche alternative, autogestionnaire		Robert de Caumont
Héritage et progrès	2005	Atelier intellectuel	Libéral		Christian Julien
Idées-Action	1994	Atelier intellectuel/ Structure-ressource pour un leader	Libéral		Alain Madelin
Institut Choiseul	2001	Atelier intellectuel	Libéral		Pascal Lorot
Institut Euro 92	1988	Atelier intellectuel	Libéral		Alain Madelin
Institut de formation politique	2002	Atelier intellectuel	Libéral		Alexandre Pesey
Institut Montaigne	2000	Atelier intellectuel	Libéral	Mobilité et cohésion sociales Modernisation de l'action publique	Claude Bébéar

Institut Thomas More	2004	Atelier intellectuel	Libéral	Vivre l'Europe Affaires internationales	Christian Boon Falleur
Institut Turgot	2003	Atelier intellectuel	Libéral		Jacques Raiman
Le Lab' des idées	2010	Atelier intellectuel	Libéral		Valérie Péresse
Le Laboratoire des idées	2008	Atelier intellectuel	Gauche socialiste	Développement durable et ruralité	Christian Paul
La Forge	2007	Atelier intellectuel	Gauche socialiste	Alternatives au capitalisme Etat-providence et territoires durables	Benoît Hamon
La République des idées	2001	Atelier intellectuel	Social-démocrate	Les transformations du capitalisme La démocratie européenne et ses frontières	Pierre Rosanvallon
Le Chêne	2006	Structure-ressource pour un leader	Gaulliste		Michèle Alliot-Marie
Les Gracques	2007	Atelier intellectuel	Centriste/ Social-démocrate		Bernard Spitz
Les Réformateurs	2006	Atelier intellectuel	Libéral		Hervé Novelli
Ligue des droits de l'homme	1898	Groupe de défense d'intérêts moraux Structure transitoire de rassemblement	Humaniste	Libertés Droits économiques et sociaux Etrangers	Jean-Pierre Dubois
Ligue pour le combat républicain	1960	Groupement militant Structure-ressource pour un leader	Gauche socialiste		François Mitterrand
M'PEP	2008	Atelier intellectuel/Groupement militant	Antilibéral	Sortir de l'euro	Jacques Nikonoff
MSP	1971-2001 (devient le Club Nouveau Siècle)	Atelier intellectuel	Gaulliste		Philippe Dechartre
Novo Ideo	2009	Atelier intellectuel	Ecologiste		Jean-Marc Pasquet
Objectif 72/Objectif socialiste	1965-1974	Groupement militant	Démocrate-chrétien/ Gauche socialiste		Robert Buron
Politique autrement	1986	Atelier intellectuel Club de pédagogie civique			Jean-Pierre Le Goff

Printemps 86	1984-1986	Atelier intellectuel	Libéral		René de Laportalière
Réforme et modernité	2006	Atelier intellectuel	Libéral		François Goulard, Hervé Mariton
République moderne	1984	Atelier intellectuel	Gauche socialiste		Jean-Pierre Chevènement
République et démocratie	1978	Groupement militant	Centriste		Jean-Pierre Prouteau
Société Louise Michel	2008	Atelier intellectuel	Extrême-gauche		
Technique et démocratie	1963	Atelier intellectuel	Inclassable		Jean Baretts
Télos-Eu	2005	Atelier intellectuel	Social-démocrate	Europe Globalisation	Zaki Laïdi
UCRG	1966-1969	Groupement militant	Gauche socialiste		Alain Savary
UGCS	1967-1969	Groupement militant	Gauche socialiste		Jean Popereen

## ANNEXE 3 : Documents

**Annexe 3-1 : Manifeste du GRECE, [http://grece-fr.com/?page\\_id=64](http://grece-fr.com/?page_id=64), 20-06-2011 (publié sur le site le 21-09-2010)**

### Introduction

La Nouvelle Droite est née en 1968. Elle n'est pas un mouvement politique, mais une école de pensée. Les activités qui sont les siennes depuis aujourd'hui plus de trente ans (publication de livres et de revues, tenue de colloques et de conférences, organisation de séminaires et d'universités d'été, etc.) se situent d'emblée dans une perspective métapolitique.

La métapolitique n'est pas une autre manière de faire de la politique. Elle n'a rien d'une « stratégie » qui viserait à imposer une hégémonie intellectuelle, pas plus qu'elle ne prétend disqualifier d'autres démarches ou attitudes possibles. Elle repose seulement sur la constatation que les idées jouent un rôle fondamental dans les consciences collectives et, de façon plus générale, dans toute l'histoire des hommes. Héraclite, Aristote, Augustin, Thomas d'Aquin, René Descartes, Emmanuel Kant, Adam Smith ou Karl Marx ont en leur temps provoqué par leurs oeuvres des révolutions décisives, dont l'effet se fait encore sentir aujourd'hui. L'histoire résulte certes de la volonté et de l'action des hommes, mais cette volonté et cette action s'exercent toujours dans le cadre d'un certain nombre de convictions, de croyances, de représentations qui leur donnent un sens et les orientent. La Nouvelle Droite a pour ambition de contribuer au renouvellement de ces représentations sociales-historiques.

La démarche métapolitique se conforte encore aujourd'hui d'une réflexion sur l'évolution des sociétés occidentales à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle. On constate en effet, d'une part, l'impuissance croissante des partis, des syndicats, des gouvernements et de l'ensemble des formes classiques de conquête et d'exercice du pouvoir, et d'autre part, une obsolescence accélérée de tous les clivages qui avaient caractérisé la modernité, à commencer par le traditionnel clivage gauche-droite. On observe par ailleurs une explosion sans précédent des connaissances, qui se multiplient sans que leurs conséquences soient toujours pleinement perçues. Dans un monde où les ensembles clos ont laissé la place à des réseaux interconnectés, où les points de repère deviennent toujours plus flous, l'action métapolitique consiste à tenter de redonner du sens au plus haut niveau par le moyen de nouvelles synthèses, à développer en dehors des joutes politiciennes un mode de pensée résolument transversal, enfin à étudier tous les domaines du savoir afin de proposer une vue du monde cohérente. Tel est notre objectif depuis trente ans.

Le présent manifeste en offre la démonstration. Sa première partie (**Situations**) offre une analyse critique de notre époque. La deuxième (**Fondements**) exprime le socle de notre vision de l'homme et du monde. L'une et l'autre sont inspirées par une démarche pluridisciplinaire qui bouscule la plupart des clivages intellectuels aujourd'hui reconnus. Tribalisme et mondialisme, nationalisme et internationalisme, libéralisme et marxisme, individualisme et collectivisme, progressisme et conservatisme s'opposent en effet dans la même logique complaisante du tiers-exclu. Depuis un siècle, ces oppositions factices masquent l'essentiel : l'ampleur d'une crise qui impose un renouvellement radical de nos modes de pensée, de décision et d'action. C'est donc en vain que l'on rechercherait dans les pages qui suivent la trace de précurseurs dont nous ne serions que les héritiers : la Nouvelle Droite a su faire son fruit des acquis théoriques les plus divers qui l'ont précédée. Pratiquant une lecture extensive de l'histoire des idées, elle n'hésite pas à reprendre celles qui lui paraissent justes dans tous les courants de pensée. Cette démarche transversale provoque d'ailleurs régulièrement la colère des cerbères de la pensée, qui s'entendent à geler les orthodoxies idéologiques afin de paralyser toute nouvelle synthèse menaçant leur confort intellectuel.

Depuis ses origines, enfin, la Nouvelle Droite rassemble des hommes et des femmes qui vivent dans leur cité et entendent participer de manière vécue à son épanouissement. En France

comme dans d'autres pays, elle constitue une communauté de travail et de réflexion, dont les membres ne sont pas nécessairement des intellectuels, mais s'intéressent tous, à un titre ou un autre, au combat des idées. La troisième partie de ce manifeste (**Orientations**) exprime donc notre position sur les grands débats de l'actualité et nos orientations pour l'avenir de nos peuples et de notre civilisation.

#### Situations

Toute pensée critique est d'abord une mise en perspective de l'époque où elle se déploie. Nous nous situons aujourd'hui à une période charnière, un tournant en forme d'« interrègne » qui s'inscrit sur fond de crise majeure : la fin de la modernité.

#### 1. Qu'est-ce que la modernité ?

La modernité désigne le mouvement politique et philosophique des trois derniers siècles de l'histoire occidentale. Elle se caractérise principalement par cinq processus convergents : l'individualisation par destruction des anciennes communautés d'appartenance, la massification par adoption de comportements et de modes de vie standardisés, la désacralisation par reflux des grands récits religieux au profit d'une interprétation scientifique du monde, la rationalisation par domination de la raison instrumentale à travers l'échange marchand et l'efficacité technique, l'universalisation par extension planétaire d'un modèle de société implicitement posé comme seul possible rationnellement, et donc comme supérieur.

Ce mouvement a des racines anciennes. A bien des égards, il représente une sécularisation de notions et de perspectives empruntées à la métaphysique chrétienne, qui ont été rabattues sur la vie profane après évacuation de toute dimension de transcendance. On trouve en effet en germe dans le christianisme les grandes mutations qui ont irrigué les idéologies laïques de l'ère post-révolutionnaire. L'individualisme était déjà présent dans la notion de salut individuel et de rapport intime privilégié que le croyant entretient avec Dieu, rapport primant tout enracinement ici-bas. L'égalitarisme trouve sa source dans l'idée que les hommes sont tous également appelés à la rédemption, car tous également dotés d'une âme individuelle dont la valeur absolue est partagée par toute l'humanité. Le progressisme naît de l'idée que l'histoire possède un début absolu et une fin nécessaire, son déroulement étant globalement assimilé au plan divin. L'universalisme, enfin, est l'expression naturelle d'une religion qui affirme détenir une vérité révélée, valable pour tous les hommes et justifiant que l'on exige leur conversion. La vie politique elle-même se fonde sur des concepts théologiques sécularisés. Le christianisme, réduit aujourd'hui au statut d'une opinion parmi d'autres, a lui-même été victime de ce mouvement qu'il a mis en oeuvre à son corps défendant : dans l'histoire de l'Occident, il aura été la religion de la sortie de la religion.

Les différentes écoles philosophiques de la modernité, concurrentes et parfois contradictoires dans leurs fondements, se retrouvent néanmoins sur l'essentiel : l'idée qu'il existe une solution unique et universalisable à tous les phénomènes sociaux, moraux et politiques. L'humanité y est perçue comme une somme d'individus rationnels qui, par intérêt, par conviction morale, par sympathie ou encore par crainte, sont appelés à réaliser leur unité dans l'histoire. Dans cette perspective, la diversité du monde devient un obstacle et tout ce qui différencie les hommes est perçu comme accessoire ou contingent, dépassé ou dangereux. Dans la mesure où la modernité ne fut pas seulement un corpus d'idées, mais aussi un mode d'action, elle a tenté par tous les moyens d'arracher les individus à leurs appartenances singulières afin de les soumettre à un mode universel d'association. Le plus efficace, à l'usage, s'est révélé être le marché.

#### 2. La crise de la modernité

L'imaginaire de la modernité fut dominé par les désirs de liberté et d'égalité. Ces deux valeurs cardinales ont été trahies. Coupés des communautés qui les protégeaient tout en donnant sens et forme à leur existence, les individus subissent désormais la fêrule d'immenses mécanismes de domination et de décision vis à vis desquels leur liberté reste purement formelle. Ils endurent le pouvoir mondialisé du marché, de la technoscience ou de la communication sans jamais pouvoir en décider le cours. La promesse d'égalité a elle aussi doublement échoué : le communisme l'a trahie en instaurant les régimes totalitaires les plus meurtriers de l'histoire ; le capitalisme s'en est joué en légitimant par une égalité de principe les inégalités économiques et sociales les plus odieuses. La modernité a proclamé des « droits » sans pour autant donner les moyens de les exercer. Elle a exacerbé tous les besoins et en crée sans cesse de nouveaux, mais en réservant leur accès à une petite minorité, ce qui alimente la frustration et la colère de tous les autres. Quant à l'idéologie du progrès, qui avait répondu à l'attente des hommes en entretenant la promesse d'un monde toujours meilleur, elle connaît aujourd'hui une crise radicale : l'avenir, qui s'avère imprévisible, n'est plus

porteur d'espoir, mais fait peur au plus grand nombre. Chaque génération affronte désormais un monde différent de celui de ses pères : cette nouveauté perpétuelle fondée sur la disqualification de la filiation et des anciennes expériences, jointe à la transformation toujours accélérée des modes de vie et des milieux d'existence, ne produit pas le bonheur, mais l'angoisse.

La « fin des idéologies » désigne l'épuisement historique des grands récits mobilisateurs qui s'incarnèrent dans le libéralisme, le socialisme, le communisme, le nationalisme, le fascisme ou encore le nazisme. Le XXe siècle a sonné le glas de la plupart de ces doctrines, dont les effets concrets furent les génocides, ethnocides et massacres de masse, les guerres totales entre les nations et la concurrence permanente entre les individus, les désastres écologiques, le chaos social, la perte de tous les repères signifiants. En détruisant le monde vécu au profit de la raison instrumentale, la croissance et le développement matériels se sont traduits par un appauvrissement sans précédent de l'esprit. Ils ont généralisé le souci, l'inquiétude de vivre dans un présent toujours incertain, dans un monde privé de passé comme d'avenir. La modernité a ainsi accouché de la civilisation la plus vide que l'humanité ait jamais connue : le langage publicitaire est devenu le paradigme de tous les langages sociaux, le règne de l'argent impose l'omniprésence de la marchandise, l'homme se transforme en objet d'échange dans une atmosphère d'hédonisme pauvre, la technique enserme le monde vécu dans le réseau pacifié et rationalisé du quant à soi, la délinquance, la violence et l'incivilité se propagent dans une guerre de tous contre tous et de chacun contre soi-même, l'individu incertain flotte dans les mondes déréalisés de la drogue, du virtuel et du médiatique, les campagnes se désertent vers des banlieues invivables et des mégapoles monstrueuses, l'individu solitaire se fond dans une foule anonyme et hostile, tandis que les anciennes médiations sociales, politiques, culturelles ou religieuses, deviennent de plus en plus incertaines et indifférenciées.

Cette crise diffuse que nous traversons signale que la modernité touche à sa fin, au moment même où l'utopie universaliste qui la fondait est en passe de devenir une réalité sous l'égide de la mondialisation libérale. La fin du XXe siècle marque, en même temps que la fin des temps modernes, l'entrée dans une postmodernité caractérisée par une série de thématiques nouvelles : émergence de la préoccupation écologique, recherche de la qualité de vie, rôle des « tribus » et des « réseaux », regain d'importance des communautés, politique de reconnaissance des groupes, multiplication des conflits infra- ou supra-étatiques, retour des violences sociales, déclin des religions instituées, opposition croissante des peuples à leurs élites, etc.. N'ayant plus rien à dire et constatant le malaise grandissant des sociétés contemporaines, les tenants de l'idéologie dominante en sont réduits à un discours incantatoire matraqué par les médias dans un univers en péril d'implosion. Implosion et non plus explosion : le dépassement de la modernité ne prendra pas la forme d'un « grand soir » (version profane de la parousie), mais se manifesterá par l'apparition de milliers d'aurores, c'est-à-dire par l'éclosion d'espaces souverains libérés de la domination moderne. La modernité ne sera pas dépassée par un retour en arrière, mais par un recours à certaines valeurs prémodernes dans une optique résolument postmoderne. C'est au prix d'une telle refondation radicale que seront conjurés l'anomie sociale et le nihilisme contemporain.

### 3. Le libéralisme, ennemi principal

Le libéralisme incarne l'idéologie dominante de la modernité, la première à apparaître qui sera aussi la dernière à disparaître. Dans un premier temps, la pensée libérale a autonomisé l'économie vis-à-vis de la morale, de la politique et de la société, dans lesquelles elle était auparavant encadrée. Dans un second temps, elle a fait de la valeur marchande l'instance souveraine de toute vie commune. L'avènement du « règne de la quantité » désigne ce passage des économies de marché aux sociétés de marché, c'est-à-dire l'extension à tous les domaines de l'existence des lois de l'échange marchand couronné par la « main invisible ». Le libéralisme, d'autre part, a engendré l'individualisme moderne à partir d'une anthropologie fautive tant du point de vue descriptif que normatif, fondée sur un individu unidimensionnel tirant ses « droits imprescriptibles » d'une « nature » fondamentalement non sociale, et censé chercher à maximiser en permanence son meilleur intérêt par l'élimination de toute considération non quantifiable et de toute valeur ne relevant pas du calcul rationnel.

Cette double pulsion individualiste et économiciste s'accompagne d'une vision « darwinienne » de la vie sociale. Cette dernière se ramènerait en dernière analyse à la concurrence généralisée, nouvelle version de la « guerre de tous contre tous », en vue de sélectionner les « meilleurs ». Mais, outre que la concurrence « pure et parfaite » est un mythe puisque des rapports de force lui préexistent toujours, elle ne dit absolument rien sur la valeur de ce qui est sélectionné : le pire comme le meilleur en procèdent. L'évolution sélectionne les plus aptes à survivre, mais

l'homme ne se contente précisément pas de survivre : il ordonne sa vie à des hiérarchies de valeurs vis-à-vis desquelles le libéralisme prétend rester neutre.

Le caractère inique de la domination libérale a engendré au XIXe siècle une légitime réaction avec l'apparition du mouvement socialiste. Mais celui-ci s'est fourvoyé sous l'influence des théories marxistes. Or, en dépit de ce qui les oppose, libéralisme et marxisme appartiennent fondamentalement au même univers, hérité de la pensée des Lumières : même individualisme de fond, même universalisme égalitaire, même rationalisme, même primat du facteur économique, même insistance sur la valeur émancipatoire du travail, même foi dans le progrès, même aspiration à la fin de l'histoire. A bien des égards, le libéralisme a seulement réalisé avec plus d'efficacité certains des objectifs qu'il partageait avec le marxisme : éradication des identités collectives et des cultures traditionnelles, désenchantement du monde, universalisation du système de production.

Les ravages du marché ont provoqué, de la même manière, l'apparition et le renforcement de l'État-Providence. Au cours de l'histoire, le marché et l'État étaient déjà apparus de pair, le second cherchant à soumettre au prélèvement fiscal des échanges intracommunautaires non marchands, auparavant insaisissables, et faisant d'un espace économique homogène un outil de sa puissance. Par la suite, la dissolution des liens communautaires provoquée par la marchandisation de la vie sociale a rendu nécessaire le renforcement progressif d'un État-Providence chargé de procéder aux redistributions nécessaires pour pallier la défaillance des solidarités traditionnelles. Loin d'entraver la course du libéralisme, ces interventions étatiques lui ont permis de prospérer en évitant l'explosion sociale, donc en assurant la sécurité et la stabilité indispensables aux échanges. Mais en retour, l'État-Providence, qui n'est qu'une structure redistributive abstraite, anonyme et opaque, a généralisé l'irresponsabilité, transformant les sociétaires en autant d'assistés, qui ne réclament plus tant le renversement du système libéral que l'extension indéfinie et sans contrepartie de leurs droits.

Enfin, le libéralisme entraîne la négation de la spécificité du politique, laquelle implique toujours l'arbitraire de la décision et la pluralité des finalités. La « politique libérale » apparaît de ce point de vue comme une contradiction dans les termes. Visant à former le lien social à partir d'une théorie du choix rationnel qui indexe la citoyenneté sur l'utilité, elle se ramène à un idéal de gestion « scientifique » de la société globale, qu'elle place sous le seul horizon de l'expertise technicienne. L'État de droit libéral, trop souvent synonyme de république des juges, croit parallèlement pouvoir s'abstenir de proposer un modèle de vie bonne et aspire à neutraliser les conflits inhérents à la diversité du social par des procédures purement juridiques visant à déterminer ce qui est juste plutôt que ce qui est bien. L'espace public se dissout dans l'espace privé, tandis que la démocratie représentative se réduit à un marché où se rencontrent une offre de plus en plus restreinte (recentrage des programmes et convergence des politiques) et une demande de moins en moins motivée (abstention).

A l'heure de la mondialisation, le libéralisme ne se présente plus comme une idéologie, mais comme un système mondial de production et de reproduction des hommes et des marchandises, surplombé par l'hypermoralisme des droits de l'homme. Sous ses formes économique, politique et morale, le libéralisme représente le bloc central des idées d'une modernité finissante. Donc l'adversaire principal de tous ceux qui oeuvrent à son dépassement.

Fondements

« Connais-toi toi-même », disait la devise delphique. La clef de toute représentation du monde, de tout engagement politique, moral ou philosophique, réside d'abord dans une anthropologie. Nos actions s'accomplissent par ailleurs à travers certains ordres de la pratique, qui représentent autant d'essences des relations des hommes entre eux et avec le monde : le politique, l'économie, la technique et l'éthique.

### 1. L'homme : un moment du vivant

La modernité a nié l'existence d'une nature humaine (théorie de la table rase) ou l'a rapportée à des prédicats abstraits déconnectés du monde réel et de l'existence vécue. Au prix de cette rupture radicale a émergé l'idéal d'un « homme nouveau », malléable à l'infini par transformation progressive ou brutale de son milieu. Cette utopie a abouti aux expériences totalitaires et aux systèmes concentrationnaires du XXe siècle. Dans le monde libéral, elle s'est traduite par la croyance superstitieuse en la toute-puissance du milieu, qui n'a pas été moins génératrice de déceptions, en particulier dans le domaine éducatif : dans une société structurée par l'usage de la rationalité abstraite, ce sont en effet les capacités cognitives qui constituent le principal déterminant du statut social.

L'homme est d'abord un animal et s'inscrit comme tel dans l'ordre du vivant, dont la durée se mesure en centaines de millions d'années. Si l'on compare l'histoire de la vie organique à une

journee de 24 heures, l'apparition de notre espèce ne survient que dans les trente dernières secondes. Le processus d'homínisation s'est lui-même déroulé sur plusieurs dizaines de milliers de générations. Dans la mesure où la vie se répand avant tout par transmission de l'information contenue dans le matériel génétique, l'homme ne naît pas comme une page blanche : chacun d'entre nous est déjà porteur des caractéristiques générales de notre espèce, auxquelles s'ajoutent des prédispositions héréditaires à certaines aptitudes particulières et à certains comportements. L'individu ne décide pas de cet héritage, qui limite son autonomie et sa plasticité, mais lui permet aussi de résister aux conditionnements politiques et sociaux.

Mais l'homme n'est pas seulement un animal : ce qu'il y a chez lui de spécifiquement humain – conscience de sa propre conscience, pensée abstraite, langage syntaxique, capacité symbolique, aptitude au constat objectif et au jugement de valeur – ne contredit pas sa nature, mais la prolonge en lui conférant une dimension supplémentaire et unique. Nier les déterminations biologiques de l'homme ou l'y réduire en reconduisant ses traits spécifiques à la zoologie constitue donc deux attitudes également absurdes. La part héréditaire de notre humanité ne forme que le socle de notre vie sociale et historique : parce que ses instincts ne sont pas programmés dans leur objet, l'homme est toujours titulaire d'une part de liberté (il doit faire des choix aussi bien moraux que politiques) dont la seule vraie limite naturelle est la mort. L'homme est d'abord un héritier, mais il peut disposer de son héritage. Nous nous bâtissons historiquement et culturellement sur la base des présupposés de notre constitution biologique, qui sont la limite de notre humanité. L'au-delà de cette limite peut être nommé Dieu, cosmos, néant ou être : la question du « pourquoi » n'y fait plus sens, car ce qui est au-delà des limites humaines est par définition impensable.

La Nouvelle Droite propose donc une vision de l'homme équilibrée, tenant compte à la fois de l'inné, des capacités personnelles et du milieu social. Elle récuse les idéologies qui mettent abusivement l'accent sur un seul de ces facteurs de détermination, qu'il soit biologique, économique ou mécanique.

## 2. L'homme : un être enraciné, périlleux et ouvert

L'homme n'est naturellement ni bon ni mauvais, mais il est capable d'être l'un ou l'autre. Il est en cela un être ouvert et « périlleux », toujours susceptible de se dépasser lui-même ou de se dégrader. Les règles sociales et morales, tout comme les institutions ou les traditions, permettent de conjurer cette menace permanente en engageant l'homme à se construire dans la reconnaissance des normes qui fondent son existence en lui donnant sens et repères.

L'humanité, définie comme l'ensemble indistinct des individus qui la composent, désigne soit une catégorie biologique (l'espèce), soit une catégorie philosophique issue de la pensée occidentale. Du point de vue social-historique, l'homme en soi n'existe pas, car l'appartenance à l'humanité est toujours médiatisée par une appartenance culturelle particulière. Ce constat ne relève pas du relativisme. Tous les hommes ont en commun leur nature humaine, sans laquelle ils ne pourraient pas se comprendre, mais leur commune appartenance à l'espèce s'exprime toujours à partir d'un contexte singulier. Ils partagent les mêmes aspirations essentielles, mais celles-ci se cristallisent toujours sous des formes différentes selon les époques et les lieux. L'humanité, en ce sens, est irréductiblement plurielle : la diversité participe de son essence même. La vie humaine s'inscrit nécessairement dans un contexte qui précède le jugement, fût-il critique, que les individus et les groupes portent sur le monde, et modèle les aspirations comme les finalités qui sont les leurs : il n'existe dans le monde réel que des personnes concrètement situées. Les différences biologiques ne sont elles-mêmes signifiantes qu'en référence à des données culturelles et sociales. Quant aux différences entre les cultures, elles ne sont ni l'effet d'une illusion ni des caractéristiques transitoires, contingentes ou secondaires. Les cultures ont toutes leur « centre de gravité » (Herder) propre : des cultures différentes donnent des réponses différentes aux questions essentielles. C'est pourquoi toute tentative de les unifier revient à les détruire. L'homme s'inscrit par nature dans le registre de la culture : être de singularité, il se situe toujours à l'interface de l'universel (son espèce) et du particulier (chaque culture, chaque époque). L'idée d'une loi absolue, universelle et éternelle, appelée à déterminer en dernière instance nos choix moraux, religieux ou politiques apparaît donc sans fondement. Cette idée est à la base de tous les totalitarismes.

Les sociétés humaines sont à la fois conflictuelles et coopératives, sans que l'on puisse éteindre l'une de ces caractéristiques au bénéfice de l'autre. La croyance irénique en la possibilité de faire disparaître les antagonismes au sein d'une société réconciliée et transparente à elle-même n'a pas plus de validité que la vision hyperconcurrentielle (libérale, raciste ou nationaliste) qui fait de la vie une guerre perpétuelle des individus ou des groupes. Si l'agressivité est aussi partie prenante dans l'activité créatrice et la dynamique de la vie, l'évolution a favorisé chez l'homme l'émergence de comportements coopératifs (altruistes) qui ne s'exercent pas toujours dans la seule

sphère de sa parenté génétique. D'autre part, les grandes constructions historiques n'ont pu s'inscrire dans la durée qu'en établissant une harmonie fondée sur la reconnaissance de biens communs, la réciprocité de droits et devoirs, l'entraide et le partage. Ni pacifique ni belliqueuse, ni bonne ni mauvaise, ni belle ni laide, l'existence humaine se déroule dans une tension tragique entre ces pôles attractifs et répulsifs.

### 3. La société : un corps de communautés

L'existence humaine est indissociable des communautés et des ensembles sociaux dans lesquels elle s'inscrit. L'idée d'un « état de nature » primitif où auraient coexisté des individus autonomes est une pure fiction : la société ne résulte pas d'un contrat auxquels les hommes souscrivent en vue de maximiser leur meilleur intérêt, mais d'une association spontanée dont la forme la plus ancienne est sans doute la famille élargie.

Les communautés dans lesquelles s'incarne l'état social dessinent un tissu complexe de corps intermédiaires situés entre l'individu, les groupes d'individus et l'humanité. Certaines d'entre elles sont héritées (natives), d'autres sont choisies (coopératives). Le lien social, dont la vieille droite n'a jamais été capable de reconnaître l'autonomie, et qui ne se confond nullement avec la seule « société civile », s'y définit d'abord comme un modèle pour les actions des individus, non comme l'effet global de ces actions ; il repose sur un consentement partagé à cette antériorité du modèle. L'appartenance collective n'annule pas l'identité individuelle, mais en constitue le socle : lorsque l'on quitte sa communauté d'origine, c'est généralement pour en rejoindre une autre. Natives ou coopératives, les communautés ont toutes pour fondement la réciprocité. Les communautés se construisent et se maintiennent dans la certitude éprouvée par chacun de leurs membres que tout ce qui est exigé d'eux-mêmes peut et doit l'être aussi des autres. Réciprocité verticale des droits et des devoirs, de la contribution et de la redistribution, de l'obéissance et de l'assistance, réciprocité horizontale des dons et des contre-dons, de la fraternité, de l'amitié, de l'amour. La richesse de la vie sociale est proportionnelle à la diversité des appartenances qu'elle propose : cette diversité est sans cesse menacée par défaut (conformisation, indifférenciation) ou par excès (sécession, atomisation).

La conception holiste, selon laquelle le tout excède la somme de ses parties et possède des qualités qui lui sont propres, a été combattue par l'individuo-universalisme moderne, qui a associé la communauté à la hiérarchie subie, à l'enfermement ou à l'esprit de clocher. Cet individuo-universalisme s'est déployé sous les deux figures du contrat (politique) et du marché (économique). Mais en réalité, la modernité n'a pas libéré l'homme en l'affranchissant de ses anciennes appartenances familiales, locales, tribales, corporatives ou religieuses. Elle n'a fait que le soumettre à d'autres contraintes, plus dures parce que plus lointaines, plus impersonnelles et plus exigeantes : une sujétion mécanique, abstraite et homogène, a remplacé les cadres organiques multifformes. En devenant plus solitaire, l'homme est aussi devenu plus vulnérable et plus démuné. Il s'est déconnecté du sens parce qu'il ne peut plus s'identifier à un modèle, parce qu'il n'y a plus de sens pour lui à se placer du point de vue du tout social. L'individualisme a débouché sur la désaffiliation et la mise à l'écart, la désinstitutionnalisation (la famille, par exemple, ne socialise plus) et la captation du lien social par les bureaucraties étatiques. A l'heure du bilan, le grand projet d'émancipation moderne s'analyse comme une aliénation de grande échelle. Parce qu'elles tendent à rassembler des individus qui s'éprouvent tous comme étrangers les uns aux autres et ne manifestent plus de confiance mutuelle, les sociétés modernes ne peuvent envisager de rapport social qui ne soit soumis à une instance « neutre » de régulation. Les formes pures en sont l'échange (système marchand de la loi du plus fort) et la soumission (système totalitaire d'obéissance à l'État central tout-puissant). La forme mixte qui s'instaure actuellement se traduit par une prolifération de règles juridiques abstraites qui quadrillent peu à peu chaque pan de l'existence, le rapport à autrui faisant l'objet d'un contrôle permanent afin de conjurer la menace d'implosion.

Seul le retour aux communautés et aux *politiques* de dimensions humaines permettra de remédier à l'exclusion, à la dissolution du lien social, à sa réification ou à sa juridicisation.

### 4. Le politique : une essence et un art

Le politique tient au fait que les finalités de la vie sociale sont toujours multiples. Il possède son essence et ses lois propres, qui ne sont réductibles ni à la rationalité économique, ni à l'éthique, ni à l'esthétique, ni à la métaphysique ni au sacré. Il suppose que soient distinguées et acceptées des notions telles que le public et le privé, le commandement et l'obéissance, la délibération et la décision, le citoyen et l'étranger, l'ami et l'ennemi. S'il y a de la morale en politique – puisque l'autorité vise au bien commun et s'inspire de la norme composée par les valeurs et les moeurs de

la collectivité au sein de laquelle elle s'exerce -, cela ne signifie pas pour autant qu'une morale individuelle soit politiquement applicable. Les régimes qui se refusent à reconnaître l'essence du politique, qui nient la pluralité des fins ou qui favorisent la dépolitisation, sont par définition « impolitiques ».

La pensée moderne a développé l'idée illusoire d'une « neutralité » de la politique, réduisant le pouvoir à l'efficacité gestionnaire, à l'application mécanique de normes juridiques, techniques ou économiques : le « gouvernement des hommes » devait se calquer sur l'« administration des choses ». Or, la sphère publique est toujours le lieu d'affirmation d'une vision particulière de la « vie bonne ». De cette conception que l'on se fait du bien procède le juste, et non l'inverse. Le premier but de toute action politique est, à l'intérieur, de faire régner la paix civile, c'est-à-dire la sécurité et l'harmonie entre les sociétaires, et à l'extérieur de les protéger des menaces. Par rapport à ce but, le choix que l'on opère entre des valeurs concurrentes (plus de liberté, d'égalité, d'unité, de diversité, de solidarité, etc.) recèle nécessairement une part d'arbitraire : il ne se démontre pas, mais s'affirme et se juge aux résultats. La diversité des visions du monde est l'une des conditions d'émergence du politique. La démocratie, parce qu'elle reconnaît le pluralisme des aspirations et des projets, et vise à en organiser la confrontation pacifique à tous les échelons de la vie publique, est un régime éminemment politique. Elle est en cela préférable aux confiscations classiques de la légitimité par l'argent (ploutocratie), la compétence (technocratie), la loi divine (théocratie) ou l'hérédité (monarchie), mais aussi aux formes plus récentes de neutralisation du politique par la morale (idéologie des droits de l'homme), par l'économie (mondialisation marchande), par le droit (gouvernement des juges) ou par les médias (société du spectacle). Si l'individu s'éprouve comme personne au sein d'une communauté, il se construit comme citoyen dans la démocratie, seul régime qui lui offre la participation aux discussions et décisions publiques, ainsi que l'excellence par l'éducation et la construction de soi.

La politique n'est pas une science, livrée à la raison ou à la seule méthode, mais un art, exigeant en premier lieu la prudence. Elle implique toujours une incertitude, une pluralité des choix, une décision sur les finalités. L'art de gouverner donne un pouvoir d'arbitrage entre les possibles, assorti d'une capacité de contraindre. Le pouvoir n'est jamais qu'un moyen, qui ne vaut qu'en fonction des finalités qu'il est censé servir.

Chez Jean Bodin, héritier des légistes, la source de l'indépendance et de la liberté réside dans une souveraineté illimitée du pouvoir du prince, conçue sur le modèle du pouvoir absolutiste papal. Cette conception est celle d'une « théologie politique » fondée sur l'idée d'un organe politique suprême, un « Léviathan » (Hobbes) censé contrôler les corps, les esprits et les âmes. Elle a inspiré l'État-nation absolutiste, unifié, centralisé, qui ne souffre ni les pouvoirs locaux ni les partages du droit avec des pouvoirs territoriaux voisins, et qui se construit par l'unification administrative et juridique, l'élimination des corps intermédiaires (dénoncés comme « féodalités ») et l'éradication progressive des cultures locales. Elle a successivement abouti à l'absolutisme monarchique, au jacobinisme révolutionnaire, puis aux totalitarismes modernes. Mais aussi à la « République sans citoyens », où rien n'existe plus entre la société civile atomisée et l'État gestionnaire. A ce modèle de société politique, la Nouvelle Droite oppose celui, hérité d'Althusius, où la source de l'indépendance et de la liberté réside dans l'autonomie, et où l'État se définit d'abord comme une fédération de communautés organisées et d'allégeances multiples.

Dans cette conception, qui a inspiré les constructions impériales et fédérales, l'existence d'une délégation au souverain ne fait jamais perdre au peuple la faculté de faire ou d'abroger les lois. Le peuple dans ses différentes collectivités organisées (ou « états ») est le seul détenteur ultime de la souveraineté. Les gouvernants sont supérieurs à tout citoyen pris individuellement, mais ils restent toujours inférieurs à la volonté générale exprimée par le corps des citoyens. Le principe de subsidiarité s'applique à tous les niveaux. La liberté d'une collectivité n'est pas antinomique d'une souveraineté partagée. Le champ du politique, enfin, ne se réduit pas à l'État : la personne publique se définit comme un espace plein, un tissu continu de groupes, de familles, d'associations, de collectivités locales, régionales, nationales ou supra-nationales. Le politique ne consiste pas à nier cette continuité organique, mais à prendre appui sur elle. L'unité politique procède d'une diversité reconnue, c'est-à-dire qu'elle doit composer avec une « opacité » du social : la parfaite « transparence » de la société à elle-même est une utopie qui n'encourage pas la communication démocratique, mais favorise au contraire la surveillance totalitaire.

## 5. L'économique : au-delà du marché

Aussi loin que l'on remonte dans l'histoire des sociétés humaines, certaines règles président à la production, à la circulation et à la consommation des biens nécessaires à la survie des individus et des groupes. Pour autant, et contrairement aux présupposés du libéralisme comme du marxisme, l'économie n'a jamais formé l'« infrastructure » de la société : la surdétermination économique (« ékonomisme ») forme l'exception et non la règle. De nombreux mythes associés à la malédiction du travail (Prométhée, viol de la Terre-Mère), de l'argent (Crésus, Gullveig, Tarpéia), de l'abondance (Pandore) révèlent d'ailleurs que l'économie a très tôt été perçue comme la « part maudite » de toute société, l'activité qui menace d'en briser l'harmonie. L'économie était alors dévalorisée, non parce qu'elle n'était pas utile, mais du fait même qu'elle n'était que cela. De même, on était riche parce que l'on était puissant, et non l'inverse – la puissance étant alors assortie d'un devoir de partage et de protection à l'égard des affidés. Le « fétichisme de la marchandise » n'est pas seulement un travers du capitalisme moderne, mais il renvoie à une constante anthropologique : le production en abondance de biens différenciés soulève l'envie, le désir mimétique, qui produit à son tour le désordre et la violence.

Dans toutes les sociétés prémodernes, l'économique est encadré, contextualisé dans les autres ordres de l'activité humaine. L'idée selon laquelle, du troc au marché moderne, les échanges économiques auraient toujours été régulés par la confrontation de l'offre et de la demande, par l'émergence conséquente d'un équivalent abstrait (argent) et de valeurs objectives (valeurs d'usage, d'échange, d'utilité, etc.), est une fable inventée par le libéralisme. Le marché n'est pas un modèle idéal, que son abstraction permettrait d'universaliser. Avant d'être un mécanisme, il est une institution, et cette institution ne peut être abstraite de son histoire ni des cultures qui l'ont engendrée. Les trois grandes formes de circulation des biens sont la réciprocité (don associé au contre-don, partage paritaire ou égalitaire), la redistribution (centralisation et répartition de la production par une autorité unique) et l'échange. Elles ne représentent pas des « stades de développement », mais ont toujours plus ou moins coexisté. La société moderne se caractérise par l'hypertrophie de l'échange marchand : passage de l'économie avec marché à l'économie de marché, puis à la société de marché. L'économie libérale a traduit l'idéologie du progrès en religion de la croissance : le « toujours plus » de consommation et de production est censé mener l'humanité au bonheur. S'il est indéniable que le développement économique moderne a satisfait certains besoins primaires jusqu'alors inaccessibles pour le plus grand nombre, il n'en est pas moins vrai que l'accroissement artificiel des besoins par les stratégies de séduction du système des objets (publicité) aboutit nécessairement à une impasse. Dans un monde aux ressources finies et soumis au principe d'entropie, une certaine décroissance constitue l'horizon inévitable de l'humanité.

Par l'ampleur des transformations mises en oeuvre, la marchandisation du monde, entre le XVIe et le XXe siècle, a été l'un des phénomènes les plus importants que l'humanité ait connus. Sa démarchandisation sera l'un des enjeux principaux du XXIe siècle. Il faut pour cela en revenir à l'origine de l'économie : « oikos-nomos », les lois générales de notre habitat dans le monde, lois qui incluent les équilibres écologiques, les passions humaines, le respect de l'harmonie et de la beauté de la nature, et de façon plus générale tous les éléments non quantifiables que la science économique a arbitrairement exclus de ses calculs. Toute vie économique implique la médiation d'un large éventail d'institutions culturelles et d'instruments juridiques. Aujourd'hui, l'économie doit être recontextualisée dans le vivant, dans la société, dans la politique et dans l'éthique.

## 6. L'éthique : construction de soi

Les catégories fondamentales de l'éthique sont universelles : on retrouve partout la distinction entre le noble et l'ignoble, le bien et le mal, le bon et le mauvais, l'admirable et le méprisable, le juste et l'injuste. En revanche, la désignation des actes relevant de chacune de ces catégories varie selon les époques et les sociétés. La Nouvelle Droite rejette toute conception purement morale du monde, mais elle admet bien entendu qu'aucune culture ne peut se passer de distinguer la valeur éthique des attitudes et des comportements. La morale est indispensable à cet être ouvert qu'est l'homme ; elle est une conséquence de sa liberté. Tout en exprimant des règles générales qui sont partout la condition de la survie des sociétés, elle se rattache aussi aux moeurs (mores) et ne saurait être entièrement dissociée des contextes dans lesquels elle s'exerce. Mais elle ne saurait se comprendre sous le seul horizon de la subjectivité. L'adage « right or wrong my country », par exemple, ne signifie pas que mon pays a toujours raison, mais qu'il reste mon pays même quand il a tort. Ce qui implique que je puisse éventuellement lui donner tort, donc que je dispose d'une norme excédant ma seule appartenance par rapport à lui.

Depuis les Grecs, l'éthique désigne pour les Européens les vertus dont l'exercice forme le socle de la « vie bonne » : la générosité contre l'avarice, l'honneur contre la honte, le courage contre la lâcheté, la justice contre l'iniquité, la tempérance contre la démesure, le sens du devoir contre le renoncement, la droiture contre la cautèle, le désintéressement contre la cupidité, etc. Le bon citoyen est celui qui tend toujours vers l'excellence en chacune de ces vertus (Aristote). Cette volonté d'excellence n'exclut nullement qu'il existe plusieurs modes de vie (contemplative, active, lucrative, etc.) relevant chacun de codes moraux différents et se trouvant hiérarchisés dans la cité : la tradition européenne, exprimée par l'antique modèle trifonctionnel, fait par exemple primer la sagesse sur la force, et la force sur la richesse.

La modernité a supplanté l'éthique traditionnelle, à la fois aristocratique et populaire, par deux types de morales bourgeoises : la morale utilitariste (Bentham), fondée sur le calcul matérialiste des plaisirs et des peines (ce qui est bien est ce qui augmente le plaisir du plus grand nombre), et la morale déontologique (Kant), fondée une conception unitaire du juste vers laquelle devraient tendre tous les individus en se conformant à une loi morale universelle. Cette dernière approche sous-tend l'idéologie des droits de l'homme, à la fois morale minimale et arme stratégique de l'ethnocentrisme occidental. Cette idéologie est contradictoire dans les termes. Tous les hommes ont des droits, mais ils ne sauraient en être titulaires en tant qu'êtres isolés : le droit sanctionne un rapport d'équité, qui implique le social. Aucun droit n'est donc concevable sans un contexte spécifique pour le définir, une société pour le reconnaître et définir les devoirs qui en représentent la contrepartie, et des moyens de contrainte suffisants pour le faire appliquer. Quant aux libertés fondamentales, elles ne se décrètent pas, mais exigent d'être conquises et garanties. Que les Européens l'aient fait en imposant à force de luttes un droit des gens fondé sur l'autonomie n'implique nullement que tous les peuples de la planète soient tenus d'envisager la garantie des droits de la même façon.

Contre l'« ordre moral », qui confond norme sociale et norme morale, il faut enfin soutenir la pluralité des formes de la vie sociale, penser ensemble l'ordre et sa transgression, Apollon et Dionysos. On ne pourra sortir du relativisme et du nihilisme du « dernier homme » (Nietzsche), qui se dévoilent aujourd'hui sur fond de matérialisme pratique, qu'en restituant du sens, c'est-à-dire en faisant retour aux valeurs partagées, porteuses de certitudes concrètes éprouvées et défendues par des communautés conscientes d'elles-mêmes.

#### 7. La technique : mobilisation du monde

La technique accompagne l'homme depuis ses origines : l'absence de défenses naturelles spécifiques, la déprogrammation de nos instincts et le développement de nos capacités cognitives vont de pair avec une transformation croissante de notre milieu. Mais la technique a longtemps été régulée par des impératifs non techniques : nécessaire harmonie de l'homme, de la cité et du cosmos, respect de la nature comme demeure de l'être, soumission de la puissance (prométhéenne) à la sagesse (olympienne), répudiation de l'hubris, souci de la qualité plutôt que de la productivité, etc.

L'explosion technicienne de la modernité s'explique par la disparition de ces codages éthiques, symboliques ou religieux. Elle trouve ses lointaines racines dans l'impératif biblique : « Emplissez la Terre et dominez-la » (Genèse), que Descartes reprendra deux millénaires plus tard en invitant l'homme à « se rendre comme maître et possesseur de la nature ». La césure dualiste théocentrique entre l'être incréé et le monde créé s'est ainsi métamorphosée en césure dualiste anthropocentrique entre le sujet et l'objet, le second étant offert sans réserve à l'arraisonnement du premier. La modernité a également soumis la science (contemplative) à la technique (opérative), donnant ainsi naissance à la « techno-science » intégrée, dont la seule raison d'être est une transformation toujours plus accélérée du monde. Dans le seul XXe siècle, notre mode de vie a connu plus de bouleversements que dans les quinze mille ans qui l'ont précédé. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, chaque génération nouvelle doit s'intégrer dans un monde que la précédente n'a pas éprouvé.

La technique se développe par essence comme un système autonome : toute nouvelle découverte est immédiatement absorbée dans la puissance globale d'opérativité qu'elle contribue à complexifier et à renforcer. Le développement récent des technologies de stockage et de circulation de l'information (cybernétique, informatique) accélère à une vitesse prodigieuse cette intégration systémique dont Internet est l'exemple le plus connu : ce réseau n'a ni centre décisionnel, ni contrôle d'entrée-sortie, mais il maintient et accroît en permanence l'interaction des millions de terminaux qui lui sont connectés.

La technique n'est pas neutre, mais obéit à un certain nombre de valeurs qui en guident le cours : opérativité, efficacité, performativité. Son axiome est simple : tout ce qui est possible peut

être et sera effectivement réalisé, étant entendu que seul un surcroît de technique pourra pallier les défauts de la mise en oeuvre des techniques déjà existantes. Le politique, la morale, le droit interviennent après seulement, pour juger des effets désirables ou indésirables de l'innovation. La nature cumulative du développement technoscientifique – il connaît des stagnations, mais pas de régression – a longtemps conforté l'idéologie du progrès en certifiant l'accroissement des pouvoirs de l'homme sur la nature et en réduisant les risques et les incertitudes. La technique a donné ainsi à l'humanité de nouveaux moyens d'existence, mais elle lui a fait perdre en même temps ses raisons de vivre, puisque l'avenir ne semble plus dépendre que de l'extension indéfinie de la maîtrise rationnelle du monde.

L'appauvrissement qui en résulte est de plus en plus nettement perçu comme la disparition d'une vie authentiquement humaine sur Terre. Après avoir exploré l'infiniment petit et l'infiniment grand, la technoscience entreprend maintenant d'arraisonner l'homme lui-même, à la fois sujet et objet de ses propres manipulations (clonage, procréation artificielle, fichage génétique, etc.). L'homme devient le simple prolongement des outils qu'il a créés, adoptant une mentalité technomorphe qui augmente sa vulnérabilité.

Technophobie et technophilie sont deux attitudes irrecevables. La connaissance et ses applications ne sont pas blâmables en elles-mêmes, mais l'innovation ne saurait valoir par le seul fait de sa nouveauté. Contre le réductionnisme scientifique, le positivisme arrogant et l'obscurantisme obtus, il importe de soumettre le développement technique à nos choix sociaux, éthiques et politiques, en même temps qu'à nos anticipations (principe de prudence), et de le réinsérer dans la symbolique d'une vision du monde comme pluriversum et continuum.

#### 8. Le monde : un pluriversum

La diversité est inhérente au mouvement même de la vie, qui évolue de manière buissonnante en se complexifiant. La pluralité et la variété des races, des ethnies, des langues, des moeurs ou encore des religions, caractérisent le développement de l'humanité depuis ses origines. Devant ce fait, deux attitudes s'opposent. Pour les uns, cette diversité bioculturelle est un fardeau et il faut toujours et partout réduire les hommes à ce qu'ils ont en commun, ce qui ne manque pas d'entraîner par réaction toute une série d'effets pervers. Pour les autres, dont nous sommes, les différences sont des richesses qu'il convient de préserver et de cultiver. La Nouvelle Droite manifeste une profonde aversion pour l'indifférencié. Elle estime qu'un bon système est celui qui transmet au moins autant de différences qu'il en a reçues. La vraie richesse du monde réside d'abord dans la diversité des cultures et des peuples.

La conversion de l'Occident à l'universalisme a été la cause principale de sa volonté de convertir à son tour le reste du monde, naguère à sa religion (croisades), hier à ses principes politiques (colonialisme), aujourd'hui à son modèle économique et social (développement) ou à ses principes moraux (droits de l'homme). Entreprise sous l'égide des missionnaires, des militaires et des marchands, l'occidentalisation de la planète a représenté un mouvement impérialiste alimenté par le désir d'effacer toute altérité en imposant au monde un modèle d'humanité prétendument supérieur, invariablement présenté comme » progrès « . L'universalisme homogénéisant n'y était que la projection et le masque d'un ethnocentrisme élargi aux dimensions de la planète.

Cette occidentalisation-mondialisation a modifié la manière dont nous percevons le monde. Les tribus primitives se désignaient elles-mêmes comme « les hommes », laissant entendre qu'elles se considéraient comme les seuls représentants de leur espèce. Un Romain et un Chinois, un Russe et un Inca pouvaient vivre à la même époque sans avoir conscience de leur existence réciproque. Ces temps sont révolus : du fait de la prétention démesurée de l'Occident de rendre le monde entièrement présent à lui-même, nous vivons un âge nouveau où les différences ethniques, historiques, linguistiques ou culturelles, coexistent dans la pleine conscience de leur identité et de l'altérité qui la reflète. Pour la première fois dans l'histoire, le monde est un pluriversum, un ordre multipolaire où de grands ensembles culturels se trouvent confrontés les uns aux autres dans une temporalité planétaire partagée, c'est-à-dire en temps zéro. Cependant, la modernisation se déconnecte peu à peu de l'occidentalisation : des civilisations nouvelles accèdent aux moyens modernes de la puissance et de la connaissance sans pour autant renier leurs héritages historiques et culturels au profit des valeurs ou des idéologies occidentales.

L'idée selon laquelle nous pourrions parvenir à la « fin de l'histoire », caractérisée par le triomphe planétaire de la rationalité marchande, en généralisant le mode de vie et les formes politiques de l'Occident libéral est fautive. Nous vivons au contraire l'émergence d'un nouveau « nomos de la Terre », un nouvel ordonnancement des relations internationales. L'Antiquité et le Moyen Age avaient vu se développer inégalement de grandes civilisations autarciques. La Renaissance et l'Age classique furent marqués par l'émergence et la consolidation des États-

nations en concurrence pour la maîtrise de l'Europe, puis du monde. Le XXe siècle a vu se dessiner un ordre bipolaire où s'affrontaient le libéralisme et le marxisme, la puissance thalassocratique américaine et la puissance continentale soviétique. Le XXIe siècle sera marqué par l'avènement d'un monde multipolaire articulé autour de civilisations émergentes : européenne, nord-américaine, ibéro-américaine, arabo-musulmane, chinoise, indienne, japonaise, etc. Ces civilisations ne supprimeront pas les anciens enracinements locaux, tribaux, provinciaux ou nationaux : elles s'imposeront en revanche comme la forme collective ultime à laquelle les individus pourront s'identifier en deçà de leur humanité commune. Elles seront probablement appelées à collaborer en certains domaines pour défendre les biens communs de l'humanité, notamment écologiques. Dans un monde multipolaire, la puissance se définit comme la capacité de résister à l'influence des autres plutôt que d'imposer la sienne. L'ennemi principal de ce plurivers de grands ensembles autocentrés est toute civilisation qui se prétend universelle, se croit investie d'une mission rédemptrice et veut imposer son modèle à toutes les autres.

#### 9. Le cosmos : un continuum

La Nouvelle Droite adhère à une conception unitaire du monde, dont la matière comme la forme ne constituent que des variations d'un même thème. Le monde est à la fois un et multiple, intégrant différents niveaux de visible et d'invisible, différentes perceptions du temps et de l'espace, différentes lois d'organisation de ses constituants élémentaires. Microcosme et macrocosme s'interpénètrent et se répondent. La Nouvelle Droite rejette donc la distinction absolue entre l'être créé et l'être incréé, tout comme l'idée que notre monde ne serait que le reflet d'un arrière-monde. Le cosmos comme réalité (*phusis*) est le lieu de manifestation de l'être, le lieu où se dévoile la vérité (*alétheia*) de notre co-appartenance à ce cosmos. « *Panta rhei* » (Héraclite) : en tout se tient l'ouverture au tout.

L'homme ne trouve et ne donne sens à sa vie qu'en adhérant à ce qui l'excède, à ce qui dépasse les limites de sa constitution. La Nouvelle Droite reconnaît pleinement cette constante anthropologique, qui se manifeste dans toutes les religions. Elle considère que le retour du sacré s'accomplira dans un recours aux mythes fondateurs et dans l'implosion des fausses dichotomies : sujet et objet, corps et pensée, âme et esprit, essence et existence, rationalité et sensibilité, domaine mythique et domaine logique, nature et surnature, etc.

Le désenchantement du monde traduit la clôture de l'esprit moderne, incapable de se projeter au-delà de son matérialisme et de son anthropocentrisme constitutifs. Notre époque a transféré au seul sujet humain les anciens attributs divins (métaphysique de la subjectivité), transformant ainsi le monde en objet, c'est-à-dire en ensemble de moyens mis à la disposition illimitée de ses fins. Cet idéal d'arraisonnement utilitaire du monde s'est doublé d'une conception linéaire de l'histoire, dotée d'un début (état de nature, paradis terrestre, âge d'or, communisme primitif) et d'une fin (société sans classes, règne de Dieu, stade ultime du progrès, entrée dans l'ère de la pure rationalité, transparente et irénique) également nécessaires.

Pour la Nouvelle Droite, passé, présent et avenir ne sont pas des moments distincts d'une histoire orientée et vectorisée, mais les dimensions permanentes de tout instant vécu. Le passé comme l'avenir se tiennent toujours présents en toute actualité. A cette présence – catégorie fondamentale du temps – s'oppose l'absence : oubli de l'origine et obscurcissement de l'horizon. Cette conception du monde s'exprimait déjà dans l'antiquité européenne, où elle se retrouve tant dans les récits cosmogoniques que dans les pensées présocratiques. Le paganisme de la Nouvelle Droite ne désigne rien d'autre que la sympathie consciente envers cette ancienne conception du monde, toujours vivante dans les coeurs et les esprits – précisément parce qu'elle n'est pas d'hier, mais de toujours. Face aux ersatz sectaires des religions déchues comme à certaines parodies néopaganes des temps de confusion, la Nouvelle Droite s'inscrit dans la plus longue mémoire : c'est toujours dans un rapport à l'origine que se tient le sens de ce qui advient.

#### Orientations

##### 1. Contre l'indifférenciation et le tribalisme, pour des identités fortes

La menace sans précédent d'homogénéisation qui plane sur le monde conduit en retour à des crispations identitaires : irrédentismes sanglants, nationalismes convulsifs et chauvins, tribalisations sauvages, etc. La responsabilité de ces attitudes condamnables revient au premier chef à la mondialisation (politique, économique, technologique, financière) qui les a produites. En déniaut aux individus le droit de s'inscrire dans des identités collectives héritées de l'histoire, en imposant un mode uniforme de représentation, le système occidental a paradoxalement fait naître des formes délirantes d'affirmation de soi. La peur du Même a remplacé la peur de l'Autre. Cette

situation est aggravée en France par la crise de l'État, qui s'est voulu depuis deux siècles le principal producteur symbolique de la société et dont l'affaïssement provoque un vide plus important que dans les autres nations occidentales. La question de l'identité est appelée à prendre une importance de plus en plus grande dans les décennies à venir. En bousculant les systèmes sociaux qui attribuaient aux individus une place dans un ordre reconnu, la modernité a en effet stimulé le questionnement sur l'identité, éveillé un désir de reliance et de reconnaissance sur la scène publique. Mais elle n'a pas su ni voulu y satisfaire. Le « tourisme universel » n'est qu'une alternative dérisoire au repli sur soi.

Face à l'utopie universaliste et aux crispations particularistes, la Nouvelle Droite affirme la force des différences, qui ne sont ni un état transitoire vers une unité supérieure, ni un détail accessoire de la vie privée, mais la substance même de l'existence sociale. Ces différences sont bien sûr natives (ethniques, linguistiques), mais aussi politiques. La citoyenneté désigne à la fois l'appartenance, l'allégeance et la participation à une vie publique qui se distribue à plusieurs niveaux : on peut ainsi être à la fois citoyen de son quartier, de sa ville, de sa région, de sa nation et de l'Europe, selon la nature du pouvoir dévolu à chacune de ces échelles de souveraineté. On ne saurait en revanche être citoyen du monde, car le « monde » n'est pas une catégorie politique. Vouloir être citoyen du monde, c'est rapporter la citoyenneté à une abstraction relevant du vocabulaire de la Nouvelle Classe libérale.

La Nouvelle Droite défend la cause des peuples, parce que le droit à la différence est selon elle un principe qui ne vaut que par sa généralité : on n'est fondé à défendre sa différence que si on est aussi capable de défendre celle des autres, ce qui signifie que le droit à la différence ne saurait être instrumentalisé pour exclure les différents. La Nouvelle Droite défend également les ethnies, les langues et les cultures régionales menacées de disparition, ainsi que les religions natives. Elle soutient les peuples en lutte contre l'impérialisme occidental.

## 2. Contre le racisme, pour le droit à la différence

Le racisme ne saurait se définir comme la préférence pour l'endogamie, qui ressortit de la liberté de choix des individus et des peuples (le peuple juif, par exemple, n'a dû sa survie qu'au refus du mariage mixte). Devant l'inflation des discours simplificateurs, propagandistes et moralisateurs, il faut en revenir au vrai sens des mots : le racisme est une théorie qui postule, soit qu'il existe entre les races des inégalités qualitatives telles qu'on pourrait distinguer des races globalement « supérieures » et « inférieures », soit que la valeur d'un individu se déduit entièrement de son appartenance raciale, soit encore que le fait racial constitue le facteur explicatif central de l'histoire humaine. Ces trois postulats ont pu être soutenus en même temps ou séparément. Ils sont faux tous les trois. Si les races existent bel et bien et divergent par rapport à tel ou tel critère statistiquement isolé, il n'y a pas entre elles de différences qualitatives absolues. Il n'existe d'autre part aucun paradigme surplombant l'espèce humaine qui permettrait de les hiérarchiser globalement. Il est clair, enfin, qu'un individu vaut d'abord par les qualités qui lui sont propres. Le racisme n'est pas une maladie de l'esprit, engendrée par le préjugé ou la superstition « prémoderne » (fable libérale de l'irrationalité comme source de tout le mal social). C'est une doctrine erronée, historiquement datée, qui trouve son origine dans le positivisme scientiste, selon lequel on peut « scientifiquement » mesurer dans l'absolu la valeur des sociétés humaines, et dans l'évolutionnisme social, qui tend à décrire l'histoire de l'humanité comme une histoire unitaire divisée en « stades » correspondant aux différentes étapes du « progrès » (certains peuples seraient, provisoirement ou définitivement, plus « avancés » que d'autres).

Face au racisme, il existe un antiracisme universaliste et un antiracisme différentialiste. Le premier aboutit indirectement au même résultat que le racisme qu'il dénonce. Tout aussi allergique aux différences que celui-ci, il ne reconnaît dans les peuples que leur commune appartenance à l'espèce et tend à considérer leurs identités spécifiques comme transitoires ou secondaires. Reconduisant l'Autre au Même dans une perspective strictement assimilationniste, il est donc par définition incapable de reconnaître et de respecter l'altérité pour ce qu'elle est. L'antiracisme différentialiste, dans lequel se reconnaît la Nouvelle Droite, considère au contraire que l'irréductible pluralité de l'espèce humaine en constitue la richesse. Il s'efforce de redonner un sens positif à l'universel, non contre la différence, mais bien à partir d'elle. Pour la Nouvelle Droite, la lutte contre le racisme ne passe ni par la négation des races ni par la volonté de les fondre dans un ensemble indifférencié, mais par le double rejet de l'exclusion et de l'assimilation. Ni apartheid, ni *melting-pot* : acceptation de l'autre en tant qu'autre dans une perspective dialogique d'enrichissement mutuel.

### 3. Contre l'immigration, pour la coopération

En raison de sa rapidité et de son caractère massif, l'immigration de peuplement, telle qu'on la connaît aujourd'hui en Europe, constitue un phénomène incontestablement négatif. Elle représente pour l'essentiel un mode de déracinement forcé, dont les motivations sont à la fois d'ordre économique – mouvements spontanés ou organisés des pays pauvres et peuplés vers les pays riches en état de moindre vitalité démographique – et symbolique – attrait de la civilisation occidentale qui s'impose par dévalorisation des cultures autochtones au profit d'un mode de vie consumériste. Sa responsabilité en revient au premier chef, non aux immigrés, mais aux pays industrialisés qui, après avoir imposé la division internationale du travail, ont réduit l'homme à l'état de marchandise délocalisable. L'immigration n'est souhaitable ni pour les migrants, qui doivent abandonner leur pays natal pour un autre où ils sont accueillis comme supplétifs de besoins économiques, ni pour les populations d'accueil, qui se trouvent confrontées sans l'avoir choisi à des modifications parfois brutales de leur environnement humain et urbain. Il est clair que les problèmes des pays tiers ne se résoudront pas par des transferts généralisés de populations. La Nouvelle Droite est donc favorable à une politique restrictive de l'immigration, doublée d'une coopération accrue avec les pays du Tiers-monde, où les solidarités organiques et les modes de vie traditionnels sont encore vivants, afin de surmonter les déséquilibres induits par la mondialisation libérale.

Concernant les populations d'origine immigrée qui résident aujourd'hui en France, et dont il serait illusoire d'attendre le départ massif, l'Etat-nation jacobin n'a jamais su proposer qu'un modèle d'assimilation purement individuel à une citoyenneté abstraite, qui ne veut rien connaître des identités collectives et des différences culturelles. Le nombre des migrants, la distance culturelle qui les sépare parfois de la population d'accueil, et surtout la crise profonde qui affecte tous les creusets d'intégration traditionnels (partis, syndicats, religions, école, armée, etc.), rend aujourd'hui ce modèle de moins en moins crédible. La Nouvelle Droite estime que l'identité ethnoculturelle des différentes communautés qui vivent en France aujourd'hui doit cesser d'être rabattue sur le domaine privé, pour faire l'objet d'une véritable reconnaissance dans la sphère publique. Elle adhère donc à un modèle de type communautaire, permettant aux individus qui le souhaitent de ne pas se couper de leurs racines, de maintenir vivantes leurs structures de vie collectives, et de ne pas avoir à payer leur respect d'une nécessaire loi commune de l'abandon de la culture qui leur est propre. Cette politique communautarienne pourrait à terme se traduire par une dissociation de la citoyenneté et de la nationalité.

### 4. Contre le sexisme, pour la reconnaissance des genres

La différence des sexes est la première et la plus fondamentale des différences naturelles, car notre humanité n'assure sa reproduction qu'à travers elle : étant originellement sexuée, l'humanité n'est pas une, mais double. Au-delà de la biologie, cette différence se réinscrit dans les genres masculin et féminin, qui déterminent dans la vie sociale deux manières de percevoir l'autre et le monde, et constituent pour les individus leur mode de destinée sexuée. Si l'existence d'une nature féminine et d'une nature masculine est peu contestable, elle n'exclut pas que les individus de chaque sexe puissent diverger par rapport à elle au gré des hasards génétiques ou des choix socioculturels. Globalement, néanmoins, nombre de valeurs et d'attitudes se laissent répartir en genres féminin et masculin, selon le sexe qui est le plus susceptible de les véhiculer : coopération et compétition, médiation et répression, séduction et domination, empathie et détachement, relationnel et abstrait, affectif et directif, persuasion et agression, intuition synthétique et intellection analytique, etc. La conception moderne d'individus abstraits et détachés de leur identité sexuelle, relevant d'une idéologie « indifférencialiste » qui neutralise la différence sexuée, n'est pas moins préjudiciable envers les femmes que le sexisme traditionnel qui, pendant des siècles, a considéré les femmes comme des hommes incomplets. Elle est une forme détournée de la domination masculine, dont le principal effet a été d'exclure les femmes du champ de la vie publique, pour finalement les y accueillir à condition qu'elles se dépouillent de leur féminité.

En prétendant que les genres masculin et féminin relèvent de la seule construction sociale (« on ne naît pas femme, on le devient »), le féminisme universaliste est tombé dans un piège androcentrique consistant à adhérer à des valeurs « universelles » abstraites, qui ne sont en dernière analyse que des valeurs masculines. Le féminisme différentialiste, auquel adhère la Nouvelle Droite, n'hésite pas au contraire à souhaiter que la différence des sexes s'inscrive dans la sphère publique et à affirmer des droits spécifiquement féminins (droit à la virginité, droit à la maternité, droit à l'avortement), tout en favorisant, face à la fois au sexisme et à l'utopie unisexe, la promotion des hommes comme des femmes par l'affirmation et le constat de l'égalité de leurs natures propres.

##### 5. Contre la Nouvelle Classe, pour l'autonomie à partir de la base

La civilisation occidentale en voie d'unification promeut aujourd'hui l'ascension planétaire d'une caste dirigeante dont la seule légitimité réside dans la manipulation abstraite (logico-symbolique) des signes et des valeurs du système en place. Aspirant à la croissance ininterrompue du capital et au règne définitif d'une ingénierie sociale triomphante, cette Nouvelle Classe forme l'armature des médias, des grandes entreprises nationales ou multinationales, des organisations internationales, des principaux corps de l'État. Elle produit et reproduit partout le même type humain : compétences froides, rationalité détachée du réel, individualisme abstrait, convictions utilitaristes, humanitarisme de surface, indifférence à l'histoire, inculture notoire, éloignement du monde vécu, sacrifice du réel au virtuel, propension à la corruption, au népotisme et au clientélisme. Ce processus s'inscrit dans la logique de concentration et d'homogénéisation de la domination mondiale : plus le pouvoir s'éloigne du citoyen, moins il éprouve le besoin de justifier ses choix et de légitimer son ordre ; plus la société propose de tâches impersonnelles, moins elle s'ouvre aux hommes de qualité ; plus le privé empiète sur le public, moins les mérites individuels sont reconnus par tous ; plus on doit remplir une fonction, moins on peut jouer un rôle. La Nouvelle Classe dépersonnalise et déresponsabilise ainsi la direction effective des sociétés occidentales.

Depuis la fin de la guerre froide et l'effondrement du bloc soviétique, la Nouvelle Classe se trouve à nouveau confrontée à toute une série de conflits (entre le capital et le travail, l'égalité et la liberté, le public et le privé) qu'elle s'était employée à externaliser pendant un demi-siècle. Parallèlement, son inefficacité, ses gaspillages et sa contreproductivité apparaissent de plus en plus évidentes. Le système tend à se clore sur lui-même en cooptant des rouages interchangeables, tandis que les peuples éprouvent indifférence ou colère à l'encontre d'une élite gestionnaire qui ne parle plus le même langage qu'eux. Sur tous les grands sujets de société, le fossé se creuse entre des gouvernants qui répètent le même discours technocratique de maintien du désordre établi et des gouvernés qui en subissent les conséquences dans leur vie quotidienne – le spectacle médiatique s'interposant pour détourner l'attention du monde présent vers le monde représenté. En haut : la langue de bois technocratique, le babil moralisateur et le confort des revenus ; en bas : la confrontation pénible au réel, l'insistante question du sens et le désir de valeurs partagées.

Satisfaire l'aspiration populaire (ou « populiste »), qui n'a que mépris pour les « élites » et qu'indifférence pour des clivages politiques traditionnels aujourd'hui devenus obsolètes, implique de redonner plus d'autonomie aux structures de base correspondant à des modes de vie (nomoi) quotidiennement vécus. Pour recréer de façon plus conviviale, loin de l'anonymat de masse, de la marchandisation des valeurs et de la réification des rapports sociaux, des conditions de vie sociale permettant à l'imaginaire collectif de former des représentations du monde spécifiques, les communautés doivent décider par elles-mêmes dans tous les domaines qui les concernent, et leurs membres participer à tous les niveaux de la délibération et de la décision démocratiques. Ce n'est pas l'État-Providence, bureaucratique et technocratique, qui doit se décentraliser dans leur direction. Ce sont les communautés elles-mêmes qui ne doivent concéder à l'État le pouvoir d'intervenir que dans les domaines pour lesquels elles ne sont pas compétentes.

##### 6. Contre le jacobinisme, pour l'Europe fédérale

La première guerre de Trente ans, conclue par les traités de Westphalie, a marqué la consécration de l'Etat-nation comme mode dominant de l'organisation politique. La seconde guerre de Trente ans (1914-45) a signé au contraire le début de leur désagrégation. L'Etat-nation, issu de la monarchie absolue et du jacobinisme révolutionnaire, est désormais trop grand pour gérer les petits problèmes et trop petit pour affronter les grands. Dans une planète mondialisée, l'avenir appartient aux grands ensembles civilisationnels capables de s'organiser en espaces autocentrés et de se doter d'assez de puissance pour résister à l'influence des autres. Face aux Etats-Unis et aux nouvelles civilisations émergentes, l'Europe est ainsi appelée à se construire sur une base fédérale, reconnaissant l'autonomie de toutes ses composantes et organisant la coopération des régions et des nations qui la composent. La civilisation européenne se fera par l'addition, et non par la négation, de ses cultures historiques, permettant ainsi à tous ses habitants de reprendre pleinement conscience de leurs sources communes. Le principe de subsidiarité doit en être la clef de voûte : à tous les niveaux, l'autorité inférieure ne délègue son pouvoir à l'autorité supérieure que dans les seuls domaines qui échappent à sa compétence.

Contre la tradition centralisatrice qui confisque tous les pouvoirs à un seul niveau, contre l'Europe bureaucratique et technocratique qui consacre des abandons de souveraineté sans les reporter à un niveau supérieur, contre une Europe qui ne serait qu'un espace unifié de libre-échange, contre l'« Europe des nations », simple addition d'égoïsmes nationaux qui ne prémunit pas contre un retour des guerres étrangères, contre une « nation européenne » qui ne serait qu'une projection agrandie de l'Etat-nation jacobin, l'Europe (occidentale, centrale et orientale) doit se réorganiser de la base au sommet, les États existants se fédéralisant à l'intérieur pour mieux se fédérer à l'extérieur, dans une pluralité de statuts particuliers tempérés par un statut commun. Chaque niveau d'association doit y avoir son rôle et sa dignité propres, non pas dérivés de l'instance supérieure, mais fondés sur la volonté et le consentement de tous ceux qui y participent. Ne reviendraient donc au sommet de l'édifice que les décisions relatives à l'ensemble des peuples et communautés fédérés : diplomatie, armée, grandes décisions économiques, mise au point des normes juridiques fondamentales, protection de l'environnement, etc. L'intégration européenne est également nécessaire dans certains domaines de la recherche, de l'industrie et des nouvelles technologies de la communication. La monnaie unique doit être gérée par une Banque centrale soumise au pouvoir politique européen.

#### 7. Contre la dépolitisation, pour le renforcement de la démocratie

La démocratie n'est pas apparue avec la Révolution de 1789, mais constitue, depuis la cité grecque et les anciennes « libertés » germaniques, une tradition constante en Europe. Elle ne se ramène ni aux anciennes « démocraties populaires » des pays de l'Est, ni à la démocratie parlementaire libérale aujourd'hui dominante dans les pays occidentaux. La démocratie ne désigne ni le régime des partis, ni le corps de procédures de l'État de droit libéral, mais avant tout le régime où le peuple est souverain. Elle n'est pas la discussion perpétuelle, mais la décision en vue du bien commun. Le peuple peut déléguer sa souveraineté aux dirigeants qu'il commet, non s'en dessaisir à leur profit. La loi de la majorité, dégagée par le vote, ne revient pas à considérer que la vérité procède du plus grand nombre : elle n'est qu'une technique permettant d'assurer au plus près la concordance de vue entre le peuple et ses dirigeants. La démocratie est enfin le régime le plus à même de prendre en charge le pluralisme de la société : résolution pacifique des conflits d'idées et rapports non coercitifs entre la majorité et la minorité, la liberté d'expression des minorités se déduisant de la possibilité qu'elles ont de constituer la majorité de demain.

Dans la démocratie, où le peuple est le sujet du pouvoir constituant, le principe fondamental est celui de l'égalité politique. Ce principe est distinct de celui de l'égalité en droit de tous les hommes, qui ne peut donner naissance à aucune forme de gouvernement (l'égalité commune à tous les hommes est une égalité apolitique, parce qu'il lui manque le corollaire d'une inégalité possible). L'égalité démocratique n'est pas un principe anthropologique (elle ne nous dit rien de la nature de l'homme), elle ne pose pas que tous les hommes sont naturellement égaux, mais seulement que tous les citoyens sont politiquement égaux, parce qu'ils appartiennent tous également à la même *politie*. C'est donc une égalité substantielle, fondée sur l'appartenance. Comme tout principe politique, elle implique la possibilité d'une distinction, en l'occurrence celle entre citoyens et non-citoyens. La notion essentielle de la démocratie n'est ni l'individu ni l'humanité, mais l'ensemble des citoyens politiquement réunis en peuple. La démocratie est le régime qui, plaçant dans le peuple la source de la légitimité du pouvoir, s'efforce de réaliser le plus possible l'identité des gouvernants et des gouvernés : la différence objective, existentielle, entre les uns et les autres ne peut jamais être une différence qualitative. Cette identité est l'expression politique de celle du peuple qui, par le truchement de ses gouvernants, acquiert la possibilité d'être politiquement présent à lui-même. La démocratie implique donc un peuple capable d'agir politiquement dans la sphère de la vie publique. L'abstentionnisme, le repli sur la vie privée, la privent de son sens.

La démocratie est aujourd'hui menacée par toute une série de dérives et de pathologies : crise de la représentation, interchangeabilité des programmes politiques, non consultation du peuple pour les grandes décisions qui affectent son existence, corruption et technocratisation, disqualification des partis, devenus des machines à se faire élire dont les dirigeants ne sont plus sélectionnés que sur leur capacité à se faire sélectionner, dépolitisation sous l'effet de la double polarité morale-économie, prépondérance de lobbies défendant leurs intérêts particuliers contre l'intérêt général, etc. A cela s'ajoute le fait que nous sommes sortis de la problématique politique moderne : les partis sont tous plus ou moins réformistes, les gouvernements tous plus ou moins impuissants. La « prise du pouvoir » au sens léniniste du terme ne débouche plus sur rien. Dans l'univers des réseaux, la révolte est possible, pas la révolution.

Renouer avec l'esprit démocratique implique de ne pas se contenter de la seule démocratie représentative, mais de chercher à mettre en oeuvre à tous les niveaux une véritable démocratie participative (« ce qui touche à tous doit être l'affaire de tous »). Il s'agit pour cela de désétatiser le politique, en recréant des espaces citoyens à la base : chaque citoyen doit être un acteur de l'intérêt général, chaque bien commun doit être désigné et défendu comme tel dans la perspective d'un ordre politique concret. Le client consommateur, le spectateur passif et l'ayant-droits privé ne seront dépassés que par une forme radicalement décentralisée de démocratie de base, donnant à chacun un rôle dans le choix et la maîtrise de son destin. La procédure référendaire pourrait être également réactivée par l'initiative populaire. Contre la toute-puissance de l'argent, seule autorité suprême de la société moderne, il faut le plus possible imposer la séparation de la richesse et du pouvoir politique.

#### 8. Contre le productivisme, pour le partage du travail

Le travail (du latin *tripalium*, instrument de torture) n'a jamais occupé une place centrale dans les sociétés archaïques ou traditionnelles, y compris dans celles qui n'ont jamais connu l'esclavage. Parce qu'il répond aux contraintes de la nécessité, le travail ne réalise pas notre liberté – au contraire de l'oeuvre, où chacun exprime la réalisation de soi-même. C'est la modernité qui, dans sa logique productiviste de mobilisation totale des ressources, a fait du travail à la fois une valeur en soi, le principal mode de socialisation, une forme illusoire de l'émancipation et de l'autonomie des individus (« la liberté par le travail »).

Fonctionnel, rationnel et monétarisé, ce travail « hétéronome », que les individus accomplissent plus souvent par soumission que par vocation, n'a de sens qu'en vue de l'échange marchand et s'inscrit toujours dans un calcul comptable. La production sert à alimenter une consommation que l'idéologie du besoin offre en fait comme une compensation du temps perdu à produire. Les anciennes tâches de proximité ont ainsi été progressivement monétarisées, poussant les hommes à travailler pour les autres afin de payer ceux qui travaillent pour eux. Le sens de la gratuité et de la réciprocité s'est progressivement effrité dans un monde où rien n'a plus de valeur, mais où tout a un prix (c'est-à-dire où ce qui ne peut être quantifié en termes d'argent est tenu pour négligeable ou non existant). Dans la société salariale, chacun perd ainsi trop souvent son temps à tenter de gagner sa vie.

Le fait nouveau est que, grâce aux nouvelles technologies, nous produisons toujours plus de biens et de services avec toujours moins d'hommes. Ces gains de productivité font du chômage et de la précarité des phénomènes désormais structurels, et non plus conjoncturels. Ils favorisent par ailleurs la logique du capital, qui se sert du chômage et de la délocalisation pour réduire le pouvoir de négociation des salariés. Il en résulte que l'homme n'est plus seulement exploité, mais rendu de plus en plus inutile : l'exclusion remplace l'aliénation dans un monde globalement toujours plus riche, mais où l'on compte toujours plus de pauvres (fin de la théorie classique du « déversement »). L'impossible retour au plein emploi implique donc de rompre avec la logique du productivisme et d'envisager dès à présent la sortie progressive de l'ère du salariat comme mode central d'insertion dans la vie sociale.

La diminution du temps de travail est une donnée séculaire qui rend obsolète l'impératif biblique (« tu travailleras à la sueur de ton front »). La réduction négociée et le partage du temps de travail doivent être encouragés, avec des possibilités d'aménagements souples (annualisation, congés sabbatiques, stages de formation etc.), pour toutes les tâches « hétéronomes » : travailler moins pour travailler mieux et pour libérer le temps de vivre. Dans une société où l'offre marchande s'étend toujours plus, tandis qu'augmente le nombre de ceux dont le pouvoir d'achat stagne ou diminue, il est par ailleurs impératif de dissocier progressivement le travail et le revenu, en étudiant la possibilité d'instaurer une allocation générale d'existence ou revenu minimum de citoyenneté, versé sans contrepartie à tous les citoyens de leur naissance jusqu'à leur mort.

#### 9. Contre la fuite en avant financière, pour une économie au service du vivant

Aristote distinguait l'« oéconomie », qui vise à satisfaire les besoins des hommes, et la « chrématistique », dont la seule finalité est la production, la circulation et l'appropriation de l'argent. Le capitalisme industriel a peu à peu été dominé par un capitalisme financier visant à organiser une rentabilité maximale à court terme au détriment de l'état réel des économies nationales et de l'intérêt à long terme des peuples. Cette métamorphose s'est traduite par la dématérialisation des bilans d'entreprises, la titrisation du crédit, le déchaînement de la spéculation, l'émission anarchique d'obligations non fiables, l'endettement des particuliers, des entreprises et des nations, le rôle de premier plan des investisseurs internationaux et des fonds de placement visant des gains spéculatifs, etc. L'ubiquité des capitaux permet aux marchés financiers

d'imposer leur loi aux politiques. L'économie réelle est soumise à l'incertitude et à la précarité, tandis qu'une immense bulle financière mondiale éclate régulièrement par poches régionales, donnant ainsi naissance à des secousses qui se propagent dans tout le système.

La pensée économique s'est par ailleurs figée dans des dogmes alimentés de formalismes mathématiques qui ne prétendent au titre de science qu'en excluant par principe tous les éléments non quantifiables. Ainsi, les indices macroéconomiques (PIB, PNB, taux de croissance, etc.) n'indiquent rien sur l'état réel d'une société : les catastrophes, les accidents ou les épidémies y sont comptabilisés de manière positive, car ils augmentent l'activité économique.

Face à une richesse arrogante qui ne pense qu'à s'accroître en spéculant sur les inégalités et les souffrances qu'elle engendre, il faut remettre l'économie au service de l'homme en accordant la priorité aux besoins réels des individus et à leur qualité de vie, en instaurant à l'échelle internationale une taxe sur les mouvements de capitaux, en annulant la dette du Tiers-monde tout en révisant de façon drastique le système du « développement » : priorité à l'autosuffisance et à la satisfaction des marchés intérieurs, rupture avec le système de la division internationale du travail, émancipation des économies locales vis-à-vis des diktats de la Banque mondiale et du FMI, adoption de règles sociales et environnementales pour encadrer les échanges internationaux. Il convient enfin de sortir progressivement de la double impasse que représentent l'économie administrée inefficace et l'économie marchande hypercompétitive en renforçant le tiers-secteur (associations, mutuelles, coopératives) et les organisations autonomes d'entraide (systèmes d'échanges locaux), fondés sur la responsabilité partagée, la libre adhésion et la non-lucrativité.

#### 10. Contre le gigantisme, pour des communautés locales

La tendance au gigantisme et à la concentration produit des individus isolés, donc vulnérables et démunis. L'exclusion généralisée et l'insécurité sociale sont la conséquence logique de ce système qui a laminé toutes les instances de réciprocité et de solidarité. Face aux anciennes pyramides verticales de domination qui n'inspirent plus confiance, face aux bureaucraties qui atteignent de plus en plus rapidement leur niveau d'incompétence, nous entrons dans un monde fluide de réseaux coopératifs. L'ancienne opposition entre société civile homogène et État-Providence monopolistique est peu à peu dépassée par la mise en place de tout un tissu d'organisations créatrices de droits et de collectivités délibératives et opératives. Ces communautés se forment à tous les niveaux de la vie sociale : de la famille au quartier, du hameau à la cité, de la profession à la sphère des loisirs, etc. C'est seulement à cet échelon local que peut se recréer une existence à hauteur d'hommes, non parcellaire, libérée des impératifs pressants de la vitesse, de la mobilité et du rendement, portée par des valeurs partagées et fondamentalement orientée vers le bien commun. La solidarité ne doit plus être perçue comme la conséquence d'une égalité anonyme (mal) garantie par l'État-Providence, mais comme le résultat d'une réciprocité mise en oeuvre à la base par des collectivités organiques reprenant la charge des fonctions d'assurance, de partage et d'équité. Seules des personnes responsables dans des communautés responsables peuvent établir une justice sociale qui ne soit pas synonyme d'assistanat.

Le retour au local, qui peut être éventuellement facilité par le télé-travail en commun, est de nature à rendre aux familles leur vocation naturelle d'éducation, de socialisation et d'entraide, permettant ainsi l'intériorisation de règles sociales aujourd'hui exclusivement imposées de l'extérieur. La revitalisation des communautés locales doit aussi aller de pair avec une renaissance des traditions populaires, dont la modernité a provoqué le dépérissement ou, pis encore, la marchandisation. Entretien la convivialité et le sens de la fête, les traditions inculquent des rythmes et fournissent des points de repère. Scandant à la fois les âges et les saisons, les grands moments de l'existence et les périodes de l'année, elles nourrissent l'imaginaire symbolique et entretiennent le lien social. Elles ne sont jamais figées, mais en constant renouvellement.

#### 11. Contre les villes-béton, pour des cités à dimension humaine

L'urbanisme subit depuis cinquante ans la dictature de la laideur, du non-sens ou du court terme : cités-dortoirs sans horizon, zones pavillonnaires sans âme, banlieues grises servant de dépotoirs municipaux, interminables centres commerciaux qui défigurent l'entrée des villes, proliférations des « non-lieux » anonymes qui s'adressent à des usagers pressés, centres-villes livrés aux seuls commerces et dépouillés de leur vie traditionnelle (cafés, universités, théâtres, cinémas, squares, etc.), juxtaposition d'immeubles sans style commun, quartiers délabrés et laissés à l'abandon entre deux rafistolages ou, au contraire, surveillés en permanence par des vigiles et des caméras-espions, désertification des campagnes et surpopulation urbaine.

On ne construit plus des habitats pour vivre, mais pour survivre dans un environnement urbain défiguré par la loi de la rentabilité maximale et de la fonctionnalité rationnelle. Or, un lieu

est d'abord un lien : travailler, circuler, habiter, ne désignent pas des fonctions isolables, mais des actes complexes intéressant la totalité de la vie sociale.

La ville doit être repensée comme le lieu de rencontre de toutes nos potentialités, le labyrinthe de nos passions et de nos actions, plutôt que comme l'expression géométrique et froide de la rationalité planificatrice. Architecture et urbanisme s'inscrivent par ailleurs dans une histoire et une géographie singulières dont ils doivent être le reflet. Cela implique la revalorisation d'un urbanisme enraciné et harmonieux, la réhabilitation des styles régionaux, le développement des hameaux et des villes moyennes en réseau autour des capitales régionales, le désenclavement des régions rurales, la destruction progressive des cités-dortoirs et des concentrations strictement commerciales, l'élimination d'une publicité omniprésente, ainsi que la diversification des modes de transport : abolition de la dictature de la voiture individuelle, transport de marchandises par le rail, revitalisation des transports en commun, prise en compte des impératifs écologiques.

## 12. Contre la démonie technicienne, pour une écologie intégrale

Dans un monde fini, toutes les courbes ne peuvent être perpétuellement ascendantes : les ressources comme la croissance trouvent nécessairement leurs limites. La généralisation rapide, à l'échelle de la planète, du niveau occidental de production et de consommation aboutirait en quelques décennies à l'épuisement de la quasi-totalité des ressources naturelles disponibles et à une série de bouleversements climatiques et atmosphériques aux conséquences imprévisibles pour l'espèce humaine. La défiguration de la nature, l'appauvrissement exponentiel de la biodiversité, l'aliénation de l'homme par la machine, la dégradation de notre alimentation démontrent à l'envi que « toujours plus » n'est pas synonyme de « toujours mieux ». Ce constat, rompant sans équivoque avec l'idéologie du progrès comme avec toute conception monolinéaire de l'histoire, a très justement été dressé par les mouvements écologistes. Il nous impose de prendre conscience de nos responsabilités à l'égard des mondes organique et inorganique au sein desquels nous évoluons.

La « mégamachine » ne connaît que le principe de rentabilité. Il faut lui opposer le principe de responsabilité, qui commande aux générations présentes d'agir de telle sorte que les générations futures connaissent un monde qui ne soit pas moins beau, moins riche et moins divers que celui que nous avons connu. Il faut pareillement réaffirmer le primat de l'être sur l'avoir. Au-delà, l'écologie intégrale en appelle au dépassement de l'anthropocentrisme moderne et à la conscience d'une co-appartenance de l'homme et du cosmos. Cette transcendance immanente fait de la nature un partenaire, et non un adversaire. Elle ne gomme pas la spécificité de l'homme, mais lui dénie la place exclusive que lui avaient donnée le christianisme et l'humanisme classique. A l'hubris économique et au prométhéisme technicien, elle oppose le sens de la mesure et la recherche de l'harmonie. Une concertation mondiale s'impose pour établir des normes contraignantes en matière de préservation de la biodiversité – l'homme a aussi des devoirs envers les animaux et les végétaux – et de diminution des pollutions terrestres et atmosphériques. Les entreprises ou les collectivités polluantes doivent être taxées à hauteur de leurs externalités négatives. Une certaine désindustrialisation du secteur agro-alimentaire devrait favoriser la production et à la consommation locales, en même temps que la diversification des sources d'approvisionnement. Les systèmes respectant le renouvellement cyclique des ressources naturelles doivent être préservés dans le Tiers-monde et redéployés en priorité dans les sociétés « développées ».

## 13. Pour la liberté de l'esprit et un retour au débat d'idées

Incapable de se renouveler, impuissante et désillusionnée devant l'échec de son projet, la pensée moderne déclinante s'est peu à peu métamorphosée en une véritable police intellectuelle, dont la fonction est d'excommunier tous ceux qui s'écartent des dogmes de l'idéologie dominante. Les anciens révolutionnaires « repentis » se sont eux-mêmes ralliés au système en place tout en conservant de leurs anciennes amours le goût des purges et des anathèmes. Cette nouvelle trahison des clercs s'appuie sur la dictature d'une opinion publique façonnée par les médias sur le mode de l'hystérie purificatrice, de la sensiblerie lénifiante ou de l'indignation sélective. Plutôt que de chercher à comprendre le siècle qui vient, on ressasse des problématiques obsolètes, on recycle des arguments qui ne sont que des moyens d'exclure ou de disqualifier. La réduction du politique à la gestion optimale d'une croissance toujours plus problématique exclut par ailleurs le choix d'un changement radical de société ou même, plus simplement, la possibilité d'une discussion ouverte sur les finalités ultimes de l'action collective.

Le débat démocratique se trouve ainsi réduit à néant : on ne discute plus, on dénonce ; on n'argumente plus, on accuse ; on ne démontre plus, on impose. Toute pensée, toute oeuvre suspecte de « déviance » ou de « dérive » se voit accusée de sympathie consciente ou inconsciente pour des idées présentées comme autant de repoussoirs. Incapables de développer une pensée propre ou de

réfuter celle des autres, les censeurs traquent désormais aussi les arrière-pensées. Cet appauvrissement sans précédent de l'esprit critique est encore aggravé en France par le nombrilisme parisien, qui réduit à quelques arrondissements de la capitale le cercle des milieux fréquentables. On en vient ainsi à oublier les règles normales du débat. On oublie que la liberté d'opinion, dont on accepte avec indifférence la disparition, ne souffre par principe aucune exception. Craignant les choix et méprisant les aspirations du peuple, on leur préfère l'ignorance des masses.

Pour en finir avec cette chape de plomb, la Nouvelle Droite prône un retour à la pensée critique, en même temps qu'elle milite pour une totale liberté d'expression. Contre toute censure, contre la pensée jetable et la futilité des modes, la Nouvelle Droite affirme plus que jamais la nécessité d'un véritable travail de la pensée. Elle milite pour un retour au débat d'idées, hors des vieux clivages qui brident les démarches transversales et les nouvelles synthèses. Elle en appelle au front commun des esprits libres face aux héritiers de Trissotin, de Tartuffe et de Torquemada.

**Annexe 3-2 : Présentation du Club de l'Horloge,  
[http://www.clubdelhorloge.fr/cercle\\_de\\_reflexion.php](http://www.clubdelhorloge.fr/cercle_de_reflexion.php), 20-06-2011**

**Un cercle de réflexion  
indépendant des partis politiques**

Par les travaux de ses commissions, les livres et les études qu'il publie, les réunions qu'il organise, le Club de l'Horloge s'est imposé comme une force d'analyses et de propositions qui intervient dans le débat des idées pour promouvoir les valeurs libérales, nationales et démocratiques inscrites dans la tradition républicaine.

La politique ne se réduit pas à la gestion technique des affaires, aux rivalités de personnes ou de partis, aux "petites phrases" qui ponctuent les affrontements électoraux. Elle doit être fondée sur une vision de l'histoire, sur des valeurs, sur une certaine idée de l'homme et de la société. Elle suppose l'élaboration d'un langage et la définition d'une stratégie qui conditionnent la victoire. Dans cette perspective, la réflexion du Club de l'Horloge est attentive aux évolutions de la vie culturelle, en France et à l'étranger, aux acquis des sciences de l'homme, aux grands défis du monde contemporain.

Créé en 1974 par des hauts fonctionnaires issus des grandes écoles, le Club de l'Horloge est aujourd'hui un laboratoire de pensée parmi les plus actifs et les plus productifs de la droite française. Il s'est ouvert aux responsables des entreprises, aux membres des professions libérales et aux universitaires qui souhaitent travailler en toute indépendance au renouvellement doctrinal de la droite. Il multiplie les échanges et rencontres entre universitaires et hommes de terrain, entre experts et élus : car l'activité politique doit être branchée sur les grands courants culturels et scientifiques du monde moderne ; elle doit aussi s'inscrire dans la dimension de l'histoire.

**Des valeurs libérales, nationales et démocratiques**

Deux grandes forces sont à l'œuvre, dans le monde : la liberté et l'identité. A l'Est et à l'Ouest, au Nord et au Sud, les peuples découvrent que la liberté est la voie de la prospérité ; ils puisent dans leurs traditions culturelles, religieuses, éthiques, les sources de leur identité, et donc les ressources de leur vitalité.

Le socialisme égalitaire, partout, sous toutes ses formes, régresse et se tient sur la défensive. En France, il a perdu une bonne part de sa force d'attraction, bien qu'il ait gardé un poids considérable, grâce à son redéploiement idéologique, et aussi aux erreurs de stratégie et aux carences doctrinales de ses adversaires.

Les valeurs libérales progressent : parce qu'un pays est d'autant plus prospère et puissant que la sphère du marché s'étend et que l'emprise de l'Etat sur l'économie diminue ; parce que, dans un pays libre, régi par le droit, les compétences de chacun sont mieux utilisées pour le bien-être de tous. Le libéralisme est issu de la tradition européenne, et singulièrement française ; il répond aux exigences d'une économie moderne, fondée sur l'initiative, l'intelligence et le talent des hommes.

Dans les grands pays occidentaux, le progrès des valeurs libérales s'accompagne d'une montée des valeurs nationales. Le socialisme s'est nourri du déracinement ; le libéralisme puise aujourd'hui son essor dans l'enracinement. Comme au siècle dernier, les souffles mêlés de la liberté et du patriotisme passent sur l'Europe, à l'Est et à l'Ouest. Le libéralisme s'adresse à la raison, le patriotisme au cœur. Pour être populaire, le libéralisme doit être national.

Le libéralisme national doit s'appuyer sur des valeurs démocratiques, confirmées à l'idéal de l'homme européen, maître de lui-même et prêt à assumer son destin. Or, la France souffre d'un déficit de démocratie, d'une crise de la représentation. Les lobbies et féodalités de toute nature imposent la tyrannie du statu quo ; ils freinent les évolutions libérales ; ils négligent ou méprisent les aspirations nationales ; ils contribuent à creuser un fossé entre le peuple et les dirigeants. Le peuple doit pouvoir s'exprimer directement sur les sujets qui le préoccupent (sécurité publique, sécurité sociale, éducation). Comme d'autres grandes démocraties (Suisse, Etats-Unis...), la France doit adopter la procédure du référendum d'initiative populaire pour rendre le pouvoir au peuple.

Tous les courants de la droite française peuvent s'unir et rassembler une majorité du peuple autour de ces valeurs, conformes à nos principes républicains et fidèles aux plus anciennes traditions des peuples européens.

**Annexe 3-3 : Présentation des chantiers de réflexion du Club 89, <http://www.club89.org/>-  
Réflexions-, 20-06-2011**

**Réflexions**

Depuis sa création en 1981, le Club 89 a toujours su apporter des idées novatrices. Aujourd'hui, plus que jamais, le club souhaite avoir une idée d'avance pour notre société.

Face aux déséquilibres du monde, à l'accélération de ses mutations, aux fragilités accrues de notre société, aux nouveaux risques environnementaux, sanitaires, systémiques, nous ressentons tous un besoin de sécurité. Mais le paradoxe de notre société actuelle est de se sentir à la fois trop corsetée, et plus assez protégée. Nous défendons donc une vision de la sécurité qui libère de nouvelles forces, qui renforce la liberté d'action de chacun, qui permet l'égalité des possibles, qui renoue avec la notion de progrès, qui redonne du dynamisme et de la cohésion à notre société, qui la met en mouvement.

**De nouvelles libertés sont nécessaires !**

Ces libertés concernent bien évidemment le domaine économique : la question de l'entrepreneuriat, de la régulation, mais aussi celle de la créativité, doivent être au cœur de notre réflexion.

Elles concernent également le domaine des libertés publiques, qui doivent être adaptées aux nouveaux modes de communication, aux nouveaux espaces d'expression.

La liberté de choix doit prendre davantage de place dans le domaine social, comme corollaire d'une plus grande responsabilité, mais aussi comme conséquence logique de parcours de vie qui se complexifient et s'individualisent.

Redonner des marges de liberté à notre société, c'est aussi s'interroger sur la question religieuse, sur les communautés dans la communauté nationale, sur les évolutions de la famille. C'est faire une nouvelle place à la culture. C'est permettre à chaque individu de s'épanouir dans le cadre de la République.

**De nouvelles sécurités s'imposent !**

Elles ne se limitent pas à la sécurité « publique », celle des biens et des personnes, qui doit elle-même être adaptée aux mutations de notre temps, et reposer sur une véritable réflexion sur le rapport des citoyens à la loi.

Elles concernent également la sécurité sociale, au sens large, qui demeure un besoin essentiel et doit intégrer de nouveaux défis comme la dépendance. Ce lien de solidarité repose sur un contrat social, dont les dimensions de responsabilité et d'équité doivent être repensées.

Il s'agit encore de la sécurité face aux nouveaux risques, qui doit permettre de développer un discours responsable sur le principe de précaution, tant dans ses aspects sanitaires qu'environnementaux, ou encore d'aborder les réponses globales, européennes et internationales, aux questions que pose la mondialisation. Enfin, tout ce qui a trait à la sécurisation des parcours, et prend en compte tant les mutations familiales que la question de l'éducation, ou celle de l'emploi et de la formation, prend place dans cette nouvelle vision de la sécurité.

Ce besoin de sécurité peut conduire à l'immobilisme, à l'assistanat, il peut être un facteur de blocage, voire de régression. C'est pourquoi il est toujours nécessaire de mettre ces protections au regard de libertés réaffirmées et enrichit, pour que ce qui protège soit ce qui libère les énergies, non ce qui entrave.

**C'est cette lecture particulière, « nouvelles sécurités, nouvelles libertés », que le Club 89 souhaite porter dans le débat public. Notre objectif n'est pas d'être exhaustifs, mais bien d'apporter une nouvelle grille de lecture, qui bouscule, qui interroge, et qui suscite un renouveau de l'action politique. Cela doit être notre valeur ajoutée au sein de la majorité présidentielle, et pour l'ensemble de notre société.**

**Nous savons bien qu'il y a une crise de confiance envers le politique. Mais ne nous y trompons pas : c'est par le travail, c'est par le dialogue, c'est par l'esprit réformiste – qui est la marque du Club 89 depuis son origine – que nous renouerons ce lien.**

Créer du lien autour de valeurs d'un projet de société, apporter des réponses concrètes aux interrogations profondes de notre société, telle est l'ambition renouvelée du Club 89 et de ses adhérents.

Régulièrement, le Club 89 vous fera partager ses réflexions par la mise en ligne de ses contributions nourries des échanges et dialogues recueillis lors des débats qu'il organise.

**Annexe 3-4 : Programme des petits-déjeuners de la Fondation Concorde de 2006 à 2011,**  
***<http://www.fondationconcorde.com/event-dejeuners.php>, 20-06-2011***

Chaque année, une vingtaine de petits-déjeuners débats sont organisés autour d'un invité issu du milieu politique, universitaire ou des affaires.

Les adhérents de la fondation, généralement entre 50 et 60 pour l'occasion, peuvent échanger avec la personnalité présente sur un thème d'actualité.

2011

- 20 Juin 2011 : Simplifications administratives, accompagnement : Comment accroître le dynamisme des PME ?

Frédéric Lefebvre - Secrétaire d'Etat en charge du Commerce, de l'Artisanat, des PME, du Tourisme, des Services, des Professions libérales et de la Consommation

07 Juin 2011 : La mer est-elle la vraie richesse de demain ? Quel potentiel pour la France ?

Patrick Hebrard - Vice-amiral d'escadre (2s)

- 25 Mai 2011 : La France à l'épreuve des flux migratoires

Dominique Paillé - Président de l'OFII (Office Français de l'Immigration et de l'Intégration)

- 20 Avril 2011 : La sortie de crise... et les risques d'erreurs

Jean-Paul Bethèze - Professeur des Universités, Directeur des études économiques et membre du Comité exécutif de Crédit Agricole SA

- 02 Mars 2011 : Valorisation du patrimoine et développement économique : quel rôle pour les partenaires privés ? L'exemple de l'Hôtel de la Marine

Alexandre Allard et Renaud Donnedieu de Vabres - Président du groupe Allard/Ancien ministre

- 17 Février 2011 : Comment faciliter l'accès au financement des entreprises ? Le rôle du médiateur du crédit

Gérard Rameix - Médiateur National du crédit aux entreprises

- 01 Février 2011 : Réformer l'Education Nationale

Luc Chatel - Ministre de l'Education Nationale, de la Jeunesse et la Vie associative

- 18 Janvier 2011 : L'économie de fonctionnalité - vers un nouveau modèle économique durable

Michèle Pappalardo - Commissaire Générale au Développement durable

2010

- 08 Décembre 2010 : OGM, nucléaire, climat : La science en otage

Jean Staune - Philosophe des sciences, auteur du best seller Notre existence a-t-elle un sens ?

- 01 Novembre 2010 : Présentation de la publication « Maîtriser nos finances – assurer notre avenir »

- 27 Octobre 2010 : La France peut-elle rattraper ses principaux concurrents en matière de création d'entreprises à fort potentiel ?

Frédéric Bedin - Président de CroissancePlus

- 04 Octobre 2010 : Investissements d'avenir et sortie de crise

Nathalie Kosciusko-Morizet - Secrétaire d'Etat chargée de la prospective et du développement de l'économie numérique

- 15 Septembre 2010 : Faire de la France le pays de l'innovation

Hervé Mariton - Ancien ministre, Député de la Drôme

- 07 Septembre 2010 : Création et développement des entreprises : la situation en France

Jean-Pierre Volot - Président du conseil de Agence Pour la Création d'Entreprises (APCE)

- 29 Juin 2010 : Le non-cumul des mandats renforce-t-il la démocratie ?

Guy Carcassonne - Professeur des universités

- 17 Juin 2010 : Grandes entreprises, petites entreprises : notre avenir dépend d'elles

Serge Blanchard - Economiste

- 27 Mai 2010 : Réussir la réforme des retraites

Arnaud Robinet - Député de la Marne, Secrétaire national UMP chargé des retraites

- 11 Mai 2010 : Quels projets pour l'insertion des jeunes dans la vie économique et dans la Cité ?

Christian Demuynck - Sénateur

- 20 Avril 2010 : Le débat sur l'immigration : moins d'idéologie et plus de rationalité

Michèle Tribalat - Démographe, Directrice de recherche à l'INED

- 31 Mars 2010 : La renaissance du Palais d'été : la Chine et le nouvel équilibre du monde

Philippe Chalmin - Economiste, Professeur des universités

- 16 Mars 2010 : Une nouvelle arme économique du 21ème siècle pour la France : la culture ?

Renaud Donnedieu de Vabres - Ancien Ministre, Président d'Atout France

- 16 Février 2010 : Pour une nouvelle approche de la politique du logement

Benoist APPARU - Secrétaire d'Etat chargé du logement et de l'urbanisme

- 03 Février 2010 : Réussir la croissance verte

Charles BEIGBEDER - Président du conseil d'administration de Poweo

- 13 Janvier 2010 : Quelle stratégie pour le commerce extérieur français ?

Anne-Marie Idrac - Secrétaire d'Etat chargée du Commerce Extérieur

## 2009

- 15 Décembre 2009 : Un an de relance : 1er bilan

Patrick Devedjian - Ministre chargé de la mise en œuvre du Plan de Relance

- 03 Décembre 2009 : Obésité et troubles du comportement alimentaire, un enjeu économique et de santé publique

Valérie Boyer - Députée des Bouches-du-Rhône, Maire adjointe de Marseille

- 04 Novembre 2009 : Le développement des activités liées à la croissance verte

Valérie Létard - Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer, en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

- 29 Octobre 2009 : Pour une nouvelle donne industrielle

Christian Estrosi - Ministre chargé de l'Industrie

- 17 Septembre 2009 : Les perspectives de développement de l'emploi : la question de l'emploi des jeunes

Laurent Wauquiez - Secrétaire d'Etat chargé de l'Emploi

- 09 Juillet 2009 : Les médias peuvent-ils aider à la modernisation de l'Etat ?

Christophe Barbier - Directeur de la Rédaction de l'Express

- 25 Juin 2009 : Un groupe de télévision privé face à la crise et aux évolutions du PAF

Nicolas de Tavernost - Président du Directoire du Groupe M6

- 18 Juin 2009 : Réforme du travail dominical : une nécessaire adaptation du droit à la réalité ?

Richard Mallié - Député des Bouches-du-Rhône

- 03 Juin 2009 : L'Euro face à l'absence d'Europe

Christian Saint-Etienne - Economiste

- 26 Mai 2009 : Vers un nouveau modèle économique pour les produits de santé ?

Noël Renaudin - Président du Comité économique des Produits de Santé

- 19 Mai 2009 : Pollution à Paris, effet de serre : Menaces et remèdes

Christian Gerondeau - Auteur de "CO2 un mythe planétaire" - Les éditions du Toucan

- 25 Mars 2009 : Savons-nous vendre la France à l'étranger ?

Nicolas Tenzer - Président du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique

- 17 Mars 2009 : Conséquences d'un surendettement de l'Etat

Gilles CARREZ - Député du Val-de-Marne, Rapporteur général de la Commission des Finances

- 10 Mars 2009 : Les Français et l'argent

Jacques Marseille - Historien économiste

- 03 Mars 2009 : Quels projets pour la jeunesse ? service civique, fondations territoriales, etc

Luc FERRY - Ancien ministre, philosophe

- 11 Février 2009 : « La sécurité des patients au sein des systèmes de santé : une préoccupation nationale et européenne »

Laurent DEGOS - Président de la Haute Autorité de Santé

- 03 Février 2009 : Les nouvelles formes de guerres économiques

Bernard Carayon - Député-Maire du Tarn

- 21 Janvier 2009 : Rénovation et redéploiement massif des infrastructures : un volet nécessaire à la relance des activités

Christian Saint-Etienne - Economiste - membre du Conseil d'Analyse Economique

- 14 Janvier 2009 : Santé et Ecologie font-elles bon ménage ?

François Grosdidier - Député de la Moselle et Secrétaire Général de Valeur Ecologie

## 2008

- 15 Décembre 2008 : France 2025

Eric Besson - Secrétaire d'Etat en charge de la Prospective de l'Evaluation des politiques publiques et du Développement de l'économie numérique

- 12 Décembre 2008 : Les politiques de santé à l'aune du plan cancer 1 et (bientôt) 2 : bilan et perspectives

Professeur Dominique Maraninchi - Président de l'Institut national du Cancer

- 04 Décembre 2008 : Le rôle de la petite entreprise aujourd'hui dans notre économie - Le régime de l'auto-entrepreneur

Hervé Novelli - Secrétaire d'Etat chargé Commerce, de l'Artisanat, des PME, du Tourisme et des Services

- 26 Novembre 2008 : L'Europe de l'Atlantique à l'Oural : une idée neuve ?

Pierre Lellouche - Député de Paris

- 21 Octobre 2008 : Comment sortir renforcé de la crise ?

Christine Lagarde - Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi

- 18 Septembre 2008 : Y a-t-il une place pour le respect des droits de l'Homme dans les relations internationales et les échanges commerciaux ?

Rama Yade - Secrétaire d'Etat chargée des Affaires étrangères et des droits de l'Homme

- 11 Septembre 2008 : L'industrie française a-t-elle encore un avenir ?

Luc Chatel - Secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie et de la Consommation - Porte-parole du Gouvernement

- 10 Juillet 2008 : Le rythme des réformes et les besoins de la société française

Frédéric Lefebvre - Député des Hauts-de-Seine, Porte-parole de l'UMP, Secrétaire national à l'Economie

- 25 Juin 2008 : Pour un retour de la croissance - De l'esprit de réforme aux stratégies d'investissement

Christian SAINT-ETIENNE - Economiste, membre du CAE

- 06 Mars 2008 : "Le bouclier sanitaire"

Martin Hirsch - Haut Commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté

- 04 Mars 2008 : "Les impôts locaux et le pouvoir d'achat"

Claude Goasguen - Ancien Ministre, Député de Paris

- 19 Février 2008 : « Le secteur audio-visuel est-il toujours rentable ? »

Nicolas de Tavernost - Président du Directoire du Groupe M6

- 29 Janvier 2008 : Un Projet pour Gagner

Françoise de Panafieu - Député de Paris, Vice présidente du Groupe UMP à l'Assemblée Nationale, Maire du 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris

- 23 Janvier 2008 : "La Fat Tax"

Alain Vasselle - Sénateur de l'Oise, Membre de la Commission des Comptes de la Sécurité Sociale, Membre du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie

## 2007

- 04 Décembre 2007 : "Quand la Chine change le monde"

Erik IZRAELEWICZ - Journaliste, Directeur adjoint de la rédaction des Echos, auteur de nombreux ouvrages sur la Chine

- 28 Novembre 2007 : Réflexions sur les conséquences du corporatisme dans le fonctionnement de l'Etat

Michel MAFFESOLI - Sociologue, Professeur à la Sorbonne, Auteur de *Le temps des tribus* (Editions de la Table Ronde)

- 21 Novembre 2007 : Réduction de la dépense publique : à quand des objectifs chiffrés ?

Michel BOUVARD - Député de Savoie, Vice-président de la Commission des Finances, Membre du Conseil d'Orientation des Finances Publiques

- 25 Octobre 2007 : L'Etat est-il encore réformable?

Nicolas TENZER - Ancien responsable au Commissariat du Plan, auteur de nombreux ouvrages politiques dont *La réforme impossible* (Flammarion)

- 16 Octobre 2007 : La crise financière internationale: conséquences possibles sur la croissance française

Philippe CHALMIN - économiste, essayiste, professeur à l'Université Paris Dauphine

- 26 Septembre 2007 : Comment réduire la dépense publique

Charles de COURSON - Député Nouveau Centre de la Marne, Secrétaire de la Commission des Finances

- 12 Septembre 2007 : Contribution à la croissance

Michel ROUSSEAU, Philippe BERTIN, Paul OHANA

- 05 Juillet 2007 : La réforme des universités - une urgence nationale

Elie Cohen - Professeur à l'Université Paris-Dauphine

- 28 Juin 2007 : "Le sacre de Nicolas" - 5 ans pour changer la France

Ghislaine Ottenheimer - Journaliste et écrivain

- 15 Mars 2007 : Europe, Méditerranée, co-développement : quelle est la priorité ?

Alain Juppé - Ancien ministre, maire de Bordeaux

- 07 Mars 2007 : Propositions pour changer la France

Luc Chatel - Député de Haute-Marne

- 22 Février 2007 : L'économie de la santé

Bernard Debré - Ancien ministre, député de Paris

- 31 Janvier 2007 : Propos sur la rupture

Philippe Marini - Sénateur de l'Oise

- 24 Janvier 2007 : Résistance et réforme, l'exemple de Jean Zay et Nicolas Sarkozy

Roger Karoutchi - Sénateur des Hauts-de-Seine

- 11 Janvier 2007 : Comment réussir le Paris du XXIème siècle ?

Françoise de Panafieu - Députée de Paris

## 2006

- 31 Octobre 2006 : Historique de la dette : son poids sur l'économie et comment s'en sortir

Alain Lambert - Sénateur de l'Orne

- 31 Octobre 2006 : Historique de la dette : son poids sur l'économie et comment s'en sortir

Alain Lambert - Sénateur

- 04 Octobre 2006 : "Etre de droite, un tabou français ?"

Eric Brunet - Journaliste

- 19 Septembre 2006 : Energie et climat : problèmes politiques du XXIème siècle

Jean-Marc Jancovici - Expert climatique

- 29 Juin 2006 : La nouvelle convention médicale, un échec des politiques ?

Pierre Chassang - Président du CSMF

- 22 Juin 2006 : L'écologie, un enjeu pour les élections de 2007 ?

Nathalie Kosciusko-Morizet - Député de l'Essonne

- 27 Avril 2006 : Quelles réformes prioritaires pour 2007 ?

Valérie Pécresse - Député de Yvelines

- 30 Mars 2006 : « Illusions gauloises »

Pierre Lellouche - Député et conseiller de Paris

- 23 Mars 2006 : Investisseurs providentiels et gazelle : une des clés pour la création d'emploi

Bernard Zimmern - Président de l'IFRAP

- 01 Mars 2006 : Réduire la dette. Gestion et cession des actifs immobiliers de l'Etat Revalorisation de la

Georges Tron - Député de l'Essonne

- 22 Février 2006 : Professeur des économies Une fiscalité pour la croissance et l'emploi

Christian Saint-Etienne

- 16 Février 2006 : Quel projet pour Paris ?

Claude Goasguen - Député de Paris

- 09 Février 2006 : L'entreprise a-t-elle une place dans la lutte contre l'exclusion ?

Xavier Emmanuelli - Fondateur du Samu Social international

- 02 Février 2006 : Le corporatisme d'Etat est-il un frein à l'exercice du jeu démocratique ?

Louis Giscard d'Estaing - Député du Puy de Dôme

- 25 Janvier 2006 : Peut-on faire évoluer la Ve République ?

Jérôme Chartier - Député du Val d'Oise

- 18 Janvier 2006 : 2007 : une défaite inéluctable ?

Luc Chatel - Député de Haute-Marne

- 11 Janvier 2006 : Quelle ligne politique pour 2006 ?

Hervé Mariton - Député de la Drome

**Annexe 3-5 : Statuts de l'Institut Montaigne, <http://www.institutmontaigne.org/nos-statuts-2817.html>, 20-06-2011**

**ARTICLE 1 : CONSTITUTION**

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901 et son décret d'application du 16 Août 1901.

**ARTICLE 2 : DENOMINATION**

Cette Association (ci-après « l'Institut ») a pour dénomination : « Institut Montaigne ».

**ARTICLE 3 : OBJET**

Espace de réflexion, libre et indépendant de toute contrainte politique et économique, l'Institut Montaigne s'articule autour de groupes de travail, réunissant des représentants de la société civile (intellectuels, universitaires, experts, responsables d'entreprises, personnalités qualifiées, etc.).

Traitant des sujets les plus divers, l'Institut élabore et diffuse des propositions concrètes de long terme. Ces propositions résultent d'une méthode d'analyse rigoureuse et critique, en s'appuyant notamment sur l'étude d'expériences étrangères pertinentes. Une fois arrêtées, ces recommandations sont relayées au sein de l'opinion publique, afin de susciter un débat le plus large possible.

**ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL**

Le siège de l'Institut est fixé à Paris. Il peut être transféré sur simple décision du Comité directeur.

**ARTICLE 5 : DUREE**

La durée de l'Association est illimitée.

**ARTICLE 6 : COMPOSITION**

- Sont Membres fondateurs les personnes morales qui participent activement au fonctionnement de l'Institut et qui versent une cotisation annuelle. Le montant minimum des cotisations, qui peut varier chaque année, est fixé par l'Assemblée générale.

Les membres fondateurs (ou leur représentant) participent et votent aux assemblées générales

- Sont Membres bienfaiteurs les personnes physiques ayant fait un don substantiel à l'Institut Montaigne directement ou, pour les non-résidents, via des structures ad-hoc permettant d'optimiser les conditions de leur adhésion. Le montant minimum de ce don est fixé à cent mille euros. Ce montant qui peut varier chaque année, est fixé par l'Assemblée générale.

Les membres bienfaiteurs (ou leur représentant) participent et votent aux assemblées générales

- Sont Membres associés les personnes physiques intéressées par les travaux de l'Institut. Elles versent une cotisation annuelle dont le montant minimum est fixé chaque année par l'Assemblée générale.

Les Membres associés participent et disposent d'une voix consultative aux Assemblées générales

**ARTICLE 7 : PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE**

La qualité de Membre se perd par :

- le décès, l'incapacité ;
- la radiation prononcée par le Comité directeur, l'intéressé ayant été préalablement invité à présenter ses explications ;
- la démission notifiée au Comité directeur ;
- le non-paiement de la cotisation ;
- pour les personnes morales, la dissolution ou leur mise en liquidation ou redressement judiciaire.

**ARTICLE 8 : COMITE DIRECTEUR**

L'Institut est administré par un Comité directeur qui veille à la cohérence des travaux et des publications ainsi qu'à leur diffusion.

Le Comité directeur est composé de quatre membres au moins et douze au plus, désignés par l'Assemblée

générale pour une durée de trois ans renouvelable. Les membres du Comité directeur ne sont pas nécessairement membres de l'Institut.

Le Comité directeur élit en son sein, un Président, un ou plusieurs Vice-présidents, un Trésorier. La fonction de Trésorier peut être cumulée avec celle de Vice-président.

Le Comité directeur peut élire en son sein un Président d'honneur. Celui-ci participe et dispose d'une voix consultative aux réunions du Comité directeur.

Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante

#### **ARTICLE 9 : ATTRIBUTIONS DES MEMBRES DU COMITE DIRECTEUR**

Le Président dispose des pouvoirs les plus étendus. Il représente l'Institut vis-à-vis des tiers. Les Vice-présidents remplacent le Président en cas d'empêchement. Le Trésorier est en charge des comptes de l'Institut.

#### **ARTICLE 10 : PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE DU COMITE DIRECTEUR**

En cas de décès ou de démission d'un membre du Comité directeur, il sera pourvu à son remplacement lors de l'Assemblée générale suivante.

#### **ARTICLE 11 : REUNION DU COMITE DIRECTEUR**

Le Comité directeur se réunit, sur convocation, par lettre simple, du Président, aussi souvent que l'intérêt de l'Institut l'exige. Il peut être également convoqué, selon les mêmes modalités, par la moitié de ses membres. L'ordre du jour est fixé par le Président.

A titre consultatif, le Président peut inviter à la réunion du Comité directeur toute personne utile à l'avancement des travaux de l'Institut.

#### **ARTICLE 12 : DIRECTEUR GENERAL**

Sur proposition du Président, le Comité directeur désigne un Directeur général chargé d'exécuter ses décisions et de gérer les services de l'Institut. Il peut être salarié de l'Institut.

Le Directeur général assiste de droit aux réunions du Comité directeur et aux Assemblées générales, avec voix consultative.

Sur décision du Comité directeur du 17 novembre 2008, François Rachline est nommé Directeur général à l'unanimité de ses membres.

#### **ARTICLE 13 : DIRECTEUR DES ETUDES**

Sur proposition du Président, le Comité directeur nomme un Directeur des études qui assiste et coordonne les travaux de l'Institut. Il peut être salarié de l'Institut.

#### **ARTICLE 14 : CONSEIL D'ORIENTATION**

L'Institut est doté d'un Conseil d'orientation de quinze membres, présidé par le Président.

Sur proposition du Comité directeur, les membres sont désignés, à la majorité des voix, par l'Assemblée générale, pour une durée de trois ans.

Le Conseil d'orientation se réunit au moins deux fois par an. Il est consulté notamment sur :

- les travaux de l'Institut (études, recherches, diffusion, etc.) ;
- les projets de coopération avec des instituts étrangers.

#### **ARTICLE 15 : ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

L'Assemblée générale ordinaire est constituée de tous les Membres de l'Institut. Elle se réunit au moins une fois par an, sur convocation du Président. Les convocations sont envoyées par lettre simple, au moins quinze jours à l'avance ; elles doivent indiquer l'ordre du jour.

L'Assemblée entend le rapport d'activité du Comité directeur. Elle approuve le rapport financier du Trésorier, ainsi que les comptes de l'exercice arrêtés par le Comité directeur. Elle délibère sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

L'Assemblée générale ordinaire est également compétente pour toute question non expressément attribuée à

un autre organe.

A titre consultatif, le Président peut inviter à l'Assemblée générale ordinaire toute personne utile à l'avancement des travaux de l'Institut.

Il est tenu procès-verbaux des délibérations et des résolutions des Assemblées générales. Signés par le Président, ils sont conservés dans un registre.

#### **ARTICLE 16 : ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE : FONCTIONNEMENT**

L'Assemblée générale ordinaire ne peut valablement délibérer que si le quart de ses membres fondateurs et bienfaiteurs est présent ou représenté. En cas d'absence de quorum, une nouvelle Assemblée générale est convoquée dans un délai de trente jours ; elle pourra alors délibérer quel que soit le nombre de membres fondateurs ou bienfaiteurs présents ou représentés.

Les Membres actifs qui ne peuvent être présents à l'Assemblée générale ordinaire peuvent donner pouvoir à un autre Membre actif de les représenter. Les Membres actifs présents à l'Assemblée générale ne peuvent détenir plus de deux pouvoirs nominatifs. Les pouvoirs non nominatifs seront réputés établis en faveur des décisions proposées par le Comité directeur.

Les décisions sont prises à la majorité simple des Membres actifs présents et représentés. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

#### **ARTICLE 17 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

Le Président peut convoquer une Assemblée générale extraordinaire, selon les mêmes modalités prévues pour une Assemblée générale ordinaire.

Celle-ci a pouvoir pour procéder à la modification des présents statuts, sur proposition du Comité directeur.

L'Assemblée générale extraordinaire peut aussi se prononcer sur une dissolution de l'Institut, ainsi que sur ses modalités. En cas de dissolution, elle désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation. En cas d'actif net, il est dévolu, selon les dispositions légales, à des établissements similaires.

L'Assemblée générale extraordinaire ne peut valablement délibérer que si le tiers de ses membres fondateurs et bienfaiteurs est présent ou représenté. En cas d'absence de quorum, une nouvelle Assemblée générale est convoquée dans un délai de trente jours ; elle pourra alors délibérer quel que soit le nombre de membres fondateurs ou bienfaiteurs présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des Membres actifs présents ou représentés.

#### **ARTICLE 18 : FINANCES**

*-Compte bancaire.*

L'association ouvre un compte bancaire auprès de l'établissement financier de son choix et se donne tous pouvoirs pour accomplir également des actes de placement en fonction des opportunités de trésorerie.

Les engagements de dépenses, le suivi comptable, la gestion bancaire, et les relations avec le ou les organismes financiers relèvent de la compétence du Président et du Vice-président et trésorier en liaison avec le Directeur général.

*- Ressources.*

Les ressources de l'Institut proviennent :

Des cotisations de ses Membres.

Des subventions et des dons qu'elle est habilitée à recevoir.

De toutes autres ressources autorisées par la loi.

#### **ARTICLE 19 : REGLEMENT INTERIEUR**

Le Comité directeur peut établir et modifier un règlement intérieur qui arrête les conditions d'exécution nécessaires des présents statuts. Il peut également préciser divers points non prévus par les statuts.

Le règlement intérieur est approuvé par l'Assemblée générale ordinaire.

**Annexe 3-6 : Présentation du fonctionnement du réseau d'experts de Terra Nova,**  
*<http://www.tnova.fr/a-propos/experts>, 20-06-2011*

**Cabinet d'experts et coordinateurs de pôle**

Le cabinet d'experts réunit plus de **1000 personnalités progressistes à haut potentiel**, issus du monde de l'entreprise, de la fonction publique, de la recherche ou des milieux associatifs, et spécialistes des politiques publiques.

Elles sont réparties en **17 pôles d'expertise** couvrant la totalité du champ des politiques publiques : "économie et finances", "travail et affaires sociales", "écologie et développement durable", "éducation", "enseignement supérieur et recherche", "logement et politique de la ville", "questions intérieures", "immigration, intégration, non discrimination", "justice", "culture et communication", "agriculture et pêche", "fonction publique", "jeunesse et sport", "Europe", "affaires étrangères", "défense", "sujets de société".

Chaque pôle est supervisé par **un ou plusieurs coordinateurs de pôle**, parmi lesquels :

Thomas Chalumeau, co-coordonateur du "pôle économie et finances"

William Leday, co-coordonateur du "pôle défense et affaires étrangères"

Nelly Fesseau, coordinatrice du "pôle culture" et du "pôle numérique"

Mehdi Allal, coordonateur du "pôle immigration, intégration et non-discrimination"

Arnaud Flanquart, coordinateur du "pôle jeunesse et sport"

Ismaël Ferhat, coordinateur du "pôle éducation"

et une dizaine de personnalités préférant garder l'anonymat.

**Activités**

Les experts rédigent les policy briefs sur des sujets d'actualité politique ou médiatique.

Ils participent aux groupes de travail mis en place par Terra Nova, qui aboutissent à la production d'essais publiés dans une collection éditoriale ou sous format électronique. Ils y travaillent sous la direction d'un ou plusieurs membres du conseil d'orientation scientifique. Ils peuvent y prendre une responsabilité particulière, en tant que rapporteur.

Ils peuvent également être amenés à participer aux activités de diffusion, aux activités européennes et internationales, ainsi qu'aux activités privées de Terra Nova.

**Modalités de fonctionnement**

- **Réunions.** Le cabinet se réunit de manière hebdomadaire au niveau des coordinateurs de pôle, afin de débattre et préparer les thèmes d'actualité. Il se réunit régulièrement en session plénière.

- **Responsabilité éditoriale.** Les contributions des experts sont diffusées sous la responsabilité de Terra Nova, après validation scientifique de son conseil d'orientation scientifique et validation politique de sa direction.

- **Politique de signature, transparence.** Sauf volonté contraire de leur part (devoir de réserve notamment), les experts signent leurs contributions (policy briefs), leur participation aux groupes de travail est publiée, leur appartenance au cabinet d'experts de Terra Nova est publique.
- **Mise en relation, création d'un réseau progressiste.** Un des objectifs de Terra Nova est de créer un réseau social réunissant experts, personnalités intellectuelles et leaders politiques progressistes, dans une perspective de gouvernement. C'est pourquoi les experts sont invités à signer leurs contributions et participent aux réunions de présentation de leurs travaux. Terra Nova favorisera leur mise en relation directe avec les personnalités du COS et les leaders politiques.
- **Rémunération.** Les activités publiques de Terra Nova (rédaction des policy briefs, participation aux groupes de travail) ne sont pas rémunérées. Les activités privées sont rémunérées.

**Annexe 3-7 : Présentation de la Fondation Copernic, <http://www.fondation-copernic.org/spip.php?article8>, 20-06-2011**

**Qui sommes-nous ?**

Depuis 1998, La Fondation Copernic travaille à « remettre à l'endroit ce que le libéralisme fait fonctionner à l'envers ». Soucieuse de son indépendance et restant par principe hors du jeu électoral, Copernic n'est liée à aucun parti politique, aucun syndicat, aucune association mais s'adresse à toutes les organisations politiques, syndicales et associatives, et surtout à toutes celles et ceux qui ne se résignent pas à l'ordre néolibéral.

Par l'intermédiaire de ses groupes de travail (rassemblant des universitaires et des acteurs du mouvement social), dont les conclusions sont éditées sous forme de courts ouvrages argumentés (les *Notes* et *Documents de la Fondation Copernic*), Copernic prend part au débat public et tente d'apporter un autre éclairage sur les questions sociales et économiques. Résolument engagée auprès de toutes celles et ceux qui luttent pour une société moins inégalitaire, Copernic diffuse de courts argumentaires (les *Copernic-Flashes*) et maintenant des *Cahiers* (à 3 euros), destinés à outiller les militant-e-s en arguments et en propositions alternatives. Réforme du droit du travail ou de la fiscalité, constitution européenne, réforme de l'assurance maladie, lois sécuritaires, retraites, dépendance, démantèlement des services publics ou de la médecine du travail... A chaque fois, Copernic informe, analyse, propose.

Cette année, la Fondation Copernic fêtera ses treize ans et continue plus que jamais à croiser les regards de syndicalistes, d'associatifs, de fonctionnaires et d'universitaires, pour « remettre à l'endroit ce que libéralisme fait fonctionner à l'envers ».

Après avoir été à l'origine du collectif « Non à la guerre en Irak », co-animé avec le Mouvement de la paix, après avoir lancé l'Appel des 200 qui amorça la campagne contre le Traité Constitutionnel Européen, la Fondation Copernic continue sa campagne « Travailler tue en toute impunité », pour que les employeurs soient enfin rendus responsables des conditions de travail des salariés. Avec Attac, en 2010, la Fondation Copernic a fortement contribué (près de 500 réunions publiques en 5 mois) à la campagne unitaire pour défendre le droit à la retraite à 60 ans.

Dans le cadre régulier de son fonctionnement, l'Assemblée Générale de la Fondation Copernic a, en janvier 2011, avalisé son dernier rapport d'activité et son rapport financier. Et elle a renouvelé la composition de son Bureau en associant à Caroline Mécary, avocate au barreau de Paris, connue pour ses engagements contre les discriminations, Pierre Khalfa, syndicaliste, altermondialiste, membre du Conseil Economique, Social et Environnemental, comme co-président de la Fondation. La coordination générale de Copernic est assurée par Willy Pelletier, sociologue à l'université de Picardie, et Josiane Boutet, professeure en sciences du langage à l'université Paris VIII-Denis Diderot. Le co-secrétariat de l'association est confié à Stéphane Guillemarre (professeur de philosophie) et Olivier Michel (professeur de langage informatique à Paris XII).

**Annexe 3-8 : Présentation d'ATTAC, <http://www.france.attac.org/qui-sommes-nous>, 20-06-2011**

**Attac est une organisation "à nulle autre pareille"**

Au sein du mouvement social Attac a la particularité de combiner trois éléments :

- une cible : l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde
- un objectif qui est aussi un moyen : la prise de pouvoir des citoyens sur leur vie, la construction d'une démocratie active
- une méthode : la construction de convergences entre mouvements sociaux, en particulier au sein du mouvement altermondialiste.

Il existe des alternatives : nous ne sommes pas condamnés à subir les ravages de cette mondialisation et le cynisme des élites. Attac, mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action, vise à la reconquête des espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière.

Elle vise à dénoncer les mécanismes du néolibéralisme, mais surtout à être une force de proposition et d'action pour dessiner, aux niveaux local et global, les contours d'un autre monde possible.

**Annexe 3-9 : Texte du M'PEP, « Agir pour repolitiser le citoyen », <http://www.m-pep.org/spip.php?article509>, 20-06-2011 (publié sur le site le 26-02-2008)**

## **COMMENT LUTTER CONTRE LA DEPOLITISATION ?**

Action politique et action citoyenne sont, devraient être en tout cas, intimement liées, le citoyen ne pouvant s'affranchir sans dommage pour la société des devoirs que lui confère le droit à la citoyenneté. C'est pourquoi la nécessité de la repolitisation des citoyens ne peut être comprise sans évoquer les raisons essentielles de la dépolitisation en marche. Certaines pratiques qui s'inscrivent en effet dans la sphère politique, concourent à une dépolitisation de la population. Le M'PEP veut agir concrètement pour en réduire les effets. Ce Mouvement, à tous les niveaux de son organisation, construira des offensives dans les domaines suivants :

### **I.- RENFORCER LA CONSCIENCE POLITIQUE DES CITOYENS**

Il est des pays où le vote est un devoir, et même une obligation, au sens où le citoyen est sanctionné quand il se refuse à ce geste civique (Belgique, Chypre...). En France voter est un droit. Or, nul n'est contraint d'user d'un droit s'il considère ne pas en avoir besoin. Le droit de voter n'implique donc pas, si ce n'est moralement, le devoir de voter. S'impliquer dans la sphère publique, ou prendre des responsabilités politiques, reste du ressort de la volonté personnelle.

Il faut donc se poser la question de la « conscience politique », et voir comment elle peut mieux articuler droit et devoir. La conscience politique relève d'une obligation qui n'est pas juridique, ni uniquement morale non plus, qui se réfère à la question de la responsabilité individuelle dans le cadre d'un fonctionnement collectif. En quoi suis-je « obligé » en tant qu'individu, vis-à-vis de la collectivité dont je suis membre ? La conscience n'est pas question uniquement de volonté, elle est aussi question de savoirs et d'implication.

#### **A.- La conscience d'une obligation politique**

Les droits et devoirs de vote pour l'ensemble d'un peuple, sont, dans le principe, des acquis démocratiques incontournables et inaliénables. Cependant, la tournure que prennent les démocraties tend à rendre parfois le vote presque illusoire face à une population dépolitisée, à des médias inconséquents et dépendants des sphères financières, face à la mainmise de la grande entreprise sur les questions de société, qui s'arroge de plus en plus la place du politique, en construisant directement ou indirectement le devenir collectif.

Mais la question n'est pas nouvelle : elle est simplement revisitée au regard des impératifs contemporains. Le droit de vote, à ses débuts, avait d'abord été confronté à l'analphabétisme, au manque d'instruction, à l'atomisation du peuple... Il est aujourd'hui aux prises avec une forme de surinformation stérile, la professionnalisation des fonctions politiques, le détournement du citoyen au profit du consommateur (y compris du consommateur d'idées)...

La donnée principale est celle du manque de formation politique. Pour qu'un choix politique soit librement consenti, il doit y avoir une volonté de choix préalable. Il existe une différence entre consentir librement à une option politique et consentir librement de ne pas en contracter du tout. On ne devient pas moins libre parce que l'on honore sa part du contrat social, quelle que soit la place d'où l'on entend l'honorer. Il est temps de penser les conditions d'une conscience politique qui ne soit pas susceptible d'être défaite unilatéralement.

#### **B.- La formation politique**

Cette condition est précisément la formation politique de l'ensemble du peuple. C'est elle qui permettra de faire se rencontrer ce droit juridique qu'est celui de voter et ce devoir moral qu'est celui de s'informer et de participer à l'élaboration des enjeux collectifs portés par le droit de vote. Ce point de jonction qu'est la formation politique ne peut donc se limiter à la transmission d'informations, ce qui reviendrait à déléguer l'action, donc les choix et les procédures, à des élus « professionnalisés ». La formation politique comprend donc l'implication concrète du citoyen dans la sphère publique sur les questions qui concernent l'intérêt général.

S'il est illusoire d'envisager une quelconque possibilité de contrainte à la formation politique, il est en revanche nécessaire et urgent d'y voir la condition de ce qui peut permettre de former et de préserver la garantie d'un engagement politique potentiel et authentique de l'ensemble d'un peuple.

La formation politique ne pouvant être contrainte, elle ne peut non plus être inexistante ou laissée à la libre volonté de chacun. La formation risquerait alors d'être très inégalement partagée et donc très arbitrairement pratiquée. La formation politique doit être une préoccupation de toute la population pour toute la population. Elle doit être abordée à tous les âges de la vie des citoyens et dans l'ensemble des espaces qui en dépendent (éducation, travail, communes, médias...). Des crédits et du temps doivent lui être affectés pour que l'ensemble des citoyens puisse y prendre part, dans des lieux et modes accessibles à chacun et à tous.

## II.- DENONCER LA SUPERCHERIE DE LA NOTION DE LIEN SOCIAL QUI VISE A SE SUBSTITUER AU LIEN POLITIQUE

L'expression « lien social » est une notion vague. Elle est inconsistante, mal définie, et pourtant elle est utilisée par une majorité de penseurs du social. Il semblerait qu'en sociologie cette notion soit définie comme l'ensemble des appartenances, des affiliations, des relations qui unissent les gens ou les groupes sociaux entre eux, signifiant et recouvrant à la fois :

Une somme de liens interindividuels.

Tout ce qui permet aux Hommes de tenir ensemble et de vivre en société.

Ce qui lie les personnes entre générations.

Ce qui rattache les individus aux institutions.

Une nécessité de « retisser » ou de « renouer » le désir de « vivre ensemble ».

Une volonté de relier les individus entre eux.

Une ambition de cohérence perdue pour la société dans son ensemble.

Cette notion de « lien social » est difficile à appréhender et à évaluer, elle rend mal compte de la diversité des types de relations qui unissent entre eux les individus dans une collectivité : ces liens qui sont de formes très diverses et de natures très différentes sont ici amalgamés sous le même vocable. En réalité la notion de « lien social » vise à remplacer celle de lien politique.

A.- Cette notion mal définie pourrait-elle se mesurer, s'évaluer par la qualité et/ou à la quantité des contacts sociaux ?

Depuis les années 1990, le « lien social » qualifie la relation entre les membres d'une famille ou d'une communauté. La force de ce lien varierait, selon la situation dans laquelle l'observation est faite. Par exemple, les chômeurs de longue durée entretiennent une qualité de lien social faible avec leur environnement (professionnel, puis social, parfois même familial). Le chômage, à plus forte raison de longue durée, exclut du tissu social. La mesure est prise : il devient donc impérieux de reconstruire du lien autour de cette partie de la population : on fait du curatif. On ne s'attaque pas au chômage, mais au « lien social » des chômeurs.

On pourrait aussi en conclure que les politiques d'emploi et de formation actuelles, précipitent la destruction du tissu social, en sacrifiant une partie de la population. Et ainsi se donner les moyens d'agir préventivement.

Par ailleurs, peut-on encore qualifier de « liens » des contacts qui se multiplient sans pour autant constituer quoi que ce soit, tant ils sont désengagés, tant ils obéissent à des impératifs immédiats ou fonctionnels et non plus à la nécessité d'une quelconque construction collective ? Cet amalgame de liens interindividuels permettrait de bâtir théoriquement une « image » sociale ou le « lien social » serait garant du « capital social » de notre société. La société des individus est-elle encore une société ?

La difficulté à cerner ce concept de « lien social » vient aussi de l'association des termes « lien » et « social » qui forment une sorte de redondance, à l'instar de l'expression « vivre ensemble en société ». C'est un pléonasme.

Quel sens donner à cette expression ? Aucun. Quelle réalité recouvre-t-elle vraiment ? Aucune.

Pour toutes ces raisons, le terme de « lien social » ne peut être considéré comme un concept sociologique : il reste une notion vague et inconsistante. L'impossibilité de le clarifier et de le définir ramène tous les discours sur son objet et sur sa crise supposée à un « bavardage sociologique » qui s'enferme à expliquer et tenter de résoudre le délitement social en le réduisant aux seules relations interpersonnelles. En effet, lorsque le « lien social » est de faible intensité ou de piètre qualité, certains chercheurs croient y déceler « une crise du lien social ».

Ce thème de « la crise du lien social » a donc une dimension psycho collective : le délitement du « vivre ensemble » provoquerait un désinvestissement de la sphère publique, de l'engagement collectif, une déstabilisation de la famille, l'isolement des personnes. Notre société occidentale contemporaine serait donc travaillée par des configurations encore inédites : forces de la mondialisation, poussée de l'individualisme, replis identitaires qui influeraient sur la qualité de notre « lien social ».

La montée des inégalités accroît aussi les tensions sociales qui provoqueraient le « décrochage » d'une partie de la population : le lien serait rompu (refus de vote, violence des jeunes...) provoquant l'exclusion de la société de droits (au travail, au logement, à la santé...) d'un certain nombre de citoyens.

Le travail du sociologue, puis des travailleurs sociaux, serait donc d'ancrer cette volonté de rétablir du lien interindividuel pour contrer ce constat d'exclusion. Comment sera traitée l'exploitation bien réelle que produisent les dispositifs et choix politiques sur la question des formes du travail par exemple depuis le début du 19ème siècle ? En valorisant de nouvelles manières de manifester ? De vivre ensemble ? D'exister ? D'échanger ? Permettons à certains d'entre nous douter.

#### B.- L'inclusion et les « exclus »

Il s'agit là de confronter en interne, au sein de la population, les « exclus » et les « inclus » et leurs différents états et seuils d'intégration possibles.

Face à des situations précaires et de souffrance sociale se dessineraient de nouvelles formes de liens, émergences de (bonnes) volontés individuelles ou de programmes institutionnels, à grand renfort de médias facilitateurs d'une éducation au « vivre ensemble ».

Il nous faut nous interroger sur la pertinence de l'usage des termes « inclus » et « exclus » qui viennent remplacer la problématique sociale en termes de classes. Ces nouvelles pratiques, spontanées, de production de « lien social », ces manières de se relier à son environnement politique, à une identité sociale, aux attentes sociétales contemporaines sont virtuelles et focalisent le malaise social sur les individus en évacuant le malaise politique qui concerne l'ensemble des acteurs de la sphère publique.

Ne doit-on pas plutôt chercher à comprendre quels types de « liens » économiques et politiques produisent les inégalités sociales, les replis identitaires, l'exploitation massive des situations précaires ? Il existe une relation de sens, de causalité, entre la création du terme « lien social » par certains sociologues des années 1990 et le traitement de ce que cette discipline nomme « exclusion ».

#### C.- Cette crise du « lien social » serait également la rançon de nouvelles libertés

Les individus auraient peu à peu acquis la capacité de se définir de façon autonome et plus nécessairement en fonction de leur appartenance à telle ou telle entité collective. Suite à cette émancipation des dépendances collectives (famille, clan, communauté villageoise voire la société dans son ensemble), l'individu serait appelé à s'inventer lui-même : chacun pourrait choisir (parce que c'est son choix) ce qui est bon pour lui, à condition que ce choix ne porte pas préjudice à autrui, si tant est qu'autrui puisse l'en informer !

L'individualisme serait-il significatif d'une extension de la sphère du choix alors synonyme de liberté ?

Le délitement de nos démocraties serait ainsi lié au principe de « libre-adhésion » qui ne permettrait plus l'adhésion à des valeurs collectives globales. La prédominance de l'engagement collectif au travers de l'adhésion associative, répondrait mieux aux nouveaux désirs d'engagements « distanciés » qui permettent une implication maîtrisée, sectorielle, opportune dans le temps selon la nature des préoccupations de chacun.

La fragilisation du tissu social par une individualisation de ses fonctionnements serait un juste retour, inévitable, de la modernisation des rapports sociaux, face à des avancées sur lesquelles personne ne souhaite revenir : liens prescrits, statuts hérités, dépendances personnelles, appartenances irréversibles.

L'engagement politique qui implique durée, articulation de l'ensemble des problématiques sociétales ainsi que la complexité voire le paradoxe éventuel des positionnements, est peu à peu abandonné au bénéfice de l'action, ici, maintenant, dans un souci d'efficacité « hors sol » !

D.- L'avènement de la notion de « lien social » ainsi que sa prétendue crise est caractéristique d'une certaine sociologie des années 90

Face à la « fracture sociale », à l' « exclusion », à la « désaffiliation », à la « déliaison », etc., le diagnostic relève pêle-mêle, causes, constats et conséquences : chômage de masse, flexibilité du travail, déstabilisation de la famille, problèmes des banlieues, montée de la violence, de la délinquance et des incivilités, baisse de la participation politique et syndicale, multiplication des associations et essor du bénévolat, entrée massive des femmes sur le marché du travail, extension du périmètre de l'Etat social à une solidarité anonyme généralisée, massification de l'enseignement, omniprésence de certains médias.

Ce travail de « lien social », celui du « vivre ensemble », de la « convivialité festive », etc., cherchent les raisons d'une déliquescence sociale au sein même des acteurs de la société. On ne se réfère jamais aux choix politiques qui ont pu engendrer ce délitement. Certaines causes, bien identifiées, comme celle du chômage, restent à l'état de constats : le chômage créé de l'exclusion, comment remédier entre nous à ce phénomène d'exclusion ? Ce qui revient, de fait à entériner le principe (voire la fatalité ?) d'un chômage de masse.

Cette approche de la résolution des questions politiques par un travail sur le « lien social » fait l'impasse sur les orientations politiques prises en amont des questions sociales. Cet engouement à rétablir du « lien social » dans un contexte politique qui œuvre à sa destruction omet une question pourtant essentielle : on ne lutte pas de la même façon contre l'exploitation et contre l' « exclusion ».

Vouloir réduire les conséquences de choix politiques volontairement inégalitaires par des « bricolages » parcellaires, aurait plutôt tendance à les légitimer. De plus, cette conception du « lien social » qui n'est ni plus, ni moins qu'une incitation à l'entraide multiforme au sein de la population, tend à consolider les liens communautaires, qu'ils soient religieux, ethniques, culturels ou géographiques. Or, il semblerait que c'est la suspension du lien communautaire sous toutes ses formes qui rende possible la formation du lien politique en refusant de réduire le citoyen à ses appartenances privées et héréditaires, c'est-à-dire en le reconnaissant dans la sphère publique, comme acteur du devenir de la nation à laquelle il est rattaché.

Une population politisée ne peut donc se limiter à cette conception d'entraide et de soutien entre les personnes, que ce soit sous forme spontanée ou institutionnalisée. Entendons-nous bien. Il n'est pas question ici de remettre en cause les solidarités possibles et souhaitables au sein de la population, bien au contraire. Il est question ici de ne pas les instrumentaliser à des fins aléatoires et illusives.

C'est par l'action citoyenne, par l'implication du peuple dans la question publique, par cette dimension politique que peut être assurée l'avancée démocratique et la justice sociale, face aux troubles des défis contemporains.

#### E.- L'action sociale

Le rôle de l'action sociale telle qu'il est défini actuellement est de mettre en œuvre l'ensemble des moyens par lesquels une société agit sur elle-même pour préserver sa cohésion, notamment par des dispositifs législatifs ou réglementaires et par des actions visant à aider les personnes ou les groupes les plus fragiles à mieux vivre et à s'adapter au milieu social environnant. Dans cette définition, peu de relations sont établies avec la sphère politique, avec les différents projets politiques au pouvoir, et leurs conséquences sur la population. Mettre en œuvre l'ensemble des moyens par lesquels une société agit sur elle-même pour préserver sa cohésion, ne peut occulter l'intervention sur le politique.

Il est urgent d'opposer à une vision du social toujours envisagée en termes de réparation, une tension vers plus d'égalité, qui, à la différence de la réparation qui compense les effets politiques inégalitaires de l'organisation sociale et économique, enrayer les causes au départ.

Quand le rôle de l'Etat est de garantir la protection sociale de la population, alors le rôle de l'action sociale est de mettre en place les moyens de cette politique, et non de pallier les carences politiques en jouant un rôle réparateur. Quand le rôle de l'Etat se limite à ses fonctions régaliennes, alors l'action sociale devient l'antichambre d'une sorte de charité laïque. Dans le meilleur des cas, les relais institutionnels ont pour rôle, d'activer des solidarités entre les individus par le biais de dispositifs au rabais : notamment par la délégation aux structures associatives ou caritatives.

#### F.- L'appel au « lien social » n'est pas une conduite politique

Le lien social et la qualité des relations sociales peuvent être des indicateurs de pertinence, des révélateurs (parmi d'autres) de choix politiques. Mais une fois les dégâts mesurés ? Comment évalue-t-on les politiques d'éducation, de santé, de l'emploi, de logement ? Comment rectifier les conséquences de ces choix quand ils sont désastreux, sans toucher à ces choix eux-mêmes ainsi qu'aux positionnements politiques qui les ont générés ?

Pour la classe politique, se défaire de ses responsabilités sur la population et les institutions, qui seraient ainsi contraints à une « autorégulation » sans avoir réellement les moyens d'agir sur cette réalité, équivaut, dans le meilleur des cas, à une démission.

### III.- SUBMERGER LA SPHERE PUBLIQUE : INVESTIR CE LIEU DE CONSTRUCTION ET D'EXPRESSION DE LA CITOYENNETE

L'esprit public reconnaît la supériorité de l'intérêt général sur les intérêts particuliers dans le cadre des questions publiques. Il reconstruit l'idée d'Etat, d'un Etat garant des libertés, de l'égalité et des solidarités sociales. Il développe l'attachement à la République comme modèle démocratique fondamental. Ce modèle républicain reste amendable, mais existe comme République, comme Etat et comme Nation porteuse de culture à vocation universaliste.

Défendre l'esprit public c'est :

En finir avec l'idée que le non-Etat serait le terme d'un évolutionnisme historique des espèces politiques.

Cesser de croire que la citoyenneté se limite à la participation-refuge dans la protestation.

Cesser d'opposer « société civile » et « société institutionnelle ».

Renoncer au populisme, à la délégation et investir l'Etat en contribuant activement à la vie des institutions : en construisant la République vivante (modèle amendable) et non une théorie sacralisée (modèle « théologique » savant).

Renoncer à l'ancrage dans des piliers identitaires et/ou culturels qui participent à une pseudo pluralité ou diversité qui aboutit à la dépolitisation croissante en substituant au corps social « citoyen » des réseaux qui fragilisent le lien politique.

#### A.- Le concept de sphère publique

Ce concept a été développé pour contribuer à une théorie de démocratie politique. Dans cette théorie, la sphère publique est conçue comme un espace de production d'opinion publique et sous des formes qui sont censées assurer une validité politique. La sphère publique est donc le véhicule de la mobilisation d'opinions publiques fonctionnant comme forces politiques. Elle renforce les citoyens en leur donnant un espace d'expression et une possibilité d'intervention face aux pouvoirs institutionnels et privés.

Ces deux idées (validation de l'opinion publique et pouvoir face à l'Etat) sont indispensables au concept de sphère publique dans le cadre de la démocratie, sous peine qu'elle perde sa pertinence politique. Il importe donc de retenir ce qui participe et dans quelles conditions à la sphère publique. Cette sphère publique est censée correspondre à un pouvoir souverain, auquel ces processus de communication et d'intervention sont adressés. La sphère publique est conceptualisée comme co-existante avec un Etat-nation, territorial, souverain.

L'« opinion publique » s'apparente à un corps constitué, qui se construirait dans des processus de communication, véhiculés par les médias reconnus au plan national (presse, télévision...). Cette « opinion » devrait pouvoir refléter l'intérêt général par le biais de l'expression citoyenne, pour ce qui concerne la gestion des conditions de vie communes et la place que peuvent y prendre ou non les intérêts privés, en particulier sur les questions économiques. Mais cette notion d'« opinion publique » vise à remplacer le citoyen à qui on ne demanderait plus de décider, mais simplement de donner son opinion à... des instituts de sondage !

#### B.- Réalité de la sphère publique aujourd'hui

Quand on regarde la réalité de ce que devient la sphère publique aujourd'hui, en France, force est de constater que certains dangers pervertissent son fondement :

L'émergence croissante de multiples phénomènes transnationaux associés à la mondialisation a engendré, chez certains, une volonté de repenser la théorie de la sphère publique dans un cadre transnational. Ce projet se trouve toutefois confronté à un petit problème théorique : depuis ses

débuts la sphère publique a toujours été établie dans un cadre (national) correspondant à un pouvoir souverain.

Une réorganisation par le bas d'administrations communales et des autorités dites locales qui accumulent de plus en plus de compétences et créent de nouvelles structures de souveraineté à plusieurs niveaux, créant un édifice complexe dans lequel le pays ne représente qu'un niveau à côté des autres.

La concentration de propriété fortement accrue dans le domaine des médias, particulièrement par les entreprises transnationales brouille aussi la pertinence de l'intervention publique : la privatisation des médias publics, le déficit d'indépendance de la presse et de la télévision, le manque de propositions de programmes populaires, l'expansion de la logique de marché au sein même des organes d'information, l'augmentation du pouvoir de la publicité... Tous ces développements signalent une dénationalisation de l'infrastructure de communication. Si les nouvelles technologies de l'information électroniques engendrent certaines possibilités de formation d'opinion publique critique, elles engendrent aussi un morcellement et une compilation des flux de communication, qui finalement peuvent aussi avoir pour conséquence de saper la création d'une opinion critique reposant sur une base large et sa mobilisation comme pouvoir communicatif efficace.

Une approche autonomiste de la société civile, donc du terreau de la sphère publique, s'est développée comme espace potentiellement apte à fonctionner en marge de l'Etat ou contre lui. Le recours à la société civile, à ses initiatives, à ses solidarités sociales et communautaires est présenté comme le seul rempart à la survie et au développement de la démocratie.

Le développement des thèses nationalistes, qui brouillent par la haine et une xénophobie traditionaliste, le message politique de la construction démocratique d'un l'Etat fort. Ces thèses nationalistes sont en réalité, au service d'intérêts économiques privés, renforcent la suspicion quant à la pertinence de l'échelon national et ruinent l'esprit public auprès de populations dépolitisées.

La nécessité de renouvellements institutionnels est incontournable pour préserver la pertinence politique de la sphère publique. La mobilisation de mouvements de population nationaux et transnationaux qui dénoncent et remettent en cause le pouvoir transnational détenu par les entreprises est indispensable. Ces mobilisations devraient pouvoir s'appuyer sur des Etats forts au lieu de les contourner.

L'efficacité des mouvements sociaux exige l'existence de pouvoirs souverains institutionnalisés qui peuvent être alors contraints par un dialogue avec la sphère publique, d'agir dans le sens de l'intérêt général. Elle exige aussi, dans le cadre de questions transnationales, l'articulation Etat/sphère publique, pour que les intérêts de la population puissent être portés démocratiquement avec efficacité, et plus seulement sous la forme d'un lobbying uniquement dénonciateur. Faute de quoi, la sphère publique nationale et les mouvements sociaux transnationaux ne reprendront pas leurs fonctions émancipatoires.

#### IV.- COMPRENDRE ET COMBATTRE LA DEFIANCE VIS-A-VIS DE LA POLITIQUE

La volonté de liquidation de la sphère publique, qui coïncide avec la dépolitisation des citoyens, laisse le pouvoir étatique et les pouvoirs privés seuls maîtres de la situation, de l'évaluation, de l'expertise publique et des choix collectifs.

##### A.- La professionnalisation grandissante du personnel politique

En prenant prétexte de la complexité et du foisonnement de la réglementation tant au niveau européen que national, certains élus sont souvent tentés de prendre leurs électeurs pour des ignorants, là où il faudrait expliquer et communiquer. Il leur arrive également d'utiliser cette complexité apparente comme paravent à un manque de courage politique. De plus, aucun statut clair de l' élu permettant à l'ensemble de la population de prendre à un moment ou l'autre de sa vie des responsabilités politiques, n'a été à ce jour, mis en place. L'accès aux responsabilités politiques reste donc conditionné aux moyens, disponibilités et possibilités de chacun(e).

Ajoutons une globalisation économique non encadrée, le manque d'identification des instances de décisions alors devenues peu repérables, renforcent la défiance vis-à-vis de la sphère du pouvoir, mal identifiée.

## B.- L'avènement de « la société du risque »

Prônée comme une valeur de la modernité par le milieu de l'entreprise, la gestion du risque devrait selon cette sphère, s'étendre à toute la société. Rappelons nous : « La santé est précaire, la vie et l'amour sont aussi précaires... Pourquoi le travail ne le serait il pas ? » de Laurence Parisot, responsable du Medef.

Cette conception de la vie sociale (et de la vie tout court) s'appuie sur le présupposé que chaque individu serait responsable de son destin en fonction de ses propres initiatives audacieuses, et de sa capacité, y compris financière, à se protéger des risques inhérents à ses propres choix, comme si la maladie, le chômage étaient des choix.

Il est cependant des étapes dans la vie d'un être humain qui nécessitent le soin de son entourage, la solidarité collective et des garanties politiques. Le temps de l'enfance, celui de l'éducation puis de la formation, la perte de son emploi, la maladie, la vieillesse, pour ne citer que les plus évidents. Si nous sommes potentiellement tous concernés par ces périodes de dépendance et de fragilité, en revanche nous ne sommes pas également armés pour y faire face individuellement. Comment peut-on qualifier un groupe humain qui renvoie chacun de ses membres à ses « responsabilités » dans les moments où l'essence même de son existence ou des siens peut être mise en péril ? Quelle conception de la « modernité » s'applique à une société qui refuse d'envisager des solidarités collectives pour réduire les inégalités de ses membres face au droit de vivre décemment aujourd'hui ?

Si le personnel politique ne se démarque pas de ce projet qui se veut « de société », si les choix politiques concernant l'emploi, l'éducation, les services publics, les retraites ne se dissocient pas de cette logique actuelle mortifère, qui tend à « faire société », alors le sentiment de précarité, d'abandon et d'impuissance des individus sera encore renforcé. Au risque de venir conforter une vague de défiance par rapport aux élus qui sont alors dans l'incapacité, voire dans le refus d'agir sur la protection sociale et l'intérêt général de la population.

## C.- L'encouragement à la protection privée, contractuelle et individuelle

L'assurance privée devient alors la meilleure garantie face aux risques et aléas de la vie de chacun (assurances individuelles pour sa santé, sa retraite, son chômage, sa formation...). Tuer l'idée même de solidarité au sein d'un groupe humain, la remplacer par celle de la sécurité individuelle, va beaucoup plus loin que le projet d'engraisser les compagnies privées d'assurances. Ce n'est pas seulement une option économique qui consiste à réduire les budgets de la protection sociale. C'est avant tout un projet politique : celui de réduire le champ des décisions démocratiques aux seules fonctions régaliennes de l'Etat. Celui aussi de réduire l'intervention des citoyens à celle de consommateurs de polices d'assurances, là où se jouent des choix de société.

C'est laisser les experts en assurances (et leurs actionnaires) « statuer » sur ce que vaut notre santé, sur l'éducation possible pour nos enfants, sur notre droit à vivre décemment après 41 ans de travail. C'est aussi les laisser décider du prix que cela devra coûter. A chacun d'entre nous.

A quand les assurances privées, contractuelles et individuelles contre la guerre ? Contre le nuage nucléaire ? Contre la famine ? Contre le viol ? Les juges pourront aussi disparaître le jour où tout un chacun sera assuré contre le crime !

Outre le fait de rester indifférents aux inégalités criantes que ce système génère (payer plus, pour vivre plus), en acceptant que les questions de société soient réglées par des polices d'assurances, une certaine classe politique accepte de réduire le débat public à une peau de chagrin, et son propre rôle à des futilités qui n'intéresseront plus personne, exceptées les compagnies d'assurances.

## D.- La réduction de la classe politique aux quelques stars du système médiatique

La France comprend plus de 36 000 communes, des instances régionales et départementales. Il existe aussi une Assemblée nationale, un Sénat, un Conseil constitutionnel, des commissions où travaillent des centaines d'élus. Comment est-il rendu compte à la population du travail de ces instances ? Des combats politiques de biens des élus ?

Peut-on réduire tout ça à « tous pourris » ? Comment l'opinion publique est-elle tenue informée des dysfonctionnements, mais aussi des avancées, des promesses, mais également des réalisations ? Quand une population entière, de l'ouvrier au cadre supérieur, intègre le slogan « Politiques tous pourris » elle finit par ne plus s'offusquer d'en élire un de plus !

## E.- Le mépris d'une classe dirigeante pour l'ensemble du peuple

Au sein du modèle démocratique qu'est la République, au gouvernement de notre société, persistent, de générations d'élus en générations de citoyens, des pratiques et des fonctionnements non démocratiques. Ainsi une grande partie des élus sont encore issus de la grande, voire de la haute bourgeoisie. Cette bourgeoisie est aussi celle des affaires, de l'industrie, des médias, des banques, mais aussi celle de la validation des savoirs et des connaissances, ainsi que de la bonne mesure culturelle.

Et c'est tout le mépris, de plus en plus banalement affiché pour le peuple, de cette classe dirigeante, dans la vie quotidienne qui, parce qu'elle en est quasi uniformément composée, rejaillit aussi sur la classe politique. La défiance face au politique est aussi une forme de rejet d'une classe dirigeante qui brigue tous les postes, toutes les instances de décision, toutes les connivences, pour se maintenir dans les sphères de pouvoir (politiques, économiques, médiatiques, culturels).

Cette défiance entraîne deux types d'attitudes :

- La volonté de contrôle du pouvoir par les règles établies par la Constitution, méfiance par rapport à un pouvoir institutionnel trop étendu ou mal géré. Cette première attitude est non seulement légitime, mais est l'origine même de l'action citoyenne : refuser la délégation.
- La diabolisation du pouvoir politique considéré comme extérieur à la société, sans tenter souvent de lui apporter des modifications. Cette deuxième attitude induit quatre dimensions dans la « contre-démocratie » qu'elle installe :

### 1.- La surveillance

Le droit au suffrage est un droit de regard sur la politique. Or, celui-ci ne s'exerce pas de façon régulière ni rapprochée : il est insuffisant pour contraindre les élus à suivre leurs engagements. Ce sentiment d'échec engendre l'émergence de différents moyens d'action indirects (de nature politique, mais en dehors du champ politique) : la vigilance, l'évaluation, la dénonciation, sans modalités d'alternatives. Ce qui induit chez le citoyen non pas de la passivité, mais une forme de « toute puissance » : le pouvoir de juger, de dénoncer sans rien transformer dans le champ politique lui-même.

Des hommes politiques, aidés des médias, entrent dans ce jeu de l'évaluation individuelle omettant leur objectif principal : celui de construire et de garantir l'avenir pour lequel ils se sont engagés auprès de la population.

### 2.- L'empêchement

Le droit de suffrage semble avoir partiellement été contourné de son but : la possibilité d'expression d'un choix politique d'une nation. Il ne s'agit plus de voter pour garantir un tant soit peu une opinion politique mais de sanctionner celles dont on ne veut pas. Ce n'est plus un choix, c'est une élimination.

C'est un cercle vicieux, le citoyen pour des raisons diverses, ne participe plus à la construction politique, donc sa vision de la société apparaît de moins en moins au travers des propositions d'une classe politique qui se sclérose (et fini par coûter cher). Les propositions et solutions des élus étant parfois de plus en plus éloignées des réalités de la population, celle-ci ne s'y reconnaît plus et sanctionne au lieu de choisir, n'ayant souvent plus le sentiment d'une possibilité de choix mais d'un rôle de légitimation des uns ou des autres. Ce sentiment d'impuissance amène à son tour un désintérêt quant au politique.

Le droit de vote qui devrait permettre un choix de société se limite donc au choix de « ce que je ne veux pas » face à des propositions de société toutes aussi limitées. Le droit de vote qui devait permettre de choisir, aujourd'hui, ne permet plus que d'empêcher.

Donnons nous les moyens aujourd'hui de remplacer : « Il est interdit d'interdire », par « Il est permis de permettre » !

### 3.- Le jugement

On observe une fusion croissante des pouvoirs politiques et judiciaires. Ce qui permet au citoyen de mettre à l'épreuve l'action politique et de bousculer le système établi. Il existe cependant 2 formes très différentes de procès :

L'invalidation de décisions (lois, décrets...) qui est un retour sur une décision prise par un vote. C'est un moment correcteur, complémentaire permettant d'améliorer les lois et les orientations politiques, de protéger le peuple (y compris contre lui-même parfois !). Nous avons pour exemples

marquants, les recalculés de l'Assedic ou l'invalidation du Contrat première embauche (CPE). C'est aussi l'utilisation du droit comme outil de lutte.

La dénonciation : c'est l'impeachment américain. Cette procédure vise à révoquer l' élu. Le citoyen n'est plus seulement électeur, il devient aussi juge. Les gouvernants cherchent alors à éviter ces situations au détriment de la confrontation et de la représentation.

#### 4.- L'éloignement

Il est dû en partie à cet effritement de la confiance interpersonnelle mais surtout à la suspicion d'un nombre croissant de citoyens, envers tout ce qui se rapproche de près ou de loin de la gestion du pouvoir. Cette désaffection du politique affecte toute démarche, voire toute volonté de défense de projets communs ou collectifs. Cette valorisation positive d'un éloignement volontaire de toute approche politique fait le jeu des acteurs libéraux dont la préoccupation essentielle, après l'amas de profits, est le délitement du politique, ceci devant servir cela.

A la longue, cet éloignement du politique enferme les plus investis dans des rhétoriques peu crédibles et les moins concernés vers une incapacité d'identifier et de formuler les problèmes, de poser les termes des conflits, donc de pouvoir les dépasser. A terme, ce refus de la confrontation et du positionnement politique entraîne l'impossibilité d'une construction collective.

#### F.- Une démocratie apolitique ?

Le citoyen devient alors un consommateur politique de plus en plus exigeant. Cela ne se traduit pas par un désir de conquête du pouvoir mais au contraire par la volonté de le parasiter. L'objectif n'est plus d'agir sur le système pour le rendre viable, mais d'en chercher inlassablement la faille. Cette démocratie indirecte est qualifiée d'apolitique parce que poussée à l'extrême, elle débouche sur une forme de populisme, qui présente un grand danger pour la démocratie. Elle opère hors des sphères démocratiques, comme une opinion publique qui n'aurait pas besoin d'assumer concrètement ses critiques et propositions.

Repolitiser la population, c'est créer une dynamique démocratique qui permette aux individus de retrouver la volonté et le pouvoir de construire jour après jour une société commune.

La démocratie doit développer un monde LISIBLE pour et par tous. Il est temps de doter le politique d'une dimension cognitive, c'est-à-dire créatrice de sens, permettant aux citoyens de construire des buts communs. Il est indispensable pour cela de travailler la représentation que la société se fait d'elle-même par une co-élaboration de la vision politique intellectuelle et de la prise de conscience de l'individu de son rôle dans la construction de cette représentation. Il est urgent de redonner forme et sens au pouvoir politique.

La « contre-démocratie » peut permettre à une partie de « la Cité » d'exprimer son opinion et au pouvoir de ne rien en faire. Limiter la critique citoyenne à la remise en cause et à la dénonciation du pouvoir en place, sans en faire le lieu d'analyses pertinentes, de contre-propositions adaptées, d'expérimentations innovantes, d'alternatives concrètes c'est rester garant de l'impuissance politique du peuple.

Les accords et divergences entre les élus, celles des citoyens avec les solutions préconisées par leurs représentants se doivent d'être pris en compte et représentent l'essence même du travail démocratique. Traiter et faire évoluer ces accords et désaccords est la substance de la construction d'un corps social politiquement responsable.

Si les fondements de la défiance vis-à-vis du politique sont peu et rarement imputables directement au peuple lui-même, le citoyen, lui, doit faire son autocritique, et s'interroger sur ce qui le fait désertier un champ qui pourtant le concerne au premier chef.

Dès lors, comment passer d'une dépolitisation généralisée et organisée aux conditions fondamentales d'une repolitisation durable ?

#### V.- DECONSTRUIRE LE SARKOZYSME

A.- Le premier axe de la dépolitisation sarkozyenne consiste à décollectiviser les représentations et les structures sociales

C'est un vieux thème du libéralisme : ce qui est premier c'est l'individu, et la société n'est jamais qu'un agrégat d'individus. Chacun est libre et la première condition de cette liberté est la propriété de son corps. Chaque individu est un bien propre qui a droit aux moyens de subsistance nécessaire à sa conservation. La possession de son corps conduit à l'appropriation personnelle des fruits de son travail, qui est un usage du corps. La recherche de la richesse ne résulte pas de la

construction d'une citoyenneté qui viserait à créer une société plus égalitaire et qui donnerait à chacun les moyens d'y évoluer à l'aise. Etre propriétaire est l'exercice et l'accomplissement d'un droit. Propriété du corps et appropriation des résultats du travail sont liés aux racines du libéralisme. Un homme qui travaille doit pouvoir réconcilier « le prix de son travail » et « le pouvoir de le transmettre » à ses enfants.

La profession de foi de N. Sarkozy comporte deux propositions : « Je ferai en sorte que vous puissiez tous être propriétaires » et « Je supprimerai les droits de donation et de succession pour que vous puissiez transmettre à vos enfants le fruit de votre travail de toute une vie ». Volonté d'atomiser, chacun dans sa possession.

Le titre de sa profession de foi et slogan principal de sa campagne électorale « Ensemble, tout devient possible », efface les différences entre les classes pourtant de plus en plus réelles. Tous sont alors séparés par la promesse de la détention d'une richesse vitale dont sont inévitablement écartés les chômeurs, les précaires, les smicards.

#### B.- Le deuxième axe du sarkozysme : la mise en cause de « parasites » de la société

C'est comme si il y avait un intérieur et un extérieur à l'Etat de droit. L'idée n'est pas nouvelle, la mise à l'index de la sauvagerie (inculture, irréalisme, jouissance des minima sociaux...) est une autre approche, complémentaire de celle des Trente glorieuses et singulièrement pendant les années de crise ou les « nantis » (les fonctionnaires), sont critiqués dans leur statut. EDF, le CNRS, les permanents syndicaux sont dénoncés comme des « privilégiés » : diviser pour mieux régner est systématiquement utilisé pour démanteler les conquêtes de l'après-guerre.

N. Sarkozy y ajoute la dimension sécuritaire. Il se présente comme le rempart contre la violence juvénile et l'étranger déraciné : deux sous-classes supplémentaires de l'Etat de droit. Mais il ne se contente pas d'isoler les couches dangereuses de la population saine, travailleuse, attachée à l'ordre, il est décidé à remédier à une grave injustice dont souffrent les honnêtes gens : la protection sociale généralisée. Oublié le droit au plein-emploi, occultée la responsabilité du système économique qui utilise l'emploi comme variable d'ajustement, l'heure est à la dénonciation des « Salauds de pauvres ».

Autres cibles, les retraités à 55 ans et les « gréviculteurs », « Je relèverai les petites retraites ET réformerai les régimes spéciaux ». Les écarts de retraites sont considérés là comme une injustice, reliée aux luttes sociales « injustes », et non au manque de protection sociale pour les plus démunis. De même qu'il faut protéger les usagers contre leurs services publics : « en cas de grèves, le service minimum sera garanti par la loi ».

La dissociation entre la racaille et le « bon français » place selon sa profession de foi : « les bonnes valeurs au centre de la société ». L'anti-France est identifiée à l'esprit de Mai-68 que N. Sarkozy pourfend avec une violence inouïe lors de son discours de Bercy le 30 avril 2007. Réduire l'analyse de la société à des catégories morales éloigne des vrais enjeux économiques et démocratiques.

#### C.- Le troisième axe de la dépolitisation sarkozyenne vise à naturaliser les opinions de N. Sarkozy

Les opinions professées par N. Sarkozy relèveraient tout simplement du bon sens, de la sagesse populaire. Tous ceux qui veulent l'intérêt général peuvent s'y reconnaître, y souscrire, y participer (Kouchner, Lang, Attali, Besson...), il suffit pour cela de se rallier au porteur de message de cette politique volontariste mais cependant réaliste puisque conforme à la nature des choses. Sa profession de foi annonce avec un aplomb que personne ne démentira : « Il n'y aura aucune fraternité possible si nous ne créons pas plus de richesses ». Les hommes égaux en droit, sont inégaux de fait. Les meilleurs gouvernements amassent des richesses, les pauvres n'ont rien à gagner à tuer la poule aux œufs d'or.

La séparation droite/gauche proviendrait d'une fausse lecture du réel, d'un archaïsme appelé « lutte des classes ». Il s'agit maintenant d'unir ordre et mouvement, de séparer compétents et incompetents. Faire appel à DSK pour le FMI relève du bon sens : « Pourquoi se priver d'une compétence ? » répondra N. Sarkozy à ses amis politiques. L'abandon du projet socialiste - la transformation des rapports sociaux - facilite sa démonstration.

La philosophie devient pragmatisme, ou plutôt réponse à certains impératifs immédiats : ceux qui ne se joignent pas au consensus du libéralisme sont des idéologues. Les syndicats, groupes, citoyens oppositionnels sont taxés de « politisés », suprême insulte. Dans sa profession de foi il annonce le rassemblement, ou plutôt incite au ralliement : « Si je suis élu, je ne serai le Président d'aucune classe, d'aucun parti, d'aucune idéologie. Je serai le Président de tous les hommes et les

femmes de bonne volonté ». Pragmatisme et bon sens se corroborent. Que le bouclier fiscal protège les puissants, est dans l'ordre des choses.

La dépolitisation atteint son point culminant lorsque les propriétaires conçoivent la vérité comme ce qui marche. Ceux qui réussissent considèrent que ce qu'ils ont accompli prouve leur compétence, ce qui prouve que les gens de qualité réussissent. Le marché libre assure la fonction de sélection naturelle. La relation de subordination qu'est le salariat est légitimé y compris dans ses formes les plus indignes, les conflits sociaux sont déréalisés. Il reste à finaliser un gouvernement impartial et la dépolitisation est achevée.

Ces éléments doivent être pris en compte pour relativiser le contentement proclamé, au soir du 6 mai 2007, sur la réconciliation des Français avec la politique, sur le registre puissant de la participation massive à la politique spectacle.

## VI.- INCARNER UNE VERITABLE ALTERNATIVE QUI N'EN RESTE PAS A LA THEORIE ET A L'INCANTATION

Pour contribuer à rendre la gauche majoritaire, actuellement émiettée et impuissante, il ne faut pas se contenter d'expliquer ce qui ne va pas et pourquoi. La tâche est nécessaire, bien que mal assurée. Il faut incarner une véritable alternative qui n'en reste pas à la théorie ni à l'incantation. Une société n'est pas la somme des intérêts des individus qui la compose, et la société moderne, calculatrice, matérialiste et mécanique est traversée par des conflits qui portent sur ses finalités. Il n'y a pas de vie politique sans que vive et s'exprime ce qui reconnaît une place à la lutte dans la vie sociale.

La perspective à construire implique de répondre à trois questions classiques de la science politique : Qui ? Contre quoi ? Pourquoi ?

Dans le discours actuel de la gauche le « qui » témoigne d'une absence de contraste, l'électorat représenté reste indistinct, le mot « socialisme » n'apparaît pas, les termes « peuple de gauche » quasiment pas. Pour exister à nouveau, la gauche doit prendre racine dans sa base sociale, pour définir « qui » elle est. N. Sarkozy parlant au nom d'une droite décomplexée et identifiée, la France capitaliste n'a pas peur d'affirmer le pouvoir de la richesse. Face à une telle assurance, à une telle assise, la gauche ne l'emportera qu'en explicitant son identité sociale. Si la sociologie marxiste a fréquemment chosifié la classe ouvrière, l'abandon de cette référence est tout aussi regrettable. Celles et ceux qui vivent de la vente de leur force de travail (ceux à qui elle n'appartient plus, pas plus que leur corps) forment un ensemble bien distinct, une classe en soi qui ne peut devenir « pour soi » que si elle est nommée et mise en mouvement en tant que telle.

Depuis les années 80 où les « adieux au prolétariat » ont permis de jolies carrières à certains trublions, l'existence de classes sociales a été broyée, assimilée à un dogmatisme ringard au profit de la « moyennisation » de la société et de l'individualisation. Les privatisations, le démantèlement progressif du code du travail, le traitement « social » du chômage, ont fragmenté le salariat. La campagne présidentielle de 2007 a placé les partis et candidats devant une mosaïque de situations individuelles. La lutte contre le CPE a montré la distance qui existait entre les jeunes des « facs » et celle des banlieues. La notion de multitude, de diversité est bien insuffisante pour désigner le rassemblement à construire.

Autant le lissage d'une politique de consommation pour tous rend difficile de dire qui sont les prolétaires, autant la bourgeoisie se repère aisément et sous une triple approche : classe ascendante puis dominante, elle aspire à exercer le pouvoir politique en sa faveur. Classe exploiteuse, elle accumule à son profit la valeur ajoutée par le travail de ceux qui lui vendent leur force de travail. Classe aliénante, elle entend diffuser sa vision du monde par ses intellectuels organiques à l'ensemble de la société. Elle n'en est pas moins divisée entre les trois types de capitaux : industriels, commerciaux, financiers. Elle est travaillée en interne par un processus de concentration. Ses affrontements internes se jouent entre industriels et financiers, entre entreprises nationales et firmes multinationales.

Pour répondre à la question « contre quoi » la classe ouvrière doit se mobiliser et contribuer à une stratégie d'alliance avec la petite paysannerie, petits artisans et commerçants indépendants. Le « solo funèbre » n'est plus à l'ordre du jour : en revanche, jouer sur les contradictions internes de la bourgeoisie est de bonne guerre.

Enfin la repolitisation requiert la formalisation d'un projet. Un autre monde est possible, certes, encore conviendrait-il d'indiquer lequel. Il ne s'agit pas de construire un modèle préétabli à l'action, ni une cité idéale descendant du ciel des idées. La société actuelle contient des virtualités à expliciter, à amplifier (Programme du Conseil national de la Résistance). Des éléments existent

déjà, mais le besoin se fait sentir d'un texte ramassé et substantiel exposant ce pourquoi les exploités se battent, en opposition aux grands axes de la politique libérale contemporaine.

**Il existe trois obstacles à la repolitisation.**

Le premier qui est d'attribuer tous les déboires du mouvement ouvrier à l'adversaire serait commettre une double erreur. Faire comme si ce mouvement avait toujours eu une lucidité parfaite dans l'action, feindre de croire que l'expression collective de la classe exploitée a toujours été sans défaut. La fragmentation, l'éparpillement de la gauche et des syndicats sont une faiblesse incontestable. Le repli des appareils (syndicaux, politiques, associatifs) sur leurs intérêts propres, au nom de la pureté doctrinale, se manifeste de façon encore plus criante (et négative) à la gauche de la gauche.

**Un deuxième défi immédiat à relever est la participation au jeu institutionnel.**

**Le troisième verrou à débloquent** concerne la séparation perçue comme inéluctable entre luttes économiques et luttes politiques. Des militants syndicaux se réfugient dans le tout syndical campé « au bord du politique ». Des militants altermondialistes et autres escomptent changer la société sans prendre le pouvoir. La transformation de la sphère économique ne s'opèrera pas sans celle de la relation gouvernants/gouvernés. Avancer de pareilles propositions ne signifie pas promouvoir le retour à la subordination syndicat/parti mais suppose d'envisager l'établissement d'une coopération entre associations, organisations syndicales et formations politiques sur une réelle alternative.

## Index des auteurs

---

### A

ADONIS Andrew · 21, 22, 163, 165, 170, 424  
 AGRIKOLIANSKY Eric · 14, 37, 38, 39, 152, 207, 345, 408, 409, 413  
 ALLEN SMITH John · 167  
 ANCELOVICI Marcos · 157, 413  
 ANDOLFATTO Dominique · 15, 407  
 ANDRIEU Claire · 15, 16, 26, 29, 30, 36, 43, 44, 46, 49, 50, 55, 90, 91, 176, 197, 212, 213, 220, 222, 301, 306, 307, 309, 312, 391, 392, 409, 411

---

### B

BARBONI Thierry · 26, 184, 241, 242, 244, 402, 403, 407, 411  
 BARIANI-FRANCESCHI Janine · 293, 411  
 BARILLON Raymond · 63  
 BARTHELEMY Martine · 15, 202, 408, 409  
 BAUCHARD Philippe · 174, 423  
 BAUDOIN Jean · 111, 353, 418  
 BAUMAN Serge · 26, 114, 230, 410  
 BEAUTÉ Jean · 170, 424

BERNARD Jean-Pierre · 69, 415  
 BERNSTEIN Serge · 75, 240, 417, 418  
 BLANCHERIE Jean-Marie · 69, 415  
 BLONDIAUX Loïc · 1, 25, 26, 74, 213, 227, 280, 410, 411  
 BOLTANSKI Luc · 153, 175, 419, 449, 452  
 BOUCHER Stephen · 23, 383, 410  
 BOURDIEU Pierre · 13, 152, 153, 154, 175, 359, 360, 407, 419, 449, 450  
 BOURDIN Isabelle · 24, 410  
 BRUNETEAU Bernard · 69, 71, 415

---

### C

CAYROL Roland · 51, 52, 60, 61, 253, 390, 410, 416, 417, 420  
 CELLARD André · 58, 286, 393, 417  
 CHARLOT Jean · 187, 408, 418  
 CHARLOT Monique · 169, 424  
 COLARD Daniel · 26, 42, 57, 107, 303, 410  
 COLLIARD Jean-Claude · 75, 178, 239, 241, 418  
 COMBLE DE NAYVES (de) Dominique · 418  
 CONFAYREUX Joseph · 21, 284, 418

CONTAMIN Jean-Gabriel · 152  
 COTE-CLISSON Gabrielle · 200  
 CRETTIEZ Xavier · 156, 409  
 CROZIER Michel · 45, 84, 91, 395, 407

---

### D

DAKOWSKA Dorota · 189  
 DENHAM Andrew · 21, 22, 23, 162, 424  
 DENIS Jean-Marie · 207  
 DENORD François · 337, 352, 353, 354, 418  
 DESBUISSONS Ghislaine · 95, 96, 97, 98, 269, 329, 331, 334, 412  
 DESENFANT Jacques · 51, 412  
 DESRAMEAUX Gérard · 248, 251, 411  
 DOBRY Michel · 38, 407  
 DROZ Jacques · 35  
 DUHAMEL Olivier · 41, 259, 291, 378, 417  
 DULONG Delphine · 174, 175, 423  
 DURAND Géraud · 104, 412, 413  
 DURANTON-CRABOL Anne-Marie · 96, 98, 99, 224, 269, 270, 330, 332, 333, 412

---

**F**

FAUCHER Florence · 205, 414  
 FAUCHER Jean-André · 58, 404, 410  
 FEASEY Richard · 163, 169, 170  
 FIESCHI Catherine · 23  
 FILLIEULE Olivier · 14, 16, 152, 207, 345, 408, 409, 413  
 FORRAT-JAIME Jérémie · 405, 424  
 FRÉMONTIER Jacques · 107, 108, 419  
 FRIEDBERG Ehrard · 395, 407  
 FROLICH Laurent · 96, 334, 412

---

**G**

GAFFNEY John · 22, 23  
 GARNETT Mark · 21, 22, 162, 424  
 GAXIE Daniel · 13, 408  
 GEFRET Fabienne · 15, 407  
 GOGUEL François · 178, 187  
 GUILMOTO Antoine · 330, 419  
 GUISEL Jean · 57, 417

---

**H**

HABERMAS Jürgen · 14, 449  
 HAEGEL Florence · 14, 20, 333, 372, 373, 378, 408  
 HAMES Tim · 21, 22, 163, 165, 169, 170, 424  
 HAOUDI Gaëlle · 26, 249, 251, 305, 346, 347, 411  
 HATZFELD Hélène · 350, 409  
 HEFFERNAN Richard · 21, 169

HEURGON Marc · 37, 38, 417  
 HURTIG Christiane · 291, 292, 416, 417

---

**I**

ION Jacques · 14, 408

---

**J**

JACOB Jean · 123, 415, 423, 442  
 JOSLAIN Evelyne · 23, 167, 424  
 JULIA David · 26, 128, 135, 336, 411  
 JULLIARD Jacques · 126, 129, 152, 419, 421, 422

---

**K**

KAPSILIS Alexandre · 97, 223, 331, 412  
 KESSLER Nicolas · 167, 425  
 KRAUS François · 347, 348, 349, 350, 417

---

**L**

LACHAISE Bernard · 301  
 LAFON Eric · 35, 36, 417  
 LAGROYE Jacques · 20, 407, 409  
 LAIGNEL André · 288, 290, 411, 422  
 LANDY Marc K. · 22  
 LARUE Muriel · 189, 425  
 LAVAU Georges · 26, 41, 45, 51, 52, 55, 86, 136, 178, 185, 205, 363, 374, 389, 393, 394, 395, 404, 407, 410, 443, 461  
 LAWSON Kay · 17, 20, 408

LEBARON Frédéric · 153  
 LECOMTE Patrick · 69, 415, 418  
 LEFEBVRE Rémi · 19, 417, 489, 492  
 LEPOUDERE Stéphane · 418  
 LEURUEZ Jacques · 169  
 LEVIN Martin A. · 22  
 LINDGAARD Jade · 21, 284, 418  
 LOSCHAK Danièle · 61, 63, 243, 255, 256, 287, 290, 411

---

**M**

MAHEU Louis · 263, 407  
 MAILHES Anne-Marie · 75, 239, 412  
 MASSART Alexis · 403, 418  
 MATONTI Frédérique · 16, 408  
 MAUS Catherine · 77, 79, 186, 220, 222, 296, 299, 301, 412  
 MAYER Nonna · 14, 37, 38, 39, 152, 207, 345, 413  
 MCADAM Doug · 16  
 MERKL Peter · 17, 20, 408  
 MEYNAUD Jean · 174  
 MITTERRAND Gilbert · 246, 411  
 MOGG Pierre-Emmanuel · 21, 23, 145, 146, 195, 410  
 MOREAU Patrick · 99  
 MOSSUZ Janine · 26, 56, 67, 68, 86, 136, 374, 404, 410

---

**O**

OFFERLÉ Michel · 14  
 OLIVER Vincent · 26, 51, 52, 54, 59, 60, 62, 76, 233, 251,

253, 286, 288, 303, 356,  
410  
ORY Pascal · 227, 334, 419

---

**P**

PACHOMOFF Karella · 26,  
76, 78, 186, 187, 371, 412  
PAPAZIAN Patrick · 20, 424  
PERRINEAU Pascal · 14, 408  
PESEY Alexandre · 21, 160,  
164, 425, 463  
POIRMEUR Yves · 1, 20, 408  
PRENDIVILLE Brendan · 123,  
415  
PUDLOWSKI Gilles · 66, 67,  
68, 250, 292, 411  
PÜTZ Christine · 378

---

**R**

RAULT Catherine · 102, 211,  
412  
RECLUS Philippe · 16, 411  
RICH Andrew · 21, 22, 425  
RIEFFEL Rémy · 128, 419  
ROCHE Agnès · 120, 414, 415  
RONCHI Francesco · 371, 419  
ROYO Martine · 23, 410

---

**S**

SAINTENY Guillaume · 119,  
120, 121, 122, 123, 124,

125, 380, 382, 383, 414,  
415

SALCE Roland · 182, 412  
SALES Arnaud · 263, 407  
SAMMAN Jean-Loup · 160,  
425  
SAWICKI Frédéric · 19, 20,  
407, 417  
SCHOENWALD Jonathan M. ·  
21, 425  
SCHWARTZENBERG Roger-  
Gérard · 64, 420  
SEBOK Olga · 249, 424  
SELLIER Michèle · 70, 73,  
201, 381, 382, 416  
SERGEANT Jean-Claude ·  
168, 170  
SIRINELLI Jean-François ·  
227, 240, 291, 334, 346,  
407, 418, 419, 420  
SOMMIER Isabelle · 14, 156,  
409, 410, 413  
STONE Diane · 22, 23, 424,  
425

---

**T**

TAGUIEFF Pierre-André · 96,  
98, 100, 136, 332, 412  
TARROW Sydney · 16, 279,  
409, 410  
TARTAKOWSKY Danielle ·  
15, 301, 409  
TAYLOR Verta · 399, 409  
THERIAULT Yvon · 263

TILLY Charles · 16, 409  
TOURAINÉ Alain · 126, 383  
TOURNÈS Ludovic · 161, 425  
TOZZI Michel · 119, 410

---

**V**

VAJOU Jean-Claude · 50, 61,  
253, 411  
VARIN Michel · 120  
VILLEMOT Dominique · 78,  
186, 418  
VIVERET Patrick · 351

---

**W**

WINOCK Michel · 35, 129,  
419, 420  
WINTREBERT Raphaël · 155,  
210, 261, 317, 323, 413,  
430

---

**Y**

YSMAL Colette · 60, 61, 253,  
417

---

**Z**

ZENAFF ZIANI Nadine · 204

## Index des structures non-partisanes

---

### A

Académie du gaullisme · 217, 301, 427, 428

Action pour le renouveau du gaullisme et de ses objectifs sociaux · 301

Adam Smith Institute · 5, 21, 160, 169

American Enterprise Institute · 5, 165, 166

Association Jeunes Cadres · 5, 65, 232, 234, 375

Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale · 5, 51, 52, 64, 71, 72, 91, 132, 201, 232, 234, 370, 425, 460

Association pour la liberté économique et le progrès social · 5, 11, 146, 147, 148, 151, 161, 196, 199, 265, 271, 325, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 352, 353, 358, 372, 420, 425, 460

Association pour le Renouveau socialiste · 5, 66

ATTAC · 5, 9, 10, 11, 31, 60, 127, 130, 152, 153, 155, 156, 157, 158, 198, 202, 203, 206, 207, 208, 209, 210, 218, 219, 234, 235, 241, 245, 261, 305, 306, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 328, 336,

344, 357, 358, 359, 360, 361, 368, 378, 396, 397, 398, 402, 405, 413, 420, 421, 425, 427, 430, 435, 437, 439, 440, 442, 443, 444, 445, 449, 452, 456, 460, 501

### B

### C

Carrefour social-démocrate · 5, 113, 460

Center for Policy Studies · 5, 168, 169

Centre d'études et de recherches Egalité et Liberté · 5, 81, 460

Centre de réflexion et de recherche pour l'élaboration d'alternatives · 136

Cercle Jules Vallès · 78, 460

Cercle Périclès · 110, 421, 460

Cercle Tocqueville · 49, 53, 54, 64, 65, 71, 78, 218, 228, 232, 234, 254, 289, 375, 389, 428, 460

Citoyens 60 · 5, 49, 52, 53, 64, 71, 108, 132, 133, 184, 201, 202, 226, 229, 232, 233, 234, 262, 263, 303, 347, 374, 375, 411, 461

Club 16 · 115

Club 89 · 43, 108, 109, 110, 266, 271, 281, 282, 283,

364, 425, 427, 460, 487, 488

Club Condorcet · 110

Club de L'Horloge · 5, 8, 10, 22, 31, 43, 94, 101, 102, 103, 104, 145, 195, 196, 198, 211, 224, 230, 263, 356, 412, 421, 425, 427, 461, 485

Club de Paris · 115

Club Jean Moulin · 8, 9, 10, 12, 16, 18, 25, 26, 30, 36, 41, 42, 43, 44, 45, 47, 48, 49, 52, 53, 54, 55, 61, 66, 71, 74, 75, 77, 83, 84, 86, 87, 91, 92, 98, 114, 126, 128, 129, 132, 136, 171, 174, 175, 176, 178, 183, 194, 195, 196, 198, 205, 206, 211, 212, 213, 220, 222, 223, 226, 228, 232, 233, 234, 239, 250, 254, 262, 279, 287, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 324, 328, 336, 343, 355, 370, 374, 375, 379, 386, 387, 388, 390, 392, 393, 400, 403, 411, 421, 422, 448, 450, 457, 458, 461

Club Louise Michel · 113, 461

Club Merleau-Ponty · 9, 31, 152, 153, 427, 449, 450, 461

Club Phares et Balises · 134, 135, 461

Club Témoin · 137, 141, 175, 185, 361

- Clubs Perspectives et Réalités · 43, 74, 239, 240, 243, 247, 282, 284
- Clubs Vème République · 78, 460
- Comité d'action institutionnel · 5, 57, 58, 59, 228, 461
- Comités d'action républicaine · 108, 109, 271, 272, 273, 375, 376, 377, 403, 421, 461
- Confrontations · 137, 184, 361, 425, 461
- Conseil pour l'avenir de la France · 110
- Convention de la Gauche Vème République · 295, 461
- Convention des institutions républicaines · 5, 8, 42, 55, 56, 58, 60, 61, 63, 64, 66, 67, 68, 70, 75, 79, 85, 89, 114, 141, 176, 197, 218, 219, 221, 222, 226, 227, 229, 240, 242, 243, 244, 245, 246, 248, 249, 253, 254, 255, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 301, 303, 305, 312, 325, 344, 347, 355, 374, 375, 392, 400, 403, 411, 421, 442, 462
- Convention pour une alternative progressiste · 5, 277, 278, 366, 367, 368, 369, 398, 452, 462
- Convention Socialisme et Démocratie · 65
- Convictions · 137, 361, 425, 462
- Critias · 132
- 
- D**
- Debout la République · 5, 216, 217, 404, 425, 462
- Démocratie 2000 · 114, 137, 411
- Démocratie directe · 76
- Démocratie nouvelle · 54, 64, 65, 83, 86, 88, 113, 218, 232, 233, 302, 304, 306, 307, 374, 375, 462
- 
- E**
- Echanges et Projets · 114, 141
- En temps réel · 28, 137, 214, 337, 357, 361, 366, 425, 456, 458, 462
- Espaces 89 · 227, 411
- 
- F**
- Fondation Concorde · 31, 149, 152, 198, 231, 425, 427, 456, 462, 489
- Fondation Copernic · 9, 31, 152, 155, 156, 158, 209, 234, 235, 278, 313, 335, 354, 355, 357, 359, 361, 366, 368, 395, 396, 397, 402, 405, 421, 425, 427, 435, 437, 439, 440, 449, 450, 456, 462, 500
- Fondation du 2 mars · 135, 336, 359, 426, 462
- Fondation Friedrich Ebert · 188, 189, 191, 379, 425
- Fondation Friedrich Naumann · 188, 189
- Fondation Gabriel Péri · 143, 191, 213, 426, 462
- Fondation Hans Seidel · 188
- Fondation Heinrich Böll · 188
- Fondation Héritage · 21, 160, 163, 166, 167, 169, 425
- Fondation Jean Jaurès · 5, 142, 143, 190, 191, 213, 355, 421, 426, 434, 454, 455, 462
- Fondation Konrad Adenauer · 188, 189
- Fondation Liberté · 266
- Fondation Marc Bloch · 26, 129, 134
- Fondation Olaf Palme · 191
- Fondation Pablo Iglesias · 191
- Fondation pour l'innovation politique · 6, 29, 31, 142, 143, 179, 191, 192, 213, 260, 261, 283, 284, 360, 362, 426, 427, 430, 431, 433, 434, 456, 462
- Fondation Robert Schuman · 6, 141, 189, 191, 213, 426, 444, 463
- Fondation Saint Simon · 9, 11, 26, 115, 116, 126, 127, 128, 129, 130, 134, 137, 138, 144, 152, 171, 214, 258, 325, 335, 336, 355, 357, 358, 359, 361, 365, 411, 422, 432, 433, 437, 446, 452, 463
- Forum de la gauche citoyenne · 368, 369, 370, 426, 463
- France.9 · 193, 215, 282, 284, 426, 463
- Front du progrès · 6, 31, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 186, 187, 218, 220, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 427, 428, 429, 463
- Front travailliste · 6, 78, 79, 187, 295, 298, 299, 463

---

## G

Génération France · 282, 463  
 Génération libérale · 340, 342, 343, 372, 426, 463  
 Giscardisme et modernité · 371  
 Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européennes · 6, 8, 10, 11, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 107, 198, 211, 213, 222, 223, 224, 225, 263, 264, 267, 268, 269, 270, 325, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 336, 344, 356, 401, 405, 412, 422, 426, 427, 463, 466

Groupement de recherche, d'action et de liaison des libéraux · 6, 109, 463

Groupes d'action municipale · 6, 8, 18, 42, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 90, 117, 132, 200, 201, 202, 203, 233, 249, 252, 346, 348, 350, 351, 380, 381, 382, 401, 405, 415, 421, 463

---

## H

Hoover Institution · 22, 166

---

## I

Idées-Action · 148, 339, 340, 341, 463  
 Initiative républicaine et socialiste · 113, 186  
 Institut Charles Coquelain · 150, 421  
 Institut Choiseul · 150, 198, 426, 463  
 Institut de l'entreprise · 149

Institut de prospective politique · 110

Institut Euro 92 · 148, 152, 463

Institut français pour la recherche sur les administrations publiques · 6, 149, 152, 363, 426, 494

Institut Molinari · 150

Institut Montaigne · 6, 29, 32, 150, 171, 198, 210, 220, 260, 363, 421, 426, 427, 434, 456, 459, 463, 495

Institut Thomas More · 426, 464

Institute of Economic Affairs · 160, 168, 169

---

## L

La République des idées · 138, 214, 258, 259, 426, 433, 434, 464

Laboratoire des idées · 282, 284, 364, 454, 455, 456, 464

Le Chêne · 282, 464

Les Gracques · 361, 457, 464

Les Nouveaux Démocrates · 110

Les Réformateurs · 426, 464

LesIDées.fr · 282

Ligue pour le combat républicain · 57, 59, 60, 254, 464

---

## M

Manhattan Institute for Policy Research · 163

Mouvement politique d'éducation populaire · 158, 325

---

## N

Notre présence · 186

Nouvelle frontière · 75, 76, 78, 81, 187, 421, 461

Novo Ideo · 360, 464

---

## O

Objectif 72 · 19, 41, 89, 201, 248, 249, 250, 251, 262, 304, 346, 347, 420, 464

Objectif socialiste · 6, 26, 249, 305, 346, 347, 348, 350, 351, 411, 464

---

## P

Positions · 51, 64, 232, 234, 261, 356, 375, 412

Présence du gaullisme · 82, 301

Présence-Fidélité gaulliste · 82

Printemps 86 · 110, 263, 266, 465

Projections des réalités économiques et sociales · 132

Prospective économique et sociale · 76

---

## R

Rencontres · 51, 64, 200

République et démocratie · 7, 113, 465

---

## S

Socialisme moderne · 66, 91, 294, 295

Société Louise Michel · 159, 465

Synthèse républicaine · 132

---

**T**

Technique et Démocratie · 7,  
9, 180, 181, 182, 325, 326,  
327, 336, 423, 465

Telos · 139, 214

Terra Nova · 31, 140, 171,  
198, 231, 257, 259, 261,

357, 358, 362, 363, 364,  
365, 378, 379, 403, 405,  
426, 427, 447, 454, 455,  
456, 457, 458, 459, 463,  
498, 499

---

**U**

Union de la Gauche Vème  
République · 297

Union des clubs pour la  
rénovation de la gauche · 7,  
8, 55, 63, 64, 65, 66, 87, 88,  
91, 252, 254, 289, 291, 292,  
293, 374, 375, 460, 465

Union des groupes et clubs  
socialistes · 7, 8, 37, 55, 66,  
67, 68, 91, 93, 176, 249,  
250, 252, 254, 255, 291,  
292, 293, 364, 411, 465

## **Les structures non-partisanes dans le champ politique**

Le champ politique est un espace dans lequel s'affrontent des acteurs variés, acteurs qui ne se résument pas aux partis : trop souvent laissés dans l'ombre par la science politique, les clubs et cercles de réflexion, les fondations politiques, les instituts, participent effectivement à la vie politique. L'enjeu de cette étude est de mettre en perspective les modalités d'action des structures non-partisanes, de 1958 à nos jours, en revenant sur leur genèse, leur morphologie, et leurs trajectoires dans le temps : apportant de nouvelles idées, proposant des nouveaux modes de fonctionnement partisanes, elles contribuent à faire bouger les lignes du débat politique et pallient les défaillances des partis en matière programmatique et d'écoute des revendications de la société civile. Sans se confondre avec les mouvements sociaux, elles partagent cependant avec ces derniers un militantisme différent de l'engagement classique et utilisent des modes d'intervention bien spécifiques.

Malgré des ressources faibles au regard de leurs homologues étrangers (les fondations allemandes, les think tanks anglo-saxons), les structures non-partisanes françaises connaissent une tendance à la professionnalisation et mobilisent de véritables réseaux d'experts pour faire entendre leur voix : à la faveur d'une crise prolongée des organisations partisanes, elles sont appelées à jouer un rôle de plus en plus important dans la construction du « politiquement imaginable », ainsi que dans l'élaboration des politiques publiques.

Descripteurs : France – sociologie politique – clubs politiques – instituts – fondations – think tanks – idées – organisations alternatives – partis politiques.

## **Non-party structures in the political arena**

The political arena is a field wherein various actors confront each other, yet cannot be defined as political parties per se. Although clubs, think tanks, political foundations and institutes all genuinely participate in the political life, political scientists have, for the most part, ignored them. The purpose of this study is to put into perspective non-party structures methods of action, from 1958 to the present day, emphasizing their genesis, morphology and trajectories. As they bring new ideas to the forefront and suggest reforms for the internal functioning of political parties, they thus contribute to the evolution of political debate and even compensate for the parties failure in designing political programs and paying attention to the demands of the civil society. Though they are not to be assimilated to social movements, they do share a form of activism which can be distinguished from classical political commitments, and also use specific methods of intervention.

Compared to their foreign counterparts (German foundations, Anglo-American think tanks), and despite meager resources, French non-party structures tend to develop their professionalism and mobilize authentic networks of experts so that their message is heard. Due to an ongoing crisis of political organizations, they will certainly play an increasing role in shaping the "politically conceivable" and in building public policies.

Keywords: France – political sociology – political clubs – institutes – foundations – think tanks – ideas – alternative organizations – political parties.

**Centre d'Études et de Recherches de Sciences Administratives et Politiques**

**(CERSA)**

**UMR 7106**

**10, rue Thénard 75005 PARIS**